Article 102.

Subordination du payement des prestations sociales agricoles et des avantages économiques et sociaux au fait que les bénéficiaires ont acquitté l'ensemble de leurs cotisations sociales agricoles.

Texte proposé par le Gouvernement:

L'article 1143-I ci-dessous est ajouté au code rural:

I. — Les caisses de mutualité sociale agricole ont la faculté de prélever sur le montant des prestations dues à leurs adhérents les cotisations dont ceux-ci sont redevables à leur égard.

Elles peuvent également régler aux autres caisses de mutualité sociale agricole qui leur en ont fait la demande pour le compte de leurs adhérents, et par prélèvement sur le montant des prestations dues à ces derniers, les cotisations dont ils sont redevables au titre de la législation sociale agricole.

II. — Nulle personne physique ou morale ne peut bénéficier des prestations et avantages d'ordre économique ou social accordés aux agriculteurs si elle ne justifie de la régularité de sa situation au regard des organismes chargés de l'application de la législation sociale agricole.

III. — Des arrêtés des secrétaires d'Etat à l'agriculture et au budget détermineront les conditions d'application du présent article.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

L'article 1143-I ci-dessous est ajouté au code rural:

I. — Article 1143-I. — Les caisses de mutualité sociale agricole ont la faculté de prélever sur le montant des prestations dues à leurs adhérents les cotisations dont ceux-ci sont redevables à leur égard.

Deuxième alinéa conforme.

II. — Nulle personne physique ou morale ne peut bénéficier des prestations accordées aux agriculteurs si elle ne justifie de la régularité de sa situation au regard des organismes chargés de l'application de la législation sociale agricole.

III. — Conforme.

Texte proposé par votre commission:

L'article 1143-I ci-dessous est ajouté au code rural:

I. — Premier alinéa conforme.

Deuxième alinéa disjoint.

Nulle personne physique ou morale ne peut bénéficier des avantages d'ordre économique accordés aux agriculteurs si elle ne justifie de la régularité de sa situation au regard des organismes chargés de l'application de la législation sociale agricole.

Un règlement d'administration publique fixera les conditions d'application du présent article.

Exposé des motifs et commentaires. — Le texte proposé par le Gouvernement avait un double objet:

1° Permettre aux caisses de la mutualité sociale agricole de faire, de leur propre initiative, la compensation entre les sommes qu'elles doivent verser aux intéressés et les cotisations dont ceux-ci sont redevables envers elles;

2° Subordonner le payement des prestations et des avantages d'ordre économique ou social à la justification de la régularité de la situation des intéressés au regard des organismes chargés de l'application de la législation sociale agricole.

L'Assemblée nationale, acceptant la première proposition, a modifié la seconde en excluant les avantages d'ordre économique et social et en ne laissant subsister la condition que pour les prestations.

Votre commission des finances a estimé que le droit de compensation qui serait ainsi donné aux caisses serait contraire aux principes généraux de notre droit et pourrait conduire à des résultats regrettables. Elle a donc disjoint le paragraphe premier de cet article. Par contre, elle a estimé qu'il était parfaitement légitime de subordonner le versement d'avantages d'ordre économique, tels que la ristourne sur le matériel agricole ou la détaxe sur le carburant agricole, à la justification du payement des cotisations exigibles. Elle vous propose donc de modifier en ce sens le paragraphe II en laissant à un règlement d'administration publique, et non à un arrêté, le soin de préciser les modalités d'application de cette disposition.

Article 102 *bis*.

Plafonnement, en 1957, des cotisations techniques versées au titre des prestations familiales agricoles.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

En outre, les taux des cotisations complémentaires applicables au titre de l'exercice 1957, ne pourront, sauf dérogation exceptionnelle accordée par décision du secrétaire d'Etat à l'agriculture sur proposition dûment motivée du préfet, président du comité départemental des prestations familiales agricoles, être supérieurs aux taux des cotisations complémentaires émises au titre de l'exercice 1956.

Texte proposé par votre commission:

Les taux... à compléter comme texte ci-dessus... exercice 1956.

Exposé des motifs et commentaires. — Le présent article, qui résulte de l'adoption d'un amendement de M. Antoine Guitton, a pour objet d'éviter, sauf cas exceptionnels, une augmentation des cotisations complémentaires que verseront, en 1957, les exploitants agricoles. Il est rappelé que ces cotisations complémentaires ne sont pas versées au budget annexe des prestations familiales agricoles, mais restent à la disposition des caisses pour leur permettre de servir des prestations supplémentaires et de participer à l'action sanitaire et sociale.

Votre commission des finances vous en propose l'adoption sous réserve d'une rectification de pure forme.

Article 103.

Création des établissements relevant de l'éducation nationale.

Texte proposé par le Gouvernement:

A compter de la promulgation de la présente loi, la création des établissements relevant du ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports dans les divers ordres d'enseignement sera opérée par décret en conseil d'Etat dans tous les cas où n'est pas déjà prévue une procédure réglementaire.

Ces décrets, pris sur le rapport du ministre chargé du budget et du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, définiront en tant que de besoin les règles de gestion et le régime administratif et financier de ces établissements.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Disjoint.

Texte proposé par votre commission:

Disjonction maintenue.

Exposé des motifs et commentaires. — La création des établissements d'enseignement dotés de la personnalité civile et de l'autonomie financière doit, en règle générale, être autorisée par la loi. En raison des besoins importants de l'éducation nationale, cette procédure se révèle très lourde et peu rapide.

Il était donc proposé de donner au Gouvernement les pouvoirs nécessaires à la création par décret de ces établissements; cette procédure est déjà admise pour les centres d'apprentissage.

L'Assemblée nationale a disjoint ce texte par application des dispositions de l'article 51 du décret organique.

Votre commission des finances a adopté le même point de vue. Mais, bien que cet argument de droit suffise à justifier le maintien de la disjonction, elle tient à ajouter qu'en tout état de cause, elle n'aurait pas cru devoir retenir une disposition qui lui apparaît comme beaucoup trop large.

Article 104.

Réforme des classes de voitures dans les trains de voyageurs de la Société nationale des chemins de fer français. — Ajustement du taux sur surtaxes locales temporaires et des taxes perçues dans les ports au profit des invalides de la marine.

Texte proposé par le Gouvernement:

§ 1er. — A partir d'une date qui sera fixée par arrêté du secrétaire d'Etat aux travaux publics, aux transports et au tourisme, en fonction de la modification du régime des classes de voitures sur les lignes de la Société nationale des chemins de fer français, les taux des surtaxes locales temporaires instituées au profit des collectivités et établissements publics concernant le transport des voyageurs et des chiens accompagnés seront, nonobstant les dispositions figurant dans les décrets institutifs de ces surtaxes pris en application de la loi n° 866 du 15 septembre 1942, modifiés de la manière suivante:

a) Les taux des surtaxes prévues antérieurement pour la 1re classe resteront applicables à la 1re classe nouvelle;

b) Les taux des surtaxes prévues antérieurement pour la 2e classe cesseront d'être applicables;

c) Le taux des surtaxes prévues antérieurement pour la 3e classe seront applicables à la 2e classe nouvelle;

d) Le transport des chiens accompagnés donnera lieu à la perception de mêmes surtaxes que celui des voyageurs de 2e classe.

Les dispositions qui précèdent seront applicables de plein droit aux surtaxes locales temporaires en vigueur. Des arrêtés du secrétaire d'Etat aux travaux publics, aux transports et au tourisme apporteront aux décrets qui les ont instituées les modifications résultant du présent paragraphe.

Les dispositions de la loi n° 48-405 du 10 mars 1948 simplifiant le régime des surtaxes locales temporaires perçues par la Société nationale des chemins de fer français sur certaines catégories de transport resteront applicables quand elles ne seront pas contraires aux dispositions ci-dessus.

§ 2. — A partir de la date prévue au premier alinéa du paragraphe 1er du présent article:

a) Les mots « les îles britanniques et les îles anglo-normandes » seront supprimés à la deuxième colonne du tableau inclus dans l'article 5 de la loi n° 47-1683 du 3 septembre 1947, modifié par l'article 4 de la loi n° 51-238 du 28 février 1951 et l'article 3 de la loi n° 54-1495 du 31 décembre 1954;

b) Les taux de la taxe à percevoir au profit de l'établissement national des invalides de la marine en vertu des textes susvisés seront, pour les passagers en provenance des îles britanniques ou anglo-normandes et à destination de la France métropolitaine ou inversement de:

400 F par passager de 1re classe;
100 F par passager de 2e classe;

Le tableau visé ci-dessus sera complété en conséquence.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs. — La récente réforme du régime des classes de voitures dans les trains de voyageurs de la Société nationale des chemins de fer français a réduit à deux le nombre des classes de voitures dans les trains de cette société.

Le nouveau régime doit entraîner obligatoirement un ajustement des taux des surtaxes locales temporaires lorsque ceux-ci, fixés par les décrets institutifs pris en vertu de la loi du 15 septembre 1942, sont établis en fonction du numéro des classes de voitures.

Il reste entendu que cet ajustement laisse subsister la possibilité pour les collectivités emprunteuses — en cas d'insuffisance du rendement des surtaxes destinées à gagner les annuités des emprunts correspondants — d'obtenir dans les conditions de droit commun, le relèvement de leurs taux et la prolongation de la durée de perception.

Le nouveau régime doit entraîner également un ajustement des taxes à percevoir dans les ports au profit de l'établissement national des invalides de la marine sur les passagers en provenance des îles britanniques ou anglo-normandes et à destination de la France métropolitaine ou inversement.

Commentaires. — Bien qu'à l'Assemblée nationale diverses questions aient été posées en séance publique à l'occasion de cet article, les dispositions qu'il contient n'ont soulevé aucune objection.

Pour sa part, votre commission des finances n'a pas de remarques à formuler et elle vous propose, en conséquence, d'adopter sans modification le présent article.

Article 104 *bis*.

Autoroute de la vallée du Rhône.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Les emprunts contractés pour la construction de l'autoroute de la vallée du Rhône, entre Vienne et Valence, par les organismes prévus à l'article 4 de la loi n° 55-435 du 18 avril 1955 portant statut des autoroutes bénéficieront de la garantie de l'Etat dans la limite d'un montant de 7 milliards 500 millions.

Texte proposé par la commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Cet article provient d'un amendement déposé en cours de séance à l'Assemblée nationale.

Il tend à faire bénéficier de la garantie de l'Etat, dans la limite d'un montant de 7,5 milliards, les emprunts qui seront contractés pour la construction de l'autoroute de la vallée du Rhône, entre Vienne et Valence.

Cette disposition est inspirée par le double souci de permettre la réalisation de travaux dont l'intérêt ne saurait être contesté et celui d'obtenir un prix de revient suffisamment modéré pour que le montant des péages éventuellement perçus soit aussi peu élevé que possible.

Votre commission des finances vous propose d'adopter cet article sans modification.

Article 105.

Cession gratuite de planeurs aux aéroclubs.

Texte proposé par le Gouvernement:

Par dérogation aux dispositions de l'article 4 du décret-loi du 28 février 1940 relatives à la gestion et à l'aliénation du domaine mobilier de l'Etat, le service des domaines est autorisé, jusqu'au 1er juillet 1958, à vendre aux aéroclubs agréés et associations interclubs, pour un prix symbolique, les planeurs et matériels de vol à voile actuellement en service dans ces organismes et faisant partie du parc du service de la formation aéronautique et des sports aériens.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par la commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — La loi relative au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Travaux publics, transports et tourisme. — II. Aviation civile et commerciale) comportait un article 4 prévoyant la cession, pour un prix symbolique, aux aéroclubs agréés, des avions faisant partie du parc du service de l'aviation légère et sportive (actuellement service de la formation aéronautique et des sports aériens).

Cette opération s'est effectuée au cours des années 1953, 1954 et 1955 et a régularisé la situation de nombreux appareils qui se trouvaient, en fait, à la disposition complète des aéroclubs depuis plusieurs années.

Cette mesure a permis d'assainir la gestion d'un matériel dont l'Etat était resté provisoirement propriétaire, mais dont ses services ne pouvaient pratiquement pas assurer la responsabilité par suite de sa dispersion.

Une situation analogue à celle décrite ci-dessus, pour l'aviation à moteur, existe encore actuellement pour le matériel de vol à voile.

Ce matériel est réparti entre plus de cent clubs ou centres interclubs, le service de la formation aéronautique et des sports aériens n'ayant conservé que la gestion du matériel affecté aux centres nationaux qu'il administre directement.

Les inconvénients qui résultaient de la dispersion des avions et de l'indécision qui régnait sur la responsabilité de leur entretien et de leur bonne gestion se retrouvent donc pour le matériel de vol à voile.

Par ailleurs, des difficultés juridiques graves se posent en matière de responsabilité civile pour les accidents aux tiers pouvant provenir de l'utilisation de ce matériel. Les tribunaux, en effet, n'admettent pas toujours la responsabilité de l'exploitant et engagent la responsabilité de l'Etat propriétaire.

C'est pour ces raisons qu'il est demandé d'insérer le présent article permettant la cession aux aéroclubs des planeurs et du matériel de vol à voile, actuellement en service dans les associations et centres interclubs, faisant partie du parc au service de la formation aéronautique et des sports aériens dans les mêmes conditions que la cession des avions autorisés par la loi de finances de 1953.

Cet article, qui a été adopté sans modification par l'Assemblée nationale, n'appelle pas d'observation de la part de votre commission des finances.

Article 106.

Suppression de la présentation au Parlement des comptes en valeur et des résumés généraux relatifs aux matières et approvisionnements appartenant à l'Etat.

Texte proposé par le Gouvernement:

Sont abrogés:

L'article 10 de la loi du 24 avril 1833 relatif à la production au Parlement des comptes matières appartenant à l'Etat;

L'article 14 de la loi de finances du 8 mars 1950 relatif à la situation annuelle des approvisionnements de la marine;

L'article 2 de la loi du 9 décembre 1902 relatif à la production au Parlement d'états concernant le matériel classé à la réserve de guerre.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par la commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Cet article tend à supprimer, en ce qui concerne les matières et approvisionnements appartenant à l'Etat, les comptes en valeur et les résumés généraux qui doivent être soumis chaque année au Parlement. L'élaboration de ces documents nécessite, en effet, un travail considérable pour un intérêt relativement minime.

Aussi, votre commission des finances vous en propose-t-elle l'adoption.

Article 107.

Aide aux victimes de calamités agricoles.

Texte proposé par le Gouvernement:

I. — L'alinéa 1er et l'alinéa 2, 1° et 2°, de l'article 676 du code rural sont respectivement complétés et modifiés ainsi qu'il suit:

« Le montant des emprunts ainsi garantis par le fonds est limité à quinze fois celui des ressources dont il dispose. »

« Le fonds prend en charge les sommes devenues irrécouvrables sur les prêts assortis de sa garantie ainsi que les annuités de prêts consentis en application des articles 675 et 696 dont il pourra être fait en tout ou partie remise aux emprunteurs dans des conditions fixées par décret. »

. . . . . .

1° Des dotations inscrites au budget de l'agriculture.

2° Des subventions éventuelles des départements, communes, établissements publics, organisations professionnelles agricoles et de toute personne physique ou morale.

II. — Il est ajouté au code rural un article 675-I, ainsi conçu:

« Art. 675. — I. Les prêts institués par l'article 675 peuvent être accordés aux collectivités énumérées à l'article 617, 1° à 4°, 6° et 7°. »

III. — L'article 696 du code rural est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« Art. 696. — Les prêts spéciaux institués par l'article 675 en vue de la réparation des dégâts causés par des calamités publiques peuvent également être accordés sous forme de prêts à long terme au taux de 3 p. 100 et d'une durée maximale de trente ans. »

IV. — Le décret n° 56 934 du 17 septembre 1956 tendant à accorder une aide exceptionnelle aux viticulteurs victimes des gelées intervenues durant l'hiver 1955-1956 est confirmé.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

I. — L'article 676 du code rural est ainsi modifié:

a) Il est inséré, entre le premier et le deuxième alinéa, les deux nouveaux alinéas suivants:

« Le montant des emprunts ainsi garantis par le fonds est limité à quinze fois celui des ressources dont il dispose. »

« Le fonds prend en charge les sommes devenues irrécouvrables sur les prêts assortis de sa garantie ainsi que les annuités de prêts consentis en application des articles 675 et 696 dont il pourra être fait en tout ou partie remise aux emprunteurs dans des conditions fixées par décret. »

b) Les alinéas 1° et 2° sont ainsi modifiés:

1° Des dotations inscrites au budget de l'agriculture.

2° Des subventions éventuelles des départements, communes, établissements publics, organisations professionnelles agricoles et de toute personne physique ou morale.

II. — Il est ajouté au code rural un article 675-I, ainsi conçu:

« Art. 675. — I. Les prêts institués par l'article 675 peuvent être accordés aux collectivités énumérées à l'article 617, 1° à 4°, 6° et 7°. Toutefois la priorité sera accordée aux exploitations agricoles ayant un revenu cadastral inférieur à 60.000 F. »

(Le reste sans changement.)

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs. — Il est apparu nécessaire de modifier plusieurs articles du code rural afin de compléter les moyens mis à la disposition de l'Etat pour venir en aide aux victimes des calamités publiques.

C'est ainsi que le fonds de garantie des prêts de calamités publiques aura une action plus étendue dans le domaine de la garantie et qu'il pourra également prendre en charge tout ou partie des annuités des emprunts contractés par les sinistrés.

De même, les collectivités pourront bénéficier de prêts jusqu'alors réservés par la loi aux agriculteurs. Ces prêts peuvent, par ailleurs, être accordés sous forme de prêts à long terme.

Commentaires. — L'objet de cet article est d'assouplir les conditions d'aide aux victimes des calamités publiques. La disposition essentielle concerne le fonds spécial géré par la caisse nationale de crédit agricole qui garantit les emprunts des cultivateurs sinistrés, lorsque ceux-ci ne peuvent offrir toutes les sûretés exigées en raison de la modicité de leur exploitation et du fait de leur sinistre.

L'article a été adopté pratiquement sans modification par la commission des finances de l'Assemblée nationale, mais en séance il a été complété par un amendement tendant à prévoir une priorité en faveur des petites exploitations agricoles, définies par un revenu cadastral inférieur à 60.000 F.

Les auteurs de l'amendement ont cru nécessaire de prévoir cette priorité dans la crainte que le montant limité des emprunts que le fonds est admis à garantir ne permette pas de dispenser cette garantie aussi largement qu'elle sera sollicitée.

Il semble en effet que les ressources du fonds devant se limiter pratiquement à la dotation de 100 millions inscrite au budget du ministère de l'agriculture, le montant des emprunts susceptibles d'être garantis se trouvera, par voie de conséquence, limité à 1,5 milliard, ce qui est évidemment extrêmement faible.

Aussi votre commission vous propose-t-elle d'adopter le présent article avec la modification que lui a apportée l'Assemblée nationale.

Article 108.

Transfert de dépenses du budget de l'Algérie au budget général.

Texte proposé par le Gouvernement (troisième lettre rectificative):

Dans la limite des crédits ouverts au ministre de l'intérieur pour la mise en jeu de la garantie donnée à l'Algérie pour l'équilibre de son budget, est autorisé le transfert au budget de l'Etat des dépenses ou services dont la charge incombe actuellement à l'Algérie. La répartition par chapitre des crédits correspondants sera effectuée par arrêté.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Le budget de l'Algérie bénéficiant en 1957 d'une garantie importante d'équilibre (18.575 millions) qui semble devoir être renouvelée dans les prochaines années, le Gouvernement a estimé qu'il était de meilleure méthode d'imputer directement au budget de l'Etat la charge de diverses dépenses jusqu'ici inscrites au budget de l'Algérie.

Tel est l'objet du présent article que votre commission des finances vous propose d'adopter.

Article 109.

Dispositions financières provisoires pour le Cameroun.

Texte proposé par le Gouvernement (troisième lettre rectificative):

En raison de la dissolution de l'Assemblée territoriale du Cameroun prononcée par le décret n° 56-1113 du 8 novembre 1956 et de l'élection d'une nouvelle assemblée décidée par le décret n° 56-1155 du 16 novembre 1956, les délibérations de l'assemblée territoriale du Cameroun qui seront prises au cours de sa première session de 1957 en matière d'impôts directs, de contributions ou de taxes assimilées à percevoir dans ce territoire en 1957, seront applicables rétroactivement à compter du 1er janvier 1957 quelle que soit la date à laquelle ces délibérations pourront être régulièrement rendues exécutoires.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs. — Afin de permettre la mise en œuvre des réformes institutionnelles prévues par l'article 9 de la loi-cadre n° 56-619 du 23 juin 1956, l'assemblée territoriale du Cameroun a été dissoute par décret n° 56-113 du 8 novembre 1956.

La date des élections à la nouvelle assemblée ayant été fixée au 23 décembre 1956 par le décret n° 56-1155 du 16 novembre 1956, il n'est pas possible d'espérer que l'Assemblée puisse délibérer en matière fiscale avant le 1er janvier 1957.

Dans l'hypothèse où les relèvements de tarifs et créations d'impôts envisagés ne pourraient entrer en vigueur au 1er janvier 1957, la garantie d'équilibre actuellement prévue au budget général ne permettrait pas d'assurer l'équilibre du budget du Cameroun.

L'article 36 du décret du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative au Cameroun prévoit, en effet, que la perception des impôts, taxes et contributions de toute nature, doit se faire sur les bases anciennes et d'après les tarifs antérieurs jusqu'à ce que les nouvelles mesures soient devenues exécutoires.

Sauf habilitation expresse par une loi, la future assemblée territoriale du Cameroun ne saurait donc, sans excéder sa compétence, décider que ses délibérations en matière d'impôts directs, de contributions et de taxes assimilées prises après le 1er janvier 1957 sont applicables à partir de cette date; en application du présent projet d'article de loi, ces mesures fiscales pourront avoir leur plein effet sur l'équilibre du budget de 1957.

Commentaires. — Cette disposition, proposée par le Gouvernement par lettre rectificative n° 3491, a été acceptée par l'Assemblée nationale sans modification; votre commission vous propose de l'adopter également.

Article 110.

Imposition des huiles minérales usagées.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Les huiles minérales de graissage usagées en provenance de l'avitaillement des navires, des aéronefs ou des unités militaires étrangères stationnées sur le territoire français seront intégralement destinées à la régénération, à l'exclusion de tout autre emploi.

Lesdites huiles ramassées seront importées en franchise de droit de douane et des taxes intérieures prévues à l'article 265 du code des douanes. Sur ces huiles, il sera perçu uniquement la taxe à la valeur ajoutée de 19,50 p. 100, calculée sur le prix payé aux vendeurs des huiles usagées. Cette taxe ne peut en aucun cas être récupérable.

Texte voté par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Ce texte a été adopté par l'Assemblée nationale sur l'initiative de M. Pleven. Il tend à mettre fin à une situation également dommageable pour le budget, qu'elle prive de certaines ressources, pour l'économie française, qui ne peut voir mettre à sa disposition des huiles minérales régénérées, et enfin pour la pêche et le tourisme, car les huiles usagées sont actuellement rejetées par les navires à la mer et la polluent. En effet, les huiles de graissage usagées dont se déchargent les navires sont soumises aux mêmes droits de douane que les huiles neuves et leur régénération ne constitue donc pas une exploitation industriellement rentable. La présente proposition a pour objet de remédier à cette situation en soumettant les huiles de graissage usagées au payement de la seule taxe à la valeur ajoutée; elle a été acceptée par le Gouvernement et votre commission vous propose de l'adopter.

TOME III

EXAMEN DES CREDITS (1)

VOLUME I

AFFAIRES ETRANGERES

Rapporteur spécial: M. Georges PORTMANN

Les crédits demandés par le Gouvernement au titre des dépenses du ministère des affaires étrangères pour l'exercice 1957 s'élèvent à 18.987.350.000 F; 441.100.000 F sont en outre proposés pour les autorisations de programme. En 1956, ce même budget s'élevait à 20.234.669.000 F et les autorisations de programme à 1.919.800.000 F.

Je dois donc vous présenter un budget en diminution de 1.247.319.000 F et des autorisations de programme réduites de 1.478.400.000 F.

Le sens et l'ampleur de ces différences, inconnues depuis longtemps, sont particulièrement inquiétants au moment où la situation de la France sur le plan international se heurte à des oppositions d'une violence rarement atteinte.

Certes, la plus grande partie de ces deux différences — 1.491 millions de francs pour chaque catégorie — correspond à la suppression des investissements exécutés avec le concours de l'Etat pour l'équipement économique de la Sarre. C'est une conséquence du retour de la Sarre à l'Allemagne prévu pour le 1er janvier prochain.

Nous aurons prochainement à examiner le projet de loi de ratification du traité franco-allemand, avant son application je l'espère! Et il n'y a pas lieu d'engager aujourd'hui un débat sur ce sujet. Nous constatons toutefois que le traité du 27 octobre 1956 n'était pas encore signé lorsque le présent budget a été préparé et déposé. Nous n'ignorons pas qu'après le malheureux référendum

(1) Voir: Assemblée nationale (3e législ.), nos 2951, 3289, 3303, 3490, 3495, 3207, 3227, 3233, 3290, 3404 (rectifié), 3469, 3475, 3522, 3536, 3261, 3262, 3270, 3313, 3318, 3319, 3343, 3347, 3348, 3402 et in-8° 321; Conseil de la République, n° 157 (session de 1956-1957).

sarrois, le retour de la Sarre à l'Allemagne était inévitable. Votre commission des finances ne saurait reprocher à M. le secrétaire d'Etat au budget d'avoir tenu compte des réalités et aussi de l'expérience, car nous assistons exactement, en ce qui concerne la Sarre, comme d'ailleurs en ce qui concerne toute notre politique extérieure, à la même évolution que celle de 1935-1939. Elle exprimera toutefois à M. le ministre des affaires étrangères son regret de voir le Parlement placé pratiquement, comme trop souvent, devant le fait accompli, dans un domaine aussi grave.

Compte tenu de ce fait, le présent budget se trouve donc augmenté de 243.681.000 F par rapport à celui de 1956 et les autorisations de programme sont également supérieures de 12.600.000 F à celles de cette année.

Nous étudierons, dans une première partie, la nature des modifications que propose le Gouvernement par rapport aux crédits votés pour 1956. Nous essayerons ensuite de situer le budget des affaires étrangères dans le cadre de la politique que tente de traduire la loi de finances dans sa nouvelle présentation. Cette dernière partie sera essentiellement consacrée au problème des relations culturelles avec l'étranger, fondement de toute action en faveur du rayonnement de notre pays dans le monde.

Analyse des différences constatées entre 1956 et 1957.

Les dépenses ordinaires sont augmentées de 203.381.000 F, soit 126.553.000 F de diminution pour les moyens des services et 329 millions 939.000 F d'augmentation pour les interventions publiques.

Augmentations de crédits.

Quelques chapitres sont en augmentation: en particulier, par lettre rectificative au présent projet, le Gouvernement a accepté d'augmenter l'assistance technique de 530 millions de francs, ce qui porte la dotation de 270 à 800 millions. Nous avions, lors du débat sur le collectif, jugé ces crédits notoirement insuffisants et nous pouvons espérer que l'attitude de votre commission a porté ses fruits: il s'agit là, je le rappelle, de la double affectation du quai d'Orsay et du quai Branly qui ne s'est pas faite sans heurts, mais il est encore trop tôt pour porter un jugement définitif sur ses résultats.

Font aussi l'objet d'augmentation: le développement des mesures en faveur des fonctions (166.900.000 F supplémentaires), l'application de la réforme du statut des administrateurs civils aux agents du corps diplomatique et consulaire (+ 39.800.000 F), les modifications apportées au régime des rémunérations du personnel en fonction en Sarre (+ 7.100.000 F), les vacations et indemnités allouées aux membres de la commission des dommages de guerre à l'étranger (+ 1.500.000 F), la majoration des rémunérations d'agents du corps diplomatique consécutives à des hausses du coût de la vie dans certains pays étrangers — déjà signalées pour 1956 dans notre précédent rapport (+ 33 millions de francs) et les ajustements de dépenses de personnel (+ 2.700.000 F). Ces différentes augmentations n'appellent aucun commentaire particulier.

L'augmentation des dépenses de la plupart des organismes internationaux entraîne automatiquement une augmentation de la participation française:

Conseil européen pour la recherche nucléaire, + 183 millions de francs.

Organisation mondiale de la santé, + 42.800.000 F.

U. N. E. S. C. O., + 16 millions de francs.

Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, + 13.900.000 F.

Organisation de l'aviation civile internationale, + 11.900.000 F.

Organisation du traité du Sud-Est asiatique, + 12 millions de francs.

Fonds des Nations Unies pour le secours aux réfugiés, + 38 millions de francs.

Assistance technique des Nations Unies, + 32.400.000 F.

Divers, + 25.300.000 F.

Les interventions publiques comportent une augmentation de crédits de 18 millions de francs destinée entièrement au versement de la liste civile que le Gouvernement a décidé d'allouer à l'ex-sultan Ben Arafa. Ce crédit s'ajoutera à celui de 10 millions de francs prévu, comme l'an dernier, pour l'aide à la famille d'Abd el-Kader. Ce sont là des dettes d'honneur de la France sur lesquelles il est inutile d'insister.

Enfin, dernière augmentation, 83.600.000 F sont destinés au personnel enseignant des relations culturelles, victimes de la hausse du coût de la vie dans certains pays. Nous verrons dans la deuxième partie que ce geste bien tardif est notoirement insuffisant.

Diminutions de crédits.

Les diminutions de crédits que nous allons examiner maintenant sont malheureusement plus importantes dans leurs conséquences. Des modifications d'effectifs, concernant notamment les services du chiffre et des archives, permettent d'économiser trois millions de francs. La liquidation progressive des services des affaires allemandes et autrichiennes et des services français en Sarre, ainsi que quelques suppressions d'emplois, entraînent une économie de 208.309.000 F. Une plus juste appréciation des besoins relatifs aux prestations familiales permet une diminution de 5.600.000 F. Cinq emplois sont transférés au budget des affaires marocaines et tunisiennes (4 millions de francs). L'aide aux réfugiés de Palestine est diminuée de 100 millions de francs et au comité intergouvernemental des migrations européennes de 85 millions de francs. Sur cette dernière réduction votre commission des finances fait quelques réserves. Le Gouvernement a proposé la suppression de la participation française sans l'avoir notifiée en temps voulu. De ce fait la France se trouve toujours engagée et le crédit de 85 millions devrait être maintenu.

Au cours des débats à l'Assemblée nationale, M. le secrétaire d'Etat au budget a reconnu cette nécessité et a pris l'engagement d'inscrire un crédit de 70 millions — ce qui lui paraît suffisant — au collectif de 1957.

L'assistance à la Libye subit une réduction extrêmement importante puisqu'elle est ramenée de 260 à 35 millions. Ce crédit de 35 millions correspond à des mesures d'ordre conservatoire: contribution à l'agence libyenne de reconstruction et de stabilisation pour conserver à la France son siège au conseil d'administration de cet organisme, contribution à la corporation financière, entretien de nos techniciens et conseillers civils au Fezzan. Toute autre assistance à la Libye est supprimée. Le récent débat sur la ratification du traité franco-libyen vous a apporté tous renseignements sur ce problème.

Les dépenses concernant les réfugiés étrangers en France ainsi que les indigents français à l'étranger sont diminuées de 26 millions 500.000 F. Il est certain qu'au moment où le budget a été préparé on était en droit de penser que le nombre des réfugiés étrangers en France ne pouvait que diminuer car, à cette époque, les relations internationales, avec les pays de l'Est européen notamment, semblaient en voie d'amélioration. Le drame hongrois vient de cruellement démentir cette prévision. C'est pourquoi votre commission des finances demande au Gouvernement de supprimer cette réduction de crédit ou de lui donner l'assurance que des crédits spéciaux pour l'accueil des réfugiés seront rapidement demandés dans un projet spécial.

Un douloureux problème national se pose en effet devant le traitement infligé aujourd'hui à des milliers de Français coupables seulement d'avoir assuré à l'étranger le rayonnement intellectuel et pacifique de la France.

M. le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères a déclaré devant l'Assemblée nationale qu'il se préoccupait de promouvoir l'action à mettre en œuvre pour venir en aide aux Français privés par les événements d'Egypte de leurs moyens d'existence.

Il paraît opportun de rappeler à cette occasion que des problèmes strictement équivalents se sont trouvés posés au Gouvernement français lorsqu'en 1939 il dut faire face à l'afflux de réfugiés français chassés par Hitler d'Allemagne et des divers pays occupés par le Reich. L'office des biens et intérêts privés — prédécesseur du service des biens et intérêts privés actuel — avait été chargé de l'application des mesures prises, qu'elles fussent conservatoires ou actives, comme entrant dans sa compétence normale.

C'est ainsi qu'il avait assuré la mise en œuvre du décret du 12 septembre 1939 qui, par un jeu d'allocations financières modestes mais efficaces, avait permis au moins aux rapatriés dénués de toute ressource de se procurer le pain quotidien.

L'office des biens et intérêts privés, après avoir rendu d'immenses services pendant plusieurs décades, a été supprimé malgré l'opposition de notre Assemblée. Au cours du débat consacré, le 19 décembre 1952, au budget des affaires étrangères pour l'exercice 1953, notre collègue M. Ernest Pezet, après avoir rappelé l'œuvre féconde de l'O. B. I. P., prononçait ces paroles prophétiques: « Les tâches de l'O. B. I. P. ne peuvent qu'aller croissant dans certains pays tourmentés et en mouvance politique et sociale qui lésera sûrement bien des ressortissants français ». Le Conseil de la République, convaincu par les arguments irréfutables de notre éminent collègue, votait son amendement comportant réduction indicative, manifestant ainsi sa volonté de voir le Gouvernement renoncer à la suppression de l'O. B. I. P.

Malgré ce vote, l'O. B. I. P. a disparu de l'intitulé du chapitre 36-91 qui était réservé à la participation de l'Etat aux frais de cet organisme.

Au moment où les problèmes soulevés par l'arrivée en France d'un nombre important de Français expulsés par mesures autoritaires ou chassés par la conjoncture de leur pays de résidence revêtent une acuité particulière, la nécessité d'une coordination stricte apparaît clairement, afin d'éviter des disparités de traitement entre les diverses catégories de rapatriés, génératrices de mécontentement et de difficultés.

Le service des biens et intérêts privés a été chargé, par une décision du ministre du 20 novembre, de procéder au recensement des biens, droits et intérêts français en Egypte tombant sous le coup des mesures égyptiennes de séquestre, ainsi qu'à l'analyse des préjudices divers dont ces biens pouvaient déjà avoir souffert.

Cette opération a déjà donné des résultats considérables en nombre et en importance, mais a démontré que toute une série de questions absolument vitales pour les intéressés se posaient parallèlement à la protection forcément différée de leurs biens, questions requérant une solution pratiquement immédiate, puisque conditionnant l'existence quotidienne même des déclarants.

Sans doute, l'aspect du problème posé par les rapatriés et expulsés proprement dits est-il le plus spectaculaire et le mieux connu. Il ne doit cependant pas faire oublier le cas des Français qui se sont trouvés immobilisés sur le territoire métropolitain par la survenance des événements et qui les ont coupés de toute ressource, non plus que celui des retraités des divers organismes officiels ou privés égyptiens et qui n'avaient pour tout moyen d'existence en France que leur pension qui n'arrive plus d'Egypte depuis le mois d'août déjà.

Au surplus, le recensement des préjudices d'Egypte a suscité parmi les Français rapatriés ou expulsés d'autre pays (Syrie, Tunisie, Maroc), certains remous et de nombreuses questions relatives aux mesures de protection et d'aide susceptibles de leur être applicables

L'articulation actuelle du service des biens et intérêts privés rend difficile la tâche de coordination que les événements lui imposent. Rattaché administrativement depuis 1953 à la direction des affaires économiques et financières, du ministère des affaires étrangères, le cadre des attributions de cette direction est forcément trop étroit pour que le service puisse répondre à l'ensemble des urgences qui se posent à lui et d'ailleurs certains secteurs administratifs, sans liaison avec la direction des affaires économiques, ne peuvent s'adresser directement au service dont pourtant la collaboration s'avère indispensable à leurs yeux.

Le problème de la défense des Français de l'étranger et de leurs intérêts a pris, depuis quelque temps, une ampleur telle qu'il se pose désormais sur le plan gouvernemental, ce qui a été consacré par la déclaration de M. le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères qui s'est saisi personnellement de cette affaire.

C'est donc à l'échelon ministériel (cabinet ou secrétariat général) que l'échelon coordinateur doit fonctionner. C'est à cet échelon seulement que toutes les directions et organismes intéressés (direction des affaires administratives du département, comité d'entraide aux Français rapatriés, service de l'entraide sociale du ministère du travail, etc.) pourront librement s'adresser pour un examen et une solution de leurs problèmes propres, étudiés et définis par une politique d'ensemble élaborée à l'échelon ministériel.

En ce qui concerne l'action immédiate à entreprendre en faveur des Français du Moyen-Orient, elle paraît devoir se développer non seulement sur le plan technique du recensement des biens et des préjudices, mais également sur le plan économique et social, ces trois aspects d'un même problème étant étroitement solidaires et leur traitement étant basé sur l'analyse critique des déclarations d'avoirs souscrites.

En effet, s'il est possible de faire un inventaire à peu près réaliste des pertes subies par l'économie française et les personnes physiques et morales françaises installées en Egypte, ce dont s'occupe le service des biens et intérêts privés, il est plus difficile de faire l'inventaire de toutes les pertes découlant de l'abandon forcé de positions morales, culturelles notamment, acquises depuis 150 ans.

En effet, réserve faite des dirigeants de certaines communautés religieuses, soumises à des décisions provinciales et dépendant directement maintenant du Saint-Siège, tout le personnel enseignant français est mis hors d'état d'exercer et les établissements d'instruction sont fermés, mis sous séquestre ou nationalisés.

Dans les prochains mois, votre commission pourra procéder à une évaluation prudente de nos pertes à ce titre.

Pour le moment, votre commission des finances s'est bornée à connaître, en première approximation, des moyens à mettre en œuvre pour assurer:

— le rapatriement des Français expulsés d'Egypte;

— l'accueil et l'hébergement de ceux-ci dans la métropole en attendant que de nouvelles activités leur soient offertes;

— le dédommagement des pertes subies en matière d'habillement;

— le financement des besoins urgents de nos compatriotes rapatriés, y compris ceux d'habillement;

— leur réincorporation dans la communauté française du point de vue des lois d'assistance, de sécurité sociale et des allocations familiales;

— leur reclassement professionnel accéléré.

A cet égard, les mesures suivantes ont été mises en œuvre, après des négociations entre le Gouvernement et les trois sénateurs représentant les Français de l'étranger commencées dès le début d'août 1956:

a) Extension du crédit ouvert au chapitre 46-92, article 3, intitulé « comité d'entraide des Français rapatriés », afin de payer au jour le jour les frais de subsistance des Français rentrant dans leur pays dépouillés de tous leurs biens et avoirs;

b) Remboursement au Gouvernement suisse des frais de voyage par bateau ou avion des Français rapatriés;

c) Règlement aux professeurs français expulsés de leur traitement de novembre et des frais exposés par eux pour leur rapatriement;

d) Les faire bénéficier de toutes les lois sociales (chômage, allocations familiales, aide médicale gratuite et reconversion);

e) Ouverture des dossiers de pertes subies en Egypte auprès du service des biens et intérêts privés (qu'il serait d'ailleurs sage de remettre sous sa forme antérieure d'un service autonome) et réception des déclarations de pertes.

La commission compte, qu'avant la discussion budgétaire, les dispositions ci-dessus, relatives à l'habilitation de l'office des biens et intérêts privés reconstitué, à en jouer le rôle, auront été mises en œuvre, le Gouvernement s'y étant engagé au cours des entretiens de ses membres avec MM. Armengaud, Longchambon et Pezet.

En conclusion, elle estime que cet office devrait être reconstitué et doté des mécanismes de financement qui lui avaient servi pendant de longues années, même entre les deux guerres, à assurer son fonctionnement régulier.

D'autres réductions appellent les plus extrêmes réserves: 5.100.000 F sur les indemnités pour frais de représentation allouées aux chefs de postes diplomatiques et 51.600.000 F sur les crédits afférents à la rémunération des auxiliaires dans le cadre d'une « politique d'amélioration de la gestion administrative ».

Les Français qui, comme moi, ont eu l'occasion de participer fréquemment à des manifestations publiques à l'étranger ont trop souvent constaté la pauvreté regrettable de nos chefs de poste qui les conduit à limiter les frais de représentation les plus élémentaires et la rémunération des auxiliaires souvent indispensables. Ces réductions de crédits ne feront qu'aggraver une situation déjà inadmissible.

Je viens d'en avoir un exemple récent, à Londres, pendant les jours d'intense activité diplomatique de l'affaire de Suez. L'ambassade de France était dans la nécessité de louer des voitures pour que le président du conseil et les membres du Gouvernement qui se rendaient presque quotidiennement dans la capitale britannique soient correctement reçus et le personnel de secrétaires sténodactylographes, par exemple, travaillait plus de quinze heures par jour sans qu'il y ait de crédit prévu pour les indemniser.

Il est vrai, certes, que la situation n'est pas la même dans tous les postes diplomatiques, certains ayant des obligations beaucoup plus lourdes que d'autres. D'autre part, il peut y avoir à certains moments des événements politiques entraînant brusquement une augmentation considérable des frais de représentation.

Ne serait-il pas possible d'envisager à côté de la dotation normale une indemnisation des frais exceptionnels sur pièces justificatives?

Enfin, la plus forte économie (240.500.000 F) porte sur les dépenses culturelles à l'étranger.

Nous touchons là un problème d'une gravité exceptionnelle que nous examinerons en détail dans la deuxième partie de ce rapport.

Les autorisations de programme sont diminuées de 1 milliard 478.400.000 F. Ce chiffre considérable provient de la suppression des 1.491 millions de francs consacrés au titre de 1956 à l'équipement économique de la Sarre, problème que nous avons évoqué au début du présent rapport.

Les autorisations de programme se trouvent donc, en fait, en légère augmentation (12.600.000 F).

Elles sont justifiées par l'équipement de services culturels (instituts français de Kyoto, Athènes, Mexico; lycées français de Madrid et Tanger; centre culturel de Gênes; hôpital Pasteur d'Istamboul; jardin d'enfants de Montevideo) et de services diplomatiques et consulaires.

Les relations culturelles avec l'étranger.

I. — *Les économies réalisées au détriment des relations culturelles.*

Nous avons longuement insisté en juillet dernier, lors de la discussion du « collectif », sur l'importance des relations culturelles avec l'étranger et nous avions demandé à cette occasion une augmentation de crédits.

Or, nous constatons pour 1957 une diminution de 240.500.000 F, motivée par l'évolution des rapports franco-sarrois. Nous avions signalé en juillet dernier que nos services paraissaient s'orienter vers le maintien du lycée français à Sarrebruck et l'abandon de l'université franco-sarroise.

Nous avions même qualifié cette évolution de « solution de sagesse ». Nous ne modifions pas notre position aujourd'hui et approuvons la réduction de 300 à 120 millions de la participation française aux frais de fonctionnement de cette université qui va devenir allemande.

D'autre part, des économies ont été jugées possibles sur l'effort culturel français qui doit subsister en Sarre: frais de fonctionnement des établissements d'enseignement primaire et secondaire (notamment le lycée Maréchal Ney à Sarrebruck), bourses d'études, échanges culturels (radio, cinéma, etc.).

Des économies sur les crédits affectés à la Sarre ont du reste déjà été faites au cours de l'exercice 1956 (environ 51 millions) et ont permis de doter d'autres postes des relations culturelles particulièrement défavorisés.

La suppression de la totalité des crédits qui ne sont plus utilisés en Sarre va donc entraîner une diminution des crédits effectivement utilisés en 1956 dans d'autres domaines culturels.

Certes, la diminution réelle de la dotation des affaires culturelles se trouve ramenée à 156.900.000 F par l'affectation de 83 millions 600.000 F supplémentaires à la rémunération du personnel enseignant à l'étranger pour tenir compte de la hausse du coût de la vie dans divers pays.

Malheureusement, l'effort particulier fait dans ce domaine est nettement insuffisant. La hausse du coût de la vie est signalée depuis longtemps d'une manière officieuse pour certains pays et les statistiques officielles qui viennent d'être publiées par le fonds monétaire sont déjà largement dépassées par la réalité. La modicité des crédits ne pourra pas permettre à nos enseignants, dont la situation sera évoquée plus loin, de rattraper le retard accumulé depuis des années en matière de rémunération.

II. — *Le rôle des relations culturelles dans la politique du Gouvernement.*

A. — L'enseignement français à l'étranger.

Lorsque l'on s'étonne de cette diminution de la dotation des relations culturelles, on répond que les économies budgétaires sont une nécessité impérieuse.

C'est là un argument par trop simpliste, car le rôle des relations culturelles dans la politique définie dans les rapports économique et financier présentés avant la loi de finances est important et indiscutable.

« Le budget de l'éducation nationale, indique le rapport financier, est le seul en faveur duquel le Gouvernement ait décidé de déroger à la règle selon laquelle il proscrivait toute nouvelle dépense non gagée. »

Nous ne pouvons qu'approuver le Gouvernement, car nous sommes bien placés pour apprécier combien l'enseignement est un élément vital du pays. Mais pourquoi exclure de cette mesure l'enseignement à l'étranger sous prétexte qu'il dépend des affaires étrangères ? Il semble qu'il y ait en ce domaine une de ces luttes entre ministères qui fut trop souvent un des fléaux de l'administration française.

La situation du personnel français à l'étranger a été longuement évoquée au cours de nos débats de juillet dernier sur le « collectif ». Elle n'a fait qu'empirer depuis. Les traitements de nos professeurs sont inférieurs, à indice égal, de 25 à 40 p. 100 à ceux du personnel consulaire et surtout militaire avec lequel ils sont en contact permanent. Un simple exemple évitera de longs développements: à Naples, le traitement d'un professeur agrégé français est sensiblement égal à celui de l'adjudant de gendarmerie français de l'O. T A. N. !

Les membres de missions universitaires françaises réclament avec insistance l'institution au profit des professeurs rejoignant pour la première fois un poste à l'étranger d'une indemnité de départ comparable à celle dont bénéficient les agents diplomatiques et consulaires ainsi que le personnel relevant de la France d'outre-mer. Ils doivent faire face aux mêmes difficultés et devraient bénéficier de compensations identiques.

Ils demandent d'autre part que, pour les pays hors d'Europe, la durée du séjour ininterrompue donnant droit à un voyage de congé en France soit ramenée de trois à deux ans.

Ces mesures de simple équité sont d'autant plus urgentes que sévit actuellement une crise de recrutement, particulièrement pour le personnel scientifique, que la situation faite à nos professeurs justifie pleinement. Les demandes de crédits restent sans réponse de la part du ministère des finances et nous devons décliner les nombreuses demandes de personnel français formulées par des Gouvernements étrangers, qui proposent même quelquefois de participer aux frais (trois professeurs demandés par l'université d'Ankara, un professeur de mathématiques par l'institut aéronautique de San Jose au Brésil, un lecteur par l'université do Kyoto-Osaka). Ces postes offerts ne restent jamais vacants; à défaut de Français, ce sont des Américains ou des Allemands qui les obtiennent et les occasions perdues pour nous ne se retrouvent plus.

Pour procéder simplement aux opérations les plus intéressantes, Il faudrait disposer immédiatement d'un crédit supplémentaire de 52.200.000 F.

Dans le domaine de l'équipement de nos centres culturels, la situation est aussi grave. Là encore, la rivalité entre ministères a des conséquences regrettables. C'est ainsi que l'Institut français de Madrid se débat au milieu des pires difficultés tandis que la Casa Velasquez, qui dépend du ministère « protégé » de l'éducation nationale, bénéficie par suite d'un excès de crédits d'installations somptuaires (installation d'un orgue dans le bureau du directeur !). C'est pourquoi nous demandons au Gouvernement de ne pas oublier, dans son action légitime en faveur de l'enseignement, les branches qui ne peuvent pas se rattacher au seul ministère de l'éducation nationale.

B. — Perspectives économiques et financières.

Le rapport économique nous apprend que le Gouvernement avait le choix entre deux politiques:

— la première consistait à fixer comme objectif essentiel la sauvegarde des réserves en devises;

— la deuxième politique conduisait, au contraire, à sauvegarder, par priorité, l'expansion de la production et de l'équipement.

« C'est la deuxième politique qui a été choisie. »

Là encore, dans un domaine apparemment inattendu, les relations culturelles pouvaient fournir un magnifique instrument de la politique du Gouvernement. Elles permettaient même de concilier les deux politiques possibles en apportant des devises par l'expansion de la production et de l'équipement.

On ne peut, en effet, imaginer de meilleure propagande pour les réalisations françaises que celle que sont susceptibles d'effectuer les différents services et établissements culturels à l'étranger.

La direction générale des affaires culturelles et techniques s'efforce actuellement d'utiliser les faibles ressources qui lui sont accordées pour donner une orientation scientifique et technique à d'anciens établissements d'enseignement ou créer de véritables centres de formation technique française (un exemple encourageant est le centre de Lima fondé en 1955), malgré les difficultés de recrutement du personnel scientifique. Cet effort s'oriente en particulier vers les pays neufs d'Amérique latine et du Sud-Est asiatique qui cherchent à s'équiper, vers des villes nouvelles ou promises à un grand effort économique ou culturel: Ankara, Tel-Aviv, Djakarta, Tripoli d'Afrique, Calcutta, Izmir, Monterey, Tokin, Mexico, Rio de Janeiro...

Au moment où la France a, comme tous les pays, besoin de débouchés nouveaux pour sa technique et ses produits, quels investissements plus productifs pourrait trouver le ministre des affaires économiques et financières que ces instituts qui font auprès de clients futurs la plus efficace propagande pour notre pays ?

C. — Activité des échanges culturels.

L'activité des relations culturelles avec l'étranger comporte également des échanges culturels qui, comme l'enseignement, sont d'excellents instruments pour le rayonnement français. Le ministère des affaires étrangères assure la représentation de la France dans les réunions internationales les plus importantes en donnant la priorité aux congrès et colloques à caractère scientifique, technique et médical.

Ainsi que je le faisais remarquer à la tribune le 2 août 1956 lorsque nous défendions avec M. Longchambon notre proposition de résolution d'aide à la recherche scientifique: « Toutes les activités humaines profitent de la recherche scientifique et les découvertes aussi bien que les applications techniques commandent à l'heure actuelle la grandeur et la puissance d'une nation... ». Et rappelant une conférence de M. Armand, président de la S. N. C. F., j'ajoutais: « Nous sommes partis de là avec le sentiment que le rayonnement de la France est bien directement en rapport avec le nombre et la qualité de ses chercheurs et de ses techniciens. »

Le ministre des affaires étrangères invite également des personnalités d'autres pays à visiter les réalisations françaises et des résultats très favorables à l'expansion de notre technique ont ainsi été constatés.

La diffusion de livres, périodiques, films et matériels divers apporte au monde des exemples de plus en plus nombreux de l'activité française. Des négociations actuellement en cours permettront probablement à la France de faire son apparition sur les écrans de télévision des grands circuits étrangers.

Des expositions scientifiques comme l'exposition « Routes et ponts », organisée à la demande de nos postes diplomatiques et consulaires, devraient également être multipliées. Les crédits utilisés ne seraient pas perdus; les commandes passées à l'industrie française les rembourseront au centuple.

Dans le domaine artistique, le programme de 1957 comporte notamment une tournée de la compagnie Jean-Louis Barrault au Canada et aux Etats-Unis, des tournées du Théâtre national populaire en Uruguay, au Brésil, en Roumanie, Bulgarie et Hongrie, une tournée du corps de ballets de l'Opéra en Espagne et au Portugal, une tournée dramatique en Haïti ainsi que des participations de troupes françaises aux festivals d'Edimbourg, de Wiesbaden et d'Amsterdam, des expositions de peinture en Roumanie et en Hongrie, de tapisserie aux Etats-Unis, en Pologne et en Tchécoslovaquie, une participation à l'exposition d'art moderne aux Indes, des tournées de chefs d'orchestres et musiciens.

Des subventions sont également accordées à des organismes et à des émissions d'échanges culturels:

Associations reconnues d'utilité publique: Alliance française, mission laïque française et différentes associations privées qui complètent dans les domaines les plus divers, d'une manière efficace et avantageuse pour les finances publiques, l'action de nos établissements d'enseignement.

A ce propos vous me permettrez de revenir sur ce que représente pour la France dans le monde cet instrument magnifique qu'est l'Alliance française: quelques chiffres vous remémoreront son action.

A l'étranger en 1956, elle comptait:

— 300.000 membres groupés en 812 comités;

— 300 de ces comités enseignent le français à 72.000 étudiants et utilisent plus de 1.000 professeurs dans 60 pays différents;

— 300 bibliothèques (35.000 livres nouveaux envoyés chaque année de Paris);

— des clubs de cinéma et émissions radiophoniques dans tous les continents;

— 1.200 conférences organisées de Paris dans le monde entier.

Le Gouvernement français lui donne une subvention de 248 millions, mais il faut bien distinguer qu'il accorde:

1° A l'Alliance française de Paris: 18 millions sur un budget de 120 millions;

2° Aux Alliances françaises dans le monde: 220 millions sur un budget global qu'on a pu chiffrer approximativement à 2 milliards.

L'Alliance française de Paris est à la tête de cette vaste fédération mondiale qui s'étend sur tous les continents. Chaque comité, chaque fédération a son budget propre, ses subventions, ses bienfaiteurs, ses ressources personnelles.

Toutefois, l'Alliance française de Paris joue un rôle d'animateur sans qui tout l'ensemble s'effondrerait. Elle ne dispose pour cela que des 18 millions que lui accordent présentement les affaires étrangères. Elle doit trouver par elle-même 100 millions.

De plus, elle a décuplé le volume de ses locaux parisiens en empruntant 400 millions qu'elle se doit de rembourser à raison de 28 millions par an qui pèsent lourdement sur son budget. Mais grace à ces nouveaux locaux au mois de novembre 1956, avec sa subvention mensuelle de 1.500.000 F;

— elle enseigne 3.500 étudiants de 70 nationalités;

— elle loge les 125 résidents, futurs professeurs de français;

— elle nourrit 1.200 étudiants étrangers;

— elle fait don à ses comités de l'étranger de livres, films, disques, revues, etc...;

— elle envoie des conférenciers en France et dans le monde

Nous avons demandé une augmentation de la dotation de l'ordre de 25 millions en juillet dernier lors de la discussion du collectif et M. le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères nous a répondu en ces termes:

«Je vous demanderai de bien vouloir accepter à la fin de l'année, lorsque dera discuté le budget général de l'année prochaine, cette revendication que d'ailleurs je trouve, en ce qui me concerne, parfaitement légitime. C'est pour une simple raison de procédure que je vous demanderai de vouloir bien comprendre qu'elle n'a pas sa place dans le débat d'aujourd'hui ou nous sommes à l'intérieur d'un total non susceptible d'être augmenté. »

Il serait souhaitable que cette promesse ministérielle reçoive aujourd'hui satisfaction.

Des subventions sont aussi données aux:

Associations et comités qui organisent des réunions internationales: par exemple la Société française de physique a pu organiser en 1956 plusieurs colloques scientifiques avec des personnalités étrangères.

Associations spécialisées: comités nationaux ou sections françaises d'organismes internationaux (académie de médecine, sociétés de chimie, physique, etc.).

A cette occasion, les délégués français sont souvent chargés de mission relevant de l'enseignement (cours, conférences...) et ils aident nos services à attirer l'attention des savants et techniciens des autres pays sur les réalisations françaises. J'ai moi-même souvent participé à des tournées de ce genre et pu mesurer l'action bénéfique que nous pouvons avoir et la nécessité de développer au maximum cette forme de diffusion de la pensée et de la technique françaises.

D. — Moyens financiers.

Il est donc hors de doute que le budget des affaires étrangères doit être, par l'intermédiaire des relations culturelles avec l'étranger, un élément important de la politique définie dans la loi de finances qui nous est soumise.

Les moyens financiers qu'il comporte lui permettront-il de remplir ce rôle ?

Votre commission des finances ne le pense pas.

Nous avons déjà remarqué au cours des précédents débats que les crédits votés en 1956 étaient nettement insuffisants. La réduction de 156.900.000 F proposée cette année, bien que correspondant en principe à des réductions de dépenses en Sarre, provoquera en fait, nous l'avons expliqué au début de la présente étude sur les relations culturelles, une diminution des crédits utilisés cette année pour l'ensemble des activités qui subsistent.

Le budget des relations culturelles prévu par le Gouvernement pour l'exercice 1957 est de l'ordre de 4.830 millions de francs, soit 4.035 millions pour l'enseignement et les œuvres, 765 millions pour les échanges culturels et 30 millions pour les services des emprunts.

Ces crédits doivent être répartis comme suit:

Article 1er. — Rémunération du personnel culturel, 1.720 millions.
Article 2. — Fonctionnement des services, œuvres et établissements culturels à l'étranger, 1.130 millions.
Article 3. — Frais de déplacement du personnel, 172 millions.
Article 4. — Boursiers français à l'étranger et boursiers étrangers en France, 433 millions.
Article 5. — Fouilles archéologiques, 60 millions.
Article 6. — Entretien et dépenses immobilières des établissements culturels, 50 millions.
Article 7. — Service des emprunts, 30 millions.
Article 8. — Subventions aux organismes et missions d'échanges culturels, 200 millions.
Article 9. — Frais de réception et de documentation, 18 millions.
Article 10. — Manifestations artistiques, 162 millions.
Article 11. — Diffusion de livres, 147 millions.
Article 12. — Diffusion de films, 80 millions.
Article 13. — Diffusion d'informations culturelles, 128 millions.
Article 14. — Diffusion de documentation scientifique et culturelle, 18 millions.
Article 15. — Diffusion générale d'informations à l'étranger, 5 millions.
Article 16. — Collaborations temporaires, 7 millions.
Article 17. — Dépenses en Sarre, 350 millions.
Article 18. — Subvention à l'université de Sarrebrück, 120 millions.

Total, 4.830 millions.

A ces ressources s'ajoute la possibilité de contracter des emprunts, notamment auprès de la caisse des dépôts et consignations. Leur conséquence se traduit par l'obligation de consacrer, en 1957, 30 millions (art. 7) au remboursement des annuités.

A ce propos, je tiens à faire remarquer que les Français de l'étranger ont d'ailleurs émis le vœu que pour les constructions d'enseignement, d'hôpitaux, etc., un programme à longue échéance soit précisé d'accord avec le commissariat général au plan. Il serait financé par des emprunts lancés dans la mesure du possible dans les pays où se feraient ces réalisations, le ministère des affaires étrangères n'ayant qu'à payer les annuités.

Pour assurer en 1957 aux activités culturelles françaises un développement minimum compatible avec l'expansion prodigieuse du monde moderne, les services des relations culturelles ont présenté au ministère des finances une demande de crédits supplémentaires restée sans réponse. Votre commission des finances s'associe à cette demande et tient à en présenter le détail dans son rapport. Vous pourrez constater qu'il s'agit essentiellement d'améliorer le sort du personnel enseignant et de donner à la France la place qui doit être la sienne dans les pays de l'Est, où son rayonnement avait été obscurci, et dans des pays neufs où elle a tout intérêt à manifester sa présence. Il ne peut être question d'utiliser pour cela les crédits déjà insuffisants pour les activités actuelles. M. le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères avait, du reste, reconnu au cours du débat sur le collectif de 1956 qu'il y avait là un problème nouveau dont la solution exigerait des crédits nouveaux. Nous ne trouvons malheureusement pas dans le présent budget les conséquences de cette constatation.

Voici la liste chiffrée de ces besoins nouveaux:

Création de postes de professeurs en Pologne et en Tchécoslovaquie, comme suite à la réouverture attendue des instituts français, 11.400.000 F.

Frais de fonctionnement des instituts de Varsovie, Cracovie et Prague, après réouverture, 18.600.000 F.

Création de postes d'enseignement en Amérique du Sud et dans le Sud-Est asiatique, 52.200.000 F.

Création d'une « indemnité de départ » pour le personnel enseignant, 15.000.000 F.

Subventions aux écoles des colonies françaises à l'étranger, 11.400.000 F.

Modernisation des établissements culturels (installation de laboratoires, envois de matériel pédagogique audio-visuel, etc.), 50.000.000 F.

Frais de voyage de professeurs détachés après réduction de trois à deux ans du temps de séjour ininterrompu dans les pays hors d'Europe, 52.000.000 F.

Création de bourses au profit d'étudiants japonais, pakistanais, indonésiens, etc., 21.000.000 F.

Missions culturelles et participation aux congrès internationaux à l'étranger, 35.000.000 F.

Intensification des tournées de théâtre et d'autres manifestations artistiques dans les pays de l'Est européen, 48.000.000 F.

Intensification de la diffusion de livres scientifiques, 45.000.000 F.

Intensification de la diffusion de films en couleurs, 60.400.000 F.

Introduction sur les antennes étrangères de programmes français de télévision, 48.000.000 F.

Expositions d'architecture et d'électronique à Moscou et Tokio, 10.000.000 F.

Total, 484.000.000 F.

L'évolution de la politique internationale ces dernières semaines peut remettre en question l'opportunité de certaines de ces dépenses. Pourrons-nous reprendre nos relations avec les pays de l'Est ? La Russie soviétique permettra-t-elle la réouverture de nos institutions dans ces différents pays ? Nous le souhaitons profondément et c'est pour cela que nous pensons nécessaire de maintenir ces crédits afin de pouvoir profiter de toutes les occasions d'apporter à ces peuples le réconfort de notre présence.

III. — *Une nouvelle politique des relations culturelles.*

La demande de crédits que nous venons de présenter contient en germe une nouvelle politique des relations culturelles fondée sur l'augmentation du nombre des bourses et des moyens modernes de propagande.

Nous évoquerons, en conclusion de cette étude sur les relations culturelles, le sort de nos établissements du Proche-Orient et les leçons que l'on peut en tirer.

Ces établissements sont aujourd'hui tous fermés ou détruits; notre œuvre séculaire a été balayée par les passions politiques et les hommes que nous avions formés dans nos écoles et qui composent encore la plus grande partie de l'élite de ces pays ont été impuissants devant la poussée populaire et nationaliste.

Notre personnel enseignant a été renvoyé en Egypte où il est actuellement bloqué, peut-être même demain arrêté (et nous signalerons à cette occasion à M. le ministre des affaires étrangères qu'il a là un magnifique argument pour prouver à nos détracteurs que notre bonne foi envers l'Egypte était entière, car nous n'aurions pas renvoyé nos professeurs dans un pays que nous aurions complote d'attaquer). Il est probable que ce personnel ne pourra pas avant longtemps reprendre son activité dans cette région où, du reste, la reconstruction de nos établissements exigerait un effort financier trop considérable.

Du moins ces événements tragiques vont-ils nous permettre de reconsidérer la forme de notre action.

Il est grand temps, semble-t-il, d'employer pour nos relations culturelles avec l'étranger des moyens modernes de propagande. Ce mot ne doit pas vous faire peur, car c'est vraiment de la propagande française qu'il convient d'organiser.

Il faut abandonner la construction d'établissements d'enseignement complets fonctionnant en vase clos avec un personnel nombreux, et partant onéreux, pour n'attirer qu'une minorité d'élèves de plus en plus réduite, surtout dans les pays où les sentiments nationalistes conduisent à l'hostilité contre tout ce qui est européen.

En premier lieu, il faudra toujours donner un enseignement primaire français à l'aide d'instituteurs ou de professeurs de préférence intégrés dans les cadres de l'enseignement local, à qui nous verserions un complément de traitement, afin de déjouer cette hostilité envers l'enseignement et le personnel étrangers.

Si l'on veut obtenir les éducateurs locaux nécessaires, il est indispensable d'instaurer une véritable politique de bourses, afin d'attirer le maximum d'étrangers dans nos écoles et universités en France. Ces bourses seront naturellement sélectionnées pour les pays les plus susceptibles de servir la France. C'est la méthode américaine et c'est certainement la plus payante. Pour s'imprégner de la culture française qu'il sera appelé à diffuser dans son pays, l'étudiant étranger doit vivre en France au milieu des étudiants français.

A cet argument pédagogique nous ajouterons un argument financier propre à fléchir notre ministre des finances: il est bien évident que les bourses reviennent moins cher que l'entretien d'établissements d'enseignement à l'étranger avec un personnel et un matériel importants.

Il faudrait, en second lieu, ouvrir à l'étranger des centres culturels à personnel réduit, dirigés par des hommes capables et dynamiques, de préférence des universitaires. Ils devront utiliser les moyens de propagande les plus modernes et attirer l'attention des populations locales par le cinéma, la télévision, le livre, les brochures attrayantes, sur les réalisations françaises. Il ne faudra pas, bien entendu, leur marchander les moyens. Ils devront suivre l'exemple de ces « public relations » qui sont à la base du développement économique moderne américain. Ils ne devront pas rester dans leur bureau comme le professeur qui attend ses élèves, mais être continuellement présents dans tous les milieux et s'attacher à être reçus partout, être en quelque sorte un exemple vivant et agréable de la présence permanente de la France.

Il me souvient qu'il y a quelques mois, étant en Amérique centrale, on faisait circuler des photographies et on projetait des bandes de cinéma abominables montrant les soi-disant atrocités de nos soldats

en Algérie et nous n'avions rien pour répondre à de telles calomnies qui avaient troublé profondément l'esprit de ces populations. Ne croyez-vous pas que des films sur les réalisations de la France en Afrique du Nord, les écoles, les hôpitaux, les créations industrielles, les barrages, les routes, les manifestations de loyalisme des populations n'auraient pu être la meilleure réponse à faire ?

Enfin, j'aborderai un point plus délicat. Pour pouvoir remplir pleinement la mission de faire connaître la France, il faudrait que notre personnel à l'étranger ne reste pas trop longtemps éloigné. Six années de présence dans un même pays paraissent devoir constituer un maximum car, au delà de cette durée, il arrivera à mieux connaître le pays où il est en poste que la France elle-même, il ne pourra plus suivre notre évolution, connaître exactement l'état de notre technique ou de notre civilisation en général. Il est nécessaire que ce personnel vienne de temps en temps se réimprégner de culture française, surtout aujourd'hui où les progrès dans toutes les disciplines aboutissent à une évolution permanente qui laisse impitoyablement en arrière tous ceux qui ne sont pas à même de suivre au jour le jour cette évolution.

Le service des relations culturelles est prêt à appliquer ces nouvelles méthodes dont l'exemple américain garantit la rentabilité. Les demandes de crédits que nous avons signalées traduisent cette volonté.

Votre commission des finances appuie entièrement ces demandes et leur but.

Conclusions générales.

Lors du récent débat sur l'aide à la construction, M. le ministre des affaires économiques et financières nous a déclaré: « Nous avons réalisé 373 milliards d'abattements de crédits. J'attends vos critiques... Les économies vous seront aussi amères que le sont les impôts... Mais on ne peut pas dépenser sans trouver les ressources. »

Il y a là certainement une règle de sagesse financière à laquelle nous rendons hommage. Toute règle cependant comporte des exceptions que l'on dit indispensables à sa confirmation.

En répondant à l'attente résignée du ministre par nos critiques contre les économies réalisées au détriment des relations culturelles avec l'étranger, nous ne pensons pas participer à une œuvre de démolition de l'équilibre budgétaire.

Nous avons même la vanité de penser que nous sommes ici dans un cas d'exception nécessaire. Nous croyons avoir démontré que les crédits que nous jugeons indispensables pour accroître l'activité des relations culturelles seraient extrêmement rentables à brève échéance.

Nous sommes persuadés que, dans cet esprit, le budget des affaires étrangères pourrait être un élément essentiel de la politique économique du Gouvernement.

A la formule qui semble être aujourd'hui le leit-motiv du ministre des affaires économiques et financières: « Si vous voulez des crédits, donnez-moi des ressources », nous opposerons une idée plus constructive: « Si vous voulez des ressources — et surtout des devises — sachez investir à bon escient les crédits nécessaires ».

Sous les réserves d'ordre général énoncées à la page 31 du tome II du présent rapport, votre commission vous propose de voter les crédits des services des affaires étrangères.

AFFAIRES MAROCAINES ET TUNISIENNES

Rapporteur spécial: M. FILLON.

Le montant des crédits demandés par le Gouvernement pour 1957 au titre du budget des affaires marocaines et tunisiennes s'élève à 8.360.000.000 F.

L'augmentation pour 1957 atteint ainsi 3.580 millions, dont 2.809 millions au titre des dépenses ordinaires, lesquelles sont donc en accroissement de 58 p. 100.

En réalité, la comparaison exacte entre les budgets des deux années est malaisée à faire, comme déjà l'était celle du budget de 1956 par rapport à celui de 1955, et ne peut pas prendre sa véritable signification. En effet, nous sommes encore dans une période de transition dans les relations politiques et administratives de la France avec les deux anciens protectorats. C'est ainsi que les dépenses des services français au Maroc n'ont été prises en charge par le budget français qu'au 1er août 1956, alors que celles des mêmes services en Tunisie y figurent depuis le début de l'année. C'est seulement dans le projet de budget de 1958, semble-t-il, que pourront s'inscrire des prévisions de dépenses correspondant exactement aux besoins de services désormais mis en place et ayant fourni l'expérience de leur fonctionnement.

Dans cette attente, il y a lieu de remarquer pour le moment que les seules dépenses ordinaires du budget des affaires marocaines et tunisiennes passent de 4.780 millions en 1956 à 7.589 millions en 1957; ainsi le remplacement de nos anciens services résidentiels de l'époque du protectorat par des services diplomatiques, accrus de nombreuses annexes administratives, détermine un sensible accroissement de charges dans le budget français.

Enfin, il parait indispensable, pour connaître la totalité des moyens financiers consacrés par la France aux nouveaux Etats du Maroc et de la Tunisie, et par là sa politique d'ensemble à leur égard, de citer et d'examiner dans leurs grandes lignes les crédits d'aide économique et d'assistance inscrits par ailleurs au budget du ministère des finances, « Charges communes », et qui s'élèvent pour 1957 à 48 milliards. Ils seront étudiés dans la troisième partie du rapport.

I. — Examen des dépenses ordinaires.

Dans les « Services votés », les crédits supplémentaires jugés nécessaires en 1957 se récapitulent ainsi:

— 715,7 millions pour les moyens des services;

— et 1.997,2 millions pour les interventions publiques.

a) Administration centrale:

Les dépenses de l'administration centrale font l'objet d'une légère réduction de 4 millions. D'autre part, ses crédits d'information sont réduits de 10 millions par suite de la mise à la disposition de nos ambassades, en Tunisie et au Maroc, de crédits destinés à des fins analogues.

b) Prise en charge de contrôleurs civils et adjoints de contrôle:

Il s'agit d'un effectif de 224 contrôleurs et adjoints (qui doit être ramené à 194 au 1er juillet 1957) que le budget général est dans l'obligation de prendre en charge à la suite de la création, en Tunisie et au Maroc, de postes diplomatiques et consulaires.

Le coût de cette prise en charge s'élève à 893,6 millions, dont 453,1 pour la rémunération de ces fonctionnaires et 440,5 pour leurs frais de rapatriement et primes de réinstallation en métropole;

c) Services français en Tunisie:

1° Dépenses de personnel. — Sur un effectif de 1.995 personnes, au 1er janvier prochain, il sera procédé à 150 suppressions d'emplois en 1957, permettant une économie de 86,8 millions.

Par ailleurs, au titre des autorisations nouvelles, un crédit de 20,6 millions est prévu pour la rémunération du personnel enseignant à recruter pour octobre 1957 au titre de la mission unversitaire et culturelle en Tunisie; une augmentation du nombre des élèves des lycées et collèges est, en effet, attendu pour cette date.

2° Dépenses en matériel. — Les dépenses de matériel sont également diminuées de 53,7 millions.

3° Interventions publiques. — Les dépenses d'interventions publiques augmentent sensiblement, du fait que l'assistance médicale aux Français nécessiteux et leur rapatriement entraîneront, calculés sur une année entière par rapport aux cinq mois prévus au précédent budget, une augmentation de 180 millions. Une compensation de 45 millions est trouvée dans le regroupement d'œuvres de bienfaisance et dans le fait que la colonie française de Tunisie diminue par suite des circonstances menaçant sa sécurité.

C'est l'occasion de rappeler qu'entre le mois de juin 1955 et le 15 avril 1956, 369 familles françaises ont quitté la Tunisie, dont 260 par suite de chômage ou de licenciement et 109 pour convenances personnelles ou motifs de service; le mouvement parait s'être considérablement accentué depuis lors.

Au titre des autorisations nouvelles, un crédit de 15 millions est demandé pour la création à Tunis d'un centre d'information qui doit être installé en dehors des locaux de l'ambassade et qui sera destiné à présenter au grand public tunisien les multiples aspects de la vie nationale française.

Enfin, les propositions gouvernementales font apparaître deux réductions, l'une de 70 millions sur les fonds spéciaux de l'ambassade et l'autre de 600 millions sur les dépenses de sécurité; mais il ne s'agit, en réalité, que de transferts à d'autres ministères: ces dépenses ne cessent pas, pour autant, d'être à la charge du budget national;

d) Services français au Maroc:

1° Dépenses de personnel. — Les dépenses de personnel s'établissent à 1.169 millions, compte tenu de ce que, sur un effectif de 1.000 personnes, il sera procédé, entre le 1er janvier et le 1er octobre 1957, à 150 suppressions d'emplois d'agents contractuels.

2° Dépenses de matériel. — Les dépenses de matériel s'élèvent à 678,8 millions auxquels on doit ajouter un crédit exceptionnel et non renouvelable de 75 millions destiné à l'installation des consulats français au Maroc: aménagements d'immeubles, achat de mobilier et de matériel.

Dans ce crédit global de 678,8 millions, on relève:

— une dotation de 100 millions, simplement évaluative, qui s'appliquera en majeure partie à la location d'immeubles destinés à abriter les consulats de France au Maroc;

— une dotation de 259 millions, représentant les frais de déplacement, mission et passage, ou de déménagement et installation, des fonctionnaires en mouvement entre la métropole et le Maroc ou vice-versa, y compris les rapatriements.

3° Interventions publiques. — Les dépenses d'interventions publiques sont en forte augmentation, du fait notamment de l'extension, à l'année pleine, des crédits affectés à ces dépenses pendant les cinq derniers mois de 1956.

Un crédit de 190 millions, prévu pour l'enseignement, ira à des œuvres culturelles et postscolaires, à des bourses d'études, à des associations sportives ou de jeunesse et à diverses autres formes de propagande culturelle.

Une dotation de 15 millions, prévue pour la documentation et l'information, sera affectée à la diffusion de livres, journaux et films, ainsi qu'aux contrats avec les agences de presse.

Enfin un crédit de 385 millions est destiné, à concurrence de 200 millions aux frais de rapatriement des Français indigents, à concurrence de 123 millions aux œuvres de bienfaisance françaises, et pour le solde à diverses autres formes d'assistance, notamment en faveur des anciens militaires musulmans.

II. — Examen des dépenses en capital.

L'ensemble des crédits de payement se compose:
— de 158 millions pour les services votés;
— de 613 millions pour les autorisations nouvelles.
Total, 771 millions.

Le crédit de payement de 158 millions est prévu au titre d'opérations antérieures concernant des investissements administratifs, notamment des constructions scolaires en Tunisie.

Quant aux autorisations nouvelles de 613 millions, en voici la décomposition:

a) Equipement administratif au Maroc: 250 millions.

Ce crédit est destiné à la construction ou à l'achat d'immeubles pour l'installation de nos consulats, après deux négociations à terminer, l'une avec le Gouvernement chérifien pour obtenir l'affectation d'un certain nombre d'immeubles, l'autre avec les autorités militaires françaises pour la mise à la disposition des services civils de bâtiments militaires libérés.

A noter que sur les crédits de 1956 il a déjà été acheté, à l'heure actuelle, deux immeubles destinés l'un à notre consulat général à Rabat, l'autre à notre consulat général à Fès;

b) Equipement administratif en Tunisie: 363 millions.

1° 100 millions pour la suite des études et le début de la construction d'un hôpital français à Tunis, ayant déjà fait l'objet d'un premier crédit de 100 millions en 1956. Le coût total de sa construction a été évalué à 1.200 millions. Cet hôpital très moderne, de 600 à 700 lits, doit être le centre de rayonnement de la médecine française en Tunisie. Il a été entrepris conformément aux clauses d'ordre sanitaire et médical contenues dans la convention franco-tunisienne de coopération administrative et technique. Son achèvement est prévu pour 1960.

2° 200 millions pour la construction d'un lycée, d'un collège technique, d'un internat à Mégrine et de divers centres de formation professionnelle, le tout devant être terminé en 1958 et faisant l'objet d'une autorisation de programme globale de 400 millions.

A ce propos, il paraît intéressant de signaler que les effectifs scolaires de la mission universitaire et culturelle en Tunisie étaient en 1955 de 40.500 élèves, Français, Tunisiens et étrangers, qu'ils s'établiront, dans les années à venir, au niveau de 65.000 élèves, dont 20.000 Tunisiens, et qu'ainsi, grâce à cette mission, la France continuera à jouer un rôle important dans la formation des élites locales.

3° 63 millions pour la construction ou l'achat d'immeubles destinés à l'installation de nos consulats, dans les conditions qui ont déjà été signalées pour le Maroc.

En réalité, les différents crédits relatifs à nos installations de consulats au Maroc et en Tunisie se sont trouvés ventilés à diverses parties du projet de budget: leur juxtaposition permettrait d'obtenir le total suivant pour 1957:

Maroc: 100 millions (loyers de consulats); 75 millions (aménagements de consulats); 250 millions (acquisition ou construction de consulats). Tunisie: 63 millions (acquisition de consulats). Total, 488 millions.

III. — Crédits figurant au budget des charges communes.

En 1956, le budget des affaires marocaines et tunisiennes comportait, dans les dépenses en capital, un montant de 36.500 millions au titre d'investissements de l'Etat français, destiné à des prêts d'aide économique, financière ou sociale au Maroc et à la Tunisie. De ce montant était à rapprocher un crédit de 16 milliards, de même destination générale, inscrit par ailleurs au budget des charges communes. Au total, 52.500 millions étaient ainsi réservés à des interventions du Gouvernement en faveur de ces deux pays.

Dans le projet de budget des affaires marocaines et tunisiennes pour 1957, il n'a plus été porté de crédit semblable dans les dépenses en capital. Par contre, il a été inscrit un crédit global de 48 milliards au budget des charges communes.

Ce regroupement aux charges communes et la présentation globale, avec la seule mention « prêts et avances », proviennent du fait que le Gouvernement est dans l'impossibilité de déterminer *a priori* le montant des crédits à revenir à chaque pays, et qu'au surplus il n'entend pas le faire, pour éviter d'affecter à chaque pays une somme qui pourrait être alors considérée par lui comme une promesse, et bientôt comme un dû. De même, il est impossible de distinguer dès maintenant dans ces crédits quelle part ira aux dépenses effectuées sur place par la France, quelle part à l'équipement des pays, quelle part à d'autres dépenses résultant de l'évolution politique ou économique.

a) Caractères et utilisation des crédits de 1956:

Sur les 36.500 millions du budget du département ministériel, il était réservé 23 milliards au Maroc et 13.500 millions à la Tunisie. Le Maroc a bénéficié de deux avances de trésorerie, l'une de 6.500 millions en juillet 1956, l'autre de 2.500 millions en septembre, destinées à faire face aux besoins urgents du Gouvernement marocain. La Tunisie n'a bénéficié jusqu'ici d'aucun versement. Le reliquat de ces crédits est ainsi de 27.500 millions.

Quant aux 16 milliards des « charges communes », ils ont fait l'objet des imputations suivantes:

1° Tunisie:

Complément pour le programme d'équipement tunisien, 1.600 millions.

Aide contre le chômage, 600 millions

Livraisons de blé français pour la soudure de la campagne 1955-1956, 700 millions.

Exécution de la caution de traitement aux fonctionnaires français des cadres tunisiens, 1.310 millions.

Indemnisation des transporteurs routiers français, pour retrait partiel ou total de leurs autorisations, 450 millions.

Indemnités de rachat de terres des colons français en zone d'insécurité, 800 millions.

Equipement administratif des services français, 500 millions.

Total Tunisie, 5.960 millions.

2° Maroc:

Complément pour le programme d'équipement marocain, 3.300 millions.

Payement de la garantie d'équilibre du budget marocain (exercice 1955), 4.150 millions.

Indemnités de rachat de terres des colons français en zone d'insécurité, 700 millions.

Aide aux entreprises françaises éprouvant des difficultés financières dues aux circonstances, 250 millions.

Total Maroc, 8.400 millions.

L'ensemble des imputations ci-dessus représente, 14.360 millions. En outre, il est envisagé de consacrer à l'indemnisation des dommages subis par les Français du Maroc du fait des événements, 1.000 millions.

Il reste actuellement sans affectation une somme de 640 millions.

Total, 16.000 millions.

b) Caractères et perspectives d'utilisation des crédits de 1957:

Ces crédits s'élèvent à 48 milliards. C'est seulement à l'issue des négociations financières en cours avec le Maroc et la Tunisie que pourraient être fixées les affectations à leur donner. Elles seront également déterminées par l'évolution des circonstances politiques que rencontrent actuellement les relations franco-marocaines et franco-tunisiennes.

Compte tenu de l'important reliquat de crédits de 1956, non affecté, et de ceux dont l'affectation n'a pas été suivie encore d'exécution, on peut dire, à ce jour, que c'est d'une masse globale de 76 à 78 milliards que disposera le Gouvernement, après le vote du budget 1957, pour l'aide au développement économique et social des deux Etats, but essentiel de l'inscription des crédits, malheureusement aussi pour l'assistance à nos compatriotes, nécessité imposée par les redoutables circonstances dont la France souhaite ardemment la fin rapide.

A ce sujet, il convient de signaler que M. le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, prié de faire connaître quelles instructions il adressait à nos ambassades de Rabat et de Tunis et quelles dispositions il leur prescrivait en faveur des ressortissants français du secteur privé, a fait connaître les réponses suivantes.

1° Au Maroc. — Des avances sur indemnités de dommages pourront être versées aux intéressés, à raison de 30 p. 100 de la valeur estimée du sinistre ou de 50 p. 100 de l'indemnité due au titre d'une police d'assurance. Il est prévu à cette fin 1.200 millions;

— un crédit de 250 millions et une aide supplémentaire de 500 millions seront mis à la disposition d'un groupe de banques locales pour l'aide financière aux commerçants, industriels et agriculteurs français. L'aide supplémentaire sera destinée à des crédits de campagne, qui seront aux risques des banques;

— un crédit de 100 millions sera délégué pour faire face aux dépenses supplémentaires de rapatriement consécutives à l'élargissement de la notion de « nécessiteux »;

— des prêts d'une durée de 8 ans, au taux de 5 p. 100, pourront être faits aux français exerçant une profession libérale au Maroc et qui désirent se réinstaller dans la métropole.

2° En Tunisie. — Un crédit supplémentaire de 150 millions (s'ajoutant aux 400 millions prélevés sur les crédits de 1956) sera consacré à étendre à une nouvelle catégorie d'agriculteurs le bénéfice de la consolidation de leurs dettes;

— des crédits seront consentis aux agriculteurs amenés à quitter leurs terres pour des raisons d'insécurité. Ils auront la forme soit de prêts de réinstallation en Tunisie ou en France, soit de prêts de subsistance en Tunisie dans l'attente de jours meilleurs.

Un crédit de 1 milliard est affecté aux prêts de réinstallation en Tunisie.

Les réinstallations en France feront l'objet de prêts à 20 ans, au taux de 3 p. 100, limités à la fois à 15 millions par intéressé et à 50 p. 100 de la valeur de la propriété abandonnée.

Les prêts de subsistance seront à un an, au taux de 3 p. 100, limités à la fois à 2 millions et à 30 p. 100 de la valeur de la propriété provisoirement abandonnée.

Les prêts de réinstallation en France et les prêts de subsistance seront prélevés sur le crédit de 800 millions primitivement destiné au rachat des terres.

— des prêts d'une durée de huit ans, au taux de 5 p. 100, pourront être faits aux Français exerçant une profession libérale en Tunisie et désireux de se réinstaller dans la métropole.

IV. — Observations de la commission des finances et conclusions.

Au cours de l'étude qu'elle a faite du budget proprement dit des affaires marocaines et tunisiennes (dépenses ordinaires et dépenses en capital), ainsi que lors de l'examen des crédits d'investissements portés par ailleurs au budget des charges communes, examen qui lui a fourni des éléments d'appréciation supplémentaires, votre commission des finances a été amenée à formuler de nombreuses remarques et à exprimer des réserves importantes sur certaines dépenses inscrites.

Le rapporteur les a résumées dans les observations suivantes sur lesquelles la commission attire de façon particulière l'attention du Gouvernement.

a) Dans le budget des affaires marocaines et tunisiennes, la commission a distingué les dépenses de fonctionnement des nouvelles ambassades et de leurs services, qui assurent notre représentation dans les deux pays. Ces dépenses n'ont pas appelé de critique de sa part. Dans la mesure même où leur accroissement a pour but de développer la propagande nationale, le rayonnement culturel et les liens de coopération économique de la France avec le Maroc et la Tunisie, la commission ne peut que l'approuver.

Par contre, elle a été frappée de l'importance des crédits affectés, dans les services français du Maroc et de la Tunisie, à des dépenses spéciales, notamment de réinstallation, de reclassement, de rapatriement et d'assistance. Ces dépenses présentent, en fait, le caractère de véritables pénalités infligées aux contribuables français, tant par suite de la modification de nos relations officielles avec les deux pays que pour la protection et l'indemnisation de nos compatriotes qui y sont victimes de douloureuses circonstances. Cette catégorie de dépenses atteint 20 p. 100 du budget total;

b) A leur propos, la commission des finances demande instamment au Gouvernement de surmonter les difficultés qu'il a invoquées pour le reclassement des contrôleurs civils et adjoints de contrôle du Maroc et d'y procéder dans le plus bref délai, en application de la loi du 4 août 1956.

Il s'agit à la fois de ne pas prolonger la pénible situation de ces fonctionnaires de qualité, actuellement sans emploi, et de supprimer le caractère d'inutilité que présente la charge de leurs rémunérations, pour autant qu'ils n'ont pas reçu d'affectation nouvelle. En effet, cette charge s'élève à 453 millions, et elle est maintenant supportée par le budget national;

c) De même, en ce qui concerne les mesures d'assistance aux Français victimes d'actes d'hostilité en Tunisie et au Maroc (qu'il s'agisse des mesures particulières d'assistance prévues au budget proprement dit, ou des mesures plus générales dont le financement sera pris sur les crédits des charges communes), la commission demande au Gouvernement de l'assurer qu'il conservera cette assistance d'une façon large et efficace en raison de la difficile situation des intéressés.

Large dans la définition des conditions qui déterminent le bénéfice de l'assistance. Efficace dans la manière dont seront tenues les promesses faites aux sinistrés, et accélérées les formalités de règlement des indemnités et des avances;

d) D'autre part, il a paru naturel, et même indispensable, que se placent dans ce rapport consacré aux affaires marocaines et tunisiennes, les observations de la commission des finances sur les crédits d'investissement, bien que ceux-ci figurent au budget des charges communes qui doit être présenté dans un autre rapport.

Le montant de ces crédits pour 1957 est de 48 milliards; il a déjà été rappelé que peuvent s'y ajouter plus de 27 milliards du précédent exercice. C'est donc d'une masse de crédits importante que dispose le Gouvernement pour les négociations à conduire avec le Maroc et la Tunisie.

Dans l'état présent de suspension de ces négociations, interrompues depuis le rappel des ambassadeurs, aucun accord n'est intervenu; en conséquence aucune affectation n'a été prévue pour les crédits au profit de l'un ou l'autre des deux pays.

Il faut cependant désirer la reprise prochaine de pourparlers tendant au rétablissement de relations normales. Des signes de détente se manifestent; des possibilités de conversations utiles se font jour. D'autre part la Tunisie et le Maroc, ce dernier surtout, ont un urgent besoin d'une aide financière; la France le sait bien, elle qui connaît si parfaitement les caractères et les nécessités de leurs situations économiques. Sans doute sont-ils à la veille des pourparlers se rouvrant, de reprendre leurs demandes d'aide.

Il faut en réalité le souhaiter, parce que le développement économique de ces deux pays jeunes doit se poursuivre; parce que c'est la suite d'une grande œuvre que la France a initié et dont le progrès lui tient à cœur; parce que ces pays appartiennent à la zone franc et sont des débouchés importants pour nos produits; enfin parce que trop d'entreprises françaises et d'investissements français de toute nature se trouvent en Tunisie et au Maroc pour que nous ne comprenions pas que l'aide française d'équipement à ces pays sera utile aux Français en même temps qu'aux Tunisiens et aux Marocains eux-mêmes.

Mais il faut avoir obtenu des assurances formelles avant de consentir les versements, parce que la France ne peut pas tolérer de donner son argent à des Etats qui ne garantiraient pas la complète sécurité sur leur sol de la vie et des biens de ses concitoyens; ni à des Etats qui ne cesseraient pas de se comporter, sur le plan de l'Afrique du Nord comme sur celui des questions internationales, en accusateurs de la France et en adversaires déclarés de ses plus légitimes intérêts nationaux; ni à des Etats qui, redevables à la France du niveau de développement auquel ils ont déjà accédé, lui dénieraient chez eux la position morale et matérielle à laquelle elle a droit.

En conclusion, la commission des finances ne peut émettre un avis favorable au vote par le Conseil de la République des 48 milliards de crédits d'investissements que si le Gouvernement a préalablement pris devant cette assemblée l'engagement de ne procéder à aucune remise de fonds aux Etats tunisien et marocain sans avoir d'abord obtenu d'eux des conventions écrites donnant satisfaction à la France sur les points suivants, considérés comme essentiels:

— garantie de la sécurité physique de nos nationaux, de la protection de leurs biens et du respect de leur dignité;

— reconnaissance du caractère de précompte des dépenses aux Français sinistrés, entraînant la réduction des sommes versées au titre de l'aide économique;

— détermination des affectations à donner aux sommes représentant l'aide économique et reconnaissance du droit de contrôle de la France sur leurs emplois.

La signature de ces conventions par les deux Etats doit être considérée comme préalable à la mise à disposition des crédits et leur observation loyale, dans l'esprit comme dans la lettre, devant être posée pour condition du maintien de l'aide.

Sous les réserves d'ordre général énoncées dans le tome II du présent rapport, votre commission vous propose de voter les crédits du budget des affaires marocaines et tunisiennes.

RELATIONS AVEC LES ETATS ASSOCIES

Rapporteur spécial: M. FOUSSON.

Les crédits demandés, au titre de cette section du budget du département des affaires étrangères, pour 1957, s'élèvent à 12.125 millions de francs alors que les crédits accordés pour 1956 étaient de 15.003 millions de francs soit une diminution pour 1957 de 2.878 millions de francs.

Les demandes de crédits présentés par le Gouvernement pour 1957 sont donc en diminution de 19 p. 100 sur les crédits accordés en 1956.

Titre III. — *Moyens des services.*

a) Services votés:

Les réductions de crédits se présentent ainsi:

— 15,7 millions provenant de mesures déjà traduites dans le budget de 1956;

— 371,4 millions résultant de la suppression du service des dommages de guerre intervenue en 1956;

— 73,9 millions dus au fait que Radio-France-Asie a cessé ses émissions au cours de l'année 1956;

— 351,6 millions d'économies réalisées par la suppression de 4 postes à l'administration centrale;

56 postes de la représentation française dans les Etats associés, 14 emplois d'assistance économique et technique, se traduisant par une réduction de 75,4 millions.

Des réductions de dotations de personnel (57,4 millions) et de matériel (218,8 millions) complètent le chiffre ci-dessus indiqué.

En outre, la réorganisation des services de l'administration centrale des Etats associés, de la représentation française au Vietnam, au Cambodge et au Laos se traduit par une diminution de 16 millions.

Par ailleurs la réduction de l'aide militaire au Vietnam, au Cambodge et au Laos (missions d'encadrement des armées nationales, instruction en France des stagiaires de ces armées) se traduit par une diminution de crédits de 1.705 millions.

La nouvelle parité de la piastre au Vietnam se traduit par une réduction de 93,5 millions des crédits afférents aux rémunérations réglées en monnaie locale.

Le regroupement des fonds spéciaux au budget de la présidence du conseil entraîne une diminution de 150 milliards, alors que le transfert au budget des finances et des affaires économiques des services du chargé de mission financière et du conseiller commercial au Vietnam se traduit par une économie de 50,5 millions.

Par contre un ajustement de la dotation de prestations obligatoires et de la subvention à la caisse des retraites de la F. O. M. conduit à une majoration des crédits de 12,5 millions. Le transfert du budget de la défense nationale des crédits afférents à la mission de contrôle des dépenses d'Etat en Indochine se traduit également par une augmentation de 9,9 millions.

b) Autorisations nouvelles:

Ces autorisations nouvelles intéressent uniquement le titre III, « moyens des services », pour une somme de 670 millions se décomposant ainsi:

— 500 millions représentant la prise en charge des rémunérations des agents des anciens cadres locaux d'Indochine, qui n'ont pas trouvé de nouvelles affectations;

— 70 millions qui permettront la diffusion, sur les antennes de la radio vietnamienne et de la radio cambodgienne, de programmes d'émissions quotidiennes purement françaises, afin de remplacer les émissions de Radio-France-Asie arrêtées en 1956;

— 100 millions constituant une subvention de démarrage des services de l'hôpital français Grall de Saigon. Ancien hôpital militaire, il continue à fonctionner sous le régime antérieur, mais doit évidemment se transformer en hôpital civil.

Votre commission souhaite vivement que le nouveau statut de cet hôpital, défini en accord avec l'Etat Vietnamien, continue à être géré par des français.

Titre IV. — *Interventions publiques.*

Aucune autorisation nouvelle n'étant demandée par le Gouvernement, l'examen du titre IV se bornera aux services votés. Des économies s'élevant à 803,1 millions ont été réalisées. Elles se décomposent ainsi:

— 173,1 millions provenant de réductions de subventions à des organismes de caractère scientifique, éducatif et culturel, tant en France qu'en Indochine;

— 630 millions de réduction du crédit accordé au titre de l'assistance aux Français d'Indochine nécessiteux.

Votre commission des finances m'a chargé d'indiquer son très vif regret de constater que les dispositions des articles 28 et 29 de la loi du 4 août 1956 n'avaient encore reçu aucun commencement d'application. Je rappelle brièvement que ces deux articles prévoyaient l'intégration, dans les corps diplomatiques et consulaires, des deux tiers des gouverneurs et administrateurs de la F. O. M. qui occupent en Indochine, depuis, la majorité des postes relevant aujourd'hui du Quai d'Orsay.

Non seulement rien n'a été fait pour l'application de la loi, mais un autre projet de loi a été préparé par les services du ministère des affaires étrangères qui, dans sa forme actuelle, tend, ni plus ni moins, l'origine à rendre inopérantes les dispositions législatives antérieures.

Votre commission des finances estime qu'il n'est pas possible de laisser se généraliser de telles pratiques. Concernant le reclassement des contrôleurs civils du Maroc et de Tunisie qui présente un parallélisme étroit avec le reclassement des gouverneurs et administrateurs d'Indochine, M. Pflimlin, rapporteur spécial du budget des affaires marocaines et tunisiennes, disait récemment à l'Assemblée nationale « il faudra certainement beaucoup d'autorité pour vaincre certaines réticences et résistances afin que la volonté du législateur soit respectée ».

Votre commission des finances vous propose dans ces conditions de rejeter, jusqu'à ce qu'un engagement formel soit pris par le Gouvernement, la partie des crédits du titre III concernant les mesures nouvelles, soit 670 millions de francs, et, sous les réserves d'ordre général énoncées au début du tome II du présent rapport, d'accepter les autres crédits destinés au services des relations avec les Etats associés.

AGRICULTURE

Rapporteur spécial par intérim: M. Martial BROUSSE.

I. — Les crédits budgétaires.

A la suite de la nouvelle présentation du budget, nous aurons en ce qui concerne celui de l'agriculture à nous prononcer sur 10 crédits seulement:

Pour les dépenses ordinaires de fonctionnement: 3.

Pour les dépenses en capital: 6.

Pour les dépenses sur ressources affectées: 1. Dans d'autres budgets et notamment celui des affaires économiques, celui des charges communes, d'autres dépenses concernant l'agriculture sont prévues.

Il convient de remarquer que ces crédits ne représentent pas toutes les dépenses inscrites au budget en faveur de l'agriculture. En particulier, le budget des affaires économiques et financières (section: charges communes) comprend d'importantes subventions pour le dégrèvement des carburants, l'exportation des sucres, le blé et la farine.

Il y a également un ensemble de taxes parafiscales qui bien qu'intéressant directement la production agricole ne figurent pas au budget du ministère de l'agriculture.

Il y a également un ensemble de taxes parafiscales qui intéressent aussi la production agricole mais qui n'apparaissent pas directement dans le budget du ministère de l'agriculture.

A. — *Volume des dépenses ordinaires.*

L'ensemble des crédits de fonctionnement pour cette année s'élèvera à 17.423,3 millions en augmentation de 1.208 millions sur ceux de l'an dernier. Mais la reconduction pure et simple du budget de 1956 en raison des services votés aurait porté les crédits à 17.349 millions de sorte qu'en réalité, les autorisations nouvelles du budget qui nous est présenté se résument à 74,2 millions. Ces 74,2 millions résultent de la contraction de deux chiffres:

— 18,8 millions au titre des moyens de services;

+ 93 millions en ce qui concerne les interventions publiques.

1. — Moyens de services.

Reconduction. — Comme nous venons de le voir, la seule reconduction se serait traduite par une augmentation de plus de 1.100 millions. Or, sur ces 1.100 millions, 973 millions proviennent des augmentations de traitement et des avantages divers qui ont été consentis aux fonctionnaires. On en trouve le détail à la page 114 de l'annexe.

En effet, la majoration des rémunérations due au décret du 30 juin 1956 se traduit, à elle seule, par une augmentation de 493 millions. Le complément uniforme annuel créé par le même texte représente un augmentation de 150 millions. Enfin, la réduction des abattements de zone est particulièrement ressentie par le ministère de l'agriculture. Elle entraîne, en effet, une dépense supplémentaire de 225 millions.

Certaines dépenses exceptionnelles telles que celles nécessitées par le recensement agricole n'étant pas renouvelées il s'ensuit une économie de 352 millions.

Votre rapporteur regrette que des crédits exceptionnels, eux aussi, n'aient pas été prévus notamment pour la revision cadastrale et ce malgré certaines promesses faites par M. le ministre des finances au cours de la discussion du collectif 1956.

Nous remarquons une autre économie substantielle de 234 millions concernant les haras qui provient d'un prélèvement correspondant sur les ressources du pari mutuel.

Autorisations nouvelles. — Les moyens de services se traduisent par une diminution de 18,8 millions; cette diminution n'est en réalité qu'apparente car les diverses créations envisagées entraîneraient une augmentation d'environ 250 millions mais une partie de la taxe forestière qui représente environ 300 millions est désormais rattachée au budget, ce qui permet de financer par fonds de concours une partie des dépenses d'entretien des forêts. Il en résultera, pour le budget de l'agriculture, une augmentation de ressources de 224 millions. Cette mesure fait l'objet de l'article 28 du projet de loi.

La reconduction du budget de l'an dernier entraînera, à elle seule, une augmentation de 393 millions.

Elle est due pour l'essentiel à l'importance des mesures prises en faveur de la reconstitution des olivaies.

2. — Interventions publiques.

Alors que le crédit inscrit en 1956 pour ce même objet était de 9 millions il s'élèvera en 1957 à 391 millions.

C'est à la suite du gel de février 1956 que tout un programme de reconstitution a été mis sur pied; en vue de réaliser ce programme, il a été prévu pour 1957: dépenses ordinaires, 400 millions; autorisations de programme (300 millions) comportant en crédits de payement, 100 millions, soit 500 millions au total.

Ce crédit constitue la première tranche du programme de reconstitution qui doit se dérouler sur une période minimum de 3 ans.

Les dépenses prévues sont essentiellement des primes. D'une part des primes annuelles: 208 millions pour 1.175.000 oliviers. D'autre part, des primes spéciales uniques: qui représentent pour 885.000 oliviers 171 millions.

A cela s'ajoutent encore les primes en cours, soit 22 millions ce qui, au total, fait 507 millions.

En se basant sur les estimations des services, il semble que les primes seules seraient, en 1958, de 415 millions et, à partir de 1959, de 622 millions.

C'est donc plus de 650 millions que le budget supportera pendant 10 ans. Il en coûtera les 5 années suivantes environ 25 millions.

Sur les 15 ans qu'englobe le programme l'effort réel en faveur des olivaies représentera 8 milliards.

En ce qui concerne les mesures nouvelles, elles représentent 93 millions dont 35 millions constituent une relève par le budget d'un crédit jusqu'ici accordé au centre national de coopération par le commissariat général à la productivité.

Ce crédit relativement minime souligne l'effort vraiment modeste en faveur du fonctionnement des services centraux et extérieurs du ministère de l'agriculture.

B. — *Dépenses en capital.*

Dans cette deuxième partie, nous abordons un problème toujours assez complexe, mais qui se trouve rendu plus ardu cette année par suite de la mesure de débudgétisation de certaines dépenses qui intéressent principalement l'agriculture.

En ce qui concerne les autorisations de programme, les chiffres de l'an dernier et ceux de cette année se comparent de la manière suivante: 72,6 milliards en 1957 contre 70,3 milliards en 1956.

A première vue, par conséquent, les autorisations de programme sont les mêmes avec une légère augmentation de 2,3 milliards pour l'an prochain, ce qui est fort peu si l'on se rappelle que le commissariat au plan avait souligné la nécessité de faire un effort accru en ce qui concerne l'agriculture. Mais, en réalité, les choses se présentent d'une manière moins favorable, car sur ces 72,6 milliards, il n'y en a que 54,1 qui soient véritablement inscrits au budget. La différence, soit 18,5 milliards correspond à des opérations débudgétisées.

Il s'agit là d'une question extrêmement grave qui, en réalité, risquera de soulever, notamment pour les collectivités rurales, des difficultés de deux ordres:

La première est de savoir si elles auront la certitude de trouver ces fonds auprès des établissements financiers auxquels elles sont renvoyées;

La seconde est celle de savoir si les conditions dans lesquelles ces fonds leur seront accordés seront aussi avantageuses que celles qui leur étaient traditionnellement offertes.

L'Assemblées nationale s'est préoccupée de ce problème et le Gouvernement a accepté d'imputer au fonds de développement économique et social les versements des prêts pour l'alimentation en eau potable, la voirie et l'électrification, soit 19 milliards. Elle a maintenu, d'autre part, l'article 67 *bis* qui donnait une certaine garantie aux emprunteurs de toutes les parties prenantes éventuelles.

Il n'en reste pas moins une débudgétisation de 8 milliards concernant l'habitat rural. Ces crédits sont pourtant indispensables pour améliorer les conditions dans lesquelles sont logés les habitants des communes rurales.

En dehors de cette observation qui, d'ailleurs, présente une extrême importance, l'examen des crédits appelle plusieurs remarques.

S'inspirant des mêmes préoccupations, qui tendent à se débarrasser sur les établissements financiers d'une partie des charges, le Gouvernement s'est efforcé de comprimer dans toute la mesure du possible les crédits et on arrive à cette constatation difficilement admissible que les autorisations de programme prévues par les textes antérieurs sont reprises, mais avec des montants diminués. Il y a là une innovation particulièrement inquiétante, car les lois de programme sont précisément destinées à apporter une sécurité que cette nouvelle procédure met en péril.

En ce qui concerne les crédits de payement, les mêmes observations valent. Aussi bien, le Gouvernement reconnaît-il lui-même les compressions auxquelles il a procédé puisqu'il indique que, d'après les prévisions inscrites dans le plus récent échéancier, le total des crédits de payement pour 1957 aurait dû être de 56 milliards.

Or, même compte tenu de la réintégration, dans les opérations du fonds de développement économique et social, des 19 milliards primitivement « débudgétisés », les crédits de payement correspondant aux opérations en cours ressortent à un chiffre très inférieur aux prévisions inscrites dans le plus récent échéancier: 44,5 milliards au lieu de 56 milliards.

Le Gouvernement, pour sa part, la justifie à la fois par l'importance des reports attendus au titre de l'année en cours et, pour reprendre ses termes, « par une appréciation plus exacte des rythmes effectifs des payements ».

En réalité, nous nous trouvons bien devant une compression extrêmement sévère et on risque d'avoir des difficultés pour le règlement des travaux, ce qui entraînera un ralentissement des réalisations.

Par ailleurs, le deuxième plan avait prévu la création de plus de 550 foyers de progrès agricole. En 1955, il a été mis en place 11 foyers, lesquels fonctionnent à l'heure actuelle. 43 ont été créés en 1956, dont la plupart n'existent que sur le papier. Enfin, 46 sont prévus pour 1957, mais ne fonctionneront que si les crédits nécessaires à la création des cadres peuvent être dégagés et si le recrutement même de ces cadres peut être assuré.

Il en est malheureusement de même pour toute action de vulgarisation. Le manque de cadres en agriculture se fait cruellement sentir dès que l'on veut intensifier la formation professionnelle. Il y aurait lieu, et c'est urgent, de se préoccuper plus que par le passé du recrutement des établissements de notre enseignement supérieur agricole et de celui de nos écoles régionales d'agriculture. La création de celles-ci s'intensifie à un rythme tel (5 en 1957) qu'il est à craindre que les effectifs de ces écoles soient squelettiques si des efforts considérables ne sont pas faits en faveur du recrutement des élèves.

Une seule observation en ce qui concerne les crédits pour l'équipement rural. Cet équipement n'est pas seulement nécessaire aux agriculteurs, il l'est à tous les ruraux. Au moment où les pouvoirs publics préconisent la décentralisation, il serait logique de permettre au monde rural de bénéficier des mêmes commodités que les citadins, sinon il sera difficile d'envisager le transfert, dans nos villages ruraux dépourvus d'eau, d'électricité, de moyens de transport et de chemins praticables, des familles qui, pendant de longues années, auront bénéficié dans les villes de ces commodités.

C. — *Dépenses effectuées sur ressources affectées.*

Ces dépenses figurent aux pages 165 à 170 de l'annexe I.

Il y a là un ensemble de dépenses d'un montant de 66,5 milliards et, par conséquent, considérable.

L'un des crédits les plus importants est celui destiné en versement aux agriculteurs de la ristourne de 15 p. 100 sur le prix des matériels destinés par nature à l'usage de l'agriculture.

Votre commission a déjà eu l'occasion de se prononcer au sujet de cette mesure qui fait l'objet de l'article 5 du projet de loi.

Cette année, le fonds national de progrès agricole a été introduit dans le budget et ses dépenses, évaluées à 878 millions, figurent à cette rubrique.

L'examen des dépenses effectuées sur ressources affectées présente cette année la budgétisation d'une partie du fonds national du progrès agricole pour une somme de 878 millions.

Ce crédit reste, d'ailleurs, affecté pour une très grande part, à la recherche et à la vulgarisation agricole.

Signalons que cette innovation intervient avant même que la commission Barangé ait terminé ses travaux sur la parafiscalité.

Votre rapporteur souhaite que ces ressources qui proviennent de taxes sur les produits agricoles prélevées à l'intérieur des prix ne viennent pas purement et simplement relayer le manque de crédits de fonctionnement du ministère de l'agriculture et que les seuls agriculteurs ne supportent pas le financement de tâches devant normalement être supportées par l'Etat.

Le détail des propositions d'affectation de ce crédit de 878 millions fait apparaître qu'il est bien destiné en 1957 à la recherche et à la vulgarisation agricole, soit par des associations spécialisées de producteurs, soit par des associations de vulgarisation ayant soumis leur programme d'action au ministère de l'agriculture.

Peut-être serait-il souhaitable que toutes les organisations qui, sur le plan national, se préoccupent d'harmoniser la vulgarisation, en accord avec les services du ministère de l'agriculture, bénéficient, en raison de l'intérêt que présente leur action, d'une aide financière provenant de ce fonds national de progrès agricole.

II. — Considérations générales.

Pour la première fois cette année, le Gouvernement, en présentant le projet de loi de finances, l'a fait précéder d'un rapport économique.

La lecture de ce rapport nous amène à faire quelques observations en ce qui concerne le secteur agricole.

Le regret exprimé au sujet de l'insuffisance des investissements productifs doit s'appliquer, pour une grande part, à l'agriculture et ce défaut d'investissement est sans doute une des raisons de la baisse du revenu agricole par rapport au revenu national, baisse signalée par tous les économistes.

Cette insuffisance est certainement à l'origine des difficultés éprouvées par notre agriculture à remplir au sein de l'économie nationale le rôle important qui devrait être le sien, tant pour fournir aux consommateurs français les denrées alimentaires dont ils ont besoin que pour accroître le volume de nos exportations.

La nécessité, d'une part, d'importer des denrées alimentaires et même certaines matières premières indispensables à notre industrie, et d'autre part, le modeste tonnage de produits agricoles qui a pu être exporté, ont contribué au cours de l'année 1956, notamment, à déséquilibrer notre commerce extérieur.

Le Gouvernement affirme que sa politique économique consiste à sauvegarder l'expansion de la production. Pour maintenir cette expansion ou l'accroître, il n'a pas hésité à accepter un déficit, qu'il estime temporaire, de notre commerce extérieur.

Ce déficit s'est accru du fait du gel de février 1956 qui a nécessité des importations importantes de blé, notamment, non compensées par des exportations d'orge ou d'autres produits agricoles.

Les exportations agricoles (céréales et viandes), importantes en 1954 et 1955, avaient contribué, au cours de ces années, dans une mesure appréciable, à équilibrer notre balance commerciale. Nous pouvons supposer que l'année 1956 a été un accident et espérer que notre agriculture pourra, dans les années qui viennent, augmenter sa production d'une façon telle que nous n'ayons plus à importer des denrées alimentaires de grande consommation et que nous puissions exporter des produits agricoles.

Accroissement du revenu agricole.

Votre rapporteur est persuadé que l'agriculture peut jouer, dans notre économie nationale, un rôle plus important que par le passé si certaines conditions sont remplies et si les pouvoirs publics acceptent de prendre certaines mesures en vue d'encourager la production agricole.

Ces mesures doivent tendre à augmenter le revenu global de l'agriculture en même temps que le revenu individuel du cultivateur tout en permettant à l'économie agricole de s'intégrer dans l'ensemble économique du pays sans exiger de trop lourds sacrifices de l'ensemble de l'économie nationale.

Ce but peut être atteint si les moyens mis en œuvre contribuent à diminuer le prix de revient des produits agricoles. Votre rapporteur est persuadé que, pour l'ensemble de l'agriculture française, cette diminution est possible et se permet de faire à ce sujet quelques suggestions:

Il va de soi qu'un premier élément de baisse du prix de revient des produits agricoles consiste à obtenir une diminution des frais de production.

Qu'il s'agisse d'engrais, de machines, de carburants, d'aliments du bétail, l'agriculture française doit payer ces produits plus chers que les agriculteurs des pays voisins. Dans ces conditions, il est difficile d'exiger d'elle des prix de vente égaux à ceux des produits agricoles en provenance de ces mêmes pays. Cette situation semble légitimer une aide à l'exportation ainsi que cela a lieu pour nombre de produits industriels.

Cette amélioration des prix de revient peut, en outre, être obtenue par l'intensification de l'équipement de la plupart des exploitations agricoles. Cet équipement s'est accéléré au cours des dernières années sous l'aspect d'une motorisation encouragée par la prime de 15 p. 100. La suppression, même partielle, de cette prime, constituera certainement un frein à cette motorisation au moment même où le Gouvernement considère comme une faiblesse l'insuffisance des investissements productifs. Cette suppression risque d'inciter les agriculteurs à s'équiper d'une façon peu rationnelle en se procurant un matériel inadapté à leurs exploitations mais dont le prix ne dépasse pas un certain plafond.

Votre rapporteur voit, dans cette mesure, une contradiction avec la volonté de poursuivre une politique d'expansion, volonté affirmée par ce même Gouvernement.

La mécanisation, dans certaines exploitations agricoles modestes, s'avère cependant peu rentable et il serait nécessaire d'encourager les associations d'agriculteurs à utiliser en copropriété ou en coopération certaines machines dont le prix d'achat est élevé et la période d'utilisation relativement courte.

L'utilisation de ces machines serait également plus rentable si l'aménagement extérieur des exploitations agricoles était intensifié. Cet aménagement consiste, d'une part, à faciliter le déplacement des outils par une amélioration de la voirie rurale, et à réduire le morcellement des exploitations par le remembrement ou les échanges de parcelles.

Ces deux dernières opérations sont d'une importance primordiale pour l'utilisation rentable des machines motorisées. Elles conditionnent, dans une large mesure, toutes les autres améliorations permettant notamment une plus grande liberté d'action pour l'utilisation rationnelle des terres et l'orientation des cultures.

Comment intensifier la création d'herbages lorsque les parcelles trop petites rendent trop onéreuses la constitution de clôtures?

Or, pour intensifier ces opérations si importantes, il conviendrait:

1° Qu'une propagande intense soit faite auprès des cultivateurs de certaines régions pour les persuader des bienfaits du remembrement et que, dans ces régions, des villages témoins soient créés;

2° Que des avantages plus substantiels soient accordés aux échanges de parcelles;

3° Que le personnel du génie rural, chargé de promouvoir et de contrôler ces opérations, soit largement étoffé, non seulement sous formes d'équipes de remembrement mais aussi par l'augmentation des ingénieurs du génie rural chargés du contrôle de ces opérations de remembrement.

Si toutes ces mesures sont susceptibles d'accroître la productivité du travailleur agricole, il est possible également d'augmenter considérablement la productivité de la terre par une culture rationnelle du sol.

Mais cette productivité se traduisant inévitablement par une augmentation de la production, le problème des débouchés devra être solutionné en même temps. Il est indispensable que les deux actions s'effectuent simultanément. Les pouvoirs publics ont le devoir de s'en préoccuper car c'est pour le producteur agricole un sujet de crainte aussi grave que peut l'être pour l'ouvrier la crainte du chômage.

Vulgarisation agricole.

Cette culture rationnelle peut être obtenue par une vulgarisation intense de techniques qui ont fait leurs preuves, par un enseignement agricole dont le besoin se fait sentir depuis longtemps et sur lequel je ne m'étendrai pas puisqu'aussi bien le Conseil de la République aura très prochainement à en discuter.

Cette vulgarisation a été entreprise depuis plusieurs années sous forme de villages témoins par certaines organisations agricoles comme l'Association générale des producteurs de blé, avec l'aide technique du ministère de l'agriculture.

Puis, des zones témoins, des secteurs encouragés, des centres d'études techniques agricoles ont été créés tant par les pouvoirs publics que des organisations privées. Certains départements, des chambres d'agriculture, ont pris à leur compte la rémunération d'agents techniques et de conseillers agricoles.

Les résultats obtenus ont été très intéressants et il a été amplement démontré, dans la plupart des cas, que les rendements pouvaient être accrus dans de fortes proportions, surtout dans certaines régions peu évoluées.

Il semble que cette vulgarisation par contact soit excellente et son intensification semble souhaitable.

Il faut bien reconnaître qu'elle se fait, à l'heure actuelle, d'une façon un peu anarchique. Une coordination des efforts est évidemment à souhaiter.

Pour que cette vulgarisation donne les résultats espérés, il faut que les vulgarisateurs inspirent confiance aux agriculteurs. Ceux-ci ne suivront leurs directives que s'ils sentent qu'elles sont données dans un intérêt purement agricole.

Cette confiance est d'autant plus nécessaire que cet agent peut être appelé à donner des conseils de gestion aux exploitants. L'action de ces agents techniques qui doivent être en contact permanent avec les agriculteurs ne sera réellement efficace que si ces agents sont introduits auprès d'eux par les organisations professionnelles et non uniquement par l'administration.

Orientation agricole.

Il va de soi que ces vulgarisateurs ne doivent pas se contenter de faire connaître aux agriculteurs, les meilleures méthodes techniques. Ils devraient également préconiser certaines cultures en tenant compte des débouchés rentables pour les denrées produites et aussi de la vocation des sols.

Il est beaucoup question de cette orientation des cultures qui, en effet, présente pour l'économie agricole et l'économie générale, un très gros intérêt. A plusieurs reprises, le ministre de l'agriculture a fait connaître qu'il n'aiderait les organisations professionnelles à faire de la vulgarisation que si cette vulgarisation était orientée vers des objectifs de production fixés par lui.

Or, tout le monde s'accorde à reconnaître qu'une politique agricole doit être établie pour une période de longue durée. En effet, la psychologie paysanne se prête mal à des changements trop fréquents. De plus, la production végétale nécessite à peu près un an, pour s'effectuer; la production de la viande de bœuf, trois années; la nécessité d'établir un assolement rationnel demande trois ou quatre années et parfois davantage.

Soumettre la vulgarisation et l'orientation des cultures aux aléas de la politique en la faisant dépendre de la seule volonté d'un gouvernement, est certainement dangereux.

C'est pour cela que, si des directives préconisant telle ou telle culture doivent être données aux agriculteurs pour tenir compte, à la fois, des besoins de l'alimentation des Français, des besoins en certaines matières premières de notre industrie et des possibilités d'exportation, il serait préférable que ces directives leur soient données après que le parlement en ait discuté et ait pris une décision sur l'orientation de notre agriculture. Le parlement serait bien inspiré si, avant de voter une loi à ce sujet, il demandait l'avis du Conseil économique et aussi celui des chambres d'agriculture qui sont, auprès des pouvoirs publics, les organismes consultatifs officiels de l'agriculture.

Puisqu'il est question de présenter au parlement une loi verte, il est souhaitable que cette loi contienne des directives sur l'orientation de notre économie agricole, valables pour une longue période.

Après consultation des organisations professionnelles et économiques et à la lumière des débouchés qui peuvent être prévus, dès à présent, le parlement pourrait certainement aider puissamment au développement rationnel de notre production agricole en l'aiguillant vers la voie de la prospérité.

Cette orientation définie dans ses grandes lignes, il appartiendrait à l'exécutif de mettre en œuvre les moyens de la réaliser.

Citons, parmi ces moyens:

1° Un effort de propagande, de vulgarisation est ici plus nécessaire encore que lorsqu'il s'agit de préconiser des méthodes techniques ayant pour but d'augmenter les rendements. Une collaboration confiante entre le vulgarisateur et l'exploitant est indispensable. Pour que cette action soit efficace, l'aide des organisations agricoles est absolument nécessaire aux pouvoirs publics;

2° La question des prix:

Le producteur doit être assuré que la culture qu'il va entreprendre sera rentable, que ses frais de production seront couverts pendant une période suffisamment longue pour amortir ses investissements. Pour réussir cette opération des assurances doivent lui être données et les dispositions nécessaires doivent être prises par les pouvoirs publics;

3° Le crédit:

Le changement de culture peut amener le producteur à faire des dépenses nouvelles. Il doit acheter davantage d'engrais, se procurer de nouvelles machines, son bétail doit être plus nombreux. Pour cela, il doit pouvoir disposer de crédits parfois importants et moyennant le versement d'annuités raisonnables.

Un exemple: la production de viande préconisée par beaucoup d'économistes et notamment par le troisième plan nécessite une production herbagère accrue ainsi qu'un tonnage plus important de grains destinés à l'engraissement à l'auge.

Une fois cette production obtenue, il faudra accroître l'élevage, pour avoir des animaux aptes à l'engraissement. Il faudra pour cela investir des capitaux. Si cette production s'accroît considérablement, il faudra aussi envisager la construction d'étables qui, même aménagées économiquement, demanderont de nouveaux et importants investissements.

Il va de soi que le producteur hésitera à faire ces sacrifices s'il n'a pas l'assurance d'obtenir pour sa marchandise des prix couvrant tous ses frais de production, et cela pendant une longue période. S'il n'avait pas cette assurance, il continuerait à produire des denrées qui ne nécessiteront pas des avances importantes de capitaux, mais dont la production peut ne pas correspondre à l'intérêt général.

Il est certainement plus conforme à l'intérêt de notre agriculture de s'orienter vers la production de denrées de qualité et notamment de viandes et de produits laitiers. Mais il faut convenir, aussi, que cette production coûte cher, car ici, la mécanisation ne donne pas les mêmes résultats que dans d'autres domaines et ne peut remplacer dans les mêmes proportions le travail humain.

La reconversion de notre agriculture est indispensable. Elle ne pourra se faire, malgré la motorisation, qu'avec une main-d'œuvre abondante, qu'il s'agisse de produire de la viande, des fruits ou des légumes; ou de la production de matières premières nécessaires à l'industrie comme le chanvre pour la pâte à papier.

Il ne faut pas s'illusionner, les journées de travail des paysans sont tellement bien remplies que, si l'on veut obtenir une expansion de notre agriculture, pour permettre des exportations agricoles accrues, il faut lui laisser une main-d'œuvre suffisante.

Il semble donc qu'il soit contradictoire de vouloir à la fois:

— produire des produits nécessitant une main-d'œuvre importante;

— augmenter cette production de produits de qualité et dans le même moment, espérer diriger vers l'industrie un flot considérable de travailleurs agricoles.

Il est indéniable que dans certaines régions, les agriculteurs sont trop nombreux et éprouvent des difficultés à trouver la terre nécessaire à un travail normal.

Par contre, dans d'autres régions, il existe une pénurie de main-d'œuvre, qui va s'accentuant, ce qui a pour résultat de laisser de nombreuses terres en friches ou mal travaillées.

Un équilibre entre ces régions est à rechercher, c'est le rôle des associations de migrants qui se préoccupent avec de faibles moyens et pourtant d'appréciables résultats, à réaliser cet équilibre.

Jusqu'ici, cette association s'est surtout préoccupée des exploitants et des fils d'exploitants. Peut-être pourrait-elle, si des moyens plus importants lui étaient accordés, se préoccuper aussi des familles d'ouvriers agricoles.

S'il était instauré, dans ce pays, une politique d'expansion agricole à longue échéance, raisonnée certes, mais moins timide que celle prévue par le troisième plan en préparation, si cette politique tenait compte des considérations qui précèdent notre production agricole pourrait, en quelques années, augmenter d'une façon considérable ainsi que le prouvent les essais de vulgarisation pourtant timides qui ont été faits depuis quelques années.

Certes, il serait bon que l'accroissement de cette production agricole soit contrôlée par des comités de gestion afin de surveiller la rentabilité des investissements. Ces comités encouragés, du reste, par les pouvoirs publics, se créent dans toutes les régions, leur utilité étant parfaitement comprise par les cultivateurs évolués.

Les possibilités de production de notre agriculture sont considérables, surtout en ce qui concerne la production fourragère. Certains techniciens estiment qu'il est possible d'augmenter de 200 p. 100 cette production. Elles permettraient d'importantes exportations, sans que d'Etat soit appelé à faire de gros sacrifices grâce à un abaissement des prix de revient et à des accords commerciaux tenant compte des intérêts agricoles.

Alors que la France doit faire face à des importations considérables de produits énergétiques pour lui permettre de poursuivre une expansion industrielle indispensable pour assurer le plein emploi de sa main-d'œuvre, notre agriculture dont le potentiel de production n'est pas inutilisé actuellement à plein, pourrait, dans une large mesure, fournir à l'exportation les produits nécessaires pour compenser ces importations indispensables et contribuer puissamment à rétablir l'équilibre de notre balance du commerce extérieur.

Nous venons au cours de l'examen de ce budget de passer en revue une masse de crédits de l'ordre de 150 milliards. Or, dans les autres parties du budget, nous trouvons plus de 100 milliards d'autres crédits qui sont destinés à l'agriculture:

Calamités agricoles, 5.000 millions.
Fonds de garantie mutuelle, 3.000 millions.
Oléagineux, 1.500 millions.
Carburants, 13.500 millions.
Amendements calcaires, 1.000 millions.
Sucres, 6.500 millions.
Blé, farine, pain, 15.000 + 5.000 millions.
Taxes parafiscales O. N. I. C., 20.000 millions.
Sucres, 7.000 millions.
Divers organismes professionnels, 26.000 millions.

Je crois devoir rappeler ces chiffres car ils me paraissent mettre en lumière le mal dont souffre notre agriculture. Il y a, en effet, une disparité manifeste entre les fonds qui lui sont apportés à titre de subventions pour l'aider à vivre, chichement du reste, et les crédits qui sont consacrés à son développement, à sa modernisation. C'est pourtant l'importance de ces crédits qui serait le meilleur moyen de mettre un terme à ses difficultés.

En parcourant les documents soumis à notre examen, il est très difficile d'apprécier la politique agricole du Gouvernement.

Il n'est pas apparu à votre rapporteur que le budget qui nous est soumis soit de nature à permettre d'obtenir cet accroissement de la production agricole qui, tout en assurant la prospérité de notre agriculture, lui permettrait de jouer un rôle important et bienfaisant dans l'ensemble de l'économie de notre pays.

III. — Propositions de votre commission des finances.

Votre commission des finances a surtout présenté des observations en ce qui concerne les crédits débudgétisés et les diminutions des crédits de payement par rapport aux autorisations de programme antérieures.

Notre collègue M. Berthoin a fait remarquer que cette débudgétisation allait particulièrement frapper les collectivités rurales qui sont les collectivités qui ont le moins de facilités pour trouver des crédits en dehors des établissements de crédit auxquels elles ont traditionnellement recours.

Que le Conseil de la République était à l'origine de la création pour les adductions d'eau potable du programme conditionnel qui risquait d'être compromis par cette débudgétisation.

Votre rapporteur général M. Pellenc a manifesté ses craintes en ce qui concerne notamment l'habitat rural.

Ajoutons à ce sujet qu'au moment où les textes législatifs et réglementaires élèvent le plafond des subventions, non seulement le crédit global ne suit pas la même augmentation, mais les emprunts eux-mêmes risquant de ne pas être satisfaits, ces subventions peuvent ne pas être entièrement utilisées par les intéressés.

M. Driant, rapporteur pour avis de la commission de l'agriculture, a indiqué à la commission les difficultés devant lesquelles vont se trouver les collectivités pour rembourser au Crédit agricole les emprunts à court terme destinés à financer des travaux prévus par les autorisations de programme antérieures.

Notre collègue M. Masteau a signalé les difficultés où va se trouver la caisse des dépôts et consignations pour faire face à toutes les demandes de prêts qui pourront lui être soumises à la suite de cette débudgétisation.

Enfin, dans un autre ordre d'idées, notre collègue M. Rogier a demandé à votre commission d'adopter une motion demandant à ce que les producteurs de blé d'Afrique du Nord bénéficient de la prime de difficultés exceptionnelles instituée par la loi du 16 juillet 1956.

Votre commission estimant que les producteurs algériens avaient éprouvé de grosses difficultés qui, pour être différentes de celles des agriculteurs métropolitains n'en étaient pas moins réelles pour produire et rentrer leur récolte de blé de 1956, s'est associée à la motion de M. Rogier.

Sous les réserves d'ordre général énoncées à la page 31 du tome II du présent rapport, votre commission vous propose de voter les crédits du budget de l'agriculture.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Rapporteur spécial: M. CHAPALAIN

A. — Présentation du budget.

Le projet de loi de finances n° 2951, dans son annexe I, comporte l'ensemble des crédits prévus, pour l'année 1957, pour le budget des anciens combattants et victimes de guerre.

Il convient, pour se faire une opinion exacte des crédits proposés dans le budget de l'année 1957, au titre des anciens combattants et victimes de guerre, de tenir compte des dernières décisions gouvernementales concernant les fonctionnaires (nouvelle revalorisation des rémunérations publiques au 1er janvier et au 1er mai 1957 de l'étape prévue pour le 1er juillet 1957) et de l'aménagement supplémentaire faisant l'objet d'une lettre rectificative (augmentation de 20 F du point pour l'ensemble des pensionnés de guerre, à compter du 1er novembre 1957)

Les seuls crédits de pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (y compris la retraite du combattant, mais non compris les prestations familiales) se présenteraient de la façon suivante pour l'année 1957:

I. — *Budget des anciens combattants* (en millions de francs).

1° Services votés: crédits ouverts en 1956, 186.603.

A ajouter: extension en année pleine des 3e et 4e tranches du plan quadriennal et dispositions de la loi du 4 août 1956, + 8.385; application du rapport constant pour les deux premières étapes du décret du 30 juin 1955 (1er janvier et 1er juillet 1956), + 15.163. Total, 23.548.

A soustraire: ajustement au nombre de bénéficiaires, — 4.145. Net services votés, + 19.165.

2° Autorisations nouvelles, néant.

Total, 205.768.

II. — *Budget des charges communes* (en millions de francs).

1° Services votés: troisième étape du décret du 30 juin 1955 (1er juillet 1957), 7.250.

2° Autorisations nouvelles: nouvel aménagement des rémunérations publiques: avance aux 1er janvier et 1er mai 1957 de l'étape prévue pour le 1er juillet 1957, + 3.900; aménagement supplémentaire faisant l'objet d'une lettre rectificative: augmentation de 20 F de la valeur du point de la pension de l'invalide à 100 p. 100 à compter du 1er novembre 1957, + 1.790. Total autorisations nouvelles, 5.690.

Total, 12.940.

3° Ensembles des dotations budgétaires de 1957: total, 218.648.

Crédits ouverts en 1956: budget des anciens combattants, 186.353; budget des charges communes, 7.700. Total, 194.053.

La comparaison avec les crédits ouverts en 1956 fait donc apparaître en plus: compte tenu de l'ajustement au nombre des bénéficiaires, 24.595; compte non tenu de cet ajustement, 29.038. Soit, 15,5 p. 100.

NOTA. — Il faut également rappeler qu'indépendamment des pensions et allocations soumises au rapport constant, la progression des dépenses de prestations familiales rattachées aux pensions d'invalidité, ainsi que les prestations assurées par l'Etat en faveur des pensionnés de guerre, a obligé à majorer les crédits inscrits au budget des charges communes de 1.530 millions.

Enfin, à ces crédits doivent s'ajouter, pour avoir l'ensemble des dépenses prévues, les indemnités pour payement des pécules et des pertes de biens aux différents ayants droit.

Que faut-il penser de ces prévisions budgétaires? Elles ne paraissent pas répondre aux dépenses à effectuer et il suffit pour s'en convaincre de se reporter aux résultats des trois derniers exercices connus:

S'il est possible de régulariser ces excédents de dépenses dans le cadre de lois de règlement, il faudra, cependant, trouver les ressources correspondantes.

On ne peut, à la lumière de ces résultats, que regretter que l'abattement traditionnel de 2 p. 100 opéré sur l'ensemble des dotations, pour tenir compte du décès des titulaires d'avantages, ait abouti à une réduction de crédit de 4.442.8 millions, creusant ainsi le déficit qui ne manquera pas d'apparaître à ce budget.

La même situation ne risque-t-elle pas de se retrouver en ce qui concerne les soins médicaux gratuits? Le crédit prévu de 8.279 millions, en augmentation de 1.571 millions par rapport à celui voté en 1956 me paraît faible. D'ores et déjà, il est certain que près de 2 milliards supplémentaires seront nécessaires pour faire face aux dépenses de 1956. Cette situation résulte de faits connus: hausse des honoraires médicaux et du prix des journées dans les établissements de soins, accroissement des dépenses pharmaceutiques, par suite de la prise en charge, au bénéfice des pensionnés de guerre, de toutes les spécialités agréées par la sécurité sociale. Et cependant, on peut constater qu'en pratique les victimes de guerre, officiellement admises aux soins gratuits, arrivent très difficilement à se faire soigner sans frais. C'est une situation sur laquelle le Gouvernement devra se pencher aussitôt que possible.

En définitive, c'est un budget dont les prévisions ne semblent pas correspondre aux dépenses réelles. Au moment de la loi de règlement, c'est entre 12 et 15 milliards de dépenses nouvelles qu'il faudra voter.

Titre III. — Moyens de services.

La différence en plus entre les crédits 1957 et 1956 s'élève à (6.469,2 — 6.341,1), + 128,1 millions.

Elle s'analyse de la façon suivante:

Les dépenses votées se traduisent en année pleine par une dépense supplémentaire dans le budget de 1957 de + 260,8 millions.

Les suppressions et créations d'emplois, décidées par le Gouvernement, entraînent une diminution des dépenses de personnel de — 251,7 millions.

A noter que les 185 emplois supprimés sont des emplois vacants ou susceptibles de le devenir dans un bref délai: ce ne sont, en fait, que des économies fictives.

L'application du décret du 20 juillet 1956, modifiant le mode de calcul de l'indemnité résidentielle de cherté de vie en Afrique du Nord crée une dépense supplémentaire de + 14,2 millions.

De même que l'incidence des améliorations des traitements et salaires accordées aux agents de l'office national des anciens combattants, entraîne une contribution supplémentaire de l'Etat de + 161 millions.

Enfin, les crédits à caractère évaluatif ajustés aux besoins réels peuvent être réduits de — 3 millions.

En plus, 181,3 millions.

En autorisations nouvelles pour l'année 1957, il y a lieu de relever:

— le renforcement des services en Afrique du Nord (20 emplois de commis et dactylographes), + 10,7 millions.

En remplacement de 30 vacateurs, — 12,5 millions.

— le maintien en 1957 des 140 vacateurs recrutés en 1956, + 52,4 millions.

— l'ajustement des crédits de l'institution des invalides et une modification dans le partage des charges administratives et sociales de l'office national, — 103,8 millions.

En moins, 53,2 millions.

B. — Observations générales.

Nous ne reviendrons pas sur les prévisions budgétaires que nous avons examinées dans le chapitre précédent, nous nous contenterons de commenter, par quelques renseignements complémentaires, la tâche confiée à ce ministère. Cependant, nous ne pouvons que

regretter que le recensement des pensionnés de guerre, commencé depuis plusieurs années, n'ait pas encore abouti: il aurait, en effet, permis par un système de contrôle des nouveaux bénéficiaires et des décès survenant parmi les pensionnés, de connaître exactement à tout moment, les besoins de crédits de ce budget, chaque année contestés.

Les différentes lois votées en faveur des anciens combattants et victimes de guerre et, en particulier, la suppression de la forclusion en matière de pension, ont eu pour résultat d'alourdir considérablement la tâche de ce ministère. Néanmoins, la mise en place et la réorganisation de certains services permettent d'espérer une amélioration de la liquidation de centaines de milliers de dossiers en instance, tant à l'administration centrale que dans les directions interdépartementales. Nous sommes persuadés que le rythme de cette accélération peut être augmenté si, après quelques modifications légères à la législation, la compétence des directeurs interdépartementaux était étendue.

Cependant, d'ores et déjà, il faut signaler que cette liquidation accélérée entraîne, *ipso facto*, un développement considérable du contentieux. Les mesures de décentralisation prises au mois d'août 1956 sont-elles suffisantes pour faire face à cette situation ? Nous serions tentés de croire qu'à cette situation nouvelle, il faut des mesures urgentes et exceptionnelles sinon nous verrons ce secteur des pensions, déjà très en retard, écrasé par une tâche au-dessus des moyens dont il dispose.

Dans l'organisation générale du service, qui doit encore être perfectionnée par la mécanisation et la transformation de certaines tâches matérielles, le ministère dispose maintenant d'un corps d'inspecteurs généraux dont les statuts viennent d'être définitivement adoptés et les titulaires nommés. Il n'est pas douteux que l'utilisation de la compétence de ces hauts fonctionnaires permettra d'apporter dans l'organisation et l'exécution des différents services, de nouvelles méthodes, propres à rendre leur tâche moins lourde et plus efficiente.

Nous notons que la création d'un certain nombre d'emplois est gagée par des suppressions équivalentes et que pour 15 créations d'emplois de secrétaires administratifs, non gagées, qui paraissent justifiées, leur rémunération se fait sur fonds de concours. Seul mérite une mention spéciale, le maintien en service, pendant l'année 1957, des 110 vacateurs recrutés en 1956. Nous croyons pouvoir signaler que l'intégration des temporaires, prévue depuis 1953, est sur le point de se réaliser.

On ne peut pas manquer d'évoquer la situation de nos fonctionnaires en Afrique du Nord. Les conventions qui sont signées ou vont être signées sauvegarderont-elles les intérêts de ces fonctionnaires ? Dans quelles conditions, le service continuera-t-il à y fonctionner ?

Et quelles seront nos charges résultant de ces conventions ?

J'ai déjà signalé toute l'importance que la France avait à maintenir un contact étroit avec les combattants d'Afrique du Nord pour ne pas rappeler, une fois de plus, tout l'intérêt que notre pays a à y assumer les obligations qu'il a prises envers les anciens combattants et victimes de guerre de ces pays.

En ce qui concerne le fonctionnement de l'office national des anciens combattants, il est démontré que sa tâche varie suivant les régions et qu'une nouvelle répartition du personnel semble devoir être envisagée. Mais nous savons à quelles difficultés cette réorganisation se heurtera. Un projet cependant mérite d'être signalé, c'est celui du développement du service d'hébergement des anciens combattants et victimes de guerre. C'est une initiative heureuse mais qui doit être mise au point après une étude très poussée de la question. De nombreuses organisations du genre existent déjà, même au sein des associations d'anciens combattants. Il conviendrait de les utiliser au mieux avant de se lancer dans l'achat d'hôtels ou de châteaux dont le prix de revient serait élevé.

Conclusion.

En résumé, l'examen du projet de budget 1957 fait ressortir une augmentation globale des crédits de plus de 24 milliards par rapport à celui de 1956.

Et cependant il ne s'agit que de l'application des lois antérieures adoptées par le Parlement (plan quadriennal, rapport constant, etc.) et de leur effet sur le budget en année pleine. Il faut cependant reconnaître honnêtement que les anciens combattants et victimes de guerre recevront, au cours de l'année, des pensions majorées en rapport avec les augmentations accordées aux fonctionnaires. J'entends bien que la loi du 31 décembre 1953 n'avait pas prévu toutes les mesures, sans doute justifiées, pour l'ensemble des catégories de victimes de guerre (pensionnés de 10 à 85 p. 100, veuves, ascendants, orphelins et certains grands invalides) et que le Gouvernement de l'époque avait pris l'engagement de reconsidérer la question dans les années qui suivraient. Il faudra, sans doute, dès que possible, reprendre ces questions, mais pas sous la forme que les gouvernements successifs ont tendance à adopter. Il est très tentant de présenter des plans nouveaux, à réaliser sur plusieurs exercices. Cela calme sans doute l'impatience des demandeurs mais creuse, dans les budgets futurs, de larges déficits si les dépenses supplémentaires ne sont pas immédiatement couvertes par des recettes. Il conviendrait, dans ce cas, d'exiger du Gouvernement de gager ces dépenses par des ressources nouvelles qu'il proposerait au Parlement en même temps qu'il déposerait son plan de revalorisation des avantages versés aux anciens combattants et victimes de guerre.

Sous les réserves d'ordre général énoncées à la page 31 du tome du présent rapport, votre commission vous propose de voter les crédits du budget des anciens combattants et victimes de guerre.

VOLUME II

EDUCATION NATIONALE

I. — Enseignement.

Rapporteur spécial par intérim: Mlle RAPUZZI.

Le projet de loi de finances pour 1957 atteste la volonté du Gouvernement de réserver au budget de l'éducation nationale un rang prioritaire.

« Dans le cadre des préoccupations sociales du Gouvernement, l'éducation nationale garde une place de choix; aussi bien le budget de ce département est-il le seul en faveur duquel le Gouvernement ait décidé de déroger à la règle selon laquelle il proscrivait toute mesure nouvelle non gagée », peut-on lire, en effet dans le rapport financier qui précède le projet de loi de finances proprement dit.

Doté de 421.823,7 millions (422.700 millions après lettre rectificative) dont 329.623 millions (330.500 millions après lettre rectificative) au titre des dépenses ordinaires (titres III et IV) et 92.000 millions au titre des crédits de payement applicables aux dépenses en capital (titres V et VI), le budget de l'éducation nationale est, par sa masse, le plus important de tous les budgets de services civils (état C, art. 11; état D, art. 15, du projet de loi).

C'est un fait indiscutable que « les dépenses entraînées par l'éducation nationale représentent approximativement le tiers des dépenses de fonctionnement des services publics » et près de 14 p. 100 des dépenses civiles ordinaires et en capital prévues à l'article 9 du projet de loi pour:

2.393,5 milliards de francs de dépenses civiles ordinaires;

694,9 milliards de francs de dépenses civiles en capital.

Il est également incontestable que le budget de l'éducation nationale dont les crédits sont, en 1957, en augmentation de 56,5 milliards de francs (après lettre rectificative), soit 15 p. 100 de plus, présente une nette amélioration par rapport au budget de 1956, et plus encore par comparaison avec ceux des années précédentes.

Cet accroissement du volume des crédits ne s'applique pas de façon uniforme aux diverses dotations des services qui dépendent du ministère de l'éducation nationale. Ainsi qu'on pouvait le prévoir, ce sont les dépenses de personnel, de subventions de fonctionnement pour le titre III et, dans une proportion moindre, les dépenses d'interventions éducatives, culturelles et sociales pour le titre IV qui absorbent la plus grande partie des majorations de crédits de dépenses ordinaires, dont le tableau ci-dessous donne la ventilation par titres. Quant à l'accroissement des crédits de dépenses en capital, de l'ordre de 18 milliards de francs, soit près de 25 p. 100 de plus qu'en 1956, on constate une augmentation sensiblement plus importante du montant des investissements de l'Etat (titre V) que de celui des investissements faits avec le concours de l'Etat (titre VI).

I. — Analyse des crédits proposés.

A. — Dépenses ordinaires.

Les crédits ouverts au titre des dépenses ordinaires (tableau n° 3 ci-dessus) se retrouvent globalement, par titres, dans le tableau récapitulatif des dépenses ordinaires pour les services civils, du projet de loi de finances. Mais c'est essentiellement dans l'annexe n° 1 du projet de loi qu'il faut chercher le développement des dépenses du ministère de l'éducation nationale sous la forme d'une récapitulation par titres et catégories de dépenses ainsi que la justification des crédits prévus, répartis en crédits pour services votés et crédits pour autorisations nouvelles.

1° Les crédits prévus pour services votés (annexe I), représentent pour les titres III et IV une augmentation de dépenses par rapport à 1956 de 26.061,1 millions de francs.

a) Pour les crédits du titre III, il convient de souligner que les seules dépenses pour les mesures d'ores et déjà traduites dans le budget voté de 1956 s'élèvent à 25.592,6 millions de francs dont le détail est donné par le tableau récapitulatif des pages 114 et 115 de l'annexe I (traitements et indemnités diverses).

Parmi les autres mesures entraînant des rajustements de crédits, les plus importantes concernent.

— les dépenses de prise en charge des personnels des écoles de médecine, + 200,8 millions;

— la dotation des travaux d'entretien des bâtiments civils, + 315 millions;

— les subventions de fonctionnement du C. N. R. S., + 170,2 millions et + 391 millions;

— les dépenses supplémentaires occasionnées par la nationalisation d'établissements du second degré + 50 millions et de l'enseignement technique + 48 millions de francs.

On relève par contre certaines réductions de crédits opérées dans le cadre de la politique d'économie décidée par le Gouvernement.

Ces réductions s'appliquent, pour l'essentiel:

— à des dépenses de personnels (mouvements d'ordre dans certains cas), 784,2 millions;

— à la non-reconduction de certaines dépenses de matériel, 57,1 millions;

— à l'ajustement des crédits de payements en fonction des opérations lancées, 250 millions

b) Pour les crédits du titre IV, on constate une réduction de 79 millions sur les dotations de 1956, par suite de la non-reconduction en 1957 de crédits ouverts à titre exceptionnel en 1956:

— participation aux jeux olympiques, 145 millions;
— ajustement des crédits ouverts au titre de l'année géophysique internationale, 156 millions.

2° Les crédits prévus pour autorisations nouvelles (p. 34 à 44, Annexe I), qui s'élèvent à 11.500 millions de francs (compte non tenu de la lettre rectificative), dont 9.211,5 millions pour les dépenses de Moyens de services et 2.288,5 millions pour les dépenses d'interventions publiques se répartissent:

a) En ajustements aux besoins réels de crédits de personnel, de dotations de matériel, de subventions de fonctionnement (p. 34 à 36, Annexe I);

b) En créations d'emplois:

830 dans l'enseignement supérieur dans le cadre du plan décennal des universités;
3630 emplois de professeurs du second degré;
700 emplois d'adjoint d'enseignement stagiaire du C. A. P. E. S.;
850 emplois dans les écoles normales primaires;
10.975 emplois dans le premier degré;
1.051 emplois de professeurs de collèges techniques et écoles nationales professionnelles (création de dix nouveaux collèges techniques au 1er octobre 1957);
1.081 emplois dans les centres publics d'apprentissage, etc...

c) En mesures particulières, et notamment:

— augmentation des effectifs des élèves-maîtres, 169,8 millions;
— subventions aux cours professionnels, 63 millions;
— subventions aux cours de perfectionnement conduisant à la promotion ouvrière, 128,7 millions;
— subvention au C. N. R. S., 241,7 millions.

d) Les autorisations nouvelles pour interventions publiques (p. 43 et 44, Annexe I) d'un montant de 2.288,5 millions de francs s'appliquent, pour la majeure partie:

— à la création de nouvelles bourses dans les divers ordres d'enseignement, 1.323,5 millions;
— au relèvement du taux moyen des bourses, 414,8 millions;
— à l'accroissement des crédits de subvention concernant la jeunesse et les sports, 100 millions;
— à l'augmentation des subventions aux camps et colonies de vacances, 110 millions;
— à l'ajustement des dotations aux œuvres sociales en faveur des étudiants, 64,9 millions.

B. — *Dépenses en capital.*

Ainsi que cela a déjà été signalé dans ce rapport, les crédits ouverts au titre des dépenses en capital accusent, aussi bien en ce qui concerne les autorisations de programme que les crédits de payement, des augmentations en pourcentage encore plus importantes que celles constatées pour les dépenses ordinaires. Si les crédits de payement passent de 74 milliards en 1956 à 92 milliards en 1957, les autorisations de programme nécessaires pour la tranche 1957 de la loi de programme du 7 février 1953 et des décrets-programmes du 20 mai 1955, pour les projets hors-programme, ainsi que pour la mise en route d'un programme lié à la réalisation de la réforme de l'enseignement atteignent 150 milliards, dont une tranche de 30 milliards est provisoirement bloquée.

L'enseignement du 1er degré, l'enseignement technique ainsi que la direction de la jeunesse et des sports, se voient attribuer, compte tenu de l'insuffisance de leurs locaux et installations, la plus grande part des augmentations prévues.

II. — L'effort accompli sera-t-il suffisant ?

Le vote, par le Parlement, de ce projet de budget de l'éducation nationale, sans doute le meilleur que l'on ait connu depuis longtemps, et l'exécution rapide et totale des mesures qu'il contient vont-ils mettre fin aux insuffisances de toutes sortes que l'on a si souvent dénoncées et nous donner un enseignement efficace, juste et généreux ?

Voilà des questions que votre commission des finances, après celle de l'éducation nationale, après avoir reconnu objectivement les mérites du présent projet de budget, souhaiterait poser à M. le ministre de l'éducation nationale.

A. — *Le budget proposé permettra-t-il de faire face à la poussée démographique que connaît notre pays ?*

Une remarquable étude, présentée au Conseil économique le 24 mars 1954, M. Albert Sauvy étudie avec précision l'évolution de la population scolaire jusqu'en 1960 et démontre qu'il faudrait au moins 10.000 classes primaires par ans pour pouvoir admettre à l'école tous les enfants d'âge scolaire.

Mais pour si grands et si impératifs que soient les besoins de l'enseignement du premier degré, il ne faut pas croire pour autant que les autres ordres d'enseignement soient mieux partagés.

C'est ainsi que dans l'enseignement supérieur, le nombre des étudiants est passé, en vingt-cinq ans, de 73.600 à 150.000. Ce nombre s'élève à 185.000 pour l'année scolaire 1956-1957, et on estime qu'il atteindra 200.000 en 1960-1961 et 285.000 en 1965-1966, soit un accroissement de 90 p. 100 en dix ans du nombre des étudiants que ni les établissements actuels, ni les projets en cours, tel que celui de la faculté des sciences de Paris, ne seront à même de recevoir.

B. — *Allons-nous vers la démocratisation de l'enseignement ?*

Un rapport de M. Soula sur les « Aspects économiques et sociaux de la réforme de l'enseignement » (*Bulletin du Conseil économique* du 30 mai 1956), établit que:

12 p. 100 seulement des élèves des lycées et collèges sont des fils d'ouvriers;
7 p. 100 seulement des élèves des lycées et collèges sont des fils de paysans,

et que, dans l'enseignement supérieur:

3 p. 100 seulement des étudiants sont des fils d'ouvriers;
5 p. 100 seulement des étudiants sont des fils de paysans.

Cette étude démontre également que si la totalité des enfants « bien doués » dont les parents exercent des professions libérales ou intellectuelles poursuivent leurs études:

76 p. 100 seulement des fils d'ouvriers « bien doués », et 48 p. 100 seulement des fils de paysans « bien doués » réussissent à le faire, et que ce déséquilibre s'accentue encore en faveur des fils uniques (79 p. 100) au détriment des enfants appartenant à des familles nombreuses (48 p. 100).

Les remèdes, pour faire cesser ce gaspillage des valeurs de notre jeunesse et cette injuste sélection, ont été bien souvent définis. Ce sont notamment: l'aide aux familles, les bourses, les allocations d'études, la fondation de restaurants et de cités universitaires.

Pour ce qui concerne les bourses dans les divers ordres d'enseignement, on trouvera dans le tableau ci-dessous un état aussi précis que possible du nombre des boursiers par rapport à la population scolaire.

Il n'est sans doute par superflu de souligner que le taux des bourses, qui peut atteindre exceptionnellement 240.000 F dans l'enseignement supérieur, ne dépasse que rarement 50.000 F dans le second degré ou l'enseignement technique pour les bourses d'internat, tandis que les bourses de demi-pension n'atteignent pas 24.000 F et les bourses d'entretien sont de l'ordre de 12 à 15.000 F par an !

Avec les bourses, les cités et les restaurants universitaires peuvent permettre aux étudiants de condition modeste de poursuivre leurs études dans les meilleures conditions.

De grands progrès ont été réalisés dans ce domaine, et les restaurants universitaires en particulier, qui servaient 2.300.000 repas en 1945, en ont servi 16.920.000 en 1955, mais la présence de longues files d'attente aux abords des restaurants universitaires de Paris et des grandes villes de province démontre qu'il faut encore accroître les possibilités de ces établissements.

C. — *Notre enseignement sera-t-il adapté aux impératifs techniques, économiques et sociaux de notre temps ?*

Il ne suffit pas d'accueillir l'élite de notre jeunesse dans les universités.

Il faut surtout leur donner une orientation qui corresponde aux débouchés qui pourront leur être offerts à la fin de leurs études.

Les 155.000 étudiants inscrits dans nos diverses facultés, en 1955, se répartissaient ainsi:

Droit, 41.500; lettres, 39.700; médecine, 43.000; sciences, 30.000, soit moins de 25 p. 100, contre 60 p. 100 en U. R. S. S.

Le même déséquilibre existe dans les classes de préparation au baccalauréat et seulement 16 p. 100 des bacheliers obtiennent ce diplôme avec la mention mathématiques. Il n'est donc pas étonnant que nous comptions seulement 115.000 ingénieurs, alors qu'il nous en faudrait 200.000 et que nous ne parvenions à n'en former que 4.000 par an, au lieu des 7 ou 8.000 qui seraient nécessaires à l'économie de notre pays.

Ainsi, dans tous les domaines, une œuvre importante est à accomplir au cours des années à venir.

En conclusion de son étude du budget de l'éducation nationale de 1957, votre commission des finances, reprenant les suggestions de la commission de l'éducation nationale, demande:

Que le programme de constructions dans tous les ordres d'enseignement, sans lequel il n'y aura pas de réforme de l'enseignement, soit adopté, financé et exécuté dans les plus courts délais;

Que, dès à présent, la totalité des dotations de crédits en capital mises à la disposition de l'éducation nationale soient utilisées dans les délais prévus et que cesse la regrettable pratique des reports;

— que la procédure administrative en matière de constructions scolaires soit simplifiée et allégée notamment par une plus grande décentralisation;

— que le taux des subventions scolaires soit uniformisé;

— que l'Etat prenne à sa charge la totalité des dépenses d'enseignement.

Par ailleurs, la situation des professeurs français expulsés d'Egypte a été évoquée par nos collègues représentant les Français de l'étranger.

M. Armengaud a fourni un certain nombre de précisions et exposé les mesures que, d'accord avec MM. Longchambon et Pezet, il estimait indispensables pour assurer à ces victimes des derniers événements les réparations auxquelles elles ont droit.

Sans doute les besoins de personnel enseignant qui se manifestent un peu partout en France et dans tous les ordres d'enseignement devraient-ils permettre dans des délais rapides un reclassement satisfaisant pour les intéressés.

On n'en risque pas moins de rencontrer bien des difficultés, ne serait-ce qu'en raison de la diversité d'origine des professeurs en cause et dont tous ne font pas partie des cadres de l'enseignement public. Aussi est-il indispensable, si l'on entend agir efficacement, de prendre sans retard les mesures qu'exigent les circonstances.

Cette expulsion de nos professeurs porte au rayonnement de la pensée française un coup qu'il serait vain de contester.

La commission des finances a exprimé le souhait de voir reclasser honorablement et sans délais inutiles le personnel français expulsé d'Egypte.

Sous les réserves d'ordre général énoncées à la page 31 du tome II du présent rapport, votre commission vous propose de voter les crédits qui vous sont demandés.

II. — Arts et lettres. — Jeunesse et sports.

Rapporteur spécial: M. Jacques DEBU-BRIDEL.

Nous nous félicitons pour la défense des activités littéraires et artistiques françaises qui affirment le rayonnement de notre civilisation, de la restauration du secrétariat aux arts et lettres supprimé sans explications le 2 avril 1955.

Le Gouvernement actuel a non seulement rétabli l'ancien secrétariat d'Etat aux beaux-arts mais, s'engageant dans la voie que nous n'avons cessé de préconiser, institué un secrétariat d'Etat aux arts et lettres qui groupe avec les attributions anciennes des beaux-arts, les directions des archives et des bibliothèques. C'est là l'embryon de ce ministère des lettres et des arts, créé jadis par Gambetta, presque reconstitué avec Pierre Bourdan et que votre assemblée a préconisé déjà à plusieurs reprises, étant entendu qu'il devrait coordonner toute l'activité culturelle de la nation, y compris celle du cinéma et celle de la R. T. F.

Nous nous réjouissons d'avoir vu confier une fois encore le rôle de défenseur des arts et des lettres à un de nos collègues. C'est là un juste hommage rendu à notre assemblée qui, héritière sur ce point des meilleures traditions du sénat républicain, n'a cessé d'attacher une particulière attention à tous les problèmes concernant l'activité artistique de notre pays et à la sauvegarde de notre patrimoine artistique et culturel. Nos débats consacrés à ce problème en font foi. Qu'il nous soit permis de rappeler que c'est grâce à notre assemblée que la réforme essentielle du 1 p. 100 en faveur des artistes fut appliquée et imposée en dépit de trois années de résistance de l'administration des finances. Et de rappeler également la part prise par notre assemblée et particulièrement par votre commission à la mise en route et à l'application de la caisse des lettres qui figura près de dix ans « pour mémoire » au budget et plus dernièrement encore au vote de la propriété littéraire.

Nous pouvons affirmer sans crainte d'être contredit que sans surenchère quel que soit son souci primordial de la défense des finances publiques que notre Conseil n'a cessé de témoigner de son souci constant de développer et de défendre l'activité culturelle de la nation et de ne rien négliger pour permettre à nos artistes et à ses littérateurs de poursuivre leur œuvre.

Et dans la période difficile que nous traversons, en plein trouble civil, menacé par une crise financière et économique dont on ne saurait sous-estimer la gravité dans les circonstances dramatiques où la plus stricte économie est un devoir civique, nous voyons malgré tout les crédits indispensables aux arts et aux lettres sauvegardés, alors que trop souvent ils étaient toujours les premiers supprimés ou diminués. Nous devons nous en féliciter et en féliciter et le secrétaire d'Etat interprète de toute votre assemblée sur ce point et le Gouvernement en général.

Le budget de fonctionnement du secrétariat d'Etat aux arts et lettres va passer, en 1957, à 12.527 millions contre 11.824 millions en 1956, ce qui représente une augmentation de 703 millions, soit 3 p. 100, 0,3 p. 100 de l'ensemble du budget, ce qui est vraiment très peu, mais constitue cependant une légère amélioration sur le budget précédent.

En 1957, les quatre directions qui composent le secrétariat d'Etat disposeront respectivement:

La direction générale de l'architecture, de 5.816 millions contre 5.584 millions en 1956, soit un accroissement de crédits de 232 millions.

La direction générale des arts et lettres, de 4.813 millions contre 4.512 millions en 1956, soit une augmentation de 301 millions.

La direction des bibliothèques, de 1.499 millions contre 1.356 millions en 1956 donc de 143 millions supplémentaires.

Enfin la direction des archives, de 398 millions contre 372 millions en 1956, c'est-à-dire de 27 millions de plus.

Sur les 703 millions d'augmentations budgétaires pour le secrétariat d'Etat, une partie correspond aux services votés, mais le montant des mesures nouvelles proprement dites est légèrement inférieur à 500 millions. Soit un peu moins de 0,5 p. 100. Encore ne pouvons pas perdre de vue que la grande partie de ces augmentations et aux crédits de personnel et d'entretien.

La part revenant à la dépense des arts et des lettres est, hélas, très inférieure.

L'ensemble des crédits consacrés aux achats, aux commandes d'œuvres d'art, aux subventions accordées aux théâtres nationaux, à la décentralisation lyrique, à l'entretien des monuments historiques n'atteint pas la moitié des maigres crédits proposés à notre approbation.

Bien des réserves sont à faire au surplus sur la répartition de ces crédits.

Toute notre politique artistique et littéraire est à reviser et à « repenser » selon ce néologisme à la mode. Il est de toute évidence que nous dépensons beaucoup trop pour notre Opéra en lui consacrant 1.200 millions sur un budget « Arts et Lettres » de 12.000 millions. Ou si les sacrifices consentis à nos scènes lyriques sont justifiés et nécessaires, nous ne consacrons alors que des sommes dérisoires aux autres branches de l'activité artistique et littéraire.

Il est par ailleurs évident qu'aucune politique culturelle cohérente ne sera possible tant que des activités de même nature seront sous la tutelle de ministères différents. Comment concevoir une politique d'aide à la musique quand aucune cohésion n'existe entre nos conservateurs et nos scènes lyriques, d'une part, et les orchestres de la R. T. F., de l'autre, tant que la radiodiffusion des spectacles et des théâtres lyriques demeureront prohibitives? Comment assurer la diffusion du livre français, entre autre à l'étranger, tant que les questions qui le concernent relèveront de trois ministères ou secrétariats d'Etat, affaires étrangères (relations culturelles), industrie et commerce (aide à l'exportation), éducation nationale (arts et lettres)?

Cette dispersion explique bien des incohérences et des échecs. Et que dire du cinéma sous la tutelle de « l'industrie et du commerce » confondu avec les mines, l'électricité et la sidérurgie, sans liens avec le théâtre, la musique et la radio-télévision soumises aux impératifs politiques de l'information...

Mais nous n'avons pas la prétention d'esquisser dans ce budget provisoire une politique culturelle, même dans ses grandes lignes. Nous formulons à nouveau nos réserves habituelles sur nos « structures » actuelles qui paralysent si souvent la bonne volonté, le zèle, l'intelligence et le dévouement de services qui méritent par le dévouement l'estime de la nation.

Nous formulons naturellement sur l'ensemble des crédits examinés, les mêmes réserves que pour les autres départements ministériels.

Nous sommes le plus souvent limités à indiquer, d'après les notes de service, la justification des dépenses nouvelles demandées, nous réservant de les examiner en détail et de les discuter lors de l'approbation des décrets de répartition.

Bibliothèques.

De 1.356 millions pour 1956, les crédits pour la direction des bibliothèques passent à 1.499 millions.

Ces augmentations, si minimes, se justifient comme suit:

1° *Personnel.*

Bibliothèques: rémunérations principales:

Le projet de loi de finances pour l'exercice 1957 prévoit au chapitre 31-61 une dépense supplémentaire de 3.600.000 F correspondant aux créations et transformations d'emplois ci-après dans les services relevant de la direction des bibliothèques:

a) Création de:

— 15 emplois des cadres scientifique et technique;

— 6 emplois des cadres administratifs;

— 8 emplois du cadre de service (gardiens);

b) Transformation de 20 emplois de gardiens en 20 emplois de magasiniers.

Ces mesures nouvelles concernent essentiellement les bibliothèques d'étude.

1° D'une manière générale elles sont la conséquence:

a) De l'évolution démographique:

L'accroissement considérable du nombre des étudiants inscrits dans les facultés entraîne une augmentation sensible du nombre des ouvrages et collections communiqués ou prêtés et exige la présence d'un personnel plus nombreux;

b) Des modifications apportées à l'organisation du service:

— poursuite de la réalisation du plan de normalisation des méthodes bibliothéconomiques qui doit permettre une utilisation plus complète et plus efficace des moyens d'étude et de recherche;

— augmentation progressive de la durée d'ouverture des salles de travail afin de pallier, au moins partiellement, l'insuffisance du nombre des places offertes aux lecteurs;

c) De la création de nouveaux services:

De nouvelles sections ont dû être ouvertes par suite de la création de facultés et de la nationalisation des écoles de médecine et de pharmacie. Ces sections doivent être dotées, progressivement, du personnel indispensable.

2° Plus particulièrement:

a) La création de 15 emplois des cadres scientifique et technique répond principalement à la nécessité d'augmenter les effectifs, insuffisants à l'heure présente, des sous-bibliothécaires qui sont chargés de tâches d'application et notamment de travaux catalographiques courants;

b) La création de 6 emplois des cadres administratifs constitue une étape de la réalisation du plan de dotation des bibliothèques universitaires en personnel chargé de travaux administratifs d'exécution et, notamment, de la liquidation des dépenses et de la multigraphie des fiches de catalogues;

c) La création de 8 emplois de gardiens est la conséquence directe de l'extension des services et de l'augmentation du nombre des ouvrages et collections communiqués;

d) La transformation de 20 emplois de gardiens en 20 emplois de magasiniers répond à la double nécessité d'améliorer le fonctionnement du service de communication et de résoudre, partiellement, la crise de recrutement qui sévit à l'heure présente,

2° *Matériel.*

Les crédits inscrits à ce chapitre sont les seuls dont disposent les établissements relevant de la direction des bibliothèques de France: bibliothèque Mazarine, bibliothèque de l'école nationale supérieure des langues orientales vivantes, bibliothèque de l'académie de médecine. Également, les dix-neuf bibliothèques centrales de prêt des départements ont pour essentielles ressources les crédits inscrits à ce chapitre. Pour ces bibliothèques, le relèvement proposé des crédits se justifie par deux raisons:

1° Le développement des services et le nombre croissant des usagers;

2° La montée des prix, particulièrement sensible sur les publications étrangères où elle atteint 25 à 30 p. 100.

Quant à l'aide apportée par l'Etat au développement des bibliothèques municipales et publiques, elle demeure très insuffisante. Avec raison, les municipalités sollicitent l'intervention de la direction des bibliothèques pour la conservation des fonds d'Etat provenant des nationalisations et des confiscations révolutionnaires et qui figurent dans les bibliothèques municipales au titre de dépôt de l'Etat. D'autre part, bon nombre d'étudiants qui ne peuvent résider dans les centres universitaires fréquentent ces bibliothèques municipales qu'il convient de doter des ouvrages fondamentaux nécessaires à la préparation des examens et concours.

Chapitre 36-61. — Le relèvement des crédits correspond à un effort d'ajustement aux besoins réels, mais ne répond que partiellement aux besoins sans cesse croissants des établissements. Outre la Bibliothèque nationale, toutes les bibliothèques figurant à ce chapitre sont des bibliothèques universitaires. L'accroissement constant et rapide du nombre des étudiants inscrits qui, tous, fréquentent les bibliothèques universitaires proprement dites et les bibliothèques des grands établissements scientifiques — tel que le Muséum national d'histoire naturelle — a ses répercussions directes sur les frais de gestion de ces bibliothèques: nécessité d'acquérir en nombre les dictionnaires, manuels et ouvrages usuels — obligation de remplacer certains ouvrages de consultation courante dont l'usure s'est grandement accélérée — accroissement enfin du nombre des publications scientifiques, notamment des périodiques. Il convient de rappeler ici ce qui a déjà été noté pour le chapitre 34-62: le prix croissant des publications étrangères qui, depuis un an, ont subi une majoration dépassant très souvent 25 p. 100.

Archives de France.

MESURES NOUVELLES

1° *Personnel.*

21 créations d'emplois, 8 millions de francs: 6 emplois scientifiques, 11 ouvriers ou personnels de service, 4 agents contractuels

Les 6 emplois scientifiques (conservateurs adjoints et archivistes) sont destinés:

a) Aux archives nationales à la création de nouvelles missions d'archivistes dans les ministères (ministères de l'industrie et du commerce et du travail. Ces missions sont indispensables pour transformer en documentation historique les dossiers des ministères. Ceux-ci atteignent un volume considérable. Grâce aux missions, dont la première a été créée au ministère de l'intérieur en 1951, les administrations centrales sont désencombrées et leur travail devient plus facile. Cette initiative du directeur actuel des archives de France est approuvée aujourd'hui par les archivistes d'un très grand nombre de pays et constitue la solution du problème aussi préoccupant pour les historiens que pour les administrateurs);

b) Pour les archives départementales, à la création d'emplois d'archivistes adjoints pour le resserrement si nécessaire des liens entre l'université et les archivistes (dans certaines villes de facultés de très importants dépôts ne possèdent encore qu'un fonctionnaire du cadre scientifique).

Les emplois d'ouvriers et de personnels de service permettront de pourvoir aux besoins considérables de l'atelier de reliure des archives nationales et de créer quelques laboratoires de microfilms dans les dépôts d'archives départementales.

Les besoins de l'atelier de reliure des archives nationales sont immenses: des collections inestimables telles que les registres du Trésor des Chartes, le recueil des Cahiers de doléances de 1789, etc. étant en si mauvais état que certains volumes ne peuvent plus être communiqués au public.

D'autre part, il est indispensable de créer dans les archives départementales quelques ateliers de microfilms qui augmenteront considérablement la documentation mise au service des historiens.

Les agents contractuels sont destinés aux archives départementales du Haut-Rhin pour l'aménagement d'une immense documentation de l'administration française en Allemagne qui a été rapatriée par la direction des archives de France, œuvre d'un intérêt national.

2° *Matériel.*

Ajustement aux besoins réels, 7.300.000 F.

Le matériel des archives nationales reste dans l'ensemble désuet malgré de récents et substantiels progrès. Le mobilier a, en grande partie, besoin d'être renouvelé. Le programme de reliure à réaliser exige des achats d'outillage et de fournitures de jour en jour accrus.

Il en est de même de la restauration des documenst pour laquelle les archives nationales possèdent un atelier récemment créé qui est unique en France, mais dont le fonctionnement est nécessairement coûteux.

Plusieurs nouveaux bâtiments viennent d'être construits ou vont être achevés. Il est nécessaire de les doter du matériel de classement et de bureau convenable.

Enfin, les archives nationales ont le devoir d'acheter de nombreux documents historiques qui sont en danger d'être vendus et risquent de passer à l'étranger. Ce danger s'accroit d'année en année en raison de la conjoncture. Renoncer à la combattre serait priver le pays d'un élément important de son patrimoine culturel.

3° *Archives de France.*

Pour les Archives nationales, il s'agit de la continuation du plan de développement des dépôts qui a été amorcé il y a trois ans par le directeur général actuel des Archives de France.

Les versements affluent aux Archives nationales à un rythme accéléré en raison de l'extension toujours croissante des administrations publiques et de l'augmentation du volume des dossiers élaborés par elles.

En outre, la création en 1949 du service des archives économiques et privées, qui a comblé une grave lacune des archives françaises et est sans cesse en voie d'expansion, exige de nouveaux locaux de plus en plus importants.

En province, le rajeunissement actuel des archives se traduit par la construction, l'extension ou la rénovation de très nombreux dépôts. Il y a là une œuvre considérable qui a fait honneur à notre pays. Le problème des bâtiments d'archives ayant été porté à l'ordre du jour du troisième congrès international des archives tenu à Florence en septembre 1956, les six cents délégués présents ont été très impressionnés lorsqu'ils ont appris que la moitié environ des dépôts d'archives départementales françaises était en train de renouveler totalement ou en majeure partie leurs bâtiments et leur équipement, qui étaient malheureusement réputés pour leur vétusté il y a quelques années encore.

MESURES NOUVELLES

Les crédits d'équipement demandés par la direction des Archives de France au budget de 1957 se montent à 270 millions.

Ils se décomposent comme suit: chapitre 56-82, 120 millions; chapitre 67-60, 150 millions.

1. — Le chapitre 56-82 géré par la direction de l'architecture intéresse les travaux à effectuer aux Archives nationales.

Le programme prévu pour 1957 est le suivant:

Opérations inachevées.

1° Continuation des travaux effectués au rez-de-chaussée du bâtiment Louis-Philippe et Second Empire (Palais Soubise), dépôt et service des plans, 35 millions de francs.

2° Continuation de la remise en état et de l'aménagement de l'hôtel de Fontenay, 56, rue des Francs-Bourgeois, partie située sur les jardins, 25 millions de francs.

Opérations nouvelles.

Construction des bâtiments entre les jardins de Rohan et la rue des Quatre-Fils: aile de la cour des Chevaux d'Apollon, 60 millions de francs.

II. — Le chapitre 67-60 géré par la direction des Archives de France a pour objet les subventions d'équipement aux archives départementales.

Les travaux prévus au titre de ce chapitre se décomposent en:

Opérations inachevées.

Archives départementales du Nord (construction d'un bâtiment neuf).

Archives départementales de la Seine-Maritime (construction d'un bâtiment neuf).

Archives départementales de la Loire (construction d'un bâtiment neuf).

Archives départementales de l'Oise (construction d'un bâtiment neuf).

Ces travaux approuvés en 1956 sont en cours.

Participation de l'Etat, 60 millions de francs.

Opérations nouvelles.

Archives départementales de l'Hérault (construction d'un bâtiment neuf).

Archives départementales de la Charente-Maritime (aménagement et modernisation du local).

Archives départementales de Seine-et-Marne (aménagement et modernisation du local).

Archives départementales de la Haute-Vienne (construction d'une annexe).

Archives départementales de l'Yonne (construction d'un nouveau bâtiment).

Participation de l'Etat, 90 millions de francs.

Arts et lettres.

Les crédits de la direction générale des arts et lettres sont passés de 4.512 millions en 1956 à 4.813 millions, soit une augmentation d'un peu moins de 7 p. 100.

Les créations d'emploi s'élevant pour cette direction à 10 millions 500.000 F de crédits supplémentaires et correspondant à la création de huit professeurs (conséquence et production artistique), deux professeurs (conservatoires nationaux), de deux assistants (musée de France).

50 millions supplémentaires sont conservés aux théâtres nationaux;

30 à l'aide à la première pièce et aux théâtres parisiens;

15 à la décentralisation dramatique;

30 à la décentralisation lyrique.

On voit que la part du lion est toujours faite aux activités théâtrales, toutes les autres branches artistiques et littéraires étaient toujours réduites à la portion congrue (pas de crédit aucun en faveur des grands salons). Enregistrons les 20 millions pour la caisse des lettres...

Service de l'enseignement et de la production artistiques.

1° Créations d'emplois, 7.500.000 F.

Huit postes nouveaux de professeurs ont été demandés pour 1957 comprenant:

a) Quatre postes de professeurs à l'école nationale supérieure des beaux-arts, 4.500.000 F.

Ces emplois doivent permettre d'amorcer la mise en œuvre d'une réforme de l'enseignement de l'architecture qui a été mise au point en 1956 pour tenir compte à la fois des besoins de la profession et de la nécessité d'adapter l'enseignement aux dernières techniques de la construction.

b) Quatre postes de professeurs dans les écoles nationales d'art des départements, 3 millions de francs.

Ces créations doivent permettre la préparation dans ces établissements au diplôme national des beaux-arts qui vient d'être créé par décret n° 56-824 du 11 août 1956 pour compléter la réforme de l'enseignement des arts plastiques et qui doit sanctionner des études artistiques supérieures pouvant être poursuivies dans des écoles de province.

2° Autres mesures concernant le personnel, 2.500.000 F.

Elles consistent essentiellement en un relèvement des crédits de conférences devant permettre les deux mesures suivantes:

1° Rémunération des conférenciers de l'enseignement du soir à l'école nationale supérieure des arts décoratifs, au même taux que les conférenciers du cours du jour. En effet, si autrefois les cours du soir avaient un programme différent de ceux du jour, les enseignements ont maintenant été unifiés de façon que les jeunes gens inscrits au cours du soir puissent obtenir comme les autres élèves le diplôme de décorateur. Il n'y a donc plus de raison de rémunérer les conférenciers à un taux inférieur à ceux de l'enseignement de jour.

2° Relèvement des taux de rémunération de certains conférenciers des écoles nationales d'art des départements, notamment pour la préparation au diplôme national des beaux-arts.

3° Ajustement aux besoins des crédits de matériel, 3 millions de francs.

Ce crédit supplémentaire doit:

1° Répondre à l'accroissement des dépenses de matériel résultant pour les écoles nationales d'art des départements de l'adaptation de leur enseignement aux programmes des examens récemment créés dans le cadre de la réforme de l'enseignement des arts plastiques et notamment du diplôme national des beaux-arts;

2° Permettre le remboursement des frais de déplacement de certains membres des jurys de ces examens, et des jurys des concours d'architecture;

3° Répondre à l'accroissement des dépenses de fonctionnement et d'approvisionnement en matières premières de la manufacture nationale de Sèvres;

Cette augmentation résulte nécessairement du relèvement de la production de 25 p. 100 qu'a rendu possible la réorganisation des services techniques de la manufacture.

4° Subventions:

L'augmentation demandée pour 1957 de 5 millions de francs se justifie de la façon suivante:

1° L'école nationale supérieure des beaux-arts a reçu en 1956 une subvention de l'Etat de 9.150.000 F. Un crédit total de 12.800.000 F est demandé pour 1957, soit une augmentation de 3.650.000 F.

Ce relèvement est nécessaire pour assurer:

a) La mise en service d'un bâtiment neuf de 4 étages à l'ouest de la salle Melpomène permettant l'ouverture de nouveaux ateliers et salles d'exposition (1 amphithéâtre, 5 ateliers d'architecture, 1 salle de dessin, 2 salles d'exposition);

b) La mise en œuvre de la réforme de l'enseignement de l'architecture qui nécessite notamment: la création d'une galerie des matériaux et d'équipement du bâtiment, d'un service de documentation d'urbanisme, d'un service de documentation pour les cours de biologie, hygiène, géographie humaine, climatologie, l'ouverture d'un chantier expérimental pour les essais de réalisations pratiques;

2° L'école nationale supérieure des arts décoratifs a reçu en 1956 une subvention de l'Etat de 3.800.000 F. Un crédit de 4.800.000 F est demandé pour 1957; soit une augmentation de 1 million de francs.

Ce relèvement est indispensable pour faire face aux dépenses obligatoires de fonctionnement de l'école (le chauffage absorbe à lui seul la moitié des ressources de l'établissement) et pour permettre le renouvellement du matériel d'études et du mobilier en mauvais état que l'insuffisance de crédits n'a pas permis d'effectuer depuis de nombreuses années;

3° La maison de retraite des artistes de Nogent-sur-Marne a reçu en 1956 un crédit de 2.150.000 F. Un crédit de 2.500.000 F est demandé pour 1957; soit une augmentation de 350.000 F.

L'activité et la notoriété de la maison nationale de retraite des artistes ne cessent de s'accroître. Les importants travaux d'aménagement qui sont sur le point de se terminer, vont permettre de porter le nombre des pensionnaires à 50. Une aggravation des charges doit s'ensuivre automatiquement et il ne saurait être question d'envisager la répartition de ces nouvelles dépenses entre les pensionnaires dont la plupart ne disposent que de l'allocation aux économiquement faibles;

5° Bourses, 1.716.000 F.

Le taux actuel des bourses dans les écoles nationales d'art des départements: 34.000 F est très faible et ne saurait, en raison de l'augmentation du coût de la vie et des frais que représente l'achat de fournitures scolaires, constituer pour les élèves dans le besoin une aide suffisante.

Le service demande, en conséquence, d'une part, que le taux actuel soit porté à 50.000 F pour les élèves préparant au C. A. F. A. S. D'autre part, que les bourses réservées aux titulaires de ce diplôme qui désirent poursuivre des études artistiques supérieures en province et notamment préparer le diplôme national des beaux-arts soient portées par analogie avec les bourses des élèves des écoles régionales d'architecture, à 75.000 F.

L'application de ces mesures entraîne une dépense supplémentaire de 1.716.000 F, se répartissant comme suit:

— Relèvement de 34.000 F à 75.000 F du taux des 20 bourses destinées aux élèves reçus au C. A. F. A. S. et préparant le diplôme national.

Incidence budgétaire: 41.000×20, 820.000 F.

— Relèvement de 34.000 F à 50.000 F des 56 bourses réservées aux élèves préparant le C. A. F. A. S.

Incidence budgétaire: 16.000×56, 896.000 F.

6° Subvention au comité national des arts plastiques auprès de l'U. N. E. S. C. O., 500.000 F.

Ce comité qui vient d'être créé parallèlement aux comités nationaux du théâtre, de la musique et des lettres, est composé d'artistes en renom et de représentants des groupements artistiques professionnels.

Sa mission est de représenter, à côté de toutes les nations adhérant à l'U. N. E. S. C. O., les intérêts français dans les réunions, commissions ou congrès appelés à examiner les grands problèmes posés par les relations artistiques internationales.

La subvention de l'Etat devra aider le comité national qui sera appelé à travailler en liaison avec les autres organisations internationales, à mener à bien sa tâche et à assumer ses charges de fonctionnement.

Extension de 1 p. 100.

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont demandé, au mois d'avril 1951, que le bénéfice du 1 p. 100 soit étendu à toutes les constructions civiles.

Des négociations interministérielles ont eu lieu à ce sujet, mais le projet de loi nécessaire n'a pas encore vu le jour. La situation est la même qu'alors et nous ne saurons que nous répéter:

« Actuellement, le 1 p. 100 s'applique aux constructions scolaires d'un montant égal ou supérieur à 50 millions. (Circulaire du 1er juin 1951 prise en application de l'arrêté du 18 mai 1951 précisant « que des décorations ne sont à prévoir que dans les bâtiments d'une certaine importance, dont le coût atteindrait, par exemple, une cinquantaine de millions ».)

Il est à remarquer que ce chiffre a été fixé à titre indicatif.

Lors de la discussion du budget de 1951, de nombreux parlementaires sont intervenus (Assemblée nationale, Conseil de la République) en vue d'étendre la limite d'application du 1 p. 100 à tous les travaux de constructions scolaires.

M. le ministre de l'éducation nationale a pris l'engagement de mettre cette question à l'étude de ses services.

Ces interventions répondent aux vœux de tous les milieux artistiques et, après étude de ce projet, il semble qu'une suite favorable puisse lui être réservée.

Le chiffre de 25 millions est en effet, estime le Gouvernement, très raisonnable et permettrait d'affecter 250.000 F ou 200.000 F (établissements subventionnés à 80 p. 100) à l'exécution de décorations.

Avec une telle somme, et d'après les tarifs en vigueur, une petite sculpture ou un panneau décoratif de dix mètres carrés environ pourraient être réalisés.

L'an dernier, le ministre avait envisagé une extension à tous les travaux. Il n'est qu'à se rapporter aux débats parlementaires pour le constater. L'effort promis cette année ne saurait donc demeurer une fois encore lettre morte (Rapport n° 4, 1955).

A l'Assemblée nationale, le ministre s'est engagé à étendre le 1 p. 100 à tous les édifices dépendant de ses services. Vu la conjoncture, c'est déjà un résultat appréciable. Le 1 p. 100 est entré dans les habitudes et fonctionne de façon à peu près satisfaisante.

A l'heure actuelle et dans la situation financière difficile que nous traversons, il faut opérer avec prudence. Le zèle inopportun de certains néophytes ne peut que compromettre une réforme qui, déjà, a offert une aide sensible aux artistes.

Notons que le 1 p. 100 a permis en 1956 pour 119,5 millions de commandes aux artistes.

Direction des musées de France.

1° Créations d'emplois.

Deux assistants, 1.121.000 F.

L'un de ces deux assistants sera affecté aux antiquités égyptiennes. Le personnel scientifique de ce département est actuellement limité à un conservateur en chef et un conservateur. L'ampleur des tâches du département ainsi que le souci d'assurer en temps utile la formation des futurs conservateurs nécessitent l'adjonction de ce poste.

Le second assistant est prévu pour le service des musées de province. Ce service de l'administration centrale a besoin du concours permanent d'un personnel technique pour les opérations de mises en dépôt, organisations d'expositions, surveillance des restaurations, etc.

Parmi les créations d'emplois qui ont été refusées, figurait une demande de 121 brigadiers et gardiens pour la sécurité des musées, qui a été remplacée par la suppression imposée de vingt-cinq emplois.

2° Réforme de l'enseignement de l'histoire générale de l'art à l'école du Louvre, demandée par le conseil des études.

Scolarité portée à quatre années au lieu de trois: la première année, réservée au cours d'histoire générale de l'art, comportant quarante-cinq leçons au lieu de vingt-quatre; deux années comportant les cours organiques plus vingt-quatre leçons d'histoire générale de l'art. Une année ne comportant que des cours organiques.

Chaque année d'enseignement d'histoire générale de l'art est payée aux professeurs, comme les enseignements organiques, 50.000 F. On propose d'appliquer le même taux que pour le cours public d'histoire générale de l'art de la fondation Rachel Boyer, soit, actuellement, 2.730 F par leçon

Dépenses anciennes: 3 cours à 50.000 F, 150.000 F.

Dépense nouvelle: 93 leçons à 2.730 F, 253.890 F.

Différence en plus en année pleine, 103.890 F, arrondi à 104.000 F.

En plus, pour le quatrième trimestre de 1957: 104.000 : 4 = 26.000 F.

3° Matériel.

Une augmentation de 13.321.000 F a été obtenue, sur lesquels 9 millions sont destinés au chauffage (insuffisance palais de Chaillot, nouvelles installations de Versailles), 1.121.000 F pour l'éclairage et l'électricité; 200.000 F: achat de clichés de projection en couleur indispensables pour l'école du Louvre; 1 million pour les fournitures de bureau.

4° Subventions.

Pas de mesures nouvelles autorisées, par contre aggravation imposée sur la déduction pour vacances d'emplois, qui passe de — 950 à — 2 millions.

LE PAVILLON DE FLORE

Le pavillon de Flore est toujours tenu, en dépit de toutes les décisions gouvernementales par l'administration des finances. Cette situation risque encore de se prolonger.

Qu'il me soit permis de rappeler ce que j'écrivais à ce sujet dans mon rapport n° 601 du 2 décembre 1952 et qui demeure à ce prix d'actualité hélas !

« Nous ne pouvons à ce sujet, que reprendre nos observations de 1953. »

« Un communiqué du secrétaire d'Etat aux arts, claironnant comme un bulletin de victoire de Napoléon, annonçait le 15 novembre que les services du ministère des finances installés au pavillon de Flore seront transférés dans l'immeuble de la place Ventadour libéré pour la Banque de France.

« Et, conformément aux accords passés précédemment, ajoute le communiqué, le musée du Louvre prendra possession de ces locaux dans lesquels seront exposées les collections de sculpture et de peintures qui ne pouvaient jusqu'à présent, faute de place, être montrées au public. Il sera ainsi possible d'achever le programme de réaménagement du musée du Louvre, dont les premiers travaux remontent à 1930.

« A quand le déménagement ? » demande un vieux journaliste parisien qui connaît non sans scepticisme et sans mélancolie ironique le communiqué du secrétariat d'Etat aux beaux-arts. Car l'affaire n'est pas d'hier. Nous l'avons exposée en détail dans notre rapport de l'exercice 1951. L'occupation du Pavillon de Flore par les finances, dangereuse pour les collections du Louvre est absolument illégale.

« En effet, la loi de finances du 30 mars 1902 toujours en vigueur a affecté « à l'exclusion de tous bureaux administratifs » l'ensemble du Palais du Louvre au Musée.

« C'est au bénéfice de la guerre de 1914 que les finances se sont installées dans les lieux, M. Paul Léon évoque le long conflit qui oppose les beaux-arts et les finances à ce sujet depuis cent ans dans son volume de souvenirs.

« Ceux de nos collègues, que le superbe dédain des finances pour la volonté du Parlement intervenu, liront ces mémoires avec profit. Les promesses de rétrocession au légitime propriétaire du Louvre furent nombreuses.

« Aucune jusqu'ici n'a été tenue.

« Espérons qu'il n'en sera pas de même pour celle qui fut faite le 14 novembre 1952 par M. Pinay à notre collègue M. Cornu. Prenons date.

« Et jetons un coup d'œil sur le passé...

« Passé remontant au décret du 26 juin 1883 !!! »

SPECTACLES ET MUSIQUES

1° Créations d'emplois.

Conservatoire national de musique:

a) Classe d'orchestre:

Il n'existe à l'heure actuelle qu'un professeur de direction d'orchestre. La création d'une classe d'orchestre est nécessaire; soit en plus, un emploi de professeur titulaire (indice 630);

b) Classe d'alto:

La création d'une nouvelle classe d'alto a été réclamée à l'unanimité, comme celle d'orchestre, par le conseil supérieur du Conservatoire.

En plus, 1 professeur (indice 550).

En plus, pour les deux postes, 2.746.

Autres mesures concernant le personnel (indemnités):

Conservatoire national d'art dramatique:

— création de cours annexes: espagnol, culture générale, danse;

— conférences techniques.

Conservatoire de musique:

— cours annexes d'harmonie analytique, total: 964 heures, 2.204.

— recrutement de personnel temporaire pour la période des concours, 113.

2° Subventions de fonctionnement.

Enseignement de la musique et de l'art dramatique, 5,737:

— remise en état des pièces du musée, 1.000;

— rémunérations des compositeurs de morceaux de concours, 500;

— location de salles de concours, 500;

— chauffage et entretien du conservatoire d'art dramatique, 963;

— subventions aux écoles de musique, 2.774.

Théâtres nationaux: ajustement de la dotation, 50.000.

3° Action éducative et culturelle.

Sociétés et associations de concerts, + 2.000.

Les subventions actuelles sont insuffisantes et ne permettent pas aux grandes sociétés symphoniques de Paris de faire face aux obligations qui leur sont imposées par leur cahier des charges.

Activité musicale à Paris et dans les départements et subventions à des organismes dont l'activité intéresse la musique, groupements de musique de chambre:

Sociétés de musique populaire et maîtrises, diplôme d'honneur des sociétés musicales et chorales, + 2.500.

Le crédit prévu à cet article est le seul qui permette de soutenir les sociétés de concerts de province et de Paris (à l'exception des grands concerts inscrits ci-dessus) et les orchestres municipaux.

Jeunesses musicales de France, + 2.000, augmentation demandée pour tenir compte du développement considérable de l'activité de cette association.

Concours international de musique Marguerite Long, Jacques Thibaud, + 2.000.

Ce concours est biennal. Il aura lieu en 1957.

Théâtres parisiens, aide à la première pièce, concours de jeunes compagnies, subventions à des organismes dont l'activité intéresse le théâtre, centre français du théâtre, le théâtre et l'Université, subventions aux théâtres pour des représentations destinées à des groupes sociaux, + 30.000.

Augmentation destinée:

— à aider plus efficacement les théâtres parisiens qui connaissent actuellement une crise particulièrement grave;

— à organiser, en 1957, le concours biennal des jeunes compagnies;

— à développer les activités de théâtres et enseignement pour mettre à la disposition des élèves, en plein accord avec les directeurs d'enseignement, des spectacles classiques de qualité;

— à subventionner les théâtres qui donnent des représentations réservées à certains groupements sociaux.

Décentralisation dramatique, + 15.000.

Le développement régulier de l'activité des centres dramatiques appelle un nouvel effort en leur faveur.

Par ailleurs, les entreprises de tournées éprouvent de très grandes difficultés pour maintenir en province une saison théâtrale.

Décentralisation lyrique, + 30.000.

Ce crédit doit permettre de développer le programme des créations et échanges mis au point en accord avec les grandes villes de France et d'augmenter la participation de l'Etat aux dépenses de fonctionnement des théâtres municipaux.

Subvention à la cinémathèque française, + 500.

Théâtres nationaux.

Palais Garnier et salle Favart.

Une augmentation de 50 millions est demandée pour nos théâtres nationaux.

Le palais Garnier et la salle Favart continuent à absorber plus des deux tiers de la subvention. 1 milliard 100 millions pour l'Opéra, nous l'avons dit, ce n'est peut-être pas exagéré « en soi ». C'est trop compte tenu de ce que la collectivité française consent aux autres activités artistiques et littéraires. En fait, l'Opéra compte à lui seul près du douzième de toute la dotation du secrétariat d'Etat. Cette constatation ne vise pas la direction de l'Opéra. M. Georges Hirsch vient de le reprendre en mains, succédant à son propre successeur. Ce va-et-vient a donné lieu à certaines réticences ici et là, si certaines des mesures prises depuis son retour salle Garnier pour l'ancien mandat administrateur, peuvent être critiquées, il faut juger sur son ensemble sa politique. Nous nous devons d'enregistrer deux tendances qui sont dans le sens de nos désirs.

1° Une politique moins dispendieuse, restituant à nos grandes salles lyriques leur caractère spécifique de conservation de la musique et de la danse, sans exclure aucune hardiesse, mais aussi sans glisser dans le spectacle facile, sacrifiant l'art créateur aux décors et à la machinerie;

2° Un nouvel effort en faveur de la danse, du corps de ballet qui demeure un de nos meilleurs ambassadeurs et dont les succès légitimes sont la récompense de l'art, du talent et du travail et que la politique des grands spectacles avait tendance à sacrifier.

Votre rapporteur se réserve à une attitude très détaillée de la situation de l'activité de la décentralisation lyrique lors de l'examen de la répartition des crédits par chapitre.

Nous ne pouvons perdre de vue, ni son importance au point de vue du rayonnement de l'art français, ni d'autre part, la charge qu'elles est pour les finances nationales: 4 millions par jour.

La Comédie-Française.

Même effort de la Comédie-Française qu'on enregistre avec satisfaction pour éviter la tentation de sacrifier l'interprétation de la résurrection de nos classiques à la mise en scène et aux investissements impossibles d'amortir sur des scènes d'alternance dans des costumes, des mises en scène trop coûteuses.

Que M. Pierre Descaves continue dans cette voie, c'est la bonne. A tout prendre, mauvais décor pour mauvais décor, je préfère l'escalier de bois blanc de *Coriolan* aux fastes douteux du *Bourgeois Gentilhomme* d'il y a quelques années. Le premier a l'avantage de coûter moins cher au contribuable!

Le meilleur spectacle n'est pas obligatoirement le spectacle le plus cher. Sans confondre les salles du Français avec le Théâtre National Populaire dont la mission est autre, convenons que J. Vilar, fidèle à l'exemple de Copeau, en fait la démonstration à bien des spectacles.

Sans vouloir alourdir ce rapport, nous ne pouvons passer sous silence l'immense succès remporté au Canada et aux Etats-Unis d'Amérique par la Comédie-Française. Venant deux ans après la tournée vraiment triomphale en U. R. R. S., où le Théâtre National Populaire vient à son tour de connaître un immense succès, cet événement littéraire montre combien sont injustes certaines critiques formulées contre nos théâtres nationaux.

Si je donne, ici, un large extrait des comptes rendus des activités de la Comédie-Française concernant cette tournée américaine, c'est qu'il est nécessaire et réconfortant d'enregistrer quelle force conserve le prestige intellectuel de notre pays à l'étranger. L'effort concentré en faveur des arts est un excellent placement pour la France.

Compte rendu des activités de la saison 1955-1956.

La saison 1955-1956, à la Comédie-Française, a été presqu'entièrement dominée par une manifestation sans précédent dans les annales de la maison de Molière: la grande tournée officielle de la troupe de la Comédie-Française au Canada, puis en Amérique du Nord.

Du 15 septembre au 1er décembre 1955, une vingtaine de comédiens, une douzaine de techniciens ont joué et opéré loin des deux scènes de Richelieu et de Luxembourg (sans que, du fait de cette immobilisation, il y ait eu ralentissement de l'activité normale sur les deux plateaux). Toutefois, le rythme des créations et leur nombre ont dû être réduits par la suite.

Pendant la tournée Canada-Amérique, des œuvres furent d'ailleurs créées, en novembre 1955: *Est-il bon? Est-il méchant?* de Diderot, dans une mise en scène d'Henri Rollan, à Richelieu; en décembre 1955: *Jeanne-d'Arc* de Charles Péguy, adaptée par Marcel Péguy et André Chancerel, à Luxembourg, dans la mise en scène de M. Jean Marchat. Et dès le retour de la tournée (où figuraient quatre metteurs en scène notoires de la maison: Maurice Escande, Jean Meyer, Jacques Charon et Jean Piat), la Comédie pouvait présenter, le 15 janvier, pour l'anniversaire de la naissance de Molière, *Les Femmes savantes* et *L'Amour médecin.*

Il n'en demeure pas moins qu'une grande tournée officielle s'affirme comme une charge de caractère « international » très lourde, au détriment de la mission formelle nationale de la Comédie. C'est pourquoi il semble nécessaire de laisser, à l'avenir, et dans la mesure du possible, une année de battement entre ces déplacements à longue distance, dont l'utilité ne saurait être contestée d'ailleurs puisqu'il s'agit en définitive du rayonnement de la culture et de l'humanisme français, dans ce qu'ils ont conservé de plus universel.

La première tournée officielle de la Comédie-Française en Amérique du Nord a constitué une incontestable réussite, aussi bien au Canada qu'à New-York, attestée par d'innombrables témoignages et par des rapports officiels des représentants de la France, dont l'administrateur a eu communication.

Dans ce nouveau monde, où s'affirment tant de génies créateurs dans l'ordre matériel, de nombreux publics enthousiastes ont reconnu dans notre répertoire une permanence, une harmonie, un maintien, une grâce sans égale. Le subtil message de l'apport français entretenu par des générations de comédiens, rajeuni dans sa présentation par une institution vieille de près de trois siècles, a trouvé le chemin des âmes, des esprits et des cœurs — et profondément affecté les sensibilités.

Le Bourgeois gentilhomme et *Le Barbier de Séville* avec *Arlequin poli par l'amour, Le Jeu de l'amour et du hasard* avec *Un Caprice*, trois spectacles, admirablement servis par une troupe sans défaillance, ont apporté à Montréaal, à Québec, à Toronto, à Ottawa, à New-York un véritable ensemble du goût français, un « échantillonnage » du répertoire traditionnel. Molière, Marivaux, Beaumarchais, Musset ont prodigué leurs vertus d'enchantement, de plaisir et de fête.

Il est donc prouvé, après les tournées également réussies de la Comédie-Française en U. R. S. S. et en Angleterre que demeure disponible dans l'univers des hommes et, sous toutes les latitudes, une notion très subtile d'art et de beauté qui donne à la vie son sens profond et qui ne demande qu'à être réveillée.

Au service d'une culture que rien n'a pu encore entamer, et qu'elle a la pudeur de ne pas présenter comme un modèle absolu, la Comédie-Française a ajouté à ses titres de gloire celui d'ambassadrice. A ses lettres de noblesse s'ajoutent ses lettres de créance. Elle est désormais accréditée auprès de l'opinion mondiale.

Il convient de citer tous les « ambassadeurs » de cette première et admirable tournée de la Comédie-Française en Amérique du Nord: Maurice Escande, Jean Meyer, Louis Seigner, Jacques Charon, Robert Manuel, Georges Chamarat, Jean Piat, Teddy Bilis, Jean-Louis Jemma, Michel Galabru, Jacques Toja, Arsène Drancourt; Mme Béatrice Bretty, Germaine Rouer, Mony Dalmès, Micheline Boudet, Marie Sabouret.

Au Canada.

Trois semaines à Montréal, six jours à Québec, deux à Ottawa, cinq à Toronto: telles ont été les étapes de la tournée au Canada. Dans chaque ville, les autorités officielles, auxquelles s'étaient joints les représentants de l'ambassade de France au Canada, ont reçu avec éclat la troupe et son administrateur. A celui-ci, M. Saint-Laurent, premier ministre, a réservé à Ottawa une longue audience en tête à tête.

Aussitôt après la première semaine de présentation à Montréal c'est avec un véritable enthousiasme que la presse célébra la venue de la Comédie au Canada. Mais, déjà, au cours d'une réception officielle à l'hôtel de ville de Montréal, M. Jean Drapeau, le maire, avait situé « le climat de cette ambassade », traduisant l'attente et la satisfaction des canadiens: « la visite de la Comédie-Française au Canada, à Montréaal, rêve entretenu depuis longtemps, enfin réalisé... Il nous tardait de percevoir enfin le message de la plus haute tradition de l'art dramatique français... ».

« Pour la première fois dans l'histoire de notre pays, le rideau vient de se lever sur la troupe de l'illustre maison de Molière. Nous avons été conquis par la qualité d'un art dont il est peu d'exemples. Vous êtes les ambassadeurs d'une langue et d'une culture que nous nous efforçons de maintenir et d'étendre. Vous êtes les continuateurs d'une entreprise intellectuelle dont il n'est guère d'équivalent et qui, depuis trois siècles, a conféré ainsi à la langue et à la culture française un prestige et un rayonnement dont nous sommes, à plusieurs milliers de kilomètres, les témoins et les bénéficiaires reconnaissants.

« Entre vous et nous, entre la maison de Molière et le Canada, il existe d'ailleurs certains liens particulièrement étroits. Notre naissance remonte au même règne. C'est à la même époque, sous les mêmes souverains et administrateurs que la jeune troupe et la jeune comédie ont fait leurs premiers pas. Comédie-Française et Nouvelle-France procédaient d'un même généreux et exaltant dessein, qui, impérial au sens le plus élevé du terme, entendait à la fois illustrer la langue française et élendre le domaine français. L'histoire n'a pas permis que la seconde démarche se réalisât d'aussi éclatante façon que la première. Pourtant, vous pourrez, je crois, constater que le Grand Roi, s'il revenait, serait ravi de l'essor de votre maison et ne serait peut-être pas trop mécontent de ce qui a pu, en Amérique, se perpétuer du verbe et du génie français, même sous un pavillon autre que la France ».

Dans le *Petit Journal de Montréal*, dès le 2 octobre, Jean Hamelin note: « la série des représentations que les comédiens français donnent en notre ville depuis samedi dernier sont, à notre avis, les plus brillantes, tant sur le chapitre de la mise en scène que de l'interprétation qu'une troupe française nous ait données jusqu'à présent. Cela dépasse en qualité les spectacles pourtant impressionnants de Jouvet et de Barrault et rejette assez loin en arrière ceux du Théâtre national populaire. La première scène de France avait emporté dans ses bagages, pour son voyage en Amérique, sa belle réputation; elle l'a brillamment défendue et maintenue. » Il se félicite du choix judicieux avec *Le Bourgeois gentilhomme*: et ajoute: « tel que l'a mis en scène M. Jean Meyer et tel qu'interprété par toute la troupe avec un brio, une allure, une verve qui ont, tout de suite, conquis le public. Spectacle fastueux, présenté avec un raffinement exquis et un bon goût au-dessus de tout éloge... fête pour les yeux autant que pour l'esprit. Voilà Molière tel qu'il doit être interprété, sans excès de bouffonnerie (et Dieu sait si *Le Bourgeois* peut prêter facilement le flanc au grotesque) avec une mesure juste dans le comique, avec parfois un certain ton pathétique profondément émouvant. Ce fut à vrai dire un émerveillement constant... Le décor superbe (peut-être le plus beau que j'aie vu) de Mme Lalique...

« Le miracle de cette représentation, tant du point de vue spectacle qu'interprétation, réside justement dans cette fusion intime de la stylisation et du naturel. Il est difficile de dire où commence l'une et où se termine l'autre ».

« A propos d'*Arlequin poli par l'Amour*, Maurice Huot écrit: « Un conte bleu, une féérie, où tout le soin doit porter sur le jeu, la danse, la musique. Le décor d'Emile Bertin approprié à cette bergeronnette où Marivaux nous transmet, non sans malice, sa connaissance du cœur féminin.

« La Comédie-Française demeurera avec nous jusqu'au 10 octobre au théâtre Saint-Denis. On aura sans doute fait une place dans son agenda pour aller applaudir ce que la France nous a expédié de meilleur. »

Après la présentation du *Barbier de Séville*, Jean Béraud, le président de la presse canadienne, écrit dans la *Presse:* « magistralement joué; révélation du texte de Beaumarchais, rendu si populaire par l'Opéra ». Jean Béraud ajoute: « la Comédie-Française a le devoir de maintenir au répertoire des œuvres comme *Le Barbier*, qui font partie du patrimoine théâtral français, même si parfois leur sujet est devenu sous d'autres formes plus attrayant et plus intéressant. La troupe qui nous rend visite a le mérite de le jouer fort bien, avec beaucoup d'animation », etc.

De son côté, cette opinion sous la plume de Pierre de Grandpré, dans *Le Devoir* de Montréal. Ce sera le « leitmotiv » de tous les articles: « La moitié de la Comédie-Française nous est connue. Je veux dire la moitié des acteurs que nous avions tout particulièrement envie de voir. Quant au répertoire, cette promenade cursive à travers la comédie classique laisse encore tant de possibilités et suscite en nous une telle attente, qu'il faudra bien que nos illustres visiteurs nous reviennent quelque jour avec du renfort. Ce n'est pas notre caprice qui le réclame, mais le service du théâtre et de l'esprit français ».

Roger Duhamel dans *La Patrie* du 18 septembre 1955 abordait des problèmes plus généraux: « Nous nous réjouissons fort de la venue de la Comédie-Française. Il devenait jusqu'à un certain point blessant que la compagnie officielle de la France (qui n'est nullement sédentaire) puisqu'elle s'est transportée un peu partout dans le monde et jusqu'en Amérique du Sud, n'ait pas encore inclus notre pays dans l'itinéraire de ses tournées. Voilà qui est maintenant un fait accompli et qui deviendra un précédent. Ce qui a dû décider M. Descaves, c'est sans doute le succès remporté en ces dernières années dans notre province par les « Comédiens de Paris ». Après avoir rappelé les « visites » de Jouvet, Barrault, Vilar, Roger Duhamel souligne: « Il y a toujours au Canada une clientèle fidèle, toujours empressée à répondre à des invitations où le talent éprouvé des interprètes confère à la beauté d'un texte d'une fraicheur et une vitalité nouvelles... »

Il faut noter enfin que de très nombreux contacts furent établis avec les milieux universitaires, intellectuels, avec tous les organismes représentatifs de la culture française — utile et indispensable complément à cette première visite de l'amitié et de la fidélité d'un peuple de notre langue. Ajoutons qu'en zone dite anglaise, à Ottawa, et surtout à Toronto (où la troupe pût se produire sur la scène d'un vrai théâtre, alors que toutes les autres représentations se donnèrent dans d'immenses salles de cinéma, la chaleur des accueils et des échanges a dépassé, dans certains cas, la chaude sympathie des canadiens français.

Toujours pour compléter en profondeur, la portée de cette tournée, une petite exposition de « la Comédie-Française par l'image » a permis à de nombreux visiteurs de retrouver les éléments visuels attachés à la gloire de notre institution.

Répondant à un télégramme dans lequel l'administrateur lui indiquait les résultats de la tournée au Canada, M. Jean Berthoin, ministre de l'éducation nationale, écrivait le 24 octobre 1955 à l'administrateur: « ... L'éclatant succès remporté par la Comédie-Française dans les villes canadiennes de Montréal, Québec, Toronto, est fièrement ressentie en France. Je suis heureux d'adresser à vous-mêmes et à tous vos collaborateurs, mes sincères félicitations ».

Amérique du Nord. — New York

La troupe de la Comédie-Française a présenté, à New-York, au Broadway Théâtre, pendant quatre semaines — 24 octobre au 20 novembre 1955 — les trois spectacles prévus pour la tournée: deux semaines: *Le Bourgeois Gentilhomme !* une semaine: *Arlequin poli par l'amour* et *Le Barbier de Séville !* une semaine: *Le Jeu de l'Amour et du hasard* et *Un Caprice.*

Quelques extraits de la presse américaine, après la représentation du *Bourgeois Gentilhomme* au Brodway Théâtre ont situé dès le 25 octobre le climat dans lequel les représentations de la Comédie-Française allaient se développer. John Chapmann écrit dans le *Daily News:* « Ce fut un événement d'importance politique et sociale, aussi bien que théâtrale... La représentation fut gaie, spirituelle, charmante et adroite. La beauté et la splendeur des costumes créés par Mme Suzanne Lalique, sont rehaussés par la simplicité impressionnante des décors dessinés par Mme Lalique également. »

L'idée d'ouvrir la série des représentations du Français par le chef-d'œuvre de Molière « est un coup de génie », déclare M. Herbert L Matthews dans le *New York Times.* La soirée fut « scintillante » et tout en se défendant de vouloir faire spécialement l'éloge d'un des acteurs en particulier, M. Matthews rend hommage à l'intelligence avec laquelle M. Seigner interprète M. Jourdain, faisant rire son public sans méchanceté, comme il se doit M. Walter F. Kerr souligne également l'excellente interprétation des acteurs et tout particulièrement celle de M. Seigner. Le chroniqueur du *New York Herald Tribune* fait observer combien il est facile de donner un tour bouffon au rôle de M. Jourdain. Mais, di-til, « laissant la caricature facile aux clowns professionnels » (M. Seigner) il regarde bien en face avec réalisme ce marchand inepte « qui s'entiche de la mode du jour ». Il rappelle brièvement à ce sujet la « tradition » de la Maison de Molière et le « sérieux » avec lequel elle maintient cette tradition. « Une Compagnie nationale permanente » de cette sorte, souligne-t-il, « fait plus que de conserver les pièces du répertoire, elle en conserve les vertus. »

Parmi les journaux du matin, le *Daily Mirror* loue la troupe du Français pour sa représentation « parfaite » et son jeu « qui n'est jamais exagéré ». « L'arrivée de cette brillante compagnie », écrit M. Robert Coleman, « est l'un des événements les plus marquants de cette saison et de toutes les saisons ».

« Molière fait ses débuts frais comme une rose », titre le plus important des journaux du soir, le *World Telegram and Sun* sous la signature de son critique théâtral William Hawkins.

« Bien que *Le Bourgeois Gentilhomme*, donné mardi soir à Brodway par la Comédie-Française ait été monté pour la première fois il y a 275 ans, écrit M. Hawkins, cette pièce nous a été présentée dans une forme exquise et jouée avec une spontanéité et une affection remarquables ». Le critique du *World Telegram* comme tous ses confrères de la presse du matin souligne la beauté de la production et du décor, le luxe des costumes, le rythme de la pièce « qui possède souvent une symétrie que l'on ne trouve généralement que dans les comédies musicales ». Il loue surtout le jeu inégalable de tous les interprètes.

La première représentation de la Comédie-Française aux Etats-Unis « est véritablement un événement culturel d'importance internationale », écrit de son côté M. Richard Watts, dans le *New York Post.* Malgré le fardeau historique qui pèse sur eux, poursuit-il, les interprètes de ce classique du théâtre français sont dénués de toute pédanterie et de toute prétention. N'ayant jamais vu jouer la troupe de la Comédie-Française, j'ai eu l'agréable surprise de découvrir que son interprétation était beaucoup moins stylisée que je ne le craignais.

Selon les spectateurs pour lesquels la langue française n'est pas un obstacle, la première du *Bourgeois Gentilhomme* « est une expérience mémorable », écrit enfin John Mc Clain dans le *Journal Américain.* Toute la production est merveilleusement agencée et les interprètes sont de premier ordre... Il est curieux que la Comédie-Française ait attendu si longtemps pour nous rendre visite. Mais nous ne doutons pas un seul instant maintenant que cette première tournée sera un succès culturel et financier ».

Pour le second spectacle (pour la durée d'une semaine) qui était ainsi composé: *Le Barbier de Séville* et *Arlequin poli par l'Amour*, les commentaires de l'Agence France-Presse indiquent bien la « vogue » de la troupe et l'attirance du répertoire: « La réputation des artistes du premier théâtre de France n'est plus à faire à New York. Les quelques quinze représentations du *Bourgeois Gentilhomme* qu'ils ont déjà données au Brodway Théâtre ont été un tel triomphe que ce n'est plus la curiosité d'un répertoire nouveau qui attire les spectateurs américains, mais le désir de voir et d'entendre une troupe dont la qualité de jeu et la perfection artistique ont été soulignées par toute la presse newyorkaise.

La représentation du 9 novembre a confirmé cette réputation, ajoutaient les commentateurs. « Jouer Marivaux ou Beaumarchais à New-York était une gageure. Mais les comédiens du Français ont démontré aux Newyorkais qu'une bonne pièce ne vieillit pas et qu'il n'est pas besoin de l'adapter pour la rajeunir. En restant scrupuleusement fidèles à leurs auteurs, en s'astreignant à une simplicité de jeu synonyme de pureté, ils ont assuré à ces deux pièces de leur répertoire une délicieuse fraicheur.

« En fait, Beaumarchais s'est trouvé très à son aise à New York, même si la majorité des spectateurs, pourtant américains, avaient sans doute oublié ce que les Etats-Unis du XVIII[e] siècle ont dû à son étonnante puissance de persuasion, à son sens de l'intrigue et à ses spéculations financières.

« Beaumarchais-Figaro n'est nullement dépaysé de ce côté de l'Atlantique et sa bonne humeur, les ressources de son caractère et son imagination, son franc-parler et ses convictions démocratiques pourraient l'apparenter à l'Américain moyen.

« Jean Piat était un Figaro brillant, Louis Seigner un Bartholo soupçonneux et allègrement trompé par Rosine qu'interprétait avec fraicheur et intelligence Micheline Boudet. Jean Meyer faisait un sombre et mercenaire Bazile, tandis que Jacques Toja jouait avec désinvolture le rôle du comte.

« On a beaucoup remarqué et applaudi les décors de Mme Suzanne Lalique, notamment ceux du premier acte brossés à l'Utrillo. Quant aux décors de M. Emile Bertin pour la pièce de Marivaux, ils sont éthérés à souhait, évoquant, dans une délicieuse harmonie de bistres et de sépias quelque île enchantée des tropiques. L'Arlequin de M. Jacques Charon met dans la pièce un accent résolument moderne, aux côtés d'un Trivelin sympathique et intelligent — Jean Piat — d'une fée à laquelle Marie Sabouret a prêté sa féerique beauté, et d'une candide Silvia (Micheline Boudet).

« Les artistes ont été rappelés huit fois et les spectateurs ont prouvé par leurs applaudissements que les nuances d'une langue étrangère ne leur avaient nullement échappé.

« Tout comme au lendemain de la « première » à New York du *Bourgeois Gentilhomme*, les journaux newyorkais distribuent unanimement leurs éloges mercredi matin à la troupe de la Comédie-Française qui avait donné la veille pour la première fois à Broadway Théâtre *Le Barbier de Séville* et *Arlequin poli par l'Amour.*

Les critiques adressent leurs compliments à tous les artistes sans exception et sont d'accord pour penser que la pièce de Marivaux comme celle de Beaumarchais peut être parfaitement comprise même par des spectateurs qui connaissent mal le français.

La Comédie-Française l'emporte de nouveau de haute-main écrit dans le *Daily Mirror* Robert Coleman qui est d'ailleurs le seul de tous les critiques à rappeler l'aide apportée par Beaumarchais à la révolution américaine.

Dans le *Daily News*, John Chapmann note que « l'admirable compagnie respecte la tradition, mais sans se laisser intimider par elle; son interprétation du *Barbier de Séville* est rapide, alerte et légère ».

Walter Kerr affirme dans le *New York Herald Tribune* que « la comédie semble même plus heureuse avec Marivaux qu'avec son géant, Molière ». Et dans le *New York Times*, enfin, Herbert L. Matthews conclut: « les décors, les costumes, la musique, la chorégraphie, la direction, tout réclame nos éloges ».

Pour le spectacle du *Jeu de l'amour et du hasard*, avec *Un Caprice* (la dernière semaine), on constate le même et vibrant accueil. Du brillant commentaire de Léo Sauvage, ce passage caractéristique: « Musset s'imposa avec plus de peine que Molière et Beaumarchais... Mais la salle se réveilla alerte, joyeuse, reconnaissante, consacrant Marivaux, à la suprise sans doute de bien des augures, comme l'un des auteurs français les mieux reçus à Broadway !... ».

C'est à cette occasion que le célèbre critique Brooks Atkinson écrivit dans le *New York Times* ce véritable éloge, reproduit à profusion, non seulement dans la presse américaine, mais dans l'ensemble de la presse mondiale: « La Comédie-Française a apporté un aperçu d'un art dramatique que notre théâtre ignore à peu près totalement. Les acteurs français ont interprété les classiques dans un style limpide, harmonieux. Ils ont joué avec grâce et simplicité, sans vedettes, sans solennité, sans cérémonial. Dans ses 275 années d'existence, la Comédie française a assimilé les classiques. Elle n'a pas besoin de se frayer un chemin à travers des textes écrits à une autre époque.

« Leur jeu était naturel, léger, ardent, plein de subtilité et de drôlerie; le dialogue était articulé avec clarté. Ces qualités résultent de l'interprétation constante d'un répertoire. Les acteurs ont l'habitude de jouer ensemble, non pas une œuvre unique, mais toute une série de pièces.

« Dans le domaine des classiques littéraires, la Comédie-Française possède une virtuosité, une moyenne de talent et une harmonie de style que l'on ne saurait imiter ».

Une exposition, des conférences ont permis à l'administrateur et aux comédiens français de « compléter », sur le terrain culturel, en parfaite liaison avec M. Pierre Donzelot, l'apport formel de la comédie. De très nombreuses réceptions officielles ont marqué le séjour de la troupe à New-York.

Parmi les innombrables témoignages reçus après la tournée de la Comédie-Française à New-York, nous ne citerons que peu de pièces ou documents. Mais d'abord, la lettre écrite, dès le 25 novembre 1955, par M. de Murville, ambassadeur de France à Washington, et adressée à l'administrateur: « Laissez-moi vous dire combien nous avons été heureux, non seulement que la Comédie-Française vienne pour la première fois dans ce pays, mais aussi qu'elle ait eu le magnifique succès qu'elle méritait. J'ai pu me rendre compte par moi-même, en allant voir jouer notre troupe, comme le public réagissait et à quel point il était content... C'est là un résultat dont tous les Français vous sont très reconnaissants et je suis heureux, à cette occasion, de vous exprimer ma reconnaissance personnelle ».

M. Pierre Donzelot, représentant permanent des universités françaises aux Etats-Unis, adressait au début de décembre 1955 à l'administrateur copie d'une lettre du représentant du maire de New-York, M. Patterson, message célébrant un vibrant apport fait à la culture universelle par la troupe de la comédie, en précisant: « Cela nous donnera une idée de l'admiration respectueuse qu'éprouvent nos amis américains pour la comédie et leur reconnaissance pour tout ce qu'elle a apporté à New-York. La visite de la Comédie a créé un tel mouvement d'intérêt qu'un peu partout les universités organisent des expositions sur la Comédie-Française et les départements d'art dramatique montent des pièces du théâtre français, en particulier de Molière... ».

Enfin, après une conférence faite le 17 février 1956, à l'association France-Etats-Unis, sous la présidence de M. André Maurois, S. E. M. Dillon adressait ce message à l'administrateur: « Je tiens à vous dire combien Mrs Dillon et moi-même avons apprécié la très intéressante conférence que vous avez prononcée. Nous nous félicitons, croyez-le, d'avoir eu le plaisir de vous entendre ».

Dans les conclusions du rapport officiel établi par M. Pierre Donzelot, directeur général au ministère de l'éducation nationale, représentant permanent des universités françaises aux Etats-Unis, a rappelé les très utiles efforts de ses services pour « contribuer au succès » de l'illustre théâtre. « Mais ces efforts, ajoute-t-il, eussent été totalement vains si la Comédie-Française n'avait, et au delà de tous les espoirs, répondu à l'attente du public ». Et M. Pierre Donzelot apporte ce témoignage éloquent, émouvant aussi pour tous ceux qui furent de ce premier voyage en Amérique du Nord:

« Il faut que cela soit dit sans équivoque: La tournée de la Comédie-Française a été une grande victoire de la France à New-York et aux Etats-Unis. Non seulement une grande victoire pour notre théâtre national et de nos traditions d'art dramatique, mais ce qui représente, à la fois, la solidité et le raffinement d'une culture. C'est cela que la Comédie-Française a apporté à New York.

La Comédie-Française a apporté une magnifique démonstration sans ombre, sans faille, dans la libre sobriété que seule permet une longue tradition. Elle a ainsi servi hautement le prestige et le rayonnement de la France aux Etats-Unis. Tous les Français doivent lui en être profondément reconnaissants.

Activités de la saison 1955-1956.

Nombre de représentations:

Soirées: Salle Richelieu, 327; Salle Luxembourg, 221.

Matinées: Salle Richelieu, 103; Salle Luxembourg, 88.

Total: Salle Richelieu, 430; Salle Luxembourg, 309.

Représentations officielles en province et à l'étranger.

Vichy: 3 septembre: *Un Voisin sait tout, Andromaque.*

Amérique du Nord:

Montréal: du 24 septembre au 10 octobre:

Le Bourgeois gentilhomme, 9; *Le Jeu de l'amour, Un Caprice*, 7; *Arlequin poli par l'amour, Le Barbier de Séville*, 6.

Québec: du 12 au 15 octobre:

Le Bourgeois, 2; *Le Jeu de l'amour, Un Caprice*, 2; *Arlequin, Le Barbier*, 1.

Ottawa: 17 et 18 octobre:

Le Bourgeois, 1; *Le Barbier, Un Caprice*, 1.

Toronto: du 19 au 22 octobre:

Le Bourgeois, 3; *Arlequin, Le Barbier*, 2.

New York: du 25 au 30 novembre:

Le Bourgeois, 16; *Le Jeu de l'amour, Un Caprice*, 8; *Arlequin, Le Barbier*, 8.

France et Belgique:

Bruxelles: 2, 3, 4 décembre: *Elisabeth, la femme sans homme.*

Bruxelles: 20, 21, 22 janvier: *La Mort de Pompée* et *Le Cheval arabe.*

Lille: 24, 25, 26 janvier; Reims: 26 février; Metz: 28 et 29 février; Strasbourg: 1er et 2 mars; Nancy: 3 mars; Besançon: 5 mars; Dijon: 6 mars; Lyon: 7, 8, 9 mars; Verviers: 13 mars; Liège: 14 mars; Charleroi: 15 mars; Anvers: 16 mars; Gand: 17 mars; Ostende: 18 mars: *Port-Royal.*

Bruxelles: 16, 17, 18 mars, *La Machine à écrire.*

Bruxelles: 27, 28, 29 avril, *Les Serments indiscrets* et *La Navette.*

Alger: 8, 9, 10 mai; Bâle: 22 mai; Zurich: 23 mai; Berne: 24 mai; Bienne: 25 mai; Lausanne: 26 mai; Genève: 28 mai; Genève: 29 mai; Grenoble: 30 mai, *Port-Royal.*

Champ-de-Bataille (château de Neubourg-Eure): 15, 16, 17 juin, *Le Bourgeois gentilhomme.*

Vichy: 20 juin, *Port-Royal.*

Festival de Bellac. 8 juillet, *La Double inconstance* et *Le Mariage forcé.*

Chorégie d'Orange: 28 juillet, *Horace.*

Télévisions:

1er novembre: *Le Jeu de l'amour.*

20 décembre: *Tartuffe.*

31 mars: *Le Voyage à Biarritz*, de Jean Sarment.

17 avril: *La Vieille Maman*, de J.-M. Barrie.

19 mai: *Feu la Mère de Madame*, de Georges Feydeau.

Auteurs et fois jouées.

Molière: *Les Femmes savantes*, 52; *L'Amour médecin*, 51; *Les Amants magnifiques*, 49; *L'Ecole des maris*, 49; *Le Misanthrope*, 37; *Tartuffe*, 23; *Les Précieuses ridicules*, 8; *George Dandin*, 7; *Sganarelle*, 6; *Le Bourgeois gentilhomme*, 5; *L'Avare*, 2. Soit, 289.

Musset: *On ne saurait penser à tout*, 38; *Les Caprices de Marianne*, 27; *Un Caprice*, 22; *Porte ouverte*, 16; *On ne badine pas avec l'amour*, 8; *La Nuit d'octobre*, 4; *La Nuit de mai*, 1. Soit, 116.

Corneille: *Le Cid*, 37; *La Mort de Pompée*, 22; *Cinna*, 8; *Le Menteur*, 8; *Horace*, 3; *Psychée*, 2; *Suréna*, 2. Soit, 85.

Marivaux: *Le Jeu de l'amour et du hasard*, 42; *Les Fausses Confidences*, 17; *Les Serments indiscrets*, 16; *L'Epreuve*, 8; *La Double inconstance*, 2. Soit, 85.

Racine: *Athalie*, 19; *Bérénice*, 6; *Andromaque*, 5; *Phèdre*, 3. Soit, 33.

Diderot: *Est-il bon ? Est-il méchant ?*, 35.

Beaumarchais: *Le Barbier de Séville*, 22.

Carmontelle: *Le Veuf*, 27.

Mérimée: *Le Carrosse du Saint-Sacrement*, 6.

Courteline: *La Paix chez soi*, 21; *Le Commissaire est bon enfant*, 15. Soit, 36.

Feydeau: *Le Dindon*, 22; *Feu la mère de Madame*, 7. Soit, 29.

Meilhac et Halévy. *Le Bouquet*, 6.

Jules Renard: *Poil de Carotte*, 20.

Henry Becque: *La Navette*, 14; *La Parisienne*, 6. Soit, 20.

Charles Péguy: *Jeanne d'Arc*, 20.

Pirandello: *Chacun sa vérité*, 23.

Montherlant: *Port-Royal*, 80.

Paul Claudel: *L'Annonce faite à Marie*, 44.

Jean Cocteau: *La Machine à écrire*, 33.

André Josset: *Elizabeth*, 42.

André Maurois: *Aux Innocents les mains pleines*, 14.

Gérard Bauer: *Un Voisin sait tout*, 13.

Jean Sarment: *Le Pavillon des enfants*, 24.

Maurice Druon: *Le Voyageur*, 19.

Julien Luchaire: *Le Cheval arabe*, 5.

Paul Géraldy: *Duo*, 4.

Radios. (En studio.)

Les 21, 24 et 26 novembre: *L'Ogre*, de Jehan Bouvelet.

Les 5, 6, 14 et 16 décembre: *Ruy Blas*, de Victor Hugo (disques pour Pathé Marconi).

Les 13, 14 et 15 décembre: *Swanevit*, d'Auguste Strindberg.

Les 23 et 25 janvier: *Prenez garde à la peinture*, de René Fauchois.

Le 25 janvier: *Le jeu de l'amour*, de Marivaux (disques pour Pathé-Marconi).

Les 13, 15, 16 et 18 février: *Tricoche et Cacolet*, de Meilhac et Halévy.

Les 19 et 22 mars: *Médée l'enchanteresse*, de José Bergamin.

Le 12 avril: *Les Retours imprévus*, d'Edmond Sée.

Les 16 et 18 avril: *Lucrezia*, de Goldoni.

Le 30 avril: *Les Femmes savantes*, de Molière (disques pour Pathé-Marconi).

Les 14, 16 et 17 mai: *Hedda Gabler*, d'Ibsen.

Le 4 juin: *Au Foyer d'autrui*, de Tourguéniev.

Le 25 juin: *On ne saurait penser à tout*, de Musset (disques pour Pathé-Marconi).

Les 25, 27 et 28 juin: *La Cagnotte*, de Labiche.

Les 4 et 5 juillet: *Le Disciple du diable*, de Bernard Shaw.

Créations et reprises.

Le 24 septembre (salle Richelieu): *La Mort de Pompée*, tragédie en cinq actes de Corneille. Mise en scène de M. Jean Marchat. Décor et costumes de M. Paul Larthe.

Le 2 octobre (salle Richelieu): *Le Cid*, tragédie de Corneille. Mise en scène de M. Jean Yonnel. Décors et costumes de M. Georges Wakhévitch.

Le 22 novembre (salle Richelieu): *Est-il bon? Est-il méchant?* de Diderot. Création à la Comédie-Française. Mise en scène de M. Rollan. Décor et costumes de Mme Suzanne Reymond. Musique de M. Louis Aubert.

Le 30 novembre (salle Luxembourg): *Jeanne d'Arc*, de Charles Péguy. Création à la Comédie-Française. Mise en scène de M. Jean Marchat. Décors et costumes de M. Lucien Coutaud. Musique de M. Roland-Manuel.

Le 9 décembre (salle Richelieu): *Le Veuf*, de Carmontelle. Mise en scène de M. Robert-Manuel. Musique de M. André Jolivet.

Le 15 janvier (salle Richelieu): *Les Femmes savantes*, *L'Amour médecin*, de Molière. Mises en scène de M. Jean Meyer. Décors et costumes de Mme Suzanne Lalique. Pour *L'Amour médecin*, musique de Lulli.

Le 2 février (salle Richelieu): *Cinna*, tragédie de Corneille. Mise en scène de M. Maurice Escande.

Le 21 mars (salle Luxembourg): *La Machine à écrire*, de M. Jean Cocteau. Mise en scène de Jean Meyer. Décors de Mme Suzanne Lalique.

Le 12 avril (salle Luxembourg): *Bérénice*, tragédie de Racine. Mise en scène de M. Maurice Escande.

Le 17 avril (salle Richelieu): *La Navette*, de Henry Becque. *Les Serments indiscrets*, de Marivaux. Mise en scène de M. Jean Piat. Décor et costumes de M. André Delfau.

Cycle Corneille (350e anniversaire de sa naissance):

Le 6 juin: A-propos, de M. André Obey. *Le Cid*. Hommage de M. Pierre Descaves.

Le 7 juin: Hommage de Me Maurice Garçon. Discours de Racine. *Horace*.

Le 8 juin: Hommage de M. Fernand Gregh. Poème de Théophile Gautier. Discours de Racine. *Cinna*.

Le 9 juin: Hommage de M. Pierre-Aimé Touchard. Discours de Racine. *La Mort de Pompée*.

Le 10 juin: en matinée: Hommage à Corneille. Discours de Racine. Poème de Corneille. *Psychée* (extraits). *Le Menteur* (nouvelle présentation), décors et costumes de M. François Ganeau. En soirée: Hommage de M. Schlumberger. Discours de Racine. *Nicomède*.

Le 11 juin: Hommage de M. J.-L. Vaudoyer. Poèmes de Corneille. *Suréna*.

Corneille, cette année, on le voit, a été à l'honneur et nous ne pouvons que nous en féliciter. La reprise de *La Mort de Pompée* fut entre autre une excellente initiative. Oserons-nous formuler un vœu? Celui de voir reprendre tout le théâtre de notre vieux Corneille, y compris Agésilas et Attila qui valent mieux que les soupirs de Boileau...

Bref, nous pensons que M. Descaves a le droit de conclure sur une note optimiste son rapport.

CONCLUSION

En fait, la Comédie-Française poursuit l'accomplissement de son double destin, dans l'immédiat, et noue fermement les fils des relais d'avenir. Le répertoire dramatique classique n'a jamais été aussi puissamment servi par le maintien, la découverte ou la résurrection des grandes œuvres du passé — modèles impérissables. Le répertoire moderne a fourni au moins une très grande œuvre *Port-Royal* et a permis de penser que la Comédie-Française était prête, pour toutes les valeurs acceptables, de procéder à des recherches de style, *Jeanne d'Arc* ou d'atmosphère *La Machine à écrire*. La troupe a prouvé qu'elle pouvait aborder tous les genres et les servir magnifiquement. Un grand théâtre peut donc se manifester selon des aspirations les plus désintéressées et dans un cycle de renouvellement total. Hypothèse qui n'est pas à écarter. Et si ce jour venait, la Comédie-Française pourrait alors présenter un dispositif intact, un instrument unique qui servirait à ce théâtre-là.

La Comédie-Française continue. Mais elle continue en se dédoublant sur le plan national sur ses deux scènes, en se détriplant à l'occasion de ses tournées à l'étranger. Jamais pareil effort n'a été demandé — et obtenu.

C'est pourquoi il faut envisager résolument l'avenir avec optimisme. A la condition que les « moyens » ne soient pas épargnés et compensent, sur le plan matériel, l'énorme effort fourni par les Comédiens français.

PIERRE DESCAVES,
administrateur général.

SERVICE DES LETTRES

Célébrations et commémorations officielles.

Suppression d'un crédit exceptionnel accordé en 1956 pour la célébration du 5e centenaire de la réhabilitation de Jeanne d'Arc, 10 millions: économie imposée, 2 millions; total, 12 millions.

Subvention à la caisse nationale des lettres, 20 millions.

Inscription d'un crédit nouveau pour aider à l'organisation de congrès littéraires et artistiques de portée internationale, 500.000 F. (Prévus pour Paris en 1957: Congrès international d'histoire de l'art. — Congrès international des médailles.)

Nous nous réservons pour l'ensemble de ces crédits d'examiner le bien-fondé de certaines augmentations lors de l'approbation des décrets de répartition.

Mais en ce qui concerne le service des lettres nous enregistrons — enfin — une double victoire:

1° La diminution du moins utile de ses dépenses « les commémorations »;

2° De plus encore les 20 millions qui figurent pour la mise en train de la caisse des lettres.

Enfin on s'occupera des émissions suivantes.

Direction de l'architecture.

Le projet de budget de 1957 ne comporte, en raison des circonstances, que peu de différences par rapport au budget de 1956, en ce qui concerne le montant final des crédits.

Cependant, dans le cadre des économies tracé, il contient certaines modifications importantes tant en ce qui concerne le personnel que les travaux.

1° Personnel.

La préoccupation essentielle de la direction de l'architecture a été, conformément à la volonté maintes fois exprimée du Parlement et aux propositions des conseils de réforme, de procéder méthodiquement à une décentralisation des services techniques et administratifs.

Sur le plan technique, le décret du 21 février 1946 a constitué les agences des bâtiments de France.

Le souci d'assurer un recrutement de qualité n'a permis jusqu'ici de constituer des agences des bâtiments de France que dans 51 départements. Le concours qui vient d'avoir lieu fin 1956 ne permettra que de combler 3 vacances sur les 15 existantes.

Il est en tout cas indispensable que ces emplois — qui ne sont vacants que par suite de la volonté de l'administration de procéder à un recrutement de qualité — ne soient pas considérés comme des emplois vacants et pouvant être supprimés. Les considérer comme vacants est d'ailleurs matériellement inexact, car les postes non pourvus par les fonctionnaires sont assurés par des architectes à honoraires.

Or, il y a le plus grand intérêt et il est tout à l'avantage des finances publiques, de charger des travaux d'entretien et de conservation des bâtiments des fonctionnaires pouvant consacrer tout leur temps à l'administration et assurer la pérennité indispensable à un tel service.

En outre, l'importance croissante des constructions scolaires et la nécessité d'assurer une large décentralisation des opérations les moins importantes exigent la présence, dans chaque département, d'un architecte qualifié et indépendant des travaux privés pour examiner comme conseiller technique les projets et s'assurer que leur exécution est bien conforme au projet approuvé par le conseil général des bâtiments de France et autorisé par le ministère.

Sur le plan administratif, l'année 1956 a marqué le franchissement d'une étape très importante dans la constitution des conservations des bâtiments de France.

Il existe depuis le 1er février 1956, 10 conservations des bâtiments de France dont le siège et la circonscription sont fixés comme suit.

Versailles. — Cher, Eure-et-Loir, Loiret, Marne, Oise, Loir-et-Cher, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise.

Caen. — Calvados, Eure, Manche, Orne, Sarthe, Seine-Maritime.

Tours. — Deux-Sèvres, Charente, Charente-Maritime, Indre, Indre-et-Loire, Vendée, Vienne, Haute-Vienne.

Dijon. — Aube, Côte-d'Or, Doubs, Jura, Haute-Marne, Nièvre, Haute-Saône, Yonne, Territoire de Belfort.

Lyon. — Ain, Loire, Rhône, Saône-et-Loire.

Périgueux. — Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne, Basses-Pyrénées.

Toulouse. — Ariège, Aveyron, Haute-Garonne, Gers, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn-et-Garonne.

Montpellier. — Aude, Gard, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales.

Aix. — Alpes-Maritimes, Basses-Alpes, Bouches-du-Rhône, Corse, Var, Vaucluse.

Strasbourg. — Moselle, Bas-Rhin, Haut-Rhin.

Deux nouvelles conservations seront constituées incessamment à Rennes et à Clermont-Ferand.

Le budget de 1957 comporte:

a) La création d'une treizième conservation (Lille) qui permettra de généraliser la réforme dans toute la France, les circonscriptions de Grenoble, Nancy et Besançon étant rattachées respectivement à Lyon, Strasbourg et Dijon. Toutefois, la conservation de Nancy sera

placée sous les ordres immédiats d'un conservateur adjoint résidant à Nancy de façon à éviter les inconvénients du jumelage de deux circonscriptions, toutes les deux chargées et relativement séparées;

b) Dans le cadre des pouvoirs dont dispose le Gouvernement, un renforcement des conservations sera assuré par des transformations d'emplois permettant de créer:

— un secrétaire rédacteur affecté à la circonscription la plus chargée (Versailles), et

— dix calculateurs. Avec les trois calculateurs existant déjà, chaque conservation comportera un calculateur, à côté d'un réviseur pour toutes les opérations techniques et comptables du ressort de la conservation.

En raison des exigences impératives sur les créations d'emplois, aucune autre création n'est prévue et le personnel nécessaire aux opérations matérielles qui incombent à la conservation sera payé sur un crédit global réparti selon les besoins du service.

Malgré les difficultés inhérentes à la mise en place de la réforme, l'application de l'arrêté interministériel du 28 janvier 1956, nommant les conservateurs des bâtiments de France comme ordonnateurs secondaires, a été assurée.

Le rapprochement des organismes administratifs a amélioré l'établissement des programmes de travaux, accéléré les décisions qui les concernent et les payements afférents.

Les premiers résultats montrent l'efficacité de la solution de déconcentration dans laquelle la direction de l'architecture s'est engagée, sur l'invitation tant des assemblées parlementaires que des commissions administratives de réforme. La direction a maintenant dans les mains l'outil nécessaire pour faire face à son activité croissante.

Les dotations correspondant à ces renforcements sont:

a) Création d'une treizième conservation régionale des bâtiments de France, + 2,6;

b) Dotation pour les personnels temporaires et auxiliaires, + 5,6.

En ce qui concerne les indemnités, qui sont chiffrées à + 7,9 et + 5, ces relèvements sont applicables aux deux catégories principales ci-après:

a) Service des eaux et fontaines de Versailles, Marly et Saint-Cloud.

Le personnel de ce service de caractère industriel — puisque en dehors des domaines, il distribue l'eau dans 26 communes de Seine-et-Oise — est soumis à des sujétions particulières qui ne cessent de s'accroître par suite de l'amélioration du nombre des abonnés et de l'accroissement général de la consommation d'eau. Il en résulte un accroissement des installations de pompage, de relevage, de stockage, une extension du réseau, une augmentation du nombre des branchements et des compteurs à relever.

En outre, les installations en cours de réalisation pour l'amélioration de la qualité de l'eau (station d'épuration) accroissent le travail du personnel.

Pour tenir compte de ces sujétions spéciales en attendant la revalorisation des traitements qui résulte de cette situation nouvelle, il est indispensable d'allouer des indemnités qui ont été fixées à titre provisoire à 5 millions au total;

b) Dans un domaine tout différent, a été prévue une revalorisation des indemnités annuelles accordées aux directeurs de circonscriptions de fouilles.

Le budget de 1957 marque une étape non négligeable dans ce domaine, en allouant aux directeurs de fouilles une indemnité de 10.000 francs par mois, encore modeste, mais qui marque la volonté de procéder à une organisation définitive véritable d'un service qui a une importance de premier plan sur le plan scientifique, national et international.

2° *Travaux.*

Aucune modification sensible n'apparait en ce qui concerne le montant des crédits de matériel et des travaux d'entretien.

Les travaux autorisés s'élèvent aux chiffres suivants:

Monuments historiques, 2.700 millions de francs + 750 millions de francs (engagement par anticipation).

Bâtiments civils, 2.750 millions de francs + 470 millions de francs.

Immeubles diplomatiques, 50 millions de francs + 10 millions de francs.

Service des eaux, 215 millions de francs + 10 millions de francs.

Versailles, 840 millions de francs + 300 millions de francs.

Les crédits, après ajustement des dotations en fonction des payements réels à prévoir, sont fixés aux chiffres suivants:

Monuments historiques, 1.800 millions de francs.

Bâtiments civils, 2.200 millions de francs.

Immeubles diplomatiques, 30 millions de francs.

Service des eaux, 245 millions de francs.

Versailles, 595 millions de francs.

Un relèvement de ces dotations eût été nécessaire en raison:

1° Des hausses survenues dans le coût des travaux;

2° Des besoins d'entretien et de conservation des monuments historiques, soulignés par le Parlement lors du vote du précédent budget;

3° De l'augmentation constante des nouveaux édifices classés bâtiments civils, provenant notamment des nouvelles cités administratives construites ou aménagées dans des bâtiments militaires désaffectés, des établissements d'enseignement nationaux (enseignement supérieur, enseignement du second degré, enseignement technique) achevés au cours de ces dernières années et dont l'entretien doit être assuré avec régularité.

Toutefois, le montant du crédit a été limité aux mêmes chiffres que l'année précédente par suite du transfert au budget d'équipement des crédits correspondant:

1° Pour les monuments historiques, aux travaux de réfection et de restauration importante;

2° Pour les bâtiments civils, aux travaux d'aménagement et d'installations.

Le montant des crédits qui seront inscrits à ce titre sera de:

— 400 millions pour les monuments historiques (chap. 56-80);

— 550 millions pour les bâtiments civils (chap. 56-82).

La dotation du service des eaux de Versailles, Marly et Saint-Cloud a seule subi une augmentation importante, puisque les crédits passent de 203.855.000 francs à 245 millions de francs, soit en plus 41.145.000 francs.

Cette augmentation est justifiée par les raisons qui ont été exposées précédemment pour le personnel.

En effet, ce chapitre est destiné à faire face aux travaux d'entretien courant et de grosses réparations, aux dépenses d'analyse et de contrôle de l'eau, d'élévation et de filtration de l'eau, etc.

L'augmentation de la production et de la distribution entraine une augmentation automatique de ces dépenses d'ailleurs compensée par les recettes d'exploitation qu'encaisse l'Etat.

En outre, le coût des travaux a augmenté d'au moin 15 p. 100.

3° *Budget d'équipement.*

En dehors des chapitres intéressant les bâtiments d'enseignement supérieur, du second degré et technique appartenant à l'Etat, et qui sont traités au titre de l'Enseignement, la direction de l'architecture gèrera les crédits d'équipement ci-après:

— dotations spécifiquement architecture (travaux généraux d'aménagement et d'installation, travaux de restauration des monuments historiques, travaux dans les bâtiments civils autres que ceux qui sont affectés à l'éducation nationale), 4.220;

— dotation des archives nationales, 120;

— dotation des bibliothèques nationales, 600;

— dotation des arts et lettres, 575.

Total, 5.515.

En ajoutant les dotations prévues pour les établissements d'enseignement d'Etat, le total des crédits d'équipement gérés par la direction de l'architecture dépassera 20 milliards.

Les principales opérations qui seront réalisées sur les chapitres autres que d'équipement sont les suivantes:

Service des eaux, 300 millions de francs.

Le crédits d'équipement précédemment ouverts ont permis la construction d'une station d'épuration, actuellement en cours d'exécution, qui améliorera la qualité de l'eau dont la population se plaignait très vivement.

Les crédits prévus en 1957 sont destinés spécialement à la couverture des réservoirs, au renforcement et au remplacement des conduites.

Monuments historiques, restauration et réparation des dommages de guerre, 1.800 millions de francs.

Ce chapitre comporte deux parties:

a) Restauration, 400 millions de francs.

Cette dotation résulte du transfert au budget d'équipement des travaux de restauration importants précédemment imputés sur le budget ordinaire;

b) Réparation des dommages de guerre, 1.400 millions de francs.

Il résulte d'une enquête récente que la somme nécessaire à l'achèvement de la restauration des monuments sinistrés s'élève à un peu plus de 24 milliards. Il eût été souhaitable d'échelonner les travaux sur cinq années, ce qui aurait exigé une dotation annuelle d'environ 5 milliards. Toutefois, les circonstances financières présentes, la pénurie de main-d'œuvre spécialisée, l'effort fait pour accélérer les travaux d'entretien et de réparation des dégâts dus à la vétusté ont conduit à maintenir le même crédit qu'en 1956 de 1 milliard 400 millions de francs.

Les principaux travaux financés sont les suivants:

Cathédrales de Rouen, Nevers, Nantes, Orléans, Evreux, Reims; ancienne cathédrale de Saint-Malo; les châteaux de Vincennes, de Lunéville, de Rohan à Strasbourg; le palais de justice de Rouen et de nombreux édifices sinistrés de Normandie, du Nord et d'Alsace.

Bâtiments civils et palais nationaux, 2.135 millions de francs se décomposant comme suit:

Aménagements et installations, 550 millions de francs.

Cette dotation a été transférée au budget ordinaire, comme il a été dit plus haut.

Elle est répartie ainsi qu'il suit:

Bâtiments civils, 150 millions de francs; palais nationaux, 100 millions de francs; enseignement supérieur, 100 millions de francs; enseignement du second degré, 100 millions de francs; enseignement technique, 100 millions de francs.

— travaux dans les bâtiments civils divers, 200 millions de francs. En particulier: Lycée Châteaubriand à Rome, 50 millions de francs; construction d'un bâtiment à la cour des comptes, 20 millions de francs; institution des sourds-muets de Metz, 20 millions de francs; institution des sourdes-muettes de Bordeaux (réinstallation à Gradignan), 100 millions de francs.

— archives nationales, 120 millions de francs;

— bibliothèques, 600 millions de francs dont 400 millions pour la construction de la bibliothèque du muséum sur le terrain libre rue Geoffroy-Saint-Hilaire et 200 millions pour l'annexe Louvois de la bibliothèque nationale.

— établissement dépendant des arts et lettres, 575 millions de francs (théâtres, écoles, etc.).

Construction et aménagement d'immeubles nécessaires au fonctionnement des administrations et services publics de l'Etat, 1.880 millions de francs.

Cette dotation, qui ne comprend qu'une partie des opérations retenues en priorité par la commission de contrôle des opérations immobilières, correspond aux principales opérations suivantes:

1° Paris:

— deuxième tranche de la construction de l'îlot de bureaux polyvalents rues Barbet-de-Jouy et de Varenne, 700 millions de francs.

La première tranche, commencée cette année, est destinée au ministère de l'agriculture, la deuxième tranche au ministère de l'industrie et du commerce, qui souffre d'une dispersion maintes fois signalée.

2° Province:

— construction de la cité administrative de Metz (deuxième tranche), 200 millions de francs;

— construction de la cité administrative de Bordeaux sur les terrains de l'American-Park, acquis en 1955 (première tranche), 200 millions de francs.

Caserne des Grandes Ecuries.

Votre commission a manifesté à la demande de votre collègue, M. Courrière, d'être informé de la raison de l'affectation aux bâtiments civils de la caserne des Grandes Ecuries de Versailles.

Cette affectation doit-elle entraîner une dépense pour le budget de 1.500 millions ?

En quoi une telle dépense peut-elle se justifier ?

Est-elle en tout opportune

Monuments historiques.

Entretien, conservation et remise en état.

Le service des monuments historiques avait été autorisé à financer en 1956 les travaux d'entretien et de remise en état des monuments classés jusqu'à concurrence d'une somme de 2.700 millions. Les crédits inscrits au budget voté, soit 2.050 millions correspondent aux crédits de payement. Ces derniers crédits sont inférieurs aux crédits d'engagement du fait que tous les travaux autorisés ne donnent pas lieu à payement pendant l'année.

Article 1er. — *Monuments classés.*

Le crédit de cet article est consacré pour un tiers environ aux monuments appartenant à l'Etat (cathédrales, châteaux de Chambord, Chaumont, etc., abbaye du mont Saint-Michel, cité de Carcassonne, Hôtel des Invalides, Ecole Militaire, Val-de-Grâce, etc.) et pour les deux autres tiers aux monuments n'appartenant pas à l'Etat. Dans ce dernier cas, les travaux sont effectués avec une contribution des collectivités locales ou des propriétaires.

Les principaux travaux autorisés au cours de l'année 1956 sont les suivants:

Aisne. — Eglise de Bellen: réparation des dégâts causés par la foudre. Eglise d'Ouchy-le-Château: restauration des transepts, du chevet et des couvertures. Cathédrale de Soissons: réparation de couverture.

Alpes-Maritimes. — Palais Lascaris à Nice: consolidations.

Hautes-Alpes. — Eglise de Briançon: remise en état des couvertures du clocher.

Aube. — Eglise de Saint-André-les-Vergers: restauration des charpentes et des couvertures du clocher et de la flèche. Eglise Saint-Pierre à Bar-sur-Aube: reprise en sous-œuvre des maçonneries du clocher. Eglise de Charmont: restauration des charpentes et des couvertures. Manoir des Tourelles à Rumilly-les-Vaudes: remise en état des façades des charpentes et des couvertures. Eglise de Sainte-Savine: reprise des voûtes de la nef. Eglise Saint-Martin à Troyes: remise en état de la façade.

Aude. — Cité de Carcassonne: consolidation des remparts. Pont-Vieux à Carcassonne: consolidation et remise en état.

Bouches-du-Rhône. — Cathédrale de Marseille: réparation des couvertures de la grande nef.

Calvados. — Château de Benouville: achèvement de la réfection des couvertures. Château de Creully: remise en état des couvertures.

Charente. — Château de La Rochefoucauld: réfection des couvertures.

Charente-Maritime. — Hôtel de la Bourse à la Rochelle: remise en état des intérieurs. Chambre de commerce à la Rochelle: réfection des couvertures.

Cher. — Abbaye de Noirlac à Bruère-sur-Celle: poursuite de la remise en état. Cathédrale de Bourges: poursuite de la remise en état des vitreries.

Côte-d'Or. — Eglise Notre-Dame de Semur: réparation des toitures. Hôtel-Dieu de Beaune: réparation des couvertures. Château de Posanges: réfection des charpentes et des couvertures d'une tour.

Côtes-du-Nord. — Eglise Notre-Dame à Lantic: réparation des couvertures. Chapelle de Kermaria à Plouha: remise en état des maçonneries et des couvertures. Manoir du Foeil: remise en état des couvertures du bâtiment d'entrée. Cathédrale de Saint-Brieuc: abaissement du sol et réfection du dallage.

Dordogne. — Château de Mareuil-sur-Belle: consolidation des maçonneries et remise en état des couvertures. Château de Puyguilhem à Villars: poursuite de la restauration. Château de Biron: réparation de la couverture de la chapelle.

Doubs. — Préfecture de Besançon: réfection de la couverture du dôme. Château de Moncley: poursuite de la remise en état des couvertures. Hôpital Saint-Jacques à Besançon: remise en état des grilles sur la cour d'honneur.

Eure. — Eglise Saint-Sauveur aux Andelys: réfection partielle des couvertures du clocher. Château d'Omonville au Tremblay: réfection des couvertures de l'aile Est. Eglise de Pont-de-l'Arche: remise en état des couvertures de la nef. Abbaye du Bec-Hellouin: restauration de l'escalier d'accès à la grande salle de réunions.

Eure-et-Loir. — Eglise de Gatelles: réparation des couvertures.

Finistère. — Château de Kerjean à Saint-Vougay: remise en état. Eglise de Lampaul-Guimiliau: remise en état des couvertures. Eglise de Bodilis: consolidation du clocher. Eglise Saint-Herbot à Plonevez-du-Faou: réfection du clocher

Gard. — Ancienne Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon: poursuite de la restauration. Amphithéâtre de Nîmes: consolidation des maçonneries.

Haute-Garonne. — Ancien couvent des Jacobins à Toulouse: poursuite de la remise en état. Eglise de l'Isle-en-Dodon: remise en état du clocher.

Gers. — Eglise Saint-Pierre à Condom: travaux de remise en état.

Gironde. — Grand théâtre de Bordeaux: remise en état des couvertures. Ancienne abbaye de la Sauve-Majeur: travaux de consolidation. Cathédrale de Bordeaux: restauration des maçonneries de la nef. Hôtel de Poissac à Bordeaux: remise en état de la façade et de trois salons.

Hérault. — Eglise Saint-Nazaire à Béziers: poursuite de la restauration des voûtes du cloître. Ancienne cathédrale de Villeneuve-lès-Maguelone: réparation des couvertures de l'absides.

Indre. — Eglise de Saint-Genou: restauration des maçonneries et des couvertures.

Indre-et-Loire. — Eglise Saint-Laurent à Beaulieu: consolidation et mise hors d'eau. Château du Grand-Pressigny: remise en état de la galerie. Château d'Amboise: poursuite de la remise en état.

Isère. — Théâtre romain de Vienne: consolidation des maçonneries. Monastère de la Grande Chartreuse: poursuite de la remise en état.

Jura. — Collégiale Notre-Dame à Dôle: remise en état des maçonneries

Landes. — Cathédrale de Dax: remise en état des maçonneries et des couvertures.

Loir-et-Cher. — Château de Chambord: poursuite de la remise en état. Eglise Saint-Vincent à Blois: poursuite de la remise en état des couvertures et réfection de la lanterne.

Château de Chaumont: réfection partielle des couvertures.

Loire. — Eglise de la Benisson-Dieu: consolidation des charpentes et chaînages de la nef

Haute-Loire. — Eglise de la Chaise-Dieu: consolidation des piliers sous les clochers.

Loire-Atlantique. — Cathédrale de Nantes: remise en état des maçonneries du transept Sud. Château de la Seilleraye à Carquefou: restauration des couvertures. Château de Nantes: restauration du « Grand Logis ». Collégiale de Guérande: remise en état des couvertures.

Loiret. — Cathédrale d'Orléans: remise en état des arcs-boutants. Château de Gien: remise en état des façades. Eglise Saint-Aignan à Orléans: réparation des vitraux.

Lot. — Cathédrale de Cahors: remise en état de la tour Nord.

Lot-et-Garonne. — Eglise de Marmande: réfection des couvertures du clocher.

Maine-et-Loire. — Château d'Angers: poursuite de la remise en état. Château de Montsoreau: remise en état des intérieurs. Eglise Saint-Pierre à Saumur: remise en état des couvertures et du clocher. Château de Beaugé: travaux de remise en état.

Manche. — Ancienne abbaye du Mont-Saint-Michel: remise en état du Logis du Roi.

Marne. — Cathédrale de Reims: poursuite de la restauration de la façade. Ancien hôtel des intendants de Champagne à Châlons-sur-Marne: travaux de consolidation.

Meurthe-et-Moselle. — Cathédrale de Nancy: remise en état des couvertures (première tranche). Place de la Carrière à Nancy: restauration des grilles.

Meuse. — Eglise de Senon: remise en état du clocher.

Morbihan. — Citadelle de Port-Louis: réfection des couvertures du grand bâtiment Nord et des travaux de remise en état. Château de Josselin: poursuite de la remise en état des couvertures.

Moselle. — Cathédrale de Metz: poursuite de la réfection des couvertures. Eglise Saint-Maximin à Metz: restauration des maçonneries et des couvertures de la nef.

Nord. — Hospice Comtesse à Lille: remise en état des façades et restauration des intérieurs. Tour de l'ancienne abbaye de Saint-Amand-les-Eaux: remise en état des maçonneries. Hôtel de ville de Saint-Amand-les-Eaux: travaux de remise en état. Citadelle de Lille: restauration des façades.

Oise. — Eglise de Saint-Germer-de-Fly: consolidation de la nef et du transept. Eglise Saint-Antoine à Compiègne: remise en état du chevet. Eglise de Fontenay-Torcy: remise en état du clocher. Château de Pierrefonds: remise en état des couvertures du donjon.

Pas-de-Calais. — Eglise d'Isbergues: remise en état des maçonneries du clocher.

Puy-de-Dôme. — Château de Villeneuve-Lambron: restauration des façades, des charpentes et des couvertures.

Basses-Pyrénées. — Ancienne cathédrale de Lescar: remise en état des couvertures.

Pyrénées-Orientales. — Palais des Rois de Majorque à Perpignan: poursuite de la remise en état. Obélisque de Port-Vendres: remise en état de la place. Abbaye de Saint-Michel-de-Cuxa à Codalet: poursuite de la remise en état.

Bas-Rhin. — Eglise Saint-Georges à Molsheim: remise en état des charpentes de la nef et du chœur.

Haut-Rhin. — Chapelle Saint-Jean à Mulhouse: achèvement de la remise en état des façades.

Rhône. — Théâtre de Fourvière à Lyon: poursuite des travaux de dégagement et de consolidation. Hôtel de Gadagne à Lyon: travaux de consolidation et de remise en état.

Saône-et-Loire. — Cathédrale de Chalon-sur-Saône: remise en état du cloître.

Seine. — Eglise Saint Médard à Paris: remise en état des couvertures du bas côté Nord. Hôpital Saint-Louis à Paris: réfection partielle des couvertures. Hôtel de Beauvais à Paris: restauration du porche et de la cour d'honneur. Domaine de Sceaux: remise en état des berges du grand canal. Ecole militaire à Paris: remise en état des maçonneries et des couvertures. Hôtel de Clermont à Paris: réfection des toitures, des chéneaux et des balustrades. Cathédrale Notre-Dame de Paris: remise en état des contreforts Sud du chœur. Basilique de Saint-Denis: aménagement de la crypte. Château de Vincennes: remise en état du pavillon des armes.

Seine-Maritime. — Eglise Saint-Jacques à Dieppe: remise en état des fenestrages. Ancienne église Saint-Laurent à Rouen: restauration des maçonneries et des couvertures.

Seine-Maritime. — Eglise d'Harfleur: achèvement de la réfection de la flèche. Eglise Sainte-Trinité à Fécamp: restauration de la tour Lanterne. Hôtel de Giraucourt à Rouen: remise en état des toitures.

Seine-et-Marne. — Château de Fleury-en-Bière: restauration des couvertures.

Seine-et-Oise. — Eglise de Luzarches: remise en état des maçonneries et des couvertures. Maison d'Armande Béjard à Meudon: achèvement de la remise en état. Château de Villette à Condecourt: restauration du parc.

Haute-Savoie. — Eglise de Contamine-sur-Arve: recouverture du clocher; travaux de remise en état de l'édifice. Château d'Annecy: restauration des anciennes écuries.

Saône-et Loire. — Eglise de Givry: réfection des couvertures.

Deux-Sèvres. — Château de Thouars: restauration des maçonneries. Eglise Saint-Laurent à Parthenay: remise en état des couvertures du bas-côté Nord. Eglise Notre-Dame à Niort: remise en état des couvertures de la nef.

Somme. — Eglise Saint-Martin à Picquigny: remise en état des maçonneries et des couvertures de la nef.

Tarn. — Eglise Saint-Salvi à Albi: remise en état des maçonneries et des couvertures du côté Nord.

Tarn-et-Garonne. — Eglise de Bouillac: remise en état.

Var. — Ancienne abbaye du Thoronet: remise en état du bâtiment des Convers.

Vaucluse. — Hôtel-Dieu de Carpentras: réfection des charpentes et des couvertures. Eglise du Thor: remise en état des couvertures. Remparts d'Avignon: restauration et dégagement. Palais des Papes à Avignon: réfection partielle des couvertures.

Vienne. — Cathédrale de Poitiers: remise en état des couvertures, des maçonneries, d'un fenestrage et réparation de vitraux.

Haute-Vienne. — Cathédrale de Limoges: remise en état des abat-sons du clocher et restauration de la plate-forme du buffet d'orgues. Réfection partielle des couvertures. Eglise de Saint-Yriex: remise en état des couvertures.

Yonne. — Eglise de Dannemoine: consolidation et restauration du collatéral Sud. Château de Tanlay: poursuite de la remise en état des couvertures. Eglise de Ravières: restauration des couvertures. Eglise de Saint-Florentin: travaux de consolidation et de mise hors d'eau.

En ce qui concerne l'année 1957, le service des monuments historiques a été autorisé à engager de nouveaux travaux jusqu'à concurrence de 2.700 millions, soit la même somme que celle accordée en 1956. La réduction de 250 millions qui apparaît dans les développements budgétaires porte seulement sur les crédits de payement. Elle correspond à un ajustement de ces crédits au rythme d'exécution des travaux et il ne semble pas qu'elle doive gêner le service des monuments historiques.

Certes les hausses de la main-d'œuvre et des matériaux enregistrées depuis le 1er janvier 1956 vont diminuer quelque peu les moyens d'action du service des monuments historiques. Mais ceux-ci resteront, en 1957, sensiblement les mêmes qu'en 1956, étant donné l'inscription au budget d'équipement et de reconstruction d'une dotation spéciale de 400 millions pour le financement des programmes importants de remise en état de nos monuments classés les plus connus.

L'administration procède en ce moment à la mise au point du programme des travaux pour l'année 1957.

Article 2. — *Participation de l'Etat à l'entretien et à la conservation des édifices inscrits sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.*

Le crédit inscrit en 1956 à cet article s'élevait à 35 millions. C'est une somme assez faible si on la compare au nombre des édifices inscrits sur l'inventaire supplémentaire (14.000 environ). L'administration a pu toutefois aider les propriétaires dans d'assez nombreux cas et a accordé environ 120 subventions au cours de 1955.

Restauration et réparation des dommages de guerre.

Le montant des autorisations de programme accordées au service des monuments historiques en 1956 s'est élevé à 1.400 millions. A cette somme se sont ajoutés les crédits versés par le ministère de la reconstruction correspondant aux indemnités dues aux propriétaires d'édifices classés sinistrés.

Un effort particulier a été fait en 1956 sur la cathédrale de Rouen, qui avait été très gravement endommagée et qui a pu être solennellement réouverte au public en juin dernier.

Le service des monuments historiques s'est attaché également à financer une cinquantaine de chantiers très importants parmi lesquels on peut citer:

Aisne. — Collégiale de Saint-Quentin: poursuite de la restauration.

Ardennes. — Eglise de Tannay: remise en état du gros œuvre. Eglise Saint-Nicolas à Rethel: poursuite de la restauration.

Aube. — Eglise d'Arcis-sur-Aube: achèvement de la remise en état.

Calvados. — Hôtel d'Escoville à Caen: restauration. Eglise Saint-Jacques à Lisieux: poursuite de la restauration. Eglise Notre-Dame à Vire: achèvement de la remise en état du gros œuvre et reconstruction de la sacristie. Eglise de Cheux: restauration du chœur, du transept et du clocher.

Ille-et-Vilaine. — Ancienne cathédrale de Saint-Malo: reprise des piliers et consolidation du clocher.

Indre-et-Loire. — Eglise Saint-Julien à Tours: réfection des vitraux.

Loiret. — Cathédrale d'Orléans: remise en état des tours Nord et Sud.

Manche. — Eglise Saint-Malo à Valognes: poursuite de la remise en état du chœur. Abbatiale de Lessay: poursuite de la restauration.

Marne. — Cathédrale et ancien archevêché de Reims: poursuite de la remise en état. Eglise de Vitry-le-François: achèvement de la remise en état. Eglise Saint-Rémy à Reims: achèvement de la restauration du chœur. Eglise de Verzy: achèvement de la restauration.

Morbihan. — Eglise de Merlevenez: restauration du clocher.

Nièvre. — Cathédrale de Nevers: remise en état du chœur.

Nord. — Eglise de Berlaimont: restauration des maçonneries; réfection du dallage et des vitraux. Chapitres des Chanoinesses à Maubeuge: poursuite de la remise en état.

Pas-de-Calais. — Eglise Notre-Dame à Calais: poursuite de la restauration.

Bas-Rhin. — Palais des Rohan à Strasbourg: poursuite de la remise en état. Eglise Saint-Georges à Haguenau: restauration.

Seine. — Château de Vincennes: poursuite de la remise en état.

Seine-Maritime. — Palais de justice de Rouen: remise en état. Eglise d'Auffay: restauration des maçonneries.

Seine-et-Marne. — Eglise Saint-Aspais à Melun: poursuite de la restauration.

Seine-et-Oise. — Collégiale de Mantes: poursuite de la restauration. Château de la Roche-Guyon: poursuite de la restauration.

Somme. — Eglise d'Airaines: restauration de la nef, du transept et du chœur. Eglise de Poix: restauration des maçonneries de la nef. Eglise de Fontaine-sur-Somme: restauration du clocher et de la nef.

Vosges. — Cathédrale de Saint-Dié: poursuite de la restauration.

Il a été demandé pour l'année 1957 une somme de 1.800 millions en autorisations de programme. Cette somme se décompose de la façon suivante:

1.400 millions pour la répartition des dommages causés par la guerre, soit la même somme que celle accordée en 1956, afin de permettre au service des monuments historiques de poursuivre les travaux entrepris sur le même rythme que l'an dernier;

400 millions pour financer des programmes de remise en état de monuments historiques très connus qui ont subi d'importantes dégradations du fait de la vétusté, tels que le château de Chambord, la cathédrale de Nantes, l'Hôtel des Invalides et l'Ecole militaire. Il serait très difficile, en raison de l'ampleur de ces programmes qui portent sur plusieurs années, de les imputer sur les crédits du chapitre 35-81 du budget de fonctionnement.

C'est la raison pour laquelle il a été demandé au budget de 1957 l'inscription d'une somme spéciale de 400 millions, afin de permettre au service des monuments historiques d'amorcer le financement de ces importants programmes de travaux.

Jeunesse et sport.

Au cours de la discussion budgétaire devant l'Assemblée nationale, le 27 novembre 1956, notre collègue, M. Thamier, remarquait fort justement:

Le *Bulletin officiel* de la ligue de l'Ile-de-France d'athlétisme écrit:

« La France est devenue une des toutes dernières nations dans le domaine des institutions sportives et c'est avec un sentiment de honte que nous devons accueillir les étrangers.

« Au moment où je vous parle, vous savez tous, mes chers collègues, qu'aux Jeux olympiques de Melbourne, les représentants de notre pays font tout leur possible pour lui donner quelques médailles. Souhaitons qu'ils en donnent beaucoup et félicitons-les pour celles qu'ils ont déjà obtenues.

« La composition de cette délégation nous conduit à faire quelques constatations importantes pour l'orientation même qu'il faut donner à l'éducation physique et sportive.

« Nous y voyons que vingt-neuf champions représentent la fédération d'athlétisme ! Nous n'en trouvons que cinq de la fédération de gymnastique.

« C'est une situation à laquelle il faut remédier. »

Bien sûr, mais quelle est la cause première de cet état de chose ? Je ne me lasserai pas de le répéter; en fait, l'enseignement de la gymnastique n'est pas assuré en France à plus de 50 p. 100 des élèves du premier degré.

C'est une fiction que de prétendre que les maîtres du premier degré sont chargés de l'assurer. Il est évident qu'à partir d'un certain âge, des instituteurs et encore plus des institutrices qui ne sont pas des spécialistes de l'éducation physique, sont dans l'impossibilité absolue d'assurer utilement et efficacement l'éducation physique des enfants, surtout de 10 à 14 ans qui leur sont confiés.

En fait, en France, l'éducation physique n'est assurée:

1° Qu'à moins de 60 p. 100 des enfants du premier degré (et grâce souvent à l'initiative et aux frais des collectivités locales qui font à cet effet, comme la ville de Paris et nos cités de banlieue, de très lourds sacrifices);

2° Qu'à moins de 10 p. 100 des jeunes gens et des jeunes filles ayant quitté l'école.

A ce point de vue, notre retard est considérable... nous sommes presque en queue des nations de l'Europe, derrière l'Espagne même...

Tant qu'il ne sera pas remédié à cet état de chose, aucune amélioration sérieuse n'est à espérer.

En ce qui concerne l'enseignement du premier cycle, il y aurait peut-être lieu d'envisager les centres scolaires cantonaux préconisés par notre regretté collègue M. Lassagne.

Pour l'ensemble du problème, je me permets de renvoyer à nos rapports nos 203 de 1954 (p. 190-203) et 601 de 1953.

Ce qui est en cause c'est la volonté, la vigueur et l'aptitude du développement de toute une partie de la jeunesse de notre pays. Nous nous réjouissons de son nombre, mais il importe surtout de songer à sa qualité.

DIRECTION GENERALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Pour 1957, le projet de budget comporte une dotation en chiffres ronds de: 10.716 millions:

Titre III, 7.709 millions; titre IV, 3.007 millions.

La dotation pour 1956 s'élevant à 9.522 millions, c'est donc une majoration de dotation de 1.194 millions que fait apparaître le projet de loi de finances pour 1957; cette augmentation se répartit en: services votés, 637 millions; autorisations nouvelles, 447 millions.

Analyse des modifications.

A. — *Services votés, 637 millions.*

Les services votés comprennent:

— l'incidence du relèvement des traitements (décret n° 55-866 du 30 juin 1956);

— l'extension en année pleine des créations d'emplois obtenues au 1er octobre 1956;

— la non-reconduction d'un crédit exceptionnel de 145 millions non renouvelable, ouvert au titre des jeux olympiques.

B. — *Autorisations nouvelles.*

D'un montant de 557 millions, les autorisations nouvelles affectent:

Le titre III pour 327 millions; le titre IV pour 230 millions.

Les mesures nouvelles les plus importantes sont analysées ci-après:

Titre III. — *Moyens des services.*

Dépenses de personnel.

Elles comprennent essentiellement:

Créations d'emplois: 520 emplois d'enseignants d'E. P. S.:

250 professeurs, 80 chargés d'enseignement, 100 maîtres, 90 maîtres auxiliaires pour les cours complémentaires.

Ces créations sont rendues nécessaires par l'insuffisance de l'effectif actuel du personnel enseignant d'E. P. S. Dans les établissements scolaires relevant de l'enseignement supérieur, du second degré, de l'enseignement technique et dans les écoles normales, le nombre des élèves justifierait 5.817 emplois alors que le nombre des professeurs, maîtres et chargés d'enseignement affectés dans ces établissements est limité à 5.121; au déficit actuel de 696 postes s'ajoutent les besoins résultant de l'accroissement de la population scolaire au 1er octobre 1957, qui sont chiffrés à 600 emplois. Dans les cours complémentaires, on compte 240 enseignants d'E. P. S. pour 225.000 élèves. Dans le secteur non scolaire, où le nombre des jeunes de 14 à 20 ans qui ont cessé la scolarité dépasse 2.500.000, on n'a pu affecter que 616 professeurs et maîtres qui animent 3.700 centres d'activités physiques et sportives groupant 220.000 participants.

Le nombre des créations d'emplois prévues au budget est limité aux impératifs budgétaires et aux possibilités de recruter un personnel qualifié:

20 emplois d'élève de première année des écoles normales supérieures d'E. P. S., afin d'intensifier la formation des professeurs d'E. P. S. dans ces établissements; 7 emplois: 1 directeur, 1 économe, 2 employés de bureau, 3 agents de service, en vue du rétablissement du C. R. E. P. S. de l'académie de Nancy,

L'activité des établissements de la jeunesse et des sports s'accroît chaque année; le nombre des élèves qui y sont admis pour préparer le professorat d'E. P. S. première partie et le diplôme de maître, ainsi que l'effectif des stagiaires, ne cessent d'augmenter. Il est indispensable d'ouvrir un centre régional pour l'académie de Nancy;

2 emplois d'inspecteurs de la jeunesse et des sports.

L'effectif des inspecteurs est actuellement fixé à 207; il est insuffisant pour assurer le fonctionnement des services d'inspection dans des conditions satisfaisantes. Les tâches incombant à l'inspection de la jeunesse et des sports s'exercent dans les différents secteurs d'activités de la direction générale (éducation physique, activités physiques et sportives postscolaires, sports, activités de plein air, éducation populaire, activités de jeunesse, œuvres de vacances, contrôle médical sportif, rééducation physique, etc.) et s'accroissent avec le développement de ces activités. Les créations prévues permettront d'améliorer les conditions de fonctionnement des deux services particulièrement défavorisés.

Transformations d'emplois:

100 emplois de maître d'E. P. S. en 100 emplois de chargés d'enseignement. Il s'agit d'une nouvelle tranche de transformations en vue de l'intégration, dans les conditions statutaires qui seront fixées dans un décret en cours d'instruction par le département des finances, de certains maîtres dans le corps des chargés d'enseignement.

1 emploi de directeur du centre régional et 1 emploi de directeur d'établissement national. Cette mesure est justifiée par la nécessité de disposer d'un nombre d'emplois de directeur d'établissement national en fonction du nombre des établissements nationaux.

Indemnités diverses.

1° Aménagement des dotations:

— heures supplémentaires d'enseignement — majoration de 6 millions, nécessaire en raison tant de l'insuffisance du nombre des emplois d'enseignants d'E. P. S. que de l'obligation d'assurer, par voie d'heures supplémentaires, l'enseignement de l'éducation physique dans les établissements scolaires où l'effectif limité des élèves ne justifie pas l'ouverture d'un emploi à temps complet;

— heures supplémentaires aux agents de service des établissements de la jeunesse et des sports — majoration de 600.000 F pour tenir compte des besoins réels;

2° Inscription d'un crédit provisionnel en vue de l'attribution d'une indemnité pour sujétions spéciales à certains personnels des établissements de la jeunesse et des sports (directeur, directeurs adjoints, intendants ou économes). L'octroi d'une telle indemnité est justifié par les obligations particulières auxquel sont astreints ces personnels pour assurer les stages le dimanche et pendant la période des vacances scolaires (plus de 125.000 journées pendant les vacances de Noël, Pâques et grandes vacances 1956).

Le projet de décret instituant cette indemnité est en cours d'instruction.

3° Majoration de la dotation au titre de l'indemnité des charges administratives aux inspecteurs principaux de la jeunesse et des sports en vue du relèvement du taux de cette indemnité.

4° Majoration de la dotation au titre des indemnités résidentielles et des prestations familiales. Ajustement en fonction des créations d'emplois.

Les majorations de dotations pour les dépenses de la partie personnel et indemnités se chiffrent à 201,800 millions.

Matériel et fonctionnement.

Majoration des dotations:

1° Remboursement de frais:

— frais de déplacements, 20 millions.

Insuffisance de la dotation au titre des faris de déplacement des inspecteurs principaux et inspecteurs de la jeunesse et des sports — des instructeurs spécialisés d'éducation populaire — des professeurs et maîtres d'E. P. S. en fonction dans le secteur non scolaire et dont l'effectif a été accru au 1er octobre 1956 et s'accroîtra également au 1er octobre 1957 — des moniteurs nationaux des sports.

Augmentation des besoins en matière d'indemnités pour changement de résidence: affectation dans les départements d'outre-mer de 10 professeurs d'E. P. S. de la métropole qui seront nommés sur des emplois dont la création est prévue au budget;

— frais de stages, 15 millions.

Stages de toute nature (stages d'éducation physique pour le personnel enseignant, stages d'animateurs de mouvements de jeunesse et organismes d'éducation populaire, stages du personnel d'encadrement des colonies de vacances, stages sportifs, stages d'initiation au contrôle médical sportif et à la rééducation physique).

Augmentation des besoins en raison de l'intensification des stages dont le nombre s'accroît chaque année: 451.000 journées en 1954; 567.000 journées en 1955 — progression sensible en 1956 et en 1957;

— frais de transport des élèves, 5 millions.

Nécessité, par suite de l'insuffisance de l'équipement des établissements scolaires en installations d'éducation physique, de transporter les élèves vers les stades suburbains et les piscines pour assurer tant l'enseignement obligatoire de l'éducation physique, que la demi-journée de plein air et l'apprentissage de la natation. Les besoins croissent avec les effectifs des élèves.

— frais de voyage en France des fonctionnaires des départements d'outre-mer en congé administratif, 2 millions.

Le nombre des fonctionnaires métropolitains en fonction dans ces départements augmente chaque année: en 1952, 2 inspecteurs de la jeunesse et des sports, 8 professeurs d'E. P. S.; en 1956, 10 professeurs.

Aménagement des crédits en raison de cette augmentation.

Total pour les remboursements de frais, 42 millions.

2° Matériel:

— frais d'examens, 4 millions.

Epreuves d'éducation physique dans les examens des divers ordres d'enseignement. — Brevet sportif populaire, examens et concours pour le recrutement des cadres de l'enseignement sportif. — Diplôme de directeur et de moniteur de colonies de vacances.

Majoration nécessitée par le relèvement du taux des indemnités en application du décret n° 56-585 du 12 juin 1956 et par l'augmentation du nombre des candidats:

— achat et entretien de matériel pour les activités physiques et sportives dans les établissements d'enseignement du deuxième degré, d'enseignement technique et d'enseignement supérieur, 20 millions.

Les établissements sont pour la plupart démunis du matériel indispensable pour la pratique de ces activités. Ils manquent en particulier de gros matériel (barres fixes, barres parallèles, chevaux d'arçon) dont le coût est onéreux ainsi que le matériel de protection (tapis de chute).

Insuffisance actuelle et besoins nouveaux résultant de l'augmentation de l'effectif des élèves:

— achat et entretien de matériel pour la pratique des activités physiques et sportives postscolaires, 2 millions.

Insuffisance de la dotation au regard de l'importance des besoins à satisfaire pour doter les jeunes non scolaires du petit matériel de sport indispensable et dont l'acquisition par les intéressés eux-mêmes constituerait une lourde charge, la plupart des pratiquants étant issus de familles peu fortunées:

— matériel et fonctionnement des services d'inspection de la jeunesse et des sports, 4 millions.

Augmentation des frais généraux de fonctionnement par suite du développement de l'activité des services. — Nécessité de procéder au remplacement de matériels et mobiliers de bureau usagés (classeurs, machines à écrire, ronéos) devenus inutilisables.

Total pour les dépenses de matériel, 30 millions.

C. — *Matériel automobile.*

— remplacement de deux véhicules utilitaires en service dans les établissements de la jeunesse et des sports, hors d'usage; dix vélomoteurs également à réformer;

— renforcement du parc: acquisition de vingt vélomoteurs en vue de faciliter la tâche du personnel enseignant d'E. P. S. en fonction dans le secteur postscolaire. Ces personnels sont appelés à se rendre dans des localités non desservies par les transports publics.

— ajustement du crédit d'entretien par suite de l'augmentation du nombre des vélomoteurs en service: majoration de dotation à ce titre, 5,2 millions

D. — *Sports scolaires et universitaires.*

— subventions de fonctionnement aux instituts régionaux d'éducation physique, 3 millions.

Une majoration de 3 millions est demandée à ce titre en raison de l'augmentation des dépenses de fonctionnement des instituts par suite de l'accroissement du nombre des élèves préparant le professorat d'E. P. S. et le diplôme de maître.

On a compté 519 élèves pendant l'année scolaire 1955-1956; ce nombre sera accru de 300 pendant l'année 1956-1957; en particulier on a dû intensifier la formation dans ces établissements parallèlement à la formation dans les E. N. S. E. P., des professeurs d'éducation physique (2e partie).

— organismes nationaux et groupement locaux de sports scolaires et universitaires, 22 millions.

Une augmentation de 22 millions est prévue à ce titre, comme conséquence du développement des sports scolaires et universitaires. Le nombre des associations et des pratiquants ne cesse de s'accroître: on compte: en 1955, 14.000 associations et 470.000 licenciés pour 5.000 associations et 221.000 licenciés en 1947.

C'est pour tenir compte de l'accroissement des besoins que l'aménagement des crédits est prévu pour 1957.

— subventions aux universités pour le fonctionnement des installations sportives universitaires, 5 millions.

L'extension à l'enseignement supérieur de l'obligation de l'éducation physique entraîne une augmentation du nombre des installations (stades, gymnases, etc) et des frais de fonctionnement de ces installations.

Total pour les sports scolaires et universitaires, 30 millions.

E. — *Etablissements de la jeunesse et des sports.*

L'augmentation de 18 millions de la dotation est justifiée par les besoins nouveaux résultant de l'accroissement du nombre des élèves et des stagiaires dans ces établissements. On compte en 1955-1956, 810.000 journées de stagiaires ou d'élèves pour 786.000 journées l'année précédente.

Pour l'année scolaire 1956-1957 le nombre des élèves dans les établissements nationaux et régionaux est en augmentation de 200 par rapport à l'année précédente. En ce qui concerne les stages on prévoit également une majoration sensible du nombre des journées.

Le développement des activités entraîne une augmentation des frais généraux de fonctionnement et des besoins nouveaux en matériel d'éducation physique et de matériel éducatif.

La majoration prévue au projet de budget pour 1957 s'applique:

— pour 5 millions à l'achat et entretien de matériel;

— pour 10 millions au fonctionnement des centres régionaux, compte tenu du rétablissement du C. R. E. P. S. de Nancy;

— pour 3 millions au fonctionnement des établissements nationaux.

Total pour les établissements de la jeunesse et des sports, 18 millions.

Total des autorisations nouvelles pour le titre III, 327 millions

Titre IV. — *Interventions publiques.*

MAJORATIONS DES DOTATIONS

A. — *Bourses.*

Il est prévu, pour 1957, une augmentation de 150 du nombre des bourses d'éducation physique: 130 bourses d'internat au taux de 120.000 F, 20 bourses d'externat au taux de 240.000 F.

Cette augmentation est justifiée par la nécessité d'intensifier la formation et le recrutement du personnel enseignant d'E. P. S., nécessité qui a conduit à augmenter sensiblement pour l'année en cours le nombre des élèves admis dans les établissements de la jeunesse et des sports et dans les instituts régionaux d'E. P., pour la préparation du professorat et du diplôme de maître d'E. P. S.

Majoration de la dotation prévue pour 1957, 20 millions.

B. — *Education populaire.*

La majoration de la dotation prévue à ce titre est justifiée par le développement des activités d'éducation populaire: 60 fédérations ou organismes nationaux et 1.800 associations locales subventionnées, 160 maisons des jeunes et de la culture, 1.000 foyers ruraux, 6.000 ciné-clubs, 15.000 troupes de théâtre amateur.

Il est nécessaire d'aménager les subventions de fonctionnement et d'adapter également en fonction des besoins réels la participation de l'Etat à l'achat de matériel éducatif.

Augmentation prévue:

— subventions de fonctionnement, 22 millions.

— achat de matériel, 8 millions.

Total pour les activités d'éducation populaire, 30 millions.

C. — *Sports, activités physiques dans les milieux du travail. Plein air.*

Une majoration de 30 millions est prévue à ce titre.

1° Fédérations et associations sportives:

Pour tenir compte d'une part des difficultés qu'éprouvent les fédérations en matière de prospection et de participation aux compétitions internationales en raison de l'insuffisance de leurs moyens financiers, et d'autre part de l'augmentation du nombre des associations sportives, la dotation fait l'objet d'une majoration de 30 millions, plus 30 millions.

Cette majoration a été réalisée par transfert d'un crédit d'égal montant ouvert au titre des Jeux olympiques, moins 30 millions;

2° Activités de plein air:

Majoration pour tenir compte du développement de ces activités dont la pratique sera favorisée par l'augmentation de la durée des congés payés aux travailleurs, 5 millions.

3° Centres scolaires d'initiation sportive, 1 million

Augmentation des besoins en raison de l'accroissement du nombre des élèves qui fréquentent ces centres;

4° Activités physiques dans les milieux du travail, 8,5 millions.

Nécessité de développer les centres d'activités physiques pour la jeunesse non scolaire.

Sur 2.500.000 jeunes de 14 à 20 ans ayant cessé la scolarité, 220.000 pratiquent les activités physiques dans 3.700 centres;

5° Relations internationales sportives, 1 million.

Nécessité de multiplier les relations internationales et d'accueillir dans les établissements de la jeunesse et des sports un nombre plus grand d'athlètes étrangers;

6° Classes de neige et expériences à mi-temps pédagogique, 10 millions.

Développement de ces activités en raison de l'intérêt qu'elles présentent pour la santé des enfants et de leur influence sur les études.

7° Contrôle médical sportif extra-scolaire, 4,5 millions.

Organisation de la surveillance médicale des épreuves du brevet sportif populaire.

Augmentation nette de la dotation au titre des sports, activités physiques dans les milieux du travail et des activités de plein air, 30 millions.

D. — *Activités de jeunesse.*

Le développement des activités de jeunesse et notamment des relations internationales de jeunes nécessite une majoration de la dotation.

30 millions supplémentaires sont prévus à cet effet pour 1957 qui permettront d'intensifier la formation des animateurs des mouvements de jeunesse, l'ajustement des subventions de fonctionnement aux fédérations et associations susceptibles de bénéficier du soutien de l'Etat, l'attribution d'un plus grand nombre de bourses de vacances internationales de jeunes, 30 millions.

E. — *Travaux d'entretien des installations d'éducation physique et sportive, des colonies de vacances, du domaine de la jeunesse.*

Une majoration de 10 millions est prévue pour 1957 en raison de l'insuffisance des crédits de 1956. Le nombre des installations d'éducation physique dans les établissements scolaires et des installations municipales ou des associations sportives s'accroit chaque année; il en est de même des colonies de vacances et des auberges de jeunesse et maisons des jeunes et de la culture.

L'augmentation demandée tient compte des besoins nouveaux résultant de ce développement, 10 millions.

F. — *Camps et colonies de vacances.*

Il est prévu une majoration de dotation de 110 millions pour 1957.

Cette dotation complémentaire est destinée:

— pour 8 millions, à intensifier la formation des directeurs et moniteurs de colonies de vacances dans les stages qui ne peuvent trouver place dans les établissements de la jeunesse et des sports dont la capacité est limitée.

Les besoins sont accrus en raison de l'augmentation du nombre des enfants qui bénéficient d'un séjour de vacances; de plus l'expérience prouve qu'il faut renouveler le personnel d'encadrement tous les trois ans;

— pour 72 millions, à la participation de l'Etat sur la base de 40 F en moyenne par jour et par enfant, aux frais de séjour en vacances de 60.000 enfants supplémentaires en 1957;

— pour 30 millions à la participation à l'achat du matériel d'équipement (matériel de couchage, literie métallique). Les besoins sont liés à l'augmentation du nombre des enfants et adolescents qui partent en camps et colonies de vacances.

Total pour les œuvres de vacances, 110 millions.

Total des autorisations nouvelles pour le titre IV, 220 millions.

Sous les réserves d'ordre général énoncées à la page 31 du tome II du présent rapport, votre commission vous propose de voter les crédits des services des arts et lettres, jeunesse et sports.

VOLUME III

FINANCES ET AFFAIRES ECONOMIQUES

I. — **Charges communes.**

Rapporteur spécial: M. PAULY.

Le présent rapport examinera successivement les dépenses ordinaires et les dépenses en capital.

PREMIERE PARTIE. — LES DEPENSES ORDINAIRES

Les dépenses ordinaires prévues pour 1957 s'élèvent, compte tenu de la lettre rectificative n° 3289, à 1.043.663 millions, en augmentation de 122.828 millions par rapport au budget de 1956.

Cette augmentation se décompose ainsi qu'il suit:

Titre Ier. — Dette publique et dépenses en atténuation de recettes, + 61.768 millions.

Titre II. — Pouvoirs publics, + 775 millions.

Titre III. — Moyens des services, + 26.723 millions.

Titre IV. — Interventions publiques, + 33.562 millions.

Total, + 122.828 millions.

A. — *Titre Ier. — Dette publique et dépenses en atténuation de recettes.*

Le total des dépenses du titre Ier qui s'élevait à 315 milliards en 1956 passe à 377 milliards en 1957, soit une augmentation de 62 milliards se décomposant ainsi:

Dette publique, 44 milliards;

Garanties pour achats de fournitures à l'étranger, 1 milliard;

Dépenses en atténuation de recettes, 17 milliards.

I. — L'augmentation des arrérages de la dette publique est en majeure partie imputable à l'évolution de la dette amortissable: 19 milliards seront nécessaires pour le service des intérêts de l'emprunt 1956 et des bons d'équipement industriel et agricole; 2.500 millions pour les emprunts émis pour l'exécution du plan de modernisation et d'équipement; 1.650 millions pour les emprunts de la caisse nationale de crédit agricole et 6 milliards pour les intérêts des avances en prêts H. L. M.

En ce qui concerne la dette flottante, l'augmentation des sommes déposées au Trésor, notamment par le budget annexe des P. T. T. (avoirs des comptes de chèques postaux) et par les établissements publics ou semi-publics, implique une charge d'intérêts supérieure de 7 milliards.

Les intérêts des bons du Trésor devraient entraîner, en 1957, une dépense supplémentaire de 3.500 millions.

La courbe ascendante des charges annuelles de la dette mérite attention: de 134 milliards en 1952, elle a atteint 242 milliards en 1956. Elle passe à 285 milliards en 1957.

L'augmentation ne porte ni sur la dette perpétuelle ni sur la dette extérieure. Par suite d'importants remboursements effectués en 1956, les dépenses d'intérêts de la dette extérieure seront réduites de 1 milliard en 1957.

Par contre, les dépenses de la dette amortissable et de la dette à court terme suivent une progression inquiétante.

Sans doute, la dette n'est-elle pas excessive si on la compare au total des dépenses publiques. Cette situation résulte en partie du fait que des dettes anciennes sont payées en monnaie dévaluée. Il n'en reste pas moins que la charge supportée par le Trésor pour alimenter le déficit budgétaire risque de constituer un danger immédiat.

Votre rapporteur a cru utile de donner ci-après quelques renseignements sur divers éléments de la dette publique.

a) L'emprunt national.

Les souscriptions à l'emprunt national 1956 ont rapporté au total 320 088 millions de francs. La répartition géographique des souscriptions est exactement semblable à celle qui fut observée pour l'emprunt Pinay.

La charge d'amortissement de l'emprunt sera égale à un quinzième du fonds pendant quinze ans, soit une charge annuelle de 21 milliards en chiffres ronds, compte non tenu du jeu éventuel de l'indexation.

La charge des intérêts sera de 16 milliards pour la première année et diminuera chaque année d'environ 1 milliard.

b) La dette à court terme.

Charge d'intérêt (bons du Trésor et valeurs assimilées, payements effectifs):

Année 1950, 31.262.793.000 F;
Année 1951, 44.819.484.000 F;
Année 1952, 45.463.095.000 F;
Année 1953, 59.469.000.000 F;
Année 1954, 77.262.000 000 F;
Année 1955, 74.701.200.000 F.

L'amortissement de la dette à court terme est à la charge du Trésor et n'est pas de ce fait retracé dans les charges budgétaires.

Il est de tradition, à cet égard, de ne s'attacher qu'aux variations nettes de la dette à court terme, variations qui dégagent une charge pour le Trésor lorsque les remboursements de bons du Trésor sont supérieurs aux émissions ou une ressource dans le cas inverse.

La dette à court terme, en constante progression depuis plusieurs années, n'a donc pas jusqu'ici posé de problème d'amortissement pour le Trésor.

Il est difficile de prévoir l'évolution de la dette à court terme dans les dix années à venir: celle-ci se développe plus ou moins chaque année en fonction d'une part de circonstances économiques et monétaires, d'autre part des recours du Trésor à d'autres ressources de trésorerie telles que l'emprunt à long terme, les dépôts en comptes-courants, les avances de l'Institut d'émission et les variations d'encaisses.

c) Fin du régime des traites de dépenses publiques.

Ce régime de payement des dépenses publiques a été supprimé par un décret du 30 janvier 1955.

Les dernières traites en circulation ont été remboursées à la fin de juin 1956.

d) La diminution de la dette extérieure.

C'est en 1952, avec 1.296 milliards, que la dette publique extérieure a atteint son niveau maximum, depuis cette date on constate une régression régulière évaluée à 25 p. 100 pour les quatre dernières années.

Si l'on se réfère à la part de la dette extérieure dans l'endettement total, la diminution relative de la dette extérieure se manifeste à partir de 1950 et représente 15 p. 100 pour les six dernières années.

II. — En ce qui concerne les dépenses en atténuation des recettes, l'accroissement des crédits de 17 milliards est justifié par:

— les dégrèvements et restitutions d'impôts accrus sous l'effet de mesures de caractère social (remises ou modérations consenties aux économiquement faibles, familles de rappelés et de maintenus ainsi qu'aux victimes de calamités publiques), de mesures de caractère économique (exportations) ou en raison d'accords internationaux (conventions fiscales évitant les doubles impositions);

— les remboursements sur produits indirects;

— le partage par la France et la Sarre des recettes et des dépenses communes (l'augmentation des recettes perçues en France et la stabilité des recettes sarroises nécessitent un ajustement de crédits).

B. — *Titre II. — Pouvoirs publics.*

Les dépenses nécessaires au fonctionnement des pouvoirs publics comprennent la dotation du Président de la République, ses frais de maison et de représentations, les frais de fonctionnement des Assemblées (Assemblée nationale, Conseil de la République, Assemblée de l'Union française, Conseil économique) ainsi que le payement des indemnités parlementaires.

Les crédits demandés dans le projet gouvernemental s'élevaient à 10.639 millions, mais l'Assemblée nationale, sur la proposition de sa commission de comptabilité, les a ramenés à 10.334 millions.

Ils représentent moins de 0,25 p. 100 de l'ensemble des dépenses de l'Etat.

C. — *Titre III. — Moyens des services.*

1° Dépenses de personnel. — La réduction des crédits au titre des services votés s'explique par le fait que le crédit global qui figurait l'an dernier dans le budget a été réparti entre les différents ministères à concurrence de 34.615 millions, représentant les dépenses autres que celles de la dernière étape du décret du 30 juin 1955, c'est-à-dire la hiérarchisation de 180.000 F à compter du 1er juillet 1957. Par suite, si le crédit des charges communes a diminué, les dotations des autres ministères, au contraire, sont en augmentation.

Quant aux mesures nouvelles proposées par le Gouvernement en faveur de la fonction publique, elles doivent entraîner une dépense supplémentaire de 42 milliards.

Le problème des fonctionnaires.

Lors de l'examen du budget des charges communes, les membres de la commission des finances ont procédé à un échange de vues sur le problème des fonctionnaires. Ont, notamment, pris part à la discussion MM. Chapalain, Courrière, Bousch, Berthoin, Lamarque, Fléchet, le rapporteur général et le président Roubert.

Certains de nos collègues ont estimé que le malaise qui existe présentement dans la fonction publique trouve sa source dans le trop grand nombre de traitements nettement insuffisants et aussi dans l'écrasement de la hiérarchie qui s'est produit au cours de ces dernières années.

L'éventail des rémunérations est plus largement ouvert dans les entreprises publiques et dans les sociétés d'économie mixte.

Des mesures sont prévues au budget des charges communes pour revaloriser les traitements des fonctionnaires en 1957. Elles intéressent aussi les pensionnés civils et militaires et les pensions des anciens combattants.

D'autre part, des réajustements en faveur des petits personnels sont prévus avec effet du 1er octobre 1956.

Ces diverses mesures s'analysent ainsi:

a) Modifications apportées à l'échéancier du décret du 30 juin 1955.

Ce texte avait prévu que la rémunération de base soumise à retenue atteindrait, au 1er janvier 1956, 160.000 F auxquels s'ajouterait, le 1er juillet 1956, une indemnité non hiérarchisée de 10.000 F soumise à retenue. A partir du 1er juillet 1957, le traitement hiérarchisé devait être calculé sur la base de 180.000 F, ce relèvement s'accompagnant d'une diminution du taux de l'indemnité de résidence (ramenée à Paris de 25 p. 100 à 20 p. 100).

Les nouveaux crédits compris dans le budget permettront:

— de porter la rémunération de base hiérarchisée à 170.000 F à compter du 1er janvier 1957 avec suppression corrélative de l'indemnité fixe de 10.000 F;

— d'avancer du 1er juillet au 1er mai 1957 la date de mise en application intégrale du décret du 30 juin 1955 (180.000 F hiérarchisés avec diminution du taux de l'indemnité de résidence);

— d'accorder, à compter du 1er novembre 1957, une indemnité de 20.000 F par an, non hiérarchisée et soumise à retenue.

Ces différentes mesures, compte tenu de leur incidence sur les retraites et pensions de victimes de guerre, entraînent une dépense supplémentaire évaluée à 42 milliards (budget général et budgets annexes).

b) Autres mesures.

Le Gouvernement a décidé de procéder sans plus attendre à certains réajustements intéressant les personnels les moins favorisés de la fonction publique.

A cet effet, il a décidé de relever de 110 à 120 net (125 brut) l'indice de référence minimum sur la base duquel seront rémunérés les agents de l'Etat ayant au moins six mois de fonction.

Par ailleurs, la suppression des classes exceptionnelles va être réalisée afin de permettre aux personnels des catégories C et D d'atteindre le sommet de leur carrière.

Ces mesures, qui prennent effet du 1er octobre 1956, comporteront une incidence en année pleine pour 1957. La dépense supplémentaire est estimée à 5 milliards.

Le 28 novembre dernier, à l'Assemblée nationale, M. Faggianelli, rapporteur spécial déclarait: « Le Gouvernement actuel a fait franchir à la fonction publique une étape décisive dont il a d'ailleurs mesuré les conséquences financières... Les chiffres qui ont jalonné nos budgets des charges communes paraissent impressionnants et le sont en réalité... Ils ne se traduisent cependant, dans le mandat mensuel de chacun des bénéficiaires, il faut bien le dire, que par des sommes modestes, et si nous voulions nous placer sur le plan de la revalorisation, à partir d'un minimum vital rationnel, nous serions encore loin de compte »;

2° Pensions. — L'augmentation au titre des pensions est due à un ajustement des dotations compte tenu des besoins constatés en raison notamment des péréquations qu'entraînent les modifications d'indices pour les personnels civils ou d'échelles de solde en ce qui concerne les sous-officiers;

3° Dépenses de matériel. — Les dépenses de matériel n'accusent qu'une faible variation due essentiellement à l'aménagement de nouvelles cités administratives dans quelques grandes villes (Bordeaux, Lyon, Clermont-Ferrand, etc.);

4° Subventions. — Les crédits de subventions, c'est-à-dire essentiellement ceux destinés à rembourser les P. T. T. de certaines dépenses, restent inchangés;

5° Dépenses diverses. — Enfin, les dépenses diverses sont en augmentation car le Gouvernement propose:

— d'une part, de porter à 3 milliards le crédit pour dépenses éventuelles prévu par l'article 19 du décret organique du 19 juin 1956 soit une augmentation de 152 millions par rapport au crédit ouvert au budget de 1956 (2.848 millions);

— d'autre part d'ouvrir, en application de l'article 20 dudit décret, un crédit nouveau d'un milliard au titre des dépenses accidentelles.

D. — *Titre IV. — Interventions publiques.*

1° Interventions politiques, internationales, éducatives:

La diminution au titre des interventions politiques résulte de la suppression du crédit de 11 milliards qui avait été ouvert l'an dernier pour assurer la garantie de recettes des collectivités locales.

Ainsi que l'ont expliqué, devant votre commission des finances, le ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat à l'intérieur, il ne s'agit là que d'une mesure provisoire, car le Gouvernement attend de connaître les résultats définitifs de l'année 1956 pour demander, en cours d'année, les crédits nécessaires pour le respect des dispositions de l'article 12 du décret du 30 avril 1955 modifié par l'article 124 de la loi du 4 août 1956.

Votre rapporteur ne peut, sur ce point, que vous demander de vous reporter au rapport que notre éminent collègue, M. Masteau, a présenté sur le budget de l'intérieur;

2° Subventions économiques:

L'accroissement de 8.502 millions enregistré au titre des subventions économiques traduit diverses modifications.

Dans un souci d'allégement et d'économie, votre rapporteur n'a pas cru devoir reproduire ici des renseignements fort complets, que vous trouverez dans le rapport n° 3233 de M. Faggianelli, auquel vous êtes priés de vous reporter.

D'autre part, le budget des charges communes n'est pas le seul document budgétaire dans lequel figurent des crédits d'action économique. Aussi, ne paraît-il pas nécessaire de rouvrir ici l'éternel débat de doctrine entre partisans et adversaires des subventions économiques. Quels que soient le bien-fondé de chacune des thèses d'école et la valeur des principes théoriques, le problème des subventions économiques ne peut, dans la pratique, que recevoir des solutions d'opportunité.

Toutefois, en soulignant l'importance de l'aide apportée par l'Etat aux industries exportatrices sous forme de subventions et de dégrèvements fiscaux, il est permis de se demander s'il ne conviendrait pas de la limiter à des situations exceptionnelles et temporaires. Certes, nul ne conteste la nécessité de conserver des débouchés à l'étranger pour maintenir l'activité de nos usines. Mais, dans la mesure où rien n'est changé aux conditions d'exploitation de nos ressources nationales ni à la modernisation du matériel, c'est le contribuable qui fait les frais de l'insuffisance ou de l'insouciance de certains chefs d'entreprises.

En limitant l'aide de l'Etat à des situations exceptionnelles et temporaires, il serait possible, semble-t-il, de dégager des crédits relativement importants, pour les affecter au secteur agricole. Il s'avère, en effet, indispensable de procurer à notre agriculture les débouchés qui lui manquent.

3° Interventions sociales:

L'accroissement des dépenses au titre des interventions sociales résulte essentiellement de la reconduction, en année pleine, du fonds de solidarité (+ 35 milliards) ainsi que du relèvement de la dotation destinée au payement des prestations familiales aux victimes de guerre (+ 1.530 millions).

DEUXIEME PARTIE. — LES DEPENSES EN CAPITAL

1° Investissements exécutés par l'Etat:

Parmi ces crédits, il faut citer tout spécialement:

— le crédit de 1.665 millions destiné aux opérations de regroupement de services envisagées par la commission centrale de contrôle des opérations immobilières et qui, à concurrence de 1.650 millions doit être consacré à l'acquisition, à Paris, d'immeubles appartenant à la Société Saint-Gobain en vue du regroupement de divers services du ministère de l'intérieur;

— un crédit de 3 milliards en autorisations de programme et d'un milliard en crédits de payement qui constitue une provision pour la réalisation d'un programme supplémentaire de protection civile et dont la répartition sera effectuée ultérieurement. Des précisions sur cette dotation figurent dans le rapport de M. Masteau sur le budget de l'intérieur.

2° Investissements exécutés avec le concours de l'Etat:

a) Un crédit de 48 milliards est destiné à l'aide aux Français du Maroc et de la Tunisie, ainsi qu'à l'équipement économique et social de ces deux Etats. En 1956, il avait été prévu, à ce titre, un crédit global de 52,5 milliards, dont 36 milliards ouverts au budget des charges communes et 16,5 milliards ouverts au budget des affaires marocaines et tunisiennes.

En ce qui concerne l'utilisation de ces fonds, votre rapporteur vous prie de vous reporter au rapport que notre éminent collègue, M. Fillon, a présenté sur le budget des affaires marocaines et tunisiennes;

b) En 1956, les dépenses au titre des frais d'études et de la prime spéciale d'équipement pour l'étude et la réalisation d'opérations de conversion et de décentralisation industrielle ont atteint 500 millions et ont été prélevées sur les dotations du fonds de développement économique et social.

En 1957, ces dépenses seront imputées sur des crédits budgétaires.

Sous les réserves d'ordre général énoncées à la page 31 du tome V du présent rapport, votre commission vous propose de voter les crédits du budget des finances (charges communes) sous réserve toutefois, en ce qui concerne le crédit de 48 milliards relatifs au Maroc et à la Tunisie, que votre commission obtienne, de la part du Gouvernement, les assurances demandées dans le rapport de M. Fillon sur le budget des affaires marocaines et tunisiennes.

FINANCES ET AFFAIRES ECONOMIQUES

II. — Services financiers.

Rapporteur spécial: M. PAULY.

I. — *Les crédits.*

La deuxième section du budget des finances, qui concerne le fonctionnement des services de ce ministère, fait l'objet, aux termes des propositions du Gouvernement, d'une demande de crédits s'élevant au total de 92.204.407.000 F se décomposant ainsi:

Dépenses ordinaires, 91.284.407.000 F;
Dépenses en capital, 920.000.000 F;
Autorisations de programme, 2.339.500.000 F.

Ces chiffres ont été adoptés sans changement par l'Assemblée nationale.

II. — *Les personnels.*

La répartition entre grands services est la suivante:
Administration centrale, 6.131;
Services extérieurs du Trésor, 30.980;
Direction générale des impôts et cadastre, 46.854;
Douanes, 18.812.

Les modifications d'effectifs se traduisent par la suppression de 2.343 emplois et une réduction corrélative de crédits de 1.297 millions.

Les propositions faites concernant l'administration centrale n'appellent pas d'observations particulières. Le personnel supérieur — 550 administrateurs — formé désormais par l'école nationale d'administration, conserve les hautes qualités que lui avaient données avant-guerre les concours des finances.

L'examen des crédits concernant le personnel des services extérieurs a donné lieu à un long échange de vues auquel ont participé MM. Berthoin, Courrière, Chapalain, Bousch, Masteau, Lamarque, Fléchet, le rapporteur général et le président Roubert.

III. — *Réforme statutaire des services extérieurs et réorganisation du contrôle fiscal.*

Depuis plus de vingt ans, on parle de réorganiser nos régies fiscales.

La création des impôts sur les revenus par les lois de 1914 et 1917, l'institution de la taxe sur le chiffre d'affaires en 1920, de la taxe à la production en 1936, la diminution progressive des taxations portant sur le capital ont profondément ébranlé l'ancienne structure des services financiers.

Chacun s'accorde à reconnaître qu'une réorganisation est indispensable pour permettre d'utiliser plus rationnellement et plus efficacement le personnel des régies et pour éviter les doubles emplois inhérents aux interventions successives de service distincts chez un même contribuable.

Il est certain que les interventions successives de plusieurs services chez un même contribuable pour vérifier tantôt le chiffre d'affaires, tantôt les impôts sur le revenu, tantôt les droits d'enregistrement, présentent des inconvénients. Ces inconvénients existent tant pour le contribuable, qui est ainsi dérangé plusieurs fois, que pour l'administration qui consacre à ce contribuable plus de temps qu'il ne serait nécessaire si la vérification était effectuée par un seul agent.

De plus, l'intervention d'un seul agent permettrait de mieux coordonner les points de vue à admettre définitivement au regard des différents impôts.

Le 1er décembre 1956, M. Ramadier, ministre des affaires économiques et financières, déclarait à l'Assemblée nationale que la fusion des régies était souhaitable et susceptible d'entrainer *ipso facto*, par le seul fait de sa réalisation, une simplification considérable des procédures fiscales et un allégement des charges que le contrôle impose aux contribuables. Et le ministre ajoutait qu'il en résulterait également — ce qui n'est pas un mince avantage pour le contribuable — une réduction des délais de la prescription.

Personne ne conteste qu'une réforme est indispensable et c'est en vue de la promouvoir qu'a été créée, par le décret du 16 avril 1948, la direction des impôts qui groupe, sous l'autorité d'un seul directeur général, les fonctionnaires de l'enregistrement, des contributions directes et des contributions indirectes.

Cette mesure, qui devait être le point de départ d'une réorganisation complète dont le but était la fusion des régies ainsi que l'institution du comptable unique n'a été jusqu'ici que peu suivie d'effets en ce qui concerne la mise en place à l'échelon départemental du nouveau système de contrôle.

Il a semblé à plusieurs membres de la commission des finances que le particularisme des régies rendait très difficile la réalisation de tout projet de quelque ampleur. Sans doute ne faut-il pas trop s'étonner de la lenteur apportée depuis la création de la direction générale des impôts à une réforme de structure qui heurte des intérêts et de vieilles habitudes.

Une réforme statutaire intéressant le cadre A des services extérieurs de la direction générale des impôts, de la direction générale des douanes et des droits indirects, ainsi que des services extérieurs du Trésor, est actuellement en cours d'élaboration.

Désormais, les personnels de la catégorie 'A des administrations financières seront régis par les mêmes règles de recrutement, d'avancement et de gestion définies par trois statuts « uniques ».

Questionné à ce sujet, le 1er décembre 1956 à l'Assemblée nationale, M. Ramadier a fait le réponse suivante:

« La fusion implique, bien sûr, l'union des statuts des trois personnels. Cette réforme très minutieuse, très délicate, très difficile — on peut dire que si chaque article donne satisfaction à certains, il donne moins de satisfaction à d'autres — a été examinée au ministère des affaires économiques et financières après avoir été étudiée au sein du secrétariat d'Etat au budget. Notre examen est terminé et le secrétariat d'Etat à la fonction publique en est saisi.

« Nous aboutissons donc au terme de longues procédures, et cette réforme pourra, je l'espère, voir le jour assez prochainement. »

Par ailleurs, les mesures d'harmonisation des carrières ont pour objet d'établir au profit des fonctionnaires des anciennes régies de même ancienneté, des déroulements de carrière comparables.

Depuis 1948, votre commission des finances s'est toujours montrée favorable aux mesures prises en vue de respecter tous les droits des agents et de réparer les retards d'avancement subis par certains d'entre eux. Mais elle a manifesté le désir que l'application du statut unique et les mesures d'harmonisation des carrières interviennent simultanément.

Par ailleurs, plusieurs collègues de la commission des finances ont exprimé le souhait que les agents des anciennes régies soient placés, dans chaque département, sous l'autorité d'un directeur unique. Ils s'étonnent que l'administration centrale procède encore à la nomination d'un directeur pour chaque service.

Sur le plan départemental, le travail est inégalement réparti. Certains agents sont surchargés, alors que d'autres paraissent avoir des attributions insuffisantes.

Enfin, des commissaires ont affirmé qu'à l'heure actuelle, tous les contrôles étaient paralysés. Il faut, a dit l'un d'eux, une acceptation écrite du contribuable pour que le contrôle s'effectue, sinon le préfet doit autoriser le contrôle et l'autorisation préfectorale n'intervient qu'après enquête sur les incidents que ce contrôle pourrait provoquer.

En conclusion, il résulte des travaux de la commission des finances qu'il est urgent de réorganiser profondément notre vieille administration fiscale en fonction des tâches nouvelles auxquelles elle devra s'adapter.

Sous les réserves d'ordre général, énoncées au tome II du présent rapport, votre commission vous propose de voter les crédits des services financiers.

FINANCES ET AFFAIRES ECONOMIQUES

III. — Affaires économiques.

Rapporteur spécial: M. FLECHET

Compte tenu d'une lettre rectificative n° 3289 prévoyant l'ouverture d'un crédit supplémentaire de 130 millions pour l'expansion commerciale, le total des dotations demandées pour 1957 au titre du secrétariat d'Etat aux affaires économiques s'élève à 73.960 millions de francs.

Le montant correspondant pour 1956 ayant été de 72.767 millions de francs,

L'augmentation ressort à 1.193 millions de francs.

Ces montants se répartissent entre dépenses ordinaires et dépenses en capital de la manière suivante:

Dépenses ordinaires:
1957, 66.516 millions de francs;
1956, 65.080 millions de francs.
Majoration, 1.466 millions de francs.
Dépenses en capital:
1957, 7.414 millions de francs;
1956, 7.687 millions de francs.
Diminution, 273 millions de francs.

Enfin, en ce qui concerne le titre VIII (Dépenses sur ressources affectées. — Fonds d'aide à la production textile), les demandes s'élèvent à 4.900 millions contre 4.569 millions en 1956.

La justification détaillée des variations par rapport à 1956 est fournie par l'annexe I au projet de loi de finances. Ces propositions ont été acceptées sans modification par l'Assemblée nationale et votre commission des finances vous demande de les approuver également. Elle tient toutefois à présenter ses observations sur un certain nombre de points d'importance inégale.

Restaurants sociaux. — Il est anormal de continuer à prévoir à ce titre une subvention au budget des affaires économiques; il conviendrait de trouver un autre mode de financement pour l'organisation d'aide économique et sociale.

Recensement. — Une réduction de crédit de 246 millions est prévue à titre de non-reconduction des dotations pour le recensement démographique.

En revanche, un crédit de démarrage de 100 millions est demandé pour la réalisation d'un recensement de la production industrielle dont la nécessité n'est pas à démontrer et qu'il conviendrait de pousser activement.

Foires à l'étranger. — Un crédit exceptionnel de 100 millions n'est pas reconduit, les foires à prévoir en 1957 devant coûter moins que celles de 1956.

Situation du commerce extérieur. — Différentes mesures sont prévues au titre de l'aide au commerce extérieur:

— d'une part, un accroissement de 3,5 milliards de la dotation inscrite au titre des garanties de prix dont peuvent être assorties les opérations d'exportation et de prospection des marchés étrangers;

— d'autre part, deux réductions du crédit pour remboursement de charges fiscales et sociales à certaines activités industrielles, l'une de 2 milliards motivée par l'évolution du commerce extérieur et les décisions prises en matière d'aide à l'exportation, l'autre de 600 millions, comprenant l'inscription au budget de la présidence du conseil d'un crédit pour création d'un fonds culturel destiné à aider la diffusion d'ouvrages français à l'étranger.

Cette dernière mesure sera étudiée dans le cadre du budget intéressé. Mais il appartient à votre commission d'insister ici sur la nécessité, plus impérieuse que jamais, de redresser la situation de notre commerce extérieur. Le déficit de 1956, qui s'élèvera aux environs de 320 milliards provoque une hémorragie inquiétante de nos réserves en devises et une aggravation sensible de notre position à l'U. E. P.

Pour améliorer une telle situation, aucun remède ne doit être négligé.

En premier lieu, bien entendu, il faut s'efforcer de limiter les importations autant qu'il est possible sans risquer par ailleurs des inconvénients plus graves Votre commission approuve pleinement les suggestions faites par le rapporteur général de l'Assemblée nationale, M. Leenhardt qui préconise la substitution aux produits importés de produits nationaux comme les charbons secondaires et les fibres artificielles, ainsi que l'arrêt des importations somptuaires.

Simultanément nous devons continuer à stimuler les exportations par le maintien du régime de remboursement des charges fiscales et sociales et le développement des contrats d'assurance-prospection et de garantie de prix. Votre rapporteur suggère qu'on pourrait en outre étudier la possibilité d'exonérer les exportations de la taxe sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Enfin, il faut aboutir prochainement à une coordination des différents services chargés du commerce extérieur et dont l'objet ne se distingue pas facilement: tels le centre national du commerce extérieur et le comité national des conseillers du commerce extérieur. C'est là une question déjà ancienne mais dont la solution n'en est que plus urgente. Un texte particulièrement important est intervenu il y a quelques mois, l'article 35 de la loi du 4 août 1956 avant placé l'ensemble des services intéressés sous l'autorité du ministre chargé de l'économie nationale. Un décret doit intervenir avant le 31 décembre prochain pour rattacher à la direction des relations économiques extérieures les services et organismes nécessaires, à son bon fonctionnement. Des études sont en cours pour l'application de cette disposition; votre rapporteur demandera au Gouvernement l'engagement de les accélérer pour aboutir dans le délai fixé.

Sous les réserves d'ordre général énoncées au tome II du présent rapport, votre commission vous propose de voter les crédits des services des affaires économiques.

FINANCES ET AFFAIRES ECONOMIQUES

IV. — Commissariat général du plan.

Rapporteur spécial: M. FLECHET

Les crédits demandés pour 1957 au titre du commissariat général du plan, et qui ont trait uniquement au titre III, s'élèvent à 121.300.000 F.

Le chiffre correspondant pour 1956 étant de 113.500.000 F.

L'augmentation s'établit à 7.800.000 F dont 3.800.000 F pour les services votés et 4 millions de francs pour les autorisations nouvelles.

Cette dernière somme correspond à une première tranche de travaux immobiliers pour la remise en état des locaux du commissariat général; quant aux services votés, ils concernent essentiellement l'incidence de la revalorisation générale des traitements, compensée partiellement par quelques économies.

L'ensemble de ces propositions n'ayant appelé aucune observation de sa part, votre commission des finances, sous les réserves d'ordre général énoncées à la page 31 du tome II du présent rapport, vous propose de voter les crédits du commissariat général du plan.

FRANCE D'OUTRE-MER

Rapporteur spécial par intérim: M. FOUSSON

Observations générales.

Le budget de la France d'outre-mer, pour 1957, est en quelque sorte un budget provisoire.

Il reconduit, en l'aménageant, le budget de 1956. Aménagement d'importance puisque le montant global des autorisations de dépenses passe de 72.298.600.000 F en 1956, à 84.056.800.000 F en 1957, en augmentation de 11.758.200.000 F, soit de 16 p. 100.

Signalons enfin que les incidences financières qu'entraîneront les réformes politiques prévues par la loi-cadre du 23 juin 1956 n'ont pu être chiffrées. Une ligne mémoire figurant dans les états budgétaires indique qu'un important collectif devra intervenir en 1957.

Dépenses ordinaires.

Les dépenses ordinaires sont réparties entre deux titres:

Titre III. — Moyens des services.

Titre IV. — Interventions publiques.

Les augmentations de demandes de crédits sont les suivantes:

— 567,1 millions qui permettront le réajustement des rémunérations du personnel;

— 6,1 millions destinés à augmenter la subvention à la caisse des retraites de la France d'outre-mer en application des nouvelles rémunérations;

— 30,5 millions pour la réorganisation des cycles d'enseignement à l'école nationale de la France d'outre-mer;

— 200 millions destinés au payement des rappels de rémunérations dus au titre des services de guerre et de résistance;

— 30 millions correspondant à la réduction de l'abattement pour délai d'installation des magistrats.

Je voudrais, à cette occasion, insister sur cette irritante question de la parité de la situation des magistrats d'outre-mer avec celle de leurs collègues de la métropole.

Encore un exemple fâcheux de non application d'une mesure législative. Votre commission souhaite vivement que la réduction du nombre des grades et l'amélioration de l'échelonnement indiciaire prévues par les décrets des 16 octobre 1953 et 27 mai 1955, ainsi que le règlement de l'indemnité forfaitaire spéciale de sujétion soient réalisés le plus rapidement possible, afin de marquer le grand intérêt qu'elle attache à la réalisation de cette mesure, elle vous proposera le rejet des crédits du titre III correspondant à des autorisations nouvelles soit 390,2 millions.

— 51,5 millions pour la reprise en charge, par la rue Oudinot, de quinze administrateurs rendus disponibles par la réorganisation des États associés.

Votre commission ne peut que se féliciter de voir ainsi le ministre de la France d'outre-mer concrétiser les dispositions de l'article 29 de la loi de finances du 4 août 1956. Elle s'étonne, par contre, de constater que l'article 28, qui prévoyait l'intégration dans les corps diplomatiques et consulaires, des gouverneurs et administrateurs qui occupent en Indochine la majorité des postes relevant aujourd'hui du quai d'Orsay, n'ait pas fait l'objet, de la part de M. le ministre des affaires étrangères, du même souci de respecter la volonté du Parlement.

L'attention de la commission a été, enfin, retenue par la demande d'un crédit supplémentaire de 100 millions destiné au développement du réseau de radiodiffusion outre-mer: 5 millions pour le fonctionnement de l'échelon central du réseau, 20 millions pour le payement des prestations en nature au profit des stations du réseau, 75 millions enfin pour la participation à l'exploitation des stations locales.

Notons par contre quelques diminutions de crédits:

— 414,4 millions de crédits accordés en 1956 et non reconduits, notamment 400 millions prévus pour les dépenses afférentes aux élections législatives;

— 38,1 millions provenant de l'affectation outre-mer de trente et un fonctionnaires, dont vingt-neuf servant à l'administration centrale;

— 33,4 millions d'économies diverses.

Interventions publiques.

En ce qui concerne le titre IV, interventions publiques, les crédits passent de 5.500,8 millions à 9.072 millions, soit une augmentation de 64 p. 100. Cette augmentation de crédits se décompose ainsi:

— 900 millions correspondant à la prise en charge, par le budget métropolitain, à compter du 1er avril 1956, de l'indemnité d'éloignement et de l'indemnité différentielle en matière d'avantages familiaux des fonctionnaires des cadres généraux ou détachés des cadres métropolitains en service outre-mer;

— 18 millions destinés au relèvement du budget des Terres australes;

— 2,5 qui permettront au budget des îles Walis et Futuna la remise en état de l'aérodrome de Wallis et l'installation d'un gendarme à Futuna;

— 20 millions au budget des Nouvelles-Hébrides (fonctionnement du nouvel hôpital de Luganville et des groupes scolaires réalisés sur les fonds du F. I. D. E. S.);

— 15 millions au budget de Saint-Pierre et Miquelon.

Par ailleurs une aide exceptionnelle de 2 milliards est prévue en 1957 pour le Cameroun. Elle est destinée à apurer le déficit budgétaire de 1956, mais vient s'ajouter aux 1.400 millions non remboursés sur les avances consenties pour couvrir les déficits budgétaires de 1951 et 1952, et aux 1.600 millions de découvert des exercices 1953, 1954 et 1955.

Le Gouvernement ayant estimé qu'il ne lui était pas possible d'ajouter 2 milliards à la charge actuelle du Trésor, a décidé d'octroyer à cette dernière aide, non sous la forme d'une subvention, mais sous la forme d'un prêt remboursable à long terme et à faible intérêt.

En outre, une subvention de 1.400 millions, en faveur des produits textiles d'outre-mer est prévue pour 1957. En 1956, 1.365 millions de crédits avaient été accordés par le fonds d'encouragement à la production textile pour couvrir des besoins valablement chiffrés à plus de 3 milliards. La situation défavorable des cours mondiaux exige un soutien direct de la production textile si l'on veut éviter que l'effort entrepris pour le développement économique et social de nos territoires d'outre-mer, en particulier de l'Afrique équatoriale française, ne soit compromis par l'abandon des cultures correspondantes.

Le Gouvernement a enfin prévu « pour mémoire » les incidences financières de la loi-cadre du 23 juin 1956 et du décret du 25 août 1956, pris en application de la loi portant statut de la République autonome du Togo. Si le coût de la redistribution des attributions entre services d'Etat et services territoriaux a pu être évalué aux environs de 300 millions, en ce qui concerne le Togo, il est plus

difficile d'avancer une estimation sérieuse des dépenses qui en résulteraient pour l'ensemble des autres territoires. Votre commission des finances souhaiterait que M. le ministre de la France d'outre-mer nous donne quelques précisions à ce sujet.

Votre commission a également noté avec intérêt quelques réductions de crédits.

Un crédit de 150 millions accordé en 1956 à Madagascar n'est pas reconduit.

La non-reconduction, sous la forme antérieurement prévue, de l'aide métropolitaine au budget de l'Afrique équatoriale française, entraîne une diminution de 500 millions qui semble quelque peu fictive alors qu'une subvention d'équilibre de 850 millions serait à valoir sur l'incidence financière de la loi-cadre.

Plus réelle est la réduction de 127 millions des crédits destinés au remboursement des charges fiscales et sociales en faveur des activités industrielles et sociales. Sur ce montant 56 millions proviennent de la suppression de l'aide à l'exportation créée en 1954 en faveur de la banane vendue à l'étranger. Une taxe à l'importation viendrait prochainement compenser l'aide ainsi supprimée. Enfin 71 millions proviennent soit d'un rajustement des valeurs — point de sortie consécutif à la baisse des prix, soit de la diminution de l'importance des ventes à l'étranger de certains produits.

Enfin certaines réductions sur les crédits antérieurement accordés à l'office national du tourisme outre-mer, aux œuvres privées et aux relations culturelles outre-mer atteignent un total de 2 millions 300.000 F.

Dépenses en capital.

En ce qui concerne tout d'abord les services votés, les autorisations de programme demandées s'élèvent à 51.250 millions. Elles se décomposent ainsi:

— 45 milliards de subventions au F. I. D. E. S.;

— 5 milliards de prêts à la caisse centrale de la France d'outre-mer.

Soit 50 milliards devant permettre la réalisation des opérations prévues par le décret-programme du 20 mai 1955 relatif au deuxième plan d'équipement des territoires d'outre-mer;

— 1,250 millions correspondant aux opérations annuelles du fonds commun de la recherche scientifique.

Je rappellerai que la répartition des dotations du fonds d'investissement est effectuée sous la forme de programmes territoriaux annuels, arrêtés et délibérés par les assemblées locales et le comité directeur du F. I. D. E. S.

En application de l'article 3 du décret du 20 mai 1955 qui prévoit une répartition partielle, à titre provisionnel par territoire et par grand secteur d'activité, de 75 p. 100 du total des autorisations de programme affectées à la section locale du F. I. D. E. S., cette répartition est ainsi envisagée:

— pour l'Afrique occidentale française: 17,200 millions, dont: 7,250 pour la production et l'équipement rural, 6,550 pour les transports et communications, 3,400 pour les équipements sociaux;

— pour l'Afrique équatoriale française: 6,400 millions, dont: 2,600 pour la production et l'équipement rural, 2,550 pour les transports et communications, 1,250 pour les équipements sociaux;

— pour le Cameroun: 5,400 millions, dont: 2,300 pour la production et l'équipement rural, 2,050 pour les transports et communications, 1,050 pour les équipements sociaux;

— pour Madagascar: 5,350 millions, dont: 2,250 pour la production et l'équipement rural, 2,050 pour les transports et communications, 1,050 pour les équipements sociaux;

— pour les autres territoires: 3,150 millions, dont: 1,350 pour la production et l'équipement rural, 1,050 pour les transports et communications, 750 pour les équipements sociaux.

La répartition par opération de ces dotations ainsi que des 25 p. 100 supplémentaires (soit: 12,500 millions) doit être effectuée par le comité directeur du F. I. D. E. S., après examen des programmes délibérés par les assemblées locales, conformément à la procédure prévue par le décret du 3 juin 1949 modifié le 1er décembre 1955.

Les crédits de payement s'élèvent à 57,750 millions.

En ce qui concerne enfin les autorisations nouvelles demandées, figure tout d'abord un complément de subventions de 500 millions pour le développement de la recherche scientifique et technique outre-mer. Le fonds commun de la recherche scientifique d'outre-mer, disposera donc en 1957, outre la subvention du budget métropolitain de 1.750 millions, d'un reliquat probable de 95 millions provenant de l'exercice 1956, auquel viendra s'ajouter la contribution des territoires qui s'élève à 475 millions.

Cette augmentation de 201 millions correspond d'abord au relèvement des traitements du personnel, ensuite à la mise en place de sections de recherches agronomiques spécialisées (café, cacao, thé, plantes médicinales, aromatiques et à parfums, canne à sucre) enfin à la prise en charge en année pleine de l'institut de recherches du caoutchouc en Afrique.

En ce qui concerne les territoires, la subvention à la section général du F. I. D. E. S. se monte à 14.250 millions. La répartition provisionnelle de ces crédits est la suivante:

Recherche scientifique, 1.200 millions;
Carte géographique, 1.100 millions;
Carte géologique, 500 millions;
Recherches minières et prospections géologiques, 3 milliards;
Recherches pétrolières, 2.800 millions;
Etudes, 900 millions;
Travaux, 850 millions;
Production agricole, 2.900 millions;
Réalisations sociales, 1 milliard.

Votre commission des finances confirme à cette occasion son vif désire de voir consacrer des sommes toujours plus importantes à la petite agriculture, la petite hydraulique, afin de permettre au paysan africain de sortir de sa routine traditionnelle et d'aller vers des formes plus modernes de production. Une grande masse de petits travaux, un encadrement agricole étoffé et de qualité, feront plus, pour la promotion humaine de nos paysans africains, que certaines réalisations spectaculaires, grandes exploitations de type mécanisé, expérimentations industrielles, dont le moins que l'on puisse dire est que les résultats obtenus ne sont pas particulièrement heureux.

J'en aurai terminé lorsque j'aurai indiqué l'existence, dans le domaine de l'équipement administratif d'outre-mer, d'un crédit de 600 millions dont une moitié est destinée à la construction de tribunaux outre-mer, l'autre moitié permettant l'achèvement de l'équipement administratif nécessité par la réorganisation du territoire de la Haute-Volta.

Ainsi que je l'ai indiqué précédemment, votre commission des finances vous propose de rejeter la fraction des crédits du titre III correspondant à des mesures nouvelles jusqu'à ce qu'elle ait obtenu la certitude que la situation des magistrats d'outre-mer soit alignée sur celle de leurs collègues métropolitains et, sous les réserves d'ordre général énoncées à la page 31 du tome II du présent rapport, votre commission vous propose de voter les autres crédits du budget de la France d'outre-mer.

INDUSTRIE ET COMMERCE

Rapporteur spécial: M. ALRIC.

Observations générales.

Les crédits inscrits directement au budget concernent les crédits de fonctionnement en dépenses ordinaires et en capital et aussi certaines subventions particulières.

Cependant, le ministère a la responsabilité des crédits bien plus importants qui sont inscrits, soit aux charges communes pour les interventions économiques, soit au plan de développement économique et social pour les investissements et même à d'autres titres et elles ne figurent au budget de l'industrie pour pour mémoire.

Certains de nos collègues, en particulier M. de Villoutreys, se sont demandés s'il ne vaudrait pas mieux, tout au moins pour les interventions, revenir au système de l'inscription directe au budget du ministère. Cette question a déjà été soulevée par le rapporteur spécial de la commission des finances de l'Assemblée, M. Guyon, dans son excellent rapport.

C'est à la suite d'une demande de la commission des finances de l'Assemblée nationale que, lors de la préparation du budget de 1951, l'ensemble des crédits destinés au versement de subventions économiques fut regroupé à un chapitre unique du budget des charges communes. La commission des finances estimait, en effet, plus rationnel, de pouvoir connaître par la lecture d'un seul chiffre le montant global des subventions économiques.

« Cette procédure n'est pas toutefois sans présenter de sérieux inconvénients pour les services de l'industrie et du commerce.

« Ceux-ci sont dans l'obligation, en effet, chaque fois qu'un versement doit être effectué au profit d'un organisme bénéficiaire, de demander au ministère des finances le transfert du crédit correspondant. Un arrêté est alors préparé, qui paraît au *Journal officiel* après un délai plus ou moins long.

« Or, les subventions n'étant attribuées que sur demande justifiée, les transferts de crédits afférents à chaque subvention interviennent plusieurs fois au cours de l'année pour chacun des chapitres intéressés. A titre d'exemple, on a compté 11 transferts de crédits en 1955, et, du 1er janvier au 15 novembre 1956, 16 arrêtés ont déjà été publiés.

« L'inscription directe des crédits de subvention au budget du ministère de l'industrie et du commerce ferait l'économie de cette procédure longue et compliquée; on éviterait en outre un alourdissement artificiel du budget des charges communes, alors que celui de l'industrie et du commerce est sans rapport avec les dépenses qu'il gère en fait.

« Ainsi, tandis que les crédits figurant au titre IV (4e et 5e parties) de ce budget, ne dépassent pas 30 millions de francs, les sommes transférées en cours d'année du budget des charges communes sont de l'ordre de 30 milliards de francs.

« Aussi bien, les raisons qui, en 1951, ont conduit la commission des finances à souhaiter un regroupement des crédits de subventions sont-elles beaucoup moins fondées aujourd'hui.

« La modification de la nomenclature budgétaire, qui réserve un « titre » du budget aux interventions publiques, la nouvelle présentation du projet de loi des finances selon les dispositions du décret du 19 juin 1956, rendent possible en tout état de cause un regroupement rapide des dépenses de subventions économiques figurant dans les différents budgets, sans qu'il soit nécessaire de prévoir une inscription pour ordre au budget des charges communes. Le Gouvernement pourrait tenir compte de ces observations lors de la préparation du budget de 1958. En ce qui concerne le budget de 1957, il serait souhaitable que les décrets de répartition prévus à l'article 59 du décret organique du 19 juin 1956, comportent la ventilation des crédits des charges communes entre les chapitres d'imputation définitive du budget de l'industrie et du commerce. »

Divers orateurs, en séance, ont repris le problème.

La commision des finances du Conseil de la République n'a pas, finalement pris parti mais demande que le problème soit examiné pour le prochain budget.

Répartition des crédits par grandes masses.

Sous le bénéfice de ces observations, le budget proprement dit de l'industrie et du commerce est en augmentation sur celui de 1956.

Le montant global des autorisations annuelles de dépenses est pour 1957, de 13.066 millions de francs.

Le montant correspondant pour 1956 était de 9.875 millions de francs.

Soit une augmentation de 3.191 millions de francs.

L'augmentation moyenne est de 32 p. 100.

(36 p. 100 pour les dépenses en capital — 26 p. 100 pour les dépenses ordinaires.)

Pour les dépenses en capital, l'augmentation va aux recherches de pétrole et aux subventions pour électrification rurale.

Pour les dépenses ordinaires, elle est la suite de dépenses votées et de la participation à l'exposition de Bruxelles.

Dépenses de fonctionnement proprement dit.

Depuis plusieurs années le nombre de fonctionnaires du ministère de l'industrie et du commerce a diminué car les nécessités de contrôle dans l'économie d'après guerre se sont constamment amenuisées. C'est le seul ministère où le personnel ait diminué de 90 p. 100.

Mais il prend de plus en plus un rôle important: celui de tuteur de l'expansion industrielle et commerciale. Les moyens dont il dispose pour cela sont modestes et les quelques augmentations de personnel demandées semblent justifiées.

La commission des finances du Conseil de la République est de l'avis de celle de l'Assemblée qui s'exprime ainsi:

« La commission a examiné attentivement toutes les demandes relatives aux effectifs et croit devoir attirer l'attention sur la modicité des moyens organiques de ce département: l'extension rapide du secteur pétrolier, les liaisons techniques indispensables avec l'outre-mer, imposent que — en utilisant au maximum les moyens existants — l'action technique de l'industrie et du commerce puisse disposer de moyens accrus, notamment d'échelons d'exécution locale.

« Les examens faits par les diverses commissions sur les budgets précédents avaient appelé diverses suggestions:

« Il faut retenir par exemple qu'une politique efficace d'exportation ne peut se satisfaire des seules tarifications, aides...; une sélection effective de matériel valable, l'intervention dans les passations techniques des contrats pour en établir le volume à un niveau suffisant, pour y vérifier les garanties de rechange..., d'entretien est nécessaire;

« L'action des pouvoirs publics sur les industries de transformation et l'intervention terminale, le commerce, mérite un soin accru;

« La création récente de ce département l'a fait recruter ses collaborateurs dans des corps différents, ce qui n'a pas manqué de compliquer l'organisation.

« La commission des finances attire l'attention du Gouvernement, devant la place prise par l'expansion industrielle dans son programme économique, sur l'opportunité d'un nouvel examen de la structure et de la mission de ce département pour les adapter au mieux à ses directives politiques, sans sous-estimer — mais le moins efficace serait de se cacher les problèmes — certaines difficultés de délimitation des frontières d'attribution.

« A cet égard, une attention particulière dont être portée à l'énergie atomique. Le stade industriel est amorcé par la première production enregistrée récemment à Marcoule et la mise en construction d'une première usine par Electricité de France. Sans mésestimer la lourde tâche à remplir dans la recherche pure ou dans certaines applications spécialisées, il semble bien qu'un stade soit atteint qui impose de reporter sur le département de l'industrie, responsable du charbon, du pétrole et de l'électricité, la coordination totale des problèmes énergétiques: donc l'énergie atomique.

« La commission des finances a d'ailleurs, l'an passé, opéré un abattement symbolique sur les crédits correspondants pour affirmer, déjà, ce besoin. »

L'examen détaillé des autorisations demandée par le Gouvernement en ce qui concerne les dépenses de fonctionnement est présenté aux pages 62 à 65 du « bleu » (annexe I).

Nous demandons à nos collègues de bien vouloir s'y reporter.

Sur ces diverses propositions, la commission des finances du Conseil de la République ne propose aucune modification.

Elle fait simplement une série de remarques qui, sur beaucoup de points, rejoignent celles de la commission des finances de l'Assemblée nationale.

Festival de Cannes.

La subvention de 20 millions au festival de Cannes est supprimée, mais l'accord est général pour que le festival la retrouve par ailleurs. C'est le fonds du cinéma qui doit la donner.

M. Leenhardt a proposé du reste à l'Assemblée nationale un article pour préciser cette disposition.

La commission des finances du Conseil de la République n'y voit pas d'inconvénient mais se demande s'il n'y a pas une contradiction entre cette débudgétisation et la tendance inverse à la budgétisation par la suppression des taxes parafiscales; une homogénéisation des points de vue paraît souhaitable.

Subvention à l'artisanat.

Le secrétaire d'Etat, répondant aux critiques que soulève la réduction de 100.000 F pour l'artisanat a affirmé que cela ne signifiait pas un désintéressement de son ministère mais une simple nécessité pour réaliser les économies exigées par le ministère des finances. Dans son esprit, l'artisanat n'y perdra rien car les fonds d'aide à l'artisanat prévoient 400 millions supplémentaires.

Encouragement aux recherches techniques.

De même, pour la réduction à la recherche technique, les 100 millions pour l'encouragement à cette recherche votés au dernier collectif compensent largement la réduction actuelle.

A ce sujet, nous serions heureux de savoir ce qu'on a pu faire avec ces 100 millions demandés d'urgence au collectif.

Exposition de Bruxelles.

Pour Bruxelles, la commission des finances du Conseil de la République est heureuse de voir appliquer un principe qui assure la certitude de crédits suffisants au départ d'une réalisation.

Cela permet certainement de la faire mieux et plus économiquement.

Les recherches pour améliorer la distribution commerciale sont aussi tout à fait approuvées par la commission.

Participation de l'Etat.

M. Courrière a posé au cours des débats la question précise de savoir comment l'Etat se remboursait des dépenses qu'il exécutait au titre du B. R. G. G. M. (bureau de recherches géologiques et minières) pour des organismes privés. Nous serions heureux d'avoir des précisions à ce sujet.

Fonds d'amortissement des charges d'électrification.

M. Coudé du Foresto a signalé qu'il croyait insuffisants les crédits affectés au fonds pour le développement de la distribution rurale de l'électricité (partie d'une rubrique inscrite au budget de l'agriculture). Nous craignons fort qu'il ait raison.

Nous allons maintenant aborder quelques remarques d'ordre plus général.

Politique de l'énergie.

Dans mon rapport de 1955, je demandais qu'il soit procédé à une étude générale de la question de l'énergie qu'il est difficile d'étudier au moment du budget. Cette étude n'a pas été encore faite, mais les événements actuels montrent que la grande quantité d'énergie importée (un tiers de nos besoins) pèse sur les décisions françaises peut-être autant que l'absence de certaines armes modernes.

Il est donc impératif de préciser cette politique, mais en attendant que cela soit fait nous pouvons examiner l'évolution dans les divers domaines depuis le rapport de 1955.

a) Charbons.

En 1954, la mévente du charbon était le signe caractéristique. Elle coïncidait du reste avec certaines importations justifiées par les différentes qualités de charbon nécessaires.

Le fuel et le mazout étaient des concurrents sérieux et certaines mines devenaient trop coûteuses à exploiter.

Aujourd'hui, l'évolution des besoins a transformé du tout au tout le problème qui est devenu un problème de manque de charbon. L'augmentation de production a été faible, freinée qu'elle a été par des problèmes d'effectifs. Cinq mille jeunes gens ont été, en particulier, rappelés dans ce secteur.

Quoiqu'il en soit, la demande a crû de 14 p. 100 sur 1955 et la production augmente peu. Il a fallu prévoir en 1956 une importation U. S. A. onéreuse de 18 millions de tonnes et on ne prévoit guère d'amélioration pour 1957.

Aussi faut-il insister nettement sur l'urgence de nouveaux investissements comme le fait M. Guyon dans son rapport à l'Assemblée nationale dans les termes suivants:

« Depuis trois ans, les investissements dans les charbonnages avaient sensiblement diminué. Il est nécessaire de renverser ce mouvements, afin, d'une part, d'obtenir l'augmentation de la capacité des cokeries qui permet seule le développement de la production d'acier, et, d'autre part, de compenser la perte d'une partie du gisement de la Warndt, consécutive aux accords de la Sarre.

« Le programme de 1957 prévoit la poursuite des opérations en cours à raison de 43 milliards et la réalisation d'opérations nouvelles à raison de 15,5 milliards.

« Les opérations nouvelles portent sur la mise en exploitation des gisements de l'Aumance et de Lons-le-Saunier, ainsi qu'une augmentation de la capacité d'extraction en Lorraine. Le financement du programme ainsi établi sera assuré à concurrence de 19 milliards par le fonds de développement, de 27 milliards par des emprunts garantis et qu'une quinzaine de milliards par des ressources propres des charbonnages. »

On aurait pu espérer que par la C. E. C. A. nous serions à l'abri de cette rareté du charbon, mais il semble que la notion de « pénurie » dans cet organisme est relative et ne peut jouer que si l'on est en pénurie supérieure à celle des autres partenaires

Une part de subjectif dans cette appréciation semble rendre difficile le jeu de cette clause.

Une remarque importante que nous avons déjà faite et sur laquelle notre rapporteur général M. Pellenc a déjà insisté est la nécessité de mieux brûler le charbon.

Je disais dans mon précédent rapport qu'il est plus facile de bien brûler le fuel que le charbon et que je pensais qu'il valait mieux garder le fuel pour les petites installations en portant l'effort technique de la combustion du charbon sur les moyennes. On est en droit d'espérer que les grosses exploitations le brûlent bien.

Il y a certainement beaucoup à espérer dans ce domaine.

On peut aussi être moins exigeant pour la rentabilité des mines.

Actuellement on prévoit l'ouverture de nouveaux gisements dans les régions de Moulins, Lons-le-Saunier. Les investissements prévus passent de 97 en 1956 à 101 milliards en 1957 pour améliorer la production.

Les importations de charbon seront malgré tout nécessaires en 1957 et on continuera par le fonds de soutien à garder un prix de vente unique — pour les mêmes qualités.

b) Electricité.

La répartition de la production thermique en 1957 serait de: Electricité de France, 12 tWh; Charbonnages, 10,5 tWh; divers 7 tWh.

On espère en 1955: 5 tWh d'origine nucléaire.

Le pourcentage en énergie hydraulique tend vers l'augmentation et modifie le principe des 35 p. 100 d'énergie électrique d'origine hydraulique prévu au moment de l'excès de charbon.

Le rapport hydraulicité à énergie thermique ne semble pas établi une fois pour toutes mais dépend essentiellement des circonstances.

En période de mévente de charbon, on pouvait forcer sur les centrales thermiques.

En période de pénurie, c'est l'inverse.

Si le gaz de Lacq donne ce que l'on espère, le chiffre de 50 p. 100 actuel sera peut-être revisé, et le transport du gaz remplacera en partie celui de l'électricité étant peut-être moins coûteux.

Si l'expérience de la Rance donne un résultat favorable, au contraire, ce fait agira en faveur d'une augmentation dans le sens hydraulique. De même, si l'on arrive à pouvoir utiliser très convenablement les petites chutes.

Gaz de Lacq et recherches pétrolières nouvelles.

Je vais indiquer rapidement ci-dessous les perspectives actuelles de la recherche pétrolière en France et Union française.

Elles sont dominées par le fait que depuis ces toutes dernières années les recherches qui semblaient jusque là ne donner que des résultats très médiocres se sont assez brusquement mises à donner des réalités déjà tangibles et surtout de grands espoirs.

Est-ce simplement dû au hasard ou à la multiplication des recherches? Votre rapporteur ne le croit pas. Il pense que l'amélioration des méthodes de recherches, géophysiques en particulier, en sont la cause principale.

Il est heureux de constater que les chercheurs français sont à l'avant-garde de ces techniques nouvelles et sont appréciés dans le monde entier.

Quoiqu'il en soit, les résultats sont:

La découverte en France de gisements: huile Lacq supérieur, huile Parentis, gaz Lacq inférieur.

On avait déjà: Pechelbronn, Stabelden, Soufflenheim, gaz de Saint-Marcel.

Lacq supérieur découvert en 1949 a produit 300.000 tonnes par an au maximum et est en régression.

Parentis, au Sud d'Arcachon, découvert en 1954, produit 1,2 million par an. Les réserves sont estimées à 25 millions de tonnes.

Le champ de gaz de Lacq ne sera mis en production qu'en 1957. Les difficultés sont la haute pression du gaz: 450 kilos et son pouvoir corrosif *(gaz sulfureux)*.

On parle d'une réserve de 100 à 300 milliards de mètres cubes.

On sera fixé probablement au cours de 1957.

Il est essentiel d'accélérer au maximum la mise en valeur de ce champ. La commission des finances du Conseil de la République joint ses instances à celles déjà présentées au ministre.

On attend par jour:

1 million de mètres cubes en avril 1957.

3 millions de mètres cubes en plus en juillet 1958.

10 millions de mètres cubes en 1961.

La distribution pose des problèmes délicats en particulier en ce qui concerne les usines de désulfurisation et celles de construction des pipes-lines. Ceux-ci doivent être gros (0 m 60) pour ne pas grever le prix de transport et permettre d'atteindre tout le pays.

Le problème du prix et des conditions spéciales pour le Sud-Ouest ont déjà été évoqués l'année dernière

Outre-mer. — Au Gabon de brillantes découvertes sont intervenues au cours de cette année près de Port-Gentil.

Au Sahara. — De grands espoirs sont nés.

Bien entendu, les investissements nécessaires doivent être assurés pour développer le plus vite possible ces productions.

Mais ici les conditions politiques jouent un rôle essentiel et je crois utile de citer à nos collègues un article récent paru à ce sujet dans la revue *Energies*.

« L'important pour l'économie Nord-africaine, et sans doute française, est que le Sahara tient ses promesses pétrolières. Il y a déjà longtemps que des rumeurs d'ingénieurs lui accordaient des gisements de type moyen-oriental, c'est-à-dire abondants, faciles, peu coûteux, mais nichés en des lieux impossibles. Le transport du gaz de Berga sur Alger, celui du pétrole de Fort-Flatters sur Bône nécessiteront la pose de pipes-lines gigantesques. L'éventualité de branches libyennes ou tunisiennes raccourcirait un peu les distances, mais on aborde alors les problèmes politiques où baigne le pétrole saharien.

« L'expérience nous apprend qu'un pipe line n'est plus cet objet sacro-saint que les chameaux enjambaient avec précaution. Le respect ou la peur ont disparu, quelques Syriens décidés l'ont prouvé. Faut-il espérer une autre attitude en Afrique du Nord? Ou faudra-t-il mobiliser plusieurs armées pour veiller à la bonne tenue des tuyaux? Notre politique algérienne et nos ambitions sahariennes posent ainsi de nouveaux objectifs que notre Parlement ne peut plus considérer de maçon mécanique. Ce serait jouer avec les mots que de vouloir assurer la sécurité d'un pipe-line par le simple baptême du territoire qu'il traverse. L'essentiel est que le pétrole jaillisse, qu'il aille en paix au consommateur, qu'il enrichisse l'Afrique du Nord et la France; et d'ailleurs, si l'on en croit les pronostics, les surplus ne manqueront pas pour les amis. Il y a, dans cette affaire, la possibilité d'une politique audacieuse à jouer à Paris. »

Pour les producteurs d'outre-mer, il a été souligné aussi l'importance des problèmes d'investissement privés et la commission s'y associe.

Dans le domaine du pétrole, j'appuie la thèse de M. Nisse à l'Assemblée qui a insisté sur la nécessité des stocks, créés en période d'abondance et les obligations qu'avaient autrefois les importateurs d'y satisfaire car le stock est la meilleure ou la pire des choses, suivant l'époque où on le constitue

Il a insisté aussi sur l'utilisation rationnelle de l'alcool. Question à étudier et à préciser. La commission y invite le ministre.

M. Guyon trace un tableau des interventions du ministère sur les diverses industries auquel je renvoie mes collègues car il est excellent.

Je me contenterai des quelques remarques suivantes:

Certaines industries semblent avoir des difficultés particulières, entre autre l'industrie textile, pour laquelle on a proposé une modification de la T. V A.

Je crois qu'une des raisons en réside dans le phénomène suivant:

Il semble dans l'étude des augmentations d'efficacité de productivité que la plupart pensent que cette augmentation dépend seulement de la valeur des personnes qui s'en occupent et de leur esprit de progrès pris dans le sens le plus large. Mais il n'en est rien; le terrain, la nature de l'activité humaine considérés sont au moins aussi importants.

Il est beaucoup plus difficile de faire des progrès économiques (je ne parle pas de simple progrès de modifications de technique qui rendent peut-être le travail plus agréable, ce qui n'est pas rien, mais est insuffisant tant dans les activités anciennes que dans les nouvelles).

La conséquence est qu'avec le temps les prix des industries anciennes doivent monter par rapport aux industries nouvelles.

Si on ne le fait pas, les activités des individus à valeur humaine égale ne sont pas rémunérées aussi bien dans les anciennes industries et des déséquilibres néfastes se créent que l'on essaie de pallier par les moyens de fortune parce qu'on les croit temporaires.

Je ne fais qu'effleurer ce sujet très important.

Commerce extérieur.

Le ministère de l'industrie et du commerce est le tuteur des industries et du commerce français. Il a, à ce titre, un rôle spécial à jouer pour augmenter la puissance exportatrice de l'activité française.

Nous avons souvent dit à la commission des finances que les lois qui régissaient la puissance exportatrice étaient souvent mal comprises et le domaine des prix en particulier.

Maintenant que notre balance des comptes est fort déficitaire et qu'on semble se rallier à cette exportation différenciée que nous avons toujours préconisée, je crois utile de rappeler les bases de cette différenciation dégagées dans les rapports précédents depuis déjà plusieurs années.

« Rappelons qu'en ces matières une grande loi s'impose: c'est qu'on ne peut tout exporter en même temps et qu'il faut choisir.

« Permettez-moi de rappeler la théorie exposée dans son ensemble l'année dernière.

« Que nous propose-t-on, en effet, comme solution?

« On dit généralement: « Nous ne pouvons exporter parce que nous sommes trop chers par rapport aux prix mondiaux, améliorons-les, améliorons notre productivité et diminuons nos charges en général, le problème sera résolu ». Ceci est vrai tout au moins dans le domaine des prix, premier obstacle signalé Il reste bien entendu que nos industriels devront s'attacher à avoir un désir d'expansion dans le commerce extérieur qu'ils n'ont pas toujours (c'est le deuxième obstacle! développement des organismes privés). Il faudra aussi que les Etats-Unis comprennent qu'il ne faut pas s'entourer de barrières douanières excessives (c'est le troisième obstacle: protectionnisme U. S.)

« Je vais essayer de vous montrer, à la lumière d'explications nouvelles, quelle est la nouvelle nature de ces trois obstacles et comment on peut espérer les surmonter.

« Nous laisserons momentanément de côté la question des changes et des différentes monnaies. Il nous suffira de constater que finalement les échanges internationaux dans des balances en équilibre se traduiront par une sorte de troc marchandises contre marchandises.

« Une industrie d'un pays aura un potentiel d'exportation naturel quand elle pourra se contenter, dans le pays étranger, en contrepartie de son apport, de moins de marchandises que n'en exigent les fabricants locaux tout en en obtenant davantage qu'elle pourrait en avoir chez elle.

« On croit généralement que pour atteindre ce but, il faut être plus efficace que le fabricant étranger que l'on veut concurrencer.

« Ce n'est pas exact.

« Voyons de quoi dépend la puissance exportatrice : nous prendrons un exemple schématique, que j'ai déjà utilisé, mais je crois bon de développer l'idée dans les mêmes termes

« Un pays de progrès technique (P) fabrique seulement deux articles, soit : des chaussures et des bicyclettes.

« Par jour de travail d'ouvrier moyen identique, il fabrique six paires de chaussures et six bicyclettes.

« On échangera dans ce pays, par l'intermédiaire de sa monnaie, bien entendu, mais finalement : six bicyclettes contre six paires de chaussures, soit une bicyclette pour une paire de chaussures.

« Dans un pays retardataire (R) on fabriquera, par journée de travail d'ouvrier moyen identique : deux paires de chaussures et une bicyclette, on aura donc une demi-bicyclette pour une paire de chaussures.

« Qui de ces deux pays a la puissance exportatrice ? On pense généralement que c'est le pays avancé qui inondera de ses produits le pays arriéré. C'est faux ! En effet, nous voyons que puisque dans (R), le fabricant de chaussures n'obtient qu'une demi-bicyclette pour sa paire de chaussures, en l'amenant dans le pays (P) où il recevra une bicyclette entière pour cette même paire de chaussures, il a bien la puissance exportatrice, puisqu'il peut vendre moins cher que le fabricant de ce pays (P), tout en obtenant plus qu'il n'obtient dans son pays.

« Etudiez les divers échanges possibles et vous verrez que c'est finalement ce seul pays (R) qui a la puissance exportatrice.

« Elle dépend donc de l'inégalité de productivité des industries dans le pays exportateur, sans qu'il faille comparer cette productivité à celle des fabricants analogues que l'on va concurrencer dans l'autre pays. C'est là la réalité apparemment paradoxale.

« Quand on a saisi le mécanisme, certaines conséquences étonnantes du phénomène exportateur deviennent compréhensibles.

« Le fabricant de chaussures du pays concurrencé se plaint à son Gouvernement et demande des droits de douane. Par hypothèse nous avons supposé qu'il n'y en avait sur aucun produit. Le Gouvernement répondra donc que c'est impossible et conseillera à son fabricant d'atteindre la même productivité dans son métier que son concurrent étranger. Les renseignements pris ou les missions envoyées dans le pays (R), pour trouver les raisons de cette puissance exportatrice dans le bas prix de revient, ne peuvent évidemment rien trouver puisque le fabricant de chaussures de (R) est trois fois moins efficace que celui qu'il peut concurrencer. Il est facile de comprendre le malaise qui s'introduit dans l'industrie de la chaussure du pays avancé. Réciproquement dans le pays arriéré, le Gouvernement se félicite de l'efficacité de la production de la chaussure et demande à l'industrie des bicyclettes de faire le même effort pour développer dans tous les domaines l'exportation du pays. Le fabricant de bicyclettes y arrive finalement et alors on ne comprend plus rien à ce qui se passe, car les bicyclettes ne s'exportent pas pour autant et, comble de malheur, les exportations de chaussures s'arrêtent.

« Dans notre explication tout devient clair :

« On comprend que c'est dans un pays en moyenne arriéré qu'il est le plus facile d'avoir une industrie particulièrement avancée.

« Voilà l'explication des puissances exportatrices de certains pays que l'on expliquait généralement par le bas niveau des salaires.

« Le niveau moyen des salaires n'intervient pas, pas plus que les charges sociales moyennes.

« Ce qui compte encore une fois c'est l'inégalité relative.

« Quant nous donnons actuellement une aide à l'exportation, ce qui agit, ce n'est pas l'amélioration du prix de revient par rapport à l'autre pays, mais par rapport aux autres industries du pays.

« Vous créeriez aussi bien cette puissance exportatrice en aggravant les charges des autres industries du pays exportateur.

« Un exemple de ce point particulier est donné par la puissance exportatrice française dans le domaine des industries restées en état à la libération, telle que le textile, puissance qui a disparu quand les autres industries se sont remontées et qu'on a attribué à de tout autres causes : augmentation des salaires, augmentation des charges sociales — (ce qui ne veut pas dire que cette augmentation n'a pas d'autres inconvénients, mais ils n'interviennes pas dans le cas présent).

« On comprend aussi la puissance exportatrice de certaines grandes nations qui ne paraissent pourtant pas être à la tête du progrès dans le domaine des exportations qu'elles réalisent le plus facilement.

« L'explication se trouve dans la déficience de leur agriculture qui était peu efficace.

« On comprend aussi comment le progrès rapide d'une industrie dans un pays peut arrêter totalement certaines exportations qui sont tout à fait étrangères à cette industrie.

« Essayons, à la lumière de ces idées générales, de voir plus en détail ce qui se passe pour les échanges avec les Etats-Unis.

« Ils sont plus efficaces que nous en heures de travail mais nous comprenons maintenant que nous pouvons les concurrencer, malgré cela, puisque nous savons qu'il suffit d'avoir une inégalité relative d'efficacité chez nous pour atteindre le but. Encore une fois, pour exporter des chaussures françaises, on n'a pas besoins de fabriquer moins chères que les chaussures américaines mais moins chères que les bicyclettes françaises. Donc, les mesures qui tendent à créer cette inégalité d'efficacité en France atteindront leur but.

« Réciproquement, nous ne pouvons tout favoriser, tout exporter, il faut choisir, nous avons vu précédemment que le progrès de l'efficacité des bicyclettes avait arrêté toutes les exportations auparavant florissantes.

« Il faudra donc déterminer les exportations les plus intéressantes. Puisque l'exportation est fonction des différences de l'efficacité réelle ou provoquée des activités, elles ne peuvent toutes être les premières.

« Tout à l'heure, au passage, j'ai insisté sur ce fait que, comme les investissements, les exportations ne sont pas bonnes en soi, il faut que l'échange final qui en résulte soit avantageux.

« Vous vous rappelez l'histoire marseillaise qui disait : « j'exporte du beurre, on me donne du papier en échange, avec lequel j'emballe le beurre que j'envoie ».

« Certaines opérations ne sont guère meilleures dans leur finalité, il faut s'en méfier.

« Ce choix des industries à favoriser est capital ; et c'est un des problèmes essentiels qu'aura à résoudre l'organisation dont nous avons parlé : ces remarques nous font toucher du doigt combien il faut connaître toute la vie économique du pays pour pouvoir décider.

L'influence des changes.

« Il faut maintenant examiner comment ces questions peuvent se compliquer du fait du cours du change.

« Il faut bien comprendre qu'il n'y a pas de change dans l'absolu en dehors des échanges que nous faisons avec les pays intéressés. Si nous n'échangions rien avec l'Amérique, nous pourrions afficher dans le cabinet du ministre des finances : « Le dollar vaut un franc ». Cela nous donnerait peut-être une satisfaction d'orgueil que je ne comprends pas personnellement (je ne vois pas pourquoi on peut être fier, par exemple, d'avoir un étalon de mesure des longueurs plus grand que celui d'un autre pays — il faut choisir le plus pratique, le plus commode et c'est tout).

« En tout cas, cet affichage ne correspondra à aucune réalité. Au contraire, si nous apportons une voiture Citroën en Amérique, par exemple, les acheteurs américains comparant la voiture à celles du marché américain, en donneront un certain nombre de dollars. Supposons qu'ils en donnent 2.000 dollars.

« Si en France, la voiture vaut 700.000 F, cela donnera un cours du dollar de 350 F. Le vendeur fera l'opération si avec ses 2.000 dollars, il trouve en Amérique plus de marchandises qu'il n'en trouve en France avec ses 700.000 F (c'est l'expression de la puissance exportatrice que nous avons définie plus haut).

« Lorsqu'on a fait beaucoup d'opérations comme celle-là, et dans les deux sens, on a finalement un cours moyen du change. Mais un change n'a de certitude que pour les échanges passés. Pour les échanges futurs, c'est un espoir qui peut ou non se réaliser, s'aggraver ou s'améliorer.

Si l'on veut garder l'ancien taux malgré la variation des échanges nouveaux, il faut, d'une manière ou de l'autre, donner une soulte, compensation en or, etc.

« Les mesures compensatrices que nous avons examinées précédemment peuvent avoir un double caractère. Une partie peut servir à maintenir un cours du change qui ne correspond pas à l'échange réel, une autre partie peut servir à créer l'inégalité interne par rapport aux autres parties de l'économie du pays, source de la puissance exportatrice quand elle n'existe pas naturellement.

« Ceci nous éclaire sur la nature de l'aide à l'exportation dans son aspect monétaire.

« Dans les mesures compensatrices il y a donc une partie essentiellement relative au change qu'on pourrait faire disparaître en adaptant le change aux échanges réels. La deuxième partie, créant des inégalités, ne peut disparaître que si l'on trouve naturellement des industries suffisamment avancées par rapport aux autres, dans notre pays, et dont la production intéresse les Etats-Unis, ou si nous savons promouvoir l'efficacité de ces industries. La solution ne peut être, pour cette deuxième partie, comme on l'a laissé entendre, dans une augmentation générale de l'efficacité, ni dans une diminution générale des charges.

« Au contraire, pour la première partie, adaptation du cours du change, on peut revenir au change correct par diminution générale des charges, ou augmentation de l'efficacité générale. Mais cela ne servirait à rien si l'on n'a pas d'abord la puissance exportatrice.

« Je comprends parfaitement que je n'ai pu aborder que superficiellement ces très importants problèmes. J'espère cependant que ces aspects de la question feront réfléchir les responsables.

« Par les voies habituelles, on est conduit à une impasse, tout le monde s'en rend compte. Ces explications, si incomplètes soient-elles, paraissent à votre commission des finances de nature à offrir une base de discussion qui pourrait être à la source de cet équilibre libre tant recherché des échanges extérieurs, si nécessaire à la France, à l'étranger et au monde.

« Malgré toutes les marques d'intérêt données de tous côtés à ces vues, il ne semble pas que les responsables de notre commerce extérieur en aient tiré des principes d'action. »

Sous les réserves d'ordre général énoncées à la page 31 du tome II du présent rapport, votre commission vous propose de voter les crédits de l'industrie et du commerce.

INTERIEUR

Rapporteur spécial. M. Jacques MASTEAU.

Les grandes masses du projet de budget du ministère de l'intérieur pour 1957 s'élèvent à :

Dépenses de fonctionnement (titres III et IV), 120.761 millions de francs.

Dépenses en capital :

Autorisations de programme, 82.850 millions de francs.

Crédits de payement, 81.459 millions de francs.

Dépenses sur ressources affectées (fonds national d'investissement routier):
Autorisations de programme, 20.115 millions de francs.
Crédits de payement, 16.800 millions de francs.
En 1956, les chiffres correspondants étaient:
Dépenses de fonctionnement, 102.839.500.000 F.
Dépenses en capital:
Autorisations de programme, 68.050 millions de francs.
Crédits de payement, 62.290 millions de francs.
Dépenses sur ressources affectées:
Autorisations de programme, 12.400 millions de francs.
Crédits de payement, 16.800 millions de francs.

PREMIERE PARTIE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

I. — Analyse des crédits.

L'augmentation apparente des dépenses de fonctionnement sur 1956 ressort à 17.922.300.000 F, soit 3.573.800.000 F au titre des services votés et 14.348.500.000 F au titre des autorisations nouvelles.

Le crédit de 3.573.800.000 F demandé au titre des services votés résulte d'une part:

— *d'une* augmentation de 8.478.500.000 F sur les moyens des services, traduction des majorations de traitements, de taux d'indemnités, de la réduction de l'abattement pour marge d'inexécution servant au calcul du montant de la participation de l'Etat aux services de police et d'incendie de la ville de Paris;

— d'une réduction de 4.645.100.000 F sur ce même poste, provenant essentiellement de la suppression de crédits non renouvelables ouverts en 1956 (dont 2.079 millions de francs au titre des élections législatives), d'une économie chiffrée à 1.057.400.000 F correspondant à la suppression de 1.502 emplois, et à la réduction de diverses dotations de personnel et de matériel, enfin;

— d'une réduction de 259.600.000 F sur les crédits des interventions publiques dont notamment 100 millions sur les subventions pour dépenses des services d'incendie et 84,5 millions sur les subventions de caractère obligatoire en faveur des collectivités locales.

Au titre des autorisations nouvelles, la majoration prévue de 14.348.500.000 F provient essentiellement d'un ajustement pour une somme de 13.075 millions de francs de la subvention d'équilibre à l'Algérie;

— d'une majoration de 50 millions de francs des crédits de secours et d'assistance aux citoyens français et musulmans originaires d'Algérie et résidant dans la métropole;

— d'une majoration de 1.323.500.000 F des crédits affectés aux moyens des services.

Parmi les différentes mesures prévues, il convient de noter: la réalisation d'une deuxième tranche d'amélioration de la situation des agents de la sûreté nationale dans le cadre de la parité de rémunération avec les personnels de la préfecture de police, qui entraîne une dépense de 436.500.000 F, l'avancement automatique des fonctionnaires qui rend nécessaire l'augmentation des crédits inscrits pour insuffisance des dotations calculées sur la base des traitements moyens (en plus 334.800.000 F) et la poursuite de la modernisation des moyens d'action de la police et de la protection civile (109.500.000 F).

— enfin d'une réduction de 100 millions de francs sur les crédits de subvention en faveur des collectivités locales.

Cette brève analyse permet de constater que, mise à part la majoration des crédits prévus en faveur de l'Algérie qui sera traitée lors de l'examen des dépenses en capital, le budget de l'intérieur est essentiellement un budget de reconduction, les crédits de subvention aux collectivités locales subissant toutefois un sérieux abattement.

L'examen de votre commission des finances a porté plus particulièrement sur les questions suivantes:

II. — Les moyens des services.

A. — *Questions de personnels.*

1° Effectifs.

Le projet soumis prévoit la suppression de 1.502 emplois vacants se répartissant ainsi qu'il suit:

a) Administration centrale: 15 employés de bureau.

b) Service des préfectures:

Personnel titulaire: 3 attachés de préfecture de 1re classe; 4 attachés de préfecture de 2e classe; 3 attachés de préfecture de 3e classe; 2 secrétaires administratifs de classe exceptionnelle; 6 secrétaires administratifs de 1re classe; 12 secrétaires administratifs de 2e classe; 9 commis principaux de classe exceptionnelle; 81 commis principaux et commis échelon ordinaire; 250 sténo-dactylographes; 126 agents de service. Total pour le personnel titulaire, 496.

Personnel non titulaire: 4 emplois de contractuels. Total pour le service des préfectures, 500;

c) Centres administratifs et techniques interdépartementaux, 85 ouvriers du groupe III.

d) Sûreté nationale: 900 emplois de gardiens; 2 emplois d'ouvriers. Total pour la sûreté nationale, 902.

Total général, 1.502.

Cette mesure, théoriquement, doit provoquer une économie de 535 millions. En réalité, l'économie définitive n'est que de 6 millions 400.000 F, puisque ces suppressions d'emplois vacants entraînent la nécessité de procéder à l'ajustement des déductions pour vacances d'emplois, soit une majoration corrélative de 528 millions 600.000 F. Une telle mesure est donc plus apparente que réelle et nous craignons au surplus qu'il n'en résulte, pour les services, une gêne supplémentaire dans la gestion du personnel.

Notons également que le service national des préfectures subit, une fois de plus, une compression de 500 emplois. Si l'on se rappelle les importantes réductions d'effectifs supportées par le cadre des préfectures depuis plusieurs années, on doit en conclure qu'elles ont atteint à présent leur extrême limite et qu'il serait dangereux, pour le fonctionnement d'un service aussi essentiel à la vie publique, d'aller plus loin dans cette voie.

2° Corps préfectoral et administration centrale.

Nous ne pouvons que nous réjouir de voir que le plan d'aménagement des postes du corps préfectoral inscrit au budget de 1955 se poursuivra en 1957. L'application conjuguée de ce plan et des mesures prévues par la loi de finances du 4 août 1956 doit permettre le redressement progressif de la situation regrettable dont votre commission des finances s'était inquiétée dans ses précédents rapports.

Rappelons toutefois à ce sujet que l'article 125 de la loi du 4 août 1956 précitée faisait obligation au Gouvernement de prendre, avant le 1er janvier 1957, toutes mesures réglementaires et, au besoin, de déposer un projet de loi pour la remise en ordre de la situation du corps préfectoral.

Cette réforme fait actuellement l'objet d'études. Votre commission des finances, en plein accord avec celle de l'Assemblée nationale, se réserve d'examiner attentivement ce problème dans le cadre des décrets de répartition qui lui seront soumis

Par contre, rien n'a encore été accompli dans le domaine de l'administration centrale dont le rôle ne doit cependant pas être mésestimé. Comme les années précédentes, sa situation nous est un sujet de préoccupation. La perspective d'une carrière exempte de débouchés et de possibilités d'avancement normal est de nature à provoquer bien des découragements.

Nous insistons auprès de M. le ministre de l'intérieur pour qu'interviennent sans délai les mesures propres à rendre définitivement à l'administration centrale un fonctionnement pleinement satisfaisant, en reprenant par exemple l'œuvre de certains de ses prédécesseurs en ce qui concerne les mouvements de personnels et la création de débouchés nécessaires à la santé de ses cadres supérieurs.

3° La situation de la police.

Le Parlement, en 1956, s'était préoccupé plus particulièrement de deux questions, celle du régime de retraites des personnels de la préfecture de police et celle de la réalisation de la parité de rémunération entre les fonctionnaires de la sûreté nationale et ceux de la préfecture de police.

a) *Parité.*

Nous ne reviendrons pas sur cette question qui semble en bonne voie de règlement. Un crédit de 436.500.000 F est demandé cette année pour permettre l'intervention, à compter du 1er juillet 1957, d'une deuxième tranche d'amélioration de la situation des personnels de la sûreté nationale, une première tranche, prenant effet du 1er juillet 1956, étant en cours de réalisation. Nous prenons acte de cet effort important et demandons que l'harmonisation des carrières des personnels comparables de la sûreté nationale et de la préfecture de police soit poursuivie.

b) *Régime de retraites.*

Nous avons exposé dans notre précédent rapport quelles étaient les revendications des personnels de la préfecture de police qui réclament le retour aux avantages particuliers, prévus en matière de retraites, par un règlement de 1922. Cette question fait actuellement l'objet d'études poussées entre les départements de l'intérieur et des finances.

Le rétablissement des droits supprimés par la loi du 3 juillet 1941 paraît certes équitable, mais nous voudrions qu'il ne puisse aboutir à faire supporter par les petites communes les privilèges consentis à la ville de Paris.

Les agents de la préfecture de police sont, en effet, affiliés à la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales dont le règlement prévoit, pour les collectivités des charges, communes et égales.

Nous demandons dès lors à M. le ministre de l'intérieur et à M. le secrétaire d'Etat au budget qu'il soit bien précisé, dans les décisions à intervenir, que l'attribution d'avantages spéciaux à une catégorie de personnels ne pourra, en aucun cas, entraîner des charges nouvelles pour les collectivités autres que celles dont relèvent les bénéficiaires.

Enfin, nous rappelons une fois de plus nos précédentes demandes tendant à faire apparaître la ventilation des effectifs de la sûreté nationale entre les services centraux et les services extérieurs. La présentation actuelle du budget voté ne permet pas au Parlement d'être informé de la répartition des effectifs du ministère de l'intérieur et nous aimerions que celle-ci nous soit donnée de façon précise à l'appui des décrets de répartition.

De même, nous avions préconisé depuis 1955 le regroupement en un seul service médical des différentes activités qui dépendent actuellement de la direction générale de la sûreté nationale, de la direction des services financiers ou de la direction du personnel, en vue d'une meilleure coordination et d'une gestion plus économique. Nous souhaiterions que ce vœu soit suivi d'effets.

B. — *Subventions à la préfecture de police.*

Cette année apparaissent deux majorations concernant les subventions de l'Etat aux dépenses des services de police et d'incendie de la ville de Paris ainsi qu'à celles des personnels administratifs du département de la Seine.

L'une, de 1.545.500.000 F, résulte des relèvements de traitements intervenus en 1956, l'autre, de 1.111 millions de francs, est la conséquence de la réduction de l'abattement pour marge d'inexécution du budget de la préfecture de police qui a été rendue nécessaire par la substitution de régime de la gestion à celui de l'exercice.

Les crédits dont l'inscription est proposée au budget du ministère de l'intérieur pour 1957 au titre de la participation de l'Etat aux dépenses des services de police et d'incendie de la ville de Paris s'élèvent de ce fait à 23.844 millions de francs, soit 21.675 millions pour les services de police et 2.169 millions pour les services d'incendie.

Nous ne pouvons que déplorer de n'avoir aucun contrôle réel de ces crédits. Sans doute, les états de personnels qui servaient au calcul de la subvention figuraient-ils en annexe au budget des années précédentes. Mais depuis l'intervention de la nouvelle procédure budgétaire, les effectifs ne seront plus présentés qu'à l'appui des décrets de répartition.

Aussi, devant l'importance du volume des crédits demandés, votre commission a-t-elle cru devoir, sans attendre, demander le détail des modalités de décompte de la subvention:

Les masses budgétaires donnant lieu à contribution ont été fixées de la façon suivante après accord entre les départements de l'intérieur et du budget (en millions de francs):

Police: services administratifs, 1.484; services actifs Paris, 20.596; services actifs banlieue, 6.536. Total, 28.616.

Sapeurs-pompiers: personnels, 2.288; matériel, 565. Total, 2.853.

Le détail de ces prévisions de dépenses, ainsi que le tableau des effectifs maxima des personnels de la préfecture de police donnant lieu à participation de l'Etat pour 1957 sont donnés en annexe au présent rapport.

Par application des proportions prévues par la loi du 31 décembre 1953 la participation maximum de l'Etat se trouve ainsi établie pour 1957 à 24.580 millions et ramenée au chiffre de 23.844 millions prévu dans le budget après déduction d'un abattement forfaitaire de 3 p. 100 correspondant à la marge d'inexécution probable du budget de la préfecture.

En réalité, l'abattement ainsi effectué ne constitue qu'une simple mesure de précaution tendant à éviter le risque éventuel — et à la vérité fort improbable — d'un crédit trop élevé au moment de la liquidation de la contribution.

Il est à présumer, en définitive, que cet abattement ne jouera point et que le montant réel de la subvention sera supérieur au crédit inscrit sans toutefois excéder le maximum prévu de 24 milliards 580 millions.

A noter toutefois que ces chiffres ne tiennent pas compte des majorations de traitements qui doivent intervenir au 1er juillet 1957 et devront être ultérieurement ajustés en conséquence comme il sera d'ailleurs procédé pour les dotations du personnel du ministère de l'intérieur.

III. — **Les interventions publiques.**

A. — *Les subventions aux collectivités locales.*

Au cours de l'examen du projet de budget pour 1956, la commission des finances avait constaté, avec regret, que le Gouvernement s'efforçait de maintenir les subventions à un niveau fixe et, ce faisant, ne tenait pas compte des charges sans cesse croissantes imposées aux collectivités locales.

Cette année, mise à part une majoration très spéciale de 13.075 millions concernant l'Algérie, cette politique traditionnelle n'est plus complètement suivie puisque nous notons:

Une réduction de 84.500.000 F sur les subventions de caractère obligatoire en faveur des collectivités locales;

Une réduction de 100 millions de francs sur ces mêmes subventions « afin de gager diverses mesures »;

Une réduction de 5 millions de francs sur les secours aux victimes des calamités.

Ces chiffres se passent de commentaires et il est permis de se demander si les charges qui résultent de mesures de caractère véritablement national ne se trouvent pas reportées sur les collectivités locales alors qu'elles doivent les subir sans pour autant participer à leur élaboration.

Le Gouvernement s'est efforcé de justifier ces réductions devant votre commission des finances à laquelle il a donné les explications suivantes:

a) Réduction de 100 millions. — Subventions pour les services d'incendie et de secours.

« Les crédits prévus pour les subventions destinées à permettre aux collectivités locales de se procurer le matériel nécessaire pour la lutte contre l'incendie étaient depuis plusieurs années devenus nettement insuffisants. En effet, ces crédits qui, pendant les années 1950 à 1952, dépassaient 700 millions, ont été, à partir de 1953, ramenés à 500 millions en moyenne. Cette réduction qui ne correspondait pas, bien au contraire, à une diminution des besoins, a obligé le ministère de l'intérieur à rechercher l'application d'un nouveau système permettant, d'une part, de liquider l'arriéré et, d'autre part, de faire face aux nouveaux besoins.

« Ce système consiste essentiellement dans l'application à la gestion d'un crédit de fonctionnement de la notion d'autorisation de programme et de crédit de payement.

Les demandes d'équipements présentées par les collectivités locales font dorénavant l'objet, non d'attributions immédiates de subventions, mais de promesses de subventions, qui s'étalent sur plusieurs années, suivant un plan s'appliquant à quatre ou cinq années.

« Les collectivités intéressées peuvent ainsi passer les commandes d'équipement et se procurer les avances dont elles ont besoin auprès des divers organismes de crédits. L'Etat leur verse ensuite, par annuités, le montant de la subvention promise.

« Ce nouveau système a permis de prévoir un plan de liquidation de l'arriéré sur cinq années des 750 millions de subventions correspondant aux demandes antérieures. D'autre part, il a donné le moyen d'appliquer un programme quadriennal d'engagement de dépenses d'environ 600 millions. Enfin, c'est cet étalement des subventions versées suivant ce système d'annuités qui a permis de prévoir sur les dépenses de l'espèce un abattement de 100 millions, tout en faisant face aux divers besoins des collectivités locales intéressées. »

b) Réduction de 84.500.000 F. — Subventions aux collectivités locales atteintes par faits de guerre.

« L'attribution de subventions automatiques est réservée aux collectivités locales dont le principal fictif de la contribution foncière des propriétés bâties pour l'année considérée est inférieur au principal correspondant de l'année des premières constructions.

« Cette subvention est égale au produit de la différence entre le montant des principaux fictifs de la contribution foncière bâtie et de la contribution mobilières pour la première année des destructions et ce même montant pour l'année au titre de laquelle la subvention est attribuée par le nombre de centimes communaux mis en recouvrement pour cette dernière année.

« Du fait de la reconstruction, la différence entre le montant des principaux fictifs pour l'année considérée et l'année des premières destructions diminue de plus en plus, ce qui a pour effet de réduire le montant de la subvention.

« Il est permis de penser que la diminution du montant global des subventions enregistrées en 1956 persistera en 1957. En conséquence, le crédit ouvert au budget de 1956, pour le versement desdites subventions, paraît pouvoir être réduit de 184.500.000 F, dont 84.500.000 F affectés au programme d'économies du Gouvernement et 100 millions pour gager diverses mesures nouvelles figurant par ailleurs et tendant exclusivement à améliorer le fonctionnement des services. »

c) Réduction de 5 millions. — Secours d'extrême urgence aux victimes des calamités publiques.

« Dans le cadre de la politique d'économie poursuivie par le Gouvernement, il a été jugé possible de réduire d'une façon modeste les subventions n'ayant pas un caractère obligatoire; c'est dans cet esprit qu'une économie de 5 millions est proposée au titre des secours d'extrême urgence aux victimes des calamités publiques.

Des explications fournies, nous retiendrons l'aveu que les réductions des crédits de subvention pour les services d'incendie et de secours qui ont été opérées depuis 1952 ne correspondaient pas, bien au contraire, « à une diminution des besoins ».

Or, c'est au moment même où les besoins s'accroissent en fonction des nécessités qu'une nouvelle diminution est effectuée sur ces crédits.

Les chiffres suivants éclaireront mieux la situation:

Budget de 1952, 797 millions;
Budget de 1953, 595.141.000 F;
Budget de 1954, 482.269.000 F;
Budget de 1955, 549.999.000 F;
Budget de 1956, 550 millions;
Budget de 1957, 450 millions.

Ainsi, en l'espace de deux ans, la participation de l'Etat s'est trouvée diminuée de 39 p. 100 exactement, dans le temps même où se manifestait une double évolution:

Création dans les départements où elle n'existait pas encore d'une organisation des secours et des services d'incendie;

Réalisations et financements plus nombreux, à l'échelon départemental, des programmes d'équipement plus onéreux de ce fait, parce que plus difficiles à diviser en tranches annuelles.

Le résultat d'une telle politique est connu: actuellement plus de 1.150 millions de subventions restent dus aux collectivités locales et le ministère de l'intérieur a dû prescrire aux préfets, le 12 février 1954, de ne plus transmettre les demandes de subventions concernant les achats de gros matériels, d'engins pompes et les aménagements de points d'eau.

Or, le seul remède préconisé consiste, non pas en l'augmentation des crédits de subvention, mais, bien au contraire, à leur « rationnement » échelonné.

Nous n'ignorons pas les arguments qui peuvent être présentés en faveur du règlement par annuités de subventions pour des dépenses d'équipement qui ne peuvent souvent être réalisées dans l'année même où elles ont été décidées.

Mais, il n'en reste pas moins que les communes et les départements doivent faire l'avance de sommes importantes avec des moyens de trésorerie souvent trop modestes, pour ne recevoir, éventuellement, la subvention de l'Etat que par fractions échelonnées sur quatre ou cinq années.

D'autre part, la commission de l'intérieur a très judicieusement fait remarquer que si, effectivement, les reconstructions effectuées avaient pour conséquence la diminution — en raison de ses modalités de calcul — de la subvention aux collectivités locales atteintes pour faits de guerre, les crédits rendus ainsi disponibles auraient pu utilement, au lieu d'être purement et simplement supprimés, être affectés aux travaux d'équipement pour lesquels les besoins sont considérables.

Nous constatons ainsi que les subventions diminuent en même temps que les besoins augmentent.

Cette situation ne serait pas grave si les collectivités pouvaient espérer recevoir régulièrement, par ailleurs, les ressources auxquelles elles peuvent prétendre:

A notre avis, il s'agit là du problème essentiel qui conditionne la vie même des collectivités locales et votre commission des finances lui a donné toute son attention.

B. — *L'insuffisance des ressources des collectivités locales.*

Le Gouvernement reconnaît lui-même, dans le rapport financier, en faisant le rapprochement des recettes et des dépenses en fonction du revenu national, que les premières ont tendance à s'accroître moins rapidement que les secondes. Les collectivités locales ont à faire face à la même situation, aggravée encore du fait que les dépenses augmentent tandis, que, parrallèlement, les ressources des communes et des départements sont cristallisées, ce qui les prive des bénéfices qu'ils seraient en droit d'attendre d'une participation au développement de l'expansion à laquelle ils contribuent cependant pour une large part.

Les ressources des collectivités locales sont telles en effet, actuellement, qu'il leur est tout au plus permis de faire face aux dépenses ordinaires les plus indispensables sans qu'il leur soit possible de financer les innombrables travaux d'équipement qui s'imposent.

En particulier, le système des centimes additionnels inadapté à l'évolution économique, ne permet pas, en raison des inégalités de répartition qu'il entraîne pour les asujettis, de couvrir les dépenses imposées par la réalisation d'un programme même très limité de travaux. Chacun sait que le moindre projet d'assainissement ou d'adduction d'eau nécessiterait le vote, pour certaines petites communes rurales, de dizaines de milliers de centimes additionnels pour assurer le service des emprunts contractés à cet effet.

Quant à la taxe locale, il n'est plus permis, depuis l'intervention du décret du 30 avril 1955, qui a supprimé la taxe additionnelle à la taxe sur le chiffre d'affaires remplacée par la « taxe locale sur le chiffre d'affaires », d'en attendre un supplément de recettes.

A ce sujet, plusieurs de nos collègues se sont élevés vivement contre le système de garanties de recettes institué par ce même décret.

Rappelons, en effet, que la modification de l'assiette de la taxe locale est de nature à entraîner, pour certaines communes, une perte de recettes qui peut ne pas être intégralement compensée par le relèvement des taux. Aussi, a-t-on prévu que la réforme des taxes sur le chiffre d'affaires devrait garantir aux collectivités des ressources au moins équivalentes à celles résultant de la législation antérieure.

Dans ce but, le décret du 30 avril 1955 a institué un compte annexe auquel sont versées les plus-values des collectivités gagnantes et qui devra, en priorité, compenser les moins-values des collectivités perdantes, le solde disponible après cette compensation devant être réparti entre les collectivités gagnantes et au prorata des plus-values.

En 1955, le rendement de la taxe perçue a été à peine supérieur à celui de l'année 1954, et le déficit résultant du fait que la nouvelle taxe doit couvrir non seulement le produit de l'ancienne, mais aussi celui de la taxe sur le gaz qui a été supprimée et celui des attributions compensatrices non maintenues, a été pris en charge par l'Etat. A cet effet, un crédit de 11 milliards a été inscrit au budget des charges communes dans la loi du 4 août 1956.

Des estimations mêmes des départements de l'intérieur et des finances, il est possible d'escompter, pour l'année 1956, une plus-value d'environ 15 milliards au titre de la nouvelle taxe locale. Mais cette plus-value sera absorbée en totalité par la suppression de la taxe sur le gaz (perte d'environ 3 milliards) et la suppression des attributions compensatrices destinées à rembourser aux collectivités locales les pertes de recettes résultant, d'une part, de la détaxation des produits de large consommation et, d'autre part, du transfert, dans le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée, des travaux immobiliers (environ 12 milliards).

Dns ces conditions, le nouveau régime de la taxe locale produira en 1956 une somme à peu près équivalente au montant total des recettes garanties de 1954.

Les recettes diminuant, l'aide de l'Etat également, il ne reste plus aux collectivités, pour une large part de leurs dépenses, que le seul recours à l'emprunt.

Or, les départements et communes éprouvent actuellement les plus grandes difficultés à trouver les fonds nécessaires du fait, en particulier, des garanties que l'Etat a prévues en faveur des souscripteurs à ses propres emprunts. Il n'est pas exagéré de dire que l'Etat draine à son profit toute l'épargne disponible qui recherche avant tout la sécurité.

Quant aux caisses publiques, elle ne peuvent — ou ne veulent — faire face à la totalité des demandes présentées. A ce sujet, votre rapporteur se doit de s'élever très fermement contre la politique suivie actuellement par les ministères de tutelle; c'est ainsi qu'il a été récemment recommandé aux établissements financiers de diminuer le volume des prêts consentis aux collectivités locales afin que « les départements et les communes réduisent temporalrement leurs dépenses d'équipement, en ajournant les travaux les moins urgents et en étalant l'exécution des autres sur une période de temps plus longue ».

Des dispositions ont déjà été prises en ce sens par certains organismes prêteurs qui écartent, en principe, toutes demandes concernant des opérations « qui ne donnent pas lieu à l'attribution par l'Etat de subventions ou d'avantages équivalents marquant nettement, par leur importance, l'intérêt qui s'y attache », et réduisent ou divisent en tranches, lorsqu'elles atteignent des montants importants, celles relatives aux adductions d'eau, à l'électrification, la voirie et l'assainissement.

Cependant, il s'agit, dans les cas d'espèce, d'emprunts expressément prévus par la loi et régulièrement autorisés. Un tel renforcement de la tutelle administrative ne saurait en aucune façon être justifié par la nécessité de réduire les investissements publics par suite de l'augmentation des charges financières du pays.

En outre, le faible crédit consenti par les caisses publiques est payé très cher et il est particulièrement anormal, à notre sens, que le taux d'intérêt exigé par certaines d'entre elles soit de 5,65 p. 100 alors que les caisses d'épargne locales ne consentent, elles-mêmes, que 3 p. 100, en moyenne, aux particuliers.

Nous pensons que la création, maintes fois demandée, d'une caisse de crédits aux départements et aux communes, assortie d'une diminution des taux d'intérêts et de l'allongement de la durée d'amortissement des emprunts, apporterait un remède partiel à cette situation.

Du bref exposé qui précède, nous voyons que le seul remède d'ensemble consisterait en une réforme complète des finances locales qui mettrait à la disposition des collectivités les ressources qui leur sont nécessaires pour faire face non seulement à leurs dépenses ordinaires mais aussi à leurs charges d'équipement et transférerait au budget général toutes les dépenses se rapportant à des services d'intérêt national sur lesquels les assemblées départementales et communales n'ont aucun pouvoir d'action.

Cette réforme des finances locales, cette revision des rapports entre l'Etat et les collectivités deviennent indispensable et urgente.

C'est pourquoi votre commission des finances, consciente de la gravité de ce problème, avait envisagé, au cours d'un premier examen du budget de l'intérieur, de vous proposer la disjonction des crédits de subventions de fonctionnement — à l'exception de ceux concernant l'Algérie — afin de manifester notre volonté de voir enfin les départements et les communes dotés des ressources qui leur sont nécessaires.

Elle s'était inquiétée notamment de savoir dans quelles conditions, alors qu'aucun crédit n'est inscrit au budget, le Gouvernement entendait assurer le respect des dispositions de l'article 124 de la loi du 4 août 1956 qui a garanti, d'une part, aux collectivités locales pour 1956 et 1957, des recettes au moins égales à 104 p. 100 de celles de 1954, d'autre part, aux collectivités gagnantes 60 p. 100 au moins de leur plus-value par rapport à l'année 1954.

Elle a donc écouté avec un vif intérêt les explications données, sur ces divers points, par M. le ministre de l'intérieur et M. le secrétaire d'Etat à l'intérieur qui lui ont notamment confirmé, en ce qui concerne la garantie de recettes, que le Gouvernement attend les résultats définitifs de l'année 1956 pour demander, dans un collectif, les crédits éventuellement nécessaires. Ceux-ci, en l'état actuel des prévisions, devraient dépasser 10 milliards.

Certes ces explications n'ont pu nous convaincre sur tous les points et en particulier en ce qui concerne l'équité des dispositions du décret du 30 avril 1955 — qui cristallise les ressources des collectivités locales — mais nous reconnaissons que la réforme des finances locales pose un problème complexe dont la solution requiert des études approfondies et prudentes. Aussi bien sommes-nous les premiers à souhaiter que tous les aspects en soient, au plus tôt, parfaitement analysés.

Il n'empêche que dès à présent les besoins des collectivités locales doivent être pris en considération et leur situation améliorée. A cet effet, la première mesure indispensable qui est à prévoir est la majoration du pourcentage de la garantie de recettes qui devrait être porté pour 1957, de 104 à 108 p. 100 et même au delà compte tenu de l'expansion économique, et parallèlement de fixer à 80 p. 100 au minimum au lieu de 60 p. 100 les plus-values encaissées par les collectivités bénéficiaires.

M. le ministre de l'intérieur et M. le secrétaire d'Etat à l'intérieur nous ont paru favorables à ces mesures. Nous leur confirmons notre confiance pour les réaliser.

DEUXIEME PARTIE

DEPENSES EN CAPITAL

I. — Les autorisations de programme.

Par rapport à 1956, les crédits globaux d'autorisation de programme sont en augmentation de 14.800 millions. Cette majoration n'affecte cependant pas tous les postes dont certains, au contraire, sont en diminution:

PROTECTION CIVILE

Un crédit de 1.450 millions d'autorisations de programme avait été ouvert en 1956 pour l'équipement de la protection civile. Aucune majoration n'est donc prévue cette année pour les nouvelles autorisations dont le détail est donné ci-après (en millions de francs):

1° Alerte, extinction, obscurcissement:

Achat et installation de sirènes. — Installation de bureaux départementaux d'alerte. — Réseau de télé-commandes, commandes centralisées (appareils et installations P .T. T. — Liaisons radio. — Prél-alerte: équipement E. D. F. (participation); appareils et installations. — (Etudes et réalisations d'un réseau radio de secours), 300;

2° Abris, équipes de secours, protection contre les gaz et la radioactivité, stockage:

a) Protection des populations contre les effets des bombardements. — Remise en état et aménagement d'abris à l'occasion de travaux neufs, 80;

b) Equipement des services de secours. — Matériel dotant les formations locales, 265;

c) Protection contre les gaz. — Remise en état des appareils de protection individuelle stockés. — Fabrication d'une pré-série d'appareils destinés à la population civile. — Acquisition d'appareils réservés aux membres des équipes d'intervention, 20;

d) Protection contre la radioativité. — Détection (détecteurs et dosimètres). — Protection collective (surveillance de l'air, contrôle de l'eau), 200;

e) Stockage des matériels de protection civile. — Entrepôts et ateliers de réparation et d'entretien du matériel de protection civile stocké en vue de sa distribution à la population ou de son utilisation par le service. — Amélioration des conditions de stockage dans les dépôts-ateliers existants, 85;

f) Hélicoptères. — Acquisition d'appareils, accessoires, hangars, etc., 50.

Total pour le 2°, 700.

3° Protection contre l'incendie, transmissions:

a) Matériel d'incendie, approvisionnement des matériels nécessaires à la formation d'unités de sapeurs-pompiers constituées pour faire face aux sinistres généralisés provoqués par les bombardements; *b*) Matériel de transmissions, approvisionnement des moyens de liaisons des unités de sapeurs-pompiers constituées pour faire face aux sinistres généralisés provoqués par les bombardements; *c*) Infrastructure, implantation de centres régionaux ou départementaux appelés à recevoir, dès le temps de paix, la partie des matériels d'incendie, de protection civile servant à l'instruction des sapeurs-pompiers et à la préparation de leur mobilisation; *d*) Alimentation en eau, étude des moyens nouveaux de pompage et de transport de l'eau nécessaire en temps de guerre pour l'utilisation des matériels d'incendie de protection civile, 330;

4° Protection par éloignement. — Tentes et baraquements pour l'hébergement et l'accueil des réfugiés, 100;

5° Ecoles et centres d'instruction. — Installations complémentaires à l'école nationale de la protection civile, 20.

Total général, 1.450.

Votre commission des finances a le regret de constater qu'en matière de protection civile la politique du Gouvernement demeure inchangée puisqu'aucun effort apparent n'est entrepris.

Les besoins sont cependant réels et l'insuffisance des dotations apparaît encore plus clairement à la comparaison avec les budgets étrangers de protection civile.

Un fait existe, c'est que, dans des grandes nations, la France est la plus en retard dans le domaine de la protection civile.

Nous ne reviendrons pas sur ce qui a été dit sur cette question dans nos rapports précédents. Nous persistons à penser que les crédits de payement et surtout les autorisations de programme nouvelles sont nettement insuffisants pour assurer une véritable protection civile dont la tranche annuelle de programme devait être au moins de 35 milliards si l'on se réfère au seul exemple du Royaume-Uni.

Sans doute notons-nous au budget des charges communes l'inscription d'un crédit de 3 milliards « pour la réalisation d'un programme complémentaire de protection civile ».

Votre commission des finances ayant demandé qu'elles seraient la nature de ce programme et la répartition du crédit entre les différents départements ministériels intéressés a obtenu les renseignements suivants:

« Les crédits demandés ont pour objet d'amorcer l'organisation de la nation pour le temps de guerre et de renforcer sur les points prioritaires les moyens de protection civile et sanitaire.

« La répartition de ces crédits interviendra en cours d'année, par arrêté, au profit des différents départements utilisateurs.

« Bien que l'affectation n'en soit pas encore définitivement arrêtée, il peut d'ores et déjà être indiqué que l'effort portera sur les domaines essentiels suivants: sauvegarde des populations, organisation sanitaire, équipements de secours.

« Il est souligné que, dans le choix des postes de dépenses, il sera tenu compte de l'utilité, dès le temps de paix, des réalisations que ces crédits permettront. »

Cette réponse est à la vérité fort imprécise et les débats qui ont eu lieu devant l'Assemblée nationale n'ont apporté aucune information supplémentaire puisque le crédit spécial de 3 milliards dont il s'agit n'a fait l'objet d'aucune discussion particulière lors de l'examen des dépenses en capital du budget des charges communes ou du budget de l'intérieur.

Aussi, devant les incertitudes qui pèsent dans le domaine de la protection civile, nous devons nous d'insister une fois de plus pour que le Gouvernement veuille bien définir, au cours d'un débat devant le Parlement, la doctrine qu'il entend suivre en cette matière.

Il est permis de penser, à cet égard, qu'entre les 35 milliards de tranche annuelle souhaitables et le milliard et demi qui semble être devenu une tradition, un moyen terme pourrait être envisagé afin de permettre le démarrage d'un véritable plan cohérent, quoique modeste, de protection civile.

EQUIPEMENT DE LA SURETE NATIONALE ET DES SERVICES DES TRANSMISSIONS

Le crédit demandé de 1.758 millions concerne:

— le matériel de la Sûreté nationale pour, 1.508 millions;

— Celui du service des transmissions, pour 250 millions.

Ainsi les crédits affectés à l'équipement de la Sûreté nationale subissent une diminution apparente de 376.600.000 F.

En réalité, cette réduction provient uniquement de la suppression, en 1957, d'une part d'un crédit de 362.100.000 F inscrit en 1956 pour la création de deux C. R. S. et de deux pelotons motocyclistes en Algérie, d'autre part, d'un crédit de 14.500.000 F prévu dans le budget précédent pour l'installation en Algérie d'un groupement destiné à encadrer les quatre C. R. S. organiques en Algérie.

Les dépenses résultant de ces mesures sont prises en charge cette année par le budget algérien.

C'est donc en définitive la reconduction pure et simple des crédits de 1956 qui est proposée pour les opérations nouvelles suivantes (en millions de francs):

1° Services actuellement installés dans des baraquements. Acquisition d'immeubles ou de terrains et travaux de construction, 167,5;

2° Services actuellement installés dans des immeubles occupés sans droit ni titre ou en vertu d'une décision de maintien dans les lieux. — Eaux venant à expiration incessamment. — Acquisition d'immeubles ou de terrains et travaux de construction, 527,5;

3° Services actuellement installés dans des immeubles vétustes et insalubres et autres problèmes urgents. — Acquisition d'immeubles ou de terrains et travaux de construction, 763;

4° Dotation des C. R. S. en véhicules automobiles de reconnaissance et d'intervention, 50.

Total, 1.508.

La dotation actuelle ne permettra certainement pas d'effectuer les opérations immobilières dont nous souhaiterions la réalisation pour mettre fin à des occupations sans titre trop nombreuses ou reloger des services mal installés.

Nous aimerions qu'en cette matière également un véritable programme immobilier soit enfin défini.

Il est appréciable qu'un effort a été accompli dans le domaine de l'équipement des collectivités locales pour les réseaux urbains.

Les crédits de subventions prévus à cet effet sont en augmentation de 1.517 millions par rapport à 1956. Il convient, en outre, d'observer que le budget précédent comprenait un crédit exceptionnel de 200 millions de francs, affecté aux travaux de viabilité consécutifs aux constructions immobilières de la société lorraine de laminage continu. Ce crédit devient donc disponible pour 1957 et, de ce fait, la majoration réelle s'élève à 1.717 millions.

Par contre, nous enregistrons une diminution de 1.800 millions sur les crédits de subvention d'équipement pour l'habitat urbain se décomposant comme suit:

Ilots insalubres, 150 millions;

Habitations, 850 millions;

Opérations H. L. M., 800 millions.

Si la suppression des crédits afférents aux travaux de voirie nécessités par la construction de logement à loyer modéré (800 millions en 1956) n'appelle aucune objection puisque les dépenses de l'espèce sont prises en charge par les crédits des organismes d'H. L. M., la réduction de 150 millions portant sur les crédits affectés à la destruction des îlots insalubres et celle de 850 millions qui s'applique aux crédits prévus pour la création de groupes d'habitations sont particulièrement regrettables.

Sans doute, cette dernière mesure est-elle justifiée par le fait que la dotation prévue doit être « complétée par des prêts du Fonds national d'aménagement du territoire ». Mais, malgré ses demandes écrites, votre commission n'a pu obtenir un renseignement précis sur le montant attendu de la participation du F. N. A. T.

Certes, M. le ministre de l'intérieur a déclaré, lors des débats devant l'Assemblée nationale, et nous a confirmé, au cours de son audition devant notre commission, qu'il avait obtenu « du ministère des affaires économiques et financières des bonifications d'intérêt par l'intermédiaire du F. N. A. T. ce qui permettra de subventionner en réalité des travaux pour un montant d'au moins 4.500 millions ».

Cependant, comme l'a justement fait remarquer notre collègue M. Berthoin, l'intervention d'un nouvel organisme ne pourra qu'apporter une complication supplémentaire dans des procédures déjà trop longues.

Il est permis, malgré tout, de concevoir quelques inquiétudes sur les possibilités ainsi offertes, qui, de toutes façons, ne peuvent constituer à nos yeux qu'un palliatif.

Il nous apparaît essentiel qu'en matière de travaux d'équipement des collectivités locales l'Etat précise exactement quel peut être son effort en ce domaine sur plusieurs années consécutives.

C'est pourquoi nous avons relevé avec satisfaction la création du comité spécialisé numéro deux du conseil de direction du Fonds de développement économique et social qui, par arrêté du 22 juin 1956, publié au *Journal officiel* du 4 juillet, a été chargé, dans le cadre de la préparation du troisième plan de modernisation et d'équipement, de l'élaboration du programme d'équipement urbain.

Ce comité doit examiner les projets les plus importants envisagés par les collectivités pour la période 1957-1961.

Nous savons également que le ministère de l'intérieur a demandé l'élaboration d'une loi de programme lui garantissant un certain volume de crédits pour cinq ans.

De cette manière, les travaux des collectivités locales engagés sur plusieurs exercices budgétaires pourraient bénéficier d'une véritable garantie de financement.

Nous aimerions qu'une telle initiative susceptible d'apporter une amélioration notable à la réalisation des travaux dont il s'agit soit étendue à l'ensemble des opérations d'équipement des collectivités locales tout en espérant que la loi de programme à intervenir tienne compte dans la fixation du volume des crédits des besoins considérables constatés.

Enfin, il sera sans doute possible de profiter de cette loi pour créer la caisse de crédits aux départements et communes, déjà préconisée dans la partie de notre rapport relatif aux dépenses de fonctionnement.

L'AIDE A L'ALGERIE

I. — Le projet de budget pour l'exercice 1957 du ministère de l'intérieur prévoit, au titre de l'aide à l'Algérie, pour son plan d'investissement, des crédits d'un montant de 72 milliards, en augmentation de 15 milliards par rapport au budget de l'exercice précédent:

Subventions: 1956, 16 milliards; 1957, 24 milliards.
Prêts et avances: 1956, 41 milliards; 1957, 48 milliards.
Total: 1956, 57 milliards; 1957, 72 milliards.

Cette augmentation est conforme aux recommandations émises en 1955 par la commission Maspetiol dont les conclusions ont été adoptées par le Gouvernement.

En application, également, de ces recommandations, les 72 milliards de crédits se répartissent en un tiers de subventions et deux tiers d'avances du Fonds d'expansion économique.

L'objet de ces crédits est de concourir au financement du programme d'équipement de l'Algérie (secteur public) et des entreprises nationales situées en Algérie (chemins de fer algériens, électricité et gaz d'Algérie, houillères du Sud-Oranais).

Ce programme s'établit conformément au tableau ci-dessous dressé par les services du ministre résidant en Algérie qui fait apparaître également les dotations au titre de l'exercice 1956-1957.

Il convient de signaler à ce sujet que les crédits prévus au titre de l'exercice 1957-1958 ne sont que prévisionnels car l'exercice budgétaire de l'Algérie commençant le 1er avril, le programme définitif n'est arrêté qu'au cours du mois de février.

L'aide métropolitaine ne couvre pas l'ensemble des dépenses du plan d'investissements de l'Algérie.

Des subventions et avances sont accordées par la métropole à l'Algérie pour les investissements du secteur semi-public et privé.

Pour 1956, la liste de ces subventions et avances qui a été établie par le ministère des finances et des affaires économiques se présentait ainsi pour un total de 13.280 millions.

A. — *Subventions.*

1° Subventions du bureau de recherches de pétrole, 2.280 millions;
2° Subventions du fonds de soutien des hydrocarbures, 600 millions;
3° Divers, 1.300 millions.
Total, 4.180 millions.

B. — *Avances.*

1° Prêts directs du fonds de développement économique et social:
Accession à la propriété rurale en Algérie, 3.000 millions;
Concours divers, 600 millions;
2° Avances du bureau de recherches de pétrole, 1.000 millions;
3° Prêts H. L. M., 4.500 millions.
Total, 9.100 millions.

Votre commission constatera ainsi avec satisfaction que les recommandations du rapport Maspetiol ont été suivies. Un important effort a été fait par le Gouvernement pour accroître l'aide de la métropole à l'Algérie. Une telle politique présente un intérêt évident et nous souhaitons qu'elle soit poursuivie.

II. — **Les crédits de payement.**

L'augmentation des crédits de payement par rapport à 1956 ressort à 19.169 millions. En réalité, si l'on tient compte du fait que le crédit de 3.600 millions de francs ouvert en 1956 pour la construction de casernements en Algérie n'a pas à être reconduit en 1957 car l'opération est terminée, l'augmentation réelle est de 22.769 millions dont 20.012 millions concernent des opérations nouvelles.

Il convient d'observer que, mis à part ceux relatifs aux subventions et prêts à l'Algérie reconduits à leur montant de 1956, les crédits de payement sur opérations en cours s'élèvent à la somme de 7.917 millions, selon le détail ci-dessous:

Equipement de la sûreté nationale, 1.310 millions;
Equipement du service des transmissions, 182 millions;
Equipement de la protection civile, 1.025 millions;
Subventions d'équipement aux collectivités locales, 5.430 millions.
Total, 7.917 millions

Or, le Gouvernement indique que les prévisions inscrites dans les échéanciers du budget de 1956 conduisaient, pour ces mêmes opérations, à un total de 11.485 millions pour 1957.

Le détail de ce chiffre est le suivant:
Equipement de la sûreté nationale, 1.863 millions;
Equipement du service des transmissions, 188 millions;
Equipement de la protection civile, 1.410 millions;
Subventions d'équipement aux collectivités locales, 8.024 millions;
Total, 11.485 millions.

La réduction de 3.538 millions a été rendue possible par l'importance des reports attendus au titre de 1956.

Le volume de ces reports est dû essentiellement aux retards constatés dans l'exécution des travaux notamment de ceux concernant les collectivités locales pour l'achèvement desquels aucun délai n'est imposé.

Or, comparée à celle de 1955, la situation des crédits fait apparaître une accélération sensible des payements.

Il est permis de penser que cette accélération se poursuivra en 1957 et dans ces conditions, il ne faudrait pas qu'à l'avenir les crédits proposés soient calculés de façon trop restreinte ce qui risquerait de compromettre le payement intégral des tranches de travaux réalisées.

TROISIEME PARTIE

DEPENSES EFFECTUEES SUR RESSOURCES AFFECTEES

Les dépenses sur ressources affectées du ministère de l'intérieur concernent les opérations relatives aux tranches départementale, vicinale, urbaine et rurale du fonds routier.

Le Gouvernement, dans le cadre de la politique générale d'économies poursuivie en 1957, avait, conformément à l'article 6 du projet de loi de finances, maintenu la valeur du « point » du prélèvement opéré sur les droits intérieurs afférents aux carburants routiers à son montant de 1956, soit 2.100 millions.

La commission des finances de l'Assemblée nationale a toutefois modifié la rédaction de l'article 6 de la loi de finances, pour exclure du « plafonnement » les tranches vicinale et rurale et ramener la valeur du « point » des tranches nationale, départementale et urbaine de 2.100 à 2.050 millions.

Par la suite, le Gouvernement a déposé dans ce sens une lettre rectificative qui portait de 16.800 à 17.800 le montant des crédits de payement affecté aux tranches du fonds routier gérées par le ministère de l'intérieur en diminuant d'autant la tranche nationale gérée par le ministère des travaux publics.

Dans ces conditions, les crédits de payement pour 1957 s'établissaient comme suit:

Tranche départementale, 5.125 millions;
Tranche vicinale, 7.200 millions;
Tranche urbaine, 3.075 millions;
Tranche rurale, 2.400 millions.
Total, 17.800 millions.

Ainsi la valeur du point des tranches vicinale et rurale se serait élevé à 2.400 millions.

Les tranches départementale et urbaine sont donc en légère diminution alors qu'au contraire apparaissent des majorations de 300 millions pour la tranche rurale et de 1.907 millions pour la tranche vicinale.

Votre commission des finances, pour les motifs exposés dans le tome II du rapport général (page 21), vous propose de revenir à un plafond unique pour toutes les tranches du fonds routier estimant d'ailleurs que, dans les circonstances actuelles, les majorations ou réductions apportées paraissent devoir être plus apparentes que réelles.

Sous les réserves d'ordre général énoncées à la page 31 du tome II du présent rapport, votre commission vous propose de voter les crédits du budget de l'intérieur.

JUSTICE

Rapporteur spécial: M. Jean-Louis TINAUD

Depuis 1953 l'évolution du budget de fonctionnement du ministère de la justice a été la suivante:

1953, 18.347 millions de francs;
1954, 18.988 millions de francs;
1955, 19.092 millions de francs;
1956, 20.343 millions de francs;
1957 (prévisions), 21.379 millions de francs.

Il convient d'ajouter les dépenses en capital (crédits de payement) qui étaient de 112 millions en 1956 et qui figurent au budget de cette année pour 135 millions.

On peut conclure de ces différents chiffres que le budget de la justice a démontré, en cours de ces dernières années, une relative stabilité.

L'augmentation des crédits de 1957 par rapport à 1956 est de l'ordre d'un milliard, soit 5 p. 100 environ.

Les mesures qui ont été d'ores et déjà traduites dans le budget voté de 1956 entraînent une dépense supplémentaire de 1.011 millions et concernent uniquement des dépenses de personnel.

Un effort d'économies portant notamment sur la suppression de 400 emplois a permis de prévoir pour le budget de 1957 des « autorisations nouvelles » d'un montant de 251 millions.

Pour les quatre cinquièmes, ces mesures nouvelles correspondent également à des crédits de personnel. C'est surtout l'amélioration du statut des personnels de l'administration pénitentiaire et de l'éducation surveillée — mesures réclamées depuis longtemps par le Parlement — qui est à l'origine de ces dépenses nouvelles.

Un simple regard sur les dépenses ordinaires du ministère de la justice permet de dire que près de 75 p. 100 des crédits correspondent à des dépenses de personnel, alors que 20 p. 100 concernent les dépenses de matériel, le restant étant attribué aux dépenses diverses.

En ce qui concerne les dépenses de matériel, la commission des finances, une fois encore, insiste sur l'anomalie qui consiste à faire supporter par les collectivités locales les frais de fonctionnement d'un service public en obligeant les budgets départementaux ou communaux à assurer l'entretien des tribunaux et des justices de paix.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler, par ailleurs, que les charges que le budget du ministère de la justice impose au budget général des services publics de l'Etat sont très faibles et en constante diminution: en 1952: 1,16 p. 100; en 1955: 1,06 p. 100 et en 1957: moins de 1 p. 100!

En revanche, le ministère de la justice apporte à l'Etat des recettes importantes qui ne cessent d'augmenter: en 1952: 7.795 millions; en 1953: 8.328 millions et en 1954: 9.735 millions.

L'augmentation des recettes, entre 1952 et 1954, qui était de l'ordre de 30 p. 100 l'emporte très largement sur l'augmentation des dépenses pour la même époque, 18 p. 100!

Il n'entre point dans le rôle de la commission des finances de porter un jugement autre que « numérique » sur le budget qui lui est présenté.

Elle voudrait toutefois, sans trop sortir du cadre ainsi délimité, souligner le « manque de moyens » que le présent budget, pratiquement limité à des dépenses de personnel, met à la disposition du ministère de la justice.

Certes, il convient avant tout de réformer certaines habitudes et certaines méthodes de travail ou même de revoir les structures souvent vétustes de notre administration judiciaire: il n'y a point, en l'espèce, d'incidence budgétaire.

Mais il faut tout de même reconnaître que les budgets successifs du ministère de la justice au cours de ces dernières année ressemblaient par trop à des « distributions rationnées » pour en espérer des résultats simplement satisfaisants.

Le comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics décrivait ainsi la situation des établissements judiciaires en 1950:

« Les conditions matérielles dans lesquelles fonctionne actuellement la justice française ont paru intolérables au comité: des locaux mal entretenus et insuffisamment chauffés, un matériel délabré, une activité entravée par le manque de moyens de transport, de machines à écrire, un manque de documentation entraînent des pertes de temps considérables et contribuent au mauvais rendement de la justice. »

Il convient de dire que sur ce point, comme sur d'autres, les améliorations obtenues sont insignifiantes si on les compare aux nécessités.

Et lorsque nous jetons un regard sur l'organisation de la justice dans d'autres grands pays, nous ne pouvons que constater, avec regret, la misère de nos tribunaux, l'insuffisance de notre organisation pénitentiaire et la médiocrité de la situation faite par l'Etat aux magistrats.

Sous les réserves de ces diverses observations, et celles d'ordre général énoncées à la page 31 du tome II du présent rapport, et dans l'espoir d'une amélioration dès le prochain budget, votre commission des finances vous propose l'adoption des crédits demandés par le Gouvernement pour 1957 au titre du budget de la justice.

PRESIDENCE DU CONSEIL

I. — Services civils.

Rapporteur spécial: M. ROGIER.

Le budget de la présidence du conseil se signale par son caractère disparate, puisque ses crédits concernent, outre les services administratifs de la présidence, des organismes aussi divers que le commissariat à l'énergie atomique, le bureau industriel africain, le service de l'information et les journaux officiels, sans parler des services de caractère militaire qui font l'objet d'un rapport séparé.

La comparaison des crédits demandés pour 1957 avec les dotations de 1956 est donnée par le tableau suivant:

Le total des crédits de payement est dû, à concurrence de 28 milliards 594 millions, à la couverture des autorisations antérieurement accordées et pour 8.174 millions à celle des autorisations nouvellement demandées.

Parmi les principales modifications, on peut citer:

a) Pour les dépenses ordinaires, deux mesures qui, à elles seules, représentent les neuf dixièmes de la majoration demandée:

L'augmentation de la subvention de fonctionnement du commissariat à l'énergie atomique, qui passe de 5.570 à 8.700 millions, plus 3.130 millions;

La création d'un fonds culturel pour la diffusion des journaux et périodiques français à l'étranger, plus 600 millions;

b) Pour les dépenses en capital (autorisations de programme):

La tranche annuelle de programme du commissariat à l'énergie atomique, plus 13.450 millions;

Une accélération du premier plan du même commissariat, plus 3.800 millions;

Une anticipation sur le deuxième plan, plus 10 milliards;

Les recherches minières du commissariat, plus 2.500 millions;

Les recherches minières du B. I. A., plus 1.300 millions.

Votre commission des finances a limité ses observations sur le présent budget à trois sujets:

Le commissariat à l'énergie atomique;

La mise en valeur du Sahara;

Le fonds culturel.

A. — *Le commissariat à l'énergie atomique.*

Comme on vient de le voir, les autorisations de programme demandées pour le commissariat à l'énergie atomique, au titre de 1957, et qui s'élèvent à 29.750 millions ne correspondent que pour moins de la moitié, soit 13.450 millions, à la réalisation de la tranche de programme prévue pour la même année par le premier plan de développement de l'énergie atomique (loi du 24 juillet 1952 et décret du 20 mai 1955), qui s'achève l'an prochain.

Mais il est apparu que les évaluations initiales étaient insuffisantes et qu'il y avait lieu, en outre, d'accélérer le rythme d'exécution de certains travaux, ce qui nécessite un supplément de 3.800 millions.

Par ailleurs, il convient de lancer, sans plus attendre, le second plan quinquennal dont l'élaboration sera prochainement terminée. Une autorisation d'anticipation de 10.000 millions est demandée à ce titre.

Enfin, une autorisation de 2.500 millions est prévue pour les opérations annuelles de recherches minières.

Votre commission des finances approuve pleinement les efforts faits pour permettre à l'industrie atomique de notre pays de prendre, dans un avenir aussi rapproché que possible, le développement nécessaire. Elle ne s'est toutefois pas dissimulé, au cours d'un débat auquel ont pris part notamment MM. Coudé du Foresto, Berlioux, Armengaud et Debû-Bridel, que cette situation, très satisfaisante dans l'ensemble, comportait néanmoins des aspects moins brillants en raison, par exemple, de l'attraction exercée par le commissariat sur l'élite scientifique, au détriment d'autres recherches et de l'enseignement ou encore sur la main-d'œuvre du bâtiment, au grand dam de l'économie générale des régions où sont implantées les constructions de cette nouvelle industrie.

Il est vraisemblable qu'il est impossible d'éviter entièrement ces inconvénients; votre commission insiste toutefois auprès du Gouvernement pour qu'il veille à ce qu'ils soient réduits au minimum et que les importants moyens d'action mis à la disposition du C. E. A. soient utilisés de la manière la plus judicieuse.

B. — *La mise en valeur du Sahara.*

Il ne paraît pas nécessaire que votre rapporteur présente ici de nouvelles remarques sur ce sujet, que notre rapporteur général M. Pellenc a traité dans le cadre de l'exposé général du présent rapport (tome Ier, page 379 à 387). Il vous signalera donc seulement qu'au cours de son examen, votre commission s'est spécialement occupée de l'application, au cas particulier du Sahara, de la résolution que vous avez votée le 11 décembre dernier sur la proposition de MM. Armengaud et Coudé du Foresto et qui invite le Gouvernement « à promouvoir toutes mesures tendant à permettre — dans le cadre des directives de la puissance publique et sous le signe de l'intérêt national, mais sans porter atteinte aux structures actuelles des entreprises publiques, semi-publiques ou privées — des associations plus amples et plus larges d'intérêt entre capitaux publics, semi-publics ou privés en vue de favoriser l'exploitation rationnelle de nos ressources naturelles, la recherche de ces ressources et la réunion des moyens techniques susceptibles d'applications industrielles, par la constitution éventuelle de vastes unités de production dans un cadre juridique nouveau adapté à ces fins ».

Dans cet esprit, votre rapporteur demandera au Gouvernement, dans le cadre de la discussion budgétaire, de répondre avec précision aux deux questions suivantes:

1° Dans le cas où de nouvelles zones de prospection devraient être attribuées ou si des modifications quelconques devaient être apportées à la répartition des participations dans les zones attribuées, le Gouvernement compte-t-il s'inspirer de la résolution votée le 11 décembre au Sénat pour maintenir les droits de l'Etat?

2° Etant donné que le golfe de Gabès présente des difficultés pour accueillir les gros tankers, n'y a-t-il pas intérêt, pour sortir le pétrole de l'Est saharien, à passer par la Tripolitaine? ou à prévoir deux branches au pipe-line qui viendrait des gisements, à partir d'un tronc commun?

C. — *Le fonds culturel.*

Le Gouvernement a demandé l'inscription au budget du service de l'information d'un crédit de 600 millions pour création d'un « fonds culturel » destiné à soutenir la diffusion des journaux et périodiques français dans le monde et notamment dans les territoires de l'Union française, en facilitant la création de nouveaux réseaux de distribution, par un allégement des charges et en particulier des frais de transmission.

Cette ouverture de crédit est compensée par une réduction de la dotation inscrite au budget des affaires économiques au titre de l'aide à l'exportation, la presse ne devant plus, à partir du 1er janvier prochain, bénéficier d'une telle aide.

L'inscription du crédit est faite au titre du service de l'information, le Gouvernement estimant que ce dernier particulièrement qualifié en matière d'aide à la création ou au développement de circuits commerciaux de vente.

Notre collègue, M. Armengaud, s'appuyant précisément sur ce motif, a exprimé l'opinion que le crédit aurait dû continuer à être géré par le département des affaires économiques ou, sinon, par une société d'économie mixte créée à cet effet. Il a exprimé des doutes quant à la bonne utilisation de la dotation aujourd'hui demandée et a proposé en conséquence son rejet. Votre commission ne l'a pas suivi en ce sens, eu égard à la décision générale qu'elle a prise et qui est motivée sous l'article 9 du projet de loi. Elle n'en manifeste pas moins son désir d'être, sans tarder, plus complètement éclairée sur ce sujet et notamment sur le point de savoir dans quelle proportion les sommes versées seront reversées aux compagnies de transport aérien qui font bénéficier la presse de tarifs réduits.

C'est donc, en conclusion, sous la réserve générale qui vient d'être rappelée et sous le bénéfice des observations particulières ci-dessus, que votre commission vous propose d'accepter sans modification les crédits du budget de la présidence du conseil (services civils).

II. — Services de la défense nationale.

Rapporteur spécial: M. Georges LAFFARGUE.

Trois sections du budget de la présidence du conseil sont afférentes aux services de la défense nationale:

Secrétariat général permanent de la défense nationale;

Service de documentation extérieure et de contre-espionnage;

Groupement des contrôles radioélectriques.

L'augmentation constatée de 106 millions est afférente pour la quasi-totalité (99 millions) aux services votés et pour 7 millions seulement aux autorisations nouvelles.

Il s'agit, à ce dernier titre, de vacations pour la recherche opérationnelle (1 million) et de la prise en charge des services du G. C. R. en Tunisie et Maroc, jusqu'à présent rayés sur fonds de concours versés par ces deux Etats (6 millions).

Les autorisations demandées pour les dépenses en capital sont incluses dans les montants présentés ci-dessus au titre des services civils. Elles s'élèvent à 20 millions pour le S. D. E. C. E. et 90 millions pour le G. C. R.

Ces différentes propositions n'ont appelé aucune observation particulière de la part de votre commission qui vous propose de les approuver sur les réserves d'ordre général énoncées à la page 31 du tome II au présent rapport.

VOLUME IV

Introduction.

Les crédits demandés au projet de loi de finances pour le ministère de la reconstruction et du logement sont les suivants en chiffres arrondis de: 237,2 milliards de francs, soit une augmentation de 14,5 milliards de francs par rapport à ceux accordés pour 1956 (222,7 milliards).

Les crédits prévus sont répartis entre les différents postes comme suit:

— dépenses ordinaires (fonctionnement), 12,9 milliards, soit une augmentation de 202 millions (1,6 p. 100);

— dépenses en capital (investissements), 4,3 milliards, soit une augmentation de 1.961 millions (83,5 p. 100);

— réparation des dommages de guerre, 220 milliards, soit une augmentation de 13.329 millions (6,4 p. 100).

Dans leur ensemble, les crédits sont en augmentation de 6,5 p. 100 par rapport à 1956. Mais il convient de rappeler que les crédits de 1956 avaient subi un abattement de 38 milliards (soit 14 p. 100) par rapport à ceux accordés en 1955.

Nous allons successivement étudier les différentes catégories de dépenses.

I. — LES DEPENSES ORDINAIRES EN 1957

Les dépenses de fonctionnement (ou dépenses ordinaires) portent sur 12,8 milliards, dont: 11,5 milliards pour le titre III: « Moyens des services » et 1,3 milliard pour le titre IV: « Interventions publiques ».

La répartition de ces crédits entre les « Services votés » et les « Autorisations nouvelles » ressortissent du tableau ci-après, qui permet en outre de faire la comparaison avec les dotations accordées en 1956 pour les postes correspondants.

Le développement des propositions du Gouvernement est exposé ci-après pour chacun des titres III et IV.

1° Titre III. — Moyens des services.

A. — *Propositions du Gouvernement pour le budget de 1957 (dépenses de fonctionnement) et modifications par rapport aux crédits accordés pour 1956.*

Les crédits demandés par le Gouvernement sont de 11.529.800.00 F.

Les crédits ouverts pour 1956 étant de 11.246.900.000 F, les modifications proposées pour 1957 portent sur: services votés, 32.300.000 F; autorisations nouvelles, 250.600.000 F. Total, 282.900.000 F en plus.

Nous retracerons ci-dessous les principales différences par rapport à 1956 (en millions de francs).

a) Services votés.

Les mesures qui ont été d'ores et déjà traduites dans le budget voté de 1956 entraînent une dépense supplémentaire de 778.

L'extension en année pleine de 450 suppressions d'emplois effectuées dans le budget de 1956 entraîne une réduction de crédit de 119,2.

La non-reconduction des crédits non renouvelables accordés en 1956 au titre des dépenses de matériel se traduit par une diminution de 58,5.

Dans le cadre des mesures générales de réduction des effectifs, compte tenu de l'amenuisement progressif des tâches de liquidation des dommages de guerre, il est proposé de supprimer 850 emplois, soit un économie de 459,8.

Compte tenu des suppressions d'emplois effectuées, les crédits de matériel ont pu être réduits de 28,9.

En raison de l'avancement des opérations relatives à l'étude des dossiers de dommages de guerre, les crédits affectés au payement des expertises et des notifications des créances de dommages de guerre ont été diminués de 60.

En raison de l'avancement des travaux de reconstruction immobilière, il a paru possible de renoncer au concours de quinze architectes en chef et architectes-conseils, d'où économie de 14.

En résumé, les économies réalisées se montent à 714, alors que les augmentations intervenues portent sur 796, d'où augmentation pour les « services votés » de 32,3;

b) Autorisations nouvelles.

L'avancement statutaire des personnels des services extérieurs, longtemps ralentis par les opérations de titularisation, ne peut plus être ajourné en raison de l'effort supplémentaire qui sera nécessairement imposé à ces agents à la suite des réductions d'effectifs qui ont été décidées, d'où crédits nécessaires de 135,5 en plus.

Les difficultés croissantes des travaux de déminage et de désobusage conduisent à prévoir un ajustement des crédits de personnel et de matériel correspondants. La mesure proposée représente un crédit supplémentaire de 14.

Il est proposé de mettre à la charge de la C. A. R. E. C. le payement des personnels affectés au gardiennage des baraquements provisoires, d'où économie de 32.

L'installation définitive de certains services dans des immeubles neufs et l'aménagement des locaux actuellement utilisés conduisent à demander un crédit exceptionnel de 26,2.

Enfin, la prise en charge par le M. R. L. du service chargé de la liquidation des dommages de guerre d'Indochine, antérieurement confiée aux Etats associés, se traduit par une dépense supplémentaire de 84.

L'ensemble de ces mesures comporte une réduction de crédits de 52,3 pour des augmentations de 282, d'où augmentation pour les autorisations nouvelles de 250,6.

Total pour les modifications proposées pour le titre III, 282 en plus.

B. — *Examen en commission des finances des crédits du titre III (moyens des services).*

Les observations et commentaires portent essentiellement sur les points suivants:

Suppression de 850 emplois (économie de 459 millions de francs).

Compte tenu des vacances existant actuellement et des départs susceptibles d'intervenir au cours des prochains mois pour des raisons diverses (limite d'âge, démission, etc.), le nombre de licenciements d'agents en fonctions, auxquels il devra être procédé d'office pour atteindre le chiffre de 850 suppressions d'emplois, est estimé à 450 par le ministère.

En l'absence d'une réglementation particulière (celle prise pour l'application de la loi du 3 septembre 1947 étant devenue caduque), il est envisagé de procéder aux licenciements en prenant en considération, en premier lieu, la valeur professionnelle des agents et en départageant les intéressés, à valeur professionnelle égale, en fonction de critères tels que la situation de famille, l'ancienneté, les titres de guerre et de résistance, etc. Les commissions administratives paritaires seront appelées à émettre un avis sur les propositions de licenciement établies par l'administration

Dans la mesure du possible, les agents licenciés seront reclassés soit auprès d'organismes para-publics dont l'activité est orientée et contrôlée par les services du ministère, soit auprès d'organismes publics par l'intermédiaire du centre d'orientation et de réemploi du secrétariat d'Etat au travail. A défaut d'un reclassement dans un emploi public équivalent à celui précédemment occupé par eux, les intéressés bénéficieront d'une indemnité de licenciement dans les conditions prévues par le décret du 3 février 1955, applicable à l'ensemble des personnels non titulaires de l'Etat, licenciés pour des motifs autres que disciplinaires.

En outre, un projet de texte, élaboré par M. R. L. et actuellement à l'étude dans les services du budget, tend à prévoir l'octroi aux intéressés d'un pécule, cumulable avec l'indemnité de licenciement ou, pour ceux qui réuniraient au moins 15 années de services, l'admission au bénéfice d'une pension proportionnelle.

Votre commission des finances accepte ces suppressions d'emploi, mais estime qu'il est grand temps de définir enfin, comme l'a demandé le Parlement, les tâches permanentes de ce ministère, de façon à clarifier la situation du personnel. L'instabilité actuelle est préjudiciable au moral des meilleurs agents. Votre commission, en décidant par ailleurs la disjonction de l'article 92 prévoyant la titularisation de 650 agents temporaires, a marqué son désir d'obtenir du ministre des précisions sur ce sujet.

Opérations relatives à l'étude des dossiers de dommages de guerre expertises et constats de dommages de guerre (économie réalisée: 50 millions).

Les crédits de ce titre sont affectés à l'exécution des missions d'expertises et de contre-expertises nécessaires pour l'instruction et l'évaluation des demandes d'indemnités présentées, ainsi qu'à toutes mesures d'enquête concernant l'origine des dommages.

En 1956, le service central et les services départementaux ont disposé de 138 millions, alors que pour 1957 la dotation prévue n'est que de 88 millions.

L'état d'avancement des opérations d'évaluation qui atteindront, au 31 décembre 1956, près de 90 p. 100 des dossiers afférents aux différentes natures de dommages, a permis cette réduction de 50 millions.

Il existe cependant encore un certain retard dans les évaluations des dossiers du plan national (éléments d'exploitation 65 p. 100) ainsi que pour ceux qui concernent l'immobilier et les éléments d'exploitation industriels et commerciaux dans les directions les plus importantes: Moselle, Nord, Pas-de-Calais, Seine-Maritime, Seine et Bouches-du-Rhône).

Par ailleurs, en matière d'éléments d'exploitation agricoles, des expertises importantes restent encore à effectuer dans le domaine des dossiers de cultures spécialisées.

En outre, l'instruction d'un grand nombre de dossiers devra être reprise en fonction des nouvelles dispositions des lois des 18 juin et 4 août 1956 (dommages alliés et exclusion des acquisitions en matière de remploi).

Enfin, 20 p. 100 environ des dossiers font l'objet, après étude par les services, de demandes d'explications de la part des architectes ou experts ou de recours aministratifs ou contentieux. Ces litiges nécessitent alors le plus souvent la désignation de contre-experts ou de nouvelles mesures d'information.

Frais d'affranchissement pour la notification des créances et des indemnités de dommages de guerre (économie de 10 millions).

En 1956, les besoins avaient été estimés et retenus pour le chiffre de 30 millions de francs. Ils sont ramenés à 20 millions en 1957, l'activité des services départementaux en cette matière n'ayant pas correspondu aux prévisions, une priorité dans les tâches ayant été attribuée à la réalisation des opérations mobilières.

La commission constate que si un effort considérable a été effectué dans le domaine des fixations et notifications de créances et particulièrement dans le domaine du mobilier, par contre les barèmes R. I. C. A. restent ce qu'ils étaient. Aucune amélioration sensible n'a été constatée en ce qui concerne les indemnisations des commerçants, industriels et artisans pour les pertes de stocks, malgré les promesses formelles de secrétaire d'Etat au budget lors de la discussion du budget de 1956.

Suppression de 15 postes d'architecte en chef et architecte-conseils (économie 14 millions).

Un plan quadriennal de résorption des architectes en chef de la reconstruction avait été établi en 1955 et prévoyait que le nombre des architectes en chef et des architectes-conseils devait être fixé à:

— 100 à partir du 1er janvier 1955;
— 90 à partir du 1er janvier 1956;
— 80 à partir du 1er janvier 1957;
— 70 à partir du 1er janvier 1958,

et demeurer stabilisé à ce chiffre dans les années suivantes.

Le Gouvernement propose de fixer dès maintenant à 75 le nombre des architectes en chef et des architectes-conseils de la construction, marquant une accélération dans la réalisation du plan de compression prévu.

Service de déminage et de désobusage (augmentation du 14 millions de francs).

L'activité du service de déminage a encore été considérable en 1956.

Les demandes d'intervention ont été plus nombreuses cette année qu'en 1955 (11.444 en 1956 contre 10.933 en 1955 pendant les neuf premiers mois).

Le nombre des engins neutralisés a été de 212.860 au cours des neufs premiers mois auxquels s'ajoutent 2.270 bombes neutralisées.

Le volume de travail étant resté pratiquement constant depuis 1951, les effectifs théoriques n'ont pas varié et comportent:

24 démineurs; 20 agents dont 6 employés à temps complet; 28 chauffeurs.

Seul l'effectif « terrassiers », main-d'œuvre complémentaire embauchée sporadiquement suivant les besoins, a été ramené à 10 depuis 1954, contre 15 pendant les années antérieures.

Des artificiers militaires prêtent leur concours, uniquement en désobusage, dans les départements de faible importance où la présence d'un démineur ne se justifie pas.

Mise à la charge de la C. A. R. E. C. des personnels affectés au gardiennage des baraquements provisoires (économie de 32 millions).

Le Gouvernement propose de réaliser sur le budget général une économie de 32 millions en mettant à la charge de la C. A. R. E. C. le payement des personnels affectés au gardiennage des baraquements provisoires.

Nous remarquons que cette économie est purement nominale et part du principe qui consiste à prélever sur les crédits affectés à l'indemnisation des sinistrés les fonds nécessaires pour couvrir des dépenses de gestion.

Sous le bénéfice de ces observations, votre commission des finances a approuvé l'ensemble des mesures ci-dessus proposées.

2° Titre IV. — Interventions publiques.

A. — *Propositions du Gouvernement.*

Les crédits demandés par le Gouvernement portent sur 1.376,8 millions.

Les crédits ouverts pour 1956 étant de 1.456,9 millions, les modifications proposées pour 1957 s'analysent de la façon suivante:

Services votés, — 80,1 millions;
Autorisations nouvelles, *néant.*
Total, — 80,1 millions.

Les augmentations des rémunérations publiques applicables aux personnels des groupements de reconstruction et de remembrement, se traduisent par une dépense supplémentaire de + 21 millions.

La subvention totale accordée au centre scientifique et technique du bâtiment a été diminuée de 22 millions. D'autre part, 20 millions supplémentaires ont été imputés sur le budget de la C. A. R. E. C.

Il en résulte une économie pour le budget de — 42 millions.

L'avancement des tâches de liquidation des dommages de guerre a permis de diminuer les subventions accordées aux groupements de reconstruction et de remembrement à concurrence de — 51,1 millions.

La réduction globale pour le titre IV est donc de — 80,1 millions.

B. — *Examen en commission des finances des crédits du titre IV. — Interventions publiques.*

Les observations et commentaires de la commission des finances portent sur les points ci-après:

Subvention au centre scientifique et technique du bâtiment (économie de 42 millions).

L'activité du centre scientifique et technique du bâtiment en 1956 a été plus particulièrement orientée vers les études et travaux intéressant:

— la codification, la standardisation et l'assistance technique;
— les études des procédés et matériaux de construction;
— les études fonctionnelles;
— les recherches sur le feu et la radioactivité appliquée au bâtiment.

Elle s'est concrétisée par la publication ou la mise à jour d'un certain nombre de réglementations techniques telles que:

— les cahiers de prescriptions techniques générales;
— les cahiers des charges particulières à certains matériaux;
— les normes dimensionnelles et la coordination modulaire;
— le règlement général de construction des bâtiments d'habitation;
— les standards d'habitation et d'équipement ménager;
— les agréments de matériaux ou procédés nouveaux de construction.

La mise au point de ces divers documents a nécessité de nombreux essais réalisés à la station expérimentale de Champs-sur-Marne.

Le programme de travail du centre scientifique et technique du bâtiment en 1957 s'inscrit dans la même ligne que les études réalisées en 1956 et s'intègre dans un programme de quatre années.

Les résultats de ces études et recherches doivent donner lieu à l'établissement d'une documentation technique très poussée, utilisable par les constructeurs, tels:

— les documents définissant les qualités minima requises des éléments de la construction;
— les cahiers des charges pour la réalisation des divers éléments du bâtiment, cahiers destinés à devenir des pièces contractuelles dans les marchés;
— les monographies faisant le point des connaissances acquises ou résultant des travaux du centre scientifique et technique du bâtiment;
— les définitions de normes dimensionnelles et de normes de typification;
— la mise au point des instructions pour l'application du règlement général de la construction.

Les compressions imposées doivent, sans diminuer l'activité générale, être compensées dans toute la mesure du possible par une augmentation de la productivité des services.

Mais ce qui a frappé votre rapporteur comme d'ailleurs les membres de la commission de la reconstruction, c'est que des charges nouvelles aient été transférées au budget de la C. A. R. E. C. alors que visiblement les tâches du C. S. T. B. visent surtout la construction et non la reconstruction.

Subventions accordées aux groupements de reconstruction et de remembrement (économie 51,1 millions).

Cette réduction s'analyse comme suit:

Groupements de reconstruction, 3 millions de francs;
Coopératives de reconstitution mobilière, 5 millions de francs;
Associations syndicales de remembrement, 43 millions de francs.
Total, 51 millions de francs.

La réduction consentie par les associations syndicales et coopératives de reconstruction est en réalité beaucoup plus importante que celle figurant au projet de loi. En effet, les ressources des groupements subiront en 1957 une réduction sensible du fait de la compression du volume des fonds libres dont ils disposaient au titre de leurs travaux.

Par ailleurs, le personnel des groupements et associations syndicales de remembrement bénéficiera en juillet 1957 d'une revalorisation de traitement analogue à celle des agents de l'Etat.

Le montant des subventions qui, en fonction de ces circonstances, auraient dû être accordées aux associations syndicales et coopératives de reconstruction, pouvait être évalué à 900 millions pour 1957. Le crédit correspondant a été ramené à 797 millions par le licenciement prévu en 1957 de 300 agents.

Or, certains groupements entrent dans leur phase de liquidation et, malgré la diminution des travaux, les tâches administratives vont croissant.

La subvention qui leur était précédemment accordée, assise sur le montant des travaux effectués, devra donc être reconsidérée.

En ce qui concerne les associations syndicales de remembrement, l'économie proposée résulte de la suppression de 9 groupements entraînant le licenciement de 42 agents. Par ailleurs, il est prévu le licenciement complémentaire de 30 agents, dont les travaux seront achevés par contrats passés avec des géomètres privés.

II. — LES DEPENSES EN CAPITAL

Les dépenses en capital concernent, outre la réparation des dommages de guerre:

— les investissements exécutés par l'Etat (titre V);
— les investissements exécutés avec le concours de l'Etat (titre VI).

1° Les propositions du Gouvernement.

Les crédits s'analysent comme suit:

A. — *Les crédits de programme. — Autorisations nouvelles.*

Les autorisations de programme concernent les postes suivants:

a) Programmes d'urbanisme:

— projets d'urbanisme dans le cadre de l'aménagement du territoire, 650 millions;
— amélioration de l'utilisation des îlots urbains (dont 50 p. 100 utilisables en 1957 et 50 p. 100 en 1958), 3 milliards;
— aménagements de lotissements défectueux, 1 milliard;
— subvention pour la réalisation d'équipements collectifs, 200 millions.

Total, 4.850 millions.

b) Equipement administratif: aménagement d'immeubles destinés au fonctionnement des services publics de l'Etat, 380 millions;
c) Aide au logement des fonctionnaires, 1.500 millions.
Total, 6.730 millions.

Si l'on fait abstraction de l'aide de l'Etat aux fonctionnaires, les programmes prévus pour 1957 bénéficient d'une augmentation de plus de 2.700 millions par rapport à 1956.

L'effort porte essentiellement sur les crédits affectés à la destruction des îlots insalubres et ceux afférents à l'aménagement des lotissements défectueux.

B. — *Les crédits de payement.*

a) Services votés.

Les crédits de payement nécessaires pour la couverture des opérations en cours portent sur 3.425 millions, non compris 1 milliard pour des opérations d'aide de l'Etat aux logements de fonctionnaires prévues en 1956 au budget des charges communes et transférées en 1957 au budget M. R. L.

Mais compte tenu des reports attendus en fin 1956, l'ouverture des crédits de payement a pu être limitée à 2.300 millions;

b) Autorisations nouvelles.

Les *crédits* de payement affectés aux opérations nouvelles portent sur 2.013 millions.

Le total des crédits de payement affectés aux dépenses d'équipement du M. R. L. se monte donc pour 1957 à 4.313 millions.

2° Examen de la commission des finances des dépenses en capital.

Votre commission des finances a enregistré avec satisfaction l'effort accompli pour augmenter les crédits affectés à la destruction des îlots insalubres et ceux permettant l'aménagement des lotissements défectueux.

Elle déplore cependant que cette année encore le montant des crédits prévus au titre de subvention pour la réalisation des équipements collectifs soit aussi modeste. Avec 200 millions, le nombre de projets subventionnés ne sera pas considérable et en tous cas les subventions seront peu importantes.

Or, plus que jamais, l'aide aux organismes constructeurs sera nécessaire en 1957 en raison des difficultés des collectivités locales de trouver des ressources nouvelles.

III. — LA REPARATION DES DOMMAGES DE GUERRE

1° Répartition par grandes masses des crédits prévus en 1957 en faveur de la reconstruction et comparaison avec les exercices précédents.

Les autorisations de programme sont en diminution importante: 47,4 milliards.

Les crédits de payement sont en augmentation de 8 milliards, ce qui n'est pas étonnant puisque ceux de 1956 avaient subi un abattement de 51,5 milliards par rapport à 1955.

Les crédits prévus pour la mobilisation des titres sont eu aussi en légère augmentation (1,7 milliards).

2° Analyse des autorisations de programme et des crédits de payement prévus pour 1957.

Les autorisations de programme demandées pour 1957 au titre de la C. A. R. E. C. concernent les postes suivants:

Immeubles de toute nature: 3° et dernière tranche du plan triennal prévu par l'article 5 de la loi 55-357 du 3 avril 1955 pour l'achèvement de la reconstruction immobilière, 110 milliards.
Meubles d'usage courant et familial: 2° tranche du plan triennal prévu par l'article 6 de la loi 56-780 du 4 août 1956, 25 milliards.
Indemnisation des personnes physiques françaises sinistrées à l'étranger: 3e et dernière tranche du plan triennal institué par l'article 20 de la loi 55-357 du 3 avril 1955, 0,3 milliard.
Total, 135,3 milliards.

Les autorisations nouvelles concernent essentiellement la poursuite de l'indemnisation des éléments d'exploitation et indemnités diverses ainsi que le lancement des derniers programmes importants de travaux annexes à la reconstruction, notamment en travaux de voirie et de réseaux d'assainissement, enfin la participation à la reconstruction des territoires d'outre-mer.

Les autorisations se répartissent comme suit:

Eléments d'exploitation, 10 milliards.
Allocations d'attente, indemnité d'éviction, de dépossession, de privation de bail, 0,450 milliard.
Dépenses exécutées directement par l'Etat, 28,810 milliards.
Total, 176,860 milliards.

3° Evolution des différentes catégories de dépenses afférentes à la réparation des dommages de guerre entre 1953 et 1957.

Le seul poste qui va croissant est celui des crédits affectés à la mobilisation des titres, tous les autres étant en diminution sensible depuis 1953.

Les crédits affectés à l'indemnisation des sinistrés ont, de leur côté, subi des variations.

Les crédits affectés aux immeubles sont en diminution par rapport aux années précédentes mais révèlent le même volume que l'année passée.

Les crédits mobiliers restent constants et fixé à 25 milliards, comme en 1956.

Enfin, les éléments d'exploitation subissent un nouvel abattement et sont ramenés à 10 milliards contre 11 en 1956.

4° Dépenses restant à effectuer pour achever la réparation des dommages de guerre. — Echéancier des payements.

Si la comparaison des crédits proposés pour 1957 avec ceux accordés au cours des exercices précédents permet de se faire une opinion sur l'évolution des dépenses afférentes à la réparation des dommages de guerre, le moment paraît venu de savoir combien de temps il faudra encore pour achever l'indemnisation des différentes catégories de sinistrés.

Les déclarations du ministre à ce sujet à l'Assemblée nationale et les renseignements fournis par le ministère conduisent à un échéancier des payements.

Ce n'est pas avant 1960 que la charge des dommages de guerre sera épongée avec certitude, si aucune cause nouvelle et en particulier la hausse des prix, ne vient alourdir les prévisions faites.

5° Examen en commission des finances des crédits affectés à la réparation des dommages de guerre.

En résumé, les crédits prévus, en légère augmentation, pour 1956, semblent devoir permettre la poursuite des règlements à guichet ouvert définis il y a deux ans.

Certaines craintes ont néanmoins vu le jour quant aux modalités appliquées aux payements de certaines catégories de sinistres immobiliers et votre rapporteur demandera au ministre de bien vouloir donner au Conseil de la République des apaisements en particulier concernant:

— le montant des sommes payées en espèces pour les sinistres à 100 p. 100;
— les modalités prévues pour le payement des réparations;
— les modalités de règlement des dossiers ayant fait l'objet de transferts, d'acquisitions ou de mutations;
— enfin, les restrictions apportées par l'article 40 à la remise aux sinistrés des titres de la CAREC.

Sous le bénéfice de ces observations et si aucune nouvelle restriction ne vient freiner les payements en 1957, votre commission des finances vous propose de voter les crédits proposés à l'état E, sans modifications, sauf pour les éléments d'exploitation où votre commission a pris en considération les observations de la commission de la reconstruction et demande que la ligne « Eléments d'exploitation » reçoive une dotation plus substantielle et, en tout cas, égale à celle de 1956, c'est-à-dire 11 milliards au lieu de 10 prévus pour 1957. Le milliard supplémentaire peut être prélevé sur la ligne « Immeubles de toute nature ».

Enfin, votre commission a chargé son rapporteur d'attirer l'attention du Gouvernement sur les conditions dans lesquelles il entend indemniser les Français sinistrés à l'étranger (et en Sarre) pour lesquels un crédit de 300 millions est prévu, comme en 1956 et en 1955, sans toutefois qu'aucun payement n'ait été effectué jusqu'à ce jour.

Il n'est pas possible de laisser se prolonger une telle situation et que la volonté, clairement exprimée par le Parlement, soit ainsi mise en échec.

IV. — CREDITS AFFECTES A LA CONSTRUCTION

Les crédits affectés à la construction sont de trois ordres:
— *les prêts aux organismes d'*H. L. M.;
— les primes à la construction;
— les prêts du Crédit foncier.

1° Les prêts aux organismes d'H. L. M.

Le financement de la construction de logements H. L. M. est assuré principalement à l'aide de prêts directs du Trésor et pour partie au moyen d'emprunts bonifiés par l'Etat.

Les autorisations de programme et le montant des prêts ont été sérieusement augmentés depuis deux ou trois ans.

Par contre, les payements effectifs n'avaient pas jusqu'alors suivi la même progression.

Pour la première fois en 1956, les payements ont pratiquement atteint le plafond des versements autorisés, soit 107 milliards.

Les versements autorisés pour 1957 passent à 120 milliards et sont en augmentation de 13 milliards par rapport à 1956.

Par contre, les autorisations de prêts sont inférieures de 30 milliards à celles accordées en 1956.

2° Les primes à la construction.

L'article 44 du projet de loi fixe à 8 milliards de francs le montant des primes annuelles susceptibles d'être engagées au titre de l'exercice 1957.

L'énoncé ci-après retrace les autorisations affectées annuellement aux primes à la construction depuis leur institution en 1950.

Primes à la construction. (Autorisations d'engagement.)

Crédits prévues en milliards: 1950, 3; 1951, 4; 1952, 5; 1953, 5; 1954, 5,5; 1955, 9; 1956, 9; 1957 (prévision), 8.

Le crédit accordé pour 1957 est en régression, alors que les demandes vont encore en augmentant.

On conçoit les hésitations du Gouvernement devant la charge annuelle que constitue ce poste pour l'avenir, charge déjà lourde et qui augmente chaque année.

On doit toutefois faire observer qu'il s'agit là, sinon d'une orientation nouvelle, du moins d'une inflexion de la politique d'aide au logement pour le moins inquiétante.

3° Les prêts du Crédit foncier.

Le montant des prêts attribués par le sous-comptoir des entrepreneurs et le Crédit foncier n'est pas fixé et aucune limitation n'a été mise en principe au montant total des prêts accordés par ces organismes.

Toutefois, depuis quelques mois, les dossiers de demandes de prêts subissent un ralentissement, alors que l'attribution des primes est pratiquement arrêtée depuis l'été dernier.

Pour apprécier l'importance de la charge que représentent ces opérations, rappelons quelle part le sous-comptoir des entrepreneurs et le Crédit foncier ont prise dans le financement de la construction depuis quelques années:

1953, 66 milliards;
1954, 115 milliards;
1955, 186 milliards;
1956 (prévision), 220 milliards.

La Banque de France, réescomptant jusqu'alors, sans limite de plafond, les billets souscrits par les emprunteurs du Crédit foncier, il en résulte une émission de billets, ce qui veut dire q'une fraction croissante de la construction est financée par l'inflation.

Le poste « crédits à moyen terme » du bilan de la Banque de France a accusé, au titre des crédits à la construction, les chiffres suivants:

31 décembre 1951, 17 milliards;
31 décembre 1952, 63 milliards;
31 décembre 1953, 126 milliards;
31 décembre 1954, 211 milliards;
31 décembre 1955, 321 milliards;
31 décembre 1956 (prévision), 480 milliards.

On conçoit qu'il y ait un certain danger d'inflation et que le Gouvernement cherche à limiter le montant des crédits.

Mais cela nous paraît être une décision de caractère politique qui nécessite une intervention du Parlement.

4° Examen en commission des finances.

Les crédits affectés à la construction faisant l'objet d'articles de loi les observations et décisions de la commission des finances sont consignées à la suite de l'examen particulier de chacun d'entre eux.

Conclusion.

Tous ces moyens réunis ont permis, en 1956, d'atteindre ou du moins d'approcher de très près l'objectif de 240.000 logements à construire dans l'année, objectif qui avait été fixé pour 1957 par le plan de modernisation en 1952-1953.

Le tableau ci-après retrace l'évolution du nombre des logements terminés chaque année depuis 1949.

Evolution du nombre des logements terminés par an, construction et reconstruction.

Nombre de logements terminés: 1949, 51.430; 1950, 68.000; 1951, 75.000; 1952, 81.000; 1953, 115.000; 1954, 162.000, 1955, 210.000; 1956, 235.000.

Malgré les difficultés qui ont entravé les progrès de la construction en 1956 (temps défavorable, blocage des prix, ralentissement des prêts, difficulté de main-d'œuvre due au rappels des disponibles), le régime de croisière que le Parlement s'était fixé en matière de construction de logements, a été atteint avec une année d'avance.

Si, comme nous l'écrivions déjà l'an dernier, l'effort est encore insuffisant au regard de la crise du logement qui continue à sévir en France, il ne semble pas possible d'enregistrer de nouveaux progrès sans changer de méthode au point de vue administratif et surtout au point de vue technique.

Sans une industrialisation plus poussée du bâtiment et faute d'imposer des normes obligatoires dans la construction, il ne sera pas possible de dépasser sensiblement le chiffre des constructions achevées au cours de 1956.

Un élément dont nous avions déjà signalé le danger l'an dernier — la pression accrue sur les prix — risque de remettre tout en cause. L'objectif essentiel nous paraît être maintenant de consolider au niveau de 1956 les résultats acquis et non pas de fixer un objectif trop ambitieux qui risquerait non seulement de ne pas être atteint, mais encore d'imposer des charges trop lourdes pour le pays ou de provoquer une inflation dangereuse.

Des observations particulières concernant les articles relatifs à la reconstruction et à la construction figurent à la suite de chacun d'entre eux

Sous le bénéfice de ces observations, et sous les réserves d'ordre général énoncées à la page 31 du tome II du présent rapport, votre commission des finances vous propose d'adopter les crédits prévus pour le budget de la reconstruction et du logement pour 1957.

SANTE PUBLIQUE ET POPULATION

Rapporteur spécial: M. PESCHAUD

Les crédits demandés par le Gouvernement pour l'année 1957, au titre du budget de la santé publique et de la population s'élèvent à 97.407 millions se décomposant ainsi qu'ils suit:

Dépenses ordinaires, 89.962 millions; dépenses en capital (crédits de payement), 7.445 millions.

L'augmentation par rapport au budget de 1956 ressort ainsi à 11.066 millions dont:

— 8.834 millions pour les dépenses ordinaires;
— 2.232 millions pour les dépenses en capital.

Avant de présenter les observations de la commission des finances, nous examinerons successivement les dépenses ordinaires et les dépenses en capital.

I. — LES DEPENSES ORDINAIRES

L'augmentation de 8.834,7 millions constatée par rapport au budget de 1956 résulte essentiellement des services votés, puisque les autorisations nouvelles ne représentent que 235,7 millions, soit moins de 3 p. 100 de l'augmentation totale.

A. — Titre III. — Moyens des services.

1° DEPENSES DE PERSONNEL

En matière de personnel, le Gouvernement propose trois sortes de mesures:

a) La suppression de 66 emplois se répartissant de la manière suivante:

— administration centrale, 2;
— services de la santé, 46;
— services de la population, 18.
Total, 66.

Il s'agit de 30 emplois de « contractuels » et de 36 emplois de « titulaires » qui étaient, en fait, occupés non par des titulaires mais par des auxiliaires. Le Gouvernement a d'ailleurs précisé que certains de ces agents pourraient être utilisés pour occuper les postes de vacateurs dont la création est proposée d'autre part.

Il faut toutefois souligner que l'économie résultant de ces suppressions d'emplois ne s'élèverait qu'à 34,7 millions de francs et serait inférieure de 15,3 millions au crédit demandé pour les vacateurs.

b) Un réaménagement d'effectifs portant sur 17 suppressions et 13 créations d'emplois.

Doivent être ainsi créés:

— 2 postes de sous-directeurs à l'administration centrale;
— 1 poste de moniteur perforeur à l'administration centrale.
— 3 postes de médecins inspecteurs divisionnaires dans les services de la santé;
— 1 poste d'inspecteur divisionnaire (échelon exceptionnel);
— 4 postes d'inspecteurs principaux dans les services de la population;
— 2 postes dans le contrôle sanitaire aux frontières.

Malgré la suppression de 17 emplois, l'économie devant résulter de l'opération ne s'élèvera qu'à 200.000 F. Cet aménagement traduit donc, dans l'ensemble, une amélioration de la situation de certains agents.

c) La création de certains emplois. Le Gouvernement envisage deux mesures.

D'une part, il prévoit la création de 21 emplois de titulaires: un inspecteur des écoles d'assistantes sociales, 10 inspecteurs de la pharmacie, 10 inspecteurs de la population, pour les territoires d'outre-mer. Toutes ces créations doivent entraîner une dépense de 22,7 millions. La création de dix emplois d'inspecteurs de la population pour les territoires d'outre-mer a particulièrement retenu l'attention de votre commission des finances dont les observations vous sont présentées dans la troisième partie de ce rapport.

D'autre part, le Gouvernement demande un crédit de 50 millions destiné au recrutement, sous le régime de contrat de droit privé, d'une centaine de vacateurs qui seraient chargés de seconder les directeurs départementaux de la population dans la vérification des éléments du prix de journée dans les hôpitaux. Cette question a également retenu l'attention de votre commission qui vous présente, à son propos, une suggestion dans la troisième partie de ce rapport.

2° DEPENSES DE MATERIEL

L'accroissement des dépenses de matériel est dû essentiellement à l'augmentation des loyers en application de la législation en vigueur.

3° SUBVENTIONS

L'augmentation des dépenses de subventions résulte de la majoration de la subvention à l'institut national d'hygiène, majoration destinée, d'une part à faire face aux relèvements des traitements du personnel et, d'autre part, à permettre la nomination de vingt-deux stagiaires de recherche et de onze aides techniques de laboratoire en vue de faciliter et de développer le fonctionnement de cet organisme. Quant à la subvention à l'institut national d'études démographiques, elle doit être diminuée de 900.000 F.

B. — **Interventions publiques.**

1° INTERVENTIONS EDUCATIVES

Le Gouvernement demande, au titre de ces dépenses, un crédit supplémentaire 49,9 millions destiné principalement au règlement des bourses d'études des écoles d'infirmières et d'assistantes sociales par assimilation avec les bourses d'enseignement supérieur.

2° INTERVENTIONS SOCIALES

a) Aide sociale et protection de la santé publique. — Les dotations d'aide sociale et de protection de la santé publique marquent une nouvelle progression.

L'ajustement aux besoins réels entraîne une augmentation de + 8.992 millions.

Mais le Gouvernement propose, sur les crédits destinés aux départements d'outre-mer, en application de l'article 45 du présent projet de loi — dont les dispositions sont commentées dans la troisième partie de ce rapport — une réduction devant s'élever à — 435 millions.

D'autre part, il demande un relèvement des crédits affectés:

— d'une part, à la protection maternelle et infantile non obligatoire ainsi qu'à la prophylaxie *non obligatoire*, 35 millions en plus;

— d'autre part, à l'aide de l'Etat en faveur des services sociaux spécialisés dans la protection de l'enfance en danger, 10 millions en plus.

Au total, l'augmentation des crédits d'aide sociale et de protection de la santé ressort à 8.602 millions en plus.

Cette nouvelle progression aura ses répercussions sur les budgets locaux et, dans la troisième partie de ce rapport, votre commission des finances appelle l'attention du Gouvernement sur ce point;

b) Stocks roulants de médicaments. — Le Gouvernement propose, en application de l'article 4 du projet de loi n° 4969 portant organisation du laboratoire national de la santé, de ramener de 130 millions à 50 millions — soit une réduction de 80 millions — la dotation afférente aux stocks roulants de médicaments.

Il est rappelé à ce propos que le projet de loi susvisé est actuellement en cours de « navette », mais que l'article 4, voté dans la même rédaction par les deux Assemblées, précise que « des arrêtés du secrétaire d'Etat à la santé publique et à la population pris après avis du conseil supérieur de la pharmacie détermineront les conditions dans lesquelles les établissements qui fabriquent et vendent en gros des médicaments seront tenus de constituer et de maintenir des stocks de médicaments et d'objets de pansement en vue des besoins de la protection civile »;

c) Alcooliques dangereux. — Un crédit de 113 millions est demandé pour l'application de la loi du 15 avril 1954 sur les alcooliques dangereux dont les modalités d'application ont fait l'objet de divers textes dont les plus récents sont deux décrets du 28 juillet 1956. Aucun crédit de cette nature n'avait donc pu être inscrit au budget de 1956.

d) Distribution gratuite de sucre aux économiquement faibles. — Cette attribution avait été prévue au cours du quatrième trimestre 1954 et de la totalité de l'année 1955 par le décret du 8 décembre 1954. En 1956, les crédits avaient été reconduits, puis supprimés par le décret du 17 avril 1956. Pour 1957, le Gouvernement propose le maintien de cette suppression.

II. — LES DEPENSES EN CAPITAL

Les autorisations de programme et les crédits de payement demandés concernent les seuls services votés, et correspondent à la mise en œuvre des programmes d'équipement définis par décrets du 20 mai 1955 relatifs, respectivement, à la fixation d'un programme d'équipement sanitaire et social et à la réalisation du programme d'équipement du centre régional de la recherche scientifique et de la recherche médicale.

1° *Investissements exécutés par l'Etat.* — Les autorisations de programme s'élèvent à 580 millions, soit:

— 40 millions destinés à la construction d'une installation de contrôle sanitaire à l'aérodrome de Marseille-Marignane;

— 540 millions affectés à la reconstruction d'établissements nationaux dont 450 millions au titre de la reconstruction de l'hospice des Quinze-Vingts.

2° Investissements exécutés avec le concours de l'Etat. — Les autorisations de programme s'élèvent à 9.620 millions se répartissant comme suit:

— pour l'équipement hospitalier, 8.203 millions;

Pour l'équipement des organismes de protection de l'enfance et d'entr'aide sociale, 1.217 millions;

— pour l'équipement de l'institut national d'hygiène pour la recherche scientifique et médicale, 200 millions.

Total, 9.620 millions.

Le rythme de consommation des crédits de payement des dépenses en capital avaient soulevé des critiques au cours des années précédentes. Il semble qu'un progrès ait été réalisé depuis le début de l'année 1956.

Compte tenu des crédits consommés au 15 novembre dernier, il est probable que les dépenses totales au titre de 1956 seront de l'ordre de 6 milliards, faisant apparaître des crédits disponibles d'environ 6.700 millions.

Etant donné que la consommation des crédits de payement a doublé de 1955 à 1956 et que l'augmentation des promesses de subventions accordées en 1955 et 1956 pèsera davantage encore sur les échéanciers de 1957, il est à supposer que le montant des crédits consommés doublera à nouveau en 1957 par rapport à 1956 et atteindra un montant probable de 12 milliards. C'est sur la base de ces prévisions qu'ont été calculés les crédits demandés pour 1957, soit 5.935 millions auxquels s'ajouteront les reports des crédits disponibles sur 1956.

III. — OBSERVATIONS DE VOTRE COMMISSION DES FINANCES

Ainsi qu'il a déjà été indiqué, trois points ont plus particulièrement retenu l'attention de votre commission des finances:

— l'accroissement des dépenses d'aide sociale et ses répercussions sur les finances des collectivités locales,

— le contrôle des prix de journée des hôpitaux,

— l'aide sociale dans les départements d'outre-mer.

A. — *L'accroissement des dépenses d'aide sociale et ses répercussions sur les finances des collectivités locales.*

Les dépenses d'aide sociale sont en constante augmentation et chaque année, les collectivités locales doivent faire face à des charges de plus en plus lourdes qui posent de graves problèmes de trésorerie, surtout pour les budgets départementaux.

Les contingents de l'Etat ne peuvent, en effet, être soldés que lorsque sont connus les résultats définitifs de l'année. Or, cette centralisation exige de longs délais et en attendant de percevoir ce à quoi ils ont droit, les départements doivent faire l'avance de sommes qui pèsent d'autant plus sur leur trésorerie que celle-ci est moins importante. La situation est particulièrement dramatique pour certains départements pauvres dont les ressources sont modestes et qui ne peuvent, en raison des avances qu'ils doivent ainsi consentir, faire face à des dépenses cependant urgentes.

Votre commission des finances souhaite donc très vivement que l'Etat augmente le volume des acomptes sur ses contingents. Etant donné la progression des dépenses d'aide sociale, on pourrait, par exemple, admettre que l'Etat verse, au titre d'une année, des acomptes correspondant aux dépenses de l'année précédente. Il semble que cette règle laisserait une marge suffisante pour permettre, ensuite, les régularisations d'écritures.

Ce n'est là qu'une suggestion. Mais votre commission des finances insiste pour qu'une solution soit recherchée et mise rapidement en application.

B. — *Le contrôle des prix de journée des hôpitaux.*

Nous avons vu précédemment que le Gouvernement demande un crédit de 50 millions destiné au recrutement d'une centaine de vacateurs qui seraient chargés de seconder les directeurs départementaux de la population dans le contrôle des éléments du prix de journée des hôpitaux.

Votre commission des finances a marqué une certaine réserve à l'égard de cette proposition sur laquelle elle souhaite obtenir, en séance publique, des indications détaillées de la part du Gouvernement.

Elle pense que le meilleur système pour contrôler efficacement les prix de journées est d'y associer le conseil général en faisant siéger un de ses représentants dans les commissions administratives des hôpitaux et hospices.

Elle vous propose, à cet effet, un article nouveau 45 *bis* ainsi rédigé:

Article 45 *bis* (nouveau).

I. — Les trois premiers alinéas de l'article L-680 du code de la santé publique sont remplacés par les dispositions suivantes:

« Les commissions administratives des hospices communaux sont composées du maire et de six membres renouvelables comprenant deux membres élus par le conseil municipal et quatre membres, dont un conseiller général, nommés par le préfet.

« Les commissions administratives des hôpitaux sont composées du maire et de sept membres renouvelables comprenant deux membres élus par le conseil municipal, un membre élu par le conseil général parmi ses membres et quatre membres nommés par le préfet.

« Dans les établissements ou groupements hospitaliers des villes sièges d'une faculté de médecine ou d'une école de plein exercice et dans les centres hospitaliers régionaux, le nombre des membres de la commission administrative pourra être porté de sept à neuf par arrêté du ministre de la santé publique et de la population. »

II. — Les deux premiers alinéas de l'article L-681 du code de la santé publique sont remplacés par les dispositions suivantes:

« Les délégués du conseil municipal et du conseil général suivent le sort de ces assemblées quant à la durée de leur mandat; en cas de suppression ou de dissolution du conseil municipal ou du conseil général, le mandat des délégués de ces assemblées est continué jusqu'au jour de leur remplacement par le nouveau conseil municipal ou le nouveau conseil général.

« L'élection des délégués du conseil municipal et du conseil général a lieu au scrutin secret à la majorité absolue. Après deux tours de scrutin, la majorité relative suffit et, en cas de partage des voix, le plus âgé est élu. »

C. — *L'aide sociale dans les départements d'outre-mer.*

Ainsi que l'a démontré le débat qui s'est déroulé à l'Assemblée nationale lors de la discussion du budget de la santé publique, l'application de la législation sur l'aide sociale a donné lieu, dans les quatre départements d'outre-mer, à des excès regrettables.

Un projet de réorganisation des services d'aide sociale dans les départements vient d'être mis au point et l'on peut penser que sa mise en œuvre permettra de réaliser une remise en ordre fort souhaitable.

Mais pour faciliter cette opération, le Gouvernement, dans l'article 45 du projet de loi, a proposé de limiter, pour les seules années 1957 et 1958, la participation de l'Etat à un plafond forfaitairement fixé à la participation de 1955 amputée de 12 p. 100.

L'application de ce texte doit, ainsi que nous l'avons vu, entraîner pour l'Etat en 1957 une économie de 435 millions par rapport à 1956

Par ailleurs, le Gouvernement propose, comme nous l'avons précisé précédemment, la création de dix emplois d'inspecteurs de la population pour les départements d'outre-mer.

Votre commission des finances est évidemment favorable à un renforcement du contrôle, mais elle se demande toutefois si ce dernier ne serait pas meilleur s'il était exercé par des inspecteurs détachés de la métropole pour une période relativement courte plutôt que par des fonctionnaires fixés à demeure dans les départements d'outre-mer.

Sous les réserves d'ordre général énoncées à la page 31 du tome II du présent rapport, votre commission vous propose de voter les crédits du budget de la santé publique.

TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE

Rapporteur spécial: M. Maurice WALKER.

Le rapport que j'ai à vous présenter au nom de la commission des finances sera fait sur le plan suivant:

I. — Introduction générale.
II. — Analyse des masses budgétaires.
III. — Etude sur l'emploi.
IV. — Critique des crédits.
V. — Etude sur les salaires féminins et les bas salaires.
VI. — Conclusions.

I. — Introduction générale.

La présentation nouvelle des budgets de 1957 nous invite à les analyser dans le cadre général de l'activité économique et sociale de la nation.

Me référant au rapport économique qui sert d'introduction à la loi de finances, je souligne que les propositions du Gouvernement reposent sur une hypothèse générale que je résume en disant qu'il escompte pour 1957 une expansion économique en augmentation de 4,5 p. 100 par rapport au niveau de 1956.

Ce n'est pas mon propos de discuter cette hypothèse mais je me permets de signaler que lors de l'établissement du budget, les conséquences réelles de l'affaire de Suez ne pouvaient être calculées et qu'il ne semble pas téméraire de dire qu'il est possible qu'en 1957 l'économie française ne connaisse pas un progrès de 5 p. 100.

Mais, et même dans le cas où l'hypothèse se trouverait justifiée par un développement de cet ordre de l'économie, il n'en reste pas moins qu'il y a déficit budgétaire et impasse de trésorerie, qui ajoutent à la fragilité de notre monnaie.

Ainsi donc, nous aurions admis des propositions budgétaires légèrement en retrait par rapport à celles du budget de 1956 pour faire face à cette double exigence, diminuer et le déficit et l'impasse et se laisser une certaine marge au cas où l'expansion économique n'aurait pas atteint le rythme escompté.

Ces remarques préliminaires ne me semblent pas inutiles puisque même pour un budget spécial comme celui du travail, il nous faut le considérer dans la perspective globale.

Qui dit budget du travail dit main-d'œuvre ou plutôt problèmes de la main-d'œuvre.

Aussi, il n'est point inutile de rappeler ce qu'est la situation générale de la main-d'œuvre dans notre pays.

Pour ce faire, j'emprunterai les documents officiels eux-mêmes.

Soulignons, que si la population active de la France est de 19,2 millions de personnes, le total des salariés dans ce pays est de 12,7 millions. Je n'admets que 12,7 millions puisque ce nombre indique une proportion de salariés par rapport à la population active plus faible que celle de pays comparables au nôtre comme la Grande-Bretagne et l'Italie où la proportion des salariés aux actifs est de plus de 80 p. 100 au lieu de 66 p. 100 en France.

Quelle est la situation actuelle de cette main-d'œuvre ?

Ici il me suffit de citer les documents qui nous ont été distribués.

« Tout au long de l'année 1956, la France a souffert d'une crise de main-d'œuvre. Sans doute celle-ci a-t-elle exercé une influence favorable dans la mesure où elle a contraint certaines entreprises à améliorer plus rapidement leur productivité. Cependant, la production s'en est trouvée limitée dans certains secteurs et surtout les surenchères de salaires auxquelles les employeurs ont pu être entraînés n'ont pas manqué d'influer sur le niveau des prix. Il convenait donc de prendre d'urgence des mesures permettant de détendre à bref délai le marché du travail.

« L'année 1956 marque à cet égard une accélération de l'immigration de main-d'œuvre étrangère. Une circulaire ministérielle du 18 avril 1956 a ouvert plus largement nos frontières aux travailleurs étrangers. Cette mesure a permis l'entrée, principalement en provenance d'Italie, d'ouvriers qualifiés, ainsi que de manœuvres non spécialisés.

« Alors que les ouvriers qualifiés sont essentiellement des travailleurs du bâtiment, les manœuvres sont recrutés, non seulement pour la construction, mais également pour l'industrie des métaux, l'agriculture et le forestage.

« Au cours des huit premiers mois de l'année, les entrées de travailleurs étrangers sont ainsi trois fois plus élevées qu'au cours de la période correspondante de 1955.

« En ce qui concerne, d'autre part, les travailleurs algériens, il semble que le rythme des départs pour l'Afrique du Nord se soit ralenti à partir d'avril, puisque pour les derniers mois connus (période avril-juillet) et malgré des entrées plus faibles que l'an dernier, le solde entre les départs et les arrivées présente un excédent de 16.000 contre un déficit de 8.000 en 1955.

« De sorte que, s'il est prématuré d'établir un bilan complet de la main-d'œuvre en 1956, il semble toutefois que les migrations intérieures, l'immigration et l'augmentation de l'emploi des femmes et des jeunes ont, à peu de chose près, maintenu constants les effectifs industriels. »

Quelle est la situation des salaires ?

« La masse salariale a évolué sous le double effet de l'augmentation de l'activité et de la hausse du taux de salaires.

« Les effectifs sont en 1956 stationnaires ou en légère augmentation, la diminution de la population active due au rappel des disponibles étant à peu près compensée par l'exode rural et l'immigration étrangère. Par ailleurs, la relative pénurie de main-d'œuvre a favorisé un allongement moyen de la durée hebdomadaire du travail, résultant à la fois d'une augmentation de l'activité dans de nombreux secteurs et du passage des salariés de secteurs à faible durée de travail dans des secteurs à durée normale.

« Dans l'ensemble, on peut admettre que la durée moyenne de travail s'est accrue d'environ 1 p. 100 en 1956.

« Dans ces conditions, le nombre d'heures de travail payées en 1956 sera sans doute supérieur au nombre d'heures de travail payées en 1955. Les taux de salaires horaires étaient déjà, en janvier 1956, supérieurs de 4,5 à 5 p. 100 à la moyenne 1955. La tension sur le marché du travail a été favorable à de nouvelles hausses, qui apparaissent déjà dans les résultats connus pour 1956. Il semble que, compte tenu de l'évolution probable des traitements mensuels et de celle des primes et gratifications diverses, la masse des salaires versés en 1956 sera augmentée de 11,5 p. 100 par rapport à 1955. »

Quelles sont les perspectives pour la main-d'œuvre en 1957 ?

« Dans le cadre d'un accroissement global de la production de 5 p. 100 répartis comme suit:

« — agriculture + 8 p. 100;
« — industrie + 6 p. 100;
« — bâtiment + 3 1/2 p. 100.

« Les problèmes de main-d'œuvre apparaissent moins graves qu'en 1956. Même si la situation en Algérie exigeait le maintien d'effectifs aussi importants que ceux actuellement sous les drapeaux, le départ de nouvelles classes, composées de jeunes gens dont beaucoup n'avaient pas encore pris place dans la production, sera, en effet, plus que compensé par le retour des rappelés. Par ailleurs, le mouvement de migrations rurales, constaté depuis de longues années, et l'immigration de travailleurs étrangers continueront d'alimenter le marché du travail.

« Ceci ne signie pas, cependant, que beaucoup d'industries n'éprouvent encore des difficultés à trouver la main-d'œuvre qui leur est nécessaire.

« Dans les industries en expansion, la pénurie de techniciens et d'ingénieurs reste préoccupante et le demeurera au cours des années à venir.

« En ce qui concerne les industries de base, la situation, bien que se présentant, en 1957, d'une manière plus favorable qu'en 1956, demeure toutefois précaire, par suite des difficultés à retenir une main-d'œuvre attirée vers d'autres secteurs par des travaux moins pénibles. »

Que deviendraient alors les revenus salariaux ?

« Les revenus salariaux de 1957 sont une donnée de départ des perspectives économiques puisqu'on abordera l'année 1957 avec une hausse des taux de salaires déjà acquise de 5 p. 100 par rapport à 1956.

« Le glissement spontané des salaires observé au cours des années récentes en l'absence de tout relèvement d'ensemble, représente une hausse d'environ 1,5 p. 100 par trimestre. La poursuite de ce mouvement qui, compte tenu d'une augmentation d'activité (effectifs et nombre d'heures travaillées) estimée à 1 p. 100, porterait la masse salariale de 1957 à 9 p. 100 au-dessus de celle de 1956, ne paraît pas incompatible avec l'équilibre global.

« Celui-ci serait cependant compromis par un relèvement de l'ensemble des rémunérations des salariés ou des marges bénéficiaires.

« Sur la base des prix actuels, la poursuite de l'expansion aura pour effet de porter les revenus des entreprises à 8,5 p. 100 au dessus de 1956, augmentation du même ordre de grandeur que celle des salaires »

Il n'y a pas lieu de contester ces chiffres qui reposent, comme je l'ai dit, sur des hypothèses faites avant certains événements internationaux dont il est difficile de dire dès maintenant quelles en seront les conséquences économiques.

Mais il ne me semble pas risqué de dire que l'évolution de la situation actuelle, au moins pour les premiers mois de 1957, sinon pour la plus grande partie de l'année prochaine, ne facilitera pas notre expansion économique, base de toutes les hypothèses du Gouvernement.

Ainsi et ce sera ma première conclusion: une très grande rigueur budgétaire étant nécessaire elle se traduira par une diminution des dépenses improductives et par une sélection rigoureuse des dépenses à caractère productif.

Peut-on dire que le budget du travail reflète ces exigences étant admis qu'il a peut-être plus que d'autres budgets droit à notre indulgence puisqu'il touche aux hommes directement ?

II. — Etudes des masses budgétaires.

Le budget du travail de 1957 se présente comme suit:
Dépenses ordinaires, 49.978.500.00 francs.
Crédit de payements pour les dépenses en capital, 520.100.000 francs
Au total, 50.198.600.000 francs.

Rappelons que le budget voté pour 1956 s'élevait à un total de 49.176.767.000 francs et qu'en 1955, il avait atteint 46.807 millions 150.000 francs, étant souligné que pendant ces années la valeur du franc a été constante.

Ainsi le budget de 1957 est de 1.321.833.000 francs plus élevé qu'en 1956 et de 3.691.470.000 francs de plus qu'en 1955.

Voyons d'un peu plus près ces chiffres.

Le budget de fonctionnement se présente comme suit:
Voté en 1956: 48.861.700.000 francs, auxquels il faut ajouter l'application des mesures votées soit 663 millions de francs plus des mesures nouvelles pour un total de 453.800.000 francs ce qui fait un total de 49.978.500.000 francs dont 6.979.300.000 francs pour les moyens des services et 42.999.200.000 francs pour les interventions publiques.

Le budget des dépenses en capital se présente comme suit:
Autorisations nouvelles de dépenses de programme, 400 millions de francs.
Autorisation nouvelle de payements: 150 millions de francs qui viennent s'ajouter aux 370.100.000 francs prévus l'année dernière portant ainsi le total des *crédits* de payements pour 1957 à 520.100.000 francs.

Ceci dit, il me semble qu'on peut faire les remarques suivantes:
Le budget de fonctionnement présente une augmentation de 1 milliard 116.800.000 F soit environ 2,2 p. 100 ce qui semble assez raisonnable.

Toutefois je ferai remarquer que:
L'application des mesures déjà votées pour les moyens des services faisait ressortir une diminution de 112.500.000 F sur les prévisions et de 3.297.300.000 F pour les interventions publiques.

Ainsi l'augmentation réelle des dépenses pour les moyens des services est de 511.500.000 F et de 3.563.300.000 F pour les interventions publiques, plus les dépenses prévues pour les mesures nouvelles soit 126.900.000 F pour les moyens des services et 326.900.000 F pour les interventions publiques.

Ce qui fait que le budget du travail de 1957 est en réelle augmentation de 4.528.300.000 F sur celui de 1956 soit de 9,2 p. 100 et non de 2,2 p. 100.

Augmentation, qui dans une année où la rigueur budgétaire aurait dû être la règle générale, atteint presque le double de l'augmentation prévue pour l'expansion économique.

Et puisque nous sommes dans une analyse globale de ce budget dans le cadre général de l'expansion économique primitivement prévue, je me permettrais de souligner immédiatement que les diminutions de dépenses prévues pour 1957 portent principalement sur:

1° La suppression de 270 emplois entrainant une économie de 91.500.000 F;

2° Une diminution de 1 milliard de francs due à la diminution du nombre des stagiaires prévue dans les centres de formation professionnelle des adultes;

3° D'une diminution de 2.497 millions de francs de la dotation au fonds national de chômage.

Or, la suppression des 270 emplois n'empêche pas la création d'autres emplois: il s'agit d'emplois dits « vacants » et je fais toutes réserves sur la « politique des emplois vacants », qui ne m'apparait pas d'une clarté lumineuse.

La diminution des stagiaires dans les centres de formation professionnelle des adultes correspond bien à un état de fait. Mais est-on si certain que cette diminution se fera encore sentir en 1957 comme en 1956 ? Et je ferais remarquer qu'à cette diminution du nombre de ces stagiaires correspond une augmentation des 379 millions 700.000 F des frais de gestion des centres, ce qui est, pour le moins qu'on en puisse dire, déplorable.

La diminution de la dotation de fonds de secours au chômage correspond bien, elle aussi, à un état de fait, mais qui peut affirmer qu'avec le retour des rappelés cette diminution des chômeurs sera en 1957 égale à ce qu'elle a été en 1956 ?

Et ma conclusion de cet examen sommaire des propositions budgétaires sera de dire qu'il me semble très probable que nous sommes devant un budget provisoire et que je ne serais pas étonné si dans quelque collectif nous n'étions appelés, dans le courant de 1957, à voter des dépenses nouvelles pour lesquelles il faudra bien alors trouver une contrepartie fiscale.

De toute façon donc, nous sommes devant un budget en accroissement plus rapide que la richesse nationale.

Rappelons maintenant les variations des crédits demandés en en donnant le détail:

Les crédits votés pour l'exercice 1956 en ce qui concerne les dépenses ordinaires s'élèvent à:

Titre III. — Moyens des services, 6.455.439.

Titre IV. — Interventions publiques, 42.406.328.

Total, 48.861.767.

Les crédits dont l'inscription est demandée pour 1957 s'élèvent :

Titre III. — Moyens des services, 6.979.356.

Titre IV. — Interventions publiques, 42.999.156.

Total, 49.978.512.

et présentent, en conséquence, par rapport aux crédits votés, pour 1956, une différence en plus de 1.116.745.

Cette différence s'établit comme suit:

Titre III. — Moyens des services.

1re et 3e parties. — *Personnel. — Rémunérations d'activité.*

Services votés:

Majoration des rémunérations (décret n° 55-866 du 30 juin 1956); complément uniforme annuel (décret n° 55-866 du 30 juin 1956); complément temporaire de rémunération (décret n° 55-866 du 30 juin 1956); indemnité spéciale dégressive; prime hiérarchique; revisions indiciaires; sécurité sociale, + 273.666.

Incidence du relèvement des barèmes sur les indemnités, + 154.210.

Extension en année pleine de certaines mesures (création du ministère des affaires sociales et création du poste de directeur général du travail et de la main-d'œuvre) + 700.

Suppressions d'emplois et déductions pour vacances d'emplois, — 95.738.

Ajustement de dépenses obligatoires (indemnités résidentielles, prestations familiales, etc.), + 69.960.

Net en plus, 402.798.

Autorisations nouvelles:

Création de deux postes d'attachés du travail, l'un à Washington, l'autre à Bonn, + 9.544.

Attribution de primes de sujétion aux personnels des services du travail et de la main-d'œuvre (55.500) et des directions régionales de la sécurité sociale (40.600), + 96.000.

Renforcement des crédits de vacations pour la médecine du travail, + 3.000.

En plus, 108.544.

4e et 7e parties. — *Matériel. — Fonctionnement des services. Dépenses diverses.*

Services votés:

Suppression des crédits non renouvelables:
— réfection du chauffage central de l'immeuble Fontenoy, — 3.000;
— restauration de cloisons de l'ancien bâtiment, — 2.000.
— achat de vélomoteurs, — 2.000.

En moins, 7.000.

Suppression de crédits inscrits en 1956:
— au titre de la 1re tranche de renouvellement du parc des machines à écrire, — 5.000.
— au titre de la 1re tranche de travaux pour l'entretien de l'hôtel du ministre, — 2.000.
— au titre de la 1re tranche de travaux de peintures de l'ancien bâtiment, — 3.000;
— au titre du renouvellement partiel du parc automobile, — 4.300.

En moins, 14.300.

Total, — 21.300.

Incidence de la loi n° 48-1368 du 1er septembre 1948 et du décret n° 53-700 du 9 août 1953 portant majoration de loyers, + 4.978.

Incidence de divers textes (constitution du ministère des affaires sociales, réparations civiles consécutives à des mesures d'épuration, etc.), + 10.483.

Net en moins, 5.839.

Autorisations nouvelles:

Achat de machines à écrire (2e tranche du renouvellement du parc), plus 3.000.

Réfection de peintures (2e tranche de travaux pour l'ancien bâtiment), plus 5.000.

Entretien de l'hôtel du ministre (2e tranche de travaux), plus 1.560.

Achat de deux voitures (renouvellement du parc), plus 1.300.

Ajustement de dotations (entretien, chauffage, documentation, etc...), plus 7.551.

En plus, 18.411.

Titre IV. — Interventions publiques.

Services votés:

Ajustement de la participation de la France au fonctionnement de l'organisation internationale du travail, plus 14.276.

Formation professionnelle des adultes (voir note spéciale), moins 620.303.

Application de l'article 56 du traité instituant la communauté européenne du charbon et de l'acier et du paragraphe 23 de la convention relative aux dispositions transitoires, moins 100.000.

Fonds national de chômage, moins 2.497.000.

Réduction en raison de la création de la société d'économie mixte des crédits prévus pour l'amélioration des conditions de vie des travailleurs nord-africains, moins 80.000.

Ajustement de la contribution de l'Etat à la caisse autonome de sécurité sociale dans les mines, plus 2.849.000.

Ajustement de la contribution de l'Etat à la caisse autonome mutuelle de retraites des agents des chemins de fer secondaires et des tramways, plus 700.000.

Net en plus, 265.973.

Autorisations nouvelles:

Formation professionnelle, plus 219.855.

Encouragement aux instituts de sciences et de recherches sociales et aux centres d'éducation ouvrière, plus 2.000.

Aide aux travailleurs immigrants, plus 35.000.

Encouragements aux sociétés mutualistes, plus 70.000.

En plus, 326.855.

III. — Etude sur l'emploi.

La population française a atteint en 1956 un total de 43.190.000 personnes, dont:

24,4 p. 100 entre 0 et 14 ans;
64,2 p. 100 ont entre 15 et 64 ans;
11,4 p. 100 ont entre 65 ans et plus.

La population active, c'est-à-dire celle exerçant une activité professionnelle rémunératrice, s'élève à 19.220.000 personnes, dont 12.540.000 hommes et 6.680.000 femmes.

Remarquons que ces chiffres de 1956 sont inférieurs de 1 million à ce qu'ils étaient en 1936 et de 1.500.000 à ce qu'ils étaient en 1921, et qu'il est donc possible d'affirmer que le problème du plein emploi est plus facile à résoudre aujourd'hui que par le passé.

La population active se répartit pour 5.140.000 dans l'agriculture et 14.080.000 dans les autres activités, depuis 1906 elle a diminué de 3.690.000 dans l'agriculture et augmenté de 3.190.000 dans les autres activités.

Ajoutons que la population active représentait en 1954, 45 p. 100 du total de la population entière contre 53 p. 100 en 1906; ce qui pour ma part me fait dire que les Français travaillent moins ou plutôt que moins de Français travaillent de nos jours qu'il y a cinquante ans ce qui est strictement vrai en chiffres absolus et en chiffres relatifs.

Le niveau de l'emploi s'est légèrement amélioré de 1956 par rapport à 1955 (qui avait été une très bonne année);

Les offres d'emplois non satisfaites ont triplé de janvier 1955 à septembre 1956;

Les demandes d'emplois non satisfaites ont peu varié;

Le nombre de chômeurs secourus est passé de 64.000 à 21.000, diminuant des deux tiers en vingt et un mois.

On peut donc dire que la situation de l'emploi est très satisfaisante et ceci d'autan plus que, depuis deux années, nous avons augmenté sensiblement le courant de l'immigration.

En résumé: accroissement du quadruple de l'immigration permanente et du double de l'immigration saisonnière, appoint de main-d'œuvre faible numériquement mais indiquant une tendance très nette de l'excédent d'offre du travail sur le marché de l'emploi.

Les secteurs qui ont bénéficié de cet apport de main-d'œuvre sont principalement:

— l'agriculture, 6.982 personnes;
— le bâtiment, 23.575 personnes;
— la métallurgie, 60.820 personnes;
— les mines, 2.264 personnes;
— en ce qui concerne les saisonniers, 28.249 travailleurs pour l'agriculture sur un total de 30.330.

Pour compléter ces renseignements, disons qu'au 30 juin 1956 il y avait, dans la métropole, 192.696 travailleurs nord-africains contre 168.456 un an avant, ce qui indique une augmentation de 24.240 travailleurs pour cette catégorie.

Rapprochons ces chiffres de 178.000 jeunes gens actuellement mobilisés en Algérie et devant être libérés sous peu et concluons que les divers apports de main-d'œuvre en France n'ont pas excédé le nombre des mobilisés, ce qui facilite encore la solution du plein emploi, mais qui prouve que l'économie française n'est pas encore en mesure d'accroître le nombre de ses travailleurs. Problème dont nous aurons à reparler dans quelques années lorsque les couches nouvelles et plus nombreuses viendront se présenter sur le marché du travail.

Voyons maintenant l'évolution des masses salariales depuis 1950 et consultons le tableau ci-dessous qui en donne un aperçu général:

Là encore l'évolution est satisfaisante et ne fait, comme pour les problèmes de l'emploi, que traduire les effets heureux d'une économie en expansion.

Il me faut pourtant rappeler que si notre économie connaît une expansion remarquable depuis quelques années, il ne faut point nous leurrer, cette expansion est à peine suffisante pour maintenir le niveau de vie général là où il est et elle ne permet pas une formation de capitaux suffisants pour faire face aux nécessités du plein emploi de demain.

Notre politique de la main-d'œuvre n'a fait cette année que suivre le mouvement général, on ne peut dire qu'elle ait innové, ni même qu'elle ait été dans le sens de la prévision des problèmes qui se poseront demain.

IV. — Examen des crédits demandés.

A. — Structure du ministère.
B. — Mesures concernant le personnel.
C. — Crédits de reconversion.
D. — Encouragement aux sciences sociales.
E. — Aide aux émigrants.
F. — Aide aux mutualistes.
G. — Formation des adultes.
H. — Fonds national de chômage.
I. — Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines.
J. — Dépenses en capital.

A. — *Structure du ministère.*

Dans mon dernier rapport, je soulignais une augmentation de 10.385.000 francs de dépenses comme suite aux modifications des structures du Gouvernement et je concluais en demandant qu'on nous explique les avantages de ces modifications.

En effet, la réunion des secrétariats d'Etat à la santé publique et à la population d'une part, et au travail et à la sécurité sociale d'autre part, sous la coupe d'un seul ministre a suscité de grands espoirs. Les problèmes communs que les deux administrateurs ont à traiter sont nombreux et une meilleure coordination était souhaitée depuis longtemps.

Dès 1894, un projet de loi avait été déposé dans ce sens.

Citons quelques problèmes qui devraient relever d'une politique sociale d'ensemble:

— diminués physiques: soins, réadaptation et emploi;
— aide aux personnes âgées: soins, hébergement, emploi, pensions de retraite;
— enfance inadaptée: carence familiale, déficience caractérielle, délinquence juvénile, problèmes du dépistage et de la réadaptation, contrôle à la fois sanitaire et pédagogique des établissements pour enfants inadaptés;
— hygiène et sécurité du travail;
— coordination entre l'assurance sociale, l'assurance privée et l'assistance (publique et privée);
— problèmes de la maternité; aide aux femmes seules, lutte contre l'avortement et la mortalité infantile, contrôle des naissances;
— politique démographique liée aux problèmes de l'emploi (travail des femmes) et du niveau des salaires (prestations familiales);
— coordination et financement de la médecine préventive: médecine scolaire, médecine du travail, centres de diagnostic, examens systématiques de dépistage de la sécurité sociale;
— réglementation des professions médicale, paramédicale et pharmaceutique en liaison avec la charge supportée par la collectivité;
— établissements de soins publics et privés.

La création du ministère des affaires sociales a été suivie d'initiatives importantes comme celle tendant à réglementer la profession médicale afin de permettre aux assurés sociaux un meilleur remboursement de leurs frais médicaux. D'autre part, de nombreux problèmes communs aux deux secrétariats d'Etat sont étudiés et trouvent une solution sur le plan du cabinet du ministre (citons le cas des pharmacies mutualistes et celui des cliniques dentaires gérées par des organismes de sécurité sociale).

Compte tenu de l'ampleur des problèmes sociaux et de leur répercussion sur la vie du pays, il est permis de s'étonner, cependant, que le nouveau ministère ne soit pas doté d'un service commun aux deux secrétariats d'Etat qui aurait été chargé de l'étude des questions dépassant le cadre de chacun d'eux. Un tel service pourrait être constitué sans dépense supplémentaire, par la fusion de l'inspection générale de la santé et de la population et du contrôle général de la sécurité sociale. Il y aurait à cela deux avantages:

1° Cette fusion ferait disparaître certaines anomalies:

— les établissements de soins sont contrôlés par deux administrations différentes selon qu'ils sont gérés par des collectivités ou par la sécurité sociale;
— la gestion des hôpitaux dont la charge est supportée en grande partie par la sécurité sociale échappe en fait à son contrôle;
— le contrôle médical de la sécurité sociale dont le rôle, du point de vue financier et du point de vue de la recherche médicale, pourrait être considérable, se trouve placé en dehors de l'autorité des inspecteurs généraux de la santé;

2° Une inspection générale des affaires sociales pourrait, grâce à l'étendue de son champ d'action, effectuer des enquêtes préliminaires à toute réforme sociale de portée générale, aider le Gouvernement à définir sa politique sociale dans tel domaine particulier et enfin promouvoir des réformes tendant à coordonner et à simplifier le fonctionnement des services administratifs.

Nous désirons que le ministre des affaires sociales nous dise bien clairement les avantages des nouvelles structures et s'il envisage les fusions devenues, selon nous, nécessaires.

B. — *Mesures concernant le personnel.*

1° Suppression de 270 emplois, dont 13 dans l'administration centrale, 153 dans les services du travail et de la main-d'œuvre et 104 dans ceux de la sécurité sociale, ce qui entraîne une économie de moins 91.500.000 F;

2° Aménagement du régime indemnitaire en faveur des services du travail et de la sécurité sociale. 96 millions de francs.

Nous avons souvent réclamé cette mesure qui se justifie par les considérations suivantes.

Le développement de la législation sociale, et sa complexité entraînent pour les fonctionnaires des services extérieurs du travail et de la sécurité sociale chargés de son application des sujétions de plus en plus lourdes et une activité de tous les instants.

C'est ainsi que le personnel administratif qui assure la gestion des services de main-d'œuvre doit connaître et appliquer dans des conditions particulièrement délicates puisqu'il est en relations constantes avec un public exigeant dont la situation sociale est précaire, toute la réglementation relative à l'emploi, au placement, au reclassement, à la sélection, à la formation professionnelle des travailleurs, ainsi qu'à l'aide aux travailleurs sans emploi, tout en effectuant à l'extérieur la prospection des offres et le contrôle de la main-d'œuvre.

D'autre part, les agents placés plus particulièrement auprès des inspecteurs du travail subissent le contre-coup des assujettissements sans cesse croissants de ces hauts fonctionnaires, notamment en ce qui concerne le contrôle des salaires, l'application des conventions collectives, la solution des conflits sociaux et des règlements relatifs à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Or, c'est seulement aux inspecteurs du travail, aux directeurs départementaux du travail et de la main-d'œuvre et aux chefs de centre qu'une indemnité dite de « sujétion », calculée au taux de 3,80 p. 100 du traitement moyen des intéressés au 1er janvier 1955 a été allouée par le décret n° 56-58 du 18 janvier 1956.

Il apparaît en conséquence équitable pour les raisons susvisées d'étendre cette indemnité à toutes les catégories de personnel des services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre.

Pour des motifs analogues, la même mesure doit être étendue aux fonctionnaires des directions régionales de la sécurité sociale dont la mission actuelle consiste à contrôler, dans des délais fort brefs, les décisions des conseils d'administration des caisses de sécurité sociale et à assurer le secrétariat des commissions de contentieux qui requiert des connaissances juridiques et administratives assez étendues en même temps qu'une application sans relâche et qui vont voir leurs attributions augmentées du fait de l'application de la loi n° 56-639 du 30 juin 1956 portant institution d'un fonds de solidarité.

La défaveur qui frappe ces deux catégories de personnels au moment où des efforts de plus en plus sensibles vont être exigés d'eux au fur et à mesure de l'extension de la législation sociale et des suppressions d'emplois imposées, risque de porter le plus grave préjudice au fonctionnement des services auxquels ils sont affectés, indépendamment du fait qu'elle est de nature à nuire gravement à leur recrutement.

Pour ces raisons, il a paru équitable d'admettre au bénéfice des primes de rendement les fonctionnaires des services extérieurs du secrétariat d'Etat au travail et à la sécurité sociale;

3° Création de deux postes d'attachés du travail l'un à Bonn, l'autre à Washington: 9.500.000 F.

Mesures justifiées par les considérations suivantes.

Depuis plusieurs années il a paru indispensable d'envoyer des représentants du travail auprès des missions diplomatiques françaises dans les pays dont le développement économique et les expériences sociales ont le plus d'intérêt pour nous.

En effet, à la suite de la suppression du haut commissariat de la République française en Allemagne, la présence se fait impérieusement sentir d'un fonctionnaire spécialement au courant des questions sociales qui serait chargé de suivre les multiples problèmes qui trouvaient jusqu'ici leur solution dans l'action des services du haut commissariat. Ces problèmes se posent avec une acuité accrue au moment où les rapports entre la France et l'Allemagne de l'Ouest se développent sur un plan nouveau en liaison avec les institutions de coopération européenne telles que la communauté européenne du charbon et de l'acier.

La connaissance précise des conditions sociales de l'Allemagne de l'Ouest est une nécessité impérieuse dans une période où le problème de la structure et le niveau des charges sociales dans les pays de l'Europe occidentale revêt, ainsi que vous le savez, une importance capitale qui paraît d'ailleurs devoir s'accroître encore dans l'avenir.

En ce qui concerne le poste de Washington, il paraît opportun que la France ne soit pas placée dans une situation d'infériorité vis-à-vis d'un certain nombre de pays étrangers, tels que la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, qui ont un attaché social auprès de leur ambassadeur à Washington, d'autant plus qu'il s'agit d'un pays où les syndicats jouent un rôle essentiel non seulement sur le plan social, mais sur les plans économique et politique.

Le ministère des affaires étrangères qui attache une grande importance aux problèmes du travail, est entièrement d'accord sur les créations envisagées;

4° Renforcement des crédits de vacation pour la médecine du travail: + 3 millions de francs.

Quelques renseignements précisant l'aide à la médecine du travail ne sont donc pas inutiles à citer ici.

La médecine du travail est une médecine préventive qui s'exerce sur les lieux mêmes du travail et se manifeste par une action de dépistage des maladies, une surveillance de l'adaptation des salariés aux postes de travail, une participation au contrôle de l'hygiène des locaux de travail, en vue notamment de protéger les salariés contre les poussières et les vapeurs dangereuses, les émanations toxiques, le danger des substances mises en œuvre dans l'industrie, une recherche de l'amélioration des conditions de travail par l'étude des rythmes, l'élimination des méthodes de travail et des produits dangereux pour la santé des travailleurs et par l'adaptation des techniques de travail à la physiologie humaine.

Cette action doit permettre d'atténuer les causes de fatigue anormale susceptibles d'entraîner une usure prématurée de la main-d'œuvre et une augmentation des accidents de travail et de l'absentéisme. Elle doit entraîner également une diminution des cas de maladies professionnelles et grâce à l'étude des différents postes de travail et à la recherche des aptitudes physiologiques nécessaires aux salariés qui les occupent, elle doit faciliter l'emploi des personnes âgées et des diminués physiques dans les entreprises. Cette action s'inscrit donc dans le cadre de la politique de plein emploi qui est destinée à rechercher l'adaptation optimum de chacun à son travail.

La médecine du travail s'exerce au sein des services médicaux du travail autonomes ou inter-entreprises qui fonctionnent dans les conditions prévues par le décret du 27 novembre 1952.

Ces services sont placés sous le contrôle technique des médecins inspecteurs du travail.

Au 1er janvier 1956, on dénombrait 3.089 services autonomes et 754 services inter-entreprises qui assuraient la protection médicale de 4.799.000 salariés, qui ne représentaient encore qu'un peu plus des trois quarts des bénéficiaires.

Les modifications apportées à l'article 65 du livre II du code du travail par la loi du 4 août 1955, ont eu pour conséquence d'étendre l'application de la loi du 11 octobre 1946, qui se réfère à cet article pour la définition de son champ d'application, à certaines catégories d'établissements tels que les hôtels et les hôpitaux, ce qui doit entraîner une augmentation du nombre et de l'importance des services médicaux.

D'autre part, la loi du 15 mars 1955 a étendu les dispositions de la loi du 11 octobre 1946 aux entreprises de transport par fer, par route, par eau et par air.

Lorsque les décrets qui doivent être pris pour l'application de cette loi seront intervenus, plus de 600.000 travailleurs nouveaux devront bénéficier de la loi, ce qui rendra obligatoire la création de services médicaux qui se trouveront placés sous le contrôle médical de l'inspection médicale du travail et accroîtra les charges de ce service qui peut difficilement déjà faire face à ses obligations. Je signale que ce service ne compte actuellement que 15 médecins inspecteurs pour l'ensemble du territoire.

L'évolution des techniques et l'emploi des substances radio-actives rendent, en outre, de plus en plus nécessaires les interventions de l'inspection médicale aussi bien en qualité d'organisme de contrôle des services médicaux du travail qu'en raison de sa participation, sur le plan médical, à la préparation et à l'application de la législation relative à l'hygiène et à la sécurité du travail.

CONCLUSIONS

Ainsi donc l'effectif théorique de 1956 qui s'élevait à 9.496 personnes varie de + 2 et — 270 et s'élèvera en 1957 à 9.228 personnes et les crédits demandés sont de:

Au titre III, 5.812.200.000 F.

Au titre IV, 108.500.000 F.

Au total, 5.920.700.000 F.

Il me faut toutefois faire remarquer que des documents budgétaires ne nous donnent pas de précisions sur l'effectif réel et les sommes exactement dépensées pour payer le personnel.

Certes des études plus poussées devront être faites si on veut un jour avoir une idée plus exacte du coût et du rendement des divers services publics.

C. — *Diminution du montant des crédits prévus pour l'application de l'article 56 de la C. E. C. A.: 100 millions de francs.*

Il s'agit de ramener ce crédit de 300 à 200 millions de francs.

Je rappelle qu'il s'agit des crédits alloués pour faire face aux dépenses de reconversion du personnel, dont la moitié est à la charge de la C. E. C. A.

D. — *Encouragement aux centres et instituts de secours sociaux et d'éducation ouvrière:* + 2 millions de francs.

Il me semble substantiel d'encourager ces centres.

L'utilisation des crédits affectés à ce chapitre pour 1956 s'est inspirée des trois préoccupations suivantes:

a) Encourager l'action de formation syndicale et ouvrière entreprise par l'Institut du travail de l'Université de Strasbourg.

A cet effet, l'institut précité a bénéficié d'une subvention qui représente environ 65 p. 100 du crédit total de 13 millions ouvert à ce chapitre.

b) Encourager le développement d'une action tendant à la formation de cadres syndicaux supérieurs, tant par un encouragement direct donné aux centres d'éducation ouvrière d'initiative syndicale que par l'organisation à leur intention de séminaires portant sur les résultats de recherches sociales récentes.

L'effort d'encouragement direct a été fait en faveur des centres d'éducation confédéraux créés par la C. G. T.-F. O., par la C. F. T. C. et par la C. G. C. et une subvention a été accordée à l'Institut des sciences sociales du travail de Paris en vue de l'organisation des séminaires évoqués ci-dessus;

c) Entreprendre des études concrètes sur les diverses incidences sociales de l'introduction de procédés techniques nouveaux, en procédant notamment à des études de cas, dans un domaine comme celui de l'automatisation, et réunir une documentation sur les études de ce genre effectuées en France et à l'étranger.

En vue d'amorcer une telle action, une subvention modique a été donnée à la section de recherches de l'Institut des sciences sociales du travail de Paris.

Il est envisagé, pour 1957, de poursuivre les actions ainsi entreprises notamment dans les trois domaines précisés ci-dessus, dans la limite des crédits octroyés.

E. — *Aide aux travailleurs immigrants* + 35 millions de francs.

Il est naturel que ce crédit soit augmenté dans un service où l'apport des travailleurs étrangers est devenu plus que nécessaire.

Nous pouvons préciser que la politique suivie en matière d'immigration au cours de l'année 1956 a été conditionnée par deux causes déterminantes:

— d'une part, l'évolution nettement favorable de la conjoncture qui a conduit, peu à peu, au plein emploi de la main-d'œuvre nationale dans la presque totalité des principaux secteurs économiques (au 1er septembre, il ne reste que 23.829 chômeurs totaux secourus dont 7.501 âgés de plus de 60 ans et 2.616 partiellement aptes au travail contre 51.583 au 1er septembre 1954 et 43.171 au 1er septembre 1955);

— d'autre part, la situation en Algérie qui s'est traduite sur le plan de l'emploi par l'appel accéléré, le maintien sous les drapeaux ou le rappel des jeunes Français appartenant aux catégories particulièrement actives de la population, cependant que, dans des cas très nombreux, les travailleurs algériens faisaient preuve d'une instabilité accrue mettant parfois en péril l'activité des entreprises qui les employaient.

Devant cette situation, le ministère du travail a été amené à prendre, en matière d'immigration de main-d'œuvre étrangère, des mesures extrêmement libérales permettant de mettre à la disposition

des employeurs, dans les délais les plus rapides, la main-d'œuvre d'appoint qui leur faisait défaut, ne fût-elle que simplement spécialisée ou même banale.

C'est dans ces conditions que du 1er janvier 1956 au 1er octobre 1956, soit en neuf mois seulement, 44.622 travailleurs étrangers dont 37.000 Italiens ont été introduits et placés en France.

Il convient de noter que les introductions de main-d'œuvre étrangère, en années pleines, n'ont été que de 15.139 en 1953, 12.135 en 1954 et 18.932 en 1955).

Les principaux secteurs économiques ayant bénéficié de cet appoint de main-d'œuvre sont:

— L'agriculture, 6.982;
— Le bâtiment, 23.575;
— La métallurgie, 6.820;
— Et les mines, 2.264.

Quant à la qualification professionnelle des travailleurs étrangers ainsi introduits, elle varie d'un secteur économique à l'autre.

C'est ainsi qu'en agriculture, les ouvriers spécialisés comptent pour 83 p. 100 et les simples manœuvres pour 15 p. 100 que dans le bâtiment, on compte 17 p. 100 d'ouvriers qualifiés, 58 p. 100 d'ouvriers spécialisés et 24 p. 100 de manœuvres, alors que dans les industries métallurgiques — qu'il s'agisse de production ou de transformation des métaux — les proportions sont de 25 p. 100 d'ouvriers spécialisés et de 72 p. 100 de manœuvres.

D'ici la fin de l'année, et tenant compte du rythme actuel des souscriptions de contrats de main-d'œuvre étrangère, on peut estimer que 12 ou 13.000 nouveaux travailleurs étrangers seront introduits en France, portant ainsi à plus de 56.000 le total des introductions réalisées au cours de l'année 1956, alors que le chiffre de 43 à 45.000 apparaissait, au mois de juin dernier, comme un maximum.

Ce rythme accru se maintiendra-t-il en 1957 ? Il est difficile, en ce domaine, de faire des prévisions suffisamment précises. Trop de facteurs, en effet, peuvent intervenir dont les répercussions sont difficilement chiffrables à l'avance.

Si l'on peut espérer voir la conjoncture se maintenir à son niveau actuel et même se hausser dans certains secteurs, on ne peut, par contre, faire de prévisions valables en matière d'emploi si l'on considère le problème de l'Algérie. Le solde migratoire positif des mouvements de main-d'œuvre algérienne constaté au cours des derniers mois va-t-il se maintenir seulement ou s'accentuer, mettant ainsi sur le marché du travail métropolitain un grand nombre de manœuvres ou de manœuvres spécialisés — ce qui réduirait d'autant l'appel à la main-d'œuvre étrangères pour ces qualifications professionnelles ? — Il est encore prématuré de l'avancer.

Cependant, la plupart des utilisateurs actuels de main-d'œuvre étrangère inclinent à penser que la libération des jeunes Français rappelés en Algérie d'une part, la stabilisation de la main-d'œuvre algérienne d'autre part, ne suffiront pas à satisfaire les besoins de main-d'œuvre que nécessite la conjoncture à son niveau présent et qu'il devra encore être fait appel à la main-d'œuvre étrangère au cours de l'année 1957, dans des proportions aussi importantes qu'en 1956.

Cette immigration, toutefois, risque d'être limitée par les possibilités d'hébergement que les employeurs seront susceptibles d'offrir aux travailleurs étrangers.

D'où des obligations en matière sociale car toute immigration, à côté des problèmes de recrutement et de placement qui sont réglés d'une part, par l'Office national d'immigration, d'autre part par les services de main-d'œuvre du ministère du travail et de la sécurité sociale, pose de très graves problèmes de stabilisation de la main-d'œuvre immigrée.

Ces problèmes ressortent essentiellement du domaine d'une assistante sociale à apporter aux étrangers introduits sur notre sol, et les services officiels de main-d'œuvre ne sont ni conçus, ni outillés pour faire œuvre d'assistance.

Cette mission ne peut être menée à bien que par l'intermédiaire d'un organisme privé, chargé de prendre directement contact avec les immigrés, soit pour apporter des secours au plus malheureux d'entre eux, soit pour les guider dans l'accomplissement de différentes démarches administratives que leur impose leur statut juridique d'étranger, soit encore pour effectuer des visites d'accueil auprès des familles introduites.

En bref, le but à atteindre est de résoudre toutes les difficultés que peuvent rencontrer les immigrés du fait même de leur transplantation.

A cet égard, le service social d'aide aux émigrants, 391, rue de Vaugirard, à Paris, association régie par la loi du 1er juillet 1901, fondée en 1922 et reconnue d'utilité publique par décret du 23 août 1932, a pour but d'apporter toute l'aide morale et matérielle souhaitable aux étrangers dignes d'intérêt demeurant sur notre sol et de contribuer ainsi au premier chef à leur stabilisation et à leur assimilation définitive.

L'intérêt de l'action menée par le service social d'aide aux émigrants en matière de main-d'œuvre étrangère a conduit le ministère du travail et de la sécurité sociale à accorder, depuis 1947, à cet organisme, une subvention de l'ordre de 10 millions.

Or, le service social d'aide aux émigrants, s'il a toujours à connaître des cas de réfugiés qui, en France, depuis plusieurs années, sont en présence de difficultés multiples pour régulariser leur situation civile (regroupement de familles, reconstitution d'état civil, etc...), doit également s'occuper des nouveaux immigrés dont le nombre déjà important depuis quelques années, va atteindre en 1956 un niveau rarement égalé par suite, d'une part, de l'évolution très favorable de la conjoncture et d'autre part, des répercussions de la situation algérienne sur le plan de l'emploi et notamment de la nécessité de pourvoir au remplacement des jeunes Français maintenus, appelés ou rappelés sous les drapeaux.

Rappelons notamment que les introductions en France de travailleurs permanents depuis 1950 sont les suivantes:

1950, 10.157; 1951, 20.883; 1952, 32.669; 1953, 15.139; 1954, 12.135; 1955, 18.932; 1956 (six premiers mois), 25.592.

Pour tous ces immigrés, se posent des problèmes d'ordre administratif, juridique ou psychologique que le service social d'aide aux émigrants s'efforce de résoudre en collaboration étroite avec toutes les administrations intéressées, les services sociaux et les œuvres privées d'assistance aux étrangers et les diverses branches du service social international.

Pour ne citer qu'un exemple, le service social d'aide aux émigrants, en 1955, a traité 13.957 cas nouveaux qui venant s'ajouter aux cas des étrangers anciennement inscrits dans ses services, forment un total de 42.000 dossiers.

Son courrier atteint 100.000 lettres environ aussi bien à l'arrivée (98.700), qu'au départ (100.261) et le nombre des démarches et visites effectuées ou reçues, atteint 118.000.

En face de cet accroissement considérable de travail, la subvention du ministère du travail et de la sécurité sociale n'a pas augmenté depuis l'origine mais, alors qu'elle représentait 30 p. 100 du montant des recettes du service social d'aide aux émigrants, elle n'en représente plus que 8 p. 100.

Le réseau des assistantes sociales couvre 38 départements seulement. De nombreux vides existent encore sur la carte de France et trois départements notamment la Meuse, la Savoie et la Haute-Savoie qui comptent chacun de 10 à 16.000 étrangers, devraient être, dès maintenant, pourvus d'une assistante, ce qui entrainerait pour le service social d'aide aux émigrants une dépense supplémentaire de trois fois 1.700.000 F = 5.100.000 ou 5 millions en chiffres arrondis.

Pour les raisons exposées ci-dessus, il apparait indispensable que la subvention accordée au service social d'aide aux émigrants, pour 1957, soit portée de 9.759.000 F à 14.759.000 F.

F. — *Dotation supplémentaire pour l'aide aux sociétés mutualistes:* plus 70 millions de francs.

Cette augmentation de crédit se justifie comme suit:

Le crédit à prévoir pour l'exercice 1957 est calculé comme suit:

1° Majoration dont le remboursement sera demandé en 1957, 380 millions (évaluations faites par les caisses autonomes mutualistes et par la caisse nationale d'assurances sur la vie);

2° Insuffisance probable du crédit de 1956, 40 millions (étant donné que sur ce crédit a été imputé le remboursement de majorations concernant les années 1953, 1954 et 1955 qui n'avait pu être effectué en raison de l'insuffisance des crédits afférents auxdits exercices).

Total, 420 millions.

Ce chiffre se traduit, par rapport au crédit accordé pour 1956, par une augmentation de 70 millions, laquelle résulte de l'accroissement du montant global des rentes, bien que le nombre des titulaires de ces rentes soit à peu près constant, les liquidations de rentes nouvelles étant compensées par les décès de rentiers.

L'évaluation des majorations serait facile si les rentes n'étaient constituées que par des cotisations versées régulièrement pendant toute la durée de l'adhésion. Mais, en réalité, toute évaluation sérieuse est rendue impossible par la pratique, de plus en plus courante, des versements complémentaires de cotisations, effectués par les mutualistes disposant des ressources nécessaires, ceci en vue d'accroître le montant de leur rente, et par voie de conséquence, celui de la majoration de l'Etat. Ce qu'il importe de noter, c'est que cette pratique est elle-même la suite normale des lois n° 46-2154 du 7 octobre 1946 (art. 174) et n° 53-58 du 3 février 1953 (art. 6) qui, en portant le maximum de rente majorable, d'abord de 6.000 à 18.000 francs, puis de 18.000 à 18.009 francs, ont encouragé directement les mutualistes anciens combattants à se constituer des rentes de plus en plus élevées.

Ni l'administration, ni les caisses autonomes elles-mêmes ne sont en mesure de prévoir ce que sera en 1957 le volume des versements complémentaires. Le chiffre de 380 millions indiqué ci-dessus ne l'est donc que sous toutes réserves et ne constitue très certainement qu'un minimum. Les évaluations faites s'inspirent de l'accroissement constant, constaté depuis plusieurs années, des majorations à la charge de l'Etat, tel qu'il ressort du tableau suivant:

1950, 189.210.000; 1951, 191.150.000; 1952, 195.450.000; 1953, 215.370.000; 1954, 257.970.000); 1955, 280.000.000 (sous réserve de demandes de remboursement restant à recevoir et que l'on peut évaluer à 20 millions).

G. — *Formation professionnelle des adultes.*

Il nous faut examiner attentivement les crédits institués pour cette activité.

Rappelons que les crédits votés en 1956 se sont élevés à 11.242 millions de francs.

Les propositions budgétaires 1957 font varier ces crédits comme suit:

— relèvement de salaires des stagiaires du personnel d'encadrement, + 379.700.000 F.
— diminution de 1 milliard de francs, du fait que le nombre de stagiaires est inférieur aux évaluations.
— autorisations nouvelles de nouveaux centres, + 219.855.000 F
Total des crédits demandés pour 1957, 10.811.555.000 F.

En réalité si les centres devaient fonctionner à plein nous pourrions présenter les comptes comme suit: crédits 1957, 11.242 millions de francs; dépenses nouvelles de structure, 599.555.000 F; crédits, 11.841.555.000 F, + frais stagiaires, 1 milliard de francs. — Total, 12.841.555.000 F, qui seraient demandés pour cette activité.

Il n'est pas inutile de détailler ces sommes (en milliers de francs):
Le crédit de 10.841.552.000 F demandé pour 1957 s'établit comme suit:

Crédits votés pour 1956, 11.242.000.
A ajouter:

a) Services votés:

Incidence du décret n° 56-266 du 17 mars 1956 portant réduction des écarts de zones: réduction moyenne 2,15 p. 100 sur la base de 30.000 stagiaires (programme normal) et 13.500 stagiaires de main-d'œuvre, soit au total 43.500 stagiaires, 179.326.

Incidence de la majoration de 176,47 à 189 (soit 7,10 p. 100) du point statutaire servant au calcul des traitements du personnel des centres (référence à l'accord de salaires du 23 novembre 1955 de la métallurgie parisienne), 194.214.

Incidence du décret n° 55-266 du 17 mars susvisé sur les centres de la S. N. C. F., 6.127.

Total en plus, 379.697.

A déduire:

Abattement de 1 milliard pour tenir compte de la différence existante entre l'effectif budgétaire théorique des stagiaires pour 1956 et leur effectif réel, — 1 million.

Net en moins, 620.303.

Autorisations nouvelles:

Lancement d'une tranche supplémentaire de 330 stagiaires dont 115 pour 1957 des matières plastiques, en plus 53.911.

Lancement d'un programme de formation des techniciens d'électronique, 16 sections de 15 stagiaires, 147.944.

Frais de déplacement du centre S. N. C. F. de Digne et achèvement de celui de Tours, 18.000.

Total en plus, 219.855.

Net en moins pour le chapitre, 400.448.

Crédits 1957: 11.242.000 — 400.448 = 10.841.552.

Mais le fonds de développement économique et social prend d'ores et déjà en charge, à concurrence de 1 milliard, les dépenses entraînées par la création de 55 sections spécialisées de F. P. A. dans la branche métaux et sera pressenti en vue de prendre également en charge les dépenses d'investissement afférentes au programme de formation de stagiaires pour les matières plastiques et pour l'électronique.

Examinons ci-dessous l'activité des centres:

Ces centres se répartissaient en novembre 1956 comme suit:

Bâtiment, 89; métaux, 20; divers, 27. Total, 136. S. N. C. F., 10. — Total général, 146.

Notons que le nombre de centres passe de 125 à 136, que le personnel d'encadrement passe de 2.200 à 3.000 (chiffres moyens) et que le nombre de stagiaires passe de 11.000 à 12.000 (chiffres moyens) de 1955 à 1956, et nous dépensons au moins 12 milliards de francs pour former 12.000 personnes, 1 million donc pour chacune.

Il me semble que ceci est excessif.

Ajoutons, pour en terminer avec les centres, les quelques commentaires suivants:

1° Résultats prévisibles pour 1956.

L'activité des centres de formation professionnelle d'adultes s'est traduite pour les huit premiers mois de 1956 par la présence d'une moyenne de 11.375 stagiaires contre 10.800 pour le même laps de temps en 1955. Le chiffre de 16.162 stagiaires, le plus fort de l'année, a été enregistré en février 1956.

Pendant la même période de l'année (1er janvier-1er septembre 1956) 19.127 stagiaires ont effectivement achevé leur stage de formation. En 1955 et au cours des mêmes mois, le nombre de stagiaires formés s'était élevé à 14.256.

Il paraît possible de prévoir le résultat final de l'exercice en extrapolant les résultats des huit premiers mois. Si en effet, les effectifs présents en septembre doivent se maintenir à un niveau encore assez bas, comme il est de règle pendant les mois d'été, ils augmenteront très rapidement pendant les trois derniers mois pour atteindre et vraisemblablement dépasser les chiffres des premiers mois de l'année. *Déjà le nombre des inscriptions reçues en septembre a permis d'apprécier l'importance de ce relèvement que l'on observe traditionnellement au cours du quatrième trimestre:* ces inscriptions ont été en effet les plus nombreuses que l'on ait enregistrées depuis le début de l'année, ce qui montre que l'effort intense de propagande entrepris depuis un an en faveur du recrutement des centres de F. P. A. porte ses fruits, malgré les circonstances défavorables de la conjoncture (plein emploi de la main-d'œuvre, rappel des disponibles, etc.).

Si l'on se réfère aux résultats acquis à l'issue des huit premiers mois de 1956, on peut escompter pour l'année entière, et déduction faite des abandons de stage inévitables (maladies, accidents, inaptitudes, etc.), un chiffre minimum de 28.750 stagiaires formés, dont environ 23.500 pour le bâtiment, et 5.250 partagés entre la métallurgie et diverses autres professions.

Le chiffre des stagiaires formés effectivement en 1955 était de 20.712 dont 16.420 pour le bâtiment.

La comparaison de ces chiffres fait ressortir le développement pris par la formation professionnelle des adultes en 1956, la progression des effectifs formés étant essentiellement marquée dans le secteur du bâtiment;

2° Résultats prévisibles pour 1957.

En fonction des besoins exprimés dans le domaine de la construction accrue et de l'entretien immobilier, il est nécessaire de poursuivre l'année prochaine et d'intensifier dans toute la mesure du possible l'effort entrepris pour la formation d'ouvriers du bâtiment. Le lancement de nouvelles sections de formation est prévu à cet effet et tout sera fait pour que les effectifs de stagiaires dans cette branche soient augmentés par rapport à ceux de l'année présente.

D'un autre côté et eu égard à l'insuffisance de la main-d'œuvre qualifiée dans les principaux secteurs économiques, il a été décidé:

a) De développer les moyens de la formation dans l'industrie des métaux par la création d'une cinquantaine de sections nouvelles portant la capacité annuelle de formation des centres des métaux de 2.000 à 3.200;

b) De créer seize sections de formation d'agents techniques en électronique;

c) D'ouvrir onze nouvelles sections pour ouvriers des matières plastiques.

Toutefois, afin de ne pas imposer une charge excessive au budget de 1956, il a été convenu que les dépenses d'investissement entraînées par les nouvelles sections des métaux, de l'électronique et des matières plastiques seraient imputées sur la dotation du fonds de développement économique et social, les seules dépenses de fonctionnement des sections en question étant supportées par le budget ordinaire.

Il est à observer que le crédit proposé pour le financement de la F. P. A. est inférieur à celui de 1956, ce qui à première vue paraît contradictoire avec les perspectives d'activité élargie ci-dessus exposées.

En réalité, il a été entendu avec l'administration des finances que le montant des crédits pour 1957 correspondrait à une évaluation des dépenses établie sur la base de la moyenne réelle des stagiaires enregistrée au cours du premier semestre 1956, mais que dans l'hypothèse où cette moyenne pourrait être dépassée, des crédits supplémentaires seraient ouverts afin de ne freiner sous aucun prétexte une expansion de l'activité des centres de F. P. A. liée elle-même à l'expansion de l'activité économique.

II. — *Fonds national de chômage.*

Est ramenée de 7.997 à 5.500 millions la dotation au titre du fonds national de chômage; — 2.497.000.000.

Il est évident que le nombre de chômeurs effectivement secourus en 1956 justifie cette mesure:

Rappelons ces nombres:

1er janvier 1956, 44.017; 1er février 1956, 48.469; 1er mars 1956, 49.738; 1er avril 1956, 44.750; 1er mai 1956, 38.931; 1er juin 1956, 33.270; 1er juillet 1956, 28.565; 1er août 1956, 25.111; 1er septembre 1956, 23.829; 1er octobre 1956, 21.237; 1er novembre 1956, 20.814, et faisons remarquer de suite que le rapport 20811 à 44077 représente moins de la moitié et que la réduction des crédits prévue n'est que des deux tiers.

Cette mesure se justifie aussi par l'évolution de la demande et de l'offre de l'emploi.

Un facteur a joué sur le marché de l'emploi, c'est celui des rappelés, on ne peut donner de précisions sur leur répartition par secteur, mais l'effet du rappel sur le marché du travail se manifeste.

Peut-on avoir une idée précise des services par professions?

Je suis assez sceptique sur cette sensibilité mais j'admets que c'est dans le bâtiment que la demande dépasse l'offre de beaucoup, et pour moi, les causes de ce déséquilibre, ne sont pas seulement des questions de nombre de travailleurs.

Mais il y a à faire des hypothèses sur 1957 puisque c'est du budget 1957 qu'il s'agit; dans ce domaine on peut dire au moins ceci:

Il semble, à défaut d'information précise en provenance de l'autorité militaire que la libération des 178.000 jeunes hommes qui doit s'opérer du 20 octobre aux premiers jours de l'année 1957 ne fera, numériquement, que compenser la prolongation de la durée du service actif et l'appel des nouvelles classes.

Qualitativement cependant, le marché de l'emploi bénéficiera grâce à cette libération d'un apport de main-d'œuvre déjà expérimentée et, par conséquent, d'utilisation immédiate.

On soulignera également que, dès le mois de janvier, qui verra s'accomplir les dernières opérations de libération de disponibles, un *léger fléchissement de l'indice global affecte traditionnellement* l'activité de la main-d'œuvre et que les besoins s'atténuent.

Ces deux facteurs contribuent incontestablement à réduire momentanément, au début de 1957, l'importance du déficit en main-d'œuvre, qui pour le quatrième trimestre 1956 (non compris le secteur des industries mécaniques et électriques) était évalué, pour les principaux secteurs d'activité collective à 55.000 travailleurs, dont 14.000 saisonniers agricoles.

Toutefois, le chiffre élevé des besoins exprimés par comparaison avec ceux de l'année précédente (14.000 industries mécaniques et électriques comprises) laisse supposer que le déséquilibre ne pourra être sensiblement atténué — dans l'hypothèse d'une expansion continue de l'économie — que par un très large appel à l'immigration et aux ressources de main-d'œuvre encore inutilisées.

I. — *Majoration importante du fonds spécial de retraite de la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines et à la C. A. M. A.*

Caisse de retraites des mineurs, en plus 2.849.000.000.

C. A. M. A., en plus 700.000.000.

Le crédit voté l'année dernière était de 22.103.000.000.

Ce qui porte le crédit total à 25.652.000.000 plus que la moitié du budget du ministère du travail.

a) Régime des retraites des ouvriers mineurs:

Déficit de l'exercice 1955 et des exercices antérieurs: 7 milliards 388.322.223 F.

Exercice 1956.

Les recettes peuvent être évaluées à 44.820 millions, se décomposant comme suit:
Contribution de l'Etat, 21.720 millions;
Contribution ouvrière et patronale, 22.900 millions;
Hydrocarbures, 200 millions.
L'augmentation des recettes provient de l'augmentation des salaires résultant des accords conclus entre les exploitants et les organisations syndicales.
Les dépenses sont estimées à 46.031 millions.
L'insuffisance des ressources peut donc être évaluée à 1.211 millions.

Exercice 1957.

Les recettes prévues sont de l'ordre de 48.144 millions, et les dépenses de 47.211 millions, soit un excédent de ressources évalué à 1.233 millions.
a) Régime de retraites des agents des chemins de fer secondaires: excédent de recettes de l'exercice 1955 et des exercices antérieurs, 671 millions.

Exercice 1956.

Les recettes peuvent être évaluées, compte tenu de la contribution de l'Etat (soit 1.928 millions) à 4.826 millions.
Les dépenses, y compris les rappels d'arrérages pour les exercices 1954 et 1955 dus au titre de la péréquation (décret du 23 novembre 1955), sont estimées à 6.010 millions.
L'insuffisance des ressources, compte tenu de l'excédent des recettes au 31 décembre 1955, semble donc devoir être de 540 millions.

Excédent 1957.

Les recettes prévues sont de 4.700 millions, y compris la contribution normale de l'Etat calculée sur la base de 8 p. 100 des salaires (soit 980 millions) et la contribution exceptionnelle de l'Etat étant supposée reconduite au même chiffre qu'en 1956 (soit un millard).
Les dépenses sont évaluées à 5.325 millions.
L'insuffisance de recettes pour cet exercice peut donc être estimée à 625 millions, chiffre qui risque d'être inférieur à la réalité, étant donné qu'il conviendra de procéder, fin 1956, début 1957, à une nouvelle révision des pensions pour tenir compte de la hausse des salaires intervenue en 1955, ce qui entraînera le payement en 1957 de rappels à compter du 1er janvier 1956 que l'on peut évaluer à 420 millions par an.
Il n'est pas inutile de voir qu'elle a été l'évolution des crédits affectés à ces deux subventions, rappelons finalement les chiffres:
En 1954 la dotation était de 11.097.339;
En 1955 la dotation était de 20.297.696;
En 1956 la dotation était de 22.103.000;
En 1957 la dotation demandée s'élève à 25.652.000.
Les crédits se trouvent plus que doublés en quatre exercices, avouons qu'en fait d'expansion ceci bat tous les records.
Examinons de plus près le détail de ces variations. Je rappellerais brutalement les chiffres.

Explication de ces différences (en milliers de francs).

1° Augmentation de 9.210.357 francs entre 1955 et 1954.
a) Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines:
Prise en charge de la majoration spéciale de 10 p. 100 du montant des retraites des ouvriers mineurs (application de la loi n° 54-854 du 31 août 1954), + 3.000.000.
Incidence de l'accroissement depuis les années 1948 et 1949 du nombre des pensionnés et de la réduction sensible des travailleurs actifs.
Le rapport démographique $\frac{\text{retraités}}{\text{cotisants}}$ qui était de 46 p. 100 en 1948 est passé en 1955 à 82 p. 100, d'où augmentation de la contribution de l'Etat pour tenir compte de ce coefficient de correction, + 5.200.000.
Incidence de la diminution des effectifs et d'un nombre de journées moindres au cours de la période de référence, — 684.000;
b) Caisse autonome mutuelle de retraites des agents des chemins de fer secondaires et des tramways:
Incidence du décret n° 54-953 du 14 septembre 1954 qui a porté de 1 à 8 p. 100 le montant de la contribution de l'Etat, + 718.984.
Incidence de la masse des salaires versés en 1954 devant servir de base à la contribution de 1955, + 5.373.
Application de l'article 49, premier alinéa, de la loi n° 55-359 du 3 avril 1955 relative aux comptes spéciaux du Trésor, + 1.000.000.
Différence nette pour le chapitre, + 9.240.357.
2° Augmentation de 1.805.304 entre 1956 et 1955:
a) Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines:
Incidence des revalorisations de salaires intervenues en avril 1955 et de la variation de pourcentage des retraités par rapport aux cotisants, passé de 82 à 89 p. 100 au 31 décembre 1955, + 1.707.000;
b) Caisse autonome mutuelle de retraites des agents des chemins de fer secondaires et des tramways:
Incidence de la masse des salaires versés au cours de l'année 1955 servant de base au calcul de la contribution de l'Etat au taux de 8 p. 100, + 98.304.
Différence nette pour le chapitre, 1.805.304.
3° Augmentation de 3.549.000 F entre 1957 et 1956:
a) Caisse autonome de sécurité sociale dans les mines:
Incidence du relèvement du plafond sécurité sociale (156 à 528) et de l'augmentation du pourcentage des retraités par rapport aux cotisants à 90,4, 2.849.000;
b) Caisse autonome mutuelle de retraites des agents des chemins de fer secondaires et des tramways:
Incidence de l'augmentation de la masse des salaires, + 68.000.
Relèvement de la contribution exceptionnelle destinée à permettre la couverture du déficit, + 632.000.
Différence totale, 3.549.000.
Que conclure ?
Ces chiffres ne traduisent que l'application de textes votés par le Parlement, on peut donc dire qu'ils sont une conséquence.
Mais je ne puis m'empêcher de me demander quel devrait être le prix du charbon, si on y incorporait les charges sociales des mineurs, il me semble que ce prix serait plus valable, économiquement parlé, que le prix actuel qui exclut des charges sociales pour les transférer au budget général.
On peut raisonner autrement et admettre qu'on pourrait inscrire toutes les charges sociales au budget général, mais ceci implique une réforme profonde de notre législation sociale actuelle.

J. — *Dépenses en capital.*

Au budget 1957:
Les autorisations nouvelles de programmes s'élèvent à 400 millions de francs.
Les crédits de payements se répartissent comme suit:
Crédits de payements pour services, 370.100.000 F.
Autorisation nouvelle de payement, 150 millions de francs, donc au total 400 millions d'autorisation nouvelle de payements et 520.100.000 d'autorisations totales de payements.
Pour 1957:
Une nouvelle autorisation de programme de 400.000 assortie d'un crédit de payement de 150.000 est demandée.
Le programme projeté comprendrait notamment:
1° L'acquisition d'immeubles en vue de doter les services des départements d'outre-mer et leur personnel, d'installations à caractère définitif;
2° Continuation du programme de relogement des services de placement à Paris;
3° Continuation du programme de relogement des directions départementales du travail et de la main-d'œuvre et des directions régionales de la sécurité sociale: le Mans, Chartres, Epinal et Dijon.
Sur les crédits qui seront reportés de 1956 à 1957, il est d'ores et déjà envisagé d'effectuer, à concurrence de 70 millions des travaux dans l'immeuble Athos, et à concurrence de 15 millions dans l'immeuble de Poitiers.

V. — Disparité des salaires féminins. — Bas salaires.

Les deux questions ayant éveillé l'attention, je donnerai sur ces deux points les explications suivantes.
La fixation du minimum interprofessionnel garanti demeure la seule prérogative des pouvoirs publics en matière de salaires depuis la promulgation de la loi n° 50-205 du 11 février 1950 relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs de travail qui régit la matière et qui a consacré le retour à un régime de liberté des salaires.
Dans la pratique, sous réserve du respect de cette rémunération garantie, considérée comme un minimum social dû à tout salarié âgé de dix-huit ans et d'aptitude physique normale qui apporte son travail à une entreprise, abstraction faite d'une qualification professionnelle quelconque, les salaires peuvent être fixés de gré à gré par le contrat de travail, compte tenu, le cas échéant, des minima prévus par un accord de salaires ou une convention collective. Pour la détermination de ces minima contractuels, il appartient aux parties intéressées au cours de négociations collectives, de déterminer éventuellement les abattements applicables aux salaires fixés selon les régions et les localités, en dehors de toute considération relative aux prescriptions réglementaires en matière de salaire minimum interprofessionnel garanti.
En ce qui concerne l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et féminine, le principe en a été posé par l'ordonnance du 24 août 1944 relative au relèvement provisoire des salaires à la libération de la France, qui disposait en son article 7 « dans des conditions égales de travail et de rendement, les taux minima des salaires des femmes seront égaux à ceux des hommes ».
En application de cette disposition, un arrêté du 30 juillet 1944 a abrogé les dispositions relatives aux abattements jusque-là autorisés pour les salaires féminins. Aussi le régime de réglementation des salaires antérieur à la loi du 11 février 1950 susvisée, réalisait-il la stricte égalité des salaires masculins et féminins.
Il convient d'ajouter que la loi du 11 février 1950 a prévu, dans la nouvelle rédaction qu'elle donne à l'article 31 *g* du livre Ier du code du travail, que les conventions collectives susceptibles d'être imposées par arrêté ministériel à tous les employeurs et salariés d'une branche professionnelle, devaient contenir une clause relative aux modalités d'application du principe « à travail égal, salaire égal » pour les femmes et pour les jeunes.
Les barèmes fixés par les conventions collectives et les accords collectifs sont donc les mêmes pour les hommes et pour les femmes quand il s'agit des mêmes qualifications professionnelles ou des mêmes travaux.
Mais ces barèmes constituent généralement des salaires minima que les salaires pratiqués dépassent dans une proportion qui peut varier, tant pour les hommes que pour les femmes, selon les établissements et aussi à l'intérieur d'un même établissement, selon les capacités professionnelles des intéressés.

Ainsi la disparité des salaires féminins d'une région à une autre n'est-elle que la conséquence inévitable du régime actuel de liberté des salaires et ne constitue pas, en droit, une anomalie.

A la question:

— est-il exact qu'actuellement de nombreux travailleurs perçoivent encore des salaires inférieurs au minimum vital pour des semaines de quarante heures ?

Je puis répondre par les explications suivantes:

Suivant l'article 31 *zb* du livre 1er du code du travail, les employeurs qui ont payé des salaires inférieurs au minimum interprofessionnel garanti (ainsi qu'aux minima contractuels figurant dans les conventions collectives et rendus obligatoires à la suite de l'extension de ces conventions par arrêté ministériel), seront punis d'une amende de 600 à 1.800 F. L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de travailleurs rémunérés dans des conditions illégales. En cas de récidive, le contrevenant sera puni d'une amende de 6.000 à 12.000 F.

L'importance de ces sanctions, les contrôles systématiques prescrits au service de l'inspection du travail ont permis, selon les rapports périodiquement adressés à la direction, de mettre pratiquement un terme aux abus dans ce domaine. En tout état de cause, chaque infraction décelée doit être signalée aux services de l'inspection du travail et de la main-d'œuvre qui interviennent pour faire payer, sous forme de rappel, les salaires dus à concurrence du minimum garanti et, en cas de refus, dressent procès-verbal.

VI. — Conclusions.

Mon analyse des propositions budgétaires du Gouvernement s'est faite dans le double souci de les placer dans le cadre de la conjoncture économique et les examiner sous l'angle du coût et du rendement des services publics.

C'est donc dans le cadre général de cette fonction que je demanderai au Conseil de la République de voter les crédits demandés sous la réserve suivante:

— que le ministre réponde clairement aux questions suivantes:

1° Qu'il nous explique les avantages de la situation actuelle de son ministère;

2° Qu'il nous explique comment il entend appliquer les mesures de suppression d'emploi ? A quoi doivent-elles aboutir: à une diminution des effectifs réels ou simplement à des réductions de crédits précédemment demandés pour des emplois qui sont demeurés vacants?

3° Ce qu'il attend exactement de la création des deux postes d'attachés du travail tant à Bonn qu'à Washington;

4° Quels sont les résultats pratiques obtenus grâce à l'augmentation des crédits affectés aux instituts de sciences sociales et d'éducation ouvrière;

5° S'il compte développer la politique d'immigration des travailleurs et spécialement de travailleurs du bâtiment.

Quelles mesures il compte prendre et comment il prendrait éventuellement les mesures financières au cas où d'une part, le nombre des stagiaires de centre de formation professionnelle des adultes, et d'autre part, le nombre des chômeurs augmenteraient en 1957 par rapport à 1956;

6° Combien de temps encore et dans quelles limites vont augmenter les crédits destinés à équilibrer la caisse de retraites des mineurs et des employés des chemins de fer locaux;

7° S'il peut nous affirmer que les dépenses en capital se traduiront en fin de compte par une amélioration du fonctionnement des services et la diminution de leur coût;

8° Quelles mesures il compte prendre pour faire appliquer strictement la législation sur les salaires et en particulier pour faire entrer dans le cadre de la législation le travail dénommé « noir ».

Sous le bénéfice d'une réponse claire et nette à ces questions, et sous les réserves d'ordre général énoncées à la page 31 du tome II *du présent rapport, je vous invite, au nom de la commission des finances, à voter les crédits proposés par le Gouvernement et votés par l'Assemblée nationale.*

TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME

Rapport spécial: M. Albert LAMARQUE.

I. — Répartition des crédits par grandes masses et observations générales.

Le montant global des autorisations annuelles de dépenses dont le Gouvernement propose l'ouverture au titre du budget ressort à:

Dépenses ordinaires et dépenses en capital, 230.180.700.000 F.
Dommages de guerre de la S. N. C. F., 8.700 millions de francs.
Total, 238.880.700.000 F.

Rappelons qu'en 1956 les crédits s'étaient élevés aux montants suivants:

Dépenses ordinaires et dépenses en capital, 262.852.500.000 F.
Dommages de guerre S. N. C. F., 9.337 millions de francs.
Total, 272.189.500.000 F.

Ainsi, par rapport à ceux de cette année, les crédits de l'an prochain accusent une diminution de 33.308.800.000 F.

Il peut être dit encore que le budget des travaux publics est largement dominé par la S. N. C. F. qui s'inscrit pour 145 milliards sur un total de 238, soit un peu plus de 60 p. 100.

Il résulte de ces indications que les propositions budgétaires présentées par le Gouvernement sont, en 1957, pour les dépenses ordinaires en diminution de 38 milliards, soit 15 p. 100 sur les crédits ouverts en 1956. En ce qui concerne les dépenses en capital elles sont, au contraire, en augmentation de plus de 5 milliards, soit 30 p. 100. La part en « autorisations nouvelles » est modeste pour les dépenses ordinaires, seulement 144 millions; pour les dépenses en capital, au contraire, elle est forte, puisqu'elle atteint 5 milliards

II. — Moyens des services (Titre III).

Les crédits demandés pour 1957 s'élèvent à 65.095,4 alors que les crédits ouverts en 1956 atteignaient 63.862,2;

Services votés, 1.113,4;
Autorisations nouvelles, 119,8.
Total, 65.095,4.

Les majorations résultant ci-dessus des services votés sont intervenues du fait des traitements, salaires, indemnités diverses du peronnel et malgré la suppression de 1950 emplois visés par le plan d'économie du Gouvernement, suppression atténuée, il est vrai, par la création de 92 emplois imputés sur le fonds d'investissement routier pour un renfort du personnel de gestion et inscrits au titre des autorisations nouvelles. Dans les amputations, il faut noter celles qui visent pour 1.690 millions les crédits d'entretien des routes, voies navigables, ports, phares et balisages.

Effectif du personnel.

Après les modifications ci-dessus, l'effectif du personnel ressort à:

	1956	1957	DIFFÉRENCES
Administration centrale	742	748	+ 6
Ponts et chaussées	61.797	59.959	— 1.838
Ports, signalisations, voies navigables	2.445	2.445	»
Chemins de fer et transports	299	296	— 3
Institut géographique national	2.518	2.489	— 29
Totaux	67.801	65.937	— 1.864

La différence s'analyse ainsi:

Suppression d'emploi, plan d'économies, en moins 1.950;
Transformation d'emplois (fonds routier), en moins 6;
Création d'emplois (fonds routier), en plus 92.
Soit en moins, 1.864.

Autorisations nouvelles.

Il est noté ci-dessus qu'elles atteignent 119,8 millions, soit:

Création des 92 emplois pour le fonds routier, 61,8;
Organisation des entreprises de travaux publics et de transports pour le temps de guerre, 40;
Subvention à l'Union nationale des associations de tourisme (nouveau fichier des vélomoteurs et cyclomoteurs), 18.

III. — Interventions publiques (Titre IV).

Les crédits demandés pour 1957 s'élèvent à 143.143,7 millions alors que les crédits ouverts en 1956 atteignaient 182.385,3 millions.

La différence qui ressort à 39.241,6 millions provient d'une réduction de 39,266,6 millions des crédits concernant les services votés et d'une augmentation de 25 millions au titre des mesures nouvelles.

A la rubrique des services votés l'abattement est donc considérable, puisqu'il dépasse 39 milliards et qu'il vise principalement deux chapitres.

1° *Voie navigable. — Exploitation réglementée.* — 440 millions.

Il est prévu une réduction de l'aide à la batellerie de 320 millions pour les bateliers non artisans. Cette mesure est présentée comme une conséquence de l'article 17 de la loi du 4 août 1956, le montant des nouvelles taxes étant inférieur à la taxe des prestations de services supprimée. Cette réforme permet de supprimer, en outre, le crédit de 150 millions destiné à compenser pour les clients des artisans bateliers le fait que les tarifs appliqués par ceux-ci ne comportaient pas la taxe des prestations de services déductible de la T. V. A. Toutefois, ces réductions se trouvent partiellement compensées par les ajustements divers (30 millions) prévus au titre des frais de fonctionnement de l'exploitation réglementée des voies navigables.

2° *La Société nationale des chemins de fer français?*

La Société nationale des chemins de fer français s'inscrit au titre IV par les chiffres suivants:

	1956	1957	DIFFÉRENCE
Subvention d'équilibre	65	30	— 35
Charges d'infrastructure	83,7	90,2	+ 6,5
Indemnité compensatrice pour tarifs réduits	26,7	16,3	— 10,4
Total	175,4	136,5	— 38,9

Explications:
a) Subvention d'équilibre. — Réduction de 35 milliards, soit:
Suppression de la taxe sur les prestations de services (loi du 4 août 1956), — 23 milliards;
Suppression de la redevance d'usage, — 19 milliards;
Economies sur les dépenses d'exploitation, — 20 milliards;
Ajustement aux charges nouvelles compte tenu de l'évolution du trafic, + 27 milliards.
b) Charges d'infrastructure. — Augmentation de 6,5 milliards se répartissant de la manière suivante (en millions de francs):
Entretien de la voie, en plus 3.976;
Frais de gardiennage, en plus 125;
Charges de retraites, en plus 2.120.
c) Indemnité compensatrice. — Réduction de 10,4 milliards, provient du transfert du budget de la défense nationale des militaires et marins isolés et au budget de la justice du transport des pénitentiaires.
On verra plus loin (titre VII) qu'au titre des dommages de guerre la S. N. C. F. s'inscrit pour un crédit de 8,7 milliards.

Budget prévisionnel.

La S. N. C. F. a fourni pour 1957 un budget prévisionnel qui comporte:
Recettes, 616 milliards;
Dépenses, 657 milliards;
Déficit, 41 milliards.
Elle compte demander un aménagement des tarifs d'un montant de 16 milliards. Si le Gouvernement accepte, le déficit tombera à 41 — 16 = 25 milliards. Sinon, en vertu de la convention du 31 août 1937, la subvention d'équilibre devra comprendre en supplément une indemnité d'égale importance. En tout cas, il est possible de constater ci-dessus que les chiffres prévisionnels de la S. N. C. F. ne concordent pas avec ceux du budget.

Evolution du personnel.

1938: 466.700 permanents, 34.100 auxiliaires, total 500.800.
1957: 334.600 permanents, 27.100 auxiliaires, total 361.700.
1938: 159.000 retraités, 84.600 ayants droit, total 243.600.
1957: 262.100 retraités, 137.600 ayants droit, total 399.700.
Ainsi, depuis 1938, l'effectif du personnel a diminué de 101.100 agents, tandis que celui des retraités a augmenté de 156.100 unités. L'effectif des retraités est ainsi supérieur de 38.000 à celui des agents actifs.

Evolution du trafic.

Voyageurs/kilomètre, milliards: 1938, 22,1; 1950, 26,4; 1957, 29,5.
Recettes en milliards: 1938, 4,12; 1950, 86,7; 1957, 155.
Marchandises tonnes/kilomètre: 1938, 26,5; 1950, 38.9; 1957, 51.
Recettes en milliards: 1938, 11,2; 1950, 188; 1957, 330.
En recettes, les chiffres ci-dessus comportent les versements de l'Etat. Les résultats de l'année 1955 ont marqué, par rapport à ceux de 1954, une amélioration de 4,5 p. 100 pour les voyageurs et 11,3 p. 100 pour les marchandises. Comparés à ceux de 1954 les chiffres de 1956 font ressortir une augmentation de 9,7 p. 100 pour les voyageurs et 19,1 pour les marchandises. Si l'expansion se poursuit en 1957, les accroissements seront supérieurs aux prévisions du comité du plan.
D'après les déclarations de M. le directeur général de la Société nationale des chemins de fer français, la traction à vapeur est définitivement abandonnée. Cette reconversion sera terminée en 1970. Il y aurait alors 10.000 kilomètres de voies électrifiées assurant 80 p. 100 du trafic contre 5.500 assurant 40 p. 100 du trafic à l'heure actuelle. La Société nationale des chemins de fer français espère avoir, en 1965, 6.600 kilomètres de voies électrifiées assurant 60 p. 100 du trafic. En dehors des lignes électrifiées, le reste du réseau sera desservi par autorails et locomotrices Diésel.
Enfin, il convient de signaler que la convention du 31 août 1937 qui lie la Société nationale des chemins de fer français à l'Etat a été modifiée par un avenant du 25 octobre 1956 (*Journal officiel* du 7 novembre). Les nouvelles dispositions ont pour effet de supprimer complètement à partir de 1957 la redevance d'usage de la voie que la Société nationale des chemins de fer français doit payer à l'Etat en contrepartie de la prise en charge par celui-ci de 60 p. 100 des dépenses d'entretien de l'infrastructure. Pour 1956, cette redevance avait fléchi de 5 p. 100 à 3,5 p. 100 des recettes. D'autre part, l'annuité normale de renouvellement est ramenée de 9 à 7 p. 100 des recettes du trafic, pour chacun des exercices 1956 et 1957. Les chiffres de l'exposé ci-dessus concernant les crédits de la Société nationale des chemins de fer français tiennent compte de ces nouvelles stipulations.

3° *Régie autonome des transports parisiens.*

Le budget nouveau ne comporte aucune modification et la participation de l'Etat reste fixée à 3 milliards. En vertu de la loi du 21 mars 1948 cette participation vise à compenser la perte de recettes provenant des tarifs réduits accordés aux familles nombreuses et aux mutilés, jusqu'à concurrence d'une limite fixée à 15 p. 100 des recettes. Il partage cette contribution avec les collectivités locales.
En réalité, la Régie autonome des transports parisiens se trouve dans une situation financière extrêmement difficile, avec un montant des déficits antérieurs qui s'élève à 8.783 milliards. Pour 1956, le déficit court à raison de 1 milliard par mois de sorte qu'à la fin de l'année, le déficit global sera de 20 milliards.
L'Etat a dû faire des avances (6,5 milliards) pour pallier les difficultés de trésorerie de la Régie autonome des transports parisiens. Mais les choses ne peuvent en rester là et une réforme de structure profonde s'impose. Il est à noter que, les tarifs actuels datant de 1951, ils ne tiennent pas compte des lourdes charges du personnel et de matériel survenues depuis. Ces tarifs sont à l'indice 15,4, par rapport à 1938 alors que l'ensemble des prix est au coefficient 26.
Ce qui a contrarié un relèvement des tarifs, à l'encontre de ce qui s'est passé dans la plupart des grandes villes, c'est que les tarifs des transports parisiens interviennent dans l'indice des prix de détail à Paris (213 articles) et qu'une majoration de 25 p. 100 des tarifs aurait pour effet de majorer l'indice de 0,76 point.

4° *Le tourisme.*

Aucune modification sensible n'est apportée aux crédit de 1956. Pourtant, on ne saurait contester que le tourisme est une branche nationale qui revêt à notre époque une importance croissante.
Les routes, l'hôtellerie, la propagande (en ce qui concerne l'étranger) sont ses éléments de base. Le nombre des étrangers venus en France en 1956 dépassera 3 millions ce qui correspondrait à une augmentation de 10 p. 100. Il convient de signaler le fort courant en provenance des Etats-Unis et du Canada et qui nous a valu, cette année, 600.000 visiteurs de ces pays.
Avec les routes, le bon accueil et le confort de l'hôtellerie, laquelle fait vivre 1.200.000 personnes, jouent un rôle essentiel, en particulier en vue de la compétition avec les pays étrangers.
Sans doute, l'hôtellerie fait-elle un effort pour se moderniser et elle fait de plus en plus largement appel au crédit hôtelier. Les prêts accordés ces dernières années s'élèvent à 5.012. La valeur des programmes atteint 32 milliards et les crédits accordés 14 milliards.
Mais ce qui importe surtout pour mettre l'hôtellerie française en état de soutenir la concurrence étrangère, c'est de l'assimiler du point de vue des charges sociales et fiscales avec les entreprises exportatrices.

IV. — Dépenses en capital.

Les crédits en autorisations de programme et crédits de payement sont mentionnés en tête de ce rapport pour les titres V et VI. La liste des travaux figure aux pages 155, 156, 157 de l'annexe n° 1 du projet de loi de finances. A noter que le canal du Nord figure dans cette liste, pour travaux conservatoires dont le montant serait de 200 millions.
Au titre VII figure le crédit de 8,7 milliards pour dommages de guerre de la S. N. C. F. Le montant des travaux restant à faire au 1er janvier 1957 est évalué à 41 milliards. Les prévisions pour 1957 s'élèvent à 11 milliards, mais conformément à la loi du 16 septembre 1954 fixant le régime d'indemnisation des dommages de guerre de la S. N. C. F., l'Etat rembourse 80 p. 100 de ces dépenses, soit 8,7 milliards.

V. — Fonds d'investissement routier.

Il s'agit là d'un chapitre créé au moyen de ressources affectées, en provenance du produit des carburants routiers. Les propositions présentées font ressortir un crédit global de 47.138 millions avec la répartition suivante:
Tranche nationale: 11 p. 100, 29.400;
Tranche départementale: 2,5 p. 100, 5.250;
Tranche urbaine: 1,5 p. 100, 3.150;
Tranche vicinale: 3 p. 100, 6.300;
Tranche rurale: 1 p. 100, 2.100;
Reports, 1.238.
Total, 47.138.
Les crédits ont été bloqués par le Gouvernement à 2.100 millions par point. Cependant, l'Assemblée nationale pour favoriser les communes, a fait sauter le plafond pour les tranches vicinales et rurales, en ramenant le point à 2.050 millions pour les trois autres tranches. En ce qui concerne la tranche nationale le fonds aura reçu au 31 décembre 1956, pour les autorisations de programme, 128.700 millions et pour les crédits de payement, 90.521 millions.
On sait que le fonds a pris en charge l'entretien des ponts et leur reconstruction. L'entretien a absorbé 1.500 millions pour ces dernières années et il est prévu 1.220 pour 1957. Au 1er janvier, il restera 1.400 ponts à rétablir. A la moyenne de 300 par an, il est prévisible que la totalité sera rétablie en 1961.

Observations de la commission des finances.

Crédits d'entretien. — Diminution de 1690 millions portant sur les routes, voies navigables, ports, phares et balises. Jusqu'ici l'effort parlementaire a toujours eu pour objet de signaler l'insuffisance de ces crédits et c'est à la suite de cet effort que les crédits ont été un peu augmentés ces dernières années. Il est regrettable que pour 1957 intervienne une amputation assez sensible, car l'économie qui porte sur l'entretien des infrastructures n'est pas réelle. Elle peut, au contraire, coûter très cher à la longue.
Voies navigables. Exploitation réglementée. — Ce sujet a fait l'objet d'un long débat, notamment avec la décision de la commission technique des transports, interprétée par son délégué M. Julien Brunhes. Budgétairement, on l'a vu plus haut, le crédit global de ce chapitre, inscrit à 1.885 millions pour 1956 est réduit de 510 millions et l'aide à la batellerie tombe de 1.090 millions à 680, réduction de 320 millions. Mais ces chiffres ne traduisent pas les besoins réels de la batellerie, tels qu'ils avaient été primitive-

ment fixés. En effet le collectif budgétaire de 1956 prévoyait 1.500 millions, réduits à 1.000 millions, compte tenu des résultats à attendre de la réforme fiscale des transports et alors que les besoins nécessaires avaient été fixés à 1.800 millions.

D'autre part, il faut retenir que le problème des frets fluviaux est inévitablement lié aux tarifs ferroviaires et que, à défaut de cette liaison, les tarifs fluviaux sont maintenus à un taux artificiellement bas, c'est-à-dire au coefficient 20 alors que le niveau des prix est à 26 et même 30. Dès lors, il n'est même plus possible d'amortir le matériel.

L'exploitation réglementée est un service d'Etat qui doit être à même de couvrir ses dépenses, puisqu'il a le soin d'aider la batellerie. Il convient de retenir aussi que le crédit d'aide doit permettre de constituer un fonds de démarrage pour la mise en application de la loi Morice par un prélèvement de 21 p. 100 sur les versements prévus au profit de certains transporteurs.

En somme, c'est un crédit supplémentaire de 800 millions qui serait demandé. A l'Assemblée nationale M. le secrétaire d'Etat aux travaux publics a fait connaître que l'aide sera maintenue à son montant actuel jusqu'à la fin de 1956, malgré l'allégement des charges fiscales. Pour 1957, tout en maintenant l'ensemble de l'aide au même niveau, le Gouvernement tiendra compte des réductions d'impôts dont ont profité les propriétaires d'automoteurs et les entreprises.

Article 46, loi de finances. — *Il s'agit d'un prélèvement forfaitaire global de 10 p. 100 sur les versements effectués par les collectivités et organismes visés par la loi du 29 septembre 1948 pour la rémunération des concours prêtés par les fonctionnaires des divers services techniques de l'Etat.*

Il peut paraître anormal, à pemière vue, que les fonds des collectivités locales servent à alimenter le budget national. Des explications sont nécessaires à ce sujet.

Fonds routier. — La commission des finances a accepté la modification en ce qui concerne le mode de prélèvement suggéré par la commission technique, modification d'après laquelle « pour l'année 1957 le prélèvement de 22 p. 100 effectué au profit du fonds d'investissement routier sur le produit des droits intérieurs sur les carburants routiers s'appliquera exceptionnellement à un montant maximum de 210 milliards. »

D'autre part, le plafond des tranches vicinale et rurale ayant été supprimé, il semble que le montant attribué à chacune de ces tranches pourra déborder, le cas échéant, le montant global indiqué. Précisions sur ce point.

Personnels. — Les personnels relevant du ministère des travaux publics ont chaque année fait l'objet de la bienveillante sympathie de notre Assemblée pour l'amélioration de certains cas. Les ministres responsables ont la plupart du temps opiné dans le même sens; notamment en ce qui concerne les conducteurs de chantiers et agents de travaux en vue de les faire passer de la catégorie A à la catégorie B, soit d'être considérés non comme des « sédentaires », mais comme des « actifs », ce qui tombe sous le sens quand il s'agit de cantonniers. La commission des finances renouvelle à ce sujet des propositions antérieures.

Sous les réserves d'ordre général énoncées à la page 31 du tome II du présent rapport, votre commission vous propose de voter les crédits de la section I du budget des travaux publics, des transports et du tourisme.

AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE

Rapporteur spécial: M. COUDE DU FORESTO

Le budget proposé par le Gouvernement et voté par l'Assemblée nationale se décompose ainsi:

Dépenses ordinaires.

Titre III. — Moyens des services, 15.511 millions de francs.
Titre IV. — Interventions publiques, 5.336 millions de francs.
Total, 20.880 millions de francs.
Les dépenses en capital se ventilent ainsi:
1° Autorisations de programme:
Titre V. — Investissements exécutés par l'Etat, 18.177 millions de francs.
Titre VI. — Investissements exécutés avec le concours de l'Etat: subvention et participation, 590 millions de francs.
Total, 18.767 millions de francs.
2° Crédits de payement:
Titre V. — Investissements exécutés par l'Etat, 18.791 millions de francs.
Titre VI. — Subvention et participation, 581 millions de francs.
Total, 19.375 millions de francs.

Par rapport aux services votés, ce budget comporte les autorisations nouvelles suivantes:

Titre III. — Personnel, 191 millions de francs; matériel et entretien, 600 millions de francs.
Titre IV. — Intervention économique, 681 millions de francs; interventions diverses, 18 millions de francs.

D'autre part, pour les autorisations de programme, nous enregistrons une diminution de 2.083 millions de francs par rapport à 1956 et, en retour, une majoration de 8.945.000.000 F pour les crédits de payement.

Nous ne suivrons pas tout à fait le rapporteur spécial de la commission des finances de l'Assemblée nationale, qui compare le budget de 1957 au budget de 1956. Il nous paraît plus judicieux de rapporter le budget de 1957 aux services votés et de constater qu'en fait il fait ressortir une majoration de 7.4 p. 100 pour les dépenses ordinaires.

En revanche, pour les dépenses en capital, les crédits de payement comportent bien une majoration de 85,8 p. 100, mais les autorisations de programme comportent une réduction de 10 p. 100. Au total, le budget: (dépenses ordinaires) + (crédits de payement des dépenses en capital) enregistre une majoration de 25 p. 100 par rapport aux services votés.

Contrairement aux conclusions sur ce point du rapporteur spécial de la commission des finances de l'Assemblée nationale, nous estimons assez satisfaisant que ce budget ne soit en augmentation que de 7.4 p. 100 pour les dépenses ordinaires alors que nous assistons à une expansion spectaculaire de ce mode de transport et que nous sommes au seuil de l'avènement de l'aviation à réaction qui nous impose de multiples sujétions en ce qui concerne l'infrastructure.

I. — DEPENSES ORDINAIRES

A. — Présentation du budget en grandes masses.

La présentation telle qu'elle nous est faite nous apparait comme particulièrement malheureuse.

En effet, si nous prenons par exemple les moyens des services, les bases aériennes comme la météorologie nationale figurent à deux postes différents, sans que des explications quelconques soient mentionnées dans le bleu. D'autre part, il paraît illogique de faire figurer des travaux militaires dans le budget de l'aviation civile.

Des explications nous ont été données sur ces divers chapitres. Elles ne nous ont pas empêché de conclure à la nécessité d'une présentation plus cohérente.

B. — Effectifs.

Une autre observation s'impose à nous. La plus grande partie des économies imposées à ce service comme à d'autres par le ministère des finances, a consisté en la suppression d'emplois vacants (150 sur 179 supprimés).

Il est proposé, en outre, de supprimer 29 emplois d'agent de la navigation aérienne.

Ces emplois sont actuellement occupés par des agents sur contrat recrutés, à titre temporaire, en remplacement de fonctionnaires titulaires.

La suppression de ces 29 emplois entrainera le licenciement des intéressés.

Nous entendons bien qu'il s'agissait là pour 150 d'entr'eux d'emplois « potentiels » pouvant à chaque instant être pourvus de titulaires. Il n'en est pas moins vrai qu'il s'agit d'économies « papier » bien plus que d'économies réelles et si nous ne songeons guère à les critiquer pour un service en plein essor et à caractère de surveillance d'un service industriel et commercial en pleine expansion, notre observation peut être étendue sans les mêmes justifications à des services moins essentiels.

Dans son rapport très documenté, M. Morice insiste à juste titre à la fois sur la stabilité en nombre du personnel du secrétariat général à l'aviation civile et commerciale, qui passe de 1951 à 1956 de 10.124 à 10.170, et sur la stabilité relative du nombre des agents à l'intérieur de chaque service (voir tableau 1).

Nous renvoyons donc à cet intéressant rapport mais, par une autre voie, M. Morice déplore la pluralité de gestion qui ressort de la lecture même du tableau et que nous avons mise en lumière plus haut.

Si nous ne suivons pas entièrement les conclusions concernant ce chapitre, car une certaine autonomie est nécessaire pour des travaux qui confinent à la recherche (météorologie par exemple), nous n'en sommes pas moins en gros d'accord avec la nécessité d'une unité de direction qui est loin d'être réalisée au sein du S. G. A. C. C.

Les modifications d'effectifs proposées dans le bleu et adoptées par l'Assemblée nationale se décomposent ainsi:
Créations d'emplois, 32;
Suppression d'emplois, 11.
Ces modifications sont intervenues dans le cadre du décret d'août 1948 dit « décret Reynaud ».

Elles consistent en:

a) La création de quinze emplois de secrétaire administratif gagée par la suppression de:
1 agent administratif;
8 commis administratifs;
15 sténodactylographes.

Nous avons bien le sentiment qu'il s'agit surtout d'une promotion plus que d'un aménagement des services;

b) La création de deux emplois de chef d'équipe professionnel gagée par la suppression de trois emplois de chef d'équipe non professionnel, ce qui se justifie par la nécessité de technicité;

c) La création de:
1 chef d'atelier d'imprimerie;
1 chef d'atelier mécanographe;
3 opérateurs mécanographes
Cette création est gagée par la suppression de:
1 ingénieur des travaux;
4 adjoints techniques.

A ce point de vue, nous avons l'impression d'assister à une certaine inflation du personnel affecté à l'imprimerie et nous pensons que c'est un chapitre sur lequel il y a lieu de demander au Gouvernement quelques explications.

Création de quatre emplois d'ouvrier professionnel, gagée par la suppression de quatre emplois de mécanicien (non navigant).

Cette opération doit permettre à quatre ouvriers rémunérés suivant le statut du personnel d'Air-France, d'être soumis au statut des ouvriers des services extérieurs.

Création de deux emplois d'ouvrier du livre, gagée par la suppression de trois postes d'employé de bureau dactylographe.

Nous renouvelons notre observation, ci-dessus, concernant l'imprimerie.

Création de:

1 pilote;
1 assistante sanitaire en vol de cabine gagée par la suppression de:

1 mécanicien navigant;
1 assistante sanitaire en vol.

Cette création étant destinée à renforcer l'effectif des pilotes affectés à la formation des ingénieurs des corps techniques. Elle est gagée par la suppression symbolique d'un poste vacant.

Quant à l'assistante sanitaire, il s'agit d'une régularisation de création clandestine.

Enfin, création de deux emplois d'agents sur contrat gagée par la suppression d'emplois de trois agents de la météorologie.

Nous renvoyons, à ce sujet, au passage de notre rapport qui traite de la météorologie.

En fait, il convient de noter que si l'on tient compte en particulier des déductions pour vacances d'emplois, l'économie réelle réalisée sur emplois supprimés n'est que de 6 millions: 72 sur 78 intéressant des crédits affectés aux 150 postes non pourvus.

D'autre part, et en dehors des modifications d'effectifs dus à la politique dite d'économie, le projet prévoit la création de 252 emplois et la suppression de 141 emplois.

Les créations correspondent aux emplois suivants:

En premier lieu:
14 emplois de chef d'équipe de sécurité incendie;
11 emplois d'ouvriers pour la météorologie;
10 ouvriers pour les bases aériennes;
11 ingénieurs de la navigation aérienne;
24 ingénieurs des travaux;
97 adjoints techniques.

Il s'agit d'un plan tendant à la transformation de 500 emplois, échelonné sur quatre années et destiné, tant à donner satisfaction au personnel qu'à combler un déficit important dans le corps des adjoints techniques.

Dans la météorologie création de neuf emplois:

1 inspecteur général de la météorologie;
8 ingénieurs en chef dans la météorologie nationale.

Avec la suppression corrélative de neuf emplois d'ingénieur.

Cette question a été particulièrement examinée par la commission des finances, qui sans s'élever contre le principe de cette opération — qui permet d'aérer les cadres et de permettre des promotions nouvelles — semble marquer une tendance vers une inflation des titres que, au surplus, nous n'avons pas rencontrée que dans la météorologie nationale, mais qui demande à être surveillée de près.

Création de soixante emplois correspondant aux ingénieurs de travaux et adjoints techniques de la météorologie nationale.

La météorologie nationale pour faire face à des tâches, soit imposées par l'O. T. A. N., soit découlant de la nécessité d'effectuer des mesures en altitude pour préparer les voyages par avions à réaction, soit enfin lui incombant pour l'année géophysique, estime qu'il lui manque actuellement:

143 ingénieurs de travaux;
266 adjoints techniques.

La création des soixante postes mentionnés plus haut constitue une première tranche de réalisation du plan d'accroissement des effectifs.

Cette mesure n'a pas appelé d'observations de notre part étant donné l'évolution rapide de l'aviation.

Création de 12 emplois pour les bases aériennes s'insérant dans le cadre du plan de 164 emplois, dont 140 ont déjà été créés. Les 12 emplois correspondent à:

1 ingénieur des ponts et chaussées;
7 ingénieurs des travaux publics;
4 adjoints techniques.

De plus, 4 emplois ont dû être créés par suite de la mise en application des conventions franco-tunisiennes, en vue d'intégrer dans le cadre métropolitain 4 agents jadis rémunérés sur le budget tunisien, soit:

1 ingénieur des travaux publics;
1 adjoint technique;
2 commis.

C. — Rémunérations.

Situation des personnels techniques de la navigation aérienne:

Nous renvoyons au rapport très documenté de M. A. Morice sur ce sujet et nous nous bornerons à quelques réflexions d'ordre général.

Le personnel de l'aviation civile a manifesté par des grèves, qui ont affecté tout spécialement l'année 1955, son mécontentement sur deux plans différents: le plan moral; le plan financier.

Il est incontestable que, au moment où la responsabilité du personnel d'infrastructure est écrasante, où les vols à haute altitude avec des appareils très rapides ayant la nécessité de ne pas gaspiller leur carburant dont la consommation est considérable lors des atterrissages, il devient capital pour le personnel non navigant des bases aériennes de faire preuve d'un esprit de décision instantané, donc de véritables dons de commandement, or, ce personnel a été, jusqu'à présent, assez malmené tant sur le plan financier que sur le plan moral. La disproportion qui existe entre ses responsabilités, la technicité que l'on exige de ce corps et la situation qui lui est faite, ne peut manquer d'engendrer des réclamations parfois tout à fait justifiées.

Nous avons eu connaissance des difficultés d'intégration d'ingénieurs pourvus de diplômes de grandes écoles dans la branche électronique, et qui pourtant servaient dans les bases aériennes depuis de longues années.

Si des améliorations ont été apportées, en particulier par l'alignement des corps de la navigation aérienne et de la météorologie sur leurs homologues des ponts et chaussées, le statut concernant cette décision n'a pas encore été approuvé par le conseil d'Etat.

D'autre part, la prime d'aérodrome payée par les usagers, et dont les taux varient selon l'importance des aérodromes de 3.000 à 12.000 F pour les fonctions d'ingénieurs et de 2.000 à 8.000 F pour celles de contrôleurs et d'adjoints techniques, a été étendue à 80 p. 100 du personnel de la navigation aérienne et à 62 p. 100 du personnel de la météorologie nationale, alors que ce taux n'était, jusqu'à présent que de 25 p. 100.

Le montant moyen de cette prime a été porté par l'arrêté du 28 novembre 1956 à 73.500 F.

La commission des finances de l'Assemblée nationale a assez sévèrement critiqué le système qui consiste à faire payer cette prime par fonds de concours par les usagers.

Notre commission des finances a été moins émue de ce problème — dont elle a l'habitude pour l'avoir rencontré dans bien d'autres budgets pour lesquels la critique aurait été pourtant plus fondée. Cependant, elle considère qu'il y a là une certaine anomalie dont le Gouvernement devra rechercher, à bref délai, la suppression.

En examinant les créations et les suppressions d'emplois, nous avons pu constater qu'il s'agissait très souvent de modifications de titres permettant des avancements qui s'étaient un peu trop fait attendre dans l'aviation civile. S'il y a là une orientaiton heureuse, nous n'en voulons pas moins préciser qu'un certain malaise subsiste dans l'aviation civile et qu'il conviendrait d'y mettre fin pour la bonne organisation d'un service entraînant des sujétions de sécurité considérable.

D. — Le bleu fait également état de deux augmentations de dépenses, l'une pour la contribution de l'Etat au fonds d'assurances du personnel navigant et l'autre pour l'attribution, au personnel non navigant, du groupement aérien, d'une prime de gestion.

En ce qui concerne la première, le service de la formation de l'aéronautique et des sports a pris comme base de calcul de sa contribution au fonds d'assurances du personnel navigant, d'une part les rémunérations principales qu'il verse à ces personnels navigant, d'autre part les indemnités professionnelles et résidentielles, soit au total: 140.911.000 F.

Quant à la seconde, la compagnie Air France a institué une prime de gestion forfaitaire en faveur de son personnel non navigant en service en métropole et en Afrique du Nord, par décisions du 21 mars 1955 et 1er mars 1956. Le bénéfice de cette mesure doit être étendu au personnel non navigant du groupement aérien. La dépense s'élève à 776.000 F.

Les primes de gestion sont attribuées dans le cadre d'un budget global qui est calculé par catégorie et pour chaque unité autonome. Les primes sont versées deux fois par an: à fin avril et à fin octobre. Le taux pour chacune des échelles des catégories IV, V et VI est fixé à cinq taux semestriels, dont le premier correspond à une prime nulle et le cinquième constitue le taux maximum susceptible d'être accordé aux cadres de l'échelle considérée.

E. — Interventions publiques.

Ce chapitre fait état, d'une part, d'une réduction de crédits de 23 millions, opérée dans le cadre de la politique d'économie décidée par le Gouvernement et, d'autre part, de divers virements d'ordre du titre III au titre IV correspondant à des opérations diverses pour la même somme.

L'abattement de 23 millions s'établit ainsi:

1° Sur la subvention à la fédération aéronautique de l'Union française: 3.150.000 F, au lieu de 3.500.000 F, soit en moins 350.000 F;

2° Subvention à l'Aéro-Club de France: 54.000 F au lieu de 60.000 F, soit en moins: 6.000 F;

3° Subvention aux associations de sports aériens pour la réparation du matériel volant: 54 millions au lieu de 60 millions.

Ces différents abattements ne procurant que 6.356.000 F, il a été procédé à un abattement complémentaire de 16.644.000 F sur les crédits affectés au règlement de la ristourne sur le prix de l'heure de vol.

Cette ristourne s'élevait initialement à 94.995.000 F.

En résumé, cet abattement grève d'une façon très sérieuse le budget de fonctionnement des différents aéro-clubs au moment où les cessions aux aéro-clubs d'appareils d'Etat sont terminées ou sur le point de l'être et au moment où il devient de plus en plus impérieux de former des pilotes du premier degré qui recevront ensuite des compléments d'instruction.

Le taux de la ristourne sur le prix de l'essence risque à lui seul d'avoir une influence extrêmement regrettable car il a déjà été diminué en 1954 et il va se trouver actuellement inférieur de plus de moitié au taux d'origine qui était de sept francs. Il faut rapprocher cette réduction de celle prévu dans le budget des charges communes 550 millions qui théoriquement ne touchent que la navigation aérienne intérieure et viennent saper dès sa naissance l'organisation des relations aériennes intérieures à la métropole.

Les points principaux des mesures nouvelles prises dans le domaine des interventions publiques se rapportent à des sujets que nous avons déjà eu l'occasion de traiter souvent:

1° Aéroport de Paris.

Le compte d'exploitation 1957 fait ressortir une recette totale de 3.119 millions, comprenant aussi bien les redevances perçues par l'aéroport que les remboursements provenant de tiers et des produits financiers.

Les dépenses sont évaluées à 3.907 millions, dont 1.100 millions pour le personnel, 675 millions pour les travaux, fournitures et services extérieurs, 380 millions pour les achats de matières premières et consommables, 1.075 millions de frais financiers, 425 millions de dotations ou amortissements et provisions, 252 millions de dépenses diverses (impôts et taxes transports et déplacements, frais de gestion générale).

Le déficit d'exploitation ressort donc à 3.907 millions — 3.119 millions = 788 millions.

Le déficit est inférieur de 276 millions au montant des intérêts des emprunts. Ces 276 millions seront pris en charge par l'aéroport de Paris qui supportera ainsi une charge représentant plus du quart des intérêts des emprunts souscrits pour la réalisation du programme d'équipement.

Le montant total des emprunts souscrits au 31 décembre 1956 ressortira donc à 19.200 millions contre 16.655 millions au 31 décembre 1955.

Les charges financières en résultant pour l'aéroport se décomposent comme suit:

— intérêts des emprunts, 1.064 millions;

— annuité correspondant à l'amortissement seul, 512 millions.

Soit au total, 1.576 millions contre 1.320 millions en 1956, ce qui fait ressortir une augmentation de 256 millions.

Les intérêts des emprunts figurent dans le compte d'exploitation ainsi qu'il a été dit ci-dessus.

Restent les charges de remboursement des emprunts qui correspondent au troisième élément de la subvention qui peut être intitulé « Subvention d'équipement ».

La subvention de l'Etat prévue au budget 1957 au profit de l'aéroport de Paris comprend:

— la totalité des charges de remboursement des emprunts, soit 512 millions;

— la couverture du déficit du compte d'exploitation, soit 788 millions

Total général, 1.300 millions.

2° Air France.

Le second point concerne l'exécution des contrats conclus entre l'Etat et la Compagnie nationale Air France et qui portent sur un montant global de 3.710 millions, en augmentation de 631 millions sur l'année 1956 avec, toutefois, une diminution de 18 millions obtenue par virement au budget des travaux publics de certaines dépenses d'entretien des pistes du Méditerranée-Niger.

L'exploitation d'Air France a fait l'objet de longs débats, tant au sein de la commission des finances de l'Assemblée nationale qu'en séance publique.

Montant des contrats.

a) Exploitation des lignes internationales:

Les contrats en cours avec Air France prévoient à la fois la couverture jusqu'à concurrence de 90 p. 100 du déficit du compte spécial d'exploitation de l'ensemble des lignes internationales et, en second lieu, une clause d'intéressement qui fixe, à titre de prime de gestion, une allocation supplémentaire à la Compagnie de *la moitié de la différence entre un montant de 3 milliards 800 millions de francs et la contribution financière de l'Etat + 90 p. 100 du déficit.*

On pourrait presque dire que l'on a ainsi fixé, une fois pour toutes le déficit à 3 milliards 800 millions, mais la Compagnie Air France est intéressée pour moitié à le réduire.

Cette disposition a été vivement critiquée. Nous ne pensons pas, quant à nous, qu'elle soit foncièrement mauvaise. Des contrats analogues existent, avec quelques variantes entre les compagnies de navigation maritime et l'Etat. Ces contrats sont loin d'être parfaits et il est évidemment regrettable d'admettre une fois pour toutes un certain déficit mais il est non moins certain que nombre de lignes de prestige doivent être maintenues en service malgré leur rentabilité médiocre et que l'on ne saurait en faire grief à la compagnie exploitante.

Sur ce sujet des orateurs se sont élevés contre la politique d'extension à outrance des lignes d'Air France qui, avec la K. L. M., a le privilège d'avoir le plus long réseau du monde. Certes, une étude peut être entreprise pour la suppression des lignes inutiles. Encore ne faudrait-il pas aller jusqu'à la disparition de notre pavillon qui, dans certains cas, ne touche même plus nos propres territoires.

b) Le statut des appareils « Bréguet »:

Une convention, dont il a été fait état, chaque année, fixe la contribution financière de l'Etat à l'exploitation des appareils « Bréguet ».

Cette année-ci cette subvention est fixée à 400 millions. En réalité, il ne s'agit que d'un crédit évaluatif. Les événements d'Algérie ont, en effet, conduit Air France à utiliser à une cadence beaucoup plus rapide les appareils « Bréguet » dont le coefficient de remplissage et la rotation se trouvent accrus ce qui devrait améliorer sensiblement les conditions d'exploitation de ce matériel.

Toutefois, nous devons indiquer que, de même que pour d'autres appareils français construits en trop petite série, il est courant que des modifications soient apportées en cours de fabrication, de telle manière que les pièces de rechange ne soient pas interchangeables. Il en résulte des sujétions d'exploitation que ne connaissent pas les appareils étrangers construits en très grande série;

c) La concurrence:

Cette concurrence revêt deux formes: une concurrence internationale avec laquelle Air France ne peut lutter que par son action au sein des organismes internationaux et par une meilleure gestion. Nous rappelons à ce sujet qu'il avait été décidé par certaines compagnies américaines de procéder à une diminution considérable des tarifs dès 1956 sur la ligne de l'Atlantique-Nord, en supprimant certaines prestations jugées abusives ou superflues pour certaines classes de passagers.

Cette décision a été reportée au début de 1957, date à laquelle il est vraisemblbale qu'elle entrera en vigueur.

C'est également vers cette même époque que seront mis en service sur les lignes internationales des avions plus rapides alors qu'Air France ne sera équipé qu'à partir de 1958.

La concurrence interne, qui joue moins que par le passé par le fait des accords de coordination qui ont été conclus entre les principales sociétés françaises et Air France a fait naître une longue controverse qui a mis aux prises les partisans et les adversaires de la nationalisation globale des lignes d'aviation. Si votre commission des finances ne peut souscrire à une concurrence désordonnée dans le domaine intérieur, en revanche, elle pense qu'une saine émulation peut naître de la confrontation de systèmes d'exploitation ou de gestion différents. C'est pourquoi, après les accords qui sont intervenus entre les principales compagnies et Air France, nous pensons que cette confrontation doit subsister.

A ce sujet, nous rappelons que la ligne d'Océanie sur Nouméa, qui était assurée de façon d'ailleurs irrégulière par Air France tous les mois, théoriquement, et parfois avec certaines interruptions, est assurée maintenant deux fois par mois par la T. A. I. qui envisage de poursuivre sa ligne sur la Nouvelle-Zélande et qui ne demande aucune subvention pour cette exploitation. Certains orateurs, à l'Assemblée nationale, se sont posé la question de savoir s'il n'y avait pas subvention indirecte par le fait que la plupart des compagnies privées dépendent de sociétés de navigation, elles-mêmes subventionnées. Nous pensons qu'un examen plus approfondi des comptes permettrait de tirer cette affaire au clair, mais jusqu'à présent des assurances nous ont été données qu'aucune subvention directe ou indirecte n'avait été nécessaire pour l'exploitation de cette longue ligne.

d) La flotte:

La flotte d'Air France comportait, au 1er janvier 1956: 17 « Super-Constellation »; 18 « Constellation »; 19 « Douglas » D. C. 4; 12 « Vickers Viscount »; 12 « Bréguet » 673 »; 7 « Languedoc 161 »; 38 « Douglas D. C. 3 ».

Air France a passé commande:

— pour livraison en 1956, de: 2 « Super-Constellation 1049 »;

— pour livraison en 1957, de: 4 « Super-Constellation 1049 »; 8 « Super-Star-Constellation 1649 »;

— pour livraison en 1958 de: 2 « Super-Constallation »; 3 « Caravelle »;

— pour livraison en 1959 de: 6 « Caravelle »; 2 « Boeing 707-328 »;

— Pour livraison en 1960 de: 3 « Caravelle »; 8 Boeing 707-328 ».

Nous assisterons donc à une rénovation de la flotte d'autant plus importante que le coefficient de remplissage actuel d'Air France, qui se situe aux environs de 71 p. 100, démontre le peu d'élasticité que comporte le matériel volant et si l'on peut se réjouir de ce coefficient de remplissage, il n'est pas moins certain qu'il conduit à une exploitation qui, parfois, est assez difficile.

Parallèlement à la flotte d'Air France, nous devons signaler que les compagnies privées ont commandé:

— 3 « D. C. 7 Seven-Seas », livrables en 1957 et 1958.

A la T. A. I. ces appareils seront mis en service sur la ligne d'Australie—Nouvelle-Zélande—Nouvelle-Calédonie.

La compagnie « Air Algérie » est en pourparlers pour l'acquisition de « Caravelle ». A ce propos, souhaitons que les pourparlers que nous avons engagés avec différents pays étrangers pour la vente de ces appareils puissent aboutir rapidement nous permettant enfin des constructions en série.

F. — Le projet de budget comporte un chapitre important concernant l'ajustement aux besoins de certains crédits.

Dans l'ensemble, ce chapitre, qui comporte un total de 791 millions, n'appelle pas d'observations sérieuses. En revanche, certains articles ont nécessité quelques explications:

a) Crédits supplémentaires de 208 millions.

Nous avons constaté qu'une somme de 21 millions était affectée à l'entretien et au fonctionnement du parc automobile. Le vieillissement de ce parc nécessite ce crédit mais il est regrettable de ne pas avoir une politique plus suivie de rajeunissement d'autre part, nous aimerions savoir quel est l'organisme bénéficiaire du prix de vente des véhicules réformés.

Une somme de 2 millions est affectée à l'école nationale de l'aviation civile. Il s'agit de l'école d'Orly qui ne rentre pas dans le total de 220 millions qui est prévu pour l'exécution du contrat du 6 juin 1956 entre l'Etat et la compagnie Air France en application du décret du 7 janvier 1955 pour la formation des pilotes de ligne.

Nous avons été saisis de différentes critiques concernant ce contrat. Il semble cependant, après les expériences qui ont été tentées, que la formule qui a permis à Air France de former à la fois ses pilotes et ceux d'autres compagnies sont actuellement la meilleure qui puisse être trouvée dans le présent. Nous pouvons,

signaler que la formation d'un pilote revient à environ 4 millions (pilote déjà pourvu de ses diplômes et seulement pour son perfectionnement).

La formation de contrôleurs-radaristes par l'école nationale de l'aviation civile exige un crédit supplémentaire de 10 millions. Ces contrôleurs étaient jusqu'à présent formés sur des installations fixes à terre et il a été jugé nécessaire, en raison des progrès de l'aviation rapide de les faire travailler sur avions-réels.

Enfin, le fonctionnement des radios-sondages de l'île Amsterdam, prévus pour 9 millions est en étroite liaison avec l'année géophysique.

L'achat de véhicules nouveaux prévu pour 102 millions affecte un total de 119 véhicules, dont 80 véhicules utilitaires.

Nous n'avons pas d'observation particulière sur ce chapitre.

II. — DEPENSES EN CAPITAL

Les autorisations de programme s'élèvent à 18.767 millions, comprenant à concurrence de 2.740 millions les essais, études et équipement de l'aviation civile, à savoir:

Achat de deux appareils S. A. A. B. Safir pour l'entraînement des pilotes d'écoles techniques: 30 millions;

Les essais d'endurance de l'avion Caravelle, 2e tranche: 640 millions;

La participation de l'aviation civile aux dépenses d'études et prototypes: 1.869 millions, dont 400 millions pour le Caravelle (réévaluation de l'opération en cours):

900 millions pour des études d'avions de transport;
500 millions pour les avions légers et à voiture tournante;
300 millions de versement des sommes dues par l'Etat pour l'achat des appareils Bréguet 763.

4.811 millions sont prévus pour l'équipement des aérodromes et routes aériennes dans la métropole:

Equipement des aérodromes et routes aériennes. Métropole = 4.811, savoir:

1° Bases aériennes:

a) Acquisitions immobilières, 190;
b) Travaux, 2.670.

Travaux sur les aérodromes indiqués ci-après (pistes, aménagement des zones civiles, construction d'aires de manœuvre et de locaux techniques):

Marseille-Marignane, 600; Nice, 300; Bordeaux, 350; Ajaccio, 200; Dinard, 200.

Travaux sur les aérodromes de Lyon, Bastia, Toulouse, Rennes, Reims et divers aérodromes de la métropole, construction d'un casernement pour les gendarmes des transports aériens, 1.020.

Total, 2.670.

c) Gros matériel: achat et mise en place de gros matériel pour les bases aériennes en métropole, 20.

Total des bases aériennes, 2.880.

2° Télécommunications:

a) Travaux:

Aménagement et amélioration des installations des centres d'émission et de réception de la métropole, complément d'installations du centre de contrôle régional. Bureau central des télécommunications de Paris, réaménagement des procédures de circulation aérienne dans la région parisienne, 230;

b) Gros matériel, 800:

Matériels destinés à améliorer les émissions et réceptions ou à compléter les installations des centres indiqués ci-après: Marseille, Bordeaux, centre de contrôle régional de Paris, bureau central des télécommunications, centre émetteur à grande distance de Paris-Chevannes, 310;

Renouvellement et amélioration des installations existantes (bureau de télécommunications secondaires, aides radio des aérodromes et des voies aériennes), 100;

Equipement des centres de contrôle régionaux en radiogoniomètres à oscilloscope et en radiobalises de procédure, équipement et amélioration des installations de 5 tours de contrôle, radars de surveillance et d'approche, 140;

Radiotélétypes (ou télétypes) Paris, Casablanca, Marseille, Alger (côté métropole), radiotélétypes Paris-Beyrouth, 50;

Mise en place d'aides à la navigation aérienne couvrant la région supérieure d'information en vol et d'aides à la navigation aérienne destinés à la diffusion semi-horaire des renseignements météorologiques à Paris, Marseille et Bordeaux, 40;

Réaménagement des procédures de circulation aérienne dans la région parisienne, déplacements d'aides-radio, transport, rechanges et appareils de mesure, 160.

Total télécommunications, 1.030;

3° Circulation aérienne:

a) Travaux:

Bonneuil-sur-Marne (achèvement de l'entrepôt général du service de la navigation aérienne);

Bordeaux (extension du bloc technique pour l'installation du centre de contrôle régional et du bureau central des télécommunications du Sud-Ouest);

Ablon (installations annexes du centre régional. Bureau central des télécommunications de Paris et logements), 193;

b) Gros matériel:

Matériels optiques et électriques pour le balisage lumineux des aérodromes, véhicules et engins spéciaux de lutte contre l'incendie, de sauvetage et de dégagement des aéronefs accidentés, ameublement technique des tours de contrôle régional de la circulation aérienne, ateliers, magasins, informations aéronautiques, transports, 175.

Total circulation aérienne, 368;

4° Météorologie nationale:

a) Acquisitions immobilières, 1;

b) Travaux: construction de stations météorologiques en métropole et aménagement des stations existantes, 45;

c) Gros matériel:

Services centraux (machine électronique pour calcul numérique de la prévision du temps, appareillages de laboratoires et d'ateliers, matériel mécanographique, matériel pour les ateliers techniques), 153;

Complément et renouvellement d'équipement des stations de surface, 59;

Equipement en radiosondage, équipement en radar de huit stations, 132;

Equipement en moyens spéciaux (télémètres de nuages, radars de détection des nuages, transmissiomètre), 88;

Matériel des transmissions météorologiques (matériel télégraphique et téléphonique, appareillages pour distribution des informations météorologiques, matériel radioélectrique et fac-similé), 65.

Total, 487.

Total météorologie, 533.

Total équipement des aérodromes et routes aériennes, métropole, 4.811.

En résumé, l'équipement des aérodromes métropolitains atteint 4.811 millions.

Sont prévus:

— pour les aérodromes et les logements outre-mer, 1.059 millions (dont 1.000 millions pour Dakar);
— pour la formation aéronautique et des sports aériens, 757 millions;
— pour les navires météorologiques, 400 millions;
— pour le matériel aéronautique, 2.740 millions.

Signalons en passant que les dotations d'achèvement de prototypes de liasses de série et d'outillage du « Caravelle » ont disparu du budget pour un montant de 6.450 millions.

Les crédits de payement, d'un montant de 19.375 millions, se ventilent ainsi:

Bases aériennes, 10.130 millions;
Télécommunications, 2.400 millions;
Circulation aérienne, 540 millions;
Météorologie, 1.400 millions;
Logements outre-mer, 400 millions.

Tel est dans ses grandes lignes le budget qui nous est soumis cette année.

Nous précisons à nouveau combien il est difficile à suivre. Il existe, en effet, une étroite imbriquation entre les dépenses militaires, les dépenses de fonctionnement et les dépenses de la compagnie nationale Air France.

Tel qu'il est il n'a pas été critiqué dans ses chiffres; ni par la commission des finances de l'Assemblée nationale ni en séance.

Nous souhaitons pour notre part qu'il soit présenté de façon plus claire en 1958 et nous surveillerons spécialement la rédaction du décret pour nous assurer que certains virements de crédits que nous avons contatés cette année ne sont pas exécutés arbitrairement.

Sous les réserves d'ordre général énoncées à la page 31 du tome II du présent rapport, votre commission vous propose de voter les crédits des services de l'aviation civile et commerciale.

MARINE MARCHANDE

Rapporteur spécial: M. COURRIERE

I. — Vue d'ensemble du budget

Le budget de la marine marchande pour 1956 avait reçu une dotation globale en chiffres arrondis de 41.959.400.000 F.

Ces crédits étaient affectés au titre III pour une somme de 1.659.500.000 F, au titre IV pour un total de 20.158.900.000 F et comprenaient comme dépenses en capital une somme de crédits de payement de 20.141 millions de francs.

Les diverses mesures votées por le Parlement entraînent pour les titres III et IV une augmentation de dépenses de 928.300.000 F.

Les crédits demandés pour 1957 au titre de la marine marchande s'élèvent au total de 41.536.100.000 F, soit en comparaison du budget de 1956 en diminution de 423.300.000 F et sont répartis de la manière suivante:

Titre III: 1.775.600.000 F;
Titre IV: 20.468.500.000 F;
Dépenses en capital: 19.292 millions de francs.

L'augmentation constatée au titre III est la conséquence pour la plus grande part de la revalorisation des traitements, celle figurant au titre IV est la conséquence des décisions concernant: les bonifications pour services de guerre (loi du 31 décembre 1954), le relèvement du plafond des retraites des marins (art. 8 du décret du 30 juin 1955) du nouveau maximum des pensions d'accidents du travail (arrêté du 30 avril 1956) et pour la plus large part, 570 millions 400.000 F, de la mise en harmonie des régimes d'assurances des marins avec la législation du travail (décret du 28 janvier 1956).

En ce qui concerne les dépenses en capital, les dotations prévues pour 1957: 19.292 millions de francs font ressortir, par rapport à celles de 1956: 20.141 millions de francs, une diminution globale de 849 millions de francs. Leur ensemble fait apparaître une notable

diminution des sommes affectées aux réparations des dommages de guerre (moins 2.300 millions de francs), et une sensible augmentation des crédits affectés aux investissements exécutés par l'Etat ou avec son concours (plus 1.451 millions de francs).

Nous ne pouvons que nous féliciter de cette situation, car ces crédits intéressent des postes que votre commission des finances a toujours considérés comme d'intérêt vital, qu'il s'agisse de l'équipement des établissements d'enseignement maritime, de l'équipement des services de l'inscription maritime, de l'aide à la construction navale, ou de subventions d'équipement aux sociétés de sauvetage.

Encore que la satisfaction de votre commission des finances soit singulièrement tempérée par l'impossibilité dans laquelle elle se trouve, en raison du laconisme des documents budgétaires, de connaître d'une manière précise les points sur lesquels l'effort va être porté.

Les documents budgétaires sont établis en effet de telle manière qu'il est résolument impossible à un rapporteur — quelle que soit la conscience qu'il peut mettre à l'accomplissement de sa mission — de connaître par le détail l'utilisation exacte des crédits qu'il propose au Conseil de la République de voter.

A moins que, nanti d'une âme de bénédictin et poussé par un amour constant de la recherche et de l'invention, il n'obtienne, en assiégeant et en investissant les divers services du ministère dont il a mission de contrôler les crédits, les renseignements indispensables à la compréhension du budget qu'il présente.

Il ne sera d'ailleurs porté remède à un mal qui risque de condamner irrémédiablement la réforme de la présentation du budget que dans la mesure ou chaque ministère pourra mettre à la disposition du rapporteur spécial de la commission des finances un fonctionnaire — assez indépendant des ministres — chargé de guider le rapporteur dans l'étude des divers crédits demandés, lui fournissant tous renseignements dans les meilleurs délais, lui donnant les informations qui lui manquent, l'informant de la subtilité de certains détails considérés comme anodins et souvent pleins de graves conséquences et l'aidant ensuite dans un contrôle sévère de l'utilisation des crédits votés.

Les mêmes remarques doivent être faites en ce qui concerne les autorisations de programme. Ces dernières passent de 16 milliards 265 millions de francs en 1956 à 23 milliards 172 millions de francs en 1957.

Elles sont donc en augmentation de 6.907 millions de francs affectés aux investissements exécutés par l'Etat pour 1.237 millions de francs et aux investissements exécutés avec le concours de l'Etat pour 5.670 millions de francs.

Votre commission des finances, qui a chargé son rapporteur de développer certaines observations que lui a inspirées l'étude du budget de la marine marchande a cru bon de faire précéder ces observations de renseignements concernant diverses activités de la marine marchande et qu'elle a recueillis dans le remarquable rapport fait à l'Assemblée nationale par M. Mazier.

II. — Renseignements généraux

L'état de la flotte de commerce.

Place du pavillon français dans le tonnage mondial.

Très diminuée en 1945, la flotte de commerce française n'a cessé de progresser chaque année et représente actuellement un peu plus de 4 p. 100 du tonnage mondial en activité soit à peu près la même proportion qu'en 1939.

Occupant le huitième rang international avant-guerre, elle se classe en 1956 au sixième rang alors qu'elle occupait en 1954 le quatrième.

Ce recul est dû à la croissance rapide des pavillons libérien et panaméen.

Après les trois grands (Etats-Unis, Commonwealth et Norvège) viennent quatre pays (Libéria, Panama, France et Italie) d'un tonnage sensiblement égal: 3,9 millions de tonneaux.

Reconstitution de la flotte de commerce.

Dès 1950 le tonnage de 1939 se trouvait atteint.

L'œuvre de modernisation et de développement de la flotte s'est poursuivie. En six ans, elle s'est accrue d'un million de tonneaux de jauge brute puisqu'elle atteignait au 1er janvier 1956, 3 millions 709.000 tonneaux pour 719 unités.

Les navires à passagers, qui sont au nombre de 80 jaugeant 800.000 tonneaux de jauge brute, représentent seulement les deux tiers du tonnage d'avant-guerre. Toutefois, cette flotte atteint 8 p. 100 du tonnage mondial des navires à passagers.

La flotte pétrolière a presque quadruplé son tonnage. Elle représente 4,5 p. 100 de la flotte pétrolière mondiale, contre 2,9 p. 100 en 1939.

La flotte des cargos s'est accrue de près de 37 p. 100, soit un taux d'accroissement supérieur à celui de la flotte mondiale de cargos en activité.

Le rajeunissement de la flotte favorisé par les circonstances a été la préoccupation majeure de l'armement.

L'âge moyen des navires qui était de 15 ans en 1938 et de 12 en 1950 a été abaissé à près de 9 ans en 1956; encore est-il inférieure à 7 années pour les pétroliers.

Ce rajeunissement s'est accompagné d'une évolution technique.

Le tonnage moyen et les dimensions des pétroliers ont augmenté considérablement. Le tonnage moyen des navires entrés en service au cours de l'année 1956 atteint 15.200 tonneaux. Sur 18 navires mis en service on compte 7 superpétroliers de plus de 30.000 tonnes de port en lourd.

Les navires de charge ont accru leur vitesse. La rotation des navires s'est améliorée en fonction non seulement de l'accroissement de leur vitesse propre mais aussi de la célérité des opérations dans les ports facilitée par la standardisation des moyens de levage et par la spécialisation croissante des cales

On voit d'autre part se développer depuis quelques années une flotte de navires spécialisés, généralement gros porteurs, construits pour les trafics bien définis (transports de céréales, importation de minerais, etc.).

On enregistre en France, comme dans le monde entier, cette spécialisation des navires de charge, spécialisation surtout sensible pour les navires actuellement commandés.

Pour les navires à passagers, on a renoncé au gigantisme en faveur du tonnage moyen et la formule du paquebot mixte a gagné du terrain surtout sur les lignes Europe-Amérique du Sud.

Le paquebot de l'Atlantique-Nord.

Le problème du paquebot de l'Atlantique-Nord qui était évoqué depuis plusieurs années à l'occasion de la discussion budgétaire semble désormais réglé.

Ainsi que le Parlement en a été informé au début de l'été 1956 à l'occasion du vote d'un collectif budgétaire, les pourparlers en vue de la commande du paquebot de 55.000 tonnes se sont conclus de la façon suivante:

Le prix global du navire, décoration comprise, est fixé à 27.360 millions de francs; l'Etat prend à sa charge, au titre de l'aide à la construction navale, les vingt-huit centièmes de ce prix, soit 7.660 millions; le reste du prix, correspondant à la valeur du navire sur le marché international: soit 19.700 millions, est à la charge de la Compagnie générale transatlantique.

La marine marchande a déjà reçu en autorisation de programme 4.000 millions à ce titre sur le budget 1955. Le présent projet de budget prévoit une nouvelle autorisation de programme de 3.000 millions qui couvre ainsi la presque totalité de l'engagement restant à effectuer.

En ce qui concerne les crédits de payement 1957, le projet de budget prévoit 16 milliards de francs au titre de l'aide à la construction navale, dont 15.200 millions de francs au titre des services votés. Ces 15.200 millions de francs comprennent 700 millions de francs réservés au paquebot. Cette somme est suffisante compte tenu de l'avancement relativement lent d'une telle construction à son début.

La lettre de commande du navire, qui sera ultérieurement remplacée par un marché définitif, a été signée le 25 juillet 1956 par les présidents de la Compagnie générale transatlantique et des chantiers de l'Atlantique et contresignée par le sous-secrétaire d'Etat à la marine marchande en exécution des clauses du cahier des charges de la Compagnie. Les travaux, dont l'achèvement est prévu pour le 15 octobre 1961, ont commencé aussitôt. Un premier terme de payement, prévu à la commande et se montant à 492 millions de francs, a été versé le 8 août par la Compagnie générale transatlantique aux chantiers. Un deuxième terme de payement, d'un montant égal, a été versé trois mois après, le 8 novembre.

D'autre part, un décret actuellement en cours de préparation définira les modalités d'attribution de l'aide particulière à ce navire. Une décision du sous-secrétaire d'Etat à la marine marchande, qui sera signée peu après le décret, permettra les premiers payements de l'aide. Ces payements se monteront en 1956 à 300 millions de francs et, comme il a été rappelé ci-dessus, à 700 millions de francs en 1957.

La mise sur cale du navire aura lieu au chantier de Saint-Nazaire-Penhoët en octore 1957.

La construction navale.

La production des chantiers français a crû notablement depuis 1951. Elle est passée de 217.000 tonnes en 1953 à 321.000 tonnes en 1955.

Le tonnage commandé en France pour le compte des armateurs français a notamment augmenté:

1954. — 1er semestre, 26.250; 2e semestre, 45.375.

1955. — 1er semestre, 336.000; 2e semestre, 298.000.

1956. — 1er semestre, 327.000; 3e trimestre, 84.000.

Les commandes étrangères ont été sept fois plus élevées en 1955 qu'en 1954 et parmi elles on note plusieurs pétroliers de 30 à 48.000 tonnes. Un armateur américain a passé commande de deux superpétroliers de 61.000 tonnes.

Cette activité n'a été possible que grâce à la loi d'aide du 24 mai 1951.

D'autre part, grâce aux deux mesures prises le 20 mai 1955 par le Gouvernement et le 4 août 1956 par la loi promulguant le collectif 1956, les chantiers français ont pu prendre des commandes qui assurent leur plein emploi général jusqu'en 1958 et couvrent une fraction de leur activité en 1959, 1960 et même 1961. Cette fraction est toutefois rapidement décroissante et n'intéresse que les grands chantiers: pour 1961 elle concerne exclusivement deux chantiers dont Penhoët avec le grand paquebot de New-York livrable en octobre 1961.

Les livraisons correspondantes sont indiquées ci-dessous:

1956, 305.000 tonneaux; 1957, 355.000 tonneaux; 1958, 367.000 tonneaux; 1959, 370.000 tonneaux; 1960, 358.000 tonneaux.

Pour les années au delà de 1960, le Gouvernement n'a pas actuellement arrêté, de manière définitive, les plans qui seront exécutés, il se préoccupe dès maintenant du fait que, les crédits étant absorbés jusqu'en 1960, les chantiers ne peuvent actuellement

prendre de nouvelles commandes destinées à faire face aux besoins en tonnage que prévoit le plan de modernisation pour le transport des produits énergétiques et des minerais dont on considère que la consommation doit aller en augmentant régulièrement.

Il est à noter que l'adoption du plan comptable prévu par la loi a enfin été imposée aux chantiers et qu'on vient de renoncer à la clause de garantie de prix qui avait été appliquée à certaines commandes et qui entraîne dans le présent budget une réévaluation des crédits se montant à 2.700 millions de francs.

Nous devons souligner enfin que le but visé par la loi de 1951 a été atteint: en dehors du plein emploi assuré dans les chantiers, la productivité de ceux-ci a été sérieusement augmentée et le taux des allocations prévues pour les nouvelles commandes a pu être réduit.

Le trafic maritime.

Le trafic de passagers.

En 1955, avec près de 3.850.000 passagers embarqués et débarqués, le trafic international empruntant nos ports se situe aux environs de celui de l'Angleterre.

Avec un tonnage inférieur à celui de 1939, notre flotte de paquebots a transporté en 1955 un nombre de voyageurs plus élevé.

La presque totalité des passagers en provenance ou à destination des territoires de l'Union française est transportée par les navires français.

Notre participation est également importante dans les trafics en provenance de l'étranger.

En dépit de la progression des transports aériens un fort courant de passagers en progression continue reste fidèle au transport maritime.

Le trafic des marchandises.

Notre commerce maritime international a suivi une expansion parallèle à celle de notre commerce extérieur et y figure pour plus de moitié:

— en 1954, 56 millions de tonnes sur un total de 107 millions;
— en 1955, 62 millions de tonnes sur un total de 116 millions.

Cependant, la France continue d'importer par mer un tonnage double de celui qu'elle exporte et ce déséquilibre reste un obstacle à l'utilisation rationnelle de notre flotte.

En 1954, nous avons importé 40 millions de tonnes par mer et 42,7 en 1955, et nous avons exporté 16 millions de tonnes en 1954, et 19 millions 6 en 1955.

La part du pavillon français a augmenté depuis l'avant-guerre: elle était, en 1938, de 40,6 p. 100 dans nos importations et de 53,5 p. 100 dans nos exportations; elle est passée en 1954 à 55 p. 100 et 47 p. 100 et en 1955 à 57 p. 100 et 42,5 p. 100.

La décomposition du trafic d'ensemble fait apparaître 48 p. 100 pour notre flotte pétrolière, 17 p. 100 pour la flotte de tramping pondéreux, 35 p. 100 pour les lignes régulières et le tramping de long cours.

Si les transports de pétrole sous pavillon français ont doublé de 1951 à 1955 en passant de 8,6 à 16,9 millions de tonnes, les transports de marchandises autres que le pétrole restent stationnaires et la participation du pavillon français aux exportations reste insuffisante.

Les taux de fret.

Les taux de fret sont fonction de l'offre et de la demande mondiale de tonnage et soumis à d'incessantes fluctuations. Après une forte poussée en 1951, ils avaient baissé en 1952-1953-1954 pour remonter en 1955 et il est probable qu'ils subiront le contrecoup des événements de Suez.

Les tarifs de conférence des lignes régulières sont restés stables entre 1951-1954 mais depuis fin 1954, ils ont subi la poussée générale et ont augmenté de 10 à 15 p. 100.

La non-utilisation du canal de Suez par les navires français retentira sur l'approvisionnement de la France, non seulement en essence, mais encore en certains produits dont les pays fournisseurs se trouvent dans la zone géographique de l'océan Indien (mica, étain, jute, manganèse, caoutchouc, thé, laine, etc.) qui représentent un tonnage de 400.000 tonnes environ.

La route la plus courte, après Suez, est celle qui passe par le cap de Bonne-Espérance.

Accroissement de la durée des voyages, donc l'augmentation des dépenses d'exploitation qui risquent d'influer sur le taux des frets.

Les difficultés résultant de cette situation semblent devoir accélérer la tendance des armements à recourir à des gros porteurs, notamment en ce qui concerne les pétroliers. En 1951, le plafond pour un pétrolier était de 16.000 tonnes. Il était de 30.0000 tonnes en 1950; les chantiers français ont en construction des tankers de plus de 60.000 tonnes et on s'oriente actuellement vers la construction de pétroliers de 100.000 tonnes. Les armements recherchent ainsi des coûts de construction et d'exploitation moins élevés. L'utilisation de ces superpétroliers pourrait atténuer sans la supprimer la montée des frets résultant des parcours plus longs.

La production 1956.

Le volume de la production 1956 est supérieur à celui de l'année 1955, lui-même supérieur à celui de l'année 1954 qui fut bonne; la tendance à l'expansion des pêches maritimes s'est donc nettement confirmée en 1956 d'abord dans le secteur des pêches saisonnières (grâce, en particulier, au développement de la pêche au thon à l'appât vivant, sans parler d'une campagne sardinière exceptionnellement productive, mais sans doute accidentelle) mais aussi, et surtout, dans le secteur de la pêche aux poissons de fond (chalutage).

1° Pêches saisonnières.

Thon. — 17.000 tonnes auront été débarquées en 1956 (non comprise la partie 1956 de la campagne métropolitaine d'hiver 1956-1957 qui se déroulera dans les eaux africaines) contre 16.150 tonnes en 1955 et 15.590 tonnes en 1954.

Hareng. — 55.700 tonnes en 1956 contre 58.350 tonnes en 1955 et 57.600 tonnes en 1954; le chiffre 1956 exprime donc une campagne légèrement inférieure à la moyenne et par conséquent très éloigné du chiffre record atteint en 1953: 75.600 tonnes.

Maquereau. — 23.900 tonnes en 1956 contre 29.600 tonnes en 1955 et 28.200 tonnes en 1954, chiffre faible non seulement par rapport à ceux des deux années précédentes, mais aussi par rapport à la moyenne établie sur les années 1948-1954 et qui avoisine 26.000 tonnes.

Sardine. — Au moins 32.000 tonnes auront été débarquées en 1956 contre 15.800 tonnes en 1955 et 28.000 tonnes en 1954; ainsi une campagne exceptionnellement abondante succède à une campagne exceptionnellement déficitaire; la moyenne 1948-1954 s'établit aux environs de 24.000 tonnes.

La campagne 1956 est la campagne record pour la période 1945-1956; ces résultats sont dus à un prolongement inusité de la période de capture et à la taille élevée du poisson.

En résumé, à côté d'un léger fléchissement des pêches au hareng et au maquereau, on note en 1956 la continuation de la progression de la pêche au thon; le rendement exceptionnel de la campagne sardinière vient, par ailleurs, largement relever le niveau des apports totaux de poissons saisonniers: 128.600 tonnes en 1956 contre 119.900 tonnes en 1955 et 129.500 tonnes en 1954.

D'une manière générale, les prix au débarquement ont accusé une hausse sensible, même pour les espèces dont la production a été plus abondante en 1956.

L'industrie de la conserve a absorbé les quantités suivantes comparées à celles des campagnes 1955 et 1954:

Sardines: 1956, 26.000; 1955, 10.400; 1954, 21.250.

Maquereaux: 1956, 13.000; 1955, 16.000; 1954, 12.700.

Thons: 1956, 13.500; 1955, 12.900; 1954, 11.350.

Harengs: 1956, 4.700; 1955, 6.200; 1954, 4.600.

2° Chalutage (poissons de fond, non saisonniers).

La production 1956 est encore en augmentation par rapport à celle de 1955, elle-même nettement supérieure à la production 1954.

216.000 tonnes au moins auront été produites contre 211.600 tonnes en 1955 et 196.000 tonnes en 1954.

Dans l'ensemble, les prix moyens sont supérieurs à ceux de l'année précédente.

La campagne de grande pêche à Terre-Neuve aura produit entre 65.000 et 70.000 tonnes en 1956 contre 67.000 tonnes en 1955 et 58.200 tonnes en 1954.

3° Crustacés et coquillages.

En 1956, la pêche des crustacés n'a dépassé que de très peu le niveau de production de 1955, celui-ci ayant marqué un léger progrès par rapport à 1954: 14.700 tonnes en 1956 contre 14.600 tonnes en 1955 et 13.550 tonnes en 1954.

Cette production élate appelle l'attention sur le problème — pas encore résolu malgré les efforts importants poursuivis par les professionnels au sein du comité des crustacés — du dépeuplement des fonds de pêche (homard et langouste).

La pêche des coquillages a produit en 1956, 50.000 tonnes environ contre 51.000 tonnes en 1955 et 48.500 tonnes en 1954.

Le tableau ci-dessous donne les productions globales comparées des pêches maritimes (merue et coquillages non compris) pour les années 1954, 1955 et 1956.

En 1956, et pour la première fois, le palier des 350.000 tonnes a été nettement dépassé et il aurait été tout de même atteint si la campagne sardinière n'avait pas été exceptionnellement productive.

L'actuel potentiel des flottes de pêche — qui se sont renouvelées depuis deux années suivant un rythme au moins égal à celui qu'avait souhaité le plan de modernisation et d'équipement des pêches maritimes — doit être incontestablement assorti des moyens de transformation (conserves et sous-produits) et de distribution correspondant à son niveau élevé afin d'assurer dans les conditions économiques optima à la fois le plein emploi des flottes rajeunies et l'écoulement rationnel d'une production en nette expansion.

ANNÉES	POISSONS saisonniers.	POISSONS non saisonniers.	CRUSTACÉS	PRODUCTION totale.
1954	129.500	196.000	13.550	339.050
1955	119.900	211.600	14.600	346.100
1956	128.600	216.000	14.700	359.300
Référence 1938..	137.200	138.800	11.300	287.300

L'institut scientifique et technique des pêches maritimes pour lequel est prévu, dans le présent budget, un crédit de programme destiné au remplacement de son bateau océanographique, le *Théodore-Tissier*, a poursuivi ses activités dont nous donnons chaque année un bref aperçu:

Activité de l'institut scientifique et technique des pêches maritimes en 1956.

1° Travaux à la mer.

a) Président-Théodore-Tissier:

L'institut scientifique et technique des pêches maritimes a effectué des missions importantes en mer, principalement à bord du navire océanographique *Président-Théodore-Tissier* qui a navigué pendant cinq mois:

1° La première campagne avait pour objectif principal d'effectuer des essais de chalutages comparés sur le merlan et le merlu en vue de la protection des intérêts français dans l'application de la convention internationale de Londres, dite de l'« overfishing ».

Cette campagne eut lieu en avril, du canal de Bristol à Belle-Ile. Les résultats obtenus permettent de revenir sur certains points de la convention de Londres préjudiciables aux intérêts de la pêche française;

2° La deuxième campagne du *Président-Théodore-Tissier* avait pour but essentiel de rechercher et signaler aux pêcheurs la position des bancs de germons à leur arrivée en juin au large du golfe de Gascogne. Un retard d'un à deux degrés C dans le réchauffement des eaux par rapport à l'année précédente a été observé; en conséquence, les germons se trouvaient en juin plus au Sud que les années passées.

Cette campagne, qui eut lieu en mai et juin, des Açores à la péninsule ibérique et dans le golfe de Gascogne, a permis de tenir les pêcheurs régulièrement informés de la position des bancs de germons.

En outre, une carte hydrographique du banc « Princesse Alice » au Sud des Açores, a été dressée; le *Président-Théodore-Tissier* a traîné le chalut par 400 mètres sur ce haut fond;

3° La troisième campagne du navire océanographique a eu lieu en août, en mer d'Irlande et en mer Celtique. Elle avait pour objet la continuation des opérations de chalutage entreprises à la première campagne et des études sur la radio-activité des poissons et de l'eau de mer. Des carottages effectués jusqu'à dix mètres d'épaisseur permettront l'étude des sédiments.

b) Bateaux-pilotes de pêche:

La situation de la pêche à la sardine qui fut désastreuse en 1955 pouvait faire craindre que cette pêche ne fût en train de mourir et de nombreux pêcheurs s'apprêtaient à l'abandonner.

Trois bateaux-pilotes de pêche, dirigés par un océanographe, ont exploré chaque jour les lieux de pêche à la sardine, du mois de mai au mois d'octobre, renseignant les pêcheurs sur la position des bancs de poissons repérés aux sondeurs à ultra-sons.

Les professionnels se sont plu à reconnaître l'efficacité de l'aide directe que leur a apportée l'institut des pêches qui, selon les pêcheurs vendéens, a permis d'augmenter d'un tiers environ les apports de sardines.

c) Une campagne de prospection des fonds de pêche de la mer Caraïbe dirigée par un océanographe de l'institut des pêches a montré que la pêche des thons en surface est possible et rentable toute l'année, celle des langoustes seulement de septembre à mars, et a apporté des renseignements sur les possibilités de développement de la pêche dans ces départements d'outre-mer.

De même, les travaux sur les fonds chalutables ont été continués en mer du Nord.

d) *Pour remédier à la diminution des pêches en homards, des femelles grainées ont été libérées dans un cantonnement situé près de l'île Molène, avec le concours des pêcheurs.*

2° Ostréiculture. — Conchyliculture.

1. — Comme chaque année, les prévisions d'émissions de larves chez l'huître portugaise et chez l'huître plate ont été annoncées aux professionnels, ce qui leur a permis de poser les collecteurs au moment opportun.

2. — Le nettoyage, l'entretien et la reconstitution des gisements naturels ont été poursuivis par les professionnels suivant les directives de l'institut des pêches.

3. — Des parcs de captage d'huîtres portugaises dans l'estuaire de la Vilaine sont en cours de création.

4. — Une étude a été entreprise sur les coquillages et les poissons des étangs de Méditerranée (des dorades ont été marquées au moment de leur sortie de l'étang de Thau) et sur les conditions physico-chimiques de ces étangs.

3° Conditionnement du poisson.

En plus des contrôles sur la salubrité des coquillages, sur la fabrication des conserves et sur le mareyage, l'institut des pêches s'est livré à de nombreuses recherches de laboratoire, en particulier sur les modifications chimiques survenant dans la chair du poisson congelé; sur la congélation de la sardine et sur la réfrigération de cette espèce en vue de son transport vers des usines éloignées du port de débarquement; sur la conservation des thons dont la pêche se prolonge maintenant jusqu'auprès de Dakar.

4° Publications et réunions.

1° Au cours de l'année, les travaux de l'institut des pêches ont été diffusés aux professionnels dans des bulletins hebdomadaires des bateaux-pilotes de pêche et bulletins mensuels d'information et de documentation;

2° En outre, la *Revue des travaux de l'institut des pêches* continue à paraître chaque trimestre;

3° En 1955, l'institut des pêches a distribué aux pêcheurs et armateurs au thon, une carte des lieux de pêche du thon blanc au début de saison, en juin (résultats portant sur cinq années) et a publié un atlas de pêche de la mer du Nord (lieux de capture des cinq pricipales espèces de poissons, chaque mois);

4° Les représentants de l'institut des pêches ont participé à de nombreuses réunions internationales et professé des cours d'océanographie et de pêche.

Dans tous les cas, les spécialistes de l'institut scientifique et technique des pêches maritimes ont fait les travaux en liaison étroite avec les usagers: pêcheurs, armateurs, conserveurs et ont réussi à faire admettre, dans bien des cas, que cet organisme public devait être considéré par les professionnels comme un conseiller naturel.

L'enseignement et l'apprentissage maritime.

1° Enseignement maritime.

L'effectif des élèves des écoles nationales de la marine marchande pendant l'année scolaire 1955-1956 a été le suivant:

Ecole du Havre, 134;
Ecole de Paimpol, 234;
Ecole de Nantes, 416;
Ecole de Bordeaux, 175;
Ecole de Marseille, 363;
Ecole d'Alger, 52;
Ecole de Paris, 275;
Total, 1.649.

Comme au cours des années précédentes, les écoles nationales de la marine marchande ont fait, en 1955-1956, leur plein d'élèves dans la mesure où le permettaient les locaux existants et les effectifs de professeurs.

On doit noter, à ce sujet:

a) Que le nombre des candidats admis au cours d'élève-mécanicien de la marine marchande devra être porté de 120 à 150, dès que le nombre de professeurs et le degré d'avancement des écoles en cours de construction le permettront;

b) Que le nombre des professeurs est trop faible (47). L'effectif budgétaire est, depuis 1956, de 55 unités, et le projet de budget pour 1957 aura pour effet de le porter à 64 unités à partir du 1er octobre 1957. Le recrutement de ces professeurs se heurte, malheureusement, à de grandes difficultés, en raison de leurs conditions de rémunération.

Le nombre des candidats aux divers examens de la marine marchande a atteint en juin 1956 les chiffres suivants:

Session de juin.

Paris, 423; Dunkerque, 155; Le Havre, 258; Paimpol, 343; Nantes, 640; Bordeaux, 259; Marseille, 515; Alger, 81. — Total, 2.674 contre 2.505 en 1955.

En ce qui concerne les travaux d'investissement et d'équipement des écoles nationales de la marine marchande, ils vont connaître un net progrès en 1956:

1° Les avants-projets de construction de l'école nationale du Havre ont été soumis le 29 juin 1955 à l'examen de la commission des bâtiments du secrétariat d'Etat aux travaux publics, aux transports et au tourisme.

Les plans d'exécution sont terminés et seront soumis à l'une des prochaines réunions de la commission consultative des marchés.

2° L'agrandissement de l'école de Nantes a donné lieu le 22 février 1956 à la passation d'un marché de 297 millions, pour l'exécution des travaux de gros œuvre;

3° La reconstruction de l'école de Saint-Malo est en cours. Un marché de 124 millions a été passé le 7 janvier 1956;

4° Un crédit avait été inscrit au budget de 1955 pour l'étude des écoles de Bordeaux, Marseille, Paimpol. Ces études sont en cours et des crédits de programme devraient normalement figurer au budget de 1958.

L'achèvement de ce réseau d'écoles devra amener le département de la marine marchande à préciser la répartition des cours entre ces établissements. Une incertitude semble toujours régner à ce sujet à laquelle il devra être mis fin.

2° Apprentissage maritime.

L'apprentissage maritime est actuellement assuré dans quinze écoles.

En 1956 le programme de transformation et de construction d'école d'apprentissage s'est poursuivi.

Le dossier de l'école d'Audierne a été soumis à la commission des bâtiments qui a émis un avis favorable dans sa séance du 11 avril 1956.

Le 9 mai 1956 a été approuvé le dossier de l'école d'apprentissage de Boulogne.

Celui de l'école du Havre doit être examiné prochainement.

Les travaux de l'école de Nantes sont en cours d'achèvement.

3° Réforme du brevet de patron de pêche.

A la demande unanime de la sous-commission « pêche » du comité supérieur de l'enseignement maritime, plusieurs décrets et arrêtés vont être publiés pour réformer la formation qui est donnée aux futurs patrons de pêche.

Ces mesures ont été rendues nécessaires pour deux raisons:

1° L'augmentation croissante du tonnage des navires qui pratiquent la pêche au large exige que les connaissances théoriques dispensées aux futurs patrons leur soient enseignées d'abord et le plus tôt possible; les connaissances pratiques leur seront données dans un second cycle d'études, d'ailleurs très court, et qui, bien entendu, sera professé à des dates différentes suivant les ports et la date des campagnes de pêche dans les différentes régions;

2° L'expérience tirée des sinistres de Concarneau, en novembre 1954, a prouvé que la fatigue du patron, lorsque le mauvais temps se prolonge, dépasse les forces humaines et qu'il doit, pour des raisons de sécurité, avoir près de lui un officier en second ayant reçu les connaissances nécessaires pour la conduite du bâtiment.

4° Les questions sociales.

a) Etablissement national des invalides de la marine:

L'établissement national des invalides de la marine créé en 1681 joue à la fois le rôle de caisse de retraites et celui de caisse de sécurité sociale des gens de mer.

Malgré l'augmentation des cotisations prévues par l'article 49 de la loi de finances, le déficit qui atteignait 15.027 millions en 1956 s'élèvera en 1957 à 15.163 millions.

Ses causes ont un caractère général commun à un certain nombre d'institutions de sécurité sociale et ne mettent pas en cause la gestion de l'établissement.

Il faut dire de plus que le régime spécial de sécurité sociale des gens de mer a permis la fixation de populations maritimes stables dans des régions parfois déshéritées qui ont ainsi échappé à l'exode vers les grands centres et il a permis jusqu'ici de conserver un réservoir de main-d'œuvre pour une profession présentant des caractères très particuliers.

Au cours des années 1955-1956, un certain nombre de textes ont amélioré le régime de sécurité sociale des marins, soit par suite des dispositions spéciales, soit par extension des mesures intervenues dans le régime général:

— loi du 31 décembre 1954 qui a permis la prise en compte des services de guerre pour le double de leur durée dans les prévisions de retraites avec un plafond de quarante annuités au lieu de trente-sept et demi;

— décret du 30 juin 1955 relevant le plafond des retraites atteint par l'écrêtement;

— arrêté du 30 avril 1956 du secrétaire d'Etat au travail permettant de relever le salaire minimum servant de base au calcul des prestations, des pensions d'accident du travail et de la majoration pour assistance d'une tierce personne servies par la caisse de prévoyance;

— décret du 20 janvier 1956 mettant en harmonie le régime d'assurance des marins avec la législation du régime général (prestations sans limitation de durée, suppression du ticket modérateur pour maladie de longue durée, etc.);

— loi n° 56-780 du 4 août 1956 (art. 67) prévoyant la majoration des pensions des veuves de marins remariées et redevenues veuves;

— décret du 22 mars 1956 relevant les salaires forfaitaires et permettant une remise en ordre des pensions.

De plus, l'article 50 de la loi de finances pour 1957 contient une réforme du régime des pensions qui sans correspondre à toutes les promesses faites antérieurement représente, pour de vieux pensionnés notamment, une amélioration attendue et non négligeable (suppression pour les anciens pensionnés de la nécessité de la preuve exigée jusqu'ici pour les changements de catégorie; suppression des effets de la non-rétroactivité de la loi de 1930; extension du bénéfice de la loi aux agents du service général; cumul d'une pension d'invalidité pour maladie imputable au risque professionnel avec une pension de retraite; validation des périodes de maladie suivies de la concession d'une pension).

Ces avantages nouveaux et surtout le relèvement des salaires forfaitaires ne pouvaient qu'aggraver le déficit du régime. Pour le maintenir à un niveau voisin de celui de 1956, il a été prévu par l'article 50 une majoration du taux des cotisations versées par les armateurs à la caisse de retraite et à la caisse de prévoyance.

Ces améliorations n'ont pas fait disparaître toutes les insuffisances du régime des pensions des marins: les pensions des catégories inférieures restent insuffisantes et les anciens pensionnés se plaignent du mode de calcul de leurs annuités dont ils demandent la bonification pour être mis sur un pied d'égalité avec leurs collègues en activité.

b) Le travail maritime:

Le caractère particulier de la profession maritime a toujours posé le problème de l'adaptation à cette profession du régime adopté pour les travailleurs de l'industrie et du commerce.

C'est ainsi que la commission consultative professionnelle de la flotte du commerce a été saisie des incidences que la loi du 27 mars 1956 sur les congés annuels payés doit avoir sur le régime du travail et des congés du personnel navigant.

Le décret du 22 octobre 1954 réglementant la matière se trouve en effet dépassé et un projet de loi modifiant le code du travail maritime est actuellement soumis à l'examen des départements ministériels intéressés.

c) Le chômage:

Le chômage des marins, sans avoir atteint le point critique, était sensible à la fin de l'année 1955 et au début de l'année 1956.

Le ministre de la marine marchande en avait donc saisi la commission consultative professionnelle de la flotte de commerce qui, dans sa séance du 28 novembre 1955, avait examiné les remèdes susceptibles d'y être apportés.

Il est bien certain que le problème de l'aide aux chômeurs se pose pour les marins, autrement qu'il ne se pose pour les travailleurs terrestres. Il n'existe de fonds de chômage que dans les villes importantes et si l'ouvrier en chômage continue en général à résider sur le lieu de son travail, il est courant au contraire, que le marin du commerce sans embarquement rentre chez lui et parfois, dans une commune rurale ou côtière. Dans cette dernière, il n'existera pas pour lui de possibilité de percevoir l'allocation de chômage. Comme d'autre part, la création de fonds de chômage départementaux, venant en aide aux petites communes ne semble pas avoir fait de progrès, une suggestion avait été faite, dont l'objet était d'inviter armateurs et marins à étudier de concert la création d'une caisse professionnelle d'assurance-chômage.

Depuis le début de l'année, l'importance du chômage a décru chez les marins, comme dans les autres professions. Cette évolution en elle-même heureuse a des causes très particulières et qui ne sont pas nécessairement durables. Il n'y a donc là aucune raison sérieuse pour renvoyer l'étude qui a été commencée par la commission consultative professionnelle de la flotte de commerce. Néanmoins, jusqu'ici, aucun progrès ne semble avoir été fait vers une solution positive.

III. — Observations

Votre commission des finances croit devoir attirer l'attention du Gouvernement sur certains postes du budget, au sujet desquels d'ailleurs elle avait, les années précédentes, exprimé des réserves ou des vœux.

Elle se félicite de la suppression du poste de secrétaire général de la marine marchande espérant que cette suppression peut s'interpréter comme exprimant la volonté du Gouvernement de voir doter dans l'avenir le département de la marine marchande d'un ministre ou tout au moins d'un secrétaire d'Etat.

Elle fait quelques réserves sur les modifications apportées au nombre et à la qualité du personnel. D'une part elle considère que les suppressions d'emplois prévues ne représentent en fait que des économies fictives, les postes supprimés n'étant pas pourvus de titulaires. D'autre part si elle se félicite de l'augmentation du nombre des professeurs, rappelant la nécessité de développer l'enseignement technique intéressant la marine marchande, elle n'a pas obtenu en ce qui concerne les autres créations ou transformations d'emploi de renseignements assez précis lui permettant d'émettre une opinion sérieuse sur la nécessité des mesures prises.

Elle attire à nouveau l'attention du Gouvernement sur la nécessité de définir une politique du crédit maritime et veut espérer que la diminution du crédit (— 5 millions) affecté aux bonifications d'intérêt ne portera pas préjudice au bon fonctionnement du crédit maritime tel qu'il existe en ce moment. Elle demande également au Gouvernement d'être très prudent en ce qui concerne les suppressions de certaines subventions et plus spécialement veut bien croire que la suppression de la subvention (10 millions de francs) à la propagande en faveur du poisson ne portera pas préjudice à une industrie essentielle pour notre pays comme la pêche maritime.

Elle souscrit largement à l'initiative du Gouvernement tendant à la construction d'un bâtiment en remplacement du navire de recherches océanographiques *Président Théodore-Tissier* et souhaite que ce service de recherches soit doté de crédits correspondant à son importance.

Elle renouvelle son souci de voir se développer l'industrie des constructions navales et prend acte des autorisations de programmes et des crédits de payements affectés à ce secteur dans le budget. Les constructions navales, grâce à la loi Defferre ont actuellement des commandes qui paraissent satisfaisantes, mais les petits et moyens chantiers n'ont leur avenir assuré que pour deux à trois ans au plus. Il convient donc de prévoir pour très bientôt le vote de la loi programme promise par le Gouvernement et de confirmer à ce dernier le souci de la commission des finances de voir assurés, en ce qui concerne les chantiers, le plein emploi, ainsi que la définition d'une politique de la construction navale allant dans le sens des intérêts économiques bien compris de la France.

La situation actuelle et la crise du pétrole, les manœuvres qui se dessinent dans divers pays étrangers sur le plan de l'orientation de la construction navale font un devoir au Gouvernement de prévoir pour un avenir très prochain la possibilité de libérer la France de certaines menaces qui par l'asphyxie économique risquent de porter atteinte à son indépendance.

Cette nécessité ne doit pas faire oublier que les chantiers navals ne doivent pas échapper à la règle commune et que leurs bénéfices doivent être contrôlés d'une façon très sérieuse, en conformité d'ailleurs des prescriptions de la loi. Elle rappelle ce que votre rapporteur écrivait en son nom dans son dernier rapport: « Elle demande instamment à M. le sous-secrétaire d'Etat à la marine marchande d'exercer le contrôle le plus strict sur les attributions des fonds de la loi d'aide à la construction, notamment en exigeant des chantiers bénéficiaires l'application du plan comptable et le respect du versement des ristournes dues en vertu de la loi sur les superbénéfices réalisés par les sociétés de constructions navales ».

Votre commission voudrait voir augmentés les crédits d'aide à l'armement du cabotage considérant le cabotage comme devant être aidé en raison de l'intérêt qu'il présente pour l'économie du pays.

Elle enregistre avec satisfaction les efforts considérables faits en faveur des pensionnés et retraités et sur le plan social et veut espérer que les augmentations de cotisations imposées à l'armement ne grèveront pas exagérément ce dernier.

Le paquebot pour l'Atlantique Nord va être construit conformément aux décisions prises. La commission des finances ne peut que s'en féliciter mais elle croit devoir attirer l'attention du Gouvernement sur l'urgente nécessité de présenter au Parlement les accords conclus avec la Compagnie générale transatlantique.

Ces accords, qui doivent également comporter la convention établissant le montant des subventions pouvant être attribuées par l'Etat à cette compagnie, sont attendus par le Parlement depuis trop longtemps déjà. Il est inadmissible que des conventions entraînant des obligations de la part de l'Etat soient exécutées par provision tout au moins avant que le Parlement les ait entérinées.

Or le déficit des compagnies bénéficiant de ces subventions s'accroit d'année en année. Le plafond prévu pour la Compagnie des messageries maritimes est sans doute inférieur à ce qu'il devrait être pour la Compagnie générale transatlantique, il n'y a plus de convention et l'attribution de subvention ne repose plus sur aucun texte.

Les crédits demandés dans le projet qui nous est soumis passent de 4.727 millions de francs à 4.880 millions de francs.

Les crédits qui se répartissent de la manière suivante: Société générale transatlantique: ligne de Corse, 280 millions de francs; subventions, 2.800 millions de francs. Messagerie maritime, 1.800 millions de francs. Total, 4.880 millions de francs, ne correspondent certainement pas aux besoins en tous cas tels qu'ils ressortent des renseignements qui nous ont été fournis.

C'est une raison supplémentaire pour que votre commission insiste d'une manière très pressante pour que le Gouvernement présente le projet d'avenant à la ratification du Parlement.

Elle renouvelle avec beaucoup de fermeté ce qu'elle avait affirmé lors de l'établissement de son rapport pour l'exercice de l'année 1956 et qui est plus valable encore aujourd'hui:

« Elle tient à faire observer de la manière la plus formelle que si elle accepte les propositions du Gouvernement entérinées par l'Assemblée nationale en ce qui concerne le montant global du crédit demandé pour les subventions aux services maritimes d'intérêt général, ceci n'entraine nullement qu'elle accepte le chiffre de 2.647 millions de francs prévu pour la Compagnie générale transatlantique.

« Le montant maximum de la subvention à cette compagnie doit être fixé en effet lors du vote de l'avenant qui doit être soumis au Parlement. C'est à ce moment-là seulement que votre commission des finances ayant en mains tous les éléments comptables d'appréciation pourra apporter sur cette question ses décisions définitives.

« Elle croit devoir protester contre les lenteurs qui une fois de plus caractérisent les discussions entre la Compagnie générale transatlantique et le Gouvernement pour l'établissement de l'avenant; ce qui oblige le Parlement à voter des crédits provisionnels de subvention sans pouvoir juger de leur opportunité.

« Elle insiste pour que le Parlement soit saisi au plus tôt de cet avenant et que le montant de la subvention soit établi d'une manière définitive. »

Sous les réserves d'ordre général énoncées à la page 31 du tome II du présent rapport, votre commission vous propose de voter les crédits des services de la marine marchande.

VOLUME V

Budgets annexes civils.

CAISSE NATIONALE D'EPARGNE

Rapporteur spécial: M. Waldeck L'HUILLIER.

Le projet de budget de la caisse nationale d'épargne pour l'année 1957 présente un excédent de recettes important, sensiblement supérieur à celui des années précédentes.

En effet, le versement au budget général de l'excédent des recettes sur les dépenses effectué en vertu de l'article 35 du code des caisses d'épargne, s'est élevé, ces dernières années, aux montants suivants:

1950, 3.547 millions de francs; 1951, 3.635 millions de francs; 1952, 6.322 millions de francs; 1953, 8.402.861.613 francs; 1954, 7 milliards 399.114.000 francs; 1955, 9.189.664.000 francs; 1956, 12.492.273.000 francs.

Or, pour l'année 1957, l'excédent est estimé à: 13.904.400.000 francs soit une nouvelle augmentation de quelques 1.400 milions.

I. — Situation financière de la caisse nationale d'épargne.

Le montant total des dépôts à la caisse nationale d'épargne avait atteint 301 milliards en 1950. Il s'est élevé en 1955 à 664 milliards. La progression constante du montant des dépôts enregistrés depuis 1950, s'est ainsi traduite par les pourcentages d'augmentation suivants:

— 11 p. 100 entre 1950 et 1951;
— 16 p. 100 entre 1951 et 1952;
— 20 p. 100 entre 1952 et 1953;
— 24 p. 100 entre 1953 et 1954;
— 18 p. 100 entre 1954 et 1955.

Fait à noter, durant cette période, le taux d'intérêt servi aux déposants n'a pas été modifié. Il est resté fixé à 2,75 p. 100 chiffre auquel il avait été porté par décret du 30 décembre 1950.

Le montant des comptes créditeurs a suivi, depuis la Libération, une progression constante:

1945, 130.535. millions de francs; 1946, 140.218 millions de francs; 1947, 146.504 millions de francs; 1948, 191.577 millions de francs; 1949, 238.053 millions de francs; 1950, 300.939 millions de francs; 1951, 336.567 millions de francs; 1952, 389.286 millions de francs; 1953, 468.975 millions de francs; 1954, 559.900 millions de francs; 1955. 664.400 millions de francs; au 15 novembre 1956, 748 milliards de francs; au 31 décembre 1956, 758 milliards de francs; au 31 décembre 1957, 855 milliards de francs (prévisions d'après le projet de budget de 1957).

La progression s'est poursuivie en 1956. Toutefois, le rythme s'en est sérieusement ralenti et la comparaison des chiffres des mois de septembre et octobre montre que les effets de l'emprunt indexé ont été sensibles sur le mouvement des dépôts et retraits des fonds. Dans la deuxième quinzaine d'octobre, on enregistre un excédent minime des retraits sur les dépôts, environ 1 p. 100. Du 1er au 15 novembre, l'excédent des dépôts est de 800 millions, excédent qui accuse une diminution par rapport à celui enregistré au cours de la même époque de 1955.

Du 1er janvier au 15 novembre 1956, l'excédent des dépôts était de 61 milliards et demi, alors que pour la même époque de 1955 il était de 74 milliards. On peut noter la même diminution en ce qui concerne les caisses d'épargne ordinaires.

Il est difficile d'estimer présentement les répercussions exactes de l'emprunt indexé et des évènements récents sur le montant des dépôts. Il semble encore plus difficile de faire une évaluation sur les incidences que pourrait avoir, en 1957, un ralentissement prévisible dans l'activité économique, sur les mouvements de fonds de la caisse nationale d'épargne.

Les conditions dans lesquelles s'est opérée cette importante augmentation des dépôts à la caisse nationale d'épargne, au cours de ces dernières années, sont intéressantes à noter.

Le nombre des déposants a diminué. Sans doute, ce nombre est-il très important, puisqu'il témoigne que plus d'un Français sur quatre est titulaire d'un livret de la C. N. E., mais le nombre total des livrets ouverts par la C. N. E., s'il reste supérieur de 2 millions à ce qu'il était avant guerre, est en légère diminution depuis quelques années.

La caisse nationale d'épargne vient d'ailleurs de prendre un certain nombre de mesures de propagande.

Mais ces mesures ont été prises tardivement, car il convient de rappeler que le budget de 1956 (mesures nouvelles), n'a été voté que le 4 août 1956.

Les premières mesures de propagande ont été portées aussitôt à la connaissance des services; elles ont été complétées tout récemment par l'envoi de lettres et de notices au personnel intéressé.

Elles ne pourront donc avoir exercé une influence que sur les résultats d'une partie du deuxième semestre de 1956 au cours de laquelle plusieurs emprunts ont été émis.

La propagande a été étendue à l'ensemble des départements de la métropole; elle intéresse les populations rurales et elle est mise en œuvre par l'intermédiaire des bureaux de poste fonctionnant dans les petites localités et les facteurs relevant de ces bureaux.

Cet essai de vulgarisation sur le plan national est de date trop récente pour que l'on puisse dès maintenant tirer des enseignements sur son développement et sur les résultats obtenus.

L'augmentation des dépôts a été grandement facilitée par la loi du 7 février 1953 modifiée par l'article 22 de la loi n° 55-359 du 3 avril 1955 qui a porté, par étapes, le plafond des avoirs de chaque déposant à la C. N. E. de 300.000 à 750.000 francs pour les particuliers et de 1.500.000 francs à 3.750.000 francs pour les sociétés mutualistes, les instituts de coopération, de bienfaisance et autres sociétés de même nature autorisées à cet effet par le ministre des finances ou le ministre des postes, télégraphes et téléphones.

Diminution générale du nombre des livrets. En revanche, augmentation sensible du montant des crédits des catégories de livrets supérieurs à 300.000 francs.

En 1953, le montant des crédits de ces dernières catégories, s'élevait à 169.390 millions; en 1955, il atteignait 299.680 millions.

Quant aux sociétés, le nombre de leurs livrets a généralement diminué. Seuls ont augmenté ceux des associations de la loi de 1901, des sociétés sportives et des sociétés d'entreprises.

En revanche, le montant de leurs crédits s'est élevé dans toutes les catégories, à l'exception de celles des sociétés d'H. L. M. et de crédit immobilier.

Cette augmentation des dépôts s'est évidemment accompagnée d'une augmentation parallèle du portefeuille de la caisse nationale d'épargne. C'est ainsi que le montant de ce portefeuille, qui était de 653 milliards au 31 décembre 1955, s'élevait au 30 septembre 1956 à 712 milliards.

Composition du portefeuille des déposants au 30 septembre 1956:

I. — Valeurs du Trésor et emprunts divers;

Bons à court terme, 111 milliards;
Billets à ordre, 12 milliards;
Obligations du Trésor, 65 milliards;
Rente 3 1/2 p. 100 1952, 30 milliards;
Crédit national, 32 milliards;
Crédit foncier, 42 milliards;
P. T. T., 1 milliard.

Total des valeurs du Trésor et emprunts divers, 293 milliards.

II. — Investissements divers et reconstruction:

H. L. M., 133 milliards;
Collectivités publiques, 209 milliards;
Equipement industriel et agricole, 21 milliards;
Compagnie nationale du Rhône, 9 milliards;
Chemins de fer, navigation, R. A. T. P., 9 milliards;
Reconstruction, 6 milliards.

Total des investissements divers et reconstruction, 387 milliards.

III. — Compte courant spécial avec préavis, 44 milliards.

IV. — Divers, 18 milliards.

Total général, 742 milliards.

C'est essentiellement au profit de prêts aux organismes d'H. L. M. et aux collectivités publiques que s'est réalisée cette augmentation

du portefeuille. Son taux moyen de rendement au 30 septembre 1956 était de 4,8 p. 100, en légère diminution par rapport aux années 1954 et 1955.

C'est sur la base de ces principales données de la situation financière de la C. N. E. que le budget annexe de cette caisse a été établi en ce qui concerne les prévisions de ressources pour 1957.

Sous les réserves indiquées plus haut quant à l'évolution de la conjoncture économique et compte non tenu des résultats des derniers mois de 1956, on peut, en effet, estimer que le montant total des dépôts atteindra au 1er janvier 1957:

Avoirs au 1er janvier 1956, y compris les intérêts capitalisés, 664 milliards;

Prévisions d'excédent des dépôts sur les retraits en 1956, 75 milliards;

Intérêts capitalisés pendant l'année 1956, 19 milliards.

Total, 758 milliards.

A ce montant, le projet de loi ajoute 37,5 milliards représentant la moitié des excédents escomptés en 1957, afin de déterminer la base sur laquelle doivent être établies les prévisions de recettes pour 1957.

On aboutit ainsi à un total de: 758 milliards + 37,5 milliards = 795,5 milliards.

L'avoir des déposants est présumé devoir atteindre, au 31 décembre 1957, 855 milliards. Le versement correspondant au budget général a été évalué à 13,9 milliards.

Toute modification en plus ou en moins de l'avoir des déposants entrainerait, bien entendu, une diminution ou une augmentation du revenu du portefeuille, des intérêts à servir aux déposants et du versement au budget général. La somme versée à ce titre serait réduite ou accrue de 110 millions de francs, c'est-à-dire dans une proportion relativement faible, chaque fois que l'avoir des déposants varierait de 5 milliards.

Sur cette base, le produit du placement des fonds est évalué à 38.700 millions, aboutissant ainsi, compte tenu également de certaines autres recettes, à une augmentation de 4.376,6 millions par rapport à 1956.

A cette somme de 38.700 millions, s'ajoutent les recettes ordinaires habituelles, ce qui porte le total des recettes à 38.912.200.000 F.

L'examen des chapitres donne lieu aux mêmes observations qui figurent dans le rapport spécial de la caisse national d'épargne établi à l'Assemblée nationale par M. Georges Gosnat (n° 3233, annexe au procès-verbal du 14 novembre 1956).

Votre commission ne juge pas utile de les reprendre et vous renvoie au document précité.

Toutefois, elle rappelle qu'elle considère comme toujours valables les observations faites dans le rapport de M. Georges Marrane (n° 7 du 18 janvier 1955) lors de la discussion du budget annexe de la caisse nationale d'épargne pour l'année 1955.

Ces observations ont trait notamment:

Au fonds de dotation: il convient de rappeler que la caisse nationale d'épargne possède sous le nom de dotation un fonds de réserve et de garantie, auquel ont été versés jusqu'en 1934 les bénéfices réalisés par l'institution. A cette époque la dotation, qui s'élevait à 2 milliards 172 millions, représentait 9 p. 100 des dépôts. En 1947, la dotation, maintenue au chiffre précité de 2 milliards 172 millions, ne représentait plus que 3 p. 100 des dépôts.

Au 31 décembre 1954 cette dotation atteignait 2 milliards 946 millions et n'était en augmentation que de 90 millions sur l'année précédente.

Depuis cette date, l'augmentation prévue n'est que de 106 millions chaque année.

Aussi le pourcentage du fonds de dotation comparativement au montant des dépôts subit à chaque fois une nouvelle réduction qu'elle ne représentait en 1953 que 0,6 p. 100 des dépôts contre 9 p. 100 en 1935.

La commission des finances estime qu'il est nécessaire d'augmenter le fonds de dotation.

Versement au budget général: M. Marrane, dans son rapport, précisait qu'il ne paraissait pas conforme à l'intérêt national que la C. N. E. verse chaque année au budget général, sans contrepartie, des milliards de francs, alors que l'administration des P. T. T., qui en assure la gestion, ne peut, faute de ressource, assurer dans une proportion suffisante l'augmentation et l'amélioration de ses services, non plus que la construction de logements destinés au personnel.

Sous le bénéfice de ces diverses observations et de celles contenues dans le rapport de M. Gosnat à l'Assemblée nationale, votre commission des finances vous propose l'adoption sans modification du budget annexe de la caisse nationale d'épargne.

IMPRIMERIE NATIONALE

Rapporteur spécial: M. PRIMET.

L'augmentation des recettes du budget de l'imprimerie nationale de 1956 à 1957 est de 300 millions de francs. Elle résulte d'un accroissement de volume des impressions exécutées pour le compte des ministères et administrations publiques, imputable, notamment, à la progression des commandes confiées à l'imprimerie nationale par les P. T. T.

Le développement des propositions du Gouvernement dont les chiffres traduisent l'incidence budgétaire finale est exposé ci-dessous.

Tableau des modifications de crédits proposées par le Gouvernement pour le budget de 1957 et observations de la commission des finances.

Crédits demandés par le Gouvernement, 5.605.000.000 F.

Crédits proposés par la commission des finances, 5.605.000.000 F.

Différence, néant.

Développement des propositions du Gouvernement.

Les crédits ouverts pour 1956 étant de 5.305.000.000 F,

Les modifications proposées pour 1957 s'analysent de la façon suivante: services votés, + 155.300.000 F; autorisations nouvelles, + 144.700.000 F. Total, + 300 millions de francs.

Total pour l'imprimerie nationale, 5.605 millions de francs.

Les crédits ainsi prévus sont justifiés comme suit par le Gouvernement:

A. — **Dépenses ordinaires** (en millions de francs).

Services votés.

Cette différence s'analyse de la manière suivante:

— les mesures qui ont été d'ores et déjà traduites dans le budget voté de 1956 entraînent une dépense supplémentaire de + 86,7;

— en vue de permettre une meilleure organisation du service, la création des emplois ci-après: 2 protes, 6 correcteurs, 10 adjoints techniques, est gagée par les suppressions d'emplois suivantes: 2 sous-protes, 6 lecteurs d'épreuves, 8 ouvriers compositeurs, 3 ouvrière brocheuses. Ces modifications d'effectifs se traduisent par une économie de — 0,2;

— compte tenu du rythme de consommation des crédits, une économie a pu être réalisée sur les dépenses de personnel, — 5;

— l'augmentation des impôts justifie une majoration des crédits correspondants de + 1,2;

— l'annuité d'amortissement calculée sur la valeur réelle d'achat est évaluée pour 1957 à 77.430.000 F contre 74.180.000 F en 1956, ce qui représente une majoration des dépenses de + 3,2;

— l'ajustement de la dotation prévue pour le payement des charges sociales obligatoires sur la base des besoins constatés justifie une majoration de crédits de + 2,7;

— compte tenu des crédits de payement à prévoir à la deuxième section « Investissements » pour le financement des opérations en cours et des opérations annuelles, l'excédent affecté aux investissements est porté de 125.820.000 F en 1956 à 192.570.000 F en 1957, soit, + 66,7.

Total: + 160,5, — 5,2; net pour les services votés, + 155,3.

Autorisations nouvelles.

Pour tenir compte de l'accroissement du volume des commandes confiées par divers services à l'Imprimerie nationale, il convient de prévoir une majoration des crédits affectés à l'achat de papiers et d'encres, ce qui représente un accroissement de dépenses de + 57,5;

Sur la base des besoins constatés en 1956, au titre de l'entretien et de la réparation du matériel, de l'achat de petit outillage et de fournitures faites à l'entreprise, il convient de majorer la dotation accordée pour cet exercice de + 18,6;

En raison du volume des crédits de payement nécessaires au financement des opérations nouvelles d'investissement, il faut affecter à la couverture de ces dépenses en 1957, + 60;

Un ajustement aux besoins des crédits prévus pour le payement des indemnités pour travaux supplémentaires nécessite une majoration de crédits de + 0,4;

Enfin, compte tenu des majorations de crédits analysées ci-dessus pour faire face tant aux dépenses d'exploitation qu'aux dépenses d'investissement de l'établissement national, le montant des recettes non affectées est majoré de + 8,2;

Total pour les mesures nouvelles, + 144,7.

B. — **Deuxième section. — Investissements.**

Les autorisations de programme et les crédits de payement demandés s'analysent comme suit:

a) Services votés:

Réévaluation d'opérations en cours, 60 millions;

Opérations annuelles, 300 millions;

Total, 360 millions.

La réévaluation proposée au titre des opérations en cours concerne la construction de nouveaux bâtiments rue Paul-Hervieu et a pour objet de porter l'autorisation de programme prévue de 400 à 460 millions de francs.

Les opérations annuelles concernent l'acquisition d'outillage, de matériel de transport et la réalisation de grosses réparations.

Les crédits de payement prévus au titre des services votés s'analysent de la façon suivante:

Opérations en cours, 130 millions;

Opérations annuelles, 140 millions;

Total, 270 millions.

b) Autorisations nouvelles:

Les autorisations de programme qu'il est proposé de mettre à la disposition de l'Imprimerie nationale permettront l'acquisition de matériel d'imprimerie destiné à moderniser l'équipement actuel de cet établissement.

Votre commission des finances estime qu'il convient de progresser dans la tendance qui se fait actuellement jour dans les administrations et services publics en vue de confier à l'Imprimerie nationale le maximum de leurs travaux d'imprimerie et de mettre fin aux trop nombreux services d'impression autonomes qui ne peuvent être qu'une source de dépenses supplémentaires pour le budget.

Votre rapporteur rappelle, en outre, les observations qu'il a déjà présentées l'année dernière, à savoir que le personnel de l'imprimerie nationale est à la fois personnel de l'Etat et membre du syndicat du livre, mais que la convention collective du livre ne lui est pas appliquée intégralement, notamment en ce qui concerne certaines allocations et certaines œuvres sociales. D'autre part, le cadre titulaire est trop restreint pour permettre une promotion normale du cadre manœuvre. Il faudrait élargir le cadre titulaire.

Compte tenu de ces observations, notre commission des finances vous propose d'adopter le budget annexe de l'imprimerie nationale.

ORDRE DE LA LEGION D'HONNEUR

Rapporteur spécial: M. LITAISE

L'Assemblée nationale n'a adopté le budget de la Légion d'honneur qu'en deuxième lecture, lorsque sa commission des finances se fut, après une nouvelle délibération, ralliée au projet gouvernemental dont elle avait, en première lecture, proposé le rejet.

Depuis la fin de l'année 1954, l'ordre de la Légion d'honneur ne vit que de crédits provisoires, l'Assemblée nationale ayant refusé d'adopter le budget présenté par le Gouvernement et celui-ci n'ayant pas voulu céder aux pressants appels qui lui étaient adressés en faveur de l'augmentation du taux des pensions attachées aux divers grades de la Légion d'honneur et à la médaille militaire.

Il n'a pas davantage consenti à majorer les pensions pour l'exercice 1957.

Il est certes pénible de constater que les titulaires de nos deux grand ordres militaires voient réduites à des sommes ridicules les pensions qui, par la volonté des fondateurs de ces distinctions, apportaient à l'origine un avantage pécuniaire sérieux aux anciens militaires et combattants. Le dédoublement même de ces pensions ne donnerait qu'une satisfaction surtout morale aux intéressés: 750 F pour un médaillé militaire, 1.000 F pour un chevalier de la Légion d'honneur. Cette dépense budgétaire serait importante, car la grande chancellerie donne les effectifs suivants des titulaires (avec traitement) au 1er janvier 1956:

A. — Légion d'honneur.

56 grand-croix; 520 grands officiers; 3.652 commandeurs; 22.861 officiers; 118.132 chevaliers.

B. — Médaille militaire.

L'effectif des médaillés militaires avec traitement s'élève actuellement à 596.891 personnes.

Il faudrait donc, pour satisfaire aux vœux si souvent exprimés, doubler le montant de la dette inscrite au budget annexe, c'est-à-dire 580 millions au minimum, le chiffre des pensionnés devant augmenter encore l'an prochain, du fait de certaines grosses promotions en cours d'examen.

Votre commission a cru devoir conformer son avis au vote émis par l'Assemblée nationale et vous propose, en conséquence, d'adopter les propositions gouvernementales.

Le service de la dette constitue la plus grosse partie du budget de la grande chancellerie. Le surplus de ce même budget est affecté aux traitements du personnel, qui n'a appelé aucune observation de la part de votre commission des finances, et aux dépenses des maisons d'éducation: Saint-Denis, Ecouen et les Loges, sur le fonctionnement desquelles les renseignements suivants ont été fournis aux commissions:

MAISONS D'EDUCATION DE LA LEGION D'HONNEUR

I. — *Evolution du nombre des élèves des maisons d'éducation.*

Les phases de cette évolution paraissent pouvoir être marquées et résumées au cours des cinq dernières années dans le tableau suivant:

1952: effectif budgétaire, 800; effectif réel, 691.
1953: effectif budgétaire, 800; effectif réel, 644.
1954: effectif budgétaire, 800; effectif réel, 633.
1955: effectif budgétaire, 800; effectif réel, 692.
1956: effectif budgétaire, 750; effectif réel, 740.

Le décret du 1er décembre 1926 relatif au statut des maisons d'éducation avait fixé l'objectif budgétaire à 910 élèves (800 gratuites et 110 payantes).

En raison du nombre élevé des vacances constatées au sein de l'effectif réel des élèves, ce dernier a été ramené, par le décret du 18 décembre 1926, à 840.

« Art. 2 du décret. — Le nombre total des élèves à admettre chaque année à la rentrée d'octobre ne devra pas excéder 140 » (en tout, six promotions).

A la suite d'un accord tacite avec le ministère des finances, le nombre de 840 fut ramené à 800.

Pour mieux tenir compte de la situation exacte des effectifs réels au cours des années 1952 à 1955, l'arrêté interministériel du 10 mars 1956 (*J. O.* du 12 mars 1956) a fixé l'effectif budgétaire à 750.

Sous la pression de diverses causes (démographie-événements d'outre-mer, notamment), ce chiffre a presque été atteint, puisque la rentrée d'octobre 1956 a permis de constater la présence de 740 élèves.

II. — *Evolution du prix des pensions.*

a) Taux:

La loi de finances du 31 décembre 1951 a fixé le montant de la pension totale à 60.000 F et celui de la demi-pension à 30.000 F.

Le décret n° 53-735 du 10 août 1953 (*J. O.* du 14 août 1953), confirmé en cela par l'arrêté interministériel du 10 mars 1956 (déjà cité en ce qui concerne les effectifs), a élevé les prix ci-dessus, respectivement à 84.000 F et 42.000 F (taux actuellement appliqués).

b) Répartition:

Un décret du 31 décembre 1938 a fixé la répartition des élèves dans les différentes catégories de prix de pension:

30 p. 100 de l'effectif bénéficiait de la gratuité totale;
40 p. 100 de l'effectif bénéficiait d'une exonération de la moitié du prix;
30 p. 100 de l'effectif payait le prix intégral.

Il est apparu à l'usage que le versement d'une pension de 84.000 F constitue pour la plupart des familles une charge très lourde. Par contre, l'octroi de nombreuses demi-pensions ne semble pas toujours très justifié.

Un règlement plus souple, s'inspirant de celui qui est appliqué à l'éducation nationale, a donc paru opportun.

Le décret du 9 septembre 1955 (*J. O.* du 14 septembre 1955), prenant effet à compter du 1er octobre 1955, a fixé une répartition plus souple:

10 p. 100 de l'effectif paye le prix de pension intégral (84.000 F);
10 p. 100 de l'effectif bénéficie d'une exonération de 1/8e du prix (73.500 F);
10 p. 100 de l'effectif bénéficie d'une exonération de 2/8e du prix (63.000 F);
20 p. 100 de l'effectif bénéficie d'une exonération de 3/8e du prix (52.500 F);
20 p. 100 de l'effectif bénéficie d'une exonération de 4/8e du prix (42.000 F);
30 p. 100 de l'effectif bénéficie de l'exonération totale.

Ce dernier pourcentage rappelle celui de la tranche d'exonération totale fixée par le décret du 31 décembre 1938.

III. — *Transcription budgétaire.*

A. — Augmentation des dépenses.

L'accroissement de l'effectif réel (environ 50 par rapport à 1955) entraîne une dépense supplémentaire qui peut être chiffrée à environ 3 millions de francs.

Le relèvement du prix de nombreux services (chauffage notamment) peut être évalué à 3 millions de francs.

L'augmentation des dépenses de matériel et de nourriture des maisons d'éducation, figurant au projet de la loi de finances n° 2951 — annexe I — (page 188) pour un montant de 6 millions de francs, est entièrement gagée par une égale augmentation des recettes.

B. — Augmentation des recettes.

Cette augmentation s'élève à 6.100.000 (page 186) et se décompose en deux postes.

1. — Pension des élèves.

Comparaison des recettes théoriques (en milliers de francs), eu égard à l'effectif budgétaire des élèves:

1956. — Ancien effectif:

80 élèves à 84.000 F, 6.720;
80 élèves à 73.500 F, 5.880;
80 élèves à 63.000 F, 5.040;
160 élèves à 52.500 F, 8.400;
160 élèves à 42.000 F, 6.720;
240 gratuites.
800 élèves, 32.760.

En raison du nombre des élèves réellement présentes (690 au lieu de 800), montant ramené à 27.160.

Trousseaux des nouvelles élèves (*a*) 6.000 F × 140 = 840.

Total général, 28.000.

1957. — *Nouvel effectif*:

75 élèves, 6.300;
75 élèves, 5.512;
75 élèves, 4.725;
150 élèves, 7.875;
150 élèves, 6.300;
225 élèves, néant.
750 élèves, 30.712.

Trousseaux des nouvelles élèves (*a*) 15.000 F × 140 = 2.100.

Total général, 32.812.

(*a*) Le montant du renversement par les familles du prix du trousseau-uniforme de premier équipement a été relevé de 6.000 F à 15.000 F par arrêté du 10 mars 1956 (*J. O.* du 14). — La mesure affecte chaque année les 140 élèves nouvelles.

Par souci de prudence, l'augmentation des recettes a été estimée en tenant compte de tous les éléments pouvant survenir, et arrêtée à la somme de 2.100.000, quoique les faits soient susceptibles de permettre un dépassement de ce montant, dont il serait alors tenu compte dans le projet de loi de finances pour 1958.

2. — Produits divers.

Relèvement du montant du reversement pour frais de nourriture par les différents personnels, 3.400.000 F.

Produits divers et du domaine d'Ecouen, 600.000 F.

Total, 4 millions de francs.

Votre commission des finances vous propose l'adoption pure et simple du budget de la Légion d'honneur, s'élevant en recettes et en dépenses à la somme globale de 933.900.000 F.

ORDRE DE LA LIBERATION

Rapporteur spécial: M. LITAISE

Le Gouvernement a proposé au Parlement un montant global de dépenses de 16.700.000 F pour assurer le fonctionnement de l'ordre de la Libération. Le plus petit des budgets annexes se présente ainsi avec une augmentation de crédits de 700.000 F par rapport à 1956.

Si, en effet, la rubrique « Matériel et travaux d'entretien » fait ressortir une diminution de dépenses de 1.500.000 F, l'ordre ayant achevé sa réinstallation dans de nouveaux locaux et les crédits étant ainsi ramenés de 5.500.000 F à 4 millions de francs, les dépenses de personnel s'élèvent de 7 millions de francs à 7.700.000 F, par la réalisation des mesures générales d'amélioration des traitements publics prévus par le décret du 30 juin 1956.

D'autre part, les crédits pour « Dépenses diverses » sont portées de 3.500.000 F à 5 millions de francs, soit une augmentation de 1.500.000 F.

En fait, ces « Dépenses diverses » sont intégralement consacrées aux « services et œuvres sociales » de l'ordre, qui justifie les dépenses de l'espèce en ces termes:

« Dès la création, en 1945, d'un budget annexe destiné à assurer le fonctionnement de la grande chancellerie de l'ordre de la Libération, un crédit fut inscrit au chapitre 6000 « secours et œuvres sociales ».

« Il s'agissait, dans l'esprit du législateur, d'apporter à ceux qui ont été reconnus comme les meilleurs artisans de la Libération, et plus encore aux familles de ceux d'entre eux qui sont morts, un soutien dans l'épreuve, digne de la reconnaissance de la République.

« La permanence de ce principe fut affirmée à diverses reprises durant ces dix dernières années, tant par le Parlement au cours des débats budgétaires, que par les services responsables du ministère des finances.

« De leur côté, les fonctionnaires chargés du service social de la grande chancellerie n'ont jamais perdu de vue, lors de l'établissement du programme social annuel, que les secours attribués devaient être suffisants pour ne pas avoir le caractère d'une obole et être assurés en outre d'une efficacité certaine sur les difficultés de leurs bénéficiaires: c'est ainsi que le secours moyen annuel, tel qu'il résulte de l'examen du programme social réalisé en 1956, se situe aux environ de 35.000 F.

« Or, la dotation du fonds de secours, qui était de 3 millions en 1950, n'a que peu varié depuis lors, malgré l'augmentation certaine du coût de la vie survenue entre temps et l'accroissement continu des charges du service social: cela a conduit à restreindre volontairement l'action sociale à une centaine de foyers, chiffre nettement insuffisant si l'on considère que l'effectif de la collectivité gérée par l'ordre de la Libération est d'environ 60.000 membres, un tiers des compagnons est mort au champ d'honneur ainsi que le vingtième des médaillés de la Résistance et qu'il en meurt encore chaque année au service du pays.

« En présentant ses prévisions budgétaires pour l'exercice 1957, la grande chancellerie avait exprimé le vœu de voir doubler le fonds de secours de façon à l'ajuster aux besoins de son service social.

« Le volume de ces besoins ressort de l'examen des chiffres cités et se justifie d'autant plus si l'on considère que les orphelins de guerre atteignent maintenant l'adolescence et s'engagent dans des études longues et coûteuses. Parallèlement, nombre d'ascendants restés seuls dans la vie parviennent à l'âge de la retraite.

« Enfin, la loi n° 48-1251 du 6 août 1948 accordant la médaille de la Résistance à titre posthume à tout déporté mort en déportation, mise en application à partir de 1950, a conduit à décerner, à l'heure actuelle, 10.000 médailles de la Résistance à titre posthume, augmentant notablement le nombre des ressortissants du service social de la chancellerie. »

La commission des finances du Conseil de la République ne formule pas d'objection à l'approbation de ce budget, déjà adopté sans débat, par l'Assemblée nationale.

MONNAIES ET MEDAILLES

Rapporteur spécial: M. LITAISE.

Ce budget se présente en équilibre, avec une diminution de 2.995.100.000 F par rapport à celui de 1956. Il s'élève en effet, en recettes et dépenses, à 8.130 millions de francs contre 11 milliards 125.100.000 F en 1956.

La différence s'analyse comme suit:

Dépenses d'exploitation, en moins, 521.300.000 F;

Dépenses d'investissement, en moins, 85 millions de francs.

Excédent de recettes à verser au Trésor, en moins, 2.388.800.000 F.

Cette dernière diminution résulte de la modification du programme initial de frappe de monnaies françaises, la Banque de France estimant suffisante la fabrication de 60 millions de pièces de 100 F, de 40 millions de pièces de 50 F, de 10 millions de pièces de 20 F et de 40 millions de pièces de 10 F, et renonçant provisoirement à la frappe de nouvelles pièces d'aluminium de 1, 2 et 5 F.

Votre commission des finances vous propose d'émettre un avis favorable à l'adoption du projet gouvernemental, déjà adopté par l'Assemblée nationale et qui a fait l'objet d'une analyse très détaillée par son rapporteur, M. Frédéric-Dupont (rapport annexé au rapport général de M. Leenhardt, pages 45 et suivantes du tome III, volume VI).

POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES

Rapporteur spécial: M. GASPARD.

Créé par la loi de finances du 30 juin 1923, le budget annexe des postes, télégraphes et téléphones comprend deux sections:

— la première se rapporte aux recettes et dépenses de l'exploitation;

— la deuxième a trait aux recettes et aux dépenses d'équipement et d'investissement.

Nous examinerons séparément chacune de ces sections.

1re Section.

Le projet de budget des postes, télégraphes et téléphones pour l'exercice 1957 présente sur celui de 1956 les différences ci-après (en millions de francs):

Exercice 1956: recettes, 209.098,3; dépenses, 209.072,8; excédent de recettes, 25,5.

Exercice 1957: recettes, 231.554,4; dépenses, 235.554,4; déficit, 4000.

Depuis 1949, c'est le premier budget qui se présente en déficit.

Comment sera couvert ce déficit ?

Le projet de loi qui nous est soumis se borne à signaler que « les conditions d'équilibre du budget annexe seront réexaminées en cours d'année ».

Nous aimerions être informés d'ores et déjà des intentions du Gouvernement.

Nous n'ignorons d'ailleurs pas que ce budget n'est pas sincère.

Les recettes ne comportent pas l'ensemble de la rémunération des service rendus et les dépenses ne comprennent pas, en particulier, le montant des pensions payées aux retraités des P. T. T. par le ministère des finances.

Nous ne pouvons enregistrer de telles méthodes sans les regretter et les condamner.

Le caractère industriel et commercial postule une autre politique financière dans l'intérêt même du service public des P. T. T., des usagers, et bien entendu, de l'ensemble du personnel.

Le budget annexe des P. T. T., dans son établissement et par le jeu de la tutelle étroite qui lui est imposée par le ministère des finances, ne reflète pas la marche de l'entreprise et ne respecte pas davantage l'esprit du législateur qui, en 1923, entendit donner à cette administration l'organisation financière nécessaire à son développement.

La question nécessite donc un examen au fond.

M. Thomas, secrétaire d'Etat aux P. T. T. ne manquait pas de signaler cette lacune fondamentale, en déclarant lors de la dernière discussion budgétaire:

« S'agissant de l'équilibre du budget, quatre moyens sont possibles:

« — ou bien les avances du Trésor, solution qui n'aura ni son agrément, ni celui du secrétaire d'Etat au budget, puisqu'elles sont remboursables et alourdissent la dette pour les prochaines années;

« — ou bien, l'acceptation par les finances du remboursement par le budget des charges communes de la totalité des services rendus aux finances;

« — ou bien le relèvement de 1,5 à 2,5 du taux de l'intérêt alloué par le Trésor pour les fonds déposés dans les centres de chèques postaux;

« — ou bien un relèvement des taux des taxes de base. »

Nous sommes d'accord avec les propos de M. le secrétaire d'Etat.

En effet, nous ne pouvons admettre:

1° Une fausse appréciation des services rendus, leur base de calcul devant correspondre à la réalité du trafic écoulé et des prix de revient;

2° Le maintien à 1,5 du taux de l'intérêt servi par le Trésor au titre des sommes mises à la disposition par les chèques postaux. Celui-ci devrait être relevé à 2,5 au moins, taux encore inférieur à celui de l'escompte de la Banque de France;

3° Le manque à gagner en raison des tarifs préférentiels de presse; le budget général devant en accepter la charge et qui se concrétise, si l'on se réfère aux estimations mêmes de l'administration, par une perte de recettes de l'ordre de 12 milliards.

Ces différentes sommes permettraient — nous en sommes persuadés — de réaliser un large équilibre de la première section du budget annexe, en admettant même la prise en compte par ce budget de la totalité des charges pour pension de retraite.

Nous n'ignorons pas enfin que les tarifs usuels sont au coefficient 15 par rapport à 1939. Ce coefficient prouve que les prestations de service de l'administration sont bien au-dessous de la normale.

Nous regrettons pour notre part que la totalité des excédents qui se sont dégagés depuis 1949 aient été utilisés à l'autofinancement de la deuxième section et au remboursement des avances du Trésor pour de précédents déficits d'exploitation. Si une partie de ces excédents avait été versée au fonds de réserve ainsi que nous avons émis le vœu à plusieurs reprises, le budget annexe des postes, télégraphes et téléphones, disposerait de fonds pour faire face à cette situation qui, nous en sommes persuadés, n'est qu'accidentelle.

Nous affirmons également que ce déficit n'existerait pas si:

1° Le ministère des finances n'avait, pendant plusieurs années, pratiqué vis-à-vis des P. T. T. cette politique d'étouffement que les commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Conseil de la République ont dénoncé en leur temps;

2° L'administration des P. T. T. mettait plus de célérité dans la passation de ses marchés de matériel téléphonique en particulier, ce qui aurait évité de reporter la majeure partie des 16 milliards de l'exercice 1954 sur l'exercice 1955 et des 18 milliards de l'exercice 1955 sur l'exercice 1956;

3° Les constructeurs de matériel téléphonique faisaient un effort pour diminuer les délais de livraison qui sont actuellement de plus de 24 mois.

Les résultats connus de l'exercice 1956 paraissent jusqu'à ce jour être assez satisfaisants.

Si, comme nous avons tout lieu de le penser, le trafic des P. T. T. continue à augmenter, le budget de 1956 se soldera comme prévu, par un léger excédent.

Dette publique.

Par ailleurs, s'agissant des dépenses d'équipement (2e section), nous constatons que les crédits de payement doivent être pratiquement couverts par l'emprunt.

Nul n'ignore les charges importantes supportées par le budget des P. T. T. pour l'amortissement de ces emprunts. On peut les chiffrer à près de 13 p. 100 du capital nominal souscrit.

Ces dépenses qui étaient de 4.362 millions en 1952 atteindront 15.900 millions en 1957.

Ces charges de capital qui approchent 16 milliards atteindront 20 milliards en 1958.

Il est permis dans ces conditions de rechercher des moyens de financement plus rationnels, si l'on considère de surplus les possibilités offertes en ce sens par l'activité déployée par l'administration dans le domaine des chèques postaux et de la caisse nationale d'épargne.

Nous ne pouvons, à ce sujet, que souscrire à l'initiative du secrétaire d'Etat aux P. T. T. qui souhaitait, dans son projet initial, étendre à la C. N. E. les possibilités qu'ont les caisses d'épargne privées de disposer d'une partie des fonds qu'elles reçoivent.

Il est certain qu'une telle mesure permettrait à la caisse nationale d'éparge, dont le large développement repose essentiellement sur les facilités que lui apportent les 18.000 bureaux de poste disséminés sur tout le territoire, de consentir aux P. T. T. des emprunts à des conditions nettement plus avantageuses que celles imposées par l'emprunt public.

Dans le même esprit, il paraîtrait équitable d'autoriser l'administration des P. T. T., selon une forme et une quotité à déterminer, à disposer d'une partie des fonds en compte au service des chèques postaux.

Situation des différentes branches d'exploitation.

Connaissant tout l'intérêt que portent nos collègues à l'administration des postes, télégraphes et téléphones, nous avons pensé qu'ils liraient avec intérêt l'évolution de chacune de ses branches d'exploitation.

Nous commencerons par la plus ancienne: la poste.

Elle date des Romains et a été élevée au titre d'institution d'Etat par le roi Louis XI.

La poste.

Les recettes postales se sont élevées à:

— 59.443.768.000 F en 1954;

— 64.078 millions de francs en 1955;

— 49.646.407.000 F pour les neufs premiers mois de l'exercice 1956.

Compte tenu de l'évolution du trafic, elles sont évaluées à 74.300 millions dans le présent budget.

Le trafic postal est constitué par environ 35 p. 100 d'imprimés périodiques qui bénéficient de tarifs extrêmement réduits: 0,20 F alors que le prix de revient est de 8 F.

On évalue à 11.400 millions le manque à gagner résultant de l'application des tarifs déficitaires de presse.

Nous sommes tout à fait d'accord pour faciliter au maximum la diffusion de la pensée française, malgré que nous fassions quelques réserves concernant certaines revues licencieuses et les revues de luxe, mais nous désirerions que ce ne soit pas l'administration des P. T. T., à laquelle on fait obligation d'équilibrer son budget, qui ait à supporter cette charge; nous pensons qu'elle aurait sa place dans le budget de l'information.

La motorisation des services de distribution se poursuit.

Actuellement, il existe 450 tournées rurales motorisées et 550 circuits urbains.

L'administration prévoit d'étendre en 1957 cette motorisation à 1.400 nouvelles tournées par l'acquisition de véhicules qui nous est demandés au titre de la deuxième section du budget.

L'augmentation du trafic rend la motorisation de plus en plus indispensable. Il n'est pas rare de voir des facteurs quitter le bureau des P. T. T. avec des charges dépassant 40 kilos et effectuer une tournée dont la durée atteint et dépasse 9 heures. La motorisation sous toutes ses formes, allégera la tâche de ces magnifiques serviteurs de l'Etat qui, par tous les temps, sillonnent chaque jour les routes de France.

Nous regrettons pour notre part, que l'administration ait pris la décision de ne plus accepter, tout au moins provisoirement, les imprimés sans adresse.

Nous n'ignorons pas les protestations presque toujours justifiées qu'ils avaient fait naître chez les facteurs, mais nous estimons qu'il était possible de trouver une autre solution qui aurait sauvegardé à la fois les intérêts des facteurs, de l'administration et des usagers, ne serait-ce que celle qui aurait consisté à faire assurer cette distribution, soit par des auxiliaires occasionnels qui sont au chômage une partie de l'année, ou en heures supplémentaires rétribuées.

Télégraphes.

Le montant des recettes télégraphiques a été de:

— 8.283.143.000 F en 1954;

— 10.300 millions de francs en 1955;

— 7.114.684.000 F pour les neufs premiers mois de 1956.

Elles sont évaluées à 10.400 millions pour l'exercice 1957.

Ainsi que nous pouvons le constater, le trafic du télégraphe et, en particulier, celui du service Télex ne cesse de croître.

Le réseau télégraphique « Télex » est en pleine évolution. A ce jour, il y a moins de 1.000 abonnés à ce réseau alors que l'Allemagne occidentale en compte 15.000 pour un nombre à peu près identique d'abonnés au téléphone.

L'administration des P. T. T. se doit de développer ce réseau.

Téléphones.

Le montant des recettes téléphoniques s'est élevé à:

83.729.301.000 F pour 1954;

88.586 millions de francs pour 1955;

75.408.346.000 F pour les neuf premiers mois de 1956.

Les prévisions budgétaires de 1957 atteignent 109.600 millions.

Ces prévisions ont été établies compte tenu des augmentations de taxes qui sont intervenues au cours de 1956 et de l'augmentation du trafic par rapport aux mois correspondants de 1955.

Au 1er janvier le réseau téléphonique français comptait 1.756.091 abonnements principaux dont 3.042 abonnements à lignes partagées, 2.768 abonnements sur satellites d'immeubles et 1.237 abonnements parlementaires.

Au cours de l'année 1955 le réseau s'est accru de 85.568 abonnements. Au cours de cette même année, il a été reçu 144.258 nouvelles demandes d'installation et 15.598 ont été annulées.

Au 31 août 1956 la situation des demandes d'abonnement principal en instance était la suivante.

Paris: reçues, 30.921; satisfaites, 24.536; annulées, 3.860.
Départements: reçues, 68.863; satisfaites, 53.655; annulées, 6.508.
Ensemble: reçues, 99.784; satisfaites, 78.191; annulées, 10.368.

En instance au 31 août 1956:

Paris, 36.391: départements, 52.086. Ensemble, 88.477.

Au 1er janvier, ce chiffre n'atteignait que 77.252. Le nombre de demandes téléphoniques qui ne peuvent être satisfaites augmente donc de mois en mois malgré l'effort considérable qui est fait pour l'équipement téléphonique. Ces nombres sont d'ailleurs bien loin de représenter les besoins réels qui en général ne s'expriment dans une ville ou un réseau déterminés, que lorsqu'il y a possibilité de réaliser des installations lors d'une extension.

Les raisons de ces difficultés doivent être recherchées d'abord dans l'important retard que nous avons pris jusqu'en 1953 par suite de l'insuffisance des crédits d'équipement qui étaient donnés aux postes, télégraphes et téléphones par le ministère des finances, ensuite dans les difficultés de toute nature rencontrées pour réaliser les installations: réseau saturé, insuffisance de personnel, saturation des câbles (en particulier dans le réseau de Paris).

Chèques postaux et articles d'argent.

Les recettes des services financiers ont été de:

8.123.589.000 F en 1954;
8.736 millions de francs en 1955;
6.735.707.000 F pour les neuf premiers mois de l'année 1956.
Elles sont évaluées à 10.500 millions pour l'exercice 1957.

L'accroissement des recettes du service des chèques postaux ne représente pas exactement l'évolution du trafic, 80 p. 100 des opérations effectuées étant constitués par des virements qui sont gratuits.

Les demandes d'ouverture de comptes de chèques postaux sont supérieures à 1.000 par jour ouvrable.

Les avoirs des particuliers mis par les postes, télégraphes et téléphones à la disposition du Trésor dépasseront 600 milliards avant la fin de l'année et atteindront certainement 700 milliards au cours de l'année 1957.

Ainsi que nous l'avons indiqué en préambule il serait souhaitable que le Trésor verse aux postes, télégraphes et téléphones un intérêt au moins égal au taux d'escompte de la Banque de France alors que celui qui lui est actuellement servi n'est que de 1,5 p. 100. Il est à remarquer par contre que les services des finances font obligation aux postes, télégraphes et téléphones de leur verser un intérêt de 3 p. 100 pour les avances du Trésor reçues au titre de déficits d'exploitation ou de dépenses d'équipement, sommes qui font d'ailleurs l'objet d'un amortissement en trente annuités.

Malgré l'augmentation des effectifs que le service des chèques postaux obtient à chaque budget, le travail est extrêmement pénible. Des études sont actuellement en cours pour moderniser le matériel et l'adapter au trafic auquel il faut faire face.

Une mission a été envoyée récemment à l'étranger, nous espérons qu'elle a rapporté d'intéressantes suggestions et que sous peu avec l'aide des techniciens du centre national d'études des télécommunications et de l'industrie privée une machine comptable à grand rendement adaptée aux besoins particuliers des chèques postaux sera créée.

Les attributions des chèques postaux s'étendent de jour en jour, les centres ont été autorisés à participer à l'emprunt national, le résultat a dépassé toutes les espérances, le montant des souscriptions reçues a atteint 2.600 millions dont 1.200 pour le seul centre de Paris.

Un projet est actuellement à l'étude pour permettre le règlement par chèque de virement des quittances de gaz et d'électricité.

Il suffit d'indiquer que le montant des opérations effectuées par le service des chèques postaux atteindra en 1956 la somme fabuleuse de 60.000 milliards de francs pour juger de l'importance qu'il occupe dans l'économie française.

Par leur organisation, par l'évolution que les postes, télégraphes et téléphones ont su leur donner, les chèques postaux sont un service modèle dont la renommée dépasse nos frontières.

Service social.

Le montant des crédits affectés au service social atteint à peine 400 millions il ne représente même pas 0,2 p. 100 du montant des recettes alors que ce pourcentage atteint souvent 1 p. 100 dans les organismes semi-publics.

Malgré ces moyens par trop insuffisants, le service social se développe petit à petit, la plupart du temps grâce à l'esprit de solidarité qui, de tout temps, n'a cessé d'animer le personnel des postes, télégraphes et téléphones. C'est ainsi que le foyer des orphelins des postes, télégraphes et téléphones de Cachan qui abrite 250 orphelins vit intégralement de la générosité du personnel.

Il reste encore beaucoup à réaliser en particulier pour le logement des jeunes gens originaires pour le plus grand nombre des régions du Sud de la France qui sont le plus souvent nommés dans les régions du Nord, de l'Est ou de Paris.

Un crédit de 500 millions est ouvert chaque année depuis 1954 à la deuxième section pour la construction de logements destinés aux agents des postes, télégraphes et téléphones.

Dans cet esprit, et en raison de la pénurie locative actuelle, la commission souhaiterait la création rapide au sein de l'administration des postes, télégraphes et téléphones d'une coopérative de construction H. L. M. principalement axée sur la construction de logements locatifs.

Personnel.

Nous pouvons constater que les effectifs ont pris un retard considérable sur les augmentations de trafic.

C'est ainsi que la poste, par exemple, tandis que les recettes augmentaient de 42,89 p. 100, le trafic de 21,4 p. 100, les effectifs diminuaient de 0,97 p. 100.

Au téléphone, les recettes ont augmenté de 103 p. 100, le trafic de 57,6 p. 100, pendant que le personnel d'exploitation s'accroissait de 4.9 p. 100 et le personnel technique de 1,6 p. 100.

Cette situation risquait de devenir catastrophique. Votre commission a enregistré avec satisfaction qu'une augmentation de 7.950 unités nous était proposée dans le présent projet de loi, elle ne représente que 3,5 p. 100 du personnel alors que l'augmentation de trafic escomptée atteindra 7 p. 100. Votre commission souhaite que cet effort soit poursuivi dans les prochains budgets.

Observations de la commission des finances.

La commission regrette que, s'agissant d'un grand service à caractère industriel et commercial, les services des finances qui procèdent à l'étude de son budget aient la possibilité de décider unilatéralement de priver ainsi l'administration des postes, télégraphes et téléphones de ses moyens normaux minima de fonctionnement.

La commission constate qu'il est à craindre dans ces conditoins que les charges imposées au personnel aggravent lourdement les conditions de travail de celui-ci et que la durée hebdomadaire de travail ne s'en trouve également encore augmentée sans payement ni compensation d'aucune sorte.

Un crédit provisionnel est inscrit pour permettre la poursuite de la réforme des services de distribution et de transport des dépêches. Un premier crédit de 50 millions avait été inscrit au collectif de 1956 pour permettre de réaliser une première tranche de cette réforme à compter du 1er octobre 1956; ce crédit est d'ailleurs reconduit dans le présent budget. Nous désirons qu'un accord rapide intervienne en particulier sur l'appellation du préposé principal afin que cette réforme prenne effet à la date initialement prévue.

Un crédit est également inscrit pour mémoire en vue de réaliser dans les postes, télégraphes et téléphones une réforme statutaire s'inspirant de celle envisagée pour les personnels de la catégorie A des services extérieurs des finances. Elle concernera le corps des inspecteurs, les personnels administratifs supérieurs des services extérieurs ainsi que les receveurs et chefs de centre assimilés à ces divers personnels.

Nous désirons qu'à l'occasion de cette réforme la carrière unique « inspecteur-adjoint-inspecteur » que votre commission des finances réclame depuis plusieurs années soit enfin réalisée. Nous demandons également que soit réalisée la fusion dans un même corps des « chefs de section et chefs de section principaux ».

Nous pensons que la mesure concernant la transformation des recettes de première classe en hors classe prévue en deux fractions peut être réalisée au cours de la première année.

Afin de permettre le classement en catégorie A des receveurs et chefs de centre de troisième classe, qui est d'ailleurs leur catégorie d'origine, et mettre de l'ordre dans le classement des établissements postaux, il est nécessaire de transformer 650 recettes et centres de quatrième classe en centres de deuxième classe.

La commission invite le ministre des postes, télégraphes et téléphones à procéder rapidement à la mise en place des réformes de structures impatiemment attendues par les personnels en cause et notamment les réformes concernant les agents des services de distribution et de transports de dépêches, les agents de la catégorie A (cadres des services d'exécution, receveurs et cadres des services administratifs), les agents du service général et assimilés (agents d'exploitation et des installations, contrôleurs et contrôleurs des I. E. M., etc.), les agents du service automobile et les ouvriers d'Etat.

La commission souhaite que les parités soient enfin établies entre les régies financières et les postes, télégraphes et téléphones par une transformation complémentaire d'emplois d'agent d'exploitation et d'agent des installations en contrôleur et contrôleur des I. E. M.

Elle demande que soit créée la carrière unique « contrôleur, contrôleur principal, contrôleur principal de classe exceptionnelle ».

Elle souhaite également que les mesures d'harmonisations entreprises en faveur des catégories C et D à partir du 1er octobre 1956 apportent les satisfactions les plus substantielles à ces catégories qui sont indiscutablement les plus défavorisées au sein de l'administration des postes, télégraphes et téléphones.

Les receveurs-distributeurs devraient bénéficier du temps complet d'utilisation et le décret du 20 octobre 1953 qui ne compte le temps de présence que pour les huit dixièmes devrait être abrogé.

Quant aux entreposeurs et aux courriers-convoyeurs, qui ont été victimes d'un véritable déclassement, le ministre des postes, télégraphes et téléphones s'honorerait en suivant l'avis du comité supérieur de la fonction publique qui rétablit leur indice à 230.

La commission émet le vœu que le Gouvernement procède sans tarder à la revalorisation générale de toutes les indemnités dans les mêmes proportions que les augmentations de traitement intervenues ou à intervenir. Elle signale, notamment, l'indemnité pour heures de nuit (taux réclamé 60 F), l'indemnité de responsabilité dite de guichet (qui devait être portée à 15 F), l'indemnité de technicité des chèques postaux, etc.

En ce qui concerne l'indemnité de résultat d'exploitation, la commission demande que son taux soit indexé sur les résultats d'exploitation (prospérité de l'entreprise) et qu'en tout état de cause, le taux maximum soit au moins égal au taux du salaire minimum interprofessionnel garanti.

Elle réclame, en outre, l'extension à de nouvelles catégories de personnel de plusieurs primes ou indemnités suivantes:

Indemnité de sujétion spéciale aux chefs de section des services administratifs;

Indemnité de technicité des chèques postaux à tous les personnels appelés à manipuler des machines comptables;

Indemnité de production à tous les ouvriers d'Etat;

Indemnité de risques et de supétion à toutes les catégories du corps des employés et du service des lignes occupant un emploi permanent, même à temps incomplet (auxiliaires et cadre complémentaire).

Elle demande enfin que soit supprimé l'abattement de 20 p. 100 que subissent actuellement les comptables des postes, télégraphes et téléphones, par rapport à leurs homologues des régies financières.

2e Section. — **Recettes et dépenses d'équipement.**

Les recettes prévues pour 1957 s'élèvent à 40.469,3 millions;

Les évaluations inscrites au budget de 1956 atteignent 35.199 millions.

En plus pour 1957, 5.270,2 millions.

Sur ces recettes, il est prévu qu'une somme de 39.797 millions proviendra de l'emprunt, le reste sera fourni par le budget général au titre de participation de l'Etat à l'établissement du réseau de télécommunications nord-africain et au titre des dépenses de reconstruction

Les autorisations de programme prévues dans le présent projet de loin atteignent 50 milliards. Elles comportent d'une part 30,5 milliards d'autorisations se rapportant à la dernière tranche prévue par le décret-programme du 20 mai 1955 relatif aux télécommunications et d'autre part 19,5 milliards d'opérations nouvelles.

Les crédits de payement intéressent pour 21.895,3 millions les opérations en cours.

Les opérations de la tranche 1957 du décret-programme à concurrence de 11.480 millions;

Les opérations nouvelles pour 7.094 millions.

Soit un total de 40.469,3 millions.

Ainsi que nous l'avons indiqué ci-dessus, la presque totalité des dépenses d'équipement seront couvertes par l'emprunt, c'est une méthode par trop onéreuse pour le budget des postes, télégraphes et téléphones et qui grève lourdement la première section où sont inscrits les fonds nécessaires au payement des intérêts et à l'amortissement.

Dans son rapport n° 242 sur le budget des postes, télégraphes et téléphones de l'exercice 1955 notre éminent collègue, M. Coudé du Foresto, avait en notre nom, appelé l'attention du Gouvernement « sur ce qui parait illogique pour l'administration des postes, télégraphes et téléphones de continuer à payer 3 p. 100 au Trésor pour l'argent qui lui a été antérieurement prêté par le Trésor pendant que le Trésor verse 1,5 p. 100 sur le montant des dépôts qui sont mis à sa disposition.

« De plus, les postes, télégraphes et téléphones sont obligés d'emprunter à 6 p. 100 alors qu'ils ne reçoivent que 1,5 p. 100 du Trésor.

« Si le rythme continue ou s'accélère au régime de plus de 2 milliards par an, nous aboutirons bientôt à des absurdités et il parait urgent de procurer aux postes, télégraphes et téléphones des ressources plus importantes avec des moyens plus logiques. »

Rien n'ayant été fait dans ce domaine depuis la publication de ce rapport votre commission des finances appelle, à nouveau, l'attention du Gouvernement sur ce point qui est capital pour la vie de cette grande administration.

Nous pensons que notre commission devrait se prononcer nettement sur la nécessité d'apporter de profondes réformes au budget annexe des postes, télégraphes et téléphones, réformes tendant à la sincérité de ce budget d'une part et à la recherche d'une organisation financière rationnelle d'autre part.

Mais ces réformes ne pourront atteindre leur but que dans l'éventualité où le caractère particulier de l'administration des postes, télégraphes et téléphones étant reconnu, cette administration sera dégagée dans une très large mesure du contrôle étroit et désormais inadapté du ministère des finances.

C'est pourquoi nous demandons qu'il soit envisagé de réaliser une autonomie du budget des postes, télégraphes et téléphones, présentée directement au Parlement au nom du Gouvernement, par le ministre des postes, télégraphes et téléphones.

Une autre grande administration, la radio-télévision française, dont les caractéristiques commerciales et techniques s'apparentent étroitement à celles des postes, télégraphes et téléphones s'est résolument engagée dans cette voie.

Nous sommes persuadés que la commission, soucieuse de permettre la pleine expansion d'une activité vitale dans la nation, voudra donner aux postes, télégraphes et téléphones la nouvelle structure qui s'impose.

CONCLUSION

Ces considérations générales, formulées dans le but d'améliorations futures, ne sauraient toutefois nous faire ignorer la situation immédiate telle qu'elle ressort du projet qui nous est soumis.

Nous constatons que cette année encore, l'administration ne dispose pas des moyens de personnel et des moyens de matériel qui s'imposent et qui tendraient:

1° A écouler le trafic sans cesse croissant;

2° A alléger la charge des personnels (cadences excessives, compensation, pénibilité de certains services, compensation des servitudes);

3° A s'orienter vers une réduction généralisée de durée hebdomadaire du travail vers les 40 heures (orientation mondiale: automation);

4° A comprimer la période des congés et, le cas échéant, à les allonger notamment pour les jeunes;

5° A promouvoir une véritable politique du recrutement et de formation professionnelle — rationalisation du recrutement — préparation aux carrières postes, télégraphes et téléphones — apprentissage — développement de l'enseignement;

6° A l'organisation d'un service social réel, comparable à celui des secteurs para-publics: enfance, crèches, garderies, colonies de vacances, éducation physique et culturelle des jeunes, aide aux orphelins et aux agents sous les drapeaux, organisation des loisirs et vacances, cantines, coopératives, mutuelles, sociétés sportives, utilisation des veuves d'agents suivant des conditions acceptables. Institution d'une réelle protection médicale et d'une véritable médecine du travail (infirmeries, assistances sociales).

Par ailleurs, l'amélioration des conditions d'existence des personnels reconnues cependant légitimes, sont compromises:

Nous demandons au Gouvernement de bien vouloir se pencher sur ces importantes questions et d'en tenir compte dans la plus large mesure possible dans le décret de répartition des crédits qui doit être soumis à l'approbation de votre commission des finances après le vote du budget.

Sous le bénéfice des observations qui précèdent, votre commission vous propose de voter les crédits du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones.

RADIODIFFUSION-TELEVISION FRANÇAISE

Rapporteur spécial: M. Jacques DEBU-BRIDEL.

Le budget de la radiodiffusion-télévision française, en moins de cinq ans, a doublé. Il atteint 21.207 millions pour 1957 contre 17.836 millions en 1956, soit une augmentation de 3.368 millions et moins de 10 milliards en 1952.

Les dépenses d'équipement sont en augmentation de 512 millions, celles de fonctionnement de plus de 2.855 millions, il y a une certaines disproportion entre ces ordres de grandeur.

L'augmentation du personnel de la radiodiffusion-télévision française correspond à l'extension rapide de la télévision et l'amélioration de la qualité des émissions, justifient en partie cette croissance des frais d'exploitation.

A l'actif de la radiodiffusion-télévision française il faut en effet inscrire en premier lieu la qualité technique de ses émissions auquel chacun rend hommage en ce qui concerne surtout les émissions de modulation de fréquence.

Un effort particulièrement digne d'éloge a été accompli en ce qui concerne l'équipement de la télévision.

En 1954 nous jetions un cri d'alarme, nous ne disposions encore que de trois postes émetteurs alors que l'Allemagne en mettait dix en action de Hambourg à Bâle et l'Italie sept de Rome à Turin. Un gros effort de redressement a été accompli et mené à bien, nous disposons en 1956 de 14 émetteurs face aux 31 postes de l'Allemagne fédérale et des 33 de l'Italie... Et nos postes atteignent plus de téléspectateurs que ceux d'Italie, 394.000 contre 218.000...

C'est un résultat inconlestable. D'autant que la qualité technique, la netteté de nos émissions sont d'une qualité supérieure. Quant aux programmes ils sont en progrès et trop souvent réalisés avec des moyens trop réduits et dans des conditions qui tiennent lieu du tour de force.

L'implantation de l'infrastructure se poursuit sans retard marqué sur les prévisions.

Plusieurs de nos collègues des régions défavorisées ont cependant une fois de plus insisté pour qu'un effort soit fait pour que telle ou telle région ne paraisse pas traitée en parent pauvre ou livrée à la seule télévision des nations voisines. Les retards sur le programme (poste de Reims), « les trous techniques » ailleurs appellent, en effet, de la part de la radiodiffusion-télévision française un redoublement d'effort. Parmi les initiatives heureuses et peu dotées de la radiodiffusion-télévision française il est juste de signaler à nouveau les travaux du club d'essai et du centre de recherche. Nous tenons à rappeler notre désir de ne pas voir sacrifier les émissions de modulation de fréquence et d'une façon générale les émissions de qualité, éducatives et celles pour les enfants aux productions de facilité ou de verbiage, ou de bas music-hall.

De nombreuses réserves sont à formuler aussi sur trop de bavardages oiseux et prétentieux lors de la fastidieuse présentation d'excellentes émissions défloréés par le désir immodéré de certains speakers, de se « mettre en valeur ». De façon générale plus de modestie ne se messiérait pas en ces occasions... Il serait aisé à chacun de prononcer les noms étrangers « à la façon de chez nous » quand ils ignorent la langue d'un pays étranger... Les derniers et tragiques événements du Proche-Orient et de Hongrie ont donné lieu ces dernières semaines, à une extraordinaire débauche de fantaisie linguistique, assez vite irritante.

Tout ceci n'est que péché véniel.

Respect de la liberté de l'information.

Notre collègue M. Marcellin a eu raison d'insister dans son rapport devant l'Assemblée nationale sur l'importance primordiale de la télévision dans l'évolution politique des démocraties. C'est la télévision qui sert aujourd'hui aux U.S.A. de trait d'union entre l'électeur souverain et ses mandataires.

Le problème de l'impartialité, de l'objectivité et de la véracité de l'information politique prend chaque année plus d'importance, plus de gravité. Il est sans doute essentiel.

Nous n'avons jamais varié: service national, la radiodiffusion-télévision française ne saurait sous aucun prétexte devenir un instrument partisan, servilement soumis à telle ou telle tendance au pouvoir.

Notre Assemblée a toujours été unanime sur ce principe.

En décembre dernier, au lendemain de la dissolution de l'Assemblée nationale avec M. le président de la commission de la presse et M. le rapporteur général, votre rapporteur est, dès le 3 décembre, intervenu auprès de M. le président du conseil pour lui demander quelles mesures il comptait prendre pour assurer la totale impartialité de la radiodiffusion-télévision française durant la période électorale.

Le 8 décembre, M. le président Edgar Faure nous répondait en nous avisant des mesures prises « pour garantir d'une manière toute particulière, pendant la période électorale, la totale impartialité de la radiodiffusion-télévision française, qui ne s'est pas du reste départie de l'objectivité qui est la règle de l'information »...

Cette règle d'objectivité s'impose à tous les gouvernement et dans toutes les circonstances. En l'ignorant, c'est le principe même de la radio d'Etat qui est mis en cause.

Or ces derniers mois, cette objectivité a trop souvent fait défaut aux commentateurs des événements politiques. Il est inopportun d'alimenter ce rapport par trop de rappels. Il est cependant un ou deux incidents d'ordre international qu'il nous est impossible de passer sous silence, car il s'agit non seulement de partialité, d'interprétation tendancieuse, mais de fausses nouvelles, diffusées pendant près d'une journée consécutive.

Durant toute la journée du jeudi 7 novembre 1956, tous les bulletins d'information des chaînes de la radiodiffusion-télévision française ont diffusé sans formuler la moindre réserve et jusqu'à l'émission de 22 heures du soir la nouvelle de la prise d'Ismaïlia *par les troupes franco-britanniques, précisant au surplus que « nos troupes occupent le canal sur sa plus grande longueur ». Nul ne reprochait à la radiodiffusion-télévision française* une erreur si celle-ci avait été rectifiée.

Le 27 novembre autre information erronée et longuement commentée sur des mesures générales prises par l'Egypte et tendant à l'expulsion de tous les citoyens français. Rectification très loyale et rapide à la B.B.C., mise au point dans le plus mauvais style du journalisme de mauvaise foi à la radiodiffusion-télévision française.

Sur le point de l'information politique la radiodiffusion-télévision française aurait beaucoup à apprendre de la B.B.C.

Les méthodes employées, ainsi que la suppression « passagère » de « La Tribune libre des journalistes parlementaires » qui fonctionna douze ans portent le plus grand tort non seulement à la radiodiffusion-télévision française, au Gouvernement qui l'inspire et la dirige, mais au moral même de la nation. Erreur ne fait pas compte, mais une erreur doit être rectifiée et expliquée loyalement à des citoyens non seulement majeurs mais souverains.

Quel crédit accordera un public trompé aux appels au civisme?

La Radiodiffusion-télévision française est un service national, officiel, des « erreurs » de cette importance démoralisent plus qu'on ne croit l'opinion publique.

La B.B.C. doit son prestige à sa haute tenu morale, à son scrupuleux respect de la vérité... Elle ne l'a pas cachée durant l'été 1940... Aussi elle a sauvé non seulement le moral du peuple britannique, mais celui de la nation française, alors sous le joug.

C'est un bon exemple... à méditer et à suivre.

Notre pays est majeur. Il n'a pas à redouter la controverse. La confrontation des idées. Nous déplorons donc la tendance qui se généralise de « propagande » donnée à l'information (revues de

presse tronquées, informations incomplètes, apologie ridicule des actes du Gouvernement, etc.). Tout cela se retourne finalement contre ses inspirateurs. Sceptique par nature les Français risquent de devenir méfiants à l'égard de toutes les informations officielles, et ceci les conduit à stocker le sucre « car le Gouvernement a dit qu'il y en avait trop. C'est donc qu'on va en manquer »...

Tout Gouvernement a non seulement le droit, mais le devoir de s'adresser au public par l'intermédiaire de la radiodiffusion-télévision française. Tous y ont recours. Et c'est fort bien. Tout Gouvernement a le devoir d'exprimer, d'expliquer, de défendre son action. C'est en démocratie chose parfaitement saine.

Mais en dehors de cette action directe et normale comme service public, la radiodiffusion-télévision française, si elle veut conserver l'audience de la nation, se doit d'être impartiale, objective et véridique. La suppression des tribunes libres est à ce point de vue non seulement une faute contre la liberté d'information, mais une grave erreur psychologique. Nous attendons son rétablissement, promis à l'Assemblée nationale.

Si la nation consent de lourds sacrifices pour assurer une entière liberté d'information à la radio « de la France » et lui éviter la servitude des slogans et des impératifs publicitaires, ce n'est pas pour consentir par ailleurs qu'elle soit vassalisée sous la tutelle éphémère des hommes au pouvoir, quels qu'ils soient. Cet état de choses serait incompatible avec les libertés démocratiques.

Insuffisances et prodigalités.

Nous avons dit ce qui devait être admiré et encouragé à la radiodiffusion-télévision française.

Le tableau n'est cependant pas sans ombres... Certaines sont inquiétantes.

Devant l'Assemblée nationale notre collègue, M. Marcellin, a longuement souligné les insuffisances de notre « propagande » tant vers l'Amérique latine que dans les pays de langue arabe (les émissions en langue arabe ont été portées de six à treize heures). Encore qu'il ne faille pas se faire trop d'illusions sur l'efficacité de « la propagande » si elle ne concorde pas avec « la vérité d'abord et la psychologie des auditeurs », car elle risque d'être plus dangereuse alors que le silence. Ces remarques de notre collègue sont pertinentes.

Il manque:

1° 200 millions pour les émissions en langue arabe;

2° Il manque 100 millions pour les émissions vers l'Amérique latine;

3° A un autre point de vue, quelques dizaines de millions manquent pour tenir les promesses justifiées faites il y a quatre ans aux orchestres de la radiodiffusion-télévision française pour assurer la parité entre leurs exécutants de même classe;

4° Il manque quelques millions pour régler le sort de 14 pigistes permanents et de 16 pigistes occasionnels en service depuis 1945 au journal parlé et dont la situation est inadmissible...

Et nous pourrions prolonger cette énumération.

Mais la R. T. F. s'est entêtée à construire sur le terrain mouvant du quai de Passy la plus dispendieuse des maisons de la Radio... Déjà près de 2 milliards sont passés aux soubassements. Les devis estimatifs, d'abord de 5 milliards, puis de 6 milliards (1954) dépassent aujourd'hui 10 milliards...

D'autres projets de « Maison de la Radio » sont inscrits aux investissements... et plusieurs milliards d'investissements ont prévu pour la Tunisie, Etat indépendant qui revendique le droit d'assurer l'exploitation de sa radio en Etat libre et souverain.

Tel qu'il est, le budget qui nous est présenté ne peut être accepté qu'avec de sérieuses réserves, que nous formulerons lors de la répartition par décret.

La situation de la R. T. F. n'est pas, il faut en convenir, très satisfaisante, et si un sérieux redressement n'est pas opéré, elle pourrait devenir très inquiétante.

Financièrement, les dépenses augmentent beaucoup plus rapidement que les recettes.

L'effort fourni par les techniciens, les artistes, en dépit de la haute qualité de certaines émissions, n'est pas encore en rapport avec le résultat obtenu auprès des auditeurs.

Le nombre des émetteurs est passé, de 1950 à 1956, de 91 à 105, mais leur puissance de 2.376 kilowatts à 4.134 kilowatts, alors que le nombre des auditeurs passe seulement de 7 millions à 9.600.000 (Algérie comprise). Le nombre des auditeurs n'a pas doublé depuis 1944, 5.117.000 à 9.601.000, alors que la puissance des postes est passée de 297 kilowatts à 4.134 kilowatts. Le nombre des auditeurs anglais est de 14.261.000 pour 61 émetteurs d'une puissance de 2.825 kilowatts.

En fait, nous ne saurions négliger que la R. T. F. bénéficie, d'une façon indirecte, de la concurrence même des postes périphériques, dont les auditeurs, au nombre difficile à évaluer, payent une taxe à la R. T. F. et figurent dans nos statistiques...

La situation financières est également assez inquiétante, cette année les deux tiers de réserves sont utilisés pour les investissements, et en représentent plus de 27 p. 100...

Sans rien négliger pour assurer la qualité technique et artistique des émissions, nous croyons qu'il devient nécessaire, pour éviter le déficit, d'envisager une politique des économies. Pas plus qu'une année chère n'est finalement une année efficace, une radio de qualité n'est pas obligatoirement une radio dispendieuse. Par ailleurs, l'effort indispensable à faire pour l'infrastructure de la télévision exige une plus grande garantie à l'égard de la radio.

Les critères les plus valables pour mesurer l'extension de la radiodiffusion et de la télévision sont:

D'une part les moyens d'émission;

D'autre part, l'importance de l'auditoire.

L'extension de la télévision doit se poursuivre en s'accentuant. La R. T. F. s'attache, en effet, à établir un réseau d'émetteurs couvrant toute l'étendue du pays. Les moyens d'émission sont en progression rapide. Corrélativement, le nombre des téléspectateurs augmente en fonction, à la fois de la faveur dont bénéficient les émissions, et de l'accroissement de l'étendue du territoire national où ces émissions sont reçues.

Les dépenses d'exploitation.

L'augmentation des dépenses d'exploitation de la R. T. F. a particulièrement l'attention de la commission des finances.

Elle se réserve d'en reprendre l'analyse serrée lors de l'examen des décrets de répartition par chapitre.

Certaines d'entre elles ne peuvent qu'être approuvées. Ainsi, toutes dépenses correspondant:

1° Au développement des émissions, et spécialement à la création de nouveaux émetteurs de télévision;

2° Aux améliorations techniques, et je me permets, sur ce point, de renvoyer à mon rapport n° 691 pour l'exercice 1951 (évolution de la radiodiffusion).

Par contre, comme l'an dernier, elle s'inquiète de trop de charges qui ne semblent pas nécessaires — nombre de personnel pour certaines émissions, rémunérations exagérées et pas toujours en relation avec les services rendus, investissements onéreux, tels ceux de la Maison de la Radio du quai de Passy, où toutes les craintes de votre commission (voir débats de 1951) se trouvent confirmées.

Nous nous bornerons, en attendant les décrets, à fournir les explications données par les services concernant les charges nouvelles.

Mais, devant cet état de chose, votre commission a estimé, à une écrasante majorité, que:

1° L'article 20 de la loi de finances tendait à l'augmentation du taux de la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision. Il s'agissait, en fait, de porter la taxe de 4.500 F à 6.000 F « en vue d'accroître la durée des émissions de télévision », mesure que votre commission n'a pas estimé indispensable;

2° L'article 93 de la loi de finances tendait à prolonger, en 1958, les mesures exceptionnelles de recrutement des agents titulaires de la R. T. F., accordées par l'article 126 de la loi du 4 août 1956.

Le budget étant cette année voté dans les délais, la R. T. F. ayant disposé de deux années pour faire régulariser ses concours, conditions d'avancement, etc., par la fonction publique, votre commission a estimé qu'il convenait de mettre fin à un régime d'exception.

L'accroissement des effectifs des différents services de la R. T. F. est la conséquence de l'application du plan d'organisation de la télévision et d'amélioration de la qualité des programmes.

Les propositions de créations d'emplois de personnel administratif sont motivées:

a) Dans les services centraux par l'alourdissement des tâches d'administration et de gestion résultant de l'accroissement des effectifs (gestion de personnel, ordonnancement des émoluments, organisation des concours) et par l'élargissement du champ d'activité de la R. T. F. (intensification des échéances avec l'étranger en matière de radiodiffusion et de télévision, création d'une section « audition et visionnages télévision »;

b) Dans les services extérieurs, par l'augmentation continue du nombre des comptes d'auditeurs et de téléspectateurs recensés dans les centres de redevances:

Par la tenue de la comptabilité — matières des bandes magnétiques et des enregistrements dans les nouveaux studios de production de Paris et de province;

Par l'accroissement des tâches administratives, travaux de dactylographie, liquidation et payement des cachets) dans les directions régionales, du fait du développement de la télévision en province.

Enfin, par l'augmentation de la durée des émissions en langue arabe, qui nécessite le recrutement de sténodactylographes supplémentaires au Journal parlé.

En ce qui concerne les personnels techniques, ouvriers spécialistes de plateau et agents de services, l'application de la troisième tranche du plan triennal de recrutement proposé pour 1957 devrait normalement aboutir à la création de 398 emplois, auxquels il faudrait ajouter 26 emplois pour les centres de télévision d'Oran et d'Alger, non prévus dans le plan primitif. Bien que la deuxième tranche de ce plan ait été déjà amputée de 50 unités, les propositions arrêtées au cours de la discussion budgétaire au ministère des finances sont limitées à 220 créations d'emplois pour 1957.

Enfin, la création de 8 emplois de journalistes à Alger est destinée à faire face à l'augmentation du nombre des radioreportages (2 emplois) et au démarrage de la télévision (6 emplois).

Augmentation de crédit de 140.700.000 F pour améliorer la situation des personnels artistiques.

Ce crédit supplémentaire est destiné:

— à régulariser la situation du personnel affecté aux bibliothèques dramatique et musicale, à la discothèque et à la phonothèque et à donner à ce personnel l'avancement auquel son statut lui ouvre droit. (En millions de francs), 3;

— à rajuster les indemnités mensuelles accordées aux élèves de la maîtrise et à l'ensemble vocal, 1;

— à permettre l'intégration dans les cadres dont les statuts viennent d'être publiés de divers spécialistes sous contrats (régisseurs, chefs et assistants de production, etc.). Crédit prévisionnel, 50;

— à revaloriser les cachets des musiciens et choristes supplémentaires. En 1956, un crédit de 45 millions avait été demandé pour aligner la rétribution des musciens et choristes supplémentaires sur celle de leurs homologues faisant partie de formations permanentes. N'ayant obtenu que 25 millions, la R. T. F procéda cependant à un alignement devenu indispensable, mais l'insuffisance des crédits la contraignit à réduire le nombre des participants aux émissions confiées à des collaborateurs supplémentaires. Un crédit nouveau de 20 millions est nécessaire pour rétablir le niveau artistique de ces émissions sans pour cela réduire la rémunération des musiciens et choristes, 20;

— à majorer le montant des cachets des artistes de la télévision. Les cachets alloués aux intéressés sont insuffisants eu égard aux sujétions multiples que leur impose le passage devant la caméra.

Le crédit demandé, qui tient compte des possibilités du budget annexe, ne permettra pas de satisfaire intégralement les demandes des artistes de la télévision. Il correspond à une majoration de 18 p. 100 des crédits de l'exercice 1956 consacrés aux cachets de l'espèce, 66,7.

Total, 140,7.

Renseignements demandés le 20 octobre 1956 par la commission des finances de l'Assemblée nationale.

1° En application d'une décision du 25 juin 1955 (visée du contrôle financier), il a été procédé au reclassement des personnels des bibliothèques, discothèque et phonotèque avec effet du 1er janvier 1955. Une partie du crédit dont il s'agit est destiné à régulariser la situation de ces personnels qui n'ont bénéficié d'aucune mesure d'avancement depuis le 1er janvier 1955. Evaluation forfaitaire (crédit non renouvelable), 2 millions;

2° Avancement des mêmes personnels en 1957.

Ajustements de crédits dont le total atteint 159.200.000 F proposés au titre de dotations de caractère non évaluatif.

Les ajustements de crédit proposés au titre de dotations de caractère non évaluatif s'analysent ainsi:

a) Cachets des personnels artistiques, 33 millions de francs.

L'ajustement de la dotation des crédits de cachets de télévision aux besoins réels, sur la base de 14 heures de fonctionnement par semaine, a nécessité en 1956 un virement de crédits de 25 millions de francs prélevé sur la radiodiffusion au bénéfice de la télévision. Le crédit de 33 millions de francs proposé pour 1957 a pour objet de remédier à cette situation et d'éviter en cours d'année des transferts de crédits préjudiciables le puis souvent à l'exécution du plan des programmes de radiodiffusion;

b) Cachets et travaux supplémentaires des personnels des services d'information, + 15,8 millions de francs.

Le crédit demandé se décompose ainsi:

b)-1. Contrats.

— augmentation des indemnités d'éloignement des journalistes de Brazzaville (application des décrets n° 56-419 et 56-420 du 27 avril 1956) (en millions de francs), + 0,6;

— contribution aux régimes de retraites d'un correspondant à Rome et d'un adjoint au correspondant de la radiodiffusion-télévision française à Londres, + 0,2.

Total, + 0,8.

b)-2. Cachets et travaux supplémentaires:

— fonctionnement en exploitation normale du centre de télévision d'Alger (en millions de francs), + 3,1;

— conséquence de l'accroissement de l'activité des services, + 11,9.

Total, + 15.

Total général, + 15,8.

c) Fonctionnement des bureaux à l'étranger, + 2,3 millions de francs.

Il s'agit d'ajustements modiques aux besoins réels des bureaux de Bonn et de Londres:

Bureau de Bonn:

— majoration des frais de fonctionnement (en millions de francs), + 0,100;

— majoration des frais de représentation, + 0,040.

Total pour le bureau de Bonn, + 0,140.

Bureau de Londres:

— création d'un poste d'adjoint à M. Sallebert, + 1,892;

— augmentation du nombre des émissions télévisées en provenance de la Grande-Bretagne, + 0,230.

— ajustement au titre du régime des assurances sociales britanniques et des frais de fonctionnement, + 0,044;

Total pour le bureau de Londres, + 2,166.

Total général, + 2,306 arrondi à + 2,3.

d) Fonctionnement des services, 7,5 millions de francs.

Ce crédit représente:

— à concurrence de 0,550 million de francs l'incidence de l'augmentation du nombre des comptes d'auditeurs en Afrique du Nord;

— à concurrence du solde, soit 6,95 millions de francs, l'extension, en année pleine, de l'augmentation du salaire horaire garanti des ouvrières nettoyeuses de la région parisienne, accordée à compter du 1er juillet 1956.

e) Service mécanographique, 21,3 millions de francs.

Cet ajustement est motivé par l'augmentation du nombre des comptes. Il se répartit ainsi entre les divers postes de dépenses:

— machines, cartes à perforer, mobiliers et matériels divers (en millions de francs), + 10 dont 5,4 à titre non renouvelable;

— réfection du fichier du centre de Lyon, + 0,4;

— mécanisation du centre de Strasbourg, + 10,9.

Total, + 21,3.

f) Location de circuits hertziens, + 25,5 millions de francs.

Le crédit demandé correspond à l'ajustement de la dotation budgétaire accordée au titre de cette mesure au budget de 1956.

g) Remboursements à l'administration des postes, télégraphes et téléphones, 28,8 millions de francs.

L'ajustement proposé résulte de l'augmentation du nombre des opérations effectuées par le service des redevances.

Il s'analyse ainsi:

Métropole. — Mandats: 21,45×8.000.000 de mandats, 171.600.000 F; virements: 38,40×1 million de virements, 38.400.000 F.

Algérie. — Mandats et virements, forfait 1957, 2.000.000 F.

Total pour 1957, 212.000.000 F.

A déduire dotation 1956, — 183.850.000 F.

Ajustements en plus pour 1957, 28.750.000 F arrondi à + 28 millions 800.000 F.

h) Matériel artistique, 5 millions de francs.

Le crédit inscrit sous ce vocable couvre deux mesures:

— il s'agit, d'abord, d'un ajustement de la dotation affectée aux frais de mission dans l'Union française et à l'étranger en raison du développement des reportages et des échanges internationaux (en millions de francs), + 3;

— il s'agit, en second lieu, de l'octroi d'un crédit non renouvelable de 2 millions pour assurer le financement des frais divers exposés en 1957 par la radiodiffusion-télévision française à l'occasion de la cinquième session de l'université radiophonique internationale, + 2.

Total, + 5.

i) Conférences internationales, 1 million de francs.

Le crédit inscrit à ce titre répond à des ajustements de dotations découlant d'obligations internationales souscrites par la France (Union européenne de radiodiffusion notamment).

j) Dépenses diverses et accidentelles, 3 millions de francs.

Un certain nombre de créances dont le principe et la régularité sont incontestables apparaissent chaque année sans qu'il soit possible de les prévoir en temps utile, ni de les chiffrer.

La dotation demandée pour 1957 a pour objet de permettre le règlement des créances de l'espèce.

k) Divers, 16 millions de francs.

Sous le vocable « divers » ont été réunies trois mesures particulières:

— la revision de la rémunération accordée par la radiodiffusion-télévision française aux artistes de la Comédie française, des théâtres lyriques subventionnés, des musiciens des associations symphoniques et des artistes participant aux festivals de France, pour tenir compte de l'augmentation du taux des rémunérations attribuées à ces artistes par ces divers organismes (en millions de francs), + 13;

— l'ajustement des diverses dotations budgétaires affectées:

— aux frais de justice et de contentieux, + 1; aux accidents de travail, + 1,5; aux imprimés du service de la redevance, + 0,5.

Total, + 16.

Augmentations diverses.

Festival international, + 18 millions de francs;
Frais de déplacement, + 24 millions de francs;
Matériels artistiques, + 131,1 millions de francs;
Equipement artistique, + 34,7 millions de francs;
Droits d'auteurs et achat d'œuvres inédites, + 99,2 millions de francs.

a) La mesure intitulée « Festival international » concerne, à concurrence de 6 millions de francs, la radiodiffusion, à concurrence du solde, soit 12 millions, la télévision.

Il s'agit d'offrir à la radiodiffusion-télévision française la possibilité:

— d'organiser, en France, en 1957, une grande manifestation internationale;

— de répondre aux diverses invitations faites par les radios étrangères.

Le crédit inscrit représente une estimation approchée du montant des cachets versés aux artistes appelés à participer à ces manifestations.

b) Frais de déplacement: 24 millions de francs:

Le développement du réseau des émetteurs de radiodiffusion à fréquence modulée et des émetteurs de télévision, l'extension des reportages et des échanges internationaux ont pour conséquence d'augmenter le nombre et l'importance des déplacements et des missions.

Cette situation conduit l'administration à ajuster ainsi les crédits consacrés à ces divers postes de dépenses:

Frais de mission, + 7 millions de francs;

Indemnités de déplacement dans la résidence, + 4 millions de francs;

Frais de transport, + 13 millions de francs.

A noter que, dans ce dernier crédit, les dépenses inéluctables afférentes à la relève des personnels d'outre-mer entrent pour plus de 50 p. 100.

c) Matériels artistiques: 131,3 millions de francs:

Ce crédit doit permettre d'accroître les moyens mis à la disposition des services de production. Il couvre à la fois l'achat de nou-

veaux équipements, les frais d'exploitation artistique, de nouvelles installations, l'accroissement du nombre et de l'importance des missions de caractère artistique.

Il se décompose ainsi entre la radiodiffusion, la télévision et les activités qui leur sont communes:

Radiodiffusion:

Location de salles à Paris et en province (millions de francs), + 5;

Extension des achats pour les bibliothèques et les discothèques, + 31;

Total, + 39.

Télévision:

Exploitation de nouveaux studios à Alger (millions de francs), + 125;

Exploitations de nouveaux studios à Paris, +33;

Extension de l'activité cinématographique, + 30.

Total, + 75,5.

Activités communes:

Sondages, placards publicitaires, foires et expositions, concours (millions de francs), + 10;

Augmentation du nombre et de l'importance des missions, + 6,8.

Total, + 16,8.

Total général, + 131,3.

d) Equipement artistique: 34,7 millions de francs (crédits non renouvelables).

Il s'agit de matériel artistique fixe de premier établissement:

— des studios nouveaux de radiodiffusion de la maison de la radio de Bordeaux (millions de francs), + 6;

— de nouveaux studios de radiodiffusion à Clermont-Ferrand, Lille, Montpellier et Fort-de-France, + 1,72;

— de nouveaux studios de télévision à Paris, au centre Cognac-Jay et aux Buttes-Chaumont, + 27.

Total, + 34,72.

e) Droits d'auteurs et achat d'œuvres inédites: 99,2 millions de francs.

Les crédits inscrits sous ce vocable couvrent quatre catégories de redevances.

Les deux premières (droits d'auteurs et industrie du disque évaluent proportionnellement aux prévisions de recettes, déduction faite des emprunts, des avances du Trésor et des ressources en provenance du fonds de réserve.

Pour l'année 1957, les évaluations de recettes ainsi définies s'élèvent à 19.910.063 francs et il en découle les redevances ci-après:

19.910.063 francs × 3,321 p. 100 = 661.211 millions de francs;

Dotation 1956, 582,535 millions de francs.

Total, + 78,679 millions de francs arrondi à + 78,7 millions de francs.

Les troisième et quatrième redevances (utilisation d'œuvres figuratives pour la télévision et achat d'œuvres inédites) sont indépendantes des recettes.

Elles motivent les ajustements ci-après: droits d'auteurs pour l'utilisation d'œuvres figuratives à la télévision dus depuis 1952, + 7,5 millions de francs.

Un crédit de 500.000 francs à été accordé au budget de 1955 pour couvrir les droits d'auteurs de l'espèce au cours des années 1952 à 1955 inclus.

Les pourparlers avec les associations professionnelles sont sur le point d'aboutir sur la base du payement d'une somme de 400 à 600 francs pour chaque document utilisé; 5.000 documents environ représentant une dépense de 2 millions de francs sont utilisés chaque année depuis le 1er janvier 1954.

Compte tenu du crédit déjà accordé, un crédit de 7,5 millions de francs s'avère indispensable pour couvrir les engagements juridiques souscrits par la radiodiffusion-télévision française de 1954 à 1956 et ceux qui le seront en 1957.

Achat d'œuvres inédites, + 13 millions de francs.

L'objectif à atteindre en l'espèce consiste à susciter de jeunes talents, à constituer un répertoire en invitant des auteurs de premier plan à écrire pour la radiodiffusion et la télévision, à intéresser les uns et les autres au genre très particulier de adaptations.

Le fonds de réserve.

Le financement des investissements sera, pour l'ensemble, cette année, financé pour une très large part par le fonds de réserve. En ce qui concerne les autorisations nouvelles autorisées en 1956 pour 1.278 millions, soit environ les deux tiers du fonds.

Nous croyons utile à ce sujet de rappeler comment fonctionne le fonds de réserve.

Fonctionnement.

Attribut important du contenu juridique de la notion de budget annexe à la radiodiffusion-télévision française, le fonds de réserve a été créé par l'article 6 de la loi n° 49-1302 du 30 juillet 1949 modifié par l'article 3 de la loi n° 51-1507 du 31 décembre 1951.

Aux termes de ces textes: « Il est institué pour le budget annexe de la radiodiffusion et de la télévision français, un fonds de réserve destiné, d'une part, à faire face aux déficits accidentels de la première et de la deuxième section, et d'autre part, à financer dans les conditions prévues à l'article 16 de la loi n° 51-599 du 24 mai 1951 des travaux d'équipement compris dans une tranche conditionnelle. Ce fonds sera alimenté par les excédents de recettes constatés en fin d'excercice sur les dépenses de la première et de la deuxième section.

« Le montant du fonds de réserve sera placé au Trésor et productif d'intérêt. Les prélèvements sur le fonds de réserve seront autorisés par les lois de finances, leur rattachement aux recettes de la première ou de la deuxième section du budget annexe suivant le cas et l'ouverture des crédits correspondants seront prononcés par décrets contresignés du ministre des finances. »

Le solde créditeur fin 1953 et après apurement des comptes de l'exercice 1953.

Au 31 décembre 1953, le fonds de réserve se soldait par un crédit de 787.760.113 francs.

Après apurement des comptes de l'exercice 1953 (à la date du 31 juillet 1954), cette somme aurait dû normalement s'élever à:

787.760.113 F + 1.276.856.148 F = 2.064.616.261 F.

mais, entre temps, divers déblocages d'opérations conditionnelles avaient été autorisés en sorte que, le 1er septembre 1954, le solde créditeur du fonds de réserve était ramené à 357.616.261 francs.

Le produit de l'intérêt des sommes placées au fonds de réserve:

Les sommes placées au fonds de réserve sont inscrites en un compte courant à l'agence comptable centrale du Trésor et produisent un intérêt de 3 p. 100 l'an.

Les revenus ainsi obtenus se sont élevés:

Pour l'année 1950 à, néant;

Pour l'année 1951 à, 9.840.305 F;

Pour l'année 1952 à, 14.345.128 F;

Pour l'année 1953 à, 13.930.686 F.

Ils sont pris en recettes au chapitre 10 (revenu du portefeuille et des participations de toute nature) de la deuxième section.

Dépenses d'équipement, services votés.

1° *Radiodiffusion.*

Maisons de la radio:

— de Paris. — Les fondations sont achevées, les marchés de gros-œuvre sont en cours d'établissement;

— de Strasbourg. — L'achèvement de la première tranche est prévu pour le début de 1957, les travaux se rapportant à la deuxième tranche sont entrepris;

— de Bordeaux. — Les bâtiments sont en voie d'achèvement, la mise en exploitation est prévue pour le deuxième semestre de 1957;

— de Rennes. — Les travaux de bâtiment de la deuxième tranche seront entrepris à la fin du premier semestre de 1957.

Emetteurs:

— à amplitude modulée:

Allouis (ondes longues). — La mise en service est prévue pour la fin de 1957;

Ouled-Fayet (Algérie). — Les travaux de bâtiment sont en cours. La mise en service est envisagée pour le deuxième semestre de 1957;

— à fréquence modulée:

Caen (3 émetteurs), Bourges (2 émetteurs), Marseille (2 émetteurs), Bordeaux (2 émetteurs), Dijon (2 émetteurs). — Ces émetteurs sont en cours d'équipement. Leur mise en exploitation aura lieu vers le milieu de l'année 1957.

Paris. — Cet émetteur est à l'étude. La mise en service est prévue pour le début de 1958.

Autres opérations:

Studios de Clermont-Ferrand. — La mise en exploitation aura lieu vers le milieu de 1957.

Ensemble d'Issy-les-Moulineaux (garage, magasins, ateliers). — Les travaux seront achevés au milieu de 1957.

Centre de réception de Limours. — L'achèvement des travaux est prévu pour la fin de 1957.

Centre des redevances de Lille. — Les travaux de bâtiment seront très prochainement terminés.

2° *Télévision.*

Emetteurs: Bourges, Caen (Mont-Pinçon), Rouen, Lyon (Mont Pilat), Mulhouse, Metz, Cannes, Toulon. — Les opérations concernant des émetteurs sont achevées.

Nantes (provisoire), Rennes (provisoire). — L'achèvement des travaux est prévu pour le premier semestre 1957.

Saint-Etienne, Cherbourg, Bordeaux, Dijon. — La mise en service est envisagée pour le milieu de 1957.

Clermont-Puy-de-Dôme, Pic-du-Midi. — L'achèvement des travaux est prévu pour le deuxième semestre de 1957, sous réserve, en ce qui concerne notamment le Pic du Midi, des retards dus à des conditions atmosphériques défavorables.

Paris (sommet de la Tour Eiffel), Limoges, Reims, Amiens-Arbois. — La fin des travaux est prévue pour l'année 1958.

Centres Vidéo:

Paris Buttes-Chaumont. — 3 studios et leurs annexes sont en service depuis septembre 1956; 1 nouveau studio sera achevé et mis en exploitation au cours du deuxième trimestre de 1957.

Paris Cognacq-Jay (dernière tranche). — La construction et l'aménagement de 2 nouveaux studios, d'un centre technique de films et du centre de commutation sont en cours. La mise en exploitation est prévue pour la fin de 1958.

Lille. — La mise en service est prévue pour le premier semestre de 1957.

Faisceaux hertziens:

Bourges-Bordeaux. — La mise en service est envisagée pour le milieu de l'année 1957.

Limoges-Toulouse, Marseille-Nice. — Ces liaisons sont actuellement à l'étude.

II. — Le financement de 4.378.500.000 F d'opérations nouvelles autorisées en 1956 a été ou sera assuré comme suit:
Prélèvements sur le fonds de réserve, 1.278.500.000 F;
Prélèvements sur les crédits d'exploitation de la Radiodiffusion-Télévision française, 2.200.000.000 F;
Participation du budget général, 900.000.000 F;
Total, 4.378.500.000 F.

Equipement. — Opérations nouvelles.

I. — *Tranche inconditionnelle.*

Les opérations nouvelles de cette tranche peuvent être groupées sous deux vocables:

1-*a*) Opérations augmentant le patrimoine immobilier de la Radiodiffusion-Télévision française.

Entrent dans cette catégorie les opérations ci-après:
— maison de la radio de Paris;
— maison de la radio de Strasbourg;
— locaux techniques de la Radiodiffusion-Télévision française à Issy-les-Moulineaux (3e tranche);
— extension du centre de réception de Limours;
— ondes métriques, réseau F. M. (2e tranche complément).

1-*b*) Opérations concourant à la conservation, à l'adaptation ou à la modernisation de l'actif immobilier ou technique de la Radiodiffusion-Télévision française.

Sont à la classer dans cette catégorie les opérations ci-après:
Pour la métropole, les opérations:
— achat de logements pour certains personnels de la Radiodiffusion-Télévision française;
— matériels de mesures de champ;
— adaptation et modernisation des voies d'accès et bâtiments existants, tranche 1957.
Pour l'outre-mer, les opérations:
Martinique: centre émetteur de Lamontin, deuxième tranche;
Guyane: centre technique de radiodiffusion, deuxième tranche.
Pour la métropole et l'outre-mer, l'opération:
— matériel complémentaire de premier établissement, tranche 1957.

Opérations de la catégorie 1-*a*):
Maison de la radio de Paris, quai de Passy:

Cette opération a pour objet d'assurer à Paris le regroupement, dans des bâtiments communs, de tous les services de production de la radiodiffusion-télévision française, des bureaux de la direction générale, des services administratifs, artistiques et techniques.

Seuls seront maintenus:
— le centre Rodin (émissions dramatiques) dont les installations ne sont pas amorties;
— les locaux techniques d'Issy-les Moulineaux;
— les locaux techniques de la télévision (centre Vidéo Cognacq-Jay, Buttes-Chaumont et centre émetteur de la tour Eiffel) dont les installations demeureront distinctes des équipements de radiodiffusion sonore.

L'autorisation de programme complémentaire demandée doit permettre d'achever les travaux de la première tranche de la maison de la radio de Paris, y compris les aménagements intérieurs.

Ci-après quelques renseignements statistiques sur cette opération:
— superficie: 36.000 mètres carrés;
— volume des studios: 60.000 mètres cubes;
— superficie des services d'exploitation: 150.000 mètres carrés.

Délai d'exécution des travaux: trois à quatre années à compter de 1957.

Maison de la radio de Strasbourg:

Cette opération a pour objet la construction à Strasbourg d'une maison de la radio regroupant les locaux de la direction régionale, le service des redevances et les studios de radiodiffusion sonore à l'exclusion de la salle publique dont la réalisation est subordonnée à l'obtention de ressources extérieures.

L'autorisation de programme sollicitée au projet de budget 1956 couvre l'exécution des studios de radiodiffusion sonore. Ceux-ci sont au nombre de six.

Ci-après quelques indications statistiques:
— montant global des volumes: 10.500 mètres cubes;
— superficie des services d'exploitation: 7.500 mètres carrés.

Les travaux s'échelonneront sur deux années à compter de 1957.

Locaux techniques de la radiodiffusion-télévision à Issy-les-Moulineaux:

Il s'agit d'abriter à Issy-les-Moulineaux l'ensemble des locaux techniques (ateliers, laboratoires et garage) dont il est désirable d'assurer l'équipement en priorité, si la radiodiffusion-télévision française veut faire face au développement du réseau de télévision et du réseau des émetteurs à modulation de fréquence.

L'autorisation de programme demandée a pour objet de couvrir la dépense consécutive à la surélévation d'un étage du garage.

Délai d'exécution: 18 mois à compter du 1er janvier 1957.

Renseignements statistiques complémentaires:

Surface utile du bâtiment garage-magasins:
— garage: 7.500 mètres carrés (trois étages de 2.500 m²);
— magasins: 4.500 mètres carrés (un étage de 2.000 m² et un étage de 2.500 m²);
— laboratoires: 3.600 mètres carrés (six étages de 600 m²);
— bureau de reportages: 500 mètres carrés.

Extension du centre de réception de Limours:

Les bâtiments administratifs et les habitations du personnel du centre de réception de Limours construits provisoirement, à la Libération, en éléments préfabriqués se sont très rapidement dégradés, ce qui a entraîné des charges d'entretien hors de proportion avec la valeur du capital immobilier investi. La reconstruction du centre et sa modernisation ont dû être effectuées en priorité sur d'autres besoins.

La radiodiffusion-télévision française a procédé à cette occasion à une extension des moyens du centre en matériels de mesures de champ et de mesures des fréquences des émetteurs fonctionnant sur ondes métriques.

Délai d'exécution des travaux: 15 à 18 mois à partir du début de l'année 1957.

Ondes métriques. — Réseau F. M. (2e tranche complément).

Il s'agit d'un ajustement de l'autorisation de programme de 420 millions accordée au budget voté de 1956, et qui doit permettre l'achat et la mise en place de neuf émetteurs à fréquence modulée, dans la région parisienne, en Normandie, en Lorraine et à Bourges.

Opérations de la catégorie 1-*b*):

Les opérations groupées sous ce vocable ont pour objet d'éviter la dégradation de l'actif immobilier constitué par les installations techniques, les bâtiments et les dépendances qui les abritent. Il s'agit d'assurer en toutes circonstances la conservation des bâtiments et des matériels qui y sont abrités, de moderniser, le cas échéant ces bâtiments ou ces matériels pour les adapter aux impératifs changeants des services d'études ou des services d'exploitation, de modifier le parti des bâtiments ou les caractéristiques techniques des matériels afin d'obtenir une exploitation satisfaisante dans les conditions économiques les meilleures.

Les autorisations de programme sollicitées en 1957 à ce titre constituent une sorte d'annuité d'amortissement permettant de garantir la conservation du patrimoine de l'Etat.

II. — *Tranche conditionnelle.*

Comme pour la tranche inconditionnelle, les opérations nouvelles de la tranche conditionnelle se répartissent en deux catégories:

2-*a*) Les opérations concourant à l'extension du réseau de télévision:

Figurent dans cette catégorie les opérations suivantes:
— centre vidéo de Paris;
— centre émetteur de Paris (complément);
— centres émetteurs-relais (tranche de six centres et complément aux tranches précédentes);
— centres émetteurs-relais satellites à faible puissance (2e tranche-complément);
— liaisons hertziennes fixes (1re tranche) et raccordements aux faisceaux hertziens de l'administration des P. T. T.;

2-*b*) Les opérations d'adaptation et de modernisation de centres existants:

Deux opérations sont à citer à ce titre: « Equipement complémentaire » et « Matériel expérimental ».

Opérations de la catégorie 2-*a*.

Centre vidéo de Paris. — Le centre vidéo de Paris est constitué par un ensemble de bâtiments et d'équipements techniques destinés à permettre la réalisation des émissions de télévision. Locaux et installations se répartissent en deux centres:

Le centre de la rue Cognacq-Jay et celui des Buttes-Chaumont.

Centre Cognacq-Jay. — Il se compose:

— d'un ensemble studios (un studio de 6.000 m³, un studio de 3.000 m³, un studio de 2.000 m³, un studio de présentation de 125 m³, un studio de synchronisation de 720 m³ et un studio de doublage de 250 m³);
— d'un ensemble cinéma (salle de projection, de montage, de développement, filmathèque et archives);
— d'une salle de télécinéma dont l'équipement comprendra, à la fin de l'année 1956:
2 *télécinémas* 35 mm;
5 *télécinémas* 16 mm à deux dérouleurs chacun;
— des salles techniques: cabines de programmes, régies, salles de commutation, salles de kinescope, photothèque et des locaux annexes;
— bureaux, dépôt de décors, loges d'artistes.

Le centre ainsi constitué sera modernisé et complété en 1957 par la constitution, en son sein, d'un centre d'actualités comportant:
— 2 studios de 1.500 mètres cubes à 4 voies;
— 1 ensemble photocinéma;
— 1 ensemble de commutation général pour Paris et tout le réseau télévision;
— des locaux annexes d'exploitation.

Quelques renseignements statistiques:

Les annexes aux studios occupent une surface de 1.500 mètres carrés; l'ensemble cinéma une surface identique; les salles techniques une surface de 1.200 mètres carrés.

Centre des Buttes-Chaumont. — A la fin de l'année 1956, le centre des Buttes-Chaumont comprendra les locaux ci-après:
— 1 grand studio de 6.000 mètres cubes à 4 voies;
— 2 studios de 5.000 mètres cubes à 4 voies;
— 1 studio de 3.000 mètres cubes à 4 voies;
— 1 ensemble télécinéma;
— des salles techniques;
— un grand magasin de décors;
— une salle de prémontage;
— 1 atelier de peinture;
— 4 salles de répétitions,

et les locaux annexes aux studios: loges d'artistes, magasin d'habillement, etc.

Indications statistiques complémentaires:
Surfaces occupées par ces divers locaux:
— salle de prémontage 600 mètres carrés;
— atelier de peinture 600 mètres carrés;
— salles de répétitions: 2 de 600 mètres carrés et 2 de 200 mètres carrés;
— salles techniques, 1.200 mètres carrés;
— locaux annexes divers 1.000 mètres carrés.

L'autorisation de programme de 915 millions inscrite au projet de budget de 1957 concerne:

— à concurrence de 455 millions, la poursuite des travaux du centre de production d'actualités à Cognacq-Jay;

— à concurrence de 460 millions, l'aménagement et la construction de locaux supplémentaires annexes ainsi que l'achat et la mise en place des équipements complémentaires fixes ou mobiles des studios du centre des Buttes-Chaumont.

Délai d'exécution des travaux: 2 ans à compter de 1957.

Centres émetteurs relais (tranche de 6 centres):

Les six centres émetteurs projetés seront en principe les suivants:

Le Mans; Cognac; Besançon-régional; Savoie-Jura; Pic de More; Pic du Midi.

A ces extensions proprement dites s'ajoutent des ajustements d'autorisations de programme pour divers centres techniques en cours de réalisation et notamment pour les centres de:

Limoges; Amiens; Dijon; Reims; Bourges; Rennes; Lille; Pic de Tours.

Délai d'exécution des travaux prévus: 18 mois à 2 ans en moyenne à partir de 1957 pour les centres nouveaux à l'exception du Pic du Midi dont la réalisation, en raison des conditions géographiques et climatiques, nécessitera un délai très supérieur.

Centres émetteurs relais satellites à faible puissance (2e tranche, complément):

L'autorisation de programme inscrite au projet de budget 1957 constitue une réévaluation de l'autorisation obtenue en 1956 au titre de cette même opération. A noter que le contenu physique et par voie de conséquence, le contenu financier de cette opération est très difficile à déterminer, en raison des incertitudes techniques qui entourent encore la détermination précise de la zone de vision et d'écoute confortable des émetteurs de télévision.

Le nombre et la puissance des émetteurs relais satellite seront fonction à l'avenir des résultats obtenus par la radiodiffusion-télévision française après la mise en place des émetteurs relais à moyenne et à grande puissance.

Centre émetteur de Paris (complément):

L'autorisation de programme sollicitée au projet de budget 1957 couvre deux catégories de travaux:

— à concurrence de 40 millions, il s'agit d'obtenir un complément pour réaliser conformément aux accords intervenus entre la radiodiffusion-télévision française et la ville de Paris, la réfection de la partie supérieure de la Tour Eiffel endommagée à la suite de l'incendie du début de la présente année;

— pour le solde, soit 50 millions, il s'agit d'acquérir et de mettre en place les antennes définitives de l'émetteur 819 lignes.

Liaisons hertziennes fixes et raccordements aux faisceaux hertziens de l'administration des P. T. T. (1re tranche):

Cette opération s'analyse ainsi:

— à concurrence de 900 millions, l'autorisation de programme demandée couvre l'exécution d'une première tranche de liaisons hertziennes fixes construites par la radiodiffusion-télévision française. Ces liaisons sont les suivantes:

— Strasbourg-Mulhouse;
— Limoges-Toulouse;
— Bordeaux-Pic du Midi;
— Bordeaux-Cognac;
— Toulouse-Pic de Nore.

A ces liaisons s'ajoutent en outre les dépenses entraînées par l'alimentation provisoire du Puy-de-Dôme au moyen d'ensembles émetteurs-répéteurs, et par une réévaluation des travaux de bâtiment concernant la liaison Perreuse-Bordeaux:

— à concurrence de 250 millions, les raccordements aux faisceaux hertziens de l'administration des P. T. T. ci-après:

Mont-Cinere, Fourvières et Retour; Becherel-Rennes; Saint-Herblain-Nantes; Amance-Nancy; Vrigny-Reims; Mont-Affrique-Dijon; Scy-Lattanges; Perreuse-Mevy; Mont-Afrique-Besançon-ville.

Délai d'exécution: dix-huit mois environ à compter de 1957.

Opérations de la catégorie 2/*b*):

Comme pour la radiodiffusion, il s'agit de l'achat et de la mise en place de matériels complémentaires de premier établissement qui n'ont pu être prévus dans le devis initial des opérations, en raison du degré d'avancement des études techniques, ou de la construction de bâtiments que l'exploitation des centres a rendu nécessaire.

Délai d'exécution: un an à dix-huit mois à compter de 1957.

Sous le bénéfice de ces observations, votre commission vous propose de voter les crédits du budget annexe de la R. T. F.

PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES

Rapporteur spécial: M. COUDE DU FORESTO.

Il est à peine besoin de rappeler que ce budget fait tous les ans l'objet de discussions passionnées. La meilleure preuve des difficultés que rencontre son adoption est fournie par la diversité des moyens de financement. Diversité dans le temps d'abord. Nous n'avons jamais eu à examiner deux années de suite des budgets comportant les mêmes systèmes de financement. Diversité interne ensuite, les recettes prévues comportant une série d'articles d'affectation spéciale portant sur les sujets les plus variés et souvent les plus éloignés du budget annexe que nous avons à étudier.

Le 28 juillet 1956, nous indiquions qu'il nous apparaissait comme souhaitable — une fois le montant global des prestations établi — de faire une sorte d'inventaire des cotisations qu'il était possible de demander aux agriculteurs et de faire prendre la différence en charge par le budget général. Nous devons, dès maintenant, indiquer que toutes les discussions que nous avons eues depuis plus d'un an, tous les débats auxquels nous avons participé, toutes les brochures que nous avons lues, ont confirmé votre rapporteur dans cet état d'esprit.

Nous ne reviendrons pas sur les arguments déjà développés concernant l'impossibilité, pour les agriculteurs, de financer un budget annexe lourdement grevé par une démographie beaucoup plus importante dans l'agriculture que dans l'industrie, et qui fournit un réservoir d'enfants pour les professions autres que les professions agricoles. Encore que la situation sur ce sujet tende à se normaliser — et nous n'en voulons pour preuve que le fait que le nombre moyen d'enfants par famille n'est plus que de 2,92 dans l'agriculture contre 2,4 pour l'industrie — le phénomène est encore perceptible et les observations des cultivateurs sur ce point semblent absolument justifiées.

D'autre part, la structure des prix dans l'agriculture étant tout à fait différente de la structure des prix dans l'industrie, il est bien concevable que les charges sociales qui pèsent sur l'agriculture ne soient pas récupérées de la même manière. Enfin, le revenu moyen de l'agriculteur, qui était, selon la statistique du revenu national de 1955, de 380.000 F par personne, est très inférieur au revenu moyen dans l'industrie ou dans le commerce qui s'élève à 780.000 F par an et par personne active. Mais nous ne nous étendrons pas plus avant sur ce sujet.

L'an dernier, le financement des prestations familiales agricoles — dont le montant global s'élevait à 132.297.902.000 F — comportait une série d'articles dont les principaux étaient:

Une contribution accrue provenant de la taxe à la valeur ajoutée et d'une taxe additionnelle à la taxe à l'achat pour un montant de 31 milliards;

Une surcompensation pour un montant global de 29 milliards 250 millions de francs;

Une cotisation additionnelle au droit de timbre douanier pour 3.800.000 F.

Cette année-ci, les propositions du Gouvernement portaient sur des moyens de financement extrêmement différents pour équilibrer un budget qui s'élève à 141.876.300.000 F, soit une majoration de 9.581.400.000 F par rapport à 1956.

I. — Dépenses.

1° Moyens des services:

Dans les moyens des services, au titre des dépenses de personnel, nous trouvons une augmentation, par rapport à 1956, de 16.500.000 F se décomposant ainsi:

14.400.000 F de services votés;
2.100.000 F d'autorisations nouvelles.

D'autre part, le chapitre « Matériel » accuse une augmentation de 2.600.000 F, dont:

2 millions de francs au titre des services votés;
600.000 F au titre des autorisations nouvelles.

Les dépenses diverses accusent une augmentation de 50 millions de francs correspondant à des services votés sans enregistrer d'autorisations nouvelles.

Au total, le titre « Moyens des services » prévoit, pour les autorisations nouvelles, une augmentation de 2.700.000 F qui concernent la création au ministère de l'agriculture de dix emplois de contrôleurs de contrôleurs de 2e classe des lois sociales, dont 50 p. 100 des dépenses incombent au budget annexe.

2° Interventions publiques:

Les prestations familiales versées aux agriculteurs sont en augmentation de 9.512.300.000 F.

En résumé, nous avons, par rapport à 1956:

Une majoration de 66.300.000 F sur les services votés, Moyens des services;

Une majoration de 9.512.300.000 F services votés, Interventions;

Enfin, une majoration de 2.700.000 F sur les autorisations nouvelles, Moyens des services.

a) Services votés. — Moyens des services, 66.300.000 F.

Il s'agit là de mesures d'ores et déjà traduites dans le budget voté de 1956 et qui interviennent pour 6.700.000 F dans la majoration du traitement indiciaire et 100.000 F dans le complément uniforme annuel (décret du 30 juin 1956).

L'application des textes intervenus en matière de rémunération des personnels intervient pour 7.700.000 F. Les crédits de matériel ont dû être réajustés de 1.800.000 F. Enfin, les caisses d'allocations familiales agricoles — qui avaient été mises dans l'impossibilité d'assurer leur trésorerie et qui avaient dû procéder à des emprunts — se sont vu voter un crédit de remboursement d'intérêt de 50 millions de francs, ce qui porte le total de la majoration pour les services votés, Moyens des services, à 66.300.000 F.

b) Services votés. — Interventions publiques, 9.512.400.000 F.

Cette majoration résulte:

De la réduction du taux d'abattement des zones, 6 milliards 570 millions de francs;

De la nouvelle réglementation de l'allocation de la mère au foyer, 5 milliards 36 millions de francs;

De la majoration des salaires, qui entraîne une augmentation des prestations au titre des congés de naissance, 30 millions de francs, dont il y a lieu de déduire une somme de 1 milliard 977 millions de francs provenant de l'évolution de la structure démographique

agricole, et une somme de 146.600.000 F correspondant à la différence entre le déficit de l'exercice 1954 de 504.700.000 F et l'excédent de l'exercice 1955 de 358.100.000 F.

Tel est l'essentiel de la catégorie des dépenses. Elles n'appellent pas de commentaires particuliers, étant donné la faible valeur des autorisations nouvelles. Nous nous bornerons simplement à regretter la dépense de 50 millions de francs concernant le remboursement d'intérêt aux caisses d'allocations familiales agricoles, dépense qui aurait pu facilement être évitée si des dispositions avaient été prises en temps utile pour alimenter ces caisses.

II. — Recettes.

Le budget, qui avait été présenté par le Gouvernement, comportait à la charge de l'agriculture des cotisations ou des taxes nouvelles d'un montant relativement élevé:

1° Une majoration de 1 milliard 200 millions de francs pour la participation directe de la profession au financement de l'allocation de la mère au foyer;

2° Taxes nouvelles:

a) Réduction du privilège des bouilleurs de cru, 1 milliard 500 millions de francs;

b) Taxe sur les betteraves, 2 milliards de francs;

c) Taxe sur les produits forestiers, 1 milliard 500 millions de francs;

d) Taxe sur les tabacs, 850 millions de francs;

e) Taxe spéciale sur les vins d'appellation contrôlée, 5 milliards de francs;

f) Versement forfaitaire sur certains salaires agricoles, 1 milliard 500 millions de francs;

g) Imposition des bénéfices agricoles, 4 milliards de francs.

Soit un total de 16 milliards 350 millions de francs.

L'ensemble des deux paragraphes ci-dessus représentait un effort supplémentaire pour l'agriculture de 16 milliards 350 millions de francs.

La plupart de ces mesures étaient apparues à votre commission des finances, lors d'un premier examen, comme une charge impossible à supporter pour les agriculteurs après la très mauvaise récolte de 1956.

Parmi les autres mesures, certaines, telle que la réduction symbolique du privilège des bouilleurs de cru ou la taxe spéciale sur les vins d'appellation contrôlée, apparaissaient comme destinées à fournir des recettes nettement inférieures à celles qui avaient été prévues.

Enfin, d'autres recettes, telles que la taxe sur les vélocipèdes et cyclomoteurs, semblaient, dans un budget annexe à ressources affectées, comme susceptibles de dresser, une fois de plus, les ouvriers contre les agriculteurs et vice-versa.

Nous devons, en effet, tenir compte d'un certain nombre de facteurs psychologiques. L'agriculture ne veut pas être traitée avec une espèce de paternalisme qui amènerait l'Etat à lui faire des cadeaux devenant rapidement empoisonnés et elle désire de façon absolue rester maîtresse de sa gestion des caisses de prestations familiales agricoles, gestion prudente et conduite avec le minimum de frais.

Enfin, elle redoute les recettes affectées pour les raisons que nous avons déjà expliquées C'est dans ces conditions que, après la première délibération de la commission des finances du Conseil de la République qui avait proposé un système de financement mixte provenant pour partie de ressources affectées d'origine agricole, pour partie de ressources du budget général et pour partie du reliquat du fonds de solidarité, notre commission a été mise en face des décisions de l'Assemblée nationale qui a adopté un article 51 *bis* se substituant aux articles 3 et 4 et résultant d'un amendement déposé en séance par M. Paquet et accepté par le Gouvernement.

Cet article comprend plusieurs paragraphes:

« Paragraphe 1er. — Le Gouvernement déposera avant le 1er avril 1957 un projet de loi prévoyant la coordination des divers régimes d'allocations familiales, l'égalisation progressive des prestations et la péréquation des charges.

« A compter du 1er janvier 1957 et jusqu'au vote de ce projet de loi, les dispositions suivantes seront en vigueur.

« Paragraphe II. — Il est institué un fonds national de surcompensation des prestations familiales. Le fonds national est doté de l'autonomie financière. Il est administré par le ministre des affaires sociales, assisté d'un comité comprenant des représentants de chaque régime de prestations familiales. La gestion financière est assurée par la caisse des dépôts et consignations.

« Le fonds national crédite par l'octroi de subventions les régimes ayant une charge supérieure à la moyenne.

« Le règlement d'administration publique prévu au paragraphe III du présent article fixe les modalités de calcul de ces subventions.

« Le fonds national consent aux régimes créditeurs des avances dans la limite des prévisions de payement à effectuer à la plus prochaine échéance. »

D'ores et déjà, nous pouvons constater, à la lecture de ces deux paragraphes, qu'il s'agit à nouveau d'un système provisoire. En effet, trois hypothèses peuvent être envisagées:

a) Le Gouvernement dépose effectivement avant le 1er avril 1957 et fait voter dans un court délai le projet prévu au paragraphe 1er. Dans ce cas, il semble parfaitement inutile d'instituer un organisme aussi lourd que le fonds national de surcompensation s'il ne doit fonctionner que quelques mois;

b) Le Gouvernement dépose bien un projet avant le 1er avril, mais étant donné les difficultés que comporte l'adoption d'un tel texte prévoyant l'égalisation progressive des prestations et des péréquations des charges, il n'espère ni le voir voter rapidement ni même le voir voter du tout, auquel cas le fonds national continuera à fonctionner et deviendra un organisme quasi permanent, mais dont le financement devra être assuré par d'autres voies que celles qui sont prévues dans les paragraphes suivants;

c) Le Gouvernement, comme il nous en a donné l'habitude, ne déposera aucun texte avant le 1er avril 1957 et nous nous retrouverons l'an prochain devant la même difficulté.

« Paragraphe III. — Le fonds national de surcompensation des prestations familiales reçoit:

« 1° Le produit des impôts qui lui sont affectés conformément au paragraphe IV ci-dessous;

« 2° Les versements des régimes de prestations familiales correspondant à la surcompensation limitée aux salariés des professions non agricoles; des versements provisionnels à valoir sur les règlements définitifs de cette surcompensation limitée pour l'année en cours seront effectués chaque trimestre;

« 3° Par dérogation aux dispositions du sixième alinéa de l'article 12 de la loi n° 56-639 du 30 juin 1956, les prélèvements nécessaires sur les excédents éventuels du fonds national de solidarité.

« Un règlement d'administration publique précisera les conditions d'application du paragraphe II ci-dessus et du présent paragraphe. »

Ce paragraphe comprend, dans son alinéa 3°, un prélèvement nécessaire sur l'excédent éventuel du fonds national de solidarité.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale n'a accepté ce paragraphe que pour l'année 1957, ne voulant en rien préjuger de ce que pourraient être les années suivantes en raison du nombre toujours plus grand de bénéficaires du fonds national de solidarité.

En tout état de cause, si le fonds national de surcompensation subsiste, il faudra donc, l'an prochain, chercher pour 1958 d'autres moyens de financement.

Paragraphe IV. — « 1° Le versement forfaitaire dû par les employeurs en application de l'article 231 du code général des impôts est majoré. Le taux dudit versement est porté de 5 à 10 p. 100 pour la fraction comprise entre 3 millions et 6 millions de francs et à 16 p. 100 pour la fraction excédant 6 millions de francs de rémunérations individuelles annuelles;

« 2° Les deux premiers alinéas de l'article 51 de la loi n° 45-520 du 21 mars 1947 relative à diverses dispositions d'ordre financier sont modifiés ainsi qu'il suit:

« Le taux du prélèvement sur les sommes engagées au pari mutel sur les hippodromes et hors des hippodromes institué par la loi du 16 avril 1930 est fixé par décret contresigné du ministre des affaires économiques et financières et du secrétaire d'Etat à l'agriculture. Il ne peut être inférieur à 10 p. 100 ni supérieur à 14,50 pour 100 du montant des sommes engagées.

« Le produit de ce prélèvement est réparti entre les sociétés de courses, l'élevage, le fonds national pour le développement des adductions d'eau et le fonds national de surcompensation des prestations familiales, ou incorporé aux ressources générales du budget, suivant une proportion et selon les modalités comptables fixées par décret contresigné du ministre des affaires économiques et financières, du secrétaire d'Etat au budget et du secrétaire d'Etat à l'agriculture sans qu'il soit porté atteinte aux ressources du fonds national de développement pour les adductions d'eau. L'article 24 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953 et l'article 8 de la loi n° 55-137 du 2 février 1955 sont et demeurent abrogés;

« 3° Toute opération ayant pour objet l'achat ou la vente au comptant ou à terme d'or monétaire sera soumise à l'impôt prévu par l'article 974 du code général des impôts;

« 4° Le tableau B de l'article 265 du code des douanes est modifié comme suit en ce qui concerne les produits désignés ci-après:

NUMÉRO du tarif.	DÉSIGNATION DES PRODUITS	INDICE des sous-positions.	UNITÉ de perception.	QUOTITÉS
Ex 27-10	Huiles de pétrole ou de schistes (autres que les huiles brutes) y compris les préparations non dénommées non comprises ailleurs contenant en poids une proportion d'huile de pétrole ou de schistes supérieure ou égale à 70 p. 100 et dont ces huiles constituent l'élément de base:			
	A. — Huiles légères et moyennes:			
	Essences de pétrole:			
	D'aviation	a et c	Hectolitre.	4.447
	Supercarburant	Ex b et d	Hectolitre.	4.647
	Autres	Ex b et d	Hectolitre.	4.447

« La détaxe prévue à l'article 6 de la loi n° 51-588 du 23 mai 1951 en faveur de l'essence destinée aux travaux agricoles est portée à 2.460 F par hectolitre. Un arrêté du secrétaire d'Etat à l'agriculture fixera les conditions d'application de cette mesure;

« 5° Dans le troisième alinéa de l'article 1617 du code général des impôts, les mots « ou sous forme de sucre » sont supprimés. -

« Des décrets pris en conseil des ministres, après avis du conseil d'Etat, rendront applicables les dispositions du présent paragraphe et fixeront les mesures transitoires, la date et les conditions d'application dudit paragraphe. »

Ce paragraphe comporte la nomenclature des différents impôts qui servent en partie à couvrir le fonds national de surcompensation.

L'alinéa 1° doit rapporter 3,5 milliards, il n'a fait l'objet d'aucune observation particulière de la part de la commission des finances.

L'alinéa 2° concernant le taux de prélèvement sur les hippodromes n'a non plus fait l'objet d'aucune remarque.

L'alinéa 3° établissant un impôt de 0,50 p. 100 sur les opérations d'achat ou de vente d'or et dont le rapport était escompté pour 1,5 milliard a fait, en revanche, l'objet de réserves les plus expresses. Il est à peu près certain que le volume des transactions occultes sur l'or va s'accroître et il est à craindre que le rendement soit très différent de celui escompté.

Il en est de même pour l'alinéa 4° établissant une taxe d'un franc sur les huiles légères et moyennes.

Un franc doit théoriquement produire 7 milliards; le Gouvernement a évalué le produit de cette taxe à 6 milliards; nous ne croyons pas, quant à nous, que ce produit excède 5 milliards et cela après une étude que nous avons faite avec des fonctionnaires du ministère des finances.

D'autre part, cette disposition est assortie d'une détaxe prévue en faveur de l'essence destinée aux travaux agricoles, détaxe qui voit supprimer en faveur de l'agriculture la sujétion prévue précédemment qui fait payer un franc de taxe supplémentaire.

Certains membres de la commission des finances ont fait observer qu'il paraissait illogique d'opérer une détaxe supplémentaire sur le carburant agricole, alors qu'ils estimaient parfaitement normal d'éviter de surtaxer par ailleurs l'agriculture

D'autres commissaires se sont étonnés de ne pas voir détaxer dans les mêmes conditions les carburants destinés à la pêche.

Il est certain que cette disposition, si nous en comprenons l'économie, ne manquera pas de susciter quelques critiques.

A l'alinéa 5° le rendement de la modification de l'article 1617 du code général des impôts qui concerne les exportations de sucre doit rapporter théoriquement un milliard.

Le rendement global des impôts ci-dessus serait donc de:

Versements forfaitaires, 3,5 milliards; P. M. U., 1,5 milliard; impôts sur les transactions concernant l'or, 1,5 milliard; essence, 6 milliards; suppression de la détaxation sur le sucre exporté, 1 milliard. — Total, 13,5 milliards.

D'autre part, le fonds de solidarité contribuerait au fonctionnement du fonds pour 11 milliards et la petite surcompensation prévue pour 16,5 milliards donneraient ainsi un total de 41 milliards

Quant on examine le budget tel qu'il a été voté par l'Assemblée nationale en première lecture, on s'aperçoit qu'il comporte un total de dépenses de 141.876.302.000 F et, par suite d'une erreur ou d'un oubli, un total de recettes de 140.186.302.000 F.

Il subsiste donc un trou de 1.690 millions de francs.

Il nous paraît impossible de le combler avec d'autres ressources que celles qui ont été prévues et il convient donc d'augmenter le prélèvement sur le fonds national de solidarité de cette même somme pour arriver à l'équilibre du budget annexe.

Le tableau annexé à ce rapport indique quel serait alors le financement global du budget annexe.

Votre commission des finances n'a pas cru devoir modifier le texte qui lui vient de l'Assemblée nationale pour ne pas retarder le vote d'un budget qui, chaque année, présente, pour son acceptation, des difficultés sans cesse croissantes et c'est dans ces conditions qu'elle a adopté l'article 51 *bis* en souhaitant, toutefois, que l'on n'appelle pas fonds national de surcompensation un fonds dans lequel la surcompensation n'est évidemment pas étendue aux régimes privés mais est, cette fois-ci, limitée aux salariés des professions non agricoles, à l'exclusion des salariés des professions agricoles.

Quelques critiques ont été faites, en particulier par votre rapporteur qui, fidèle à une doctrine déjà ancienne, pense que ce fonds national de surcompensation, avec les moyens de financement précaires qui lui sont attribués, ne constitue encore pas une solution définitive acceptable.

Quoi qu'il en soit, votre commission des finances, à une très faible majorité et avec un nombre important d'abstentions, s'est prononcée pour l'adoption sans modification de l'article 51 *bis* qu'elle a d'ailleurs, pour des raisons d'orthodoxie budgétaire, transféré dans la première partie de la loi de finances pour en faire un article 4 *bis*.

Tableau I. — *Nomenclature et développement des recettes prévues pour l'exercice* 1957 (en milliers de francs).

Chap. 1. — Cotisations techniques, 12.300.000.

Chap. 2. — Imposition additionnelle à l'impôt foncier non bâti, 6.800.000.

Chap. 3. — Taxe sur les céréales, 11.900.000.

Chap. 4. — Ventilation du produit de la taxe de circulation sur les viandes, 17.500.000.

Chap. 5. — Taxe sur les betteraves, 4.000.000.

Chap. 6. — Taxe sur les tabacs, 1.700.000.

Chap. 7. — Taxe sur les produits forestiers, 3.300.000.

Chap. 8. — Taxe sur les vins, cidres, poirés et hydromels, 6.560.000.

Chap. 9. — Ventilation du produit de la taxe forfaitaire unique sur les vins, cidres, poirés et hydromels, 1.280.000.

Chap. 10. — Surtaxe sur les apéritifs à base d'alcool, 1.200.000.

Chap. 11. — Cotisation incluse dans la taxe à la valeur ajoutée et taxe additionnelle à la taxe à l'achat, 34.000.000.

Chap. 12. — Dons et legs, mémoire.

Chap. 13. — Prélèvements sur le fonds de réserve, mémoire.

Chap. 14. — Surcompensation (reliquat), 7.500.000.

Chap. 14 *bis*. — Versement du fonds national de surcompensation (1), 27.190.000.

Chap. 15. — Partie du versement forfaitaire de 5 p. 100 sur les salaires (art. 231 C. G. I.), 1.800.000.

Chap. 17. — Cotisation additionnelle au droit de timbre douanier, 4.810.000.

Chap. 18. — Recettes diverses, 36.302.

Total pour les recettes, 141.876.302.

Tableau II. — *Dépenses du budget annexe des prestations familiales agricoles en* 1957 (en millions de francs).

Titre III. — Moyens des services:

Personnel, 143,2; matériel, 54,9; dépenses diverses, 50,1.

Titre IV. — Interventions publiques:

Prestations familiales versées aux agriculteurs, 141.628,1.

Total pour les recettes, 141.876,3.

ANNEXE

LES CHARGES FISCALES COMPAREES

Rapport présenté à la commission des finances du Conseil de la République par M. Armengaud, sénateur.

PREAMBULE

De temps à autre, le ministère des finances publie des études sur les mécanismes fiscaux français et étrangers, dans sa revue « Statistiques et études financières ».

Du point de vue analytique, ces études sont, en général, assez complètes et bien faites. Mais leur inspiration, essentiellement comptable, conduit le lecteur superficiel ou le commentateur insuffisamment objectif, à des conclusions inexactes.

Ainsi, avons-nous bien souvent entendu dire, même par les plus hautes autorités françaises, que l'impôt direct à l'étranger était nettement plus élevé qu'en France, à n'en considérer que les taux et les rendements.

Cette manière de raisonner, trop cursive, doit être relevée, au moment où le Gouvernement annonce, comme ses prédécesseurs, une réforme fiscale prochaine.

On ne peut en effet parler utilement de charges fiscales, de taux d'impôts ou de taxes, sans se placer dans le cadre du budget économique et social de la nation ou dans le cadre des comptabilités économiques nationales.

La répartition de la charge fiscale par catégories de contribuables;

Le volume des charges fiscales eu égard aux différents éléments du produit du revenu national;

L'importance des exemptions ou des subventions accordées à certains groupes de produits ou de contribuables;

L'étendue des transferts de charges effectués au profit de diverses catégories de contribuables et au détriment des autres;

L'assiette des divers impôts, et notamment celle de l'impôt direct;

Le poids et la forme du prélèvement des cotisations sociales;

La situation budgétaire;

Le coût des biens de consommation et des services effectivement payés par le consommateur, impôts indirects inclus;

La politique monétaire,

constituent autant de facteurs de correction qui doivent s'appliquer avec rigueur aux comparaisons de taux dont nos gouvernements se contentent trop aisément.

La commission des finances du Conseil de la République, compte tenu de ces réserves essentielles, a tenté, à son tour, de mettre un peu de clarté et le maximum d'objectivité dans la comparaison des charges fiscales françaises et étrangères. Il lui est, en effet, apparu une fois de plus, qu'en dépit d'études récentes, certainement inspirées essayant, contre toute logique, de donner bonne conscience au Gouvernement, il convenait d'éviter que les recettes fiscales nouvelles promises soient demandées, en fait, à ceux-là seuls qui supportent déjà l'essentiel du poids des impôts actuels.

(1) Ce versement du fonds national de surcompensation correspond aux recettes suivantes:

Relèvement progressif du taux de versement sur les salaires. 3.500 millions.

Prélèvement sur le pari mutuel, 1.500 millions.

Impôt sur les transactions d'or, 1.500 millions.

Majoration de la taxe intérieure sur les produits pétroliers, 6.000 millions.

Suppression de la détaxation sur le sucre exporté, 1.000 millions.

Prélèvement sur les disponibilités du fonds national de solidarité. 13.690 millions.

Total, 27.190 millions.

La présente note, complétée par deux annexes précisant ou justifiant nos observations, se décomposera en conséquence comme suit:

I. — Rappel des travaux du Conseil de la République en matière de fiscalité nationale et de fiscalité internationale comparée.
II. — Les impôts directs en France, Grande-Bretagne, Allemagne, U. S. A.
III. — Des facteurs de correction en matière de charges fiscales.
IV. — Conclusions.

I. — Les travaux du Conseil de la République en matière fiscale.

Depuis 1948, les commissions des finances et de la production industrielle du Conseil de la République se sont, à diverses occasions, penchées sur les incidences économiques de la fiscalité et en ont fait ressortir les possibilités aussi bien comme « frein » que comme « moteur ».

Rappelons pour mémoire, afin de bien faire ressortir qu'à une occasion ou à une autre, la plupart des aspects du problème ont été traités, plus ou moins, mais parfois indépendamment les uns des autres:

a) Le rapport de M. Poher, n° 325 du 29 avril 1948, sur la taxation de la plus-value du stock et la nécessité de différencier le taux de l'impôt selon certains critères économiques;

b) Les débats de mai et juin 1948 sur la politique de prix et à l'occasion de la discussion de la loi de finances de 1948, faisant ressortir l'importance de l'assiette et de ses aménagements sur le volume, la nature et le moyen de financement des investissements;

c) Le rapport pour avis de M. Delfortrie, n° 186-1952, sur la loi de finances de 1952, relatif à la politique fiscale en matière d'amortissements industriels, d'évaluation des stocks et d'industries extractives en France et à l'étranger;

d) L'avis n° 64-1952 de la commission de la production industrielle, sur le traité de communauté du charbon et de l'acier, comparant en détail les charges fiscales directes et indirectes frappant, dans les diverses nations signataires, les produits mis dans le marché commun;

e) Les tableaux figurant dans les rapports successifs de la commission de coordination et de contrôle chargée de suivre l'évolution de la communauté du charbon et de l'acier et précisant le poids des charges fiscales, notamment indirectes, dans les industries en cause et certaines industries annexes;

f) L'avis n° 143-1955 de la commission de la production industrielle, sur le Traité de Paris (Cf. l'annexe n° 11 relative à la capacité concurrentielle de l'industrie française) et dont toutes les données avaient été recoupées dans une série de rapports officiels et officieux;

g) L'avis n° 353-1956 de la commission des finances, sur le deuxième plan de modernisation et d'équipement, comportant une analyse des lourdeurs du système fiscal et rappelant les mesures en vain proposées par le commissariat général au plan.

h) L'avis n° 469-1956 de la commission des finances, sur le projet de loi instituant le fonds national de solidarité comportant un aperçu sur la contribution fiscale effective des diverses catégories sociales, compte tenu du cumul des impôts directs et indirects.

Ainsi, à côté des travaux des commissions Loriot, Tinbergen, Nathan, de la commission des comptes de la nation et des études de Maurice Laure, certains membres du Parlement se sont attachés, complétant en cela les études plus générales des rapporteurs généraux du budget, à réunir depuis longtemps les données essentielles permettant une discussion sérieuse, dépolitisée, dont devrait découler une réforme efficace, aussi bien du point de vue des recettes fiscales que de celui, essentiel, de l'expansion économique équilibrée.

Le lecteur trouvera en annexe les extraits essentiels de deux des études ci-dessus rappelées, savoir celle établie lors de l'avis sur le fonds de solidarité (annexe I) et celle complétant l'avis sur le Traité de Paris (annexe II).

Il en ressort deux observations liminaires:

La charge fiscale globale porte essentiellement sur les sociétés de capitaux, les cadres et les salariés, les chefs d'entreprises;

Les prix des produits industriels français incorporent dans l'ensemble une charge fiscale indirecte supérieure à celle des pays de la « Petite Europe ».

II. — Les impôts directs en France, Grande-Bretagne, Allemagne et U. S. A.

Il nous est apparu inutile de nous étendre une fois de plus, en raison des travaux précédents, sur les inconvénients économiques de la fiscalité indirecte française. Tout a été dit sur la taxe à la production et sur la taxe sur les transactions; par ailleurs, chacun connaît maintenant les avantages de l'imposition indirecte sur la « seule valeur ajoutée » par rapport aux méthodes d'imposition antérieure.

Enfin, chacun — s'il est objectif — se rend compte aujourd'hui de la faute lourde commise en infléchissant le mécanisme de la T. V. A. par la réduction arbitraire de son champ d'application.

Eût-elle été étendue à toutes les transactions, aussi bien dans l'agriculture que dans l'industriel, on eût pu arriver, après avoir fait entrer dans les mœurs le « Plan comptable professionnel » étendu ou réduit selon les caractéristiques de chaque activité et le concours d'experts-comptables assermentés, à connaître dans tous ses détails le circuit de distribution de chaque denrée et produit et à en réduire la longueur et le coût, afin de diminuer le taux de l'impôt indirect, du fait que rien n'y aurait échappé.

Il faudra bien, un jour ou l'autre — et le plus tôt sera le mieux — revenir sur ces exemptions à peine de faire de cette forme raisonnable de taxation un instrument aussi néfaste que les impôts indirects qui l'avaient précédé.

M. Maurice Laure a, sur ce point, fourni assez de données précises pour qu'il nous soit apparu inutile d'y revenir, encore qu'on ne relèvera jamais assez, comme il l'a fait lui-même, les graves répercussions sur l'impôt direct payé par les contribuables honnêtes de l'application faussée de l'impôt indirect.

Nous avons donc limité involontairement notre propos:

— à l'impôt direct sur les sociétés et les entreprises publiques, étant donné leur place croissante dans les économies nationales, entraînant par là-même cet accroissement corollaire de la part des salariés dans le revenu national;

— à la taxation résultante des personnes physiques, actionnaires ou obligataires.

A. — *L'impôt sur les sociétés.*

Nous examinerons successivement:

— les taux,
— les assiettes,
— les conditions de recouvrement,
— le cas particulier de l'impôt sur le capital et de la taxation des stocks.

1° Les taux de l'impôt frappant le « bénéfice taxable »:

France:

41,80 p. 100 sur les bénéfices, distribués ou non;
19,80 p. 100 à la charge des actionnaires sur le bénéfice distribué.

U. S. A.:

30 p. 100 jusqu'à 25.000 $;
52 p. 100 au-delà de 25.000 $.

Grande-Bretagne:

Taux variable sur les bénéfices non distribués qui atteint 3 p. 100 pour les bénéfices dépassant 12.000 £;

Sur les bénéfices distribués, taux variable atteignant 30 p. 100 au-dessus de 12.000 £.

42,50 p. 100 à la charge des actionnaires sur le bénéfice distribué payé à titre de précompte sur l'impôt direct des personnes physiques.

Allemagne:

30 p. 100 sur les bénéfices non distribués;
45 p. 100 sur les bénéfices distribués;
22,50 p. 100 sur les bénéfices des sociétés financières, distribués ou non;
25 p. 100 du montant des dividendes payés par la société lors de la distribution et à titre de précompte sur l'impôt général des actionnaires.

2° L'assiette de l'impôt:

Dans chacun des pays en cause, l'impôt d'Etat frappe le bénéfice de l'année précédente, calculé hors impôts d'Etat sur les bénéfices, mais après payement des impôts et taxes locales ou des droits frappant le capital.

Mais ces assiettes, en principe, analogues, sont réduites de façon différente.

France:

L'assiette de l'impôt couvre tous les revenus nets de l'exploitation, quelle qu'en soit l'origine.

La détermination du revenu net est soumise aux règles suivantes:

a) Amortissement:

Le décret 51-1308 du 8 mars 1951, commenté par la circulaire 2272 du 25 décembre 1951, autorise le doublement de la première annuité d'amortissement de la valeur des matériels de production, de transformation, de manutention et de transport dont la durée normale d'utilisation dépasse cinq ans, les annuités d'amortissement étant ainsi toutes égales entre elles, sauf la première. Par ailleurs, la loi du 11 avril 1954 a prévu, pour certains matériels, une déduction initiale égale à 10 p. 100 de leur montant, à titre d'amortissement exceptionnel:

— en matière minière et pétrolière, les entreprises ont le droit de défalquer de leurs bénéfices industriels une provision dite de reconstitution du gisement, d'un montant égal à 27,50 p. 100 du chiffre d'affaires dans le cas de pétrole et de 15 p. 100 dans le cas de minerais nommément désignés (excluant le fer et la bauxite) et ce, dans la limite de 50 p. 100, montant du B. I. C. avant provision;

— la sidérurgie et les houillères ont droit à des annuités d'amortissement variables, proportionnelles à leur chiffre d'affaires; il en est de même pour certaines exploitations minières dont le matériel est soumis à une usure rapide;

b) Revenus de participations financières:

L'article 216 du code général des impôts permet de ne décompter que pour 25 p. 100 seulement de leur montant les dividendes encaissés par une société du fait de ses participations, lorsque ces dernières dépassent 20 p. 100 du capital des sociétés dans lesquelles les participations sont prises, la proportion de 20 p. 100 pouvant être réduite à 5 p. 100 dans le cas de participations dans des sociétés minières.

Par ailleurs, les dividendes provenant de participations sont exonérés, au moment de leur distribution, de la taxe proportionnelle de 19,80 p. 100 afin d'éviter l'imposition en cascade, ce qui a pour effet d'alléger la charge fiscale imposée aux sociétés d'investissement et notamment celles créées pour financer la recherche pétrolière;

c) Déductions spéciales et mesures favorisant le réemploi de profits hors impôts:

— seules sont exonérables les donations à des œuvres d'intérêt général, dont la recherche scientifique, à concurrence de 1 p. 100 du chiffre d'affaires (article 11 de la loi n° 54-6817 du 14 août 1954);

— l'article 18 du décret n° 52-1952 du 13 février 1952 (*J. O.* du 14 février), permet la détaxation totale des bénéfices réinvestis dans certaines opérations d'équipement effectuées dans un département d'outre-mer.

Allemagne occidentale:

a) Amortissements:

Toutes les industries reconnues prioritaires par l'Etat peuvent pratiquer des amortissements exceptionnels qui, selon la conjoncture et la nature des investissements (équipements, mines, bâtiments, etc.) varient de 100 p. 100 dans l'année à 50 p. 100 sur deux ans (art. 36 de la loi d'aide à l'investissement, du 7 janvier 1952, faisant suite aux lois successives du 30 juin 1933 et 28 décembre 1950) dans la limite d'un plafond variable. En outre, l'amortissement est toujours dégressif, ce qui réduit sensiblement l'assiette de l'impôt des sociétés obligées de procéder à un réinvestissement constant (chapitre 35 des directives de l'impôt sur le revenu, année 1953). Les industries extractrices bénéficient en sus d'amortissements pour dépréciations exceptionnelles.

Enfin, les biens d'exploitation dont le prix n'a pas dépassé 600 D. M. chacun, sont amortissables dans l'année d'acquisition;

b) Revenus de participations:

Les dividendes reçus par une société mère de ses filiales (c'est-à-dire d'entreprises dont la société mère détient au moins 50 p. 100 du capital) sont exonérés de l'impôt sur les sociétés s'ils sont distribués immédiatement par la société mère et taxés au taux réduit de 15 p. 100 s'ils sont conservés par elle.

Les sociétés allemandes « emboîtées les unes dans les autres » sont taxées comme une entité unique, l'impôt frappant le résultat total du groupe; les bénéfices d'une société peuvent ainsi compenser les déficits d'une autre, à condition que la société mère détienne 75 p. 100 du capital de ses filiales, que la direction de ces entreprises soit commune, que leurs activités soient intégrées du point de vue économiques et que les actionnaires minoritaires soient protégés par la perception obligatoire d'une indemnité de compensation.

c) Déductions spéciales et mesures favorisant le réinvestissement hors taxes des profits:

Les pertes des exercices précédents sont défalcable dans la limite des cinq exercices précédents.

Les versements effectués à titre de dons à des institutions consacrées à la recherche scientifique sont déductibles dans la limite de 5 p. 100 du bénéfice et s'ajoutent ainsi aux dépenses faites par les entreprises à titre de frais généraux dans leur sein et pour le même objet.

Sont déductibles à concurrence de 25 p. 100 de leur montant, les prêts accordés sans intérêt pour la construction de logements.

Enfin, doit être retirée de l'assiette de l'impôt fédéral la charge représentée par l'impôt local et l'impôt d'aide à Berlin dont les taux respectifs sont de 4 à 8 p. 100 et de 3,75 p. 100.

Grande-Bretagne:

a) Amortissements:

Toutes les sommes investies en biens productifs bénéficient d'un amortissement dégressif dont les taux frappant la valeur résiduelle varient de 20 à 40 p. 100 suivant la nature de l'équipement (Income Tax Act de 1952). Certaines industries bénéficient en outre d'une déduction initiale (Income Tax Act 1952, section 279). Le dernier message du Chancelier de l'Echiquier du 17 avril 1956 en a, sans doute, réduit provisoirement la liste en raison des risques inflationnistes actuels, mais le principe en est demeuré acquis et appliqué à toutes les industries dites « de base »;

b) Revenus des participations:

La différence énorme des taux entre dividendes distribués et non distribués et les règles de déduction ci-après ont conduit les autorités britanniques — compte tenu de la non-superposition du même impôt sur les mêmes revenus — à ne pas prévoir de mesures spéciales.

c) Déductions spéciales et mesures favorisant le réinvestissement:

Le report « en avant » des pertes de l'exercice précédent est autorisé sans limitation de durée.

Les industries minières peuvent déduire de leurs profits tout le coût des recherches et travaux de forage et d'exploitation.

Les dépenses en capital en matière de recherche scientifique, autres que celles déductibles immédiatement, sont amortissables en cinq ans, soit par annuités égales, soit par annuités dégressives (Income Tax Action section 336).

Les dons et subventions à des organismes de recherche scientifique sont déductibles de l'assiette dans la limite de l'amortissement autorisé accéléré comme indiqué ci-dessus.

U. S. A.:

a) Amortissements:

L'amortissement normal défini au bulletin « F » de l'administration des finances prévoyant pour chaque type d'activité la durée normale d'utilisation, est assorti du droit automatique d'accélération sous le signe du « vieillissement technique ».

Cet amortissement peut s'effectuer à la demande de l'entreprise, soit par annuités constantes, soit par annuités dégressives (declining balance method) à un taux double de celui utilisé en cas d'amortissement constant.

En outre, les entreprises ressortisssant d'activités vitales pour le pays bénéficient d'autorisations d'amortissement accéléré d'une durée maximum de soixante mois (U. S. A. Internal Revenue Code, Sections 167 et 168).

Les industries minières sont autorisées à amortir leurs gisements en vue de constituer une provision dite « depletion allowance », calculée par rapport au chiffre d'affaires et sans plafond eu égard aux bénéfices, à raison de:

— 27,5 p. 100 pour le pétrole;
— 23 p. 100 pour l'uranium;
— 15 p. 100 pour les métaux non ferreux;
— 5 p. 100 pour le charbon (Internal Revenue Code, Sections 611 à 614).

Les frais de recherches techniques capitalisables sont tous amortissables, à la volonté de l'entreprise, soit d'un seul coup au titre de la « déduction intégrale », soit en soixante mois.

Les dépenses courantes de recherches faites dans l'entreprise ou pour son compte à l'extérieur, sont amorties comme des frais de l'exploitation.

b) Revenus de participations financières:

N'entrent pas dans les bénéfices taxables les revenus des obligations d'Etat ou de participations financières dans les proportions suivantes:

— 85 p. 100 pour les obligations et emprunts d'Etat et pour les titres émis par des entreprises privées;
— 61 p. 100 pour les titres émis par les entreprises de services publics.

c) Déductions spéciales et mesures générales au réinvestissement des profits.

Les pertes d'un exercice peuvent être reportées sur les exercices ultérieurs et sur les deux exercices antérieurs.

Sont exclues de l'assiette des B. I. C. les donations faites aux instituts de recherche dans la limite de 5 p. 100 desdits B. I. C.

Sont enfin déductibles de l'assiette: les impôts des Etats variant de 4 à 8 p. 100 du montant des B. I. C.

3° Les conditions de recouvrement de l'impôt:

L'impôt est acquitté par anticipation au cours d'un exercice en fonction des sommes payées l'année précédente, en France et en Allemagne, ce qui a pour effet d'alourdir la trésorerie dans une année de basse conjoncture succédant à une année de haute conjoncture au point de faire payer, tout au moins en France, un impôt supérieur au bénéfice de l'exercice en cours, au taux actuel de 41,80 p. 100, dans l'hypothèse où la baisse de bénéfice d'une année sur l'autre, compte tenu des autres taxes non indirectes, dépasse 45 p. 100 (cf. R. Bonnet, l'observation graphique, 5 mars 1956).

Aux U. S. A. — Le versement anticipé est dû par les seules entreprises importantes et dans la limite d'un versement avant la clôture de l'exercice égal à 10 p. 100 de l'impôt dû (Internal Revenue Code).

En Grande-Bretagne. — Le premier versement intervient neuf mois après la clôture de l'exercice. Par contre, la société doit verser par précompte, l'impôt de 45 p. 100 sur les revenus dus par les actionnaires au titre de leurs dividendes, ce qui constitue une charge de trésorerie limitée du fait qu'elle porte sur les seuls profits distribués, payés ainsi en deux fois, la part du fisc étant la première, celle de l'actionnaire, nette de tous autres impôts, sauf la surtaxe progressive, étant payée lors de la distribution.

4° Le cas particulier de la taxation des stocks et de l'impôt sur le capital.

a) Les stocks. — Nous ne serions pas revenus sur cette question si la taxation exceptionnelle toute récente des décotes accordées en matière de stocks ne donnait pas lieu à des préoccupations légitimes.

Rappelons donc brièvement la situation telle que l'avait fait ressortir le rapport de M. Delfortrie n° 186-CR-1952 (p. 33 à 58).

France. — Les plus-values comptables de stocks sont réincorporées à l'assiette des B. I. C. sous réserve de la décote découlant de l'application du décret du 8 mars 1951. Autrement dit, une entreprise en expansion risque de voir taxer l'accroissement de son stock-outil au cas où la valeur nominale globale de ses éléments n'a pas diminué plus que n'a crû la somme investie dans les stocks nouveaux nécessaires.

C'est pour éviter cette anomalie que la commission de la production industrielle a, en 1952, proposé qu'on déterminât par la loi, en s'appuyant sur le plan comptable rendu obligatoire, le stock-outil non taxable (p. 52 du rapport précité) et qu'ont introduisit dans la loi la notion de ce stock-outil.

Enfin, est prévue la provision pour fluctuation des cours figurant à un poste spécial du bilan, dans le cas de matières premières soumises à des variations importantes de prix (par exemple les métaux non ferreux).

U. S. A. — Sous réserve de variantes de détail (cas des grands organismes par exemple) où l'on applique à la valeur des marchandises en stock, au début de chaque exercice, un coefficient tenant compte de la variation du pouvoir d'achat du dollar d'un exercice à l'autre, les stocks sont inventoriés au prix de revient de chacun de ses éléments ou suivant la méthode dite de « dernier entré, premier sorti », permettant de déterminer, pour chaque entreprise, le volant non sujet à taxation pour plus-values, défalcation des pertes pour moins-values.

Grande-Bretagne. — Afin d'éviter la taxation de plus-values du stock-outil, deux solutions sont envisagées: ou bien il s'agit d'entreprises ressortissant d'activités ayant une longue tradition, et dans ce cas, une quantité donnée de matières premières est évaluée à un prix constant, comme un actif immobilisé, ou bien il s'agit d'activités neuves ou secondaires et, dans ce cas, la valeur du stock évalué au prix de revient est comparée au total des évaluations à leur valeur marchande et la plus faible des deux évaluations est retenue comme élément de comparaison avec l'évaluation de l'exercice précédent.

Allemagne. — En principe, les stocks doivent être évalués au prix de revient, mais pratiquement toutes les entreprises ont sous-évalué leurs stocks avec la tolérance de l'administration. Ainsi:

— la loi du 16 décembre 1954 a-t-elle institué un système général de « provisions pour hausse de cours » exonérées temporairement d'impôts auquel peuvent recourir les entreprises dont l'évaluation directe, à bas prix, des stocks serait contestée;

— l'évaluation du stock-outil peut se faire selon la méthode de la « valeur partielle », c'est-à-dire de la valeur du stock en raison de son utilité fonctionnelle et non pas sa valeur à l'état isolé.

b) L'impôt sur le capital. — Sauf aux U. S. A. et en Grande-Bretagne, où ils sont nuls, réserve faite au droit de circulation sur les titres, qui ne coûtent rien aux sociétés des droit frappent le capital en France et en Allemagne.

Leurs charges sont comparables — qu'il s'agisse en France de la patente ou de la contribution foncière, ou en Allemagne, de l'impôt communal ou de l'impôt d'Etat sur le capital et la fortune.

A titre d'éléments d'information, signalons cependant les faits suivans:

En Allemagne, l'impôt sur le capital est, théoriquement, de 4,35 p. 100, mais l'assiette est établie d'après l'actif net, réduit en fonction de coefficients variables suivant l'intérêt économique de l'industrie en cause. En fait, cet impôt a une incidence comparable à celle de la patente en France.

Aux U. S. A. la taxation porte seulement sur la plus-value du capital et pour la part cédée, frappée à concurrence de 50 p. 100 de la plus-value.

En Grande-Bretagne, les valeurs d'amortissement du bien cédé sont réintégrées dans le compte profits et pertes, sauf si elles sont réemployées.

B. — *L'impôt sur les personnes physiques.*

Sous réserve des réfactions sur le revenu réel, variables suivant leur origine (revenu du capital et revenu du travail), qui modifient assez sensiblement le montant de ce revenu soumis à la taxation, on peut, sur la même base d'imposition, estimer comme suit le montant de l'impôt payé par un contribuable marié, ayant trois enfants, compte tenu des abattements familiaux.

REVENU déclaré.	MONTANT DE L'IMPOT DANS LES PAYS CI-APRÈS			
	France. Taxe proportionnelle et surtaxe progressive.	Grande-Bretagne. Income Tax et surtaxe.	Allemagne. Impôt des personnes physiques.	Etats-Unis. Impôt des personnes physiques.
1.500.000	95.425 à 265.925	453.600	288.176	128.450
3.500.000	540.925 à 1.217.425	1.470.122	1.045.966	553.350
5.500.000	1.228.425 à 2.290.925	2.807.122	1.897.795	1.084.650
10.500.000	3.423.425 à 5.590.925	6.737.122	4.267.445	2.911.450

Ainsi on doit tenir compte dans cette comparaison de facteurs complémentaires:

1° Le contribuable américain peut:

D'une part, établir son revenu déclaré en défalquant de l'ensemble de ses revenus:

a) Certaines dépenses personnelles (frais médicaux et dentaires, dans la limite de 5 p. 100 du revenu, avec un plafond de 2.500 dollars — intérêts versés à des tiers, les impôts payés — les frais d'entretien des personnes à charge autres que les enfants);

b) Sa part de la « provision de reconstitution de gisement » s'il est commanditaire d'un exploitant minier ou pétrolier, et sa part de dépenses de prospection, dans la limite de 100.000 dollars par an;

c) Ses pertes éventuelles en capital et d'exploitation, avec possibilité de report d'une partie de celles-ci;

d) Les cotisations et dons aux entreprises charitables et aux fondations ou centres de recherche scientifique, dans la limite de 15 p. 100 du revenu;

e) Les dividendes reçus, dans la limite de 4 p. 100 du revenu;

D'autre part, bénéficier d'un taux réduit (25 p. 100) sur les produits de la cession ou de la concession de licence de ses brevets d'invention, afin de favoriser la recherche scientifique;

2° Le contribuable français peut déduire du revenu avant imposition, mais au seul titre de la surtaxe progressive:

a) Dans la limite de 10 p. 100 de son revenu et au-dessus d'un plafond, les primes d'assurance-vie;

b) Les revenus de l'emprunt 3 1/2 p. 100 1952;

c) 10 p. 100 de son revenu placé: en certificats d'investissements émis en vertu des décrets des 1er décembre 1953 et 1er décembre 1954;

d) Pour les seuls salariés, 10 p. 100 au titre des frais professionnels, le revenu imposable n'étant ensuite retenu que pour 85 p. 100 de son montant (réduction globale: 23,5 p. 100);

3° Le contribuable allemand peut déduire diverses cotisations versées à des groupements de capitaux pour des durées de sept à dix ans, l'impôt sur la péréquation des charges frappant le capital, les cotisations d'allocations familiales, tant en ce qui le concerne que ses ascendants et descendants, les pertes des exercices antérieurs, certaines dépenses d'investissements immobiliers.

4° Le contribuable anglais bénéficie des mêmes réfactions que les sociétés au titre du report des pertes, des amortissements exceptionnels de dépenses effectuées pour la recherche scientifique ou la recherche minière.

Une étude récente établie dans l'hypothèse d'une société distribuant 50 p. 100 de son bénéfice, après impôt, à des actionnaires différents, d'une catégorie de revenus donnée, identique en France, Allemagne, U. S. A et Grande-Bretagne, et assortie de l'analyse ci-dessus des législations fiscales comparées, fait ressortir, sans doute, que les prélèvements cumulés de la société et de ses actionnaires sont, dans une large mesure, comparables. Néanmoins, on ne peut se contenter de cette affirmation: en effet, les calculs établis se fondent sur l'équivalence du bénéfice net, sans qu'il soit tenu compte de son mode d'établissement. Et, à ce titre, on doit retenir les éléments d'appréciation essentiels ci-après qui modifient les bases de comparaison et réduisent considérablement l'assiette imposable en Allemagne, aux U. S. A. et en Grande-Bretagne, alors que ce n'est pas le cas en France; ainsi:

1° Le système fiscal américain se caractérise, d'une part par un encouragement marqué à certaines catégories d'investissements productifs, soit par le mécanisme de l'amortissement accéléré, soit par l'importance des réductions d'assiette, d'autre part, par la faible progressivité de l'impôt direct frappant le revenu;

2° Le système britannique favorise le réinvestissement des bénéfices sous l'effet d'un impôt direct supporté essentiellement par l'actionnaire, dont la contrepartie se trouve assurée par la plus-value de son capital;

3° Les amortissements dégressifs à taux élevé, ainsi que les déductions initiales réduisant considérablement, en Grande-Bretagne, en Allemagne et aux U. S. A., l'assiette de l'impôt des sociétés industrielles dont les dirigeants ont une politique d'investissements permanents, orientés dans la voie indiquée par la puissance politique;

4° Les reports de pertes en avant et en arrière, la confusion des comptes profits et pertes des sociétés « emboîtées », les réfactions en faveur de la recherche scientifique tendent encore à réduire l'assiette de l'impôt en Allemagne, en Grande-Bretagne et aux U. S. A.;

5° En France seulement s'interpose, entre l'impôt direct des sociétés et celui des actionnaires, un impôt supplémentaire de 19,80 p. 100 sur le montant des coupons.

III. — Les facteurs de correction.

1° Comparer les taux et les assiettes n'est pas suffisant. Il faut tenir compte aussi de la répartition de l'impôt. Il y a été fait allusion dans la première partie de l'exposé.

Mais il y a plus: l'impôt direct est payé en France par une minorité de contribuables dont les sociétés et les salariés des entreprises et de l'Etat, l'évasion fiscale, licite ou non, dégageant les autres catégories d'une large part de leurs obligations, si l'on en croit la commission des comptes de la nation.

Cela n'est pas sans inciter le Gouvernement à accroître les prélèvements sur les salaires et les sociétés, motif pris de leurs impossibilité d'échapper au prélèvement fiscal appliqué à peu près correctement à toutes leurs rémunérations et profits;

2° Les dévaluations successives, officielles ou officieuses, de la monnaie ont conduit à une hausse constante des taux de l'impôt que les entreprises cherchent à contrebattre en accroissant plutôt leurs prix qu'en investissant à des coûts toujours croissants;

3° La politique de blocage des prix a réduit les marges bénéficiaires dans les activités fondamentales (grandes industries: chimiques, sidérurgiques) et freine plus l'autofinancement que la distribution des dividendes;

4° L'interdiction faite aux entreprises nationalisées de pratiquer une politique de prix rationnelle, discriminatoire suivant la clientèle, les caractéristiques et le coût des services rendus, a réduit sensiblement, de 10 à 20 p. 100, suivant les estimations, la masse des bénéfices taxables, avant 1946, au titre des B. I. C., si l'on se réfère à la place de ces entreprises dans le produit industriel national; il en est résulté un accroissement relatif à due proportion des charges fiscales directes sur les autres entreprises;

5° Le déficit d'exploitation des entreprises nationalisées couvert par l'impôt ou l'impasse de trésorerie s'élève à plus de 180 milliards, dont environ 30 p. 100 représentent des transferts au profit de certaines catégories de contribuables;

6° Certaines catégories sociales reçoivent, au titre de prestations de tous ordres, des sommes parfois supérieures à leurs contributions fiscales directes, au point que, pour certaines, le bilan de leurs versements à la collectivité est négatif;

7° Le taux de l'impôt indirect accroît nettement, plus qu'à l'étranger, le coût des produits à l'échelon du consommateur final. Dès lors, à revenu identique, les dépenses du citoyen français pour l'achat des mêmes biens — indépendamment du fait que le circuit de distribution des biens et produits de consommation est plus lourd en France qu'ailleurs — sont supérieures de 15 à 20 p. 100 à celles de ses homologues étrangers dans les pays cités;

8° Les nombreuses réductions de taux — de fait ou de droit — dont bénéficient, au titre de l'impôt direct (sur les profits et les rémunérations), diverses catégories de contribuables (artisans, propriétaires de certains revenus, agriculteurs ou commerçants soumis au forfait) créent des distorsions pesant sur l'investissement;

9° Le volume croissant de dépenses budgétaires non productives que ne peut couvrir l'impôt aboutit à entretenir un déficit budgétaire trop élevé dont le financement par l'épargne se fait au détriment de l'investissement productif et de l'équilibre ultérieur;

10° La concentration verticale des grandes entreprises modifie considérablement le rapport apparent de la charge fiscale directe supportée par les sociétés. Ainsi, à ne prendre que la France et l'Allemagne dont, en apparence, les mécanismes sont assez voisins, réserve faite des mutations à l'investissement, que nous avons relevées, le rapport impôt direct-et-chiffre d'affaires donne les éléments bruts suivants:

$$\text{France (1953)} : \frac{\text{271 milliards de francs}}{16.900} = 1{,}61;$$

$$\text{Allemagne} : \frac{\text{2.971 M. ou D. M.}}{165.600.000.000} 1{,}85.$$

Mais, en fait, la dispersion des entreprises de distribution (gros, demi-gros et détail) et de production conduit en France à un gonflement abusif du chiffre d'affaires par rapport au produit national, gonflement qu'on ne saurait chiffrer à moins de 15 p. 100.

Ce fait, seul, rendrait le pourcentage allemand inférieur au nôtre.

A fortiori, quand le taux de l'impôt général en Allemagne passe de 60 p. 100 à 15 p. 100 et 30 p. 100, c'est-à-dire est réduit de plus du quart, dans ce cas, le chiffre de 1,85 tomberait à environ:

$$1{,}70 \times 0{,}80 = 1{,}35 \text{ pour la même année 1953.}$$

11° Enfin, à potentiel de production égale, les profits sont en général bien plus substantiels à l'étranger qu'en France: témoin les rapports annuels de la banque Lombard Odier à Genève.

IV. — Conclusions.

I. — Si du point de vue du taux, on ne peut prétendre que les sociétés françaises soient plus durement frappées que les sociétés étrangères, il faut reconnaître:

1° Que la charge imposée aux sociétés françaises est, en fait, plus lourde qu'à l'étranger;

2° Que la politique française est bien plus orientée vers la recherche de recettes budgétaires croissantes et le moyen de financer des transferts trop souvent inflationnistes et presque tous nuisibles à l'investissement productif que vers l'incitation à l'expansion, au plein emploi des hommes, des capitaux et de l'outil de production, à la réduction des prix de revient, à l'augmentation de la productivité et de celle, corollaire, des rémunérations.

N'ayant aucun fondement économique, indifférente aux impératifs mouvants de la conjoncture internationale et aux conséquences des révolutions historiques récentes: Leningrad 1917, l'énergie atomique, la conférence de Bandoeng, frappée d'un juridisme étroit et stérile, conçue dans la volontaire ignorance de la comptabilité nationale, la fiscalité directe française a une assiette qui se réduit d'année en année (cf. annexe I) en alourdissant en proportion la charge de la minorité taxée, poussant ainsi les cadres vers les extrêmes.

3° Que pour des raisons difficilement explicables — si ce n'est l'ignorance ou la volonté de détruire pour reconstruire sur les décombres — la société anonyme, surtout puissante, a mauvaise presse: dans un temps où chaque nation industrialisée développe à l'échelle nationale les trusts, publics ou privés, pour se libérer des pressions étrangères, quitte à en mieux contrôler l'action et cela, quel que soit le régime politique, la France garde le culte du « petit » pour ne pas dire du « raté » en lui assimilant à tort la République.

C'est là un frein décisif à l'expansion, à la recherche, à la création de nouveaux produits et de nouveaux débouchés.

Dans un temps où la France éprouve tant de difficultés et où toutes les données de sa politique métropolitaine et outre-mer sont changées, toute charge nouvelle imposée à la « production » lui interdit les immenses investissements métropolitains découlant de l'urgente reconversion agricole et industrielle sans lesquels elle perdra toute influence et passera très vite dans le clain des nations sous-développées, si ce n'est asservies.

II. — Sur un autre plan, le fait de taxer lourdement les revenus afférents au travail a pour effet d'inciter à la spéculation sur les titres cotés en Bourse afin d'assurer aux plus adroits des revenus échappant à toute taxation. Sans doute ne s'agit-il là que d'opérations accidentelles réservées à une catégorie relativement peu importante de contribuables et favorisant dans une certaine mesure le développement d'un marché financier: mais le moins qu'on puisse en dire c'est qu'il existe une antinomie regrettable entre le sain principe du développement de l'épargne, fruit du travail, et nécessaire aux investissements neufs et des habitudes largement périmées, tendant à préférer les profits d'opérations accessoires à ceux de l'activité principale.

III. — Une fiscalité directe devenue très lourde parce que mal appliquée tend à développer les frais généraux et les dépenses somptuaires qui échappent à l'impôt et dans une large mesure poussent à la hausse du prix et du service, alors qu'elle devrait favoriser l'épargne d'investissement en général et celle nécessaire à la recherche technique en particulier.

Pour ces diverses raisons, ce serait commettre une mauvaise action que de différer davantage une révision profonde de nos conceptions partisanes de la fiscalité directe. Il convient, sans attendre, d'en faire un moteur de l'économie et non plus de leur laisser jouer le seul rôle du frein.

Les suggestions ne manquent pas. La commission des finances en a déjà faites. M. Maurice Lauré, dans un excellent ouvrage intitulé « Traité de politique fiscale », vient d'en proposer d'autres.

Qu'attend-on pour en tirer profit au bénéfice de la nation ?

ANNEXE I

Aperçus sur la contribution fiscale des diverses catégories sociales.

Les renseignements contenus dans les rapports sur les comptes de la nation permettent de dresser, moyennant certaines conventions, l'état des ressources des diverses catégories sociales ainsi que celui des prélèvements fiscaux auxquels elles sont assujetties.

Les théoriciens de la comptabilité nationale répartissent en effet l'ensemble de la population française en un certain nombre d'unités élémentaires, les ménages. Un ménage est un ensemble de personnes qui mettent leurs ressources en commun et vivent habituellement dans la même habitation. Ces ménages sont eux-mêmes regroupés selon la catégorie socio-professionnelle de leur chef, ce qui conduit à distinguer:

— les ménages d'exploitants agricoles (propriétaires, exploitants, métayers, fermiers);
— les ménages d'autres chefs d'entreprises (artisans, industriels, commerçants, professions libérales);
— les ménages de salariés (y compris les salariés agricoles);
— les ménages de propriétaires (individus dont les ressources sont constituées en majeure partie par des revenus fonciers, immobiliers ou de portefeuille);
— les personnes non actives (retraités, étudiants, membres du clergé, inaptes au travail);
— les autres ménages (groupe qui renferme la population des institutions — soldats du contingent, militaires encasernés, membres des communautés religieuses — et les non nationaux — frontaliers, travailleurs temporaires).

Les quatre dernières catégories sont, en général, regroupées dans une seule catégorie « autres personnes ».

a) Ressources des divers groupes socio-professionnels:

Ces ressources peuvent correspondre aussi bien au revenu brut de l'exploitation d'une entreprise qu'à un salaire, à des dividendes, intérêts, prestations sociales, assistance en nature ou en espèces, dommages de guerre.

En sont exclues cependant les sommes provenant d'emprunts ou de liquidation d'éléments d'actif;

b) Prélèvement fiscal:

Les ménages supportent deux sortes d'impôts, les impôts directs et les impôts indirects

Le montant des impôts directs et des cotisations sociales personnelles (part de l'employé), versés par les différents groupes fait apparaître à l'évidence la faiblesse de la contribution des exploitants agricoles, puisque ces deux genres de prélèvements ne représentent que 1 p. 100 environ des ressources des ménages d'exploitants agricoles contre 4,8 p. 100 pour les ménages des autres chefs d'entreprises et 7 p. 100 pour les salariés. Ces pourcentages prennent d'ailleurs un nouveau relief si l'on considère que les ressources moyennes d'un salarié sont à peu près égales à celles d'un exploitant agricole, moitié moindres que celles d'un entrepreneur.

Les salariés sont ainsi, et de loin, les plus lourdement atteints, pris *in globo* comme groupe socio-professionnel, par les prélèvements fiscaux et parafiscaux directs.

Il est d'ailleurs possible de pousser davantage l'analyse. Si l'on range les ménages de salariés selon l'importance croissante des ressources dont ils disposent en quatre classes A, B, C, D, le prélèvement fiscal et social direct va alors de 5,1 p. 100 pour la catégorie A à plus de 9,9 p. 100 pour la catégorie D. L'étude du prélèvement fiscal direct pour les grands sous-groupes de la catégorie « autres chefs d'entreprises » (industriels, commerçants, professions libérales) fait apparaître une dispersion moindre des pourcentages sociaux et fiscaux.

Il serait d'ailleurs inexact de penser que ces chiffres reflètent la charge fiscale réelle puisque les prélèvements dont il vient d'être question ne comportent que des impôts directs et la fraction des cotisations sociales versées par les ménages. Les ménages, par le canal des achats auxquels ils procèdent, supportent en effet les impôts, taxes et cotisations sociales (part de l'employeur) que les producteurs ont légalement incorporés dans le prix et qui constituent la majeure partie des prélèvements fiscaux.

Il est évidemment très délicat d'évaluer la charge que font peser les impôts indirects sur les ressources des ménages. Les chiffres qui figurent à la ligne 5 sont basés sur l'hypothèse, évidemment très grossière, de la proportionnalité entre le montant des impôts indirects et des cotisations de sécurité sociale (part de l'employeur) et le montant des achats de biens de consommation et services par les différents groupes socio-professionnels. On est ainsi amené à déduire des chiffres de consommation tels qu'ils apparaissent dans le rapport sur les comptes de la nation, la valeur de l'auto-consommation étant assez importante en agriculture.

L'image du prélèvement fiscal total auquel on arrive alors est quelque peu différente de celle qui apparaissait, compte tenu des seuls prélèvements directs. Les salariés restent en tête de liste avec un prélèvement fiscal supérieur au tiers de leurs ressources, mais les écarts entre les diverses catégories sont moindres.

Mais pour être complet, il convient de tenir compte à l'inverse du fait que les différents groupes socio-professionnels ne sont pas uniquement des contribuables; ils bénéficient aussi de prestations de la part de l'administration. Dans certains cas, ces prestations sont individualisées; il en est ainsi de toutes les subventions, prestations sociales en espèces, versements de dommages de guerre, etc. Dans d'autres, les prestations ont un caractère diffus (enseignement, entretien des routes, maintien de l'ordre, protection, etc.). Nous ne les retiendrons pas.

Il est possible alors de déduire du prélèvement fiscal le montant des prestations reçues de l'administration, en se limitant aux prestations individualisées

La différence entres les prélèvements fiscaux et les prestations individualisées peut être qualifiée de charge fiscale nette.

Le classement des différents groupes socio-professionnels, sous l'angle de la charge fiscale nette, dès lors se trouve profondément modifié. Pour les « autres personnes », la charge fiscale est négative, c'est-à-dire qu'elles reçoivent beaucoup plus de l'administration qu'elles ne versent à cette dernière.

La catégorie qui paraît la plus imposée est celle dite des autres chefs d'entreprises (commerçants, industriels, artisans, professions libérales).

L'écart entre agriculteurs et salariés diminue.

Ceci dit, on ne peut se contenter de ce redressement sommaire, global, de la charge fiscale et sociale, pour en tirer une conclusion inverse de celle qui découle du seul examen des prélèvements fiscaux directs.

En effet:

a) Les chiffres font ressortir que, par unité de consommation, les ressources moyennes du chef d'entreprise (qui commence à l'artisan et au petit commerçant travaillant seul avec un membre de sa famille) sont presque double des ressources moyennes du salarié ou de l'agriculteur.

Un prélèvement de même pourcentage est dès lors bien moins lourd pour le chef d'entreprise que pour le salarié ou le cultivateur;

b) Les chefs d'entreprise peuvent inclure dans leurs dépenses professionnelles — sur lesquelles sont calculées leurs ressources — bien des dépenses personnelles; autrement dit, leurs ressources réelles sont certainement assez nettement supérieures.

Les sociétés constituent un groupe très particulier qu'il est assez arbitraire de mettre en parallèle avec les ménages. Les chiffres de bénéfices et de prélèvement fiscal direct ne figurent donc qu'à titre accessoire dans la présente note. On notera cependant la différence sensible d'imposition entre les sociétés par actions et les autres sociétés, due sans doute aux mêmes raisons que celles prévalant pour les entreprises personnelles.

Conclusions.

Quelles conclusions peut-on tirer de cette analyse sommaire du prélèvement fiscal? Une constatation s'impose, quelle que soit la notion du prélèvement fiscal qu'on adopte et quelles que soient les réserves auxquelles la méthode employée puisse donner lieu: c'est que les salariés constituent la catégorie sociale la plus imposée et ont, en tout cas, la moindre défense possible contre la pression fiscale.

On peut d'ailleurs, dans le but de faire ressortir l'ampleur du déséquilibre du système fiscal actuel, calculer les ressources qui permettraient de dégager un alignement, sur la catégorie de salariés la plus frappée, du prélèvement fiscal imposé aux autres catégories de contribuables.

Le résultat de ces calculs est consigné dans le tableau ci-après établi:

Ressources supplémentaires que procurerait un alignement de tous les contribuables sur les salariés.

CATÉGORIES DE CONTRIBUABLES (1)	PRÉLÈVEMENT fiscal actuel	SOMMES produites par un ajustement de toutes les catégories sur les salariés.
	(*en pourcentage*).	(*En milliards de francs.*)
Salariés : A.....	36,1	»
Salariés : B.....	35,1	27
Salariés : C.....	34,5	18
Autres chefs d'entreprises: B.....	33,5	9
Autres chefs d'entreprises: A.....	33,5	1,5
Autres chefs d'entreprises: C.....	30,4	60
Salariés : D.....	30,3	24
Autres chefs d'entreprises: D.....	26,1	108
Agriculteurs : A.....	24,6	39
Agriculteurs : B.....	23,4	72
Agriculteurs : C.....	22,2	56
Agriculteurs : D.....	20,8	70
Total	»	484,5

(1) A = moins de 230.000 F de ressources par unité de consommation.

B = ressources par unité de consommation comprises entre 230.000 F et 400.000 F.

C = ressources par unité de consommation comprises entre 400.000 F et 600.000 F.

D = plus de 600.000 F de ressources par unité de consommation.

S'il n'est pas possible, évidemment, de réaliser un tel alignement, on doit toutefois se demander si une modification de la fiscalité ne devrait pas — par une réduction de l'impôt indirect et des charges sociales incorporées dans le prix, compensée par un accroissement de l'assiette fiscale directe et de l'instauration d'un plan comptable professionnel obligatoire — permettre un ajustement de la charge de chacun en fonction de sa puissance contributive.

Cela dit, les calculs ci-dessus permettent toutefois de dégager les impératifs auxquels doit se plier une sélection des moyens pratiques de financement du fonds de retraite vieillesse qui tiennent même compte de la situation actuelle:

a) Les méthodes de financement qui font appel à l'impôt indirect doivent être systématiquement exclues;

b) Les salariés constituent la dernière des catégories socio-professionnelles à laquelle il faudrait demander une contribution supplémentaire, sous quelque forme que ce soit;

c) Il semble préférable de faire porter un poids raisonnable nouveau du prélèvement demandé sur les exploitants agricoles et aux autres chefs d'entreprises, à la fois sur leurs cotisations sociales personnelles et sur les impôts directs proprement dits, notamment par une extension de l'assiette.

ANNEXE II

Comparaison des charges fiscales grevant les prix de revient.

Nous avons classé les charges fiscales en trois catégories traditionnelles: impôts sur le patrimoine, impôts sur les revenus ou les profits, impôts sur la dépense.

a) *Impôts et taxes frappant le patrimoine.*

Il s'agit de la patente, de la taxe des biens de mainmorte, de l'impôt foncier, des droits d'enregistrement, des centimes additionnels à la contribution foncière et à la cote mobilière.

Dans l'ensemble, ces impôts ont une faible répercussion sur les prix; en moyenne, aux environs de 1 p. 100, sauf en Allemagne occidentale, où une loi récente a créé un impôt particulier sur le patrimoine, s'ajoutant à l'impôt de 1 p. 10.000 sur la totalité du capital, dont le payement effectif représenterait, d'après l'étude faite par le Bureau des statistiques et d'études financières du ministère des finances, environ 3,9 p. 100 du capital investi.

b) *Impôts frappant les bénéfices et les dividendes.*

En principe, ces impôts ne devraient avoir aucune répercussion sur les prix, si ce n'est au titre de la part d'amortissement autorisée.

L'expérience a prouvé qu'il n'en est pas toujours ainsi.

Rappelons seulement, au passage, qu'aux taux actuellement en vigueur l'industrie française est la plus lourdement taxée, à ce titre, du fait de la réintégration dans les bénéfices d'un exercice des impôts directs payés au cours de l'exercice précédent et de règles d'amortissements généralement défavorables.

c) *Impôts sur la dépense.*

Ils sont de types très divers:

— impôt frappant une fois et à des taux déterminés les produits au stade de la vente en gros. C'est le cas de la Grande-Bretagne ou de la Hollande pour partie. En Grande-Bretagne, le taux est nul pour les produits d'utilité économique générale (c'est le cas de tous les biens d'investissement productifs, les navires, les fournitures à l'Etat), de 33 p. 100, 66 p. 100, 100 p. 100 pour les produits de luxe.

En France, cet impôt est applicable à des taux particulièrement réduits, sous l'appellation de taxe unique, aux principaux produits alimentaires et en général agricoles, sauf transformation aux fins industrielles; un taux particulièrement élevé est, en outre, applicable à divers produits, tels que les produits de raffinage du pétrole et les alcools;

— impôt perçu à chaque opération commerciale, à taux fixe, sous réserve d'exonération totale ou partielle, pour des produits ou services d'intérêt général (produits alimentaires, énergie, transport). Les taux sont de 3 p. 100 en Italie, 4 p. 100 en Allemagne, 4,5 p. 100 en Belgique, de 1 p. 100 en France au titre des seules transactions. La longueur du circuit de distribution joue donc un rôle dans la répercussion de la taxe sur l'utilisateur final;

— impôt unique à la production, limité aux biens industriels, déductible pour certaines catégories de produits. C'est le cas de la France, où a été introduit, fin avril 1954, le système de la « taxe sur la valeur ajoutée », au taux de 16,85 p. 100 et de 7,50 p. 100 suivant les produits.

d) *Impôts et taxes diverses supplémentaires perçues sur les divers éléments d'une fabrication.*

Il s'agit essentiellement des impôts sur les salaires et sur certaines services, tels que courtages, agios, opérations de bourse, assurances, prestations diverses. Leur incidence est dans l'ensemble faible, sauf en France, au titre de l'impôt sur les salaires, où elle représente plus de 5 p. 100 de ceux-ci, non compris la taxe patronale de 1 p. 100 en faveur de la construction.

e) *Répercussion sur les prix de ces charges fiscales.*

D'après les calculs de M. Lauré, présentés dans le rapport du congrès de droit fiscal en septembre 1953, la charge fiscale indirecte moyenne est de:

— 29 p. 100 en France (sauf rares exceptions);
— 10 p. 100 en Allemagne;
— 10 p. 100 en Belgique;
— 10 p. 100 aux Pays-Bas;
— 7 p. 100 en Italie;
— 5 p. 100 au Luxembourg;
— 0 p. 100 en Grande-Bretagne.

La commission Tinbergen, siégeant à la Communauté charbon-acier, avait, en 1953, relevé des chiffres comparables.

Un tableau a été établi par les services du ministère des finances dans les deux hypothèses suivantes:

Hypothèse A, favorable: bénéfice égal à 3 p. 100 du chiffre d'affaires, dont 50 p. 100 sont distribués et 50 p. 100 mis en réserve; chiffre d'affaires annuel égal à trois fois le capital investi, nombre de stades commerciaux avant distribution du produit fini quatre, pourcentage d'achats extérieurs égal à 33 p. 100 à tous les stades.

Hypothèse B, défavorable: bénéfice réparti comme ci-dessus égal à 6 p. 100 du chiffre d'affaires ou à une fois le capital investi — nombre d'opérations commerciales trois, pourcentage d'achats extérieurs 66 p. 100 à tous les stades — impôts sur le patrimoine jouant à plein.

Dans l'hypothèse A, les taxes indirectes portent donc sur un chiffre d'affaires de: 100+33+11+4 = 148.

Dans la seconde, sur: 100+66+44 = 210.

Ainsi qu'on le verra par le tableau ci-dessous établi avant l'institution de la T. V. A. (taxe sur la valeur ajoutée) et de la réduction des impôts directs en Allemagne, ou encore par son adaptation, après adoption par la France de la T. V. A. et réduction du taux du B. I. C. par l'Allemagne, la charge fiscale incorporée est nettement plus lourde que dans les autres pays d'Europe.

En bref, pour les produits industriels, on peut estimer, selon le mode de calcul, les surcharges françaises moyennes, dues à l'intervention des impôts et taxes estimées porter à plein sur le prix de revient, à:

— 8 p. 100 du prix par rapport à l'Allemagne;
— 10 p. 100 du prix par rapport à la Belgique;
— 9 p. 100 du prix par rapport aux Pays-Bas;
— 14 p. 100 du prix par rapport à l'Italie;
— 20 p. 100 du prix par rapport à la Grande-Bretagne.

VOLUME VI

Services militaires.

EXPOSE D'ENSEMBLE DE M. ANDRE BOUTEMY

Les crédits militaires normaux demandés pour l'exercice 1957 s'élèvent à 1.001 milliards.

Cette somme est destinée à couvrir toutes les dépenses militaires, sauf celles qui résulteront des événements exceptionnels d'Afrique du Nord.

Les crédits normaux de 1956 se sont montés à 925 milliards.

Mais la simple reconduction du budget de 1956 sur 1957 aurait entraîné automatiquement une augmentation de 105 milliards, par application des engagements pris en matière de fonctionnement et d'équipement.

D'autre part, les 1.001 milliards de 1957 comprennent 44 milliards au titre des hausses de salaires et d'une indemnité compensatrice de réduction de tarifs sur la S. N. C. F. La somme correspondante de 1956, forte de 38 milliards, n'était pas inscrite dans les fascicules militaires de cet exercice.

Finalement, le passage d'un exercice à l'autre se traduit par le rapprochement des chiffres suivants:

1956: 925 + 105 = 1.030 milliards;

1957: 1.001 — 44 = 957 milliards.

Pour limiter les dépenses normales militaires de 1957 à 1.001 milliards, le Gouvernement a dû pratiquer 1.030 — 957 = 73 milliards d'abattements sur le volume de dépenses qu'aurait représenté la simple reconduction du budget de 1956.

Des discussions très serrées ont eu lieu à ce sujet entre le ministère des finances et le ministère de la défense nationale. Finalement, les économies ont porté, pour 23 milliards, sur le fonctionnement des armes et services et, à concurrence de 50 milliards, sur l'équipement. Il est certes possible que des actions de ce genre aient des effets salutaires en matière d'entretien, en conduisant les services à des aménagements internes tendant à accroître le rendement des crédits. Mais, pour ce qui est des fabrications, on en revient toujours à annuler ou à retarder des réalisations, ce qui aboutit à freiner le développement du potentiel opérationnel d'ensemble de nos forces armées sur le plan européen.

Cette observation est importante, car elle ne peut pas résulter de la seule consultation des tableaux comparatifs donnés par le projet de budget, tableaux dont le résumé se présente ainsi:

	CRÉDITS 1956	CRÉDITS 1957
	(En milliards de francs.)	
Section commune	111,1	157
Section air	267	286,3
Section guerre (y compris F. T. E. O.)	322,4	367,9
Section marine	172,8	188,6
France d'outre-mer	51,8	61,2
Totaux	925,1	1.001

Une analyse détaillée des motifs d'augmentation et de diminution est nécessaire, avant d'arriver à la constatation que l'accroissement d'ensemble est en réalité fictif

Considérons tout particulièrement la section commune. La comparaison des chiffres 1956 et 1957 fait ressortir une augmentation de 46 milliards, tandis que l'examen des causes évolutives permet de déceler trois accroissements fictifs importants qui dépassent largement cette somme:

— 31 milliards au titre des augmentations de rémunérations;
— 10 milliards de transfert en provenance du budget des travaux publics;
— 5 milliards de transfert en provenance de la section « Guerre » de la dotation provisionnelle pour l'entretien des services français en Allemagne.

Si on prend soin de ne pas faire état de ces opérations purement comptables, on constate qu'en fait on a procédé essentiellement:

a) En matière de fonctionnement, à des aménagements visant à compenser quelques augmentations de dépenses d'entretien obligatoires par des compressions réparties sur presque toutes les activités;

b) A un abattement important dans le domaine des réalisations matérielles, en ralentissant les fabrications en cours (13,5 milliards).

Pour les autres sections (air, guerre, marine, France d'outre-mer), les fluctuations fictives par rapport à 1956 sont moins importantes.

L'évolution du budget militaire normal de 1956 à 1957 se traduit donc, en réalité, par une compression de 73 milliards obtenue dans les conditions suivantes:

1° Fonctionnement: 17 milliards.

L'économie de 17 milliards porte:

— à concurrence de 6,5 milliards sur les dépenses d'entretien du personnel militaire, cette somme correspondant à l'entretien des 15.000 hommes transférés à l'armée marocaine;
— 8 milliards sont abattus sur la somme que l'on jugeait initialement nécessaire pour couvrir les dépenses de nos forces stationnées en Allemagne, en remplacement de la contribution allemande;
— enfin, 2,5 milliards proviennent de compressions diverses effectuées sur l'ensemble des postes d'entretien;

2° Les 6 milliards d'abattement sur les crédits d'Extrême-Orient sont la conséquence de la réduction de nos forces en Indochine. Actuellement la situation des effectifs en Indochine, y compris les missions militaires, est la suivante:

Armée de terre, 4.023 hommes;
Armée de l'air, 1.860 hommes;
Marine, 321 hommes.
Total, 6.114 hommes.

Ce total sera ramené, en cours d'année 1957, à 2.900;

3° En ce qui concerne l'équipement, l'échéancier 1957 des réalisations en cours, dans le cadre du plan dressé il y a dix-huit mois, n'est pas respecté: on procède à un ralentissement qui se traduit par un abattement de 50 milliards de crédits. Par contre, des réalisations nouvelles sont introduites, si bien que le volume des crédits de payement de 1957 se trouve néanmoins supérieur à celui de 1956.

Ainsi le plan d'équipement de 1955, qui n'était déjà considéré par le ministre de l'époque que comme un extrême minimum admissible, voit son exécution étalée. Les réalisations qui y étaient prévues sont remplacées par d'autres en liaison avec les besoins d'Afrique du Nord. Telle est l'influence directe des rebellions d'Afrique sur la défense occidentale.

On note par ailleurs que le projet fait état, dans l'appréciation du potentiel financier mis à la disposition des services industriels pour 1957, des reports de crédits de 1956 sur 1957. Il paraît discutable de prendre cet élément en considération. C'est là, en général, un phénomène permanent d'origine technique plus qu'administrative ou financière, sur lequel on a peu d'action, à moins que l'on se trouve exceptionnellement, pour telle ou telle opération, devant un retard imprévisible ou de cause bien déterminée, ce qui est peut-être, d'ailleurs, le cas actuellement.

En effet, le montant des reports de 1955 sur 1956 a été de 95 milliards. Les services prévoient déjà que les reports de 1956 sur 1957 seront du même ordre de grandeur, ce qui correspond à peu près au quart des crédits annuels d'équipement. C'est une somme relativement énorme, que des considérations techniques ne suffisent sans doute pas à justifier. Il conviendra que M. le ministre de la défense nationale remédie rapidement à la situation, faute de quoi on retrouvera une masse analogue de crédits inemployés en fin 1957.

Dans l'ensemble, et sous cette réserve, on pense que le potentiel actuel des formes armées sera simplement maintenu au niveau modeste qu'il avait atteint en 1955. C'est l'objectif, à la vérité peu ambitieux, que se propose le Gouvernement.

Aux crédits normaux que nous examinons s'ajouteront, par collectif, des suppléments concernant l'Afrique du Nord, à concurrence, pense-t-on, de 310 à 360 milliards annuels. Si ce supplément avait été inclus dans le budget normal, on en aurait déduit que l'effort normal à fournir, en matière de défense nationale, se situe, dans l'esprit du Gouvernement, entre 9 et 10 p. 100 du revenu national, celui-ci étant évalué pour l'année prochaine à 14.100 milliards.

Ce comportement aurait traduit un effort de croisière acceptable.

Mais quelles sont les considérations techniques qui ont pu conduire le Gouvernement à adopter la procédure qui consiste à extraire du budget militaire les dépenses d'Afrique du Nord ? On ne peut trouver qu'une explication à ce comportement: le désir de présenter une balance artificielle des comptes, rendant nécessaire la création de ressources nouvelles tout en limitant, en écriture, le déséquilibre budgétaire, d'année en année plus inquiétant.

Votre rapporteur ne peut que faire les plus extrêmes réserves sur la portée des documents budgétaires établis dans ces conditions. En fait le Parlement se penche sur une partie seulement du budget militaire dont, au surplus, l'établissement n'a pu être que très imprécis.

De récents événements ont montré que le système de défense de nos intérêts nationaux n'est pas adapté aux besoins. C'est là d'ailleurs une remarque que n'ont cessé de présenter les rapporteurs, qu'ils appartiennent aux commissions des finances ou aux commissions de défense nationale, depuis que se sont déclenchées les opérations d'Indochine.

Alors que nos adversaires éventuels ne cessent, ici et là, de dresser contre nous les populations dont nous dirigeons l'émancipation, nous n'avons pas encore sous la main une force autonome susceptible d'intervenir rapidement pour montrer aux intéressés que nous sommes prêts à les défendre et éviter, par là même, des suites sanglantes.

Pour réaliser les effectifs nécessaires à la pacification de l'Algérie, il a fallu découvrir notre frontière métropolitaine où s'accumule désormais du matériel inerte et dont l'entretien est tout juste assuré.

Pour agir sur le canal de Suez, il a fallu procéder pendant deux mois à des prélèvements en Algérie et en Allemagne.

Ce sont là des procédés qui ne cadrent pas avec la place que la France entend encore tenir dans le monde.

Une récente mission auprès des forces françaises d'Allemagne a permis à votre rapporteur d'apprécier sur place, tant dans les corps de troupe que dans les établissements et services, l'allant et la conscience professionnelle de nos cadres, autant que l'excellent esprit des hommes, y compris les rappelés. Dans les présentations et les exposés qui ont été faits apparaissent au premier plan la notion de rendement. Certaines réalisations, telles que les centres d'instruction de divisions blindée ou du matériel, font état des notions les plus modernes sur l'organisation des entreprises et du travail. L'armée n'est plus, comme certains le croient encore, à la remorque du progrès. Les crédits que nous lui votons sont employés par elle de façon efficace.

Cependant, les mêmes événements qui ont mis en lumière, à l'occasion du Moyen-Orient, le faible niveau de notre potentiel instantané, ont permis de déceler la précarité de l'état de paix actuel. Derrière les longues discussions de l'O. N. U. et à peine voilées par elles, seules les armes ont compté. Il convient de regarder en face la situation du monde, et il appartient à votre rapporteur de signaler que le budget qui nous est soumis ne fait pas apparaître l'effort de réorganisation qui serait indispensable dans une telle conjoncture.

L'examen des crédits (en milliards de francs) par grandes masses donne la répartition suivante par armée pour chacune des années 1956 et 1957, la section commune étant exclue:

Armée de l'air: 1956, 267; 1957, 286,3.

Armée de terre (y compris F. T. E. O. et France d'outre-mer): 1956, 374,2; 1957, 369,1.

Marine: 1956, 172,8; 1957, 188,6.

Au vu de ces chiffres on pourrait dire:

— que l'armée de l'air est particulièrement en extension;

— tandis que l'armée de mer se contracte.

Mais nous savons que nous n'avons là qu'une partie du budget, toutes les dépenses d'Afrique du Nord restant à couvrir ultérieurement.

La même incertitude pèse sur une comparaison que l'on ferait au sujet des crédits de fonctionnement par rapport aux crédits d'équipement.

Amélioration d'une année à l'autre du pourcentage des crédits d'équipement par rapport à ceux de fonctionnement;

Tendance intéressante de l'armée de terre à restreindre ses dépenses de fonctionnement pour permettre un certain accroissement de ses réalisations.

Mais ces constatations resteront-elles valables au fur et à mesure que s'ajouteront les crédits exceptionnels d'Afrique du Nord ?

Il est bien certain, en tout cas, qu'en ce qui concerne l'armée de terre, la tendance constatée sera infirmée car cette armée agit avant tout, en Algérie, par ses effectifs.

Ainsi se trouve-t-on dans l'impossibilité de porter une appréciation d'ensemble, sous quelque angle que ce soit, sur le budget militaire qui nous est présenté par le seul examen des chiffres, en raison même du fait qu'il est un budget partiel.

On aurait cependant pu, semble-t-il, fixer de façon définitive les dépenses de fonctionnement, celles-ci étant liées aux effectifs ainsi qu'à la vie courante des unités, puisque le volume des effectifs nécessaires en Algérie pendant encore plusieurs années a été chiffré par le Gouvernement. La seule incertitude aurait porté sur les dépenses directement fonction du nombre et de l'ampleur des opérations éventuelles dont le financement aurait fait l'objet, en fin d'exercice, d'un collectif relativement connu.

Faute de trouver dans le budget normal les renseignements d'ensemble désirables, il a fallu rechercher auprès du ministère les données susceptibles de nous éclairer sur ce que sera l'évolution réelle de nos forces armées au cours de l'année prochaine, dans le cadre du budget partiel qui nous est présenté. Ceci ne nous a pas conduit à des certitudes, puisque aussi bien des aléas subsistent, mais a permis de déceler les tendances essentielles en matière de fonctionnement comme en matière d'équipement.

Effectifs.

Les effectifs constituent l'élément de base des crédits de fonctionnement.

Les formes armées comprenaient, au 1er octobre 1956, 1 million 235.603 officiers, sous-officiers et soldats ainsi répartis:

Air, 197.697; terre, 893.193; marine, 83.584. Total partiel, 1 millions 174.474. Gendarmerie, 61.129. — Total général, 1.235.603.

Depuis cette date, la démobilisation des réservistes et disponibles est commencée et s'étalera sur plusieurs mois. Par contre, la cadence d'appel sous les drapeaux s'accentue progressivement, de façon à ce que le commandement dispose en permanence, sous les drapeaux, des forces jugées nécessaires.

C'est ainsi que le volume des appelés servant pendant la durée légale s'accroîtra de façon importante dès les premiers mois de 1957:

Air: 1er octobre 1956, 60.100; 1er avril 1957, 66.900.

Guerre: 1er octobre 1956, 379.100; 1er avril 1957, 426.400.

Marine: 1er octobre 1956, 18.000; 1er avril 1957, 18.000.

Totaux: 1er octobre 1956, 457.200; 1er avril 1957, 511.300.

Dans le courant de l'année prochaine, le Gouvernement espère pouvoir faire face à la situation générale par les seuls moyens des appelés et des maintenus, sans recourir à des rappels de réservistes.

Armement et équipement.

L'armement et l'équipement des forces armées se réalisent dans le cadre d'un volume d'autorisations de programme dont il est intéressant de préciser tout d'abord l'évolution.

Le projet en discussion prévoit l'ouverture de 270,8 milliards d'autorisations de programme à utiliser en 1957.

Si l'on ajoute à ce chiffre 13,2 milliards destinés à l'entretien des avions et des navires, ainsi que 100,7 milliards accordés par anticipation en 1956, on constate que les services disposeront, pendant l'année 1957, de 384,7 milliards d'autorisations de programme pour lancer de nouveaux contrats.

Cette somme est uniquement destinée à l'équipement et à l'armement de nos forces dans le cadre de leurs missions européennes.

Par ailleurs, au cours de l'année 1956, à l'occasion des collectifs relatifs à l'Afrique du Nord, ont été ouverts 269,1 milliards d'autorisations de programme.

Enfin, au titre des exercices 1958 et 1959 et par anticipation sur les nouvelles opérations qui pourront figurer aux budgets de ces exercices, on note l'ouverture de 163,7 milliards d'autorisations sur lesquelles les services peuvent d'ores et déjà compter. Cela leur permettra d'établir des plans de fabrication à longue échéance, de façon que les industries puissent prévoir leur outillage en fonction d'une fabrication s'établissant sur plusieurs années avec, comme conséquence, une diminution des prix de revient.

Ainsi, si l'on se place sur le plan des autorisations de programme, on constate que la défense nationale disposera, après le vote du budget actuel, d'une marge prévisionnelle suffisante pour organiser ses fabrications et en assurer la stabilité. La procédure qui consiste à octroyer en quelque sorte des « promesses d'attribution de crédits » à échéance de plusieurs années est certainement excellente, économiquement et industriellement, à condition que ces promesses soient tenues. L'exemple des étalements dont sont victimes les programmes anciens n'est pas fait pour nous rassurer. Ce n'est pas la première fois, depuis 1950, que les rapporteurs des budgets militaires s'élèvent contre une telle méthode qui aboutit non seulement à compromettre l'équipement de l'armée, mais aussi à introduire l'instabilité dans le développement économique du pays et à gaspiller les crédits.

Puisse cette nouvelle observation porter ses fruits dans l'avenir.

Pour ce qui concerne les crédits de payement, nous avons dit que ceux qui sont inscrits dans le budget en discussion ne s'appliquent qu'aux opérations dites normales.

A ces crédits s'ajouteront, par le moyen de collectifs, ceux qui seront nécessités par les événements d'Afrique du Nord. Il paraît intéressant de préciser dès aujourd'hui sur quoi portent ces derniers et quelle est leur ampleur.

Les opérations industrielles nécessaires pour la continuation des opérations en Afrique du Nord ont fait l'objet d'autorisations de programme comprises dans les collectifs votés en 1956. Ces opérations continuent donc normalement et ne sont pas liées au caractère annuel des dépenses d'entretien du budget ou des collectifs. Les crédits de payement nécessaires en 1957 pour la continuation de ces opérations seront présentés au Parlement ultérieurement.

Les fabrications destinées à l'Afrique du Nord et couvertes par des crédits spéciaux peuvent être rangées en trois catégories:

a) Fabrications faites en France destinées à des besoins immédiats de l'Afrique du Nord;

b) Achats à l'étranger de matériel dont la fabrication n'existe pas en France;

c) Fabrications faites en France mais destinées à reconstituer les dotations ou stocks des unités stationnées en France.

Les fabrications de la première catégorie sont menées aussi rapidement que le permet le potentiel industriel existant. Dans le cas des camions, par exemple, elles ne sont limitées que par l'opportunité de ne pas faire subir une ponction trop importante sur les fournitures destinées au secteur civil. La fabrication des avions de liaison (Broussard) et des hélicoptères légers (Alouette) est accélérée, mais, pour des matériels aussi complexes, des augmentations massives de cadence de sortie nécessiteraient des investissements importants qu'il est industriellement impossible de réaliser dans des délais de quelques mois.

Les achats à l'étranger comprennent en particulier des hélicoptères moyens et lourds qui n'étaient pas encore fabriqués en France et pour lesquels une fabrication sous licence a été décidée chaque fois que le nombre total nécessaire le justifie. Mais dans ce secteur également les difficultés techniques et industrielles ne permettent le démarrage de la fabrication que dans des délais de l'ordre d'une année.

Les achats comprennent également, pour une valeur considérable, des pièces de rechange pour les matériels d'origine étrangère (U. S. en particulier: avions, camions, bateaux, engins blindés légers). Sauf dans quelques cas particuliers, la fabrication en France de ces pièces de rechange n'est pas rentable (ni même possible pour certaines) à cause du nombre réduit de chacune d'elles, de l'absence de spécifications exactes. Pour certains organes, il faudrait obtenir la licence des fabrications de compagnies privées étrangères puisque le gouvernement américain n'a généralement pas le droit de reproduction, d'où des frais et des délais incompatibles avec le but recherché: approvisionner en temps voulu les troupes en opérations.

A l'étranger également ont été achetés des matériels existants: chars légers, camions provenant de surplus, matériel radio dont l'équivalent n'existe pas en France.

Enfin sont financés par les crédits d'Afrique du Nord le remplacement des stocks de munitions, camions, matériel d'emploi courant. Ces fabrications prennent la suite des fabrications déjà en cours.

Si l'effort maximum de livraison immédiate a été fait pour tout ce qui était possible, il n'en reste pas mois exact que les fabrications en France et même les fabrications à l'étranger doivent s'échelonner sur deux ans, ce qui explique l'importance de l'échéancier 1957 des opérations industrielles d'A. F. N.

Bien que le plein emploi soit réalisé dans à peu près toutes les branches, les fabrications de défense nationale ont pu être exécutées dans des conditions normales. Seuls, l'approvisionnement en nickel et la fourniture de certaines catégories de tôles risquent dans certains cas de provoquer des retards lorsque les commandes n'ont pas pu être placées suffisamment tôt.

Les exportations de matériel de guerre sont extrêmement variées. Elles font l'objet soit de contrats de gouvernement à gouvernement, soit de livraisons directes par l'industrie privée après autorisation du Gouvernement (commission interministérielle de matériel de guerre). Une catégorie spéciale de ces exportations est constituée par les commandes off shore du gouvernement américain, commandes correspondant à du matériel livré ensuite gratuitement à un pays européen.

L'activité industrielle correspondant à l'ensemble des exportations est de 50 milliards pour 1956, consistant principalement en avions (fin de commande *off shore*), chars, obusiers, matériel radio, etc. En 1957, l'activité sera probablement aussi importante, car la diminution des commandes *off shore* de munitions sera compensée par d'autres commandes étrangères reçues récemment ou espérées. Les efforts effectués ces dernières années dans le domaine de l'industrie d'armement commencent à porter leurs fruits et le matériel français paraît être apprécié à l'étranger.

En résumé, à la suite de l'examen d'ensemble du budget militaire tel qu'il nous est présenté dans le cadre des activités et des ressources nationales, on peut se demander si l'effort normal proposé pour notre défense est suffisant au regard de la situation internationale aussi bien que compte tenu des possibilités nationales. D'autre part le rejet hors budget de près du tiers des dépenses prévues ne permet pas de contrôler avec certitude si le but limité que poursuit le Gouvernement, à savoir la reconduction des dispositions prises en 1955, est réellement atteint par les crédits demandés.

En tout état de cause, devant l'incertitude de l'avenir immédiat, il ne conviendrait pas que le désir d'intensifier et de clarifier notre effort de défense nationale se concrétisât, en fait, par un retard dans le vote des crédits nécessaires à ceux qui ne cessent de se dépenser pour le pays, retard qui risquerait d'ailleurs d'être très important étant donné la fragilité de l'équilibre d'ensemble du budget général.

C'est pourquoi il vous est seulement proposé, en conclusion de l'examen qui vient d'être présenté et si telle est votre manière de voir, de nous borner, pour cette année, et sous les réserves d'ordre général énoncées à la page 31 du tome II du présent rapport, à appeler l'attention du Gouvernement sur les insuffisances et imperfections fondamentales que nous trouvons à son projet.

Cet appel devrait suffire puisqu'il s'agit de l'avenir même du pays. Les charges du pouvoir sont lourdes dans les jours que nous vivons, et les impératifs nationaux multiples. Quel coefficient de priorité est-il nécessaire d'attribuer à la protection pure et simple de notre vie et de notre liberté ? Telle est la question à laquelle il conviendrait de répondre avant de partager le revenu national mobilisable, au lieu de procéder à la reconduction d'une situation selon laquelle les crédits militaires ont été fixés par différence entre les ressources possibles et les divers besoins civils considérés comme incompressibles.

Il nous faudra l'année prochaine un budget militaire justifié non plus par comparaison avec le passé, mais directement en fonction des missions à remplir. C'est le métier de l'administration des finances de suivre et de vérifier l'évolution comptable, et c'est le rôle du Parlement d'apprécier en premier lieu si, dans l'ensemble et dans le détail, les crédits qu'on lui propose correspondent aux objectifs nationaux à atteindre.

SECTION COMMUNE

Rapporteur spécial: M. André BOUTEMY

I. — Dépenses de fonctionnement.

En 1956, 80 milliards;

Pour 1957, 128 milliards.

Différence, plus 48 milliards.

Les justifications de cette différence sont données aux pages 224 et 225 de l'annexe I au projet de loi.

On rappellera que trois gros postes d'augmentation ne sont que la traduction de transferts:

34 milliards représentant les augmentations de rémunération pour l'ensemble des personnels de la défense nationale, auparavant inscrits au budget des finances (charges communes);

5 milliards en provenance de la section guerre, au titre d'une dotation provisionnelle pour l'entretien des services français en Allemagne;

10 milliards correspondant à l'indemnité compensatrice des réductions de tarifs de transports militaires, jusqu'ici financés sur le budget des travaux publics

En ce qui concerne cette dernière mesure d'ordre, il n'y a aucune objection de principe à faire. Il est seulement surprenant que l'on songe tout à coup à charger le budget militaire normal d'une telle somme, juste à une époque où l'armée doit assurer des missions particulièrement lourdes.

A côté de ces trois transferts importants, on note un assez grand nombre d'opérations dont quatre méritent une mention spéciale. Elles concernent le service de santé, la représentation militaire à l'étranger, la gendarmerie et le service cinématographique.

1° Service de santé:

a) Parmi les modifications d'effectifs proposées au titre des mesures nouvelles on relève « la prise en charge provisoire de 101 officiers du corps de santé ».

Ce sureffectif découle du fait que les sorties d'écoles des services de santé des armées sont, pour une même année, sensiblement supérieures aux départs. C'est ainsi, à titre d'exemple, que le bilan pour 1957 des médecins de l'armée métropolitaine s'établit comme suit:

Sorties d'écoles: 74;

Départs: 45 (dont 35 départs anticipés).

Ce sont les élèves admis en 1951 qui terminent leur scolarité en 1957.

Des mesures ont été prises en 1954 pour rétablir l'équilibre, d'une part en favorisant les départs anticipés et, d'autre part, en limitant les admissions.

C'est vers 1960 que l'on reviendra à une situation normale.

En attendant, les opérations auxquelles l'armée a à faire face s'accommodent très bien du sureffectif existant;

b) Il est prévu diverses transformations d'emplois civils et militaires. Ces informations s'analysent ainsi qu'il suit, d'après les renseignement fournis par le ministère de la défense nationale:

Emplois militaires:

L'élévation des limites d'âge, d'une part, l'absence de départs normaux ou anticipés, d'autre part, ont provoqué dans certains corps d'officiers un ralentissement prolongé de l'avancement qui n'est pas sans affecter le moral des cadres.

Pour remédier partiellement à cette situation, un aménagement des effectifs officiers est proposé qui se traduit par:

La création d'un emploi de vétérinaire colonel, de deux emplois de lieutenant-colonel d'administration, de deux emplois de vétérinaires commandant, de cinq emplois de commandant d'administration, d'un emploi de vétérinaire lieutenant;

La suppression de cinq emplois de vétérinaire capitaine et de neuf emplois de lieutenant et de sous-lieutenant d'administration.

Le coût de ces mesures est évalué à 1.5 million.

Par ailleurs, il est proposé de transformer 138 emplois de médecin et pharmacien lieutenant en 138 emplois de médecin et pharmacien capitaine; afin de permettre l'avancement normal à ce grade d'officiers qui, sortis des écoles du service de santé en 1955-1956 ont été admis en surnombre provisoire dans le grade de lieutenant.

Emploi civils:

Les transformations d'emplois civils proposées sont justifiées par la nécessité de doter les établissements du service de santé des personnels qualifiés nécessaires à leur fonctionnement rationnel.

Il est envisagé notamment de pourvoir les bibliothèques du centre d'enseignement et de recherches de médecine aéronautique, de l'école du service de santé militaire et de l'école d'application du service de santé des troupes coloniales, d'un bibliothécaire et de deux sous bibliothécaires.

L'importance de ces bibliothèques, ainsi que la recherche de la documentation concernant les disciplines variées et nombreuses de la médecine aéronautique et tropicale nécessitent, en effet, une spécialisation très poussée.

La création de ces trois emplois est gagée par la suppression de deux emplois d'infirmières contractuelles et de deux emplois d'agents sur contrat.

Il est prévu également, pour la conduite des machines électro-comptables, déjà en place dans certains services d'exécution, vingt emplois d'opérateurs gagés par la suppression de vingt-trois emplois d'agents sur contrat.

2° Représentation militaire à l'étranger:

On note la constitution de nouveaux postes de représentation militaire française à l'étranger, les emplois étant pourvus par transferts, sans créations nouvelles.

Il a été indiqué par le ministère de la défense nationale que les nouveaux postes d'attachés militaires sont les suivants: Lisbonne, New-Delhi, Kartoum, Bonn.

A Lisbonne nous n'avions plus de représentation militaire depuis quinze ans.

Dans les trois autres postes, la nomination d'un représentant de l'armée paraît indiquée, non seulement du point de vue politique mais aussi eu égard aux possibilités de contrats de fabrications à obtenir.

3° Gendarmerie:

Quelques transformations d'emplois sont demandées en ce qui concerne les personnels militaires et civils.

a) Personnels militaires:

La modification suivant des effectifs budgétaires est demandée:
En plus: 1 colonel, 4 lieutenants-colonels, 18 commandants;
En moins: 18 capitaines, 5 lieutenants.
Le coût de la mesure est évalué à 5 millions.

L'encadrement de la gendarmerie nationale est fixé par les tableaux d'organisation approuvés par le ministre de la défense nationale sous le numéro 35-DN-EMP du 22 janvier 1951. Or, depuis cette date les effectifs budgétaires sont restés inférieurs aux besoins réglementaires, d'une part pour le nombre total des officiers qui fait ressortir une insuffisance de 8,6 p. 100, d'autre part à l'intérieur des grades d'officiers supérieurs.

La mesure proposée représente une première étape vers la réalisation des besoins dans ces grades.

En outre, elle remédierait à la crise grave d'avancement qui sévit actuellement dans la gendarmerie;

b) Personnels civils:

Conformément aux prescriptions de l'article 16 du décret n° 50-113 du 20 janvier 1950, fixant le statut des corps des personnels civils du ministère de la défense nationale, le nombre des emplois d'agents administratif est égal à 15 p. 100 de l'effectif du corps des commis et agents administratifs.

Pour la gendarmerie, l'effectif budgétaire de ce corps étant de 34 (2 agents — 32 commis), le droit théorique en agents est de 5;

4° Service cinématographique:

Il est prévu une augmentation de 59 millions des crédits d'entretien et de matériel au bénéfice du service cinématographique.

Ce service fonctionne depuis 1948. D'année en année les réalisations visent à en faire un ensemble technique moderne.

Les événements d'Indochine et d'Afrique du Nord ont montré l'importance que tient le service cinématographique dans l'instruction de la troupe et des cadres. Le ministère de la défense nationale juge indispensable de perfectionner ses installations et de lui donner la possibilité de diffuser largement les films qu'il produit.

Actuellement le nombre d'appareils de projection en service est de 1.200; il doit être porté à 2.000. Corrélativement, le nombre moyen de copies de chaque film doit être porté de 75 à 120.

II. — Dépenses en capital ou dépenses d'équipement.

Il est envisagé d'ouvrir au titre des dépenses d'équipement de la section commune, pour l'exercice 1957:

29 *milliards d'autorisations de programme;*
22,4 *milliards de crédits de payement.*
Les dotations correspondantes de l'exercice 1956 ont été:
41,5 *milliards d'autorisations de programme;*
31,1 *milliards de crédits de payement.*

Il est rappelé que la section commune comprend essentiellement l'ensemble de la gendarmerie, tous les services de santé, ainsi que la participation française aux infrastructures de caractère interallié.

La compression de 1956 à 1957 est très nette, qu'il s'agisse des crédits ou des autorisations.

Mais il est impossible d'en mesurer exactement l'importance car deux éléments sont susceptibles de modifier les données actuelles après le vote du budget:

a) Il s'agit tout d'abord des reports attendus de 1956 à 1957, qui sont considérés par le Gouvernement comme devant grossir les crédits accordés au titre de ce dernier exercice.

Nous avons déjà signalé notre façon de voir à ce sujet. Il est possible néanmoins qu'une partie des reports puisse être utilisée;

b) L'incertitude reste entière sur les dépenses qui couvriront les crédits exceptionnels dont l'attribution aura lieu au cours de l'année prochaine pour faire face aux événements d'Afrique du Nord.

Des renseignements fournis il résulte que les réalisations concernant la gendarmerie et le service de santé seront maintenues à un rythme normal, tandis que seront sérieusement ralentis les travaux d'infrastructure interalliée.

L'Assemblée nationale a transmis sans modification le texte déposé par le Gouvernement.

Sous les réserves d'ordre général énoncées à la page 31 du tome II du présent rapport, votre commission vous demande de l'adopter tel qu'il a été présenté.

SECTION AIR

Rapporteur spécial: M. Jean BERTHOIN

Le présent rapport comprend deux parties:

1° Un historique succinct de l'évolution de l'armée de l'air depuis dix ans;

2° L'étude du budget qui nous est proposé pour 1957.

I. — Evolution de l'armée de l'air.

Dans un domaine qui d'année en année évolue avec une extraordinaire, on pourrait presque dire une effrayante rapidité, il est bon de jalonner de temps à autre le chemin parcouru et de marquer les étapes. Les problèmes que devra résoudre l'avenir apparaissent mieux à la lumière des enseignements du passé; il est plus facile d'en apprécier les données et de juger les solutions qu'on peut leur apporter, lorsqu'on a en mémoire la suite des projets, des efforts, des réalisations, des erreurs aussi parfois, qui, au travers des difficultés sans nombre des dix dernières années, ont abouti à la situation devant laquelle nous sommes aujourd'hui placés. Aussi avons-nous estimé utile, avant d'examiner les crédits de la section air pour 1957, de rappeler brièvement comment, tant sur le plan nationale qu'au sein de nos alliances, ont été définies les missions de l'armée de l'air, dans quelles conditions techniques, industrielles et budgétaires ont pu s'exécuter les programmes et dans quelle mesure les besoins exprimés ont pu recevoir satisfaction.

Il est inutile de s'étendre longuement sur les premières années qui suivirent la fin de la guerre: la situation a été exposée à maintes reprises et s'appesantir sur les fautes qui ont pu être commises serait sans utilité. La France sortait du conflit mondial épuisée, dévastée; dans tous les domaines, il lui fallait reconstruire et rattraper le temps perdu. Ceux à qui, au lendemain de la Libération, on confia la responsabilité du ministère de l'air, eurent pour souci dominant de fournir du travail à une industrie dont ils voulaient, à tout prix, maintenir et développer le potentiel. Aussi lança-t-on, dès la fin de 1944, sans besoins définis, un programme considérable de fabrications — il se montait au total à 3.000 avions environ: il reprenait pour une bonne part les commandes allemandes qui étaient alors en cours d'exécution et pour le reste, portait, par la force des choses, sur des matériels de conception ou même de réalisation anciennes. C'est le programme qu'on appela « 1944-1946 » et dont les dernières livraisons traînèrent d'ailleur jusqu'en 1952. Les effectifs de l'industrie aéronautique montèrent aussitôt en flèche, passant de 37.000 personnes en septembre 1944 à 60.000 en décembre de la même année, pour atteindre 89.000 à la fin de l'année 1945.

C'est au milieu de l'année 1945, après la capitulation allemande, que fut défini le premier plan de réarmement aérien de cinq ans, qui prévoyait la constitution, pour la seule armée de l'air, d'une flotte de 1.500 avions de combat et 500 avions de transport. Le programme de constructions correspondant ne pouvait évidemment envisager que des modèles d'appareils vieillis, sinon déjà périmés. On tentait d'ailleurs, sur le plan militaire, de résoudre tous les problèmes, depuis celui de l'avion de chasse jusqu'à ceux du bombardier et du transport lourd.

Puis, au début de 1946, le ministère de l'armement qui avait succédé au ministère de l'air, lançait un nouveau et important programme de constructions à exécuter initialement de 1946 à 1950.

De tels programmes, très ambitieux, n'allaient pas tarder à se révéler irréalisables. Sur le plan technique, on avait commis la grave erreur de méestimer l'importance et la nature de notre retard: alors qu'il importait avant tout de développer et de concentrer les moyens de recherches et d'essais des matériels, on avait négligé les investissements nécessaires et dispersé les efforts dans des champs d'action trop vastes. Dans le domaine des fabrications, une politique de production à outrance aboutit à construire des séries considérables d'avions périmés ou de matériel non au point, qui n'avaient encore reçu ni les enseignements de l'expérience, ni la sanction des essais. Le potentiel industriel fut ainsi porté à un niveau que ne justifiaient ni les travaux des bureaux d'études, ni d'ailleurs les besoins réels de l'aviation française.

Au point de vue financier, on se rendit en outre très vite compte que la charge simultanée des deux programmes était incompatible avec les possibilités budgétaires, surtout dans des conditions économiques en constante aggravation. On fut donc amené, dès la fin de l'année 1946 et au cours de toute l'année 1947, à opérer des réductions massives dans le programme initialement conçu, ce qui entraîna des difficultés administratives énormes en même temps qu'un bouleversement dans la situation de l'industrie. La disproportion entre le potentiel disponible et les réalisations possibles conduisit les sociétés à s'engager dans des fabrications de « reconversion », dont les résultats financiers furent désastreux et à procéder à une déflation importante de main-d'œuvre: de 90.000 en décembre 1946, les effectifs passèrent en fin 1947 à 78.500 compte tenu de la reconversion et à moins de 69.000 dans le domaine purement aéronautique.

Ajoutons que l'année 1947 fut, sur le plan budgétaire, pour les crédits militaires tout au moins, une des plus difficiles de l'après-guerre: aucun budget de fonctionnement ne put être établi et, fait unique dans l'histoire budgétaire française, les services vécurent toute l'année de douzièmes provisoires; quant aux dépenses d'investissement qui constituèrent le budget extraordinaire de l'exercice, très lourdement grevé par l'exécution des opérations antérieurement autorisées, elles ne purent être votées que le 14 août 1947. C'est à partir de 1948 que la situation commença à s'éclaircir.

1948. — Année de mise en ordre et d'adaptation de l'armée de l'air à un cadre réduit. — Crise industrielle et difficultés dans la gestion des sociétés. — Pacte de Bruxelles du 17 mars et amorce d'une organisation interalliée.

L'année 1948 fut, sur le plan intérieur, une année de repli, de mise en ordre et d'adaptation. Le budget, voté le 27 août 1948 après de nombreuses difficultés, n'accordait à l'air qu'un peut moins de 55 milliards et ne permettait que des réalisations extrêmement restreintes. L'armée de l'air, après la période d'euphorie de l'après-guerre, cherchait son équilibre organique et son cadre administratif: d'un effectif de 90.000 hommes qu'elle comptait encore en 1947, elle dut se réduire à 77.000 environ: son matériel volant, en grande partie d'origine étrangère, était ancien, à bout de souffle — car les rechanges et les devises manquaient — et se composait d'un échantillonnage de 70 types d'avions différents. Au point de vue technique, on s'aperçut que le développement des études lancées était hors de proportion avec nos ressources financières et qu'il fallait concentrer nos moyens sur un nombre restreint de prototypes: on élagua, du programme nouveau, tout ce qui paraissait trop ambitieux, pour réserver les crédits aux études à pousser, notamment pour les intercepteurs, les cargos moyens et les avions-écoles. Parallèlement on décidait un effort dans le domaine des installations d'essais et des moyens de recherche.

La situation de l'industrie, toutefois, demeurait inquiétante: la réduction des programmes conduisait à de nouveaux licenciements de personnel et les effectifs totaux tombaient, en fin d'année, à 58.500 auxquels s'ajoutaient 12.000 personnes travaillant à des fabrications de reconversion extra-aéronautiques. Mais cette déflation de personnel ne s'était accompagnée d'aucune diminution du potentiel d'usines et d'outillages et la gestion financière des sociétés s'en ressentit lourdement. Après diverses enquêtes administratives, le Parlement fut saisi de la question à propos de la S. N. E. C. M. A., mais une réorganisation d'ensemble s'imposait, qui sera l'œuvre de 1949.

Mais si, sur le plan national, l'année 1948 apparaît comme une période creuse, en revanche, elle vit aboutir les premiers essais d'une organisation interalliée. L'évolution de la situation politique en Europe et la mainmise de l'Union soviétique sur les pays de l'Europe orientale, nous conduisirent à conclure, dès le début de l'année, un traité d'assistance avec la Grande-Bretagne et les pays du Benelux: ce fut le pacte de Bruxelles du 17 mars 1948; mis en alerte par l'aggravation de la crise en cours d'année et notamment le blocus de Berlin, les Etats-Unis s'associèrent alors à l'élaboration d'un plan de défense de l'Union occidentale — prélude au Pacte Atlantique — et installèrent, en territoire britannique, une partie importante de leur aviation de bombardement.

C'est alors, vers la fin de l'année, compte tenu de ces éléments nouveaux, que le Gouvernement définit et précisa les missions de l'armée de l'air française: elles peuvent se résumer comme suit:

— organiser, en liaison étroite avec nos alliés, la défense de l'Europe occidentale en assurant la défense de l'espace aérien et en participant à la bataille terrestre;

— maintenir, avec l'aide des autres forces nationales, l'ordre et la cohésion de l'Union française.

Constituer une organisation territoriale permettant d'obtenir la mise en condition du personnel et de pourvoir aux besoins logistiques des unités.

Nous renoncions aux missions de bombardement stratégique et aux actions offensives, qui, dépassant d'ailleurs nos possibilités financières, demeuraient à la charge de nos alliés; d'autre part, étant donné la situation, et dans le cadre d'une politique défensive, priorité était donnée aux missions d'interception.

Ceci explique pourquoi, dans un volume budgétaire très strictement limité, le principal de notre effort a porté sur les avions d'interception et pourquoi, jusqu'à une époque récente, les missions relatives à l'outre-mer ont été reléguées au second plan.

1949. — Compressions budgétaires et mise en veilleuse de l'armée de l'air; concentration et réorganisation industrielles. — Signature du pacte de l'Atlantique le 4 avril

Les pourparlers qui se poursuivirent pour l'organisation de la défense de l'Europe occidentale aboutirent, vous le savez, à la signature à Washington, le 4 avril 1949, du traité de l'Atlantique-Nord; le conseil de l'Atlantique-Nord tint sa première session le 17 septembre et le comité de défense se réunit à son tour pour la première fois le 5 octobre de la même année. La mise sur pied des organismes interalliés devait se continuer au cours de l'année 1950.

Cependant, en France, l'aggravation continue de la situation économique et financière imposait à tous les budgets, particulièrement aux budgets militaires, des compressions rigoureuses. Après de longues discussions, le budget voté le 23 juillet 1949 accordait à l'air 71 milliards, au lieu de 55 l'année précédente; mais l'augmentation ne correspondait guère qu'aux conséquences de la hausse des prix et des nouveaux barèmes de traitement. L'armée de l'air était réduite à 67.000 hommes et on devait abandonner le plan d'accroissement prévu, qui aurait porté les effectifs à 120.000 hommes en 1952. C'était, comme on l'a dit, un budget de « mise hors d'eau », permettant tout juste de sauvegarder l'essentiel d'une armée de l'air mise en veilleuse, en attendant des jours meilleurs.

Le matériel aérien de combat, de plus en plus périmé, arrivait d'ailleurs à bout de course et on ne pouvait songer à sa rénovation prochaine par du matériel français: malgré les espoirs que pouvaient donner certains prototypes, tels le MD. 450, le futur Ouragan, les études et les essais n'avaient pas encore franchi le stade permettant le lancement d'une série. Seuls ou à peu près des avions de liaison outre-mer (les MD. 312 et 315) et des avions-écoles étaient construits sur le nouveau programme 1946-1950, une part importante des crédits restant absorbée par la continuation ou la liquidation du programme ancien.

Aussi, pour entreprendre la rénovation — qui s'imposait d'urgence — de notre aviation de chasse, dut-on faire appel aux fabrications étrangères: un certain nombre d'avions à réaction « Vampire » nous furent cédés par l'Angleterre tant pour l'entraînement de nos pilotes que pour la transformation de nos premières unités; certaines sociétés s'orientaient, d'autre part, vers la fabrication sous licence de ce type d'appareil, qui, équipé d'un réacteur Nene plus puissant — dont la licence avait été acquise dès 1946 — devait devenir le « Vampire 53 » appelé « Mistral ».

La situation de l'industrie causait, nous l'avons vu, de graves inquiétudes: dès le début de l'année 1949, une commission présidée par le conseiller d'Etat Surleau, proposa une réorganisation de structure, qui fut dans l'ensemble entérinée par la loi du 2 août 1949: elle aboutit à une concentration des quatre sociétés nationales de cellules alors existantes, par la suppression de l'une d'entre elles, la S.N.C.A. du Centre. Depuis cette époque, subsistèrent donc seulement, dans le secteur nationalisé, trois sociétés de cellules (Nord, Sud-Est, Sud-Ouest) et une de moteurs, la S.N.E.C.M.A.; un regroupement des moyens industriels et techniques devait être obtenu par la fermeture d'un certain nombre d'usines ou leur transfert à l'industrie privée. Les effectifs globaux tombaient de 58.500 à la fin de 1948, à un peu plus de 49.000 fin 1949, plus de 7.000 personnes demeurant en outre occupées à des travaux extra-aéronautiques. Ces modifications aussi profondes n'allèrent pas, évidemment, sans apporter des perturbations notables dans les fabrications.

Ajoutons que la lutte engagée en Indochine et dont l'air supportait la charge sur son propre budget, absorba dans les années suivantes, une part croissante de personnel et de crédits.

1950. — Maintien de l'armée de l'air au minimum de sécurité. — Organisation d'une défense interalliée et d'un plan d'aide mutuelle. — Loi-programme de fabrications aéronautiques (19 août). — La guerre de Corée (juin) va entraîner un réarmement accéléré.

Tant sur le plan international que dans le domaine intérieur, l'année 1950 marque pour les forces armées et particulièrement pour l'air, une étape importante.

L'organisation du traité de l'Atlantique-Nord (l'O.T.A.N.) se poursuit par l'approbation le 1er avril 1950 à la Haye d'un plan concernant « la défense unifiée de toute la zone atlantique-Nord, défense distincte de la défense nationale de chaque nation prise individuellement ». Il prévoyait un accroissement des moyens militaires de l'alliance, accroissement qui devait s'effectuer de deux façons:

a) Par l'action de chacun des pays intéressés, qui aurait la charge de développer sa propre défense nationale;

b) Par une assistance mutuelle, c'est-à-dire pratiquement par l'aide militaire accordée par les Etats-Unis d'Amérique en vue d'augmenter les moyens de défense de chaque pays. Cette aide pouvait prendre diverses formes: allocation de crédits en dollars, fourniture directe de matériels, d'armes et d'équipements (ce furent les matériels du P.A.M.), aide en matières premières et moyens de production et plus tard payement par les Etats-Unis de matériels fabriqués par les industries nationales (contrats *off-shore*).

On envisageait une coordination des forces armées avec organisation d'un commandement commun et installation de forces alliées, notamment aériennes, dans les différents pays de la coalition. On décidait, pour ce faire, le lancement d'une première tranche d'infrastructure interalliée. L'agression coréenne de juin 1950 n'allait d'ailleurs pas tarder à accélérer la mise sur pied d'une force commune et à accentuer notre effort de défense. La première mesure en sera pour notre pays le vote de la loi du 30 novembre 1950, portant à dix-huit mois la durée du service militaire.

Dans le cadre du pacte, les engagements pris par la France étaient contenus dans le mémorandum du 5 août 1950: ils consistaient, pour l'armée de l'air, à mettre sur pied progressivement en trois ans 28 groupes d'intervention et 24 groupes d'aviation tactique.

Cependant le budget militaire de l'exercice 1950, voté comme les années précédentes avec un grand retard, le 24 juillet, n'allouait à l'air que 76 milliards de crédits contre 71 en 1949: l'augmentation était plus qu'absorbée par les hausses de prix et une tranche de reclassement des personnels. Les effectifs de l'armée de l'air tombaient au-dessous de 66.000 hommes, ce qui ne permettait évidemment aucun accroissement des unités. C'était le maintien en veilleuse de nos activités aériennes. Une telle situation n'aurait certes pu durer longtemps sans inconvénients graves: les unités devenaient squelettiques, l'entraînement du personnel navigant était réduit, l'instruction des réserves, ralentie; il devenait impossible de réaliser une infrastructure suffisante, les installations de « D.A.T. » étaient encore embryonnaires, l'entretien des matériels et des bâtiments très déficient. L'armée de l'air se composait essentiellement à cette époque de 16 groupes de chasse, dont la moitié était en cours de transformation sur appareils « Vampire » à réaction, augmentés d'une dizaine de groupes et de quelques escadrilles équipés de matériels divers et très anciens.

C'est alors que fut votée la loi du 19 août 1950, connue sous le nom de plan quinquennal aéronautique: cette loi-programme était essentiellement un plan de fabrications étendu sur cinq ans, s'intégrant d'ailleurs dans le plan d'accroissement élaboré par l'état-major; elle avait pour but de garantir à l'industrie réorganisée une certaine stabilité et un plan de charge minimum lui permettant de maintenir le niveau de ses effectifs. On pensait qu'à l'échéance de cinq ans « le potentiel industriel national devait avoir atteint un régime permanent capable d'être entretenu sans à-coup ou, selon l'évolution technique, d'être développé normalement par le lancement

ultérieur d'un nouveau programme d'études et de fabrications ». Reprenant les opérations antérieurement autorisées au titre du programme défini depuis 1946, la loi fixait notamment, pour une première tranche de fabrications, le nombre et les catégories d'appareils à construire. Ce premier stade ne correspondait pas à la totalité des besoins exprimés par les utilisateurs, mais constituait le maximum compatible avec les limitations financières et les possibilités techniques de l'époque. Il ne permettait pas à l'armée de l'air de remplir toutes ses missions et en particulier, ne prévoyait pas la construction d'avions de chasse tactique, qui devaient être obtenus de l'aide extérieure: c'est la raison pour laquelle toute notre aviation tactique est encore, à l'heure actuelle, composée d'avions étrangers. Le programme n'envisageait pas non plus l'étude et la fabrication de matériel stratégique « dont la construction excéderait nos moyens financiers et dont l'emploi n'entre pas dans le cadre de nos missions ». De plus, si les quantités et les cadences fixées suffisaient à assurer l'équipement des unités dans le cadre du plan, c'était sur la base des consommations du temps de paix et sans aucune réserve de guerre.

Un important programme d'études et d'investissements portant sur trois ans était également défini. Les crédits de payement étaient fixés par la loi, année par année, tant pour les constructions que pour les études. C'était la première fois qu'une loi établissait un programme avec autant de précision en en délimitant, dès l'origine, les différentes étapes.

Cependant, les efforts entrepris dans le domaine technique et industriel commençaient à porter leurs fruits: le premier « Vampire » monté en France volait au printemps 1950 et on pouvait lancer en série les intercepteurs « Ouragan » (MD. 450). On étudiait, dans chacun de ces types, des dérivés, qui deviendraient le « Mistral » (Vampire 53) et le « Mystère » (MD. 452). La rénovation de l'armée de l'air par des matériels français était amorcée.

L'industrie aéronautique de son côté commençait une lente et très incomplète réorganisation qui ramenait ses effectifs à un minimum de 41.000 personnes en août 1950, les fabrications de reconversion ayant presque disparu.

1951. — Loi de réarmement du 8 janvier. — Début de l'accroissement et de la rénovation de l'armée de l'air. — Organisation d'un commandement et d'une force aérienne interalliés. — Programmes successifs hors de proportion avec les possibilités financières.

Nos engagements internationaux et les récents événements de Corée imposaient à la France un effort de réarmement dans tous les domaines. Le vote de la loi-programme du 19 août 1950 postulait à son tour un sérieux accroissement de l'armée de l'air, pour permettre la mise en œuvre des matériels définis dans la loi ou reçus de nos alliés dans le cadre de nos accords. C'est donc à partir de 1951 que nous allons assister à un développement extrêmement rapide des effectifs en même temps d'ailleurs qu'à une augmentation considérable des budgets.

La loi du 8 janvier 1951, appelée loi de réarmement, qui définissait un programme inter-armes, à exécuter en trois ans, ne modifiait pas les dispositions générales du plan quinquennal aérien, mais fournissait les moyens nécessaires pour rendre opérationnelles les unités prévues au plan d'armement; dans ce but elle autorisait des fabrications supplémentaires de « Vampire » destinés à constituer une réserve de guerre, et la réalisation d'un complément d'outillage en vue d'accélérer la cadence de sortie des « Ouragan »; elle ouvrait en outre des autorisations de programme importantes pour l'équipement des terrains et l'infrastructure de D. A. T., ce qui posera d'ailleurs un grave problème pour l'absorption par les entreprises de travaux publics, de commandes considérablement accrues.

Le budget, voté le 21 mai 1951, passait de 76 à 131 milliards. Notons à ce sujet que, malgré cette importante augmentation, les crédits nécessaires aux fabrications avaient été sous-estimés et qu'en fin d'année, le budget de l'air ne pouvait éviter des dépassements de crédits que par un transfert de plus de 11 milliards opéré au détriment du budget de la guerre, dont le programme d'armement accusait un retard considérable. Quant aux effectifs, ils faisaient un bond de 67.000 à 91.000 hommes. L'armée de l'air pouvait commencer à organiser le corps d'intervention qu'elle mettait à la disposition de l'O. T. A. N., tandis que s'installait en France, en avril, le commandement suprême interallié. Nos unités achevaient leur transformation sur « Vampire » et recevaient au titre du P. A. M., les premiers chasseurs tactiques américains F. 84 E.

Le prototype « Mystère » commençait à voler, de même que le cargo n° 2501, qu'on pouvait commander en présérie. Quant à l'industrie, dont la réorganisation s'opérait peu à peu, elle amorçait, sous l'afflux des commandes nouvelles, une progression régulière qui portait ses effectifs à un peu plus de 50.000 en fin d'année.

Cependant, tout au long de l'année — et dès le mois d'octobre 1950 — divers plans d'armement étaient conçus en liaison avec nos alliés, sous la pression des événements internationaux qui paraissaient imposer un réarmement de plus en plus accéléré. Mais ces plans d'état-major, tout théoriques, confrontés avec les réalités budgétaires firent apparaître des disproportions considérables. Aussi, à la session du Conseil Atlantique d'Ottawa, en octobre 1951, le Gouvernement fit-il admettre la création d'un comité d'experts, dit comité des sages, chargé d'examiner comment pouvaient se concilier les objectifs minima de sécurité de l'O. T. A. N. avec les possibilités économiques et financières de chacun des Etats intéressés. Les recommandations du comité devaient être examinées à la conférence de Lisbonne en février 1952 et servir de base aux programmes à inclure dans les budgets nationaux. On décidait en même temps le lancement d'une deuxième tranche d'infrastructure interalliée.

1952. — Conférence de Lisbonne (février) pour adapter les programmes aux possibilités. — Début de réalisation du plan d'accroissement (plan 8), mais les opérations lancées dépassent les crédits et on doit réduire les commandes.

La conférence de Lisbonne avait pris des décisions pour 1952 et fait, pour les années suivantes, des recommandations qui devaient être l'objet d'examens ultérieurs. Pour tenir les engagements pris, on élabora finalement au mois de mai le plan 8, qui fixait à 28 escadrons (soit 550 avions environ en ligne) à la fin de 1952, la première étape d'accroissement de nos forces aériennes O. T. A. N.; en fin de plan, en 1956, on devait aboutir à près de 2.300 avions.

Pour atteindre cet objectif, le volume des crédits nécessaires en 1952 dépassait 300 milliards alors que les disponibilités budgétaires — bien que l'air eût bénéficié d'une part privilégiée dans la répartition — ne permettaient pas d'en accorder plus de 275, dont 30 environ pour l'infrastructure interalliée. Il n'était pas possible de faire tenir le programe des fabrications prévues, à l'intérieur des 245 milliards restants, malgré l'importance d'un budget qui avait doublé depuis l'année précédente. Pour essayer de concilier pourtant les deux termes d'une cruelle alternative, le Gouvernement — vous vous en souvenez — décida de continuer les opérations, espérant que le complément du programme, placé hors budget, serait repris par nos alliés américains à titre de contrats « off shore » dans le cade de l'aide mutuelle. Malheureusement, les pourparlers engagés n'aboutirent pas et les services de l'air se trouvèrent placés en septembre 1952 dans une situation très difficile. On fut obligé d'annuler un certain nombre de commandes, de diminuer la cadence de nombreuses fabrications, et, pour le reste, afin d'éviter des fermetures d'usines et leurs conséquences économiques et sociales, de l'intégrer à l'intérieur du budget de 1953; le budget 1952 ne put toutefois être « bouclé », comme celui de 1951, que par des transferts de crédits se montant à 13 milliards.

Dans ces conditions, l'objectif fixé par la conférence de Lisbonne ne put être complètement atteint: 28 escadrons furent bien mis sur pied, mais leur valeur opérationnelle était restreinte en raison de déficits importants, aussi bien dans le personnel que dans les moyens logistiques nécessaires à leur mise en œuvre. La plupart des escadrons créés étaient d'ailleurs équipés de matériel étranger, qui remplaçait peu à peu nos vieux matériels de chasse à moteurs à piston; pour ce qui est du matériel français, les « Vampire » qui formaient encore l'essentiel de nos intercepteurs étaient nettement surclassés et les « Ouragan » qui commençaient à sortir en série ne pouvaient être considérés que comme des avions de transition en attendant que leur dérivé, le « Mystère », dont la fabrication de série était lancée, pût venir assurer la relève.

L'armée de l'air prenait toutefois, après des études longues et complexes, une forme plus stable et définissait son cadre administratif: elle s'organisait en grands commandements, corps d'intervention sous commandement interallié, défense aérienne du territoire, groupement des moyens militaires de transport, qui venaient se superposer à une organisation territoriale en régions. C'est de cette époque (décret du 3 mars 1952) que date le rattachement au département de la guerre de l'aviation d'observation d'artillerie, c'est-à-dire pratiquement de la totalité de l'aviation légère d'accompagnement. Cette mesure, réclamée depuis longtemps par l'armée de terre et passionnément discutée, pouvait s'expliquer par le fait que l'air, essentiellement axé sur l'aviation de chasse, avait fait passer au second plan les missions de liaison avec les troupes terrestres. Ce fut l'origine d'une coupure complète, qui ne va d'ailleurs pas sans inconvénients sérieux et sans doubles emplois certains, pour la formation du personnel notamment.

Parallèlement, les effectifs de l'armée de l'air passaient de 91.000 à 117.000 hommes, situation qui, à son tour, posa des problèmes délicats de recrutement et de formation. Enfin, un effort très important était fait sur l'infrastructure nationale — qu'on avait pendant longtemps négligée — et on lançait, conformément aux décisions de Lisbonne, une troisième, puis une quatrième tranche d'infrastructure interalliée.

Dans l'industrie, le développement des programmes entraîna, d'une façon générale, une augmentation de la charge des usines, traduite par un accroissement régulier des effectifs qui atteignirent près de 60.000 personnes au total en fin 1952; cependant, le potentiel disponible demeurait encore très supérieur au niveau de charge qu'il était possible d'assurer. Les réductions ou les ralentissements que durent subir les fabrications à la suite des remaniements budgétaires évoqués plus haut provoquèrent, par voie de conséquence, des difficultés industrielles et financières graves, dont les répercussions se firent sentir au cours de l'année 1953.

1953. — Arrêt du développement de l'armée de l'air pour permettre d'inclure dans le budget une part des fabrication en cours d'exécution. Abandon du plan 8. — Marasme dans l'industrie.

Le budget de 1953 était donc, dès l'origine, grevé d'une lourde hypothèque, puisqu'il devait reprendre, dans le volume de ses crédits, une partie des opérations mises hors budget en 1952. Il fut fixé à 279 milliards et ramené d'ailleurs à 271 en cours d'année, à la suite des annulations imposées par la situation financière. Ajoutons que la guerre qui s'intensifiait en Indochine absorbait environ 25 milliards de crédits. La part consacrée aux fabrications étant relativement importante, les dépenses de fonctionnement durent être comprimées à l'extrême; il fut décidé, dans ces conditions, de surseoir au développement normal du plan 8 et de maintenir invariable à 28 escadrons de combat le niveau de nos forces aériennes O. T. A. N.: c'était un budget de reconduction permettant tout juste d'assurer la mise en condition de nos unités; les effectifs demeuraient fixés à un peu plus de 117.000 hommes. Les fabrications cependant se continuaient à cadence ralentie.

Le Gouvernement avait bien prévu une tranche « conditionnelle » qui devait être débloquée si nous obtenions de nos alliés américains une aide supplémentaire substantielle. Elle comportait notamment une augmentation d'effectif de 9.000 hommes destinée à combler les déficits existant dans les unités et des crédits importants pour réaliser une part du programme d'infrastructure interalliée. Mais, cette fois encore, les ressources espérées firent défaut et on dut se limiter aux crédits du budget normal. Toutefois, la nécessité d'assurer un encadrement correct des formations et de ne pas tarir un courant de recrutement péniblement obtenu, amenèrent le secrétariat d'Etat à l'air à dépasser d'environ 6.000 hommes ses effectifs légaux; l'armée de l'air atteignait ainsi 123.000 hommes à la fin de 1953.

Devant l'impossibilité reconnue de continuer le plan 8 initial, dont les diverses annuités dépassaient de beaucoup le montant des crédits prévisibles, un autre plan fut élaboré dès le printemps 1953, qui allongeait les délais du précédent, mais encore trop ambitieux, il dut être abandonné presque aussitôt. A la suite de recommandations du conseil de l'Atlantique, on mit sur pied, vers le milieu de l'année 1953, un plan réduit, le plan X, qui portait seulement sur les deux années 1954 et 1955: nous le retrouverons un peu plus loin.

La production des matériels prévus au plan quinquennal se poursuivait cependant dans des conditions sensiblement conformes aux prévisions: les Vampires 53 « Mistral » se terminaient, les « Ouragan » sortaient en série; seuls les « Mystère II » étaient retardés par diverses difficultés techniques qu'on mit longtemps à résoudre; mais leur dérivé, le « Mystère IV A », faisait l'objet de commandes de série. On sait que la qualité de ce matériel, dans la production internationale du moment, retint à ce point l'attention de nos alliés américains, qu'une commande « off shore » de 225 appareils nous fut attribuée. On pouvait également dès cette époque, lancer une commande de présérie du « Mystère IV B », appareil qui ne sera pas suivi, mais donnera naissance à un dérivé, le « Mystère IV B 2 » actuel. Les essais d'un avion de chasse tous temps, le « SO 4050 Vautour » donnaient les plus grands espoirs pour pourvoir ultérieurement au remplacement des avions de chasse de nuit et de chasse tactique d'origine étrangère. Les fabrications du cargo moyen « N. 2501 » se continuaient, et on lançait des commandes d'avions-écoles « Sipa 12 » et « Morane 733 ». Nos unités de combat demeuraient toutefois équipées pour la majeure partie, en avions F. 84 de chasse ou de reconnaissance fournis par l'aide américaine.

Pour l'infrastructure, un effort considérable avait porté sur l'infrastructure de D. A. T. de la région du Nord et du Nord-Est, mais la couverture du reste du territoire n'était pas assurée.

L'industrie, de son côté, dont la réorganisation demeurait incomplète, ressentait gravement les à-coups successifs imprimés aux programmes; les réductions imposées à la fin de 1952 mettaient un certain nombre de sociétés dans une situation critique; une deuxième commission Surleau constituée dans le courant de l'année 1953 préconisait une diminution notable des effectifs dans l'industrie des cellules; cette situation allait aboutir en 1954 à des fermetures d'usines dans le secteur nationalisé et à de graves difficultés pour diverses sociétés privées.

1954. — Reprise de l'accroissement de l'armée de l'air, sur les données d'un plan réduit (plan X), qui dès l'origine se révèle encore trop ambitieux. — Les difficultés industrielles continuent. — Effort pour l'exportation. — Fin de la guerre d'Indochine (juillet).

L'année 1953 avait marqué l'abandon du plan 8 de 1952. Le plan X, beaucoup plus en retrait, fixait à 38 escadrons, dont 35 de combat, soit un peu plus de 800 avions, l'importance à la fin de 1954 de nos forces O. T. A. N.; elles devaient atteindre 51 escadrons, dont 48 de combat, et 1.000 avions environ, à la fin de 1955. Ce plan restreint avait seulement pour but d'harmoniser le niveau de nos forces aériennes avec celui de nos forces terrestres, dont la mise sur pied s'était effectuée plus rapidement. Instruit par l'expérience, l'état-major n'avait pas jugé utile de pousser au delà de l'année 1955, devant les incertitudes de la situation financière. Dès l'origine d'ailleurs, la traduction budgétaire de la première annuité du plan dépassait les possibilités de 1954: pour demeurer à l'intérieur du cadre budgétaire fixé, on avait dû limiter les besoins et renoncer à tout ce qui n'était pas rigoureusement indispensable à la mise en œuvre des escadrons à former: les stocks étaient réduits et, chose grave, on arrêtait complètement l'extension de l'infrastructure de D. A. T., dont les lacunes devaient subsister pendant plusieurs années encore. On pouvait donc déjà penser que si tous les escadrons prévus étaient créés en 1955, les années suivantes devaient être consacrées à la mise en condition des unités en vue d'accroître leur degré opérationnel.

Le budget de l'air, voté au début d'avril 1954, se montait à 268 milliards environ, mais ne comprenait plus les crédits afférents à l'infrastructure interalliée, qui étaient regroupés au sein de la section commune; il était sensiblement équivalent au budget initialement voté en 1953 et supérieur de quelque 6 milliards au budget final, après les réductions intervenues en cours d'année.

Les effectifs de l'armée de l'air étaient fixés à 133.000 hommes, en augmentation apparente de près de 16.000 hommes sur ceux de 1953; l'accroissement réel n'était que de 10.000, les effectifs 1953 ayant été, nous l'avons vu, sensiblement dépassés en fin d'année.

En fait, en raison de retards dans les livraisons d'avions américains au titre du P. A. M., il ne fut possible de constituer au cours de l'année 1954, que 34 escadrons de combat sur les 35 prévus. A raison de 50 p. 100 environ, nos forces O. T. A. N. étaient encore équipées de matériels étrangers, qui constituaient la totalité de la chasse et de la reconnaissance tactiques. Des « Vampire » subsistaient dans quelques unités, mais, périmés, devaient en être retirés au cours de l'année pour servir à l'entraînement des pilotes de chasse en école. Les « Vampire 53 Mistral » et les « Ouragan » formaient l'essentiel de nos moyens d'interception.

L'année 1954 voyait, d'autre part, s'achever la fabrication des « Ouragan » et se poursuivre celle des « Mystère II et IV », ainsi que celle des « cargos Nord 2501 » et des avions-écoles. On lançait, d'autre part, en série le « Vautour SO 4050 », chasseur-bombardier biréacteur, et les avions biréacteurs légers d'entraînement « CM 170 ».

L'industrie de son côté, dont les effectifs se montaient à 66.000 personnes, conservait, dans le domaine des cellules tout au moins, un potentiel nettement supérieur aux possibilités de commandes, qui ne pouvaient guère lui assurer qu'une charge sensiblement égale à celle de 1953. La complexité croissante des matériels actuels, qui augmente de plus en plus la part réservée à l'industrie des équipements, joue d'ailleurs au détriment de celle des cellules. Aussi, comme nous l'avons dit, fallut-il recourir à des fermetures d'usines et un certain nombre de réorganisations durent avoir lieu, qui permirent d'éviter une crise trop grave; mais une nouvelle concentration des moyens devait être recherchée, en même temps que, pour sortir de l'impasse, un effort important était tenté pour l'exportation de nos matériels aériens.

1955. — Nombreux plans éphémères dans un budget en rétraction: on ne fixe que des objectifs budgétaires limités. — Les événements d'Algérie et le rappel des disponibles imposent un effort supplémentaire dans un budget spécial.

1956. — L'accroissement prévu de nos forces de combat est ralenti par les besoins accrus de l'Afrique du Nord qui nécessitent en cours d'année des réductions budgétaires, mais par contre, donnent un regain d'activité à l'industrie.

Cependant, tout modeste que paraissait le plan X, on s'aperçut dès le milieu de l'année 1954, que si ses objectifs pouvaient péniblement être atteints en fin d'année, l'échéancier 1955 ne pourrait pas être tenu. On élabora donc un nouveau plan, le plan XI, qui étalait les réalisations prévues et s'allongeait d'ailleurs jusqu'en 1961. Il devait servir de base aux prévisions budgétaires de 1955; mais au début de l'année, on dut se rendre compte qu'il dépassait encore les possibilités financières. Une partie du plan fut alors intégrée dans un plan général d'armement — triennal, puis bi-triennal — que le Gouvernement voulait mettre sur pied pour l'ensemble des trois armées. De longues et pénibles discussions s'instaurèrent entre ministère de la défense nationale et ministère des finances, qui durèrent des mois. Finalement, après des amenuisements successifs, tout véritable plan disparut et on ne fixa que des objectifs limités à atteindre tant à la fin de 1955 qu'à la fin de 1956, puisque, vous vous en souvenez, les budgets militaires furent votés, au début d'août 1955, à la fois pour les deux années.

Ces objectifs étaient les suivants pour l'armée de l'air:

— 38 escadrons de combat à la fin de 1955, avec des effectifs de 138.000 hommes;

— 48 escadrons de combat et 146.000 hommes à la fin de 1956.

Les crédits se montaient à 256,5 milliards seulement pour 1955, au lieu des 268 de l'année précédente: ils traduisaient la fin de la guerre d'Indochine et le rapatriement de notre corps expéditionnaire, et tenaient compte de l'étalement d'un certain nombre de travaux dans le domaine de l'infrastructure.

Pour 1956, le budget voté s'élevait à 286 milliards environ, faisant une part relativement plus grande aux dépenses de fabrications.

Mais les événements d'Afrique du Nord et l'effort militaire considérable qu'ils nous imposèrent, eurent, dès 1955 et surtout en 1956, une répercussion sensible sur l'évolution de l'armée de l'air. Priorité fut donnée à la mission de participation au maintien de l'ordre et l'accroissement de nos forces de combat fut provisoirement ralenti. On dut mettre très rapidement sur pied un nombre important d'unités d'appui aérien, équipées d'avions légers et d'hélicoptères, en même temps qu'on constituait des unités d'intervention au sol et qu'on développait considérablement l'infrastructure opérationnelle. Malgré l'appoint constitué par les effectifs maintenus ou rappelés, l'armée de l'air était obligée de faire appel notamment à du personnel d'encadrement et à du personnel navigant, prélevés sur les formations métropolitaines. Dans ces conditions, le nombre d'escadrons de combat ne dépassera pas 40 à la fin de 1956.

Si les objectifs fixés pour cette date dans le budget ne pourront pas et de loin être atteints quantitativement, on doit reconnaître que la modernisation de nos unités se poursuit peu à peu et aussi qu'une part plus grande de nos matériels aériens provient de la construction française. Malheureusement les progrès sont tels dans la technique aéronautique, qu'un appareil réputé moderne il y a seulement deux ans, se trouve actuellement dépassé par d'autres plus récents: si les « Vampire » ne figurent plus parmi nos formations de combat, « Mistral » et « Ouragan » doivent assurer leur service pendant plusieurs années encore, alors qu'ils ne constituent plus depuis longtemps que des appareils de transition très nettement surclassés. Les « Mystère II » et même les « Mystère IV A » qui, l'an dernier encore étaient à la pointe du progrès, ne tarderont pas non plus à perdre leur relative avance. Les premiers matériels fournis par l'aide américaine ont de leur côté fait place progressivement à des appareils de même origine, mais à performances améliorées, « F. 84 K. » et « F. 86 », qui tiennent une place honorable dans nos formations de combat. La situation s'améliore très sensiblement dans nos groupes de transport, où les « N. 2501 » auront sous peu complètement remplacé les vieux « Dakota » et les « JU. 52 », dont l'extraordinaire carrière aura duré vingt-cinq ans.

Les possibilités budgétaires de 1955 et 1956 auront permis de lancer en série de « Supermystère IV B 2 », dérivé du « Mystère IV B » et sans doute dernier héritier de cette famille d'intercepteurs dont l'ancêtre fut l'« Ouragan ».

Ont été également commandés en série au cours des deux exercices 1955 et 1956:

— des avions Max Holste « Broussard », adaptés à des terrains sommairement aménagés et dont les premiers exemplaires sont entrés en service en Algérie;

— des « Bréguet deux ponts » destinés au transport lourd;

— des « Morane 760 » biréacteurs pour la liaison rapide;

— enfin, pour les besoins d'ensemble des trois armées (Air, Terre, Mer), un nombre important d'hélicoptères, tant moyens (Alouette) que léger (Djinn); les crédits nécessaires ont d'ailleurs été pour la plupart inscrits à la section commune dans les dépenses exceptionnelles d'Algérie et la répartition en sera faite ultérieurement selon les besoins.

L'importance de ces commandes, les besoins accrus de l'armée de terre, aussi bien que de l'aéronautique navale, l'accélération de certaines fabrications, l'adaptation à des missions différentes de certains matériels existants ou achetés à l'étranger, le développement des fabrications de pièces de rechanges, ainsi que l'accroissement des commandes d'exportation et le lancement en série de l'avion civil de transport moyen « Caravelle », ont, depuis 1954, accru sensiblement le plan de charge de l'industrie aéronautique, dont la situation d'ensemble est temporairement devenue moins précaire. Des difficultés sérieuses se sont produites pour diverses sociétés, du secteur privé notamment, mais elles ont été surmontées pour ne pas compromettre des fabrications indispensables à la défense nationale ou des perspectives intéressantes d'exportation. Les effectifs, qui avaient atteint 70.000 au 1er octobre 1955 dans le domaine proprement aéronautique des diverses usines de cellules, de moteurs et d'équipement, dépassaient 76.000 au 1er octobre 1956. Les études de prototypes ont d'autre part abouti à des réalisations remarquables et le salon de l'aéronautique de l'an dernier a montré que la technique française, malgré les retards accumulés, les erreurs commises et les moyens réduits dont elle a disposé, était parvenue à se classer de façon très honorable dans une compétition internationale acharnée.

Signalons toutefois que le collectif voté au mois d'août dernier, s'il a accordé des crédits supplémentaires hors budget pour les dépenses exceptionnelles d'Afrique du Nord, a amputé par contre le budget normal de l'air pour 1956 de 19 milliards, ce qui en a ramené le montant de 286 à 287 milliards environ. Une telle ponction n'a pu être obtenue que par la vente à l'étranger de matériels initialement construits pour nos besoins propres, mais dont les réductions successives apportées aux programmes n'imposait plus l'utilisation. En dehors de la réduction de nos stocks de carburant, des étalements durent également être consentis dans les travaux d'équipement de nos bases.

II. — Le budget de 1957.

Dans quelles conditions s'est présentée l'élaboration du projet de budget de 1957? Vous connaissez tous les raisons impérieuses qui ont obligé le Gouvernement à limiter au maximum les dépenses de l'Etat, dépenses qui, d'année en année, marquent un accroissement continu. Les dépenses exceptionnelles d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient s'ajoutant aux dépenses ordinaires, il était indispensable de comprimer à l'extrême les crédits du budget normal. Les dépenses militaires, comme les autres, ont donc été soumises, cette année, à un examen plus sévère encore que les années précédentes et le Gouvernement s'est fixé pour elles un plafond de 1.001 milliards France d'outre-mer comprise. Il n'entre pas dans nos attributions de discuter ce chiffre et d'examiner si le pourcentage qu'il représente dans le total des dépenses de l'Etat ainsi que dans le revenu national, est normal et de quel prix peut être payée la défense nationale de notre pays. La part réservée à l'Air a été maintenue à un pourcentage sensiblement égal à celui du budget voté pour 1956, soit 28,6 environ, ce qui donnait un chiffre absolu de 286 milliards. Nous n'aborderons pas non plus ici la question de savoir si, au sein des budgets militaires, la part de l'Air est rationnelle et si un effort particulier n'aurait pas dû être fait dans un domaine qui prend une importance de plus en plus grande, à l'intérieur d'un système de défense où la rapidité d'exécution est un facteur essentiel d'efficacité. Le problème peut être longuement débattu et demanderait une étude approfondie, qui ressortit d'ailleurs beaucoup plus à la commission de la défense nationale qu'à votre commission des finances. Nous nous bornerons à constater que le chiffre de 286 milliards auquel s'est arrêté le Gouvernement, est du même ordre que celui que nous avons vo'é l'an dernier pour le budget de 1956. Mais comme ce dernier, nous l'avons dit plus haut, a subi en cours d'année un abattement de 19 milliards, le projet de budget 1957 se présente donc comme une augmentation de 19 milliards sur le budget final de l'exercice précédent.

Plusieurs causes intervenaient dans le sens d'une augmentation des crédits 1957 par rapport à ceux de 1956:

1° Notons tout d'abord que les dépenses de fonctionnement s'accroissent d'année en année et les raisons en sont évidentes dans une armée en rapide expansion, dont, nous l'avons vu, les effectifs ont doublé en cinq ans: augmentation des soldes, de l'alimentation, de l'entretien général du personnel, frais d'entretien de matériels plus nombreux et plus complexes, ainsi que d'installations immobilières toujours plus étendues. Les répercussions s'en font sentir de façon permanente et les accroissements de dépenses s'ajoutent les uns aux autres, dans les budgets successifs. Même s'il n'y avait aucun développement quantitatif d'effectifs ou d'unités constituées et toutes choses égales d'ailleurs, les crédits d'entretien enregistreraient une hausse certaine: en dehors des mesures générales prises depuis quelques années pour améliorer le sort encore très modeste des personnels de l'Etat, l'entretien du matériel à lui seul conduirait à des dépenses croissantes; le coût unitaire des réparations s'accroît en effet avec la complexité toujours plus grande des matériels et des équipements et les revisions ou visites périodiques doivent être plus fréquentes quand un matériel nouveau entre en service, jusqu'à sa mise au point définitive.

Les crédits de fonctionnement, qui s'élevaient à près de 115 milliards en 1955 et initialement à près de 123 en 1956, devaient donc normalement continuer une progression d'autant plus forte que le développement de l'armée de l'air se poursuivrait plus rapidement. Il n'était pas exagéré d'en prévoir un montant de l'ordre de 130 milliards;

2° Une seconde cause d'augmentation tenait à la charge de l'échéancier des payements prévus pour 1957 dans le budget de 1956. L'exécution des opérations déjà en cours ou à lancer dans le courant des deux exercices 1955 et 1956, aboutissait, en effet, avec les cadences envisagées, à grever l'exercice 1957 d'un montant de dépenses de 160 milliards environ.

L'ensemble de ces prévisions donnait déjà un budget de l'ordre de 290 milliards, en supposant qu'aucune opération nouvelle ne serait lancée en 1957. Or, c'est là une hypothèse irréalisable car, tant pour les études que pour les fabrications ou l'infrastructure, un minimum d'engagements nouveaux est indispensable, si l'on veut sauvegarder l'avenir et éviter l'asphyxie. Les plus modérées des évaluations s'élevaient donc à un total qui dépassait notablement les limites assignées;

3° Ajoutons à cela que le Gouvernement avait reconnu comme indispensable d'accroître nos moyens aériens dans nos territoires d'outre-mer; déjà, dans le collectif 1956 destiné à l'Afrique du Nord, ont été prévus des crédits pour l'achat de matériel aérien et pour des travaux d'infrastructure. Cet effort devait être intensifié, tant par l'envoi de personnel supplémentaire, que par la création de moyens nouveaux et l'aménagement de bases aériennes.

Il résulte de tout ce qui précède que, pour demeurer dans le cadre qui leur était imposé, les services furent conduits à prendre des mesures draconiennes, en évitant toutefois de compromettre irrémédiablement l'avenir. Il fallait, de toute évidence, agir à la fois sur les dépenses de fonctionnement et sur celles d'équipement. Comment a-t-on procédé?

A. — Dépenses de fonctionnement. — Le seul moyen d'enrayer une hausse importante des frais de fonctionnement était de stopper provisoirement tout accroissement nouveau de l'armée de l'air. C'est à quoi on se résolut, malgré les conséquences graves d'une telle mesure. Il fut donc décidé que les effectifs seraient maintenus à la hauteur de ceux de 1956 et qu'aucune formation nouvelle ne serait mise sur pied dans nos forces de combat et nos forces de transport. Seules, comme nous venons de le dire, nos forces d'outre-mer seraient renforcées.

Le projet de budget est donc établi, en 1957 comme en 1956, sur des effectifs de 146.000 hommes; mais nous devons signaler que ces effectifs budgétaires ne seront pas atteints dans la pratique, en raison de l'insuffisance des contingents à incorporer en 1957. Compte tenu en effet des besoins de l'Afrique du Nord et des demandes prioritaires de l'armée de terre, la répartition des ressources en personnel ne permettra d'attribuer à l'armée de l'air qu'un nombre de jeunes appelés inférieur de 10.000 aux besoins normaux correspondant à son organisation. Il en résulte que les effectifs demeureront au niveau de ceux qui ont été atteints dès la fin de 1955, et qui n'ont guère varié au cours de 1956. L'accroissement de personnel en Afrique noire et la nécessité d'avoir en Afrique du Nord des formations à effectifs complets, appauvriront d'autant les unités métropolitaines et rendront plus difficile l'accomplissement de leur mission sur le théâtre européen.

La question soulève d'ailleurs un problème d'un ordre beaucoup plus général: on arrivera sous peu, pour l'incorporation des recrues, à la limitée d'âge inférieure fixée par la loi de recrutement. et il ne semble pas que les ressources du contingent puissent s'accroître au cours des prochaines années. Ne sera-t-on pas obligé, dans un avenir peu éloigné, de modifier les dispositions de la loi? Nous poserons seulement la question, sans nous y arrêter pour le moment.

Notons, en ce qui concerne les personnels, que la reconduction en 1957 des effectifs de 1956 entraînera un ralentissement très sensible dans l'avancement. Les élèves sortant des écoles de l'air seront bien nommés officiers — le budget le prévoit expressément et il serait foncièrement injuste de s'y opposer — mais il sera nécessaire d'arrêter toute nomination de sous-lieutenant pour les appelés au cours de la durée légale du service. Pour les sous-officiers, on devra réduire notablement les promotions et près d'un millier de soldats ou caporaux brevetés ne pourront pas être nommés sergents. Ces mesures ne faciliteront certes pas le recrutement, à une époque où précisément le nombre des rengagements est en régression très sensible. Le fait est dû en majeure partie, il faut l'espérer, au maintien des appelés sous les drapeaux ou au rappel des disponibles, catégories où se recrutaient surtout les candidats; mais on constate également une diminution considérable des engagements et une augmentation de la proportion des contrats non renouvelés. Il y a là un ensemble d'indices révélateurs d'une situation qui deviendrait d'autant plus inquiétante si elle se prolongeait, que dans l'armée de l'air, arme essentiellement technique, la proportion du personnel de carrière est déjà insuffisante.

L'arrêt du développement de l'armée de l'air et une étude serrée des dépenses de personnel et d'entretien ont permis de limiter les moyens des services à un peu plus de 119 milliards, soit 3,5 milliards de moins que les crédits votés pour 1956, mais 3 milliards de plus que les crédits restant après les annulations intervenues au cours de l'année. Dans l'ensemble, les crédits seront du même ordre que ceux de cette année et il ne saurait être question pour 1957 de les réduire au-dessous de ce niveau, à moins de paralyser complètement le fonctionnement des services. Il fallait donc, pour abaisser le montant total des prévisions budgétaires, se rabattre une fois de plus sur les dépenses d'équipement.

B. — Dépenses d'équipement. — Ces dépenses comprennent à la fois les études et investissements, les fabrications de matériels aériens et non aériens, et l'infrastructure. Dans le domaine des études, le Gouvernement était décidé à consentir un effort important, notamment pour les engins spéciaux, seul moyen de sauvegarder l'avenir; les crédits de l'espèce ne pouvaient donc être qu'en augmentation. Certaines dépenses d'infrastructure d'autre part, trop longtemps repoussées, ne pouvaient plus être reculées. Il ne restait donc guère comme solution, pour diminuer l'échéancier 1957, que la réduction des dépenses prévues pour les constructions de matériel aérien. Malgré les inconvénients qui pouvaient en résulter, c'est dans cette voie qu'on s'est orienté: dans une mesure qui est apparue compatible avec les nécessités militaires et industrielles, on a été amené à supprimer un certain nombre d'opérations qui n'avaient pas encore été lancées et à ralentir l'exécution des autres. C'est ainsi qu'on a diminué les cadences de fabrication des principaux matériels destinés à la rénovation de l'armée de l'air et qu'on a renoncé à une part importante du programme des télécommunications. Ces décisions sont grosses de conséquences, car elles reculeront encore la date de mise en service des matériels les plus modernes « Super-mystère » et « Vautour » et reporteront à une date ultérieure l'achèvement de notre couverture de D. A. T.

C'est ainsi qu'on est arrivé, pour le total des dépenses d'équipement (opérations déjà lancées et mesures nouvelles), au chiffre inscrit au budget, de 185,8 milliards. Et cependant, si rigoureuses qu'elles fussent, ces mesures demeuraient insuffisantes, car la confrontation des prévisions établies pour l'ensemble de la défense nationale fit apparaître, malgré les compressions opérées, un dépassement de 30 milliards sur le plafond impérativement fixé. Un abattement global fut alors imposé, au dernier moment, sur les budgets militaires, abattement qui, pour le budget de l'air, se monte à 18,8 milliards et ramène le total des dépenses d'équipement à 167 milliards. Cet abattement porte sur l'ensemble des crédits du titre V, sans qu'aucune ventilation n'ait été faite entre les différentes rubriques, études, fabrications et infrastructure. Il n'est donc pas possible de savoir dans quelle mesure les constructions aéronautiques pourront être à nouveau touchées. Notons à ce sujet que la procédure consistant à appliquer un abattement forfaitaire sur un ensemble de dépenses de natures différentes, sans en prévoir la répartition, constitue la plus déplorable méthode de réduction des crédits, car elle laisse les services dans l'incertitude des moyens dont ils pourront disposer; elle enlève, de plus, au Parlement, tout contrôle sur les dépenses qu'on lui demande de voter.

On nous laisse bien entendre que des crédits de report pourront, dans le courant de l'année prochaine, être dégagés sur l'ensemble des budgets de la défense nationale lorsque seront connus les résultats de la gestion 1956 et qu'ils viendraient alors combler la différence. Mais ce n'est là qu'une hypothèse, un espoir d'autant plus fragile que l'existence de reports possibles de 1956 sur 1957 est déjà entrée en ligne de compte dans le calcul des crédits. Et si cet espoir ne se réalise pas? Faudra-t-il à nouveau, vers le milieu de l'année prochaine, à une époque où toute la machine industrielle sera en marche à la cadence qu'on vient de lui imprimer, bouleverser à nouveau un programme déjà rogné à l'extrême limite, au risque cette fois, non seulement de porter un coup mortel à la rénovation de l'armée de l'air, mais aussi de susciter de graves difficultés industrielles, avec toutes les conséquences économiques et sociales que cela comporte? Ou bien le Gouvernement reviendra-t-il devant nous, demander des crédits supplémentaires? Etait-il indispensable de laisser planer une menace aussi sérieuse pendant des mois, uniquement pour que les chiffres budgétaires demeurent inférieurs à un maximum qu'on envisage peut-être de dépasser et dont le montant, discutable, n'a pu, en tout état de cause, qu'être arbitrairement fixé? Votre commission des finances serait heureuse d'avoir, sur ce point, des apaisements de la part du Gouvernement.

Telles sont, brièvement résumées, les données sur lesquelles repose le budget de l'air pour 1957. Les perspectives qu'il offre ne sont pas encourageantes:

— l'armée de l'air demeure à nouveau sans plan d'ensemble cohérent et homogène et devra continuer à vivre au jour le jour, avec des « paliers intermédiaires », des « objectifs transitoires », qui interdisent, entre autres, toute politique rationnelle pour le recrutement et la formation du personnel, œuvre cependant de longue haleine;

— son développement est arrêté; elle ne pourra mettre en ligne pendant plusieurs années dans ses forces de combat, ni un escadron, ni un avion de plus; le nombre d'avions diminuera même avec l'arrivée des matériels nouveaux, qui impliqueront une modification dans la structure des unités;

— sa rénovation est reculée par la réduction apportée aux cadences de fabrication des principaux matériels; dans ces conditions, des avions qui actuellement encore peuvent être à la pointe du progrès technique, ne seront-ils pas dépassés lorsqu'ils seront mis en service? N'est-ce pas d'ailleurs la raison qui a fait « couper » les commandes?

— notre couverture de D. A. T., déjà insuffisante — la question a été bien souvent débattue — ne sera pas complétée: on ne peut envisager pour elle qu'une rénovation partielle dans certains secteurs déjà équipés;

— seules nos forces légères d'appui terrestre et nos forces d'outre-mer pourront être renforcées.

Si décevantes que soient ces constatations, nous ne pouvons guère, dans les conditions présentes, avec les charges de tous ordres qui pèsent sur notre économie, refuser, pour l'année prochaine, d'accepter la « pause » qu'on nous demande une fois de plus. Mais nous voudrions être rassurés pour l'avenir, car la situation de 1957 risque de se retrouver, aggravée, pour 1958. Or, en matière aérienne, il n'est pas possible de demeurer dans l'immobilisme, sous peine de nous voir définitivement distancés et d'être éliminés de la compétition mondiale; mieux vaudrait alors renoncer tout de suite à notre rôle. Mais les charges seront notablement plus lourdes: les dépenses de personnel seront accrues, les frais d'entretien du matériel ne feront qu'augmenter; sans parler des charges d'Algérie qui seront vraisemblablement encore supportées par un budget spécial, notre effort intensifié dans les territoires d'outre-mer pèsera d'un poids plus lourd sur le budget normal: le simple échéancier d'ores et déjà prévu pour les dépenses obligatoires actuellement engagées ou qui vont l'être, dépasse de quelque 30 à 40 milliards celui qui était fixé pour 1957 et qu'il n'aura pas été possible d'honorer. Au total, c'est un budget supérieur de quelque 50 à 60 milliards à celui qu'on nous propose qui, dès maintenant, se révèle pour 1958 indispensable à la vie de notre armée de l'air.

Si la conjoncture ne permettait pas un effort de cet ordre, les conséquences pourraient alors en être désastreuses: sur le plan industriel, il n'est plus possible d'étirer ou de couper à nouveau les programmes de fabrications, sous peine d'atteindre le niveau au-dessous duquel la construction n'est plus rentable et devrait être abandonnée. Sur le plan militaire, un nombre plus réduit d'avions surclassés n'aboutirait qu'à une force aérienne dont la valeur opérationnelle s'anihilerait très rapidement. Faudrait-il alors renoncer provisoirement à l'une ou l'autre des missions de l'armée de l'air et concentrer nos moyens sur celles que nous pourrions conserver? Il s'agirait là, vous n'en doutez pas, d'un choix extrêmement grave, mais il est de notre devoir de poser dès maintenant la question, en souhaitant que le Gouvernement puisse y répondre en nous indiquant comment il envisage, pour un proche avenir, l'évolution de l'armée de l'air.

La brève incursion que nous venons de faire dans les budgets passés et le tour d'horizon rapide auquel nous a conduit l'examen du budget 1957 nous amènent à vous présenter quelques réflexions sur l'armée de l'air et de façon plus générale, sur l'arme aérienne. Que constate-t-on lorsqu'on parcourt les budgets de l'air depuis l'époque où fut décidé notre réarmement aérien?

1° Ce qui frappe tout d'abord, c'est l'augmentation considérable des effectifs: de 65.000 hommes en 1950, l'armée de l'air est passée à 91.000 en 1951, à 117.000 en 1952, 123.000 en 1953, 133.000 en 1954, 138.000 en 1955, pour atteindre 146.000 en 1956. En cinq ans, elle a doublé son personnel. Une telle expansion pourrait à première vue paraître anormale devant l'accroissement beaucoup moins rapide des unités et des avions; on constate d'ailleurs qu'au total l'ensemble du personnel navigant, officiers et sous-officiers, ne dépasse guère 7.000 hommes; et encore sur ce nombre, combien seraient à même d'être valablement utilisés dans nos forces de combat? Force est donc de reconnaître — et le fait s'observe dans toutes les armées de l'air actuelles — que la mise en œuvre des matériels modernes, avec leur complexité croissante, leurs organes délicats, leurs équipements de précision, l'outillage spécialisé qui leur est indispensable, nécessite un personnel toujours plus nombreux dont la formation est sans cesse plus longue et plus difficile. Cette formation du personnel fut, au cours de ces dernières années, une des préoccupations dominantes de l'état-major, car un recrutement régulier doit être prévu longtemps à l'avance et les à-coups imprimés aux plans d'accroissement en contrarièrent bien souvent le rythme. La D. A. T. à son tour, qui utilise de multiples stations et sous-stations disséminées sur la surface du territoire et un réseau complexe de transmissions toujours en alerte, absorbe à son tour un important contingent de personnel, dont le nombre est d'ailleurs actuellement insuffisant. Les écoles, enfin, tant du personnel navigant que du personnel spécialiste ou du personnel général, exigent des moyens techniques, administratifs et d'encadrement considérables.

Il ne serait d'ailleurs pas rationnel de faire un rapprochement entre le personnel total de notre armée de l'air et le nombre d'avions construits par nos usines: la comparaison ne saurait être retenue car, jusqu'à une époque récente, la majeure partie de nos forces de combat était équipée par du matériel étranger; il en est d'ailleurs, à l'heure actuelle, encore ainsi, pour une très notable fraction.

Ce qu'on peut seulement faire observer, c'est le coût en personnels de toutes spécialités, d'une force de combat relativement restreinte. Nous savons bien qu'en dehors de la mission principale de défense de notre espace aérien — et sans parler des opérations actuellement exécutées en Algérie au profit des forces terrestres — l'armée de l'air doit assurer des missions de maintien de l'ordre dans nos territoires d'outre-mer. Mais, jusqu'à présent, le personnel utilisé outre-mer était peu nombreux et l'effort essentiel était centré sur les forces de combat. C'est dire que si l'on voulait augmenter ces forces dans des proportions importantes, il faudrait — abstraction faite de toute autre question — pouvoir disposer d'un personnel considérablement accru; mais, dans les conditions actuelles, des limitations interviendraient rapidement par suite de l'insuffisance des ressources du contingent par rapport aux besoins des différentes armes. Des problèmes se poseraient, qui ne seraient sans doute pas simples à résoudre;

2° Tandis que le personnel suit une progression constante et rapide, les budgets, par contre, montrent une relative stabilité, que mettent en relief les chiffres suivants:

1952: 278 milliards; en défalquant les 30 milliards d'infrastructure interalliée, qui ne figureront plus dans les budgets de l'air à partir de 1954, mais en y incorporant les 13 milliards de transfert qui ont été nécessaires en fin d'année, il reste environ 261 milliards;

1953: budget voté, 279 milliards, dont 9 milliards d'infrastructure interalliée; mais ce budget a dû subir, en cours d'année, une amputation de 8 milliards, ce qui ramène le total à 262 milliards environ;

1954: 268 milliards environ;

1955: 256 milliards (la diminution par rapport à 1954 tient essentiellement à la fin de la guerre d'Indochine);

1956: le budget voté se montait à 286 milliards, mais il a supporté des annulations de 19 milliards, qui l'ont abaissé à 267 milliards.

On voit que, depuis cinq ans, les budgets de l'air ont varié, *grosso modo*, entre 260 et 270 milliards. Or, les dépenses de personnel et les frais d'entretien de ce personnel, les dépenses d'entretien des matériels et des installations, les dépenses de carburant, etc., étaient en continuelle augmentation; les prix des avions croissaient avec leur complexité et les travaux d'infrastructure devaient se développer au fur et à mesure de la création de nouvelles formations. Dans un budget sensiblement constant, il est bien évident qu'on devait se trouver en butte à de perpétuelles impossibilités et on comprend pourquoi aucun des nombreux plans d'accroissement préparés par l'état-major n'a pu aboutir: si la première annuité d'un plan demeurait dans les limites budgétaires fixées, les suivantes, évidemment, se heurtaient aux impératifs financiers et devaient être revisées: c'est pourquoi, sans parler des plans démesurés de 1951, tous ceux qui furent élaborés depuis 1952 sont en retrait d'année en année, les uns sur les autres. On juge d'ailleurs tout ce que cela peut comporter de confusion, de temps perdu, d'efforts inutiles et d'à-coups portés à un organisme fragile qui cherchait, et qui cherche toujours, son équilibre;

3° Les sommes dépensées cependant sont importantes et l'effort fait par le pays pour avoir une armée de l'air n'est pas négligeable. Or, qu'avons-nous pu réaliser comme force de combat ? Avec du matériel français, quelques escadres d'intercepteurs seulement, puisque jusqu'ici, rappelons-le, les autres avions de combat nous ont été fournis par une aide extérieure; c'est d'ailleurs la fin de cette aide — et l'obligation où nous sommes de remplacer par du matériel français les appareils américains — qui accroit considérablement les dépenses des budgets futurs et qui pose les problèmes redoutables que nous évoquions plus haut. On est bien forcé d'en conclure qu'une aviation moderne est un instrument très coûteux, un outil de luxe, si l'on peut ainsi s'exprimer, et que nous ne pouvons pas prétendre, dans la situation économique et financière qui semble devoir être la nôtre au cours des années à venir, pouvoir développer beaucoup plus nos forces aériennes et, à plus forte raison, les orienter dans des domaines que nous n'avons pas encore abordés ou auxquels nous avons déjà dû renoncer: continuer de remplir les missions qui, jusqu'à présent, nous ont été imparties, sera déjà une tâche extrêmement lourde.

Notre défense aérienne ne peut donc se concevoir qu'au sein de nos alliances, et ce sont ces alliances qu'il nous parait indispensables de resserrer: il faut, de plus en plus, mettre en commun tous les moyens et répartir les tâches suivant les possibilités et les rôles de chacun, afin d'obtenir le rendement maximum par une division du travail plus poussée;

4° On entend parfois dire — et de plus en plus souvent — que le rôle des avions pilotés est maintenant terminé, que la place est aux engins et qu'on arrive à la guerre « presse-boutons »; qu'il serait inutile de persévérer dans des fabrications qui — si valables soient-elles lorsqu'elles sont entreprises — n'aboutissent finalement, devant l'effrayante rapidité des progrès techniques, qu'à mettre en service des appareils dépassés; que nos plus modernes appareils en essais seraient incapables d'interdire le ciel à d'éventuels bombardiers; qu'il convient donc de porter désormais tous nos efforts sur les engins spéciaux.

Nous sommes convaincus que, dans un proche avenir, la guerre — une certaine forme de guerre tout au moins — si elle devait éclater, serait en effet une guerre « presse-boutons » et que l'avenir est aux engins auto ou téléguidés, lancés du sol ou d'une plate-forme aérienne contre des avions, des objectifs terrestres ou d'autres engins. Mais, là comme ailleurs, on ne saurait brûler les étapes. Des efforts importants sont actuellement consentis pour développer et hâter les études, les essais et la mise au point des engins spéciaux: cependant l'état d'avancement des travaux ne permet pas encore, sauf pour quelques cas particuliers, de lancer les commandes de série qui pourraient venir relayer les actuelles commandes d'intercepteurs. En attendant, à moins de consentir, ce qui nous paraît malgré tout extrêmement dangereux — à avoir, pendant un certain temps, un vide dans notre couverture aérienne, il nous semble nécessaire de poursuivre les fabrications en cours et la mise au point des appareils encore aux essais, qui, peut-être, alors seront les derniers de leur genre.

Nous devons toutefois attirer l'attention sur les conséquences qui pourront en résulter pour l'industrie aéronautique. Nous avons vu que les commandes importantes actuellement lancées et les besoins exceptionnels de l'Afrique du Nord ont notablement accru le plan de charge de l'industrie depuis deux ans: la réduction et l'étalement de certaines fabrications, imposés, nous l'avons dit, par la préparation du budget de 1957, seront sensiblement compensés par l'accroissement du volume des pièces de rechange nécessaires. Il est probable que le niveau actuel pourra se maintenir encore en 1958, mais l'apparition plus massive des engins et l'extinction graduelle des intercepteurs tout au moins, placeront l'industrie devant une situation nouvelle à laquelle elle doit dès maintenant se préparer à faire face. La fabrication des engins en effet ne nécessité ni la même main-d'œuvre, ni les mêmes outillages, ni les mêmes aménagements d'usine, que les constructions classiques. Dans le domaine des cellules notamment, des adaptations sont indispensables, si l'on ne veut pas se trouver, d'ici cinq ans au plus, dans une situation plus difficile encore que celle d'il y a quelques années. Il n'est pas trop tôt pour y songer.

Conclusions.

Quelles conclusions présenter à la fin de cet exposé ? Nos moyens financiers très limités, les besoins accrus des territoires dont nous devons assurer la défense au delà des mers, les prix croissants de matériels toujours plus complexes et plus délicats, dont la mise en œuvre exige un personnel de plus en plus nombreux et spécialisé avec des moyens logistiques considérables, ne nous permettent d'entretenir — à grand frais — qu'une armée de l'air modeste, dont l'efficacité par suite ne peut qu'être limitée. Les réductions successives que nous avons constatées tout au long des années passées dans les plans d'accroissement qui paraissaient même les plus restreints, en sont une preuve indiscutable, que viendrait confirmer, s'il en était besoin, l'examen du budget qui nous est présenté.

Dans un système de défense qui a pris un caractère intercontinental, nous ne pouvons donc être, nous le répétons, qu'un des éléments — élément de première ligne — dont le rôle et l'importance sont peut-être à reviser en fonction de nos possibilités réelles, compte tenu des charges que nous assumons par ailleurs et des impératifs de notre économie.

Au cours des années à venir, nous assisterons sans doute à une transformation profonde des armements, transformation qui bouleversera les données mêmes de la défense nationale et particulièrement de la défense aérienne. D'ores et déjà, nous devons entreprendre la revision de certaines de nos conceptions, en tirant les enseignements d'un passé récent.

Notre pays a prouvé par dix ans d'efforts soutenus, que l'intelligence, le travail et la foi de nos ingénieurs et techniciens pouvaient nous hausser au premier rang dans certaines réalisations techniques; il vient de montrer, en Algérie et ailleurs, que l'audace, le dévouement et l'habileté de nos personnels sont toujours dignes des traditions françaises. Ceux à qui incombe la redoutable et haute responsabilité d'orienter, sous le contrôle du Parlement, nos efforts d'ordre militaire, doivent savoir à temps s'adapter aux conditions nouvelles et envisager avec réalisme les problèmes qui déjà sont posés.

Sous les réserves d'ordre général énoncées à la page 31 du tome II du présent rapport, votre commission vous propose de voter les crédits de la section air du budget de la défense nationale.

SECTION GUERRE

Rapporteur spécial: M. André BOUTEMY.

Les crédits de payement demandés pour la section guerre s'élèvent à 307.9 milliards, ainsi répartis:

Fonctionnement, 219.3 milliards;

Equipement, 88.6 milliards.

Ces crédits sont appelés à couvrir les besoins normaux, à l'exception des dépenses supplémentaires d'Afrique du Nord.

Cette année, pour la première fois, les forces de l'armée de terre stationnées dans le Sud-Viet-Nam ne font pas l'objet d'un budget particulier. Les dépenses correspondantes sont incluses dans les différents chapitres du fascicule guerre. Leur montant total pour 1957 est évalué à 2 milliards, correspondant à l'entretien de la base de Séno et de sa ligne de communication.

Il n'en était pas de même en 1956 car, pour cet exercice, le corps expéditionnaire d'Extrême-Orient a fait l'objet d'un décompte budgétaire particulier à concurrence de 17 milliards, compte tenu des économies qui furent réalisées après coup au cours de l'année écoulée.

Les crédits normaux utilisés en 1956 pour la section guerre se sont montés à 395,4 milliards, non compris les 17 milliards du corps d'Indochine.

Les chiffres à rapprocher pour ces deux exercices devraient donc être les suivants:

1956: 322,4 milliards; 1957: 307,9 milliards.

Cette remarque n'est pas sans intérêt car, si le rapatriement du corps expéditionnaire a eu pour effet de supprimer une dépense de 17 milliards au titre de l'Extrême-Orient, il n'a pas entraîné la suppression des troupes que l'on entretenait sur ce théâtre d'opérations, mais simplement une économie d'entretien puisqu'elles opèrent sur des théâtres où la charge de fonctionnement est moins importante. Les effectifs en cause étaient d'ailleurs en presque totalité du personnel de carrière ou au delà de la durée légale. Nous le verrons réapparaître dans le budget de la section guerre et plus particulièrement au cours des collectifs destinés à couvrir les dépenses exceptionnelles d'Afrique du Nord.

I. — Dépenses de fonctionnement.

Les crédits de fonctionnement sont essentiellement fonction des effectifs militaires.

En 1956, les effectifs budgétaires de l'armée de terre ont été de 460.010 unités. Sur ce total, 3.048 hommes sont rémunérés sur la section commune et 15.756 ont été transférés en cours d'année à l'armée royale marocaine, tandis que 1.200 arrivent cette année en supplément au titre de la force d'occupation de la base de Séno et de sa ligne de communication.

Finalement c'est un effectif de 444.831 qui a servi de base à l'établissement du budget de la section guerre pour l'armée 1957, car le Gouvernement a décidé de reconduire exactement, au titre des dépenses normales, les effectifs de 1956.

La répartition par territoire des effectifs militaires est la suivante:

Métropole, 192.085; Afrique du Nord, 164.956; Allemagne, 86.590; Sud-Viet-Nam, 1.200. — Total, 444.831.

La répartition de ces personnels par grade ou par statut est la suivante:

Officiers de carrière, 25.769.

P. F. A. T., 6.636; sous-officiers A. D. L., 70.253; hommes de troupe A. D. L., 92.167. Total personnel A. D. L., 168.456.

Officiers P. D. L., 1.370; sous-officiers P. D. L., 15.600; hommes de troupe P. D. L., 234.236. Total personnel P. D. L., 250.606.

Total général, 444.831.

Il résulte de ce tableau que les effectifs budgétaires de la section guerre (444.831) comprennent notamment 194.225 personnels de carrière ou servant au delà de la durée légale.

Deux remarques s'imposent:

1° Il convient d'insister sur le fait que nous n'avons là qu'une partie des effectifs qui seront réellement entretenus au cours de l'année prochaine, car le Gouvernement se réserve de financer à part, ainsi qu'on l'a déjà dit, l'entretien des effectifs qu'il considère comme nécessaires aux événements d'Afrique du Nord. Il est d'ailleurs évident que le chiffre qui correspond à ce territoire est manifestement inférieur à la réalité, puisqu'il ne fait apparaître que 164.956 hommes alors que l'on sait que l'intention gouvernementale est de maintenir à peu près le niveau actuel, malgré le renvoi en cours des disponibles et rappelés;

2° Le budget normal qui nous est soumis ne comprend qu'une fraction du personnel de carrière ou A. D. L., le reste devant figurer lui aussi aux collectifs d'Afrique du Nord. Ce personnel, qui provient des cadres transférés d'Indochine, n'a pas cessé de servir, et il n'est pas dans l'intention du ministère de la défense nationale de procéder à des dégagements. Les effectifs de carrière et A. D. L. dont nous trouverons, à ce titre, les dépenses d'entretien dans les collectifs sont les suivants:

Officiers, 801; sous-officiers A. D. L., 10.247; hommes de troupes A. D. L., 12.833; P. F. A. T., 664. Total, 24.545.

On constate ainsi qu'en réalité l'armée de terre rémunérée sur la section guere comprend d'ores et déjà et comprendra, au cours de l'année 1957 un effectif de carrière ou A. D. L. de 218.773 unités, soit par rapport aux effectifs globaux budgétaires (441.831) une proportion approximative de 50 p. 100.

Les crédits de fonctionnement, dans leur ensemble, correspondent donc aux besoins d'une force d'environ 445.000 hommes.

Les observations suivantes peuvent être faites sur un certain nombre de points d'application des crédits demandés:

1° Recrutement:

Au cours de l'année 1956, des mesures particulières ont dû être prises pour réaliser les effectifs nécessaires à la pacification de l'Algérie.

Parallèlement au rappel de certaines classes de réservistes ou disponibles, on a continué à accroître le volume des contingents de recrues, c'est-à-dire à abaisser progressivement l'âge d'incorporation.

A partir du début de 1957, les jeunes Français seront appelés à vingt ans, et le niveau nécessaire aux événements d'Afrique du Nord sera conservé grâce au maintien des contingents sous les drapeaux au-delà de dix-huit mois de service.

On s'efforcera que cette durée supplémentaire ne dépasse pas six mois, ce qui aura pour effet, en réalité, de porter à deux ans la durée du service militaire légal.

Puisque telle est, avec certitude, la situation de l'armée à partir de l'année prochaine, il y aurait intérêt, tout au moins du point de vue financier, à rendre légale cette disposition.

Il serait intéressant, d'autre part, de faire davantage appel aux Français musulmans dont une petite partie seulement effectuait du service jusqu'ici. Il semble, d'après les renseignements qui nous ont été donnés, que l'état-major de l'armée s'oriente dans ce sens.

Parallèlement aux mesures qui intéressent directement le volume des hommes sous les drapeaux, une grande importance est donnée désormais dans l'année au rendement du personnel sous les armes.

A ce titre, la sélection du contingent joue un rôle primordial en permettant l'affectation à coup sûr des recrues à des emplois pour lesquels elles ont des dispositions particulières.

Il y a un centre de sélection par région dans lequel les jeunes gens sont convoqués dans le mois qui précède leur incorporation.

Depuis sa fondation, le service de sélection a examiné 486.000 jeunes Français pour chacun desquels existe désormais un portrait intellectuel, physique et professionnel qui peut rendre des services très importants sur le plan national.

2° Instruction:

L'instruction de la troupe est un élément capital de la valeur de l'armée.

De la durée nécessaire à la formation d'une recrue pour le combat dépend en partie la durée du service militaire.

Depuis les dernières hostilités, l'armée de terre s'est employée à rationaliser l'organisation de l'instruction en s'inspirant des principes modernes d'organisation du travail. Elle est entrée dans la voie des réalisations en 1951.

Actuellement, l'instruction rationnelle est généralisée dans toutes les unités et centres d'instruction, mais elle n'est encore appliquée entièrement que pour l'instruction individuelle, des études étant en cours pour l'étendre à l'instruction collective.

Les méthodes sont mises au point par l'état-major de l'armée avec l'aide d'ingénieurs spécialisés. Elles visent en somme à obtenir le rendement maximum des mois de présence de la jeunesse sous les drapeaux. Il en résulte en conséquence un meilleure utilisation et une efficacité plus grande des crédits militaires de fonctionnement.

Une des questions essentielles qui se posent est de savoir s'il y a avantage à concentrer l'instruction dans des centres importants spécialisés ou bien s'il convient de la disperser à l'échelon corps de troupe.

Il a été donné à votre rapporteur d'apprécier sur place, à Trèves et à Kaiserslautern, le fonctionnement de deux gros centres. Il n'est pas douteux que l'on obtient des résultats excellents dans un minimum de temps.

Il s'est inquiété de savoir si les installations réalisées en Allemagne constituaient une simple expérience ou si l'on envisageait la création de centres semblables dans la métropole.

Il semble qu'on s'oriente vers une solution mixte selon laquelle la concentration de l'instruction dans des centres importants ne serait envisagée que pour les services et armes techniques tels que les transmissions, le matériel, les engins blindés, tandis que l'on maintiendrait le principe de la dispersion pour les autres armes.

La raison de cette décision est que l'organisation de l'instruction doit s'intégrer dans l'organisation d'ensemble de l'armée et tenir compte des impératifs de mobilisation ainsi que des impératifs budgétaires et tactiques.

C'est dans le cadre régional que s'opèrent la mobilisation et l'instruction des réserves.

Il est d'autre part nécessaire qu'après le départ d'une unité chargée d'une mission quelconque, un organisme reste sur place et remplisse le rôle de dépôt. L'unité d'instruction est toute désignée à cet effet puisqu'elle forme la troupe qui alimentera le corps.

Du point de vue tactique, le danger des bombardements renforce la nécessité de disperser autant qu'on le peut les installations militaires, de façon à ne pas présenter des objectifs trop importants aux coups de l'ennemi.

Enfin les impératifs budgétaires s'opposent en ce moment à la création de vastes centres qui nécessitent des casernements et une infrastructure importants pour lesquelles des crédits ne peuvent guère être dégagés dans l'état actuel des ressources financières.

Telles sont les raisons qui inclinent le commandement vers la solution mixte actuellement appliquée. On doit reconnaître que les arguments paraissent valables.

Mais il est à prévoir que les réalisations faites en Allemagne, dont nous profitons actuellement, ne resteront pas éternellement à notre disposition. Il apparaît déjà que leur situation est très excentrique par rapport à la zone de stationnement qui doit être celle des F. F. A. dans un avenir très prochain. Des mesures devraient être prises sans délai pour que les installations destinées à les remplacer dans la métropole soient prêtes en temps voulu.

3° Régime financier des forces françaises d'Allemagne:

L'armée de terre aura 86.000 hommes environ stationnés sur le territoire de la République fédérale allemande.

Jusqu'ici une partie importante des dépenses d'entretien de ce personnel était financée à l'aide d'une contribution en marks.

Cette situation se poursuivra jusqu'au mois de mai 1957. Au delà de cette date, on ne connaît ni le volume ni la forme de la subvention qui pourra subsister. D'ores et déjà des mesures sont prises pour que la surcharge qui résultera de cette situation sur le budget de la défense nationale, et particulièrement de la section guerre, soit réduite au minimum. On procède à une réduction importante des personnels civils allemands utilisés par les formations. On a comprimé, ou supprimé toutes les fois que c'était possible, les dépenses en capital concernant les immeubles et le matériel de transport. Le budget normal, enfin, reprendra à son compte la plus grande partie des charges d'entretien.

Les réalisations françaises en Allemagne permettent certainement de forger une armée dans de très bonnes conditions, qu'il s'agisse de l'instruction militaire ou de l'élévation du moral. Le capital investi en marks a été considérable. Il en résulte des installations actuellement à l'état de neuf dont il conviendra de profiter aussi longtemps que possible;

4° Cotisations à la sécurité sociale des fonctionnaires civils et ouvriers:

Le Gouvernement avait coutume, jusqu'en 1956, d'inscrire les crédits correspondant aux cotisations à la sécurité sociale des fonctionnaires civils et ouvriers faisant partie des départements militaires aux budgets desdits départements, alors que les mêmes cotisations concernant le personnel des ministères civils étaient rassemblés aux charges communes du ministère des finances.

Lors de la discussion budgétaire de 1956, l'Assemblée nationale a disjoint les crédits en cause, pensant qu'il convenait de leur appliquer la règle générale et de les inscrire au ministère des finances. Le Conseil de la République a suivi l'Assemblée nationale et, en 1956, ces crédits ont été retirés du budget militaire.

Il apparaît, à la lecture des explications données à l'annexe I du budget qui nous est soumis, que lesdits crédits sont à nouveau inscrits au budget militaire pour une somme de près de deux milliards.

A une demande verbale faite au service intéressé du ministère de la défense nationale, il a été répondu que cette disposition avait été introduite sur ordre du ministère des finances.

Les raisons qui ont motivé la position du Parlement en 1955 restent valables, et nous verrons ci-après que notre commission demande le redressement de cette situation pour le budget de 1958.

II. — Dépenses en capital ou dépenses d'équipement.

De 1956 à 1957 le montant des crédits d'équipement de la section guerre passe de 79,4 milliards à 88,6 milliards.

Cette variation traduit un accroissement apparent qui ne correspond pas à ce qu'aurait dû être la masse de crédits 1957 si l'échéancier des autorisations de programme antérieurement accordées avait été observé.

On peut donc dire que le programme d'armement de l'armée de terre, tel qu'il avait été finalement tracé en 1955, après d'importantes compressions d'ailleurs, est freiné.

Par ailleurs, aux crédits qui nous sont soumis s'ajouteront d'autres dotations, considérées comme exceptionnelles, au titre de l'Afrique du Nord.

Enfin le Gouvernement a l'intention de résorber en 1957 une partie des reports de l'exercice précédent, dont le montant pour la section guerre sera sans doute équivalent à celui des reports de l'année 1955 sur l'année 1956, à savoir 30 milliards environ.

Bref, dans l'ensemble, compte tenu des inconnues qui viennent d'être signalées, il n'est pas possible de faire des déductions fermes d'une comparaison que l'on effectuerait entre les crédits 1956 et les crédits 1957, ne serait-ce qu'en raison de l'impossibilité pratique de différencier les fabrications qui sont réalisées en vue des événements d'Afrique de celles qui seraient effectuées au titre de la

défense occidentale. Beaucoup d'armes et de munitions sont valables dans les deux cas, surtout si l'on tient compte de ce qu'une guerre éventuelle en Europe présenterait partiellement l'aspect d'une guerre de subversion.

Plutôt donc que d'analyser les chiffres, il a paru préférable de demander au ministère de la défense nationale quelles étaient, de façon concrète, ses projets d'équipement pour l'année prochaine.

Il ne peut être question de diffuser ici le détail de nos prévisions en la matière, ni d'insister soit sur certaines réussites de prototypes soit sur certains déboires.

On peut souligner cependant que le secteur des études recevra des moyens financiers importants.

Dans le domaine des fabrications, sera effectué le lancement en série de l'avion d'appui Potez 75, ainsi que celui d'une chaîne de jeeps modernes.

Les chaînes de fabrication concernant les engins blindés et les automoteurs d'artillerie seront maintenues en activité à un rythme légèrement amoindri, tandis qu'au contraire seront développées les chaînes d'engins téléguidés.

C'est en matière d'infrastructure que les compressions les plus importantes sont réalisées. Les seules dépenses maintenues s'appliqueront à des installations dont l'utilité est certaine quelle que soit l'évolution des conceptions logistiques.

Pour ce qui est des engins blindés et de l'artillerie, nous savons que les matériels sont au point et que la cadence de production dépend uniquement du volume des crédits accordés à cet effet.

En l'état actuel des choses et compte tenu du plafond des dépenses militaires, une partie des engins fabriqués est revendue à l'étranger tandis que nous n'en conservons qu'une fraction pour nos forces propres. Les exportations visent uniquement à maintenir en activité l'infrastructure industrielle réalisée et à utiliser à plein la main-d'œuvre qualifiée. Il en résulte en outre une rentrée de devises intéressante pour le Trésor.

Si le Gouvernement estimait un jour nécessaire d'accroître la cadence de fournitures aux forces françaises, il suffirait de leur réserver la totalité de la production.

Mais il est un autre domaine qui paraît davantage préoccupant: c'est celui des véhicules, blindés ou non, qui servent à transporter le personnel et le matériel au combat ou dans les arrières immédiats de la zone de bataille.

Les véhicules blindés de cette catégorie étaient jusqu'ici constitués par du matériel américain qui arrive à limite d'emploi. Aussi convient-il d'en assurer le renouvellement par des véhicules français.

Des études ont été faites à partir du châssis du char de 13 tonnes ou du châssis Hotchkiss de 5 tonnes. Une autre étude va être entreprise à partir du châssis de l'E. B. R.

D'ores et déjà des essais concluants ont eu lieu et des préséries seront lancées sur les crédits 1957.

Mais ici encore le plafond budgétaire n'a pas permis d'utiliser toutes nos possibilités techniques.

Quant aux véhicules de servitude, on peut distinguer deux catégories: les uns de caractère tactique permettant la circulation sur tous les terrains, les autres restant liés aux chemins.

La première catégorie comprend essentiellement les voitures de liaison et les camions de 1,5 tonne et 3,5 tonnes. En matière de voitures de liaison tactique ou jeeps, le ministre de la défense nationale a décidé de lancer en France la fabrication sous licence de la voiture qui équipe l'armée américaine. 10 milliards d'autorisations de programme sont prévus à cet effet au budget de 1957.

Mais les types de camions de 1,5 tonne ou 3,5 tonnes sont loin de pouvoir entrer dans la voie de la réalisation en série. C'est dans cette catégorie qu'existent les difficultés les plus grandes. On est contraint, pour effectuer la soudure, de renouveler les opérations d'achats aux surplus ou de réserver le parc actuel de camions américains aux seules missions tous terrains, en utilisant pour toutes les autres missions des camions du type commercial.

Aucune remarque spéciale n'est à faire sur la catégorie des véhicules de servitude proprement dits, utilisables uniquement sur les routes et chemins. On fait appel, pour ce matériel, aux types commerciaux et c sont les grandes firmes automobiles françaises qui les fournissent.

En résumé, les réalisations d'équipement de l'armée de terre en 1957 sont caractérisées par un étalement du programme ancien que pourront compenser, dans une certaine mesure et pour certains genres d'équipements, les commandes qui seront faites au titre de l'Afrique du Nord.

Une attention toute particulière doit être portée au développement du programme de fabrication des véhicules de transport, de façon à passer la période critique qui résulte de la disparition des matériels fournis par les U. S. A.

Le budget de la section guerre a été transmis sans modification par l'Assemblée nationale au Conseil de la République.

On notera toutefois que la commission des finances de l'Assemblée nationale avait disjoint les crédits concernant la sécurité sociale des personnels civils et ouvriers de la défense nationale, pour qu'ils soient inscrits aux charges communes. C'est là aussi le vœu de votre commission des finances.

En séance publique M. le secrétaire d'Etat au budget a pris l'engagement que le transfert désiré par le Parlement serait effectué dans le prochain budget, et demandé qu'on ne modifie rien au budget actuel afin d'éviter le dépôt d'une lettre rectificative.

Devant l'assurance ainsi donnée, l'Assemblée nationale a rétabli les crédits en question.

Sous les réserves d'ordre général énoncées à la page 31 du tome II du présent rapport et tenant compte de l'engagement pris par le Gouvernement, votre commission des finances vous propose d'accepter le budget de la section guerre tel qu'il a été déposé.

SECTION MARINE

Rapporteur spécial: M. COURRIERE

I. — Considérations générales.

Un programme de matériel militaire — et notamment un programme naval — est par définition un programme d'avenir: il faut cinq ans pour construire un bâtiment qui, selon son type, demeurera en service de quinze à vingt ans. Bien plus, une flotte n'est valable que si elle présente une certaine homogénéité.

Or, les techniques évolunent actuellement avec une prodigieuse rapidité. C'est dire qu'avant d'avoir atteint l'âge de la condamnation un navire risque d'être démodé; il risque même d'être dépassé avant d'avoir été lancé.

Le programme naval doit donc concilier ces inconciliables — que nous signalions déjà lors de l'examen du précédent budget. Il faut d'autant plus féliciter notre marine d'avoir trouvé une solution sinon parfaite — c'est impossible — du moins satisfaisante à cette situation.

Après la Libération, la marine est d'abord passée par une période que je qualifierais de « survie », vivant d'aumônes et de « rafistolages ».

Puis, avec la mise en chantier du *Surcouf*, a commencé la renaissance, nos arsenaux ont construit des escorteurs, puis des croiseurs, puis des porte-avions qui font honneur à leurs ingénieurs et à leurs ouvriers, et qui sont dignes des équipages qui les montent.

Mais cette renaissance a été ordonnée.

Jusqu'en 1954 la reconstruction de notre flotte a été principalement orientée vers nos besoins urgents en forces d'escorte et de dragage dans le cadre de l'O. T. A. N.

A partir de cette date, nos efforts ont essentiellement porté sur des bâtiments nécessaires aux missions permanentes nationales et plus particulièrement d'Union française tout en répondant aux besoins de l'O. T. A. N.: porte-avions, avisos d'Union française, patrouilleurs, côtiers, vedettes de surveillance, bâtiments de débarquement.

Ce développement correspondait à une nouvelle détermination de nos besoins en tonnage, fixée en relation avec les obligations internationales qui venaient d'être définies et avec nos propres besoins. On arrivait ainsi — compte tenu des doubles utilisations possibles — à un nécessaire de 540.000 tonnes, qui, à la cadence annuelle supposée de 30.000 tonnes, ne serait atteint qu'en 1970.

Ce terme étant lointain, il a paru sage, pour coordonner les constructions, de fixer un premier objectif rapproché, appelé « Objectif 1963 » qui comprend 360.000 tonnes dont:

— 300.000 tonnes de bâtiments de combat;
— 13.000 tonnes de bâtiments amphibies;
— 47.000 tonnes de bâtiments auxiliaires,

et correspond au « statut minimum » nécessaire en toute hypothèse, pour nos seuls besoins nationaux.

Cet objectif est en cours de réalisation.

Tranche 56 et 56 *bis* comprises, les commandes de bâtiments neufs atteignent 210.000 tonnes depuis la reprise des constructions. En raison des délais de construction, les tranches 57, 58 et 59 sont seules susceptibles de concourir à l'objectif 1963 auquel elles apporteront au maximum 90.000 tonnes de bâtiments neufs. En 1963, nous ne disposerons donc que de 300.000 tonnes de bâtiments neufs. Et pourtant tous les bâtiments antérieurs à 1945 seront alors condamnés ou sur le point de l'être. Nous avons donc un retard d'environ 60.000 tonnes, soit deux ans, sur les prévisions, ce retard s'accroissant toutes les fois que nos tranches annuelles restent au-dessous de 30.000 tonnes.

Mais il faut dès maintenant prévoir au-delà de l'objectif 1963 non seulement du point de vue quantitatif (tonnage) mais aussi qualitatif: trois éléments essentiels doivent en effet intervenir qui vont amener progressivement une transformation radicale de notre appareil naval:

— la détection sous-marine à grande distance;
— la mise en service d'engins auto-propulsés (et notamment à partir de bâtiments spécialement équipés à cette fin);
— la propulsion atomique.

Aussi, plusieurs croiseurs lance-engins et deux sous-marins atomiques sont-ils prévus à l'objectif 1963 qui marque ainsi déjà la transition.

Cependant ce n'est qu'à partir de 1960 que l'effort décisif sera fait pour l'indispensable passage à la propulsion atomique et c'est dans cet esprit que sont orientées dès maintenant les études de la marine en ce qui concerne ses programmes de constructions neuves entre 1961 et 1970, études évidemment menées en liaison avec le commissariat à l'énergie atomique.

Tel qu'il vous est désormais présenté, le budget de la marine ne permet pas — du moins au présent stade — à votre commission de voir quels crédits sont consacrés à la préparation de la flotte de complément — c'est-à-dire aux moyens qui, immédiatement ou après réquisition, permettront la transformation, lors de la mobilisation, d'un certain nombre de navires marchands en bâtiments militaires.

Nous avons déjà signalé le grand intérêt de cette question. Il est certainement plus spectaculaire de compter un tonnage « actif », inscrit sur les listes de la flotte, que d'avoir la possibilité de disposer promptement d'un tonnage, même très supérieur, au titre de la flotte de complément. Mais tant au point de vue construction qu'entretien et armement, la deuxième formule est singulièrement plus économique, surtout si le navire marchand a été conçu dans ce but, si plusieurs présentent les mêmes caractéristiques qui permettent de les grouper en formations homogènes. Autrement dit, en consacrant, par exemple, une partie des crédits destinés à la construction

d'un tonnage déterminé de dragueurs, à la préparation de la mobilisation de chalutiers — préparation qui serait d'ailleurs parfois à entreprendre dès la construction de ceux-ci — on disposerait pour une somme très inférieure, avec de bien moindres sujétions d'entretien, d'un tonnage considérablement supérieur.

L'extrême modicité des crédits jusqu'ici destinés à la flotte de complément peut faire craindre qu'on ne soit guère avancé dans cette voie.

Mais les constructions neuves pour la flotte ne prennent que 27 p. 100 environ du budget de la marine.

Nous devons donc poursuivre dans d'autres domaines l'examen de la politique générale de la marine — avant de procéder à l'examen du projet de budget pour 1957.

L'aéronautique navale n'a aucune mission propre; seule la marine a des missions dont une part plus ou moins grande revient à son aviation maritime, en étroite collaboration avec les forces navales.

L'aéronautique navale doit assurer:

— la protection des forces navales ou des convois contre le danger aérien et sous-marin;

— la protection de la navigation dans les eaux côtières, particulièrement contre les sous-marins, les mines et le danger aérien.

Elle est appelée, dans le cadre de la collaboration interarmes:

— à défendre le territoire contre la violation de nos frontières littorales;

— à participer à la bataille terrestre par des attaques sur les flancs de l'adversaire.

Pour l'accomplissement de ces missions, elle se compose:

— d'une aviation embarquée, appelée à opérer à partir des porte-avions, qui — actuellement — constituent l'ossature des forces navales;

— d'une aviation basée à terre; celle-ci comprend essentiellement des appareils à grande autonomie, chargés non seulement de la recherche et de la tenue du contact au large des forces ennemies, mais encore de la découverte et de la destruction des sous-marins en liaison avec les bâtiments de surface; éventuellement — et de même manière — de la recherche de tous navires suspects, comme ceux qui procéderaient à la contrebande d'armes: c'est l'histoire de la capture de l'*Athos*.

A ces appareils s'ajoute toute la gamme des avions-écoles, de servitude (liaison et transport) et des appareils équipés pour le sauvetage aéro-maritime.

N'oublions pas les hélicoptères, eux-mêmes soit basés à terre, soit embarqués, et dont les missions sont analogues.

Disons tout de suite — car cet exemple montre l'évolution incessante de la tactique navale, en liaison avec celle de la technique — que la tâche de « chien de berger » des convois, jusqu'ici dévolue à des escorteurs rapides, tend à être dévolue à des hélicoptères, embarqués sur un porte-hélicoptères, navire plus lent puisque navigant au milieu du convoi.

La politique immobilière de la marine appelle peu de critiques: certes les variations touchant l'emplacement de l'école navale ne le cèdent en rien à celles concernant Saint-Cyr; on peut aussi craindre que l'héritage des majestueux et solides édifices de nos vieux arsenaux n'incite à construire trop durable, ce qui, en des temps où la technique évolue si vite, où les dangers de subversion sont si grands, n'est peut-être pas de bonne économie.

Votre commission voudrait enfin — s'il était nécessaire — formuler une observation: l'insuffisance des crédits oblige parfois à choisir entre deux travaux d'égale utilité militaire; elle souhaiterait que l'option soit en pareil cas dictée par des considérations économiques; plus clairement que soient préférés les travaux en terre française, où ils bénéficient à notre économie nationale, plutôt que dans des pays qui n'ont de l'interdépendance qu'une notion assez curieuse.

II. — Examen des demandes de crédits.

Votre commission s'excuse de la modicité des éclaircissements qu'elle peut vous apporter; certes, la marine a fourni sans réticence à votre rapporteur les renseignements qu'il lui a demandés, mais ceux-ci ne sauraient remplir le vide du document de base. Sans doute n'est-ce qu'un coup d'essai — mais il faut convenir que ce n'est pas un coup de maître.

TITRE III. — MOYEN DES ARMES ET SERVICES

A. — *Personnel.*

Effectifs.

Les effectifs budgétaires — c'est-à-dire « ordinaires » — restent stables pour le personnel militaire et ouvrier; soit de l'ordre de 72.000 pour les uns et de 40.000 pour les autres; mais il faut noter que des effectifs supplémentaires (autour de 10.000 pour les premiers, 300 pour les ouvriers) sont payés sur les crédits Algérie.

Crédits.

Le document 2951 indique que les crédits budgétaires pour le personnel « ordinaire » s'élèvent de 62.280 millions en 1956 à 63.760 en 1957; mais ces crédits confondent rémunération et dépenses d'entretien — par exemple l'alimentation des équipages; d'autre part, on doit noter — avec une certaine surprise — qu'alors que les crédits relatifs à l'amélioration des salaires sont imputés à la section marine, ceux concernant l'amélioration des traitements et soldes figurent à la section commune; si, pour la part lui revenant, ils avaient été directement imputés à la marine, c'est 5,5 milliards de plus qu'elle aurait supportés.

L'accroissement final des dépenses résulte de la somme algébrique d'augmentation et de mesures d'économies.

En ce qui concerne celles-ci:

— les modifications apportées à la répartition des effectifs, du fait de la cessation des hostilités en Indochine, procurent une économie de 1.850 millions sur les rémunérations et 280 sur l'entretien du personnel;

— la suppression de 543 emplois réduirait les dépenses de 125 millions;

— la substitution de 1.800 matelots servant pendant la période légale à des matelots A. D. L. allège les crédits de 90 millions; il n'est d'ailleurs pas interdit de penser qu'un nouvel effort pourrait être réalisé dans ce sens;

— le nouveau régime des primes d'engagement rapporte quelque 75 millions;

— enfin la prise en charge par les P. T. T. du service de prévisions ionosphériques entraîne pour la marine une réduction de crédit de 30 millions.

Les dépenses nouvelles peuvent se grouper en deux postes:

a) Amélioration ou changement d'emplois:

— 1 vice-amiral pour un contre-amiral;

— 3 ingénieurs généraux de 1re classe pour 3 de 2e classe;

— 3 professeurs pour 3 chargés d'enseignement;

— 6 officiers supérieurs des équipages pour 6 officiers subalternes;

— 100 quartiers-maîtres de direction de port de 1re classe, contre 75 de 2e classe et 25 matelots.

Aucune de ces mesures n'est assortie d'explications, mais une longue pratique du budget de la marine permet à votre rapporteur de justifier ces deux dernières mesures:

— l'accès au grade d'officier des équipages se fait par une sélection extrêmement rigoureuse; il n'était que justice de leur accorder une pyramide de grade comparable à celles des officiers d'administration; une telle mesure, amorcée lors du précédent budget, est poursuivie dans le présent;

— l'avancement des marins sédentaires — tous rengagés — est, par cela même, des plus lents; si lent que le recrutement de ce corps devient difficile: la mesure proposée en leur faveur est donc équitable et nécessaire; toutefois, il a paru à votre rapporteur au cours de ses inspections, que bien des postes tenus par des « vétérans » — comme on continue à les appeler — pourraient l'être par des matelots effectuant leur période légale: certes, il faut des marins consommés pour les délicates manœuvres de remorquage ou les sauvetages en mer, et ceci justifie pleinement l'existence de ce corps d'élite; mais il existe, même dans les directions de mouvement du port, et plus encore dans les services annexes (comme le garage), des emplois qui ne justifient nullement une longue pratique maritime; je citerai seulement ceux de conducteur d'automobile.

Aussi, tout en souscrivant à la mesure proposée, votre commission demande-t-elle à M. le secrétaire d'Etat de revoir le plan d'armement des directions de port, et là où il est possible, de substituer progressivement des hommes du contingent, aux « vétérans »; l'avantage sera double: pour eux-mêmes qui verront leur avancement accéléré; pour la marine qui, par la différence des soldes, réalisera une substantielle économie.

Enfin la marine remplace 35 matelots par 35 P. F. A. M. plus aptes — notamment — aux travaux de secrétariat: elle n'en comptera encore, au total, que 325;

b) Créations de postes:

— la plus spectaculaire de ces mesures est aussi la plus justifiée; 175 jeunes réservistes accèdent, pendant la durée de leur service militaire au grade d'enseigne de 2e classe; la régularisation budgétaire de cette situation de fait vous est demandée;

— la création d'un poste d'ingénieur mécanicien général, pour rapprocher la pyramide de grade des mécaniciens de celle des officiers de marine, n'appelle pas d'observation de la part de votre rapporteur;

— la création d'une dizaine de postes d'ingénieurs ou d'officiers des services nous sera — du moins faut-il l'espérer — mieux justifiée lors de la présentation du budget par chapitre;

— celle d'une trentaine de postes d'ingénieurs de la marine, d'autant d'ingénieurs de direction de travaux, et encore de 30 techniciens d'études paraît justifiée — avec celle de 10 ingénieurs contractuels — par la complexité croissante du matériel, ainsi que l'orientation nouvelle que nous avons signalée — et qui ne va pas sans études.

Le total de ces dépenses est de l'ordre de 235 millions.

La commission des finances ne s'oppose pas par principe aux mesures d'amélioration ou de création d'emploi demandées; mais elle attend que des justifications précises lui soient présentées lors de la répartition des crédits pour pouvoir apprécier l'utilité de ces demandes.

Notons enfin — concernant l'entretien de personnel — l'augmentation des dotations relatives à la prime d'habillement (60 millions) et aux transports (105 millions).

B. — *Matériel, travaux d'entretien et dépenses diverses.*

Les crédits passent de 26,5 milliards en 1956 à 27,8 pour 1957. Le projet de budget (document 2951) apporte à cette augmentation une explication décisive: « l'ajustement aux besoins de certaines dotations est nécessaire ». Votre commission estime que cette justification demandera — comme beaucoup d'autres — à être développée quand la répartition par chapitre lui sera proposée; on peut toutefois, dès maintenant, estimer:

— que l'augmentation de 726 millions des dotations pour les combustibles et carburants est d'autant moins superflue que les prix vont probablement être grevés de frais de transports supplémentaires, et qui n'étaient pas prévisibles lorsque le projet de loi a été établi;

— qu'il a été maintes fois signalé que les anciens crédits pour l'entretien de la flotte étaient insuffisants pour assurer le rythme normal des carénages; ils paraissent maintenant accrus de 620 millions, mais une partie n'est-elle pas destinée aux dépenses de fonctionnement du service des constructions navales incluses dans le même chapitre ?

— que l'entretien des appareils de l'aéronautique navale, qui nous avaient été livrés par l'Amérique, va se trouver grevé du prix des réchanges, que nous devrons désormais approvisionner.

TITRE IV. — DELEGATIONS DE SOLDE AUX FAMILLES DE MILITAIRES TUES, DISPARUS OU PRISONNIERS

Les crédits s'élèvent de 178 à 188 millions « pour l'ajustement des crédits aux besoins ».

TITRE V. — DEPENSES EN CAPITAL

Un abattement global de trois milliards doit être ultérieurement réparti entre les divers chapitres de ce titre. Ainsi, les maigres renseignements qui sont donnés à votre conseil — et d'après lesquels nous essayons de nous faire une idée des dotations — sont-ils, dès l'origine — entachés d'une erreur moyenne de plus de 3 p. 100.

Première partie. — *Etudes, recherches et prototypes.*

Les crédits — qui, avec 1 milliard, étaient nettements insuffisants — sont heureusement triplés.

Deuxième partie. — *Investissements techniques et industriels.*

Les crédits passent de 2,6 à 2,4 milliards; l'essentiel de l'effort porte sur l'achèvement des travaux de génie civil, et la poursuite de l'équipement des ateliers à Mers-El-Kébir (principalement atelier de torpillerie) et Lartigue (aéronautique).

Troisième partie. — *Fabrications.*

A. — Flotte.

Flotte en construction:

Elle comprend 132.700 tonnes, dont 60 p. 100 dans les chantiers de l'Etat et 40 p. 100 dans les chantiers privés.

Les tranches 49 et 52 sont pratiquement terminées; les tranches 50 et 53 très avancées.

En ce qui concerne les principales unités:

— en 1958, le croiseur antiaérien *Colbert* (tranche 53) de 8.533 tonnes entrera en service;

— en 1959, ce sera le tour des porte-avions *Clemenceau* et *Foch*, bâtiments qui, en dépit de leur tonnage moyen, sont pourvus de tous les perfectionnements récents (pont oblique, catapultes à vapeur, électronique perfectionnée, miroir d'appontage, etc.) et pourront porter chacun une cinquantaine d'avions.

Enfin, il est envisagé, dans la tranche 57 le remplacement de l'actuelle *Jeanne d'Arc* qui, entrée en service en 1931, a largement « gagné ses Invalides »; le choix s'est porté sur un navire porte-hélicoptères, ce genre de bâtiment comportant en effet des hangars de dégagement susceptibles de servir de salles de cours; ainsi son utilisation en temps de paix se conciliera-t-elle avec celle du temps de guerre.

Les autorisations de programme correspondant à des opérations nouvelles sont, au titre de 1957, de 52 milliards ainsi décomposées:

— *constructions neuves: 40 milliards; c'est la tranche de 21.000 tonnes qui comprend: 2 escorteurs d'Union française, 2 escorteurs rapides, 4 sous-marins, 1 porte-hélicoptères;*

— perfectionnement de bâtiments en cours de construction: 8 milliards; la construction d'un bâtiment étant de l'ordre de cinq ans, il est nécessaire, pour qu'il n'entre pas démodé en service, de le munir, en cours de construction, des perfectionnements qui n'existaient pas lors de l'établissement des plans; votre commission ne s'élève donc pas contre ces réévaluations dites « techniques »; mais si leur détail est imprévisible, votre rapporteur s'est posé la question de savoir si, pour cette raison, toute autorisation de l'espèce ne devrait pas être majorée pour « réévaluations techniques » encore inconnues, mais certaines; cette solution présenterait cependant plus d'inconvénients (incertitude du montant, tentation de dépenser) que d'avantages; l'essentiel est que nous en soyons prévenus;

— grosses refontes et modernisations: 2,8 milliards; il s'agit principalement de la transformation de la *Seine*, transport pétrolier de 24.000 tonnes achevé en 1948, en ravitailleur d'escadre; ce type de bâtiment devient — comme tous les bâtiments auxiliaires (navires-ateliers, transports de munitions, etc.) de plus en plus nécessaire en raison de l'insécurité particulière que la menace atomique ferait peser sur un port où une force navale viendrait se ravitailler;

— engins de servitude: 1 milliard.

En outre, les 60 milliards d'autorisations nouvelles seraient dès maintenant inscrits par anticipation au titre de 1958, pour assurer un total de 60.000 tonnes pour les deux années: on pourrait ainsi presque dire que les constructions neuves bénéficient d'un budget bisannuel.

En ce qui concerne les crédits de payement, ce chapitre est doté de 51 milliards pour 1957 (contre 47,4 en 1956), dont 48,3 affectés à des opérations anciennes et 2,7 aux opérations nouvelles.

B. — Aéronautique.

Si votre commission ne peut que se féliciter du développement ordonné de la politique de la marine en matière de constructions navales, elle a le regret de devoir formuler de sérieuses réserves touchant l'aéronautique navale, dont la situation n'apparaît guère favorable, surtout pour les avions de chasse. Ce n'est que pour les hélicoptères que l'on enregistre une sensible amélioration. Mais au total, notre aviation navale est — et demeurera en 1957 — en décroissance tant numérique que qualitative, car la sortie d'appareils français modernes ne paraît pas imminente — et l'aide américaine — si elle a permis à l'aéronautique navale de passer un cap difficile — ne saurait être éternelle.

L'autorisation de programme prévue à ce chapitre s'élève à 22,7 milliards en 1957 (contre 21,8 en 1956), en outre, 6 milliards sont inscrits par anticipation sur 1958 (pour acquisition de 25 Breguets, en complément).

Encore sur ces quelque 23 milliards, 17,7 milliards ayant été votés par anticipation avec le précédent budget, il n'y a que 5 milliards d'autorisations nouvelles entièrement absorbées par des commandes de rechanges ou d'équipement: ceci est la confirmation chiffrée des craintes que nous exprimions sur la situation de notre aéronautique navale.

C. — Infrastructure.

Les crédits prévus sont de 9,2 milliards en programme, de 9 milliards en payement (8,8 en 1956).

D'autre part, des opérations immobilières concernant soit l'infrastructure interalliée, soit les logements, sont effectuées au profit de la marine sur les crédits de la section commune.

En ce qui concerne l'infrastructure marine. Pour les deux tiers il s'agit de continuation d'ouvrages antérieurs, ou de mesures nécessaires à la conservation d'un patrimoine immobilier qui représente plus de 330 milliards (dont le dixième pour l'infrastructure aéronautique).

Indépendamment des crédits prévus pour l'implantation « définitive » — du moins au terme des plus récentes décisions — des écoles dans la région de Brest, les dépenses les plus notables concerneraient:

Brest. — Opérations liées aux quais d'armement et des flottilles, parc à essence protégé, immeuble du service « habillement, casernement », dont les locaux actuels sont vétustes et dispersés.

Toulon. — Transfert dans l'arsenal principal de certaines installations du Mourillon, opération financée pour plus de la moitié par le M. R. L. qui transforme l'ancien arsenal du Mourillon en zone résidentielle.

Mers-el-Kébir. — (Jetée, ouvrages militaires et logistiques, arsenal industriel de Santa-Cruz, parcs à essence protégés.) L'ensemble des autorisations de programme et de celles demandées en 1957 correspond à environ 95 p. 100 du programme comprenant la base dite « réduite » complétée de l'usine de Santa-Cruz.

Bizerte. — Poste de commandement, parcs à essence.

Diego-Suarez. — Quai des réparations.

A Nouméa. — Une base aéronavale légère sera constituée avec atelier de réparation monté avec des machines provenant d'Indochine.

III. — **Propositions de votre commission des finances.**

La réforme de la présentation budgétaire a eu pour but de simplifier le contrôle parlementaire, non de le supprimer.

Or, tel qu'il vous a été soumis, le projet de budget de la marine ne comporte aucune justification; on ne saurait en effet qualifier de telles vagues affirmations suivantes:

(En millions de francs.)

Page 253: l'ajustement aux besoins constatés de dépenses évaluatives se traduit par une dépense de 353,5;

Page 254: divers ajustements de crédits se soldent par une dépense supplémentaire de 3,9;

Diverses modifications d'effectifs nécessitées par une meilleure organisation se traduisent par une dépense supplémentaire de 29,5;

Page 255: en vue de faire face aux tâches actuelles, un renforcement des effectifs s'est avéré nécessaire; il se traduit par une dépense supplémentaire de 205,1;

Enfin l'ajustement aux besoins de certaines dotations est nécessaire; il entraîne des dépenses supplémentaires s'élevant à 1.778,4.

La seule explication qui dépare cette anthologie est la suivante:

La réinscription au budget de la marine des dépenses de sécurité sociale des personnels titulaires et des ouvriers réglementés, entraîne une dépense de 950 millions.

Le rédacteur a toutefois oublié de signaler que cette inscription qui, n'étant appliquée qu'aux seuls budgets militaires, fausse toute comparaison budgétaire, a été expressément repoussée par le Parlement lors du précédent examen.

C'est-à-dire que, en rigueur, votre commission devrait vous demander de refuser jusqu'à plus ample informé, les crédits proposés; nous ne serons cependant pas si absolus.

En effet:

— un retard dans le vote des crédits militaires n'est pas opportun, dans les circonstances présentes;

— on peut considérer sinon comme une excuse du moins comme une circonstance atténuante, le fait que c'est la première fois que la nouvelle procédure a été appliquée;

— d'autre part, le secrétariat d'Etat à la marine lui-même a donné sans réticence à votre sous-commission chargée du contrôle des crédits militaires tous les renseignements que celle-ci lui a demandés; ceci a permis à votre rapporteur de vous apporter des précisions qui sont absentes du projet de loi; certes, elles ne permettent pas — et nous l'avons signalé au cours du précédent exposé — de se faire une opinion suffisante sur toutes les dépenses; mais il doit être tenu compte de cette bonne volonté;

— enfin, comme il est constant que le plafond du budget de la marine est insuffisant, il demeurera possible à votre commission des finances, lors de l'examen du décret de répartition, de demander le transfert, à des chapitres trop faiblement dotés, des crédits dont elle contestera l'opportunité; mais ceci suppose que lui seront fournies en temps utile des justifications telles qu'elles accompagnaient les précédents budgets.

C'est donc sous cette condition expresse et sous les réserves d'ordre général énoncées à la page 31 du tome II du présent rapport, que votre commission des finances vous propose de voter le budget de la marine, tel qu'il vous a été transmis par l'Assemblée nationale, à savoir:

Crédits de payement, 188.637 millions;
Autorisations de programme, 105.997 millions.

FRANCE D'OUTRE-MER

Rapporteur spécial: M. BOUSCH.

Lors du vote des budgets des précédents exercices, la commission des finances du Conseil de la République s'est inquiétée de l'insuffisance des effectifs et des moyens mis à la disposition du ministre de la France d'outre-mer, au regard de l'évolution de la situation, tant à l'intérieur de nos territoires d'outre-mer, qu'à leurs frontières.

Au cours de la séance du 1er août 1955, votre rapporteur indiquait notamment que le budget présenté « remettait à plus tard la mise en œuvre du plan de modernisation de l'appareil militaire outre-mer, et que les missions qui incombaient aux troupes stationnées outre-mer ne pourraient être que partiellement accomplies ».

Les observations de votre commission ont été prises en considération. Un plan de développement et de modernisation de nos forces stationnées outre-mer a été élaboré par le comité technique d'études pour la défense de l'Afrique. Après avis favorable du comité des chefs d'état-major et du conseil supérieur des forces armées, ce plan a été adopté par le Gouvernement.

Il a pour effet:

— d'augmenter le nombre des unités territoriales dont le quadrillage présente une densité très faible;

— de mettre à la disposition du commandement des forces d'intervention plus nombreuses et plus mobiles;

— d'assurer en permanence un meilleur contrôle des confins sahariens et de meilleures possibilités d'action dans l'ensemble des zones désertiques.

Enfin, il comporte des prévisions de développement de l'armée de l'air et de la marine dont les moyens actuels présentent une dangereuse disproportion avec les missions à remplir.

En vue de réaliser ces objectifs, et en dehors de l'installation et de la première dotation des unités nouvelles, le plan comporte:

— un programme de rénovation des matières des unités anciennes, en particulier des matériels auto et radio;

— et la mise en train d'un véritable programme de constructions visant en particulier l'amélioration de l'habitat des cadres africains et de la troupe africaine que le manque de moyens financiers avait conduit à trop négliger.

Le plan de développement a reçu un début de réalisation dans le cadre de la loi du 2 août 1956, qui a accordé à la France d'outre-mer:

— des autorisations de programme pour un montant de 16 milliards 200 millions destinés à couvrir les réalisations les plus urgentes touchant l'équipement des forces terrestres en matériel et l'édification des bâtiments indispensables;

— des crédits de payement à concurrence de 3 milliards 900 millions couvrant les dépenses de mise en place des personnels prévus à la tranche 1956 et les dépenses de mise en route des programmes de matériels et de travaux.

Le budget de 1956 a permis essentiellement la réalisation de la deuxième tranche du plan et une ouverture de crédits de 61 milliards 200 millions.

Si l'on tient compte du fait qu'un crédit de 3 milliards 200 millions couvrant les dépenses afférentes à la revalorisation de la fonction publique représente en fait un transfert des charges communes du budget des affaires économiques et financières au budget de la France d'outre-mer, les crédits demandés dans le projet actuellement en discussion sont en augmentation apparemment de 10 milliards par rapport au budget initial de 1956, mais en réalité de 6 milliards 100 millions seulement en raison des crédits additionnels ouverts au titre de l'exercice 1956 par la loi du 2 août 1956.

Le budget de 1957 comporte:

— la traduction en année pleine de l'augmentation d'effectifs intervenue en 1956 au titre de la première tranche du plan de développement des forces d'outre-mer;

— la couverture des dépenses de la deuxième tranche de ce plan, tant en ce qui concerne les augmentations d'effectifs que la réalisation du programme d'équipement en matériels et en bâtiments;

— certaines mesures nouvelles sans répercussions sensibles: l'encadrement de la milice de Djibouti; la création de pelotons d'observation aérienne en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française; l'envoi de militaires du contingent en Nouvelle-Calédonie;

— la poursuite du programme d'équipement en matériels et de constructions neuves pour la gendarmerie outre-mer.

Les effectifs organiques, déjà augmentés de 5.641 unités au 31 décembre 1956 par suite de la mise en application de la première tranche du plan de développement, augmentent à nouveau en 1957 de 4.389.

Cette augmentation se fait, pour une bonne part grâce à la résorption du surnombre provisoire existant depuis 1955 par suite des rapatriements massifs de militaires africains servant en Extrême-Orient.

Fin 1957, le surnombre provisoire aura disparu. Seul subsistera, en plus des effectifs organiques, un volant de 4.316 hommes nécessaire au fonctionnement de la relève extérieure.

Les effectifs nouveaux permettent de continuer le renforcement et la réorganisation des troupes de l'Afrique centrale (Afrique occidentale française-Togo et Afrique équatoriale française-Cameroun).

Des mesures analogues sont, cette année, prévues pour Madagascar et la Côte française des Somalis. Dans ce territoire, les dépenses d'encadrement de la milice locale qui complète le dispositif militaire sont prises en charge par le budget militaire.

Enfin les unités stationnées en Nouvelle-Calédonie sont renforcées par l'envoi de cent militaires appelés de la métropole.

Concurremment avec le renforcement des forces terrestres se poursuit celui de la gendarmerie dont les effectifs augmentent de 463 dont 224 auxiliaires.

Votre commission avait en 1955 souligné l'importance qui s'attachait au mode de recrutement des auxiliaires. Toutes garanties peuvent être données à ce sujet. L'effectif à recruter est faible au regard du nombre de postulants et des possibilités locales de recrutement, et les commandants supérieurs des territoires seront en mesure d'opérer une sélection sévère des candidats qui permettra, en faisant appel notamment aux anciens militaires, de maintenir le niveau qualitatif du corps.

En ce qui concerne les dépenses d'équipement les crédits de payement prévus pour 1957 s'élèvent à 7.705 millions dont 7.491 millions au titre des programmes anciens et 214 millions au titre d'une nouvelle autorisation de programme.

Ils se décomposent comme suit (en millions):

Programmes anciens.

Armée de terre: matériels, 4.100; constructions, 2.380.
Gendarmerie: matériels, 119; constructions, 892.

Programme nouveau.

Un nouveau programme de 2.000 millions est ouvert pour les besoins de la gendarmerie (matériel 500, constructions 1.500). Ce programme est destiné à poursuivre l'équipement en matériel et le logement du personnel de la gendarmerie en fonction des augmentations d'effectifs. Il est assorti pour 1957 de crédits de payement s'élevant à 100 millions pour le matériel et 100 millions pour les constructions, qui s'ajoutent aux crédits de payement 1957 ressortissant du programme précédent.

Un programme de 14 millions entièrement utilisable en 1957 est alloué au titre du service de santé en vue de l'équipement de trois infirmeries-hôpitaux dont la construction est comprise dans le programme d'ensemble des constructions neuves.

En résumé, le budget déposé fait apparaître que l'armée d'outre-mer remplira sa mission en 1957 moyennant 61 milliards et 61.000 hommes.

On aurait souhaité un effort plus important face au développement de la conjoncture mondiale.

Reconnaissant néanmoins l'amélioration sensible et continue de notre potentiel de sécurité, et sous les réserves d'ordre général énoncées à la page 31 du tome II du présent rapport, votre commission des finances vous demande d'adopter les dispositions proposées par le Gouvernement et transmises sans modification par l'Assemblée nationale.

SERVICE DES ESSENCES

Rapporteur spécial : M. ALRIC.

L'activité du service des essences est directement liée aux besoins en carburants des utilisateurs dont les principaux sont les départements de la défense nationale.

Au cours des deux dernières années, l'activité réelle du service a été très différente de celle qui avait été prévue pour chacun des deux exercices budgétaires intéressés.

En 1955, alors que les événements d'Indochine avaient justifié une prévision des dépenses d'exploitation de 37 milliards environ, le volume des dépenses en question n'a atteint en réalité que

35 milliards. Au contraire, en 1956 l'ouverture d'opérations en Afrique du Nord a entraîné des besoins militaires en carburants notablement supérieurs à ceux qui avaient été envisagés. Le service a ainsi atteint une activité réelle de 44 milliards, alors que 39 seulement avaient été prévus.

Le projet de budget qui nous est soumis cette année prévoit, au titre des besoins normaux, un équilibre en recettes et dépenses du service de 33.851 millions.

Mais dans ces prévisions, ne sont pas compris les besoins correspondant aux événements d'Algérie. Il serait d'ailleurs très difficile de faire des pronostics exacts à ce sujet. Le service des essences est néanmoins déjà en possession de commandes prévisionnelles qui portent à près de 43 milliards le chiffre probable des dépenses d'exploitation pour l'exercice 1957.

Au moment où nous allons nous prononcer sur ces crédits, la question se pose de savoir quelles seront les répercussions des récents événements d'Egypte sur les approvisionnements en carburants de la défense nationale.

Des renseignements qui nous ont été fournis, il ressort que les appels d'offres lancés par la direction des essences en vue d'assurer en 1957 l'approvisionnement des forces françaises en métropole, en Allemagne et en Afrique du Nord ont été satisfaits dans les conditions financières qui, bien que légèrement moins favorables que celles obtenues en 1956, restent encore avantageuses.

L'incidence de la situation au Moyen-Orient s'est essentiellement manifestée par certaines réserves, formulées par les sociétés soumissionnaires, tendant à obtenir qu'une clause soit insérée dans les contrats permettant aux parties de discuter de nouveaux accords — essentiellement sur le plan financier — au cas où l'approvisionnement en pétrole brut des raffineries françaises serait sensiblement modifié par arrêté du trafic sur le canal de Suez ou des transports par pipe-lines vers la Méditerranée. Il est évident, en effet, que l'augmentation du prix de revient du pétrole brut approvisionné par une autre voie que le canal de Suez ne permettrait pas aux sociétés de maintenir au service des essences les conditions qu'elles sont disposées à consentir dans le cadre d'un approvisionnement normal par la Méditerranée.

Le développement des événements tend à faire penser qu'il sera nécessaire, en cours d'exercice budgétaire, soit de réduire le volume des consommations de carburants d'après lequel ont été établies les prévisions budgétaires de dépenses, soit d'augmenter les crédits d'achats.

En ce qui concerne le volume des réserves du service, volume qui est essentiellement fonction des capacités de stockage dont il dispose, la restitution de citernes louées à l'armée américaine a été obtenue, ce qui permet de disposer d'un volume opérationnel de carburants correspondant aux besoins fixés par le commandement.

L'Assemblée nationale a approuvé sans modification les projets budgétaires du Gouvernement.

Votre commission des finances vous demande d'adopter la même attitude. . . . . .

SERVICE DES POUDRES

Rapporteur spécial: M. ALRIC.

Au cours des trois dernières années, l'activité du service des poudres a été directement influencée par la variation des caractères des opérations que les forces armées ont eu à mener successivement en Extrême-Orient et en Afrique du Nord.

L'année 1955 notamment a été marquée par une réduction de plus de moitié des livraisons faites à la direction des études et fabrications d'armement pour les besoins de l'Indochine. Par contre, on note une reprise en 1956, en liaison avec les événements d'Afrique du Nord, l'accroissement de la demande portant principalement sur les poudres destinées aux armes légères d'infanterie. Cette tendance s'accentuera en 1957.

Le tableau ci-après (en milliers de francs) rassemble quelques données numériques qui permettent d'apprécier l'importance, depuis 1953, des livraisons faites par le service des poudres aux services consommateurs de la défense nationale.

Direction des études et fabrications d'armement (D. E. F. A.): 1953, 4.505.307; 1954, 4.531.286; 1955, 2.100.931; 1956 (9 premiers mois), 2.559.457.

Direction technique et industrielle (D. T. I.): 1953, 155.411; 1954, 253.093; 1955, 206 303; 1956 (9 premiers mois), 331.582.

Direction centrale des constructions et armes navales (D. C. C. A. N.): 1953, 449.015; 1954, 402.725; 1955, 271.487; 1956 (9 premiers mois), 528.414.

La réduction des livraisons faites en 1955 aux services consommateurs militaires a heureusement coïncidé avec un surcroît important d'activité provoqué par l'exécution de commandes « off shore » directes ou indirectes, de sorte qu'en définitive les réalisations totales de l'année 1955 n'en ont été que peu affectées.

En ce qui concerne les commandes restant à exécuter, l'évolution en est donnée par les chiffres suivants (en milliers de francs):

D. E. F. A.: 1er janvier 1955, 4.583.040; 1er janvier 1956, 4.174.188; 1er octobre 1956, 4.629.502.

D. T. I.: 1er janvier 1955, 121.659; 1er janvier 1956, 666.501; 1er octobre 1956, 1.637.491.

D. C. C. A. N.: 561.126; 1er janvier 1956, 677.805; 1er octobre 1956, 1.741.144.

On notera tout particulièrement l'accroissement des commandes de la D. T. I. et de la D. C. C. A. N. au cours des années 1955 et 1956. Cet accroissement est dû, pour la D. T. I., à des commandes importantes de roquettes d'aviation et, pour la D. C. C. A. N., à la mise en commande de poudres pour les canons de 57 et de 127 des escorteurs rapides.

Commandes « off shore ».

Les commandes « off shore » ayant constitué un élément très important d'activité du service des poudres depuis deux ans, il paraît intéressant d'en refaire rapidement l'historique, après avoir rappelé qu'elles sont passées directement par le Gouvernement américain ou par l'intermédiaire d'industriels français ou étrangers eux-mêmes titulaires de commandes américaines.

Les recettes provenant des commandes « off shore » ont évolué ainsi qu'il suit:

1954: 7 milliards dont 1 livré à des clients étrangers;
1955: 13 milliards dont 1,4 livré à des clients étrangers;
1956 (neuf premiers mois): 3 milliards dont 0,4 livré à des clients étrangers.

En ce qui concerne les commandes faites directement au service par le Gouvernement américain, elles font l'objet de trois contrats qui ont été passés le 18 mai 1953 et le 29 juin 1955.

Le contrat de 1953 est entièrement exécuté. Les deux autres sont en cours d'exécution.

Contrats d'études.

Un autre élément d'activité est constitué pour le service des poudres par les contrats d'études passés avec le Gouvernement américain et donnant lieu, de la part de ce dernier, au remboursement d'une partie des travaux effectués.

L'ensemble des divers contrats actuellement en cours d'exécution porte sur plus d'un milliard de francs dont près de 700 millions sont financés par nos alliés.

Perspectives pour 1957.

La valeur des produits en cours de fabrication et non encore facturés a augmenté de près de 2 milliards depuis le 1er janvier 1956. Le volume des fabrications exécutées depuis le début de cette année dépasse donc 13 milliards, et il est à présumer que les recettes d'exploitation dépasseront, à la fin de l'année, les prévisions initiales de 2 à 3 milliards. Ceci est dû en partie à ce que les prévisions établies en 1955 pour le budget de 1956 ne tenaient pas compte d'un contrat *off shore* qui n'était pas encore signé au moment de la préparation du budget.

Le budget de 1956 avait été prévu en déficit de 297 millions, mais la situation actuelle permet de penser qu'il se traduira en définitive par un léger excédent de recettes.

Pour 1957, bien que les recettes escomptés soient supérieures aux prévisions de 1956, le budget paraît devoir s'établir en déficit de 3 à 400 millions en raison des augmentations de salaires (+ 15 p. 100) et de traitements intervenues cette année.

Cette situation pourrait conduire à un relèvement des prix de cession du service s'il apparaissait, en cours d'exercice, que l'amélioration constante des conditions d'exploitation des établissements ne suffit pas à la rétablir.

Telle est la situation générale du service des poudres au moment où va s'ouvrir la nouvelle année budgétaire.

Si l'on ajoute au chiffre de recettes dont il vient d'être fait état pour analyser l'évolution de cette situation, les recettes accessoires provenant des locations d'immeubles ainsi que les prélèvements sur les fonds de réserve et d'amortissement, on arrive à des totaux de recettes d'exploitation pour les années 1956 et 1957 qui se montent respectivement à:

1956, 21.807 millions; 1957, 25.354 millions.

Pour faire face à l'accroissement d'activité que traduisent ces chiffres, le budget prévoit au titre des opérations nouvelles un accroissement de 300 ouvriers et la création de 25 emplois de techniciens.

Pour ce qui est des dépenses en capital, le volume des autorisations de programme demandées pour 1957 est le même que celui qui a été accordé en 1956 (5.800 millions).

Les études et recherches disposeront d'une somme de 1.600 millions d'autorisations de programme nouvelles contre une somme accordée en 1956 de 1.200 millions.

Les travaux d'équipement intéressant l'exploitation industrielle sont partiellement financés par le fonds de réserve. Au moment où le budget de l'exercice 1956 a été voté (août 1955), il n'était pas possible de prévoir quelle serait l'évolution de ce fonds au cours de l'année en cause, et aucun prélèvement n'avait été effectué. Finalement un prélèvement total de 1.600 millions a été jugé nécessaire pour l'ensemble des exercices 1956 et 1957. Un projet de décret à cet effet est actuellement à la signature du ministre des finances. Au titre de ce dernier exercice, le projet de budget qui nous est soumis a intégré les 800 millions de 1957 qui apparaissent comme un accroissement, en réalité fictif, de la dotation de 1956.

On notera par contre, une diminution de 1.200 millions des autorisations intéressant les installations de la défense nationale, qui ne s'élèvent cette année qu'à 2.600 millions contre 3.800 en 1956.

C'est le plafond fixé pour les dépenses militaires qui a entraîné une contraction des commandes au service des poudres.

Finalement les 5.800 millions d'autorisations de programme nouvelles se répartissent ainsi:

Etudes, 1.600 millions;
Investissements défense nationale, 2.600 millions;
Investissements industriels, 1.600 millions.

En ce qui concerne les crédits de payement prévus pour 1957, leur répartition est donnée par le tableau suivant qui distingue les crédits correspondant aux opérations anciennes de ceux qui ont trait aux opérations nouvelles (en millions de francs):

Etudes: opérations anciennes, 100; opérations nouvelles, 200.

Investissements défense nationale: opérations anciennes, 2.100; opérations nouvelles, 1.000.

Investissements industriels sur fonds de réserve: opérations anciennes, 800.

Investissements industriels sur fonds d'amortissement: opérations anciennes, 50; opérations nouvelles, 1.550.

Totaux: opérations anciennes, 3.050; opérations nouvelles, 2.750.

Le surcroît d'activité apporté en 1956 au service des poudres par les contrats *off shore* et l'augmentation des commandes des services consommateurs militaires ont justifié l'établissement d'un arrêté d'ajustement des recettes et des dépenses pris en exécution de l'article 17 de la loi n° 49-283 du 23 juillet 1949, lequel est actuellement à la signature du ministre des affaires économiques et financières.

Ce arrêté prévoit notamment un versement complémentaire de 400 millions au fonds d'amortissement.

Le versement pour l'année 1957 étant prévu pour un montant de 1.200 millions, le fonds d'amortissement disposera donc cette année de 400 + 1.200 soit 1.600 millions.

C'est la raison pour laquelle le budget de 1957 comporte un prélèvement de 1.600 millions (50 + 1.550) sur le fonds d'amortissement contre 800 en 1956, 50 millions étant réservés pour l'échéancier 1958.

L'Assemblée nationale n'a apporté aucune modification au projet de budget.

Votre commission des finances vous demande de l'approuver tel qu'il a été déposé par le Gouvernement et transmis par l'Assemblée nationale.

ARTICLES DE LOI

Rapporteur: M. André BOUTEMY.

En dehors des dispositions de caractère proprement comptable concernant les ouvertures de crédits et d'autorisations de programme, les budgets militaires sont intéressés par 11 articles de loi portant les numéros 52 à 59, 94 à 96.

L'Assemblée nationale a adopté tous ces articles sauf un, l'article 58 concernant la rétrocession à l'Etat français d'établissements hospitaliers de l'Afrique occidentale française, de la Nouvelle-Calédonie et de Madagascar.

En ce qui la concerne, votre commission des finances est d'avis d'accepter tous les articles proposés par le Gouvernement, sauf l'article 95 concernant le recrutement du corps des ingénieurs du génie maritime.

Elle vous propose donc, au regard du texte transmis par l'Assemblée nationale, de rétablir l'article 58 et de disjoindre l'article 95.

Article 58.

Cet article vise à remettre sous l'autorité et la surveillance de l'Etat français les établissements hospitaliers du service général dont nous avons la propriété en Afrique occidentale française, en Nouvelle-Calédonie et à Madagascar, et qui ont été placés sous l'autorité et la surveillance des autorités locales en vertu de l'article 256 de la loi du 13 juillet 1925.

Votre commission ne méconnaît pas que des questions délicates de caractère administratif ou juridique pourront se poser lorsqu'il s'agira de remettre sous notre contrôle les établissements en question.

Mais elle estime qu'il convient avant tout de réaliser une situation qui donne à nos ressortissants la certitude de pouvoir disposer en toute circonstance des moyens d'hospitalisation correspondant à leurs effectifs.

Donnant la priorité à cette dernière nécessité, elle est d'avis d'adopter les dispositions de l'article 58.

Article 95.

Cet article prévoit « qu'à titre exceptionnel et pendant une période d'un an », le ministre de la défense nationale pourra intégrer sur titres, dans le corps des ingénieurs du génie maritime, des lieutenants de vaisseau diplômés de l'école nationale supérieure des télécommunications, ayant été classés dans les trois premiers à l'examen de sortie de cette école et ayant servi pendant plus de trois ans dans leur spécialité.

La commission des finances de l'Assemblée nationale avait disjoint l'article en raison de son caractère exceptionnel qui laissait penser que l'on visait un cas particulier.

Votre commission des finances a pris une position analogue, bien que M. le secrétaire d'Etat à la marine ait obtenu le rétablissement de cet article en séance publique à l'Assemblée nationale à la suite d'une brève intervention. Elle vous propose d'en opérer à nouveau la disjonction.

TOME IV

PROJET DE LOI

PREMIERE PARTIE

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Art. 1er. — . . . . . .

TITRE Ier

Dispositions relatives aux recettes.

A. — *Impôts et revenus autorisés.*

Art. 2. — I. — La perception des impôts directs et indirects et des produits et revenus publics continuera à être opérée, pour l'année 1957, conformément aux lois et décrets en vigueur.

Continuera d'être faite, pour l'année 1957, la perception, conformément aux lois et décrets existants, des divers produits et revenus affectés aux dépenses du titre VIII « dépenses effectuées sur ressources affectées » des budgets civils, aux budgets annexes et aux comptes spéciaux du Trésor, ainsi que des taxes parafiscales dont la liste est prévue à l'article 8 *ter* de la présente loi.

Continuera également à être faite, pendant l'année 1957, la perception, conformément aux lois et décrets existants, des divers droits, produits et revenus affectés aux départements, aux communes, aux établissements publics et aux communautés d'habitants dûment autorisés.

II. — Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles qui sont autorisées par les lois, ordonnances et décrets en vigueur et par la présente loi, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en percevraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui en auraient fait la perception.

Sont également punissables des peines prévues à l'égard des concussionnaires, tous détenteurs de l'autorité publique qui, sous une forme quelconque et pour quelque motif que ce soit, auront, sans autorisation de la loi, accordé des exonérations ou franchises de délivrance de produits des établissements de l'Etat.

Art. 3. — . . . . . .

Art. 4. — . . . . . .

Art. 4 *bis* (ancien 51 *bis*). — I. — Le Gouvernement déposera avant le 1er avril 1957 un projet de loi prévoyant la coordination des divers régimes d'allocations familiales, l'égalisation progressive des prestations et la péréquation des charges.

A compter du 1er janvier 1957 et jusqu'au vote de ce projet de loi, les dispositions suivantes seront en vigueur:

II. — Il est institué un fonds national de surcompensation des prestations familiales. Le fonds national est doté de l'autonomie financière. Il est administré par le ministre des affaires sociales, assisté d'un comité comprenant des représentants de chaque régime de prestations familiales. La gestion financière est assurée par la caisse des dépôts et consignations.

Le fonds national crédite par l'octroi de subventions les régimes ayant une charge supérieure à la moyenne.

Le règlement d'administration publique prévu au paragraphe III du présent article fixe les modalités de calcul de ces subventions.

Le fonds national consent aux régimes créditeurs des avances dans la limite des prévisions de payement à effectuer à la plus prochaine échéance.

III. — Le fonds national de surcompensation des prestations familiales reçoit:

1° Le produit des impôts qui lui sont affectés conformément au paragraphe IV ci-dessous;

2° Les versements des régimes de prestations familiales correspondant à la surcompensation limitée aux salariés des professions non agricoles; des versements provisionnels à valoir sur les règlements définitifs de cette surcompensation limitée pour l'année en cours seront effectués chaque trimestre;

3° Par dérogation aux dispositions du sixième alinéa de l'article 12 de la loi n° 56-639 du 30 juin 1956, les prélèvements nécessaires sur les excédents éventuels du fonds national de solidarité.

Un règlement d'administration publique précisera les conditions d'application du paragraphe II ci-dessus et du présent paragraphe.

IV. — 1° Le versement forfaitaire dû par les employeurs en application de l'article 231 du code général des impôts est majoré. Le taux dudit versement est porté de 5 à 10 p. 100 pour la fraction comprise entre 3 millions et 6 millions de francs, et à 16 p. 100 pour la fraction excédant 6 millions de francs de rémunérations individuelles annuelles;

2° Les deux premiers alinéas de l'article 51 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947 relative à diverses dispositions d'ordre financier sont modifiés ainsi qu'il suit:

« Le taux du prélèvement sur les sommes engagées au pari mutuel sur les hippodromes et hors des hippodromes, institué par la loi du 16 avril 1930 est fixé par décret contresigné du ministre des affaires économiques et financières et du secrétaire d'Etat à l'agriculture. Il ne peut être inférieur à 10 p. 100 ni supérieur à 14,50 p. 100 du montant des sommes engagées.

« Le produit de ce prélèvement est réparti entre les sociétés de courses, l'élevage, le fonds national pour le développement des adductions d'eau et le fonds national de surcompensation des prestations familiales, ou incorporé aux ressources générales du budget suivant une proportion et selon des modalités comptables fixées par décret contresigné du ministre des affaires économiques et financières, du secrétaire d'Etat au budget et du secrétaire d'Etat à l'agriculture sans qu'il soit porté atteinte aux ressources du fonds national de développement pour les adductions d'eau. L'article 24 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953 et l'article 8 de la loi n° 55-437 du 2 février 1955 sont et demeurant abrogés. »

3° Toute opération ayant pour objet l'achat ou la vente au comptant ou à terme d'or monétaire sera soumise à l'impôt prévu par l'article 974 du code général des impôts;

4° Le tableau B de l'article 265 du code des douanes est modifié comme suit en ce qui concerne les produits désignés ci-après:

NUMÉRO du tarif des douanes.	DÉSIGNATION DES PRODUITS	INDICE des sous-positions.	UNITÉ de perception.	QUOTITÉ
				Francs.
Ex 27.10	Huile de pétrole ou de schistes (autres que les huiles brutes) y compris les préparations non dénommées ni comprises ailleurs contenant en poids une proportion d'huile de pétrole ou de schistes supérieure ou égale à 70 p. 100 et dont ces huiles constituent l'élément de base:			
	A. — Huiles légères et moyennes: Essence de pétrole:			
	D'aviation	*a* et *c*	Hectolitre.	4.417
	Supercarburant	Ex *b* et *d*	Hectolitre.	4.647
	Autres	Ex *b* et *d*	Hectolitre.	4.447

La détaxe prévue à l'article 6 de la loi n° 51-588 du 23 mai 1951 en faveur de l'essence destinée aux travaux agricoles est portée à 2.460 F par hectolitre. Un arrêté du secrétaire d'Etat à l'agriculture fixera les conditions d'application de cette mesure.

5° Dans le troisième alinéa de l'article 1617 du code général des impôts, les mots « ou sous forme de sucre » sont supprimés.

Des décrets pris en conseil des ministres, après avis du Conseil d'Etat, rendront applicables les dispositions du présent paragraphe et fixeront les mesures transitoires, la date et les conditions d'application dudit paragraphe.

V. — Le présent article n'est pas applicable dans les départements d'outre-mer.

Art. 5. — La baisse de 15 p. 100 sur le matériel agricole instituée par l'article 22 (dernier alinéa) de la loi n° 54-404 du 10 avril 1954 portant réforme fiscale ne peut en tout état de cause excéder 150.000 F par achat unitaire. Cette disposition n'est pas applicable aux coopératives ayant pour objet l'utilisation en commun du matériel agricole.

Art. 6. — A titre exceptionnel pour l'année 1957, le prélèvement de 22 p. 100 effectué au profit du fonds d'investissement routier sera calculé sur le produit des droits intérieurs sur les carburants routiers, dans les limites d'un plafond de 210 milliards.

Art. 7. — I. — L'article 4 de la loi n° 53-1321 du 31 décembre 1953 ayant majoré de cinq décimes le principal des amendes pénales est abrogé

II. — Les codes et lois en vigueur au jour de la promulgation de la présente loi, fixant ou visant des amendes pénales sont modifiés en ce sens que le taux de ces amendes est majoré de 50 p. 100.

Toutefois, aucune modification n'est apportée aux taux des amendes qui sont qualifiées par la loi d'amendes civiles ou qui sont fixées proportionnellement au montant ou à la valeur exprimée en numéraire, du préjudice, des répétitions ou de l'objet de l'infraction.

III. — Les dispositions des deux paragraphes qui précèdent sont applicables à toutes les amendes prononcées, à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

IV. — Les taux d'amendes prévus par les articles ci-après du code pénal sont fixés conformément au tableau ci-dessous.

Articles du code pénal:

	MINIMUM Francs.	MAXIMUM Francs.		MINIMUM Francs.	MAXIMUM Francs.
	—	—		—	—
120	50.000	150.000	356 (al. 1er)..	50.000	»
128	50.000	1.0.000	357	50.000	»
129	50.000	3 0.000	358 (al. 1er)..	50.000	100.000
131	50.000	300.000	359	50.000	150.000
135	50.000	»	360	50.000	1.0.000
184 (al. 1er)..	50.000	300.000	362 (al. 1er)..	50.000	750.000
184 (al. 2)....	50.000	1.0.000	362 (al. 3)....	50.000	»
185	75.000	300.000	363	50.000	750.000
187 (al. 1er)..	50.000	300.000	364 (al. 3)....	50.000	750.000
187 (al. 2)....	50.000	300.000	373 (al. 1er)..	50.000	»
192	50.000	100.000	378 (al. 1er)..	50.000	300.000
193	50.000	120.000	387 (al. 1er)..	50.000	300.000
194	50.000	150.000	387 (al. 3)....	50.000	300.000
196	50.000	100.000	388 (al. 1er)..	50.000	300.000
197	50.000	200.000	388 (al. 3)....	50.000	1.0.000
199	50.000	150.000	388 (al. 4)....	50.000	300.000
218	50.000	3.0.000	388 (al. 5)....	50.000	100.000
224	50.000	180.000	389 (al. 1er)..	50.000	230.000
225	50.000	300.000	390 (al. 1er)..	50.000	150.000
230	50.000	3.0.000	399 (al. 2)....	50.000	300.000
254	50.000	300.000	401 (al. 1er)..	360.000	3.600.000
257	50.000	200.000	401 (al. 4)....	50.000	150.000
305 (al. 1er)..	50.000	450.000	414	50.000	»
306	50.000	450.000	417	50.000	150.000
307	50.000	180.000	418 (al. 3)....	50.000	180.000
308	50.000	100.000	427 (alinéa 1er,		
309	50.000	1.000.000	1er membre		
311 (al. 1er)..	50.000	180.000	de phrase).	50.000	750.000
311 (al. 2)....	50.000	300.000	427 (alinéa 1er,		
312 (al. 6)....	50.000	450.000	2e membre		
312 (al. 7)....	50.000	6.0.000	de phrase .	50.000	230.000
319	100.000	2.000.000	428	50.000	230.000
320	50.000	1.500.000	438	50.000	»
330	50.000	450.000	439 (al. 4)....	50.000	300.000
340 (al. 1er)...	50.000	2.000.000	443	50.000	»
346	50.000	150.000	452 (al. 1er)..	50.000	300.000
348 (al. 1er)..	50.000	100.000	455	50.000	»
349	50.000	450.000	456	50.000	»
350	50.000	900.000	457	50.000	»
352 (al. 1er)...	50.000	450.000	460 (al. 2). rem-		
352 (al. 2)....	50.000	600.000	placer 120.000		
353 (al. 1er)...	50.000	9.0.000	francs par..	»	3.600.000

Les infractions commises avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe restent régies par la législation antérieure.

V. — Les dispositions du présent article sont applicables sur l'ensemble du territoire de la République française, au Cameroun et au Togo.

B. — *Evaluation des voies et moyens.*

Art. 8. — Les produits et revenus applicables au budget général de 1957 sont évalués à la somme de 3.962 milliards de francs. Cette évaluation correspond:

— à concurrence de 3.820 milliards de francs, aux produits attendus des ressources ordinaires et extraordinaires (y compris 107 milliards de francs à provenir des recettes instituées pour contribuer à la couverture des dépenses militaires rendues nécessaires par les événements d'Algérie), conformément au développement qui en est donné par l'état A annexé à la présente loi;

— à concurrence de 142 milliards de francs, aux recettes affectées à la couverture des dépenses du titre VIII, conformément au développement qui en est donné par l'état B annexé à la présente loi.

C. — *Evaluation des ressources de trésorerie.*

Art. 8 bis (ancien 13). — Les charges résultant de l'excédent de l'ensemble des dépenses sur les recettes prévues par la présente loi, soit un montant évalué à 797 milliards de francs, seront couvertes à l'aide des ressources d'emprunts et de trésorerie.

L'excédent des dépenses spéciales d'Algérie sur les recettes affectées à ces dépenses sera couvert dans les mêmes conditions.

D. — *Taxes parafiscales autorisées.*

Art. 8 ter (ancien 97). — En application de l'article 5 de la loi n° 53-633 du 25 juillet 1953, de l'article 24 de la loi n° 53-1308 du 31 décembre 1953, la liste des taxes parafiscales dont la perception est autorisée pendant l'année 1957 est donnée par l'état B *bis* annexé à la présente loi.

TITRE II

Dispositions relatives aux dépenses.

A. — *Charges budgétaires.*

Art. 9. — I. — Compte tenu des crédits applicables aux services votés dont le montant s'élève à la somme de 3.832,7 milliards de francs, les plafonds des crédits applicables au budget général pour 1957, compte tenu de la conjoncture économique et par référence au revenu national sont fixés, en application de l'article 7 du décret n° 56-691 du 19 juin 1956, à 4.104 milliards de francs.

Ce crédit est bloqué à concurrence de 10 p. 100. La somme ainsi bloquée sera répartie entre les divers chapitres dans le cadre des décrets de répartition et constituera une tranche de crédits conditionnels qui pourront être débloqués en cours d'année par décrets contresignés par le ministre des finances et notifiés aux commissions financières.

Le montant total des sommes débloquées à une époque quelconque de l'année budgétaire 1957, ne pourra excéder le montant des plus-values enregistrées dans les recettes par rapport à la période correspondante de 1956.

I. — Les plafonds de crédits visés à l'alinéa précédent s'appliquent:

Pour 2.407 milliards de francs aux dépenses ordinaires civiles;
Pour 695 milliards de francs aux dépenses civiles en capital;
Pour 619 milliards de francs aux dépenses ordinaires militaires;
Pour 383 milliards de francs aux dépenses militaires en capital.

II. — Les plafonds de crédits applicables aux services votés au titre des services civils en 1957 pour les dépenses effectuées sur ressources affectées s'élèvent à la somme de 142 milliards de francs.

B. — *Charges de trésorerie.*

Art. 10. — La charge maximale entraînée par la gestion des comptes spéciaux du Trésor en 1957 est fixée à 495 milliards de francs.

TITRE III

Dispositions diverses relatives au Trésor.

Art. 11. — Le ministre des affaires économiques et financières est autorisé à procéder, en 1957, dans les conditions fixées par décret:

1° A des opérations facultatives de conversion de la dette publique et de renouvellement ou de consolidation de la dette flottante, ainsi que de la dette à échéance massive du Trésor;

2° A des émissions de rentes perpétuelles et de titres à long, moyen et court terme pour couvrir l'ensemble des charges de la trésorerie.

Art. 12. — Le ministre des affaires économiques et financières est autorisé à conclure avec le président du conseil d'administration de la caisse autonome d'amortissement la convention dont le texte est donné en annexe à la présente loi.

Art. 13. — . . . . . .

DEUXIEME PARTIE

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES

TITRE Ier

Dispositions relatives au budget.

1° DISPOSITIONS GENERALES

Art. 14. — Dans la limite du plafond prévu à l'article 9 de la présente loi pour les dépenses ordinaires des services civils, il est ouvert à ce titre, aux ministres, pour 1957, des crédits maximaux s'appliquant:

A concurrence de 376.728.821.000 F au titre Ier: « Dette publique et dépenses en atténuation de recettes »;

A concurrence de 10.334.848.000 F au titre II: « Pouvoirs publics »;

A concurrence de 1.094.685.963.000 F au titre III: « Moyens des services »;

A concurrence de 924.757.798.000 F au titre IV: « Interventions publiques »,

conformément à la répartition par ministère qui en est donnée à l'état C annexé à la présente loi.

Art. 15. — I. — Compte tenu des autorisations de programme applicables aux services votés, dont le montant s'élève à 260 milliards 940.300.000 F, il est ouvert aux ministres, au titre du budget général, pour les dépenses des services civils en 1957, des autorisations de programme maximales s'élevant à la somme de 560 milliards 94.700.000 F.

Ces autorisations de programme s'appliquent:

A concurrence de 115.294.200.000 F, au titre V: « Investissements exécutés par l'Etat »;

A concurrence de 306.672.500.000 F, au titre VI: « Investissements exécutés avec le concours de l'Etat. — A. — Subventions et participations »;

A concurrence de 138.125 millions de francs, au titre VI: « Investissements exécutés avec le concours de l'Etat. — B. — Prêts et avances »,

conformément à la répartition par ministère qui en est donnée à l'état D annexé à la présente loi.

II. — Dans la limite du plafond prévu à l'article 9 de la présente loi pour les dépenses civiles en capital, il est ouvert à ce titre, aux ministres, pour 1957, des crédits de payement maximaux s'appliquant:

A concurrence de 89.035.820.000 F, au titre V: « Investissements exécutés par l'Etat »;

A concurrence de 256.087.127.000 F, au titre VI: « Investissements exécutés avec le concours de l'Etat. — A. — Subventions et participations »;

A concurrence de 117.654 millions de francs, au titre VI: « Investissements exécutés avec le concours de l'Etat. — B. — Prêts et avances »;

A concurrence de 231.200 millions de francs, au titre VII: « Réparation des dommages de guerre »,

conformément à la répartition par ministère qui en est donnée à l'état D annexé à la présente loi.

Art. 16. — Il est accordé au ministre des affaires économiques et financières, pour 1957, au titre des dépenses mises à la charge de la caisse autonome de la reconstruction, des autorisations de programme qui, compte tenu des services votés d'un montant de 135.300 millions de francs, s'élèvent à 176.860 millions de francs et des crédits de payement d'un montant total de 160 milliards de francs répartis conformément à l'état E annexé à la présente loi.

La répartition de ces autorisations de programme et de ces crédits de payement pourra être modifiée en cours d'exercice par décrets contresignés du ministre des affaires économiques et financières et du secrétaire d'Etat à la reconstruction et au logement après avis conforme des commissions des finances et de la reconstruction et des dommages de guerre de l'Assemblée nationale et du Conseil de la République dans les conditions fixées par l'article 3 de la loi n° 55-366 du 3 avril 1955.

Les dépenses visées au paragraphe 2 de l'état E annexé à la présente loi seront imputées à un compte d'affectation spéciale qui sera crédité des provisions et des remboursements de la caisse autonome de la reconstruction.

Art. 17. — I. — Le montant maximal des autorisations de programme applicables aux services votés au titre des services civils de 1957, pour les dépenses effectuées sur ressources affectées, s'élève à la somme de 55.115 millions de francs, conformément à la répartition par ministère qui en est donnée à l'état F annexé à la présente loi.

II. — Dans la limite du plafond prévu à l'article 9 de la présente loi, les crédits de payement maximaux afférents aux dépenses effectuées sur ressources affectées, sont répartis, par ministère, conformément à l'état F annexé à la présente loi.

Art. 18. — I. — Les budgets annexes (services civils) sont fixés en recettes ordinaires et extraordinaires à la somme de 388 milliards 705.702.000 F et en dépenses ordinaires et extraordinaires à la somme maximale de 492.705.702.000 F, conformément à la répartition par service qui en est donnée à l'état G annexé à la présente loi.

II. — Il est accordé aux ministres, au titre des dépenses en capital imputables sur les budgets annexes (services civils), des autorisations de programme s'élevant à la somme maximale de 57.061.000 francs, conformément à la répartition par service qui en est donnée à l'état H annexé à la présente loi.

Art. 19. — Il est accordé au ministre chargé de la radiodiffusion-télévision française, au titre du budget annexe de la radiodiffusion-télévision française, une autorisation de programme conditionnelle d'un montant total de 4.500 millions de francs applicable à l'équipement de la télévision dans la métropole.

Cette autorisation de programme demeure bloquée.

Dans l'hypothèse où, par des prélèvements sur le fonds de réserve institué par l'article 6 de la loi n° 49-1032 du 30 juillet 1949, modifié par l'article 3 de la loi n° 51-1507 du 31 décembre 1951, ou par des recettes résultant de mesures nouvelles telles que des emprunts, il serait possible de dégager, en 1957, les ressources nécessaires, des décrets contresignés du ministre des affaires économiques et financières et du secrétaire d'Etat au budget, pris sur la proposition du ministre chargé de la radiodiffusion-télévision française, pourront, dans la limite de ces ressources, procéder au déblocage total ou partiel des autorisations de programme visées à l'alinéa précédent et doter en crédits de payement les chapitres correspondants.

Dans la limite du produit provenant des recettes nouvelles visées à l'alinéa précédent et non affecté au financement des autorisations de programme conditionnelles, le ministre chargé de la radiodiffusion-télévision française pourra, en 1957, être autorisé par décret contresigné du ministre des affaires économiques et financières, du secrétaire d'Etat au budget, à engager et à payer les dépenses correspondant à la réalisation d'installations de télévision, autres que celles faisant l'objet du programme conditionnel visé ci-dessus.

Les décrets visés à l'alinéa précédent seront soumis à la ratification du Parlement, dans le cadre du projet de budget pour [illegible].

Art. 20. — Disjoint.

Art. 21. — Dans la limite du plafond prévu à l'article 9 de la présente loi pour les dépenses ordinaires des services militaires, il est ouvert à ce titre aux ministres en 1957 des crédits maximaux s'appliquant:

A concurrence de 618.279.971.000 F au titre III: « Moyens des armes et services »;

A concurrence de 303.500.000 F au titre IV: « Interventions publiques et administratives »,

conformément à la répartition par ministère qui en est donnée à l'état I annexé à la présente loi.

Art. 22. — I. — Compte tenu des autorisations de programme applicables aux services votés, dont le montant s'élève à 100 milliards 680 millions de francs, il est ouvert aux ministres, au titre du budget général, pour les dépenses des services militaires en 1957, des autorisations de programme s'élevant à la somme de 386.751 millions de francs.

Ces autorisations de programme s'appliquent:

A concurrence de 13.200 millions de francs au titre III: « Moyens des armes et services »;

A concurrence de 373.551 millions de francs au titre V: « Equipement »,

conformément à la répartition par ministère qui en est donnée à l'état J annexé à la présente loi.

II. — Dans la limite du plafond prévu à l'article 9 de la présente loi pour les dépenses militaires en capital, il est ouvert à ce titre aux ministres, en 1957, des crédits maximaux de payement s'appliquant au titre V:: « Equipement », conformément à la répartition par ministère qui en est donnée à l'état J annexé à la présente loi.

Art. 23. — Il est ouvert au ministre de la défense nationale et des forces armées en addition à celles accordées par l'article 6 de la loi n° 55-1044 du 6 août 1955, les autorisations de programme ci-après:
129,5 milliards pour compter du 1er janvier 1958;
34,2 milliards pour compter du 1er janvier 1959, applicables au titre V de son budget.

Art. 24. — I. — Pour 1957, les budgets annexes rattachés pour ordre au budget de la défense nationale et des forces armées sont arrêtés, en recettes et en dépenses, à la somme de 60.847.204.000 F, ainsi répartie:

Service des essences, 35.493.004.000 F.
Service des poudres, 25.354.200.000 F.
Total, 60.847.204.000 F.

II. — Il est accordé au ministre de la défense nationale et des formes armées, au titre des dépenses en capital imputables sur les budgets annexes (services militaires), des autorisations de programme s'élevant à la somme de 7.608.900.000 F, ainsi répartie:
Service des essences, 1.808.900.000 F.
Service des poudres, 5.800 millions de francs.
Total, 7.608.900.000 F.

2° DISPOSITIONS SPECIALES

a) *Dispositions communes.*

Art. 25. — Le montant maximal des dépenses pouvant être financées sur les crédits pour dépenses accidentelles ouverts au ministre des affaires économiques et financières est fixé à la somme de 50 millions de francs.

Art. 26. — Les virements de crédits de chapitre à chapitre réalisables dans les conditions prévues par l'article 21 du décret n° 56-601 du 19 juin 1956 pourront intervenir dans la limite d'une somme de 100 millions de francs.

Art. 26 *bis* (nouveau). — Les décrets de répartition prévus à l'article 59 du décret organique devront être soumis aux commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Conseil de la République accompagnés de justifications présentées dans la même forme que les propositions budgétaires antérieurement à la publication du décret organique. En particulier, un exposé des motifs donnera, à l'appui de la dotation de chaque chapitre, l'analyse des mesures nouvelles.
En ce qui concerne les emplois, chaque décret devra, pour chaque ministère, indiquer sous forme de tableau, par service et par catégorie, les effectifs en activité à la fin de l'année précédente et faire ressortir les modifications envisagées en précisant les indices des emplois supprimés, créés ou transformés.

Art. 26 *ter* (nouveau). — Chaque année, le Parlement devra recevoir communication avant le 1er octobre des rapports de la commission créée par le décret n° 52-464 du 18 février 1952, relatifs aux comptes de la nation pour l'année précédente et aux comptes prévisionnels de la nation pour l'exercice suivant.

b) *Dispositions particulières.*

Art. 27. — Par arrêtés signés du ministre des affaires étrangères, du secrétaire d'Etat au budget et, éventuellement, des autres ministres intéressés, les crédits ouverts à la section II (affaires marocaines et tunisiennes) et à la section III (relations avec les Etats associés) du budget des affaires étrangères, pourront être transférés soit à d'autres chapitres des mêmes sections, soit à la section I de ce budget, soit aux budgets d'autres départements ministériels.

Art. 28. — I. — L'article 14 du code forestier est modifié comme suit:

« *Art. 14.* — En cas d'aliénation, dans le cadre de la législation en vigueur, d'immeubles visés à l'article 1er, 1°, du présent code, le produit de l'opération est encaissé par le Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses d'intérêt public, en vue d'être employé à l'achat par le ministre chargé de l'agriculture de terrains boisés ou à boiser.
« Les dispositions de l'alinéa qui précède sont applicables aux soultes en argent attribuées à l'Etat dans les échanges immobiliers, intéressant le domaine forestier national. »

II. — L'alinéa 2 de l'article 34 de la loi n° 53-75 du 6 février 1953, modifié par l'article 32 de la loi n° 55-359 du 3 avril 1955, est à nouveau modifié comme suit:

« Après prélèvement d'une somme forfaitaire dont le montant fixé chaque année par arrêté conjoint du secrétaire d'Etat à l'agriculture et du ministre des affaires économiques et financières est rattaché au budget de l'agriculture suivant la procédure des fonds de concours, le produit de la taxe unique visée à l'alinéa précédent est réparti de la manière suivante. »
(Le reste sans changement.)

Art. 29. — . . . . . .

Art. 30. — Pour la campagne 1956-1957, l'indemnisation des propriétaires de pommiers à cidre et de poiriers à poiré qui arrachent leurs arbres dans les conditions prévues par le décret n° 55-576 du 20 mai 1955, est imputée sur les crédits mis à la disposition du service des alcools au titre des contingents d'alcool de pommes et de poires et de cidres et de poirés.

Le montant du crédit réservé à cette indemnisation est fixé à 700 millions de francs.

Art. 31. — I. — Sont reconduites à 1957 les dispositions de l'article 2 (alinéas 2 et 3) de la loi n° 56-639 du 30 juin 1956.
II. — Les transferts de crédits à intervenir en application des dispositions visées ci-dessus seront effectués par arrêté du ministre des affaires économiques et financières.

Art. 32. — La part contributive des territoires d'outre-mer et des territoires et Etats associés aux dépenses administratives de la caisse de retraites de la France d'outre-mer pour 1957 est fixée ainsi qu'il suit:

Etats associés, 41 p. 100, 20.889.000 F;
Afrique occidentale française, 21 p. 100, 10.699.000 F;
Afrique équatoriale française, 11,5 p. 100, 5.859.000 F;
Madagascar, 11,5 p. 100, 5.859.000 F;
Nouvelle-Calédonie, 3 p. 100, 1.528.000 F;
Océanie, 1,6 p. 100, 815.000 F;
Saint-Pierre et Miquelon, 1,3 p. 100, 662.000 F;
Côte française des Somalis, 1,5 p. 100, 764.000 F;
Togo, 3,5 p. 100, 1.783.000 F;
Cameroun, 4,1 p. 100, 2.089.000 F.
Total, 50.917.000 F.

Ces contributions seront inscrites en recettes au budget général pour 1957 à la rubrique « Produits divers ».
Elles seront fixées pour les années ultérieures par décret contresigné par le ministre des affaires économiques et financières et par le ministre de la France d'outre-mer.

Art. 33. — Le montant des reversements à effectuer par les territoires d'outre-mer au fonds d'investissement et de développement économique et social conformément aux dispositions de l'article 16 de la loi n° 52-1 du 3 janvier 1952 sur les taxes et droits à l'importation perçus sur les matériels et produits destinés à être utilisés pour des travaux d'équipement financés sur les ressources du fonds d'investissement et de développement économique et social sera déterminé annuellement sur la base d'un forfait évalué en fonction de la nature des opérations exécutées.
Ce forfait sera arrêté dans un délai de trois mois après la clôture de chaque tranche annuelle d'exécution des programmes du fonds d'investissement et de développement économique et social par arrêté du chef de territoire soumis à l'approbation préalable du ministre de la France d'outre-mer et du ministre des affaires économiques et financières.

Art 34. — Le dernier alinéa de l'article 1er de la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 est abrogé.

Art. 34 *ter*. — Le fonds de développement de l'industrie cinématographique peut concourir aux dépenses exposées annuellement pour l'organisation d'un festival international du film; le montant de la dotation ainsi prélevée sur les ressources du fonds sera fixé dans les mêmes conditions que le concours prévu à l'article 87 du code de l'industrie cinématographique.

Art. 35. — I. — Il est institué une cinquième section au tribunal administratif de Paris.
II. — Il est créé un poste de président de section, un poste de conseiller hors classe et quatre postes de conseillers au tribunal administratif de Paris.
III. — Par dérogation aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 5 du décret n° 53-936 du 30 septembre 1953, il pourra être pourvu hors tour et à titre exceptionnel à trois des emplois de conseillers du tribunal administratif de Paris, créés par la présente loi, en faisant appel aux fonctionnaires visés au premier alinéa de l'article du décret précité et conformément à la procédure prévue audit article.

Art. 36. — Les collectivités autres que l'Etat, les organismes publics ou privés, les particuliers pour le compte desquels auront été mis en place par les services de la sûreté nationale des services d'ordre qui ne peuvent être rattachés aux obligations normales incombant à la puissance politique en matière de maintien de l'ordre, sont tenus de rembourser à l'Etat les dépenses supplémentaires de fonctionnement et de matériel qu'il a supportées dans leur intérêt.
Les bases de calcul de ces redevances feront l'objet d'un décret en conseil d'Etat pris sur le rapport du ministre de l'intérieur et du ministre des affaires économiques et financières.
Le produit de ces redevances, porté en recette au budget de l'Etat à titre de fonds de concours pour dépenses d'intérêt public, donnera lieu à rattachement au budget du ministère de l'intérieur.

Art. 37. — L'alinéa 2 de l'article 18 de la loi du 12 juillet 1905 concernant la réorganisation des justices de paix est remplacé par les dispositions suivantes:

« A Paris, sont institués trois postes de juge de paix dont les titulaires sont seuls, chacun avec deux suppléants, chargés d'assurer le service du tribunal de police. »

Art. 38. — Les crédits ouverts au ministre des affaires économiques et financières pour la réalisation du versement prévu en faveur de la caisse autonome de la reconstruction par l'état D annexé à la présente loi, ainsi que les autorisations de payement de l'état E sont majorés:

1° Du montant des émissions de titres autorisées par l'article 40 de la présente loi;
2° En ce qui concerne l'état D, du produit des emprunts émis par les groupements de sinistrés dans la mesure où ce produit ne provient pas de la reprise des titres de l'emprunt libératoire du prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, et, en ce qui concerne l'état E, du montant des payements effectués sur les produits ainsi définis;

3° Du montant des versements affectés au remboursement des dépenses payées pendant l'année 1957 ou les exercices antérieurs au titre des divers travaux, constructions, acquisitions ou avances visées à l'état E annexé à la présente loi;

4° Du montant des versements affectés au remboursement des avances et des attributions ou rétrocessions en nature consenties par l'Etat aux sinistrés ainsi que du montant des reversements de trop payés et des sommes versées à titre fonds de de concours, par des particuliers et collectivités autres que l'Etat, ou, à titre de participation aux travaux, par d'autres départements ministériels.

Les autorisations de programme de l'état E annexé à la présente loi pourront être affectées d'une majoration au plus égale au double de celle des autorisations de payement prévues ci-dessus, dans le cas visé au paragraphe premier; il en sera de même dans le cas visé au paragraphe 2 lorsque les fonds d'emprunt des groupements de sinistrés recevront l'utilisation prévue au paragraphe C de l'article 12 de la loi n° 50-631 du 2 juin 1950, dans la mesure où les majorations des autorisations de payement prévues ci-dessus concerneront des dépenses n'ayant pas encore fait l'objet d'autorisations de programme.

Le rattachement des majorations des autorisations de programme et de payement aux lignes intéressées des états D et E sera effectué par arrêté du ministre des affaires économiques et financières, du secrétaire d'Etat à la reconstruction et au logement et du secrétaire d'Etat au budget.

Art. 39. — Le crédit ouvert pour la mobilisation et le remboursement des titres à trois, six et neuf ans émis par la caisse autonome de la reconstruction est majoré d'une somme égale à la valeur nominale:

Des titres reçus en payement des droits de mutation par décès sur certains biens affectés par des événements de guerre par application de l'article 11 (§ 3) du décret n° 52-972 du 30 juillet 1952;

Des titres émis pour le règlement des indemnités de dommages de guerre versées au ministre de la marine marchande pour la reconstitution de la flotte de commerce et de pêche à coque en acier;

Des titres postés à l'actif des successions en déshérence. ainsi que de ceux détenus par le trésorier-payeur général chargé, en vertu des dispositions du décret n° 49-1236 du 12 septembre 1949 et de la loi n° 50-586 du 27 mai 1950, de procéder pour le compte de l'Etat à la liquidation des organismes professionnels, interprofessionnels et para-administratifs auxquels ont été confiées des tâches d'importation, d'exportation et de répartition ou d'opérations s'y rattachant;

Des titres émis pour le remboursement des avances et le règlement des attributions ou rétrocessions en nature consenties par l'Etat aux sinistrés;

Des titres immatriculés au nom du Crédit foncier de France et représentant la part différée des indemnités de dommages de guerre qui a fait l'objet d'un prêt complémentaire en application des articles 44 à 57 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946.

Le montant des titres émis pour le règlement de tout ou partie de l'impôt de solidarité nationale dont certains sinistrés ont demandé l'imputation sur leurs indemnités de dommages de guerre, en application de l'article 34 (§ 3) de l'ordonnance n° 45-1820 du 15 août 1945, donne également lieu à une majoration du crédit ouvert pour la mobilisation et le remboursement des titres de cette nature.

Le rattachement des majorations de crédit au chapitre susvisé sera effectué par arrêté du ministre des affaires économiques et financières et du secrétaire d'Etat au budget.

Art. 40. — I. — Est prorogée en 1957 l'autorisation d'émission donnée à la caisse autonome de la reconstruction par l'article 11 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948, modifiée par les lois n° 49-333 du 12 mars 1949 et n° 49-482 du 8 avril 1949, dans les limites fixées par le quatrième alinéa de ce même article pour le payement d'indemnités de reconstitution au moyen des titres. Les titres émis seront réservés au payement des indemnités dues aux sinistrés qui ont entrepris en 1949, dans les conditions prévues à l'article 10 de la loi susvisée, des reconstitutions non reconnues prioritaires et qui ont complété leur dossier avant le 1er juillet 1952 conformément à l'article 5 de la loi n° 52-5 du 3 janvier 1952.

II. — Sont prorogées en 1957 les dispositions relatives au payement d'indemnités de reconstitution au moyen de titres prévus aux articles 41 et 42 de la loi n° 50-135 du 31 janvier 1950, complétée par l'article 5 de la loi n° 51-650 du 24 mai 1951 et à l'article 1er de la loi n° 53-319 du 15 avril 1953.

Les sinistrés visés à l'article 1er de la loi n° 53-319 du 15 avril 1953 pourront, à leur choix, recevoir en 1957 les titres prévus à l'article 11 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948.

Le montant des titres que la caisse autonome de la reconstruction est autorisée à émettre en 1957 en application du présent paragraphe, est fixé globalement à 60 milliards de francs. Ce montant sera augmenté du reliquat des autorisations d'émission de titres non utilisées pendant l'exercice 1956.

L'attribution des titres prévus au présent paragraphe est subordonnée à l'inscription à un ordre de classement établi dans les conditions prévues à l'article 7 de la loi n° 46-2921 du 23 décembre 1946.

III. — Les indemnités de dépossession aux spoliés instituées par l'article 3 de la loi n° 49-573 du 23 avril 1949, pourront être payées en 1957 dans la limite d'un maximum d'un milliard de francs, selon les modalités prévues aux articles 41 et 42 de la loi n° 50-135 du 31 janvier 1950, complétés par l'article 5 de la loi n° 51-650 du 24 mai 1951.

IV. — Les indemnités dues aux industriels, commerçants et artisans qui ne peuvent bénéficier du report de leurs baux et mises à la charge de l'Etat en application de l'article 2 de la loi n° 53-701 du 2 juin 1955, pourront être payées en 1957 dans la limite d'un maximum de 500 millions de francs selon les modalités prévues aux articles 41 et 42 de la loi n° 50-135 du 31 janvier 1950, complétés par l'article 5 de la loi n° 51-650 du 24 mai 1951.

V. — Le montant maximal des titres que la caisse autonome de la reconstruction est autorisée à émettre en 1957 en application des articles 11 et 13 du décret n° 53-717 du 9 août 1953, modifiés par le décret n° 53-985 du 30 septembre 1953, la loi n° 54-922 du 17 septembre 1954 et l'article 13 de la loi n° 55-367 du 3 avril 1955, est fixé à 30 milliards de francs.

Ce montant sera augmenté du reliquat des autorisations d'émission de titres de cette nature non utilisées pendant l'exercice 1956.

Art. 41. — La subvention pouvant être attribuée au centre scientifique et technique du bâtiment pour l'exercice 1957, conformément aux dispositions de l'article 32 de la loi n° 53-1324 du 31 décembre 1953, ne pourra excéder 220 millions de francs.

Art. 42. — Pour l'année 1957, le maximum de la subvention annuelle qui pourra être versée à chaque office ou société d'habitations à loyer modéré en application des dispositions antérieurement applicables de l'article 38 de la loi n° 48-1347 du 27 août 1948, des articles 42 et 43 de la loi n° 50-857 du 24 juillet 1950 et de l'article 27 de la loi n° 50-854 du 21 juillet 1950 est fixé à 2,25 p. 100 du coût de l'opération.

Art. 43. — Le ministre des affaires économiques et financières est autorisé à émettre en 1957 des titres pour l'application de la loi n° 48-1313 du 26 août 1948, relative à l'indemnité d'éviction, dans la limite de 500 millions de francs.

Art. 44. — Est fixée à 8 milliards de francs, pour l'année 1957, la dépense susceptible d'être mise à la charge de chacun des exercices ultérieurs du fait de l'attribution des primes à la construction prévues par l'article 257 du code de l'urbanisme et de l'habitation.

Ce montant comprend l'autorisation de 3 milliards de francs accordée par l'article 2 du décret n° 54-1247 du 17 décembre 1954.

La priorité actuellement accordée aux programmes d'habitat rural dans le système des primes sera sauvegardée, qu'il s'agisse de constructions neuves ou d'amélioration de l'habitat rural. Les opérations effectuées dans les communes rurales (moins de 2.000 habitants agglomérés au chef-lieu) autres que celles englobées dans les agglomérations urbaines bénéficient, jusqu'au 1er septembre 1957, d'un droit de priorité, à concurrence d'une autorisation globale de 2 milliards de francs.

Art. 45. — Le montant de la participation accordée par l'Etat aux départements d'outre-mer, au titre des différentes lois d'aide sociale, ne pourra en 1957 et en 1958, être supérieur à celui de la participation accordée pour 1955, diminué de 12 p. 100.

Art. 45 *bis* (nouveau). — I. — Les trois premiers alinéas de l'article L-680 du code de la santé publique sont remplacés par les dispositions suivantes:

« Les commissions administratives des hospices communaux sont composées du maire et de six membres renouvelables comprenant deux membres élus par le conseil municipal et quatre membres, dont un conseiller général, nommés par le préfet.

« Les commissions administratives des hôpitaux sont composées du maire et de sept membres renouvelables comprenant deux membres élus par le conseil municipal, un membre élu par le conseil général parmi ses membres, et quatre membres nommés par le préfet.

« Dans les établissements ou groupements hospitaliers des villes sièges d'une faculté de médecine ou d'une école de plein exercice et dans les centres hospitaliers régionaux, le nombre des membres de la commission administrative pourra être porté de sept à neuf par arrêté du ministre de la santé publique et de la population. »

II. — Les deux premiers alinéas de l'article L-681 du code de la santé publique sont remplacés par les dispositions suivantes:

« Les délégués du conseil municipal et du conseil général suivent le sort de ces assemblées quant à la durée de leur mandat; en cas de suppression ou de dissolution du conseil municipal ou du conseil général, le mandat des délégués de ces assemblées est continué jusqu'au jour de leur remplacement par le nouveau conseil municipal ou le nouveau conseil général.

« L'élection des délégués du conseil municipal et du conseil général a lieu au scrutin secret à la majorité absolue. Après deux tours de scrutin, la majorité relative suffit et, en cas de partage des voix, le plus âgé est élu. »

Art. 46. — La loi n° 48-1530 du 29 septembre 1948 réglementant l'intervention des fonctionnaires des ponts et chaussées dans les affaires intéressant les collectivités locales et divers organismes, étendue aux services du génie rural par la loi n° 55-985 du 26 juillet 1955, est complétée de la manière suivante:

« Il est opéré sur l'ensemble des versements effectués par les collectivités et organismes visés par la loi du 29 septembre 1948 pour la rémunération des concours prêtés à ces collectivités et organismes par les fonctionnaires des divers services techniques de l'Etat dans les conditions prévues par ladite loi, un prélèvement forfaitaire global à 10 p. 100 de ces versements ».

Le prélèvement est porté en recettes au budget général.

Un arrêté du ministre des affaires économiques et financières, des ministres intéressés et du secrétaire d'Etat au budget déterminera les modalités d'application du présent article.

Art. 47. — Le montant des travaux complémentaires de premier établissement dont l'exécution pourra être autorisée en 1957 sur le réseau d'intérêt général secondaire du Vivarais-Lozère concédé à la compagnie de chemins de fer départementaux est fixé au maximum à la somme de 2.500.000 F.

Le montant de ces travaux pourra être fixé par arrêté au cours des années à venir dans la mesure où il n'excédera pas 5 millions de francs.

Art. 48. — Les dépenses qui peuvent être faites ou engagées au cours de 1957 par l'administration des chemins de fer de la Méditerranée au Niger sont fixées, à titre prévisionnel, à 150 millions de francs, se répartissant comme suit:

I. — Construction et parachèvements, 150 millions de francs.
II. — Acquisition de matériel roulant, néant.
III. — Dépenses rattachées et diverses, néant.
Total, 150 millions de francs.

Ces dépenses seront couvertes par le produit d'emprunts ou d'avances du Trésor effectués dans les conditions prévues par l'article 7 de l'ordonnance n° 45-2681 du 2 novembre 1945, fixant l'organisation administrative et le régime financier du réseau des chemins de fer de la Méditerranée au Niger.

Art. 49. — I. — A compter du 1er janvier 1957, les taux prévus à l'article 2 de la loi n° 53-306 du 10 avril 1953 sont modifiés comme suit:

DÉSIGNATION	CONTRIBUTIONS patronales.	COTISATIONS ouvrières.	TOTAL
Marins et agents du service général ..... Etrangers admis à concourir à pension	9,25	6,75	16
Autochtones des territoires d'outre-mer et autres territoires et pays de l'Union française	9,25	»	9,25
Etrangers non admis à concourir à pension.....	16	»	16

II. — A compter de la même date, le taux fixé par l'article 3 de la loi du 10 avril 1953 précité est porté à 8,50 p. 100.

Art. 50. — I. — Le premier alinéa de l'article 51 de la loi n° 1586 du 12 avril 1941, modifié, déterminant le régime des pensions de retraite des marins français de commerce, de pêche ou de plaisance et des agents du service général à bord des navires est complété comme suit.

« Toutefois, si, au cours de sa carrière, l'intéressé a occupé pendant au moins cinq années des fonctions supérieures à celles de sa dernière activité et sauf le cas de déclassement dû à une mesure disciplinaire, la pension est calculée pour cette revision sur la base du salaire de la catégorie correspondant auxdites fonctions. »

II. — A. — Le paragraphe II de l'article 4 de la loi susvisée est remplacé par les dispositions suivantes:

« II. — Le droit à pension proportionnelle est acquis après quinze années de services, quelle que soit la date à laquelle ils ont été accomplis, et cinquante ans d'âge, mais la jouissance en est différée jusqu'à ce que l'intéressé ait atteint l'âge de cinquante-cinq ans. »

B. — Le paragraphe Ier de l'article 42 de la loi susvisée est remplacé par les dispositions suivantes:

« I. — Les agents du service général peuvent, quelle que soit la date à laquelle ils ont cessé de naviguer, prétendre aux pensions, suppléments ou bonifications indiqués pour les marins français. »

C. — Le deuxième alinéa de l'article 52 de la loi susvisée est complété comme suit: —

« ... Dans la mesure où les intéressés ne peuvent pas bénéficier des dispositions du paragraphe Ier de l'article 42 ci-dessus. »

III. — Il est ajouté, après les deux premiers alinéas de l'article 50 du décret modifié du 17 juin 1938 relatif à la réorganisation et à l'unification du régime d'assurances des marins, un alinéa ainsi conçu:

« Toutefois, le marin titulaire d'une pension d'invalidité accordée en raison d'une maladie pouvant, par sa nature et compte tenu de la navigation exercée, avoir son origine dans un risque professionnel maritime, pourra, s'il remplit par ailleurs les conditions prévues à l'article 4, paragraphe I ou II, de la loi modifiée n° 1586 du 12 avril 1941, recevoir en outre une pension d'ancienneté sur la caisse de retraite des marins. »

IV. — L'article 9, 7°, de la loi susvisée est remplacé par les dispositions suivantes:

« 7° Les périodes de temps suivies ou non de la concession d'une pension pendant lesquelles les marins ont reçu une indemnité journalière d'assurance accident ou d'assurances maladie sur la caisse générale de prévoyance des marins français pour une incapacité temporaire de travail. »

V. — Les droits nouveaux ouverts en faveur des marins, de leurs veuves et orphelins, par les modifications prévues aux paragraphes I, II, III et IV ci-dessus, entreront en vigueur à compter du 1er janvier 1957.

VI. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent article. Des décrets pris en forme de règlement d'administration publique procéderont, dans le délai d'un an, à la codification de l'ensemble des dispositions légales ou réglementaires fixant le régime de retraite et le régime de prévoyance des marins.

Art. 51. — Sont ratifiés, en application de l'article 7 de la loi n° 55-693 du 22 mai 1955 et de l'article 12, paragraphe premier de la loi n° 56-780 du 4 août 1956, les décrets nos 55-1133, 55-1188, 55-1714 et 56-986 des 20 août 1955, 14 novembre 1955, 31 décembre 1955 et 28 septembre 1956, accordant au secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de l'information, au titre des dépenses en capital imputées sur le budget annexe de la Radiodiffusion-Télévision française pour les exercices 1955 et 1956 des autorisations de programme s'élevant à la somme de 3.638 millions de francs pour l'équipement de la télévision.

Art. 51 *bis*. — . . . . . .

Art. 52. — I. — Pendant l'année 1957, le produit des aliénations ou cessions d'immeubles militaires, de fortifications déclassées, de matériel et approvisionnement non indispensables à la vie de l'armée, ou non susceptibles d'utilisation dans leur forme actuelle, sera versé au Trésor pour être, dans la limite d'un maximum de 4 milliards de francs, rattaché au budget de la défense nationale, selon la procédure des fonds de concours.

II. — Les dispositions de l'article 7 de la loi n° 55-1046 du 6 août 1955 sont reconduites pour 1957.

Art. 53. — Les dispositions de l'article 40 de la loi n° 51-651 du 24 mai 1951 permettant l'imputation sur crédits de matériels ou de travaux des rémunérations mensuelles accordées aux chefs de travaux, conducteurs ou surveillants de travaux du service du génie de l'armée de terre, dès lors qu'ils sont occupés à titre intermittent, sont prorogées jusqu'au 31 décembre 1958.

Art. 54. — Des décrets pris sur le rapport du ministre de la défense nationale et des forces armées et du ministre des affaires économiques et financières fixeront en autorisations de programme et en crédits de payement le montant des investissements financés par le fonds de réserve que le service des poudres sera autorisé à réaliser au titre de l'année 1957.

Art. 55. — Les recettes à provenir du contrôle exercé par les services du secrétariat d'Etat aux forces armées (air) direction technique et industrielle de l'aéronautique sur les commandes exécutées par l'industrie aéronautique au profit de gouvernements étrangers et du remboursement par des gouvernements étrangers d'essais effectués à leur profit par des services ou établissements relevant du secrétariat d'Etat aux forces armées (air) seront rattachées, selon la procédure des fonds de concours, au budget de la défense nationale, section air.

Art. 56. — Les recettes à provenir de la perception de redevances stipulées dans les contrats passés par le secrétariat d'Etat aux forces armées (air) et des concessions de licence consenties par ce département seront rattachées, selon la procédure des fonds de concours, au budget de la défense nationale, section air.

Art. 57. — Le montant maximal que peut atteindre le fonds de réserve du service des essences créé par les lois de finances des 29 avril 1926 et du 30 décembre 1928 est porté de 2.000 millions à 3.500 millions de francs.

Art. 58. — Les établissements hospitaliers du service général dont l'Etat français a la propriété en Afrique occidentale française, en Nouvelle-Calédonie et à Madagascar et qui ont été placés sous l'autorité et la surveillance des autorités locales par application de l'article 236 de la loi du 13 juillet 1925 pourront, par décret pris sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer et des ministres intéressés, être remis sous l'autorité et sous la surveillance de l'Etat français.

La valeur des matériaux et le prix de la main-d'œuvre correspondant aux constructions faites sur le propre budget des territoires dans ces hôpitaux depuis la date à laquelle ils ont été mis à la disposition de ces territoires seront remboursés par le budget de l'Etat au budget gestionnaire conformément à l'article 555 du code civil.

Art. 59. — Les crédits demeurés disponibles au titre de la gestion 1956 sur les chapitres du titre V du budget de la défense nationale pourront, à l'occasion de leur report à 1957, être affectés à des chapitres du titre V du budget de la défense nationale différents des chapitres d'origine, après avis conforme des commissions des finances du Parlement, exprimé conformément aux dispositions de l'article 40 de la loi n° 55-366 du 3 avril 1955.

TITRE II

Dispositions relatives au Trésor.

Dispositions générales.

Art. 60. — I. Les ministres sont autorisés à gérer, conformément aux lois en vigueur, entre le 1er janvier et le 31 décembre 1957, les comptes spéciaux de commerce, dans la limite d'un découvert fixé pour chaque compte et dont le montant total s'élève à 81.400 millions de francs.

II. — Le découvert du compte spécial « Subsistances militaires » pourra être majoré jusqu'au 31 décembre 1957, dans la limite d'un montant global de 14 milliards, par arrêté conjoint du ministre des affaires économiques et financières et du ministre de la défense nationale et des forces armées, en fonction des besoins des unités d'Afrique du Nord.

III. — Toutefois, en ce qui concerne les comptes « gestion de titres de sociétés d'économie mixte appartenant à l'Etat » et « fonds national d'aménagement du territoire », des limitations pourront être apportées à leur gestion par le décret de répartition prévu par l'article 59 du décret organique en vue de répartir, par comptes particuliers, les opérations des comptes spéciaux du Trésor.

Art. 61. — Il est ouvert aux ministres, pour l'année 1957, des crédits d'un montant total de 166.673 millions de francs applicables aux comptes spéciaux d'affectation spéciale.

Le ministre des affaires économiques et financières est autorisé à percevoir, entre le 1er janvier et le 31 décembre 1957, les recettes imputables à ces comptes et dont le montant est évalué à 166.673 millions de francs.

Art. 62. — Les ministres sont autorisés à gérer, conformément aux lois en vigueur, entre le 1er janvier et le 31 décembre 1957, les comptes spéciaux de règlement avec les gouvernements étrangers, dans la limite d'un découvert fixé pour chaque compte et dont le montant total s'élève à 17.700 millions de francs.

Art. 63. — Les ministres sont autorisés à gérer, conformément aux lois en vigueur, entre le 1er janvier et le 31 décembre 1957, les comptes spéciaux d'opérations monétaires, dans la limite d'un découvert fixé pour chaque compte et dont le montant total s'élève à 3.550 millions de francs.

Art. 64. — Il est ouvert au ministre des affaires économiques et financières, au titre de l'année 1957, des crédits d'un montant total de 359.663.000.000 de francs pour l'octroi d'avances de trésorerie d'une durée maximale de deux ans.

Les recettes à provenir du remboursement de ces avances ainsi que des avances antérieurement consenties sont évaluées à 368.234.000.000 de francs.

Art. 65. — I. — La fraction non utilisée au 31 décembre 1956 des crédits d'un montant respectif de 5.750 millions et de 3.500 millions ouverts par la loi n° 56-780 du 4 août 1956 et applicables aux comptes « Prêts à la caisse centrale de la France d'outre-mer pour la régularisation des cours des produits d'outre-mer » et « Prêts à la Société nationale de constructions aéronautiques du Sud-Est » pourra être reportée à 1957, par arrêté du ministre des affaires économiques et financières.

Les recettes à provenir des prêts antérieurement consentis sont évaluées pour mémoire.

II. — Est autorisée, dans les conditions fixées aux articles 44, 45 et 47 du décret n° 56-601 du 19 juin 1956, la consolidation, sous forme de prêts, des avances du Trésor d'un montant total de 10.904 millions de francs qui n'ont pu être recouvrées dans les délais légaux.

Les recettes à provenir, en 1957, de l'amortissement de ces prêts ainsi que des prêts résultant de consolidations antérieures sont évaluées à 3.100 millions de francs.

Art. 66. — Est fixé à 132 milliards de francs le montant des autorisations de prêts qui peuvent être accordées en application de la législation sur les habitations à loyer modéré pour 1957.

Sur ce montant:

1° Une somme de 105 milliards est réservée à la construction de logements destinés à la location et une somme de 27 milliards est réservée à la construction de logements destinés à l'accession à la propriété;

2° Une somme de 38 milliards est affectée à la réalisation des programmes intéressant la région parisienne telle qu'elle est définie à l'article 48 du code de l'urbanisme et de l'habitation, dont 33 milliards pour la construction de logements destinés à la location.

Les autorisations ci-dessus, non utilisées en 1957, seront reportées à l'année suivante.

Les opérations intéressant principalement l'accession à la propriété, effectuées dans les communes rurales (moins de 2.000 habitants agglomérés au chef-lieu) autres que celles englobées dans les agglomérations urbaines, bénéficient, jusqu'au 1er septembre 1957, d'un droit de priorité de 13 milliards.

Art. 67. — Le ministre des affaires économiques et financières est autorisé à effectuer en 1957, par le débit du compte spécial d'investissement « Versements du Trésor au fonds de développement économique et social » et dans la limite d'un montant de 120 milliards de francs, des versements destinés à permettre l'octroi des prêts au titre de la législation sur les habitations à loyer modéré.

Le ministre des affaires économiques et financières est autorisé à effectuer en 1957, par le débit du compte spécial d'investissement « Versement du Trésor au fonds de développement économique et social » et dans la limite d'un montant de 205 milliards de francs, des versements destinés à permettre l'octroi de prêts pour la réalisation du plan de modernisation et d'équipement ainsi que des programmes de productivité, de conversion et de décentralisation.

Art. 67 *bis*. — Les prêts dont la charge est transférée pour 1957 du budget de l'Etat à des établissements de crédit spécialisés, seront octroyés dans les mêmes conditions pour les bénéficiaires que s'ils avaient été attribués selon la procédure antérieure, notamment en ce qui concerne le taux, le garanties demandées aux emprunteurs et les modalités de remboursement.

L'Etat est autorisé à accorder les garanties et les bonifications d'intérêts nécessaires à cet effet.

L'Etat garantira à chaque établissement de crédit spécialisé le montant des ressources supplémentaires qui lui est nécessaire pour assurer l'exécution de la partie des programmes inconditionnels dont le financement lui incombe, de manière à ce que la réalisation des programmes conditionnels ne soit pas affectée par ce changement de procédure.

Art. 68. — Le ministre des affaires économiques et financières est autorisé à consentir, au cours de l'année 1957, par le débit du fonds de développement économique et social, dans la limite des ressources constatées à chacune des sections dudit fonds, des prêts aux entreprises, organismes et collectivités, tels qu'ils sont prévus au décret n° 55-875 du 30 juin 1955 portant création du fonds.

Art. 69. — Les dépenses effectuées en deutschmark sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne et à Berlin et les recettes recouvrables sur ces territoires seront imputées aux comptes spéciaux d'opérations exécutées en monnaie locale ouverts par l'article 76 de la loi n° 46-2914 du 23 décembre 1946 et l'article 36 de la loi n° 55-1044 du 6 août 1955.

Les prévisions de recettes et de dépenses de ces comptes spéciaux seront fixées par arrêté interministériel communiqué préalablement aux commissions des finances des deux assemblées.

Art. 70. — Le ministre des affaires économiques et financières est autorisé à mettre en circulation des signes monétaires émis au nom du Trésor public, libellés en francs, pour les besoins des forces françaises stationnées en Méditerranée orientale et des personnes autorisées par elles.

Les opérations comptables relatives à l'émission et au retrait de la circulation de ces billets seront retracées dans les écritures du Trésor au compte spécial ouvert en exécution des dispositions du troisième alinéa de l'article 37 de la loi n° 55-1044 du 6 août 1955.

Art. 71. — . . . . . .

Art. 72. — Les trois premiers alinéas de l'article 36 de la loi n° 55-1044 du 6 août 1955, sont remplacés par les dispositions ci-après:

« Est autorisée l'ouverture, dans les écritures du Trésor, d'un compte spécial classé parmi les comptes de règlement avec les gouvernements étrangers, destiné à retracer les opérations de recettes et de dépenses effectuées en deutschmark, sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne, se rapportant à l'emploi de la contribution allemande à l'entretien des forces françaises stationnées en Allemagne et des services à leur suite, de certaines disponibilités en deutschmark appartenant au Trésor français et des crédits du budget général, affectés à la couverture des dépenses des services français en Allemagne. Ce compte spécial est géré par le ministre de la défense nationale et des forces armées.

« Au débit de ce compte seront constatées les dépenses de fonctionnement des services militaires et civils français en Allemagne, réglées soit par les bureaux allemands se payement, soit par les caisses publiques françaises.

« Au crédit du compte seront portés:

« Des recettes, inscrites pour ordre et égales au montant des dépenses d'entretien des forces françaises stationnées en Allemagne et des services à leur suite, réglées directement par les bureaux allemands de payement;

« Les versements effectués en deutschmark par les bureaux allemands de payement pour la couverture des dépenses de même nature payées par les caisses publiques françaises ainsi que les recettes corrélatives recouvrées en deutschmark tant par les bureaux allemands de payement que par les caisses publiques françaises;

« Les versements affectés à la couverture des dépenses des services français en Allemagne réglées par les caisses publiques françaises et imputables soit sur les disponibilités en deutschmark appartenant au Trésor français, soit sur les crédits du budget général, les sommes versées faisant dans ce second cas l'objet d'une conversion en deutschmark par l'intermédiaire du compte spécial du Trésor visé à l'article 38 ci-après. »

Art. 73. — I. — Le compte spécial « Opérations du fonds de stabilisation des changes de la France d'outre-mer » sera définitivement clos le 31 décembre 1956.

II. — La date de clôture des comptes spéciaux énumérés ci-dessous, fixée au 31 décembre 1956, est reportée au 31 décembre 1957:

Liquidation des organismes professionnels (art. 169 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946) et para-administratifs (art. 51 de la loi n° 50-586 du 27 mai 1950 et art. 36 de la loi n° 53-75 du 6 février 1953);

Opérations consécutives à l'introduction du franc en Sarre;

Opérations de recettes et de dépenses afférentes à la réalisation des surplus américains et des biens prélevés en Allemagne.

Art. 74. — Le montant maximal des dépenses que le ministre chargé de l'agriculture est autorisé à engager, en 1957, sur les ressources du fonds forestier national est fixé à 3.600 millions de francs.

Art. 75. — Le montant des autorisations de programme imputables sur le « Fonds national d'aménagement du territoire » est fixé à 19 milliards de francs pour l'année 1957.

2° *Dispositions spéciales.*

Art. 76. — Dans le cadre de l'article 26 du décret n° 56-847 du 24 août 1956, portant statut du Togo, le Trésor français peut consentir à la République autonome du Togo des avances de trésorerie. Ces avances seront imputées sur les crédits ouverts respectivement au titre de l'article 70 de la loi du 31 mars 1932 et de l'article 31 de la loi du 31 décembre 1953.

Art. 77. — Pour l'année 1957, les bonifications d'intérêts instituées par les articles 207 et 208 du code de l'urbanisme et de l'habitation sont applicables aux emprunts émis ou contractés, dans la limite de 5 milliards de francs par les organismes d'habitations à loyer modéré et les sociétés de crédit immobilier.

Sont également bonifiables, dans les mêmes conditions, mais sans limitation de somme, les emprunts contractés par les organismes ou sociétés en vertu de l'article 45 du code des caisses d'épargne.

Art. 78. — L'article 1er du décret n° 55-876 du 30 juin 1955 relatif aux sociétés de développement régional est complété par l'alinéa ci-après:

« Ces sociétés sont autorisées à consentir des prêts à cinq ans et plus aux entreprises dans lesquelles elles prennent des participations au capital. Elles peuvent en outre donner leur garantie aux emprunts à cinq ans et plus contractés par lesdites entreprises. »

Art. 79. — Les deux premiers alinéas de l'article unique de la loi n° 48-1540 du 1er octobre 1948 sont remplacés par les dispositions suivantes:

« Jusqu'au 31 décembre 1960, le secrétaire d'Etat aux travaux publics, aux transports et au tourisme est autorisé à faire rattacher au budget général, à titre de fonds de concours pour dépenses d'intérêt public, le produit des emprunts effectués par des collecti-

vités publiques ou privées en vue de l'équipement des ports et plus spécialement de la défense des lieux et installations portuaires de pêche contre les eaux et contre la mer.

« Il est autorisé, en outre, à allouer à ces collectivités des subventions payables en annuités dont le montant est calculé de manière à permettre l'amortissement en quinze ans au moins, au taux de 5 p. 100, des emprunts correspondant au montant de la participation en capital que l'Etat prend en charge suivant la réglementation en vigueur, ces emprunts ne devant en aucun cas être contractés sur des crédits provenant du fonds de développement économique et social. »

Art. 80. — Dans la limite d'un montant maximal de 65 millions de francs, le ministre des affaires économiques et financières est autorisé à donner la garantie de l'Etat aux emprunts qui seront contractés par la fédération mondiale des anciens combattants pour l'acquisition et l'aménagement d'un immeuble à Paris. Le service des intérêts de cet emprunt sera pris en charge par l'Etat.

Art. 81. — . . . . . .
Art. 82. — . . . . . .
Art. 83. — . . . . . .

Art. 84. — I. — Le dernier alinéa de l'article 8 du décret n° 54-1136 du 13 novembre 1954 relatif à l'organisation du marché des corps gras fluides alimentaires est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« Un arrêté fixera les modalités d'assiette et de perception de cette cotisation. »

II. — L'article 14 du décret n° 54-1136 du 13 novembre 1954 relatif à l'organisation du marché des corps gras fluides alimentaires est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« Un arrêté fixera les modalités d'assiette et de perception de la cotisation professionnelle sur l'huile d'olive. »

III. — Le dernier alinéa de l'article 5 du décret n° 54-1138 du 13 novembre 1954 relatif à certaines graines oléagineuses est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« Un arrêté fixera les modalités d'assiette et de perception de cette cotisation. »

Art. 84 *bis* (nouveau). — Le ministre des affaires économiques et financières est habilité à apporter par arrêté, au bilan de la Banque de France, les modifications nécessaires pour que soient distingués dans les lignes du poste de bilan « Portefeuille d'escomptes » les concours apportés aux entreprises privées, aux entreprises nationalisées et à la construction.

TITRE III

Dispositions diverses.

A. — *Dispositions fiscales.*

Art. 85. — . . . . . .

Art. 86. — Les concessionnaires de mines, les titulaires de permis d'exploitation de mines, sont tenus, à compter du 1er janvier 1957, de payer une redevance fixe à l'Etat. Cette redevance est annuelle et réglée d'après l'étendue de la concession ou des terrains compris dans le périmètre du permis et d'après la nature de la substance minérale.

Les titulaires de concession de permis d'exploitation bénéficieront de mesures d'exonération partielle ou totale de la redevance fixe des mines, tenant compte de l'activité des travaux d'exploitation et de recherches entrepris à l'intérieur des périmètres de leurs titres miniers. Cette exonération sera totale en ce qui concerne les concessions, permis d'exploitation faisant l'objet de travaux de recherche ou d'exploitation.

Des décrets en conseil d'Etat, contresignés par les ministres chargés des mines et des finances, fixeront le tarif de la redevance fixe des mines et préciseront les conditions de l'exonération prévue au précédent paragraphe.

Art. 87. — . . . . . .
Art. 88. — . . . . . .
Art. 89. — . . . . . .

B. — *Dispositions intéressant le personnel.*

Art. 89 *bis* (nouveau). — L'article 7, alinéa 2, de la loi n° 48-1268 du 17 août 1948 est complété par la disposition suivante:

« Toutefois, les créations dues aux transformations d'emplois devront être justifiées par des modifications de structure des services au sein desquels elles interviennent. »

Art. 90. — Les chargés de mission et les agents contractuels de l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux affaires économiques en fonction au 1er janvier 1950, encore actuellement en fonction, pourront bénéficier, à titre personnel, des dispositions de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 relative au statut général des fonctionnaires.

Un règlement d'administration publique fixera les modalités d'intégration et les règles de carrière applicables à ces agents.

Art. 91, 92, 93. — . . . . . .

Art. 94. — L'obligation de figurer dans la première moitié de la liste d'ancienneté pour pouvoir être inscrit au tableau d'avancement ne sera plus opposée aux lieutenants et aux capitaines du cadre des ingénieurs du service des matériels « subdivision artillerie ».

Ces officiers pourront être inscrits au tableau à la condition de posséder, au 1er juillet de l'année de la proposition, une ancienneté de grade qui leur permettrait de figurer dans la première moitié de la liste d'ancienneté respectivement des lieutenants et des capitaines d'artillerie métropolitaine.

Art. 95. — . . . . . .

Art. 96. — Les dispositions de l'article 16 de la loi n° 53-72 du 6 février 1953 relatives aux changements d'armée et aux changements d'arme, de corps et de cadre, déjà prorogées jusqu'au 31 décembre 1956 par l'article 32 de la loi n° 55-1044 du 6 août 1955, sont à nouveau prorogées jusqu'au 31 décembre 1957.

Ces dispositions sont applicables aux personnels militaires féminins.

C. — *Autres dispositions.*

Art. 97. — . . . . . .

Art. 98. — Sont approuvées, conformément à l'état L annexé à la présente loi, les prévisions de recettes et de dépenses du service des alcools pour la campagne 1956-1957.

Art. 99. — L'article 1143-2 ci-dessous est ajouté au code rural:

« *Art.* 1143-2. — Lorsqu'un assujetti à une caisse de mutualité sociale agricole ne s'est pas acquitté de ses cotisations, l'inspecteur divisionnaire des lois sociales en agriculture ou le directeur de la caisse intéressée peut lui adresser une lettre recommandée avec accusé de réception le mettant en demeure de régulariser sa situation dans un délai de quinze jours.

« Si cette mise en demeure reste sans effet, le directeur de la caisse intéressée peut délivrer une contrainte qui est visée et rendue obligatoire dans un délai de cinq jours par le président de la commission de première instance dans le ressort de laquelle est compris le siège de l'organisme créancier.

« Cette contrainte est signifiée par acte d'huissier et exécutée dans les mêmes conditions qu'un jugement.

« L'exécution de la contrainte peut être interrompue par opposition motivée, formée par le débiteur, par inscription au secrétariat de la commission de première instance ou par lettre recommandée adressée au secrétariat de ladite commission dans les quinze jours à compter de la signification prévue au troisième alinéa du présent article.

« Il est statué par la commission de première instance dans les conditions prévues par les articles 19, 20, 21 et 23 de la loi n° 46-2339 du 24 octobre 1946. La décision est exécutoire nonobstant appel

« Les demandes de remise de majoration des cotisations éventuellement formulées par le débiteur dans les conditions prévues par l'article 13 du décret n° 50-414 du 20 avril 1950, modifié, ne font obstacle ni à la délivrance de la contrainte, ni à son exécution pour le principal des cotisations. »

Art. 100. — . . . . . .

Art. 101. — Les membres de la famille de l'exploitant travaillant avec celui-ci: ascendants, descendants, frères, sœurs, alliés au même degré, ne peuvent se prévaloir de la qualité de salarié que si l'exploitation est dirigée effectivement par l'exploitant ou si la mise en valeur de cette exploitation constitue son activité principale.

Art. 102. — Nulle personne physique ou morale ne peut bénéficier des avantages d'ordre économiques accordés aux agriculteurs si elle ne justifie de la régularité de sa situation au regard des organismes chargés de l'application de la législation sociale agricole.

Un règlement d'administration publique fixera les conditions d'application du présent article.

Art. 102 *bis*. — Les taux des cotisations complémentaires applicables au titre de l'exercice 1957 ne pourront, sauf dérogation exceptionnelle accordée par décision du secrétaire d'Etat à l'agriculture sur proposition dûment motivée du préfet, président du comité départemental des prestations familiales agricoles, être supérieurs aux taux des cotisations complémentaires émises au titre de l'exercice 1956.

Art. 103. — . . . . . .

Art. 10. — § 1er. — A partir d'une date qui sera fixée par arrêté du secrétaire d'Etat aux travaux publics, aux transports et au tourisme, en fonction de la modification du régime des classes de voitures sur les lignes de la Société nationale des chemins de fer français, les taux des surtaxes locales temporaires instituées au profit des collectivités et établissements publics et concernant le transport des voyageurs et des chiens accompagnés seront, nonobstant les dispositions figurant dans les décrets institutifs de ces surtaxes pris en application de la loi n° 866 du 15 septembre 1942, modifiés de la manière suivante:

a) Les taux des surtaxes prévues antérieurement pour la 1re classe resteront applicables à la 1re classe nouvelle;

b) Les taux des surtaxes prévues antérieurement pour la 2e classe cesseront d'être applicables;

c) Les taux des surtaxes prévues antérieurement pour la 3e classe seront applicables à la 2e classe nouvelle;

d) Le transport des chiens accompagnés donnera lieu à la perception de mêmes surtaxes que celui des voyageurs de 2e classe.

Les dispositions qui précèdent seront applicables de plein droit aux surtaxes locales temporaires en vigueur. Des arrêtés du secrétaire d'Etat aux travaux publics, aux transports et au tourisme apporteront aux décrets qui les ont instituées les modifications résultant du présent paragraphe.

Les dispositions de la loi n° 48-405 du 10 mars 1948 simplifiant le régime des surtaxes locales temporaires perçues par la Société nationale des chemins de fer français sur certaines catégories de transport resteront applicables quand elles ne seront pas contraires aux dispositions ci-dessus.

§ 2. — A partir de la date prévue au premier alinéa du paragraphe 1er du présent article:

a) Les mots « les îles britanniques et les îles anglo-normandes » seront supprimés à la deuxième colonne du tableau inclus dans l'article 5 de la loi n° 47-1683 du 3 septembre 1947, modifié par l'article 4 de la loi n° 51-238 du 28 février 1951 et l'article 3 de la loi n° 51-1495 du 31 décembre 1951;

b) Les taux de la taxe à percevoir au profit de l'établissement national des invalides de la marine en vertu des textes susvisés seront, pour les passagers en provenance des îles britanniques ou anglo-normandes et à destination de la France métropolitaine ou inversement, de:

400 F par passager de 1re classe;
100 F par passager de 2e classe.

Le tableau visé ci-dessus sera complété en conséquence.

Art. 104 *bis*. — Les emprunts contractés pour la construction de l'autoroute de la vallée du Rhône, entre Vienne et Valence, par les organismes prévus à l'article 4 de la loi n° 55-435 du 18 avril 1955 portant statut des autoroutes, bénéficieront de la garantie de l'Etat dans la limite d'un montant de 7 milliards 500 millions.

Art. 105. — Par dérogation aux dispositions de l'article 4 du décret-loi du 28 février 1940 relatives à la gestion et à l'aliénation du domaine mobilier de l'Etat, le service des domaines est autorisé, jusqu'au 1er juillet 1958, à vendre aux aéro-clubs agréés et associations inter-club, pour un prix symbolique, les planeurs et matériels de vol à voile actuellement en service dans ces organismes et faisant partie du parc du service de la formation aéronautique et des sports aériens.

Art. 106. — Sont abrogés:

L'article 10 de la loi du 24 avril 1833, relatif à la production au Parlement des comptes matières appartenant à l'Etat;

L'article 14 de la loi de finances du 8 mars 1850, relatif à la situation annuelle des approvisionnement de la marine;

L'article 2 de la loi du 9 décembre 1902 relatif à la production au Parlement d'états concernant le matériel classé à la réserve de guerre.

Art. 107. — I. — L'article 676 du code rural est ainsi modifié:

a) Il est inséré, entre le premier et le deuxième alinéa, les deux nouveaux alinéas suivants:

« Le montant des emprunts ainsi garantis par le fonds est limité à quinze fois celui des ressources dont il dispose.

« Le fonds prend en charge les sommes devenues irrécouvrables sur les prêts assortis de sa garantie ainsi que les annuités de prêts consentis en application des articles 675 et 696 dont il pourra être fait en tout ou partie remise aux emprunteurs dans des conditions fixées par décret. »

b) Les alinéas 1° et 2° sont ainsi modifiés:

« 1° Des dotations inscrites au budget de l'agriculture.

« 2° Des subventions éventuelles des départements, communes, établissements publics, organisations professionnelles agricoles et de toute personne physique ou morale. »

II. — Il est ajouté au code rural un article 675-I ainsi conçu:

« *Art.* 675-I. — Les prêts institués par l'article 675 peuvent être accordés aux collectivités énumérées à l'article 617, 1° à 4°, 6° et 7°. Toutefois, la priorité sera accordée aux exploitations agricoles ayant un revenu cadastral inférieur à 60.000 F. »

III. — L'article 696 du code rural est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 696. — Les prêts spéciaux institués par l'article 75 en vue de la réparation des dégâts causés par des calamités publiques peuvent également être accordés sous forme de prêts à long terme au taux de 3 p. 100 et d'une durée maximale de 30 ans. »

IV. — Le décret n° 56-934 du 17 septembre 1956 tendant à accorder une aide exceptionnelle aux viticulteurs victimes des gelées intervenues durant l'hiver 1955-1956 est confirmé.

Art. 108. — Dans la limite des crédits ouverts au ministre de l'intérieur pour la mise en jeu de la garantie donnée à l'Algérie pour l'équilibre de son budget, est autorisé le transfert au budget de l'Etat des dépenses ou services dont la charge incombe actuellement à l'Algérie. La répartition par chapitre des crédits correspondants sera effectuée par arrêté.

Art. 109. — En raison de la dissolution de l'assemblée territoriale du Cameroun, prononcée par le décret n° 56-113 du 8 novembre 1956, et de l'élection d'une nouvelle assemblée décidée par le décret n° 56-1155 du 16 novembre 1956, les délibérations de l'assemblée territoriale du Cameroun qui seront prises au cours de sa première session de 1957 en matière d'impôts directs, de contributions ou de taxes assimilées à percevoir dans ce territoire en 1957, seront applicables rétroactivement à compter du 1er janvier 1957, quelle que soit la date à laquelle ces délibérations pourront être régulièrement rendues exécutoires.

Art. 110. — Les huiles minérales de graissage usagées en provenance de l'avitaillement des navires, des aéronefs ou des unités militaires étrangères stationnées sur le territoire français seront intégralement destinées à la régénération, à l'exclusion de tout autre emploi.

Lesdites huiles ramassées seront importées en franchise de droits de douane et des taxes intérieures prévues à l'article 265 du code des douanes. Sur ces huiles il sera perçu uniquement la taxe à la valeur ajoutée de 19.50 p. 100, calculée sur le prix payé aux vendeurs des huiles usagées. Cette taxe ne peut en aucun cas être récupérable.

ANNEXES

Avis de la commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs par MM. Canivez, Lebas, Lamousse et Jean Bertaud, sénateurs.

Avis de la commission de la production industrielle par M. de Villoutreys, sénateur.

AVIS

présenté au nom de la commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs.

ENSEIGNEMENTS DES PREMIER ET DEUXIEME DEGRES, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, M. CANIVEZ

AVANT-PROPOS

Avant d'étudier les différents crédits budgétaires mis pour l'année 1957 à la disposition du ministère de l'éducation nationale, nous pensons qu'il est utile de faire quelques remarques préliminaires qui permettront sans doute aux uns et aux autres de faire, le cas échéant, des critiques utiles et des suggestions efficaces dont M. le ministre de l'éducation nationale pourra tenir compte peut-être au cours de l'année budgétaire et surtout quand il établira les besoins de son ministère pour l'année 1958. Car, seul, il a le pouvoir de proposer des dépenses. Les remarques que peut faire la commission technique n'ont qu'une valeur relative, celle de faire réfléchir et prévoir.

Remarques utiles.

L'évolution de la situation démographique est un facteur important à considérer quand il s'agit d'enseignement.

Durant les quelques années qui précédèrent 1939, les lois sociales commençaient à peine à faire sentir leurs bienfaits, le nombre des naissances restait à peu près stable et de beaucoup inférieur à ce qu'il devait devenir dès 1946. Remarquons que les étudiants d'aujourd'hui âgés de vingt à vingt-cinq ans sont nés de 1931 à 1936.

Pendant la dernière guerre, le nombre des naissances diminua beaucoup et cela se comprend.

Les enfants nés entre 1939 et 1945 ont aujourd'hui, les plus âgés seize ou dix-sept ans et les moins âgés, onze ou douze ans. A la lecture de ces chiffres, nous comprenons pourquoi combien est difficile aujourd'hui le recrutement des élèves-ingénieurs, des élèves-professeurs, des élèves-instituteurs, des étudiants en sciences et de futurs chercheurs et qu'il y aura, pendant quelque temps, des années creuses au cours desquelles nos écoles spécialisées auront des difficultés à recruter les futurs ingénieurs dont nous avons tant besoin à l'heure actuelle. On trouvera peut-être un nombre relativement suffisant de candidats, mais le choix des meilleurs sera restreint.

Pendant le même temps, le nombre des enfants de onze à seize ans augmente considérablement et les difficultés en locaux et en maîtres que l'enseignement du premier degré a rencontrées à partir des années 1947-1948 sont connues actuellement par l'enseignement du deuxième degré. Les collèges, les lycées, les collèges techniques manquent de places. Il en est de même pour les centres d'apprentissage, les cours complémentaires, les écoles ménagères, etc.

L'enseignement supérieur jouit de nos jours d'un prestige qu'il n'avait pas connu à un tel point jusqu'ici, d'où un succroît d'étudiants et surtout d'étudiantes qui va aller en s'amplifiant pendant quelques années pour diminuer quelque peu durant trois ou quatre ans pour renaître ensuite avec encore plus de force qu'aujourd'hui dès la disparition des effets des années creuses dont nous avons parlé et qui trouvent leur justification dans les raisons que nous avons indiquées plus haut.

D'autre part, il est bon de remarquer que les nouveaux étudiants ne sont pas toujours les étudiants que nous souhaitions d'avoir et qu'attend la vie moderne des débuts de l'âge atomique, c'est-à-dire qu'il y a probablement trop d'étudiants en lettres et pas assez en sciences.

Le progrès technique dans tous les domaines exclut des ateliers et des chantiers un certain nombre d'ouvriers autrefois hautement qualifiés et qui se retrouvent aujourd'hui dans l'armée des manœuvres, quand ils ne sont pas obligés de changer souvent de métier. C'est sans doute une des raisons qui ont fait penser à la prolongation de la durée de la scolarité.

Les allocations familiales substantielles accordées aujourd'hui aux familles de deux enfants et plus ont été certainement pour quelque chose dans l'augmentation du nombre des enfants qui continuent leurs études après quatorze ans.

La pénurie en main-d'œuvre due à la diminution de la natalité pendant la dernière guerre et aussi au rappel sous les drapeaux d'une partie de la disponibilité et de la réserve, n'est pas non plus étrangère aux retards constatés dans l'achèvement des programmes de constructions en cours. Les matériaux de construction se font plus rares. On ne les utilise pas toujours convenablement et souvent les chantiers ne sont pas organisés et surveillés pour éviter des pertes de temps.

Les migrations de population sont nombreuses et importantes et sont la conséquence de la disparition de certaines entreprises, de certaines industries dans une région donnée et qui, parfois, se réinstallent dans une autre région.

Les constructions groupées de nombreux locaux d'habitations sous forme de C. I. L., d'H. L. M., par exemple, obligent dans la plupart des cas les collectivités locales à édifier écoles, services sportifs et services publics.

Et enfin, on ne peut pas ne pas tenir compte que la réforme de l'enseignement va poser des problèmes de locaux qui, en l'état actuel du marché du travail, ne seront pas faciles à résoudre et aussi, ce qui est encore plus grave, le problème du recrutement des maîtres nécessaires, car les jeunes gens trouvent actuellement plus facilement ailleurs que dans l'enseignement des emplois qui leur permettent de vivre dignement et décemment

Les diverses remarques d'ordre général que nous venons d'énumérer à bâtons rompus ne sont pas sans doute les seules qui mériteraient d'être retenues pour l'étude critique du document budgétaire qui nous est soumis. Elles suffisent pourtant à mesurer les difficultés de la tâche de M. le ministre de l'éducation nationale qui doit tenir compte non seulement de son désir de réaliser ce qui serait, dans certains cas, utile, dans d'autres, nécessaire, et dans d'autres encore, indispensable, mais aussi des possibilités d'action dont il dispose, que ce soit financièrement ou techniquement parlant.

Quelques chiffres globaux intéressants à connaître.

Remarquons d'abord que, dans le projet de budget de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, deux ensembles de crédits doivent être spécialement étudiés par notre commission technique: celui des dépenses ordinaires et celui des dépenses en capital.

La nouvelle façon de présenter le budget de l'Etat nous conduit à comprendre que le projet de loi de finances qui a été déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale comporte la reconduction des crédits votés pour l'exercice précédent, comprenant ceux qui étaient inscrits dans le budget de 1956 auxquels ont a ajouté les crédits votés pour être utilisés en partie dans l'année budgétaire 1956 et qui sont calculés pour 1957 en année pleine. Ces crédits sont automatiquement acquis et, par conséquent, le Parlement n'a plus à se prononcer que sur les mesures nouvelles.

Il n'y a plus ou peu de détails dans les explications données sur l'utilisation de tel ou tel crédit, mais seulement une justification souvent sommaire des mesures nouvelles proposées. Les Assemblées se prononceront simplement sur ces crédit globaux qui seront ensuite distribués dans les différents secteurs de dépenses par la commission des finances en tenant compte, sans doute, de l'avis des commissions techniques intéressées.

Budget de fonctionnement pour l'enseignement du premier degré.

Les crédits votés en 1957 sont en augmentation. 26.061 millions restant sur 1956 et 11.500 millions d'autorisations nouvelles sont prévus pour 1957, soit, en fait, 37.561 millions d'augmentation par rapport aux crédits figurant réellement à l'exercice 1956. Augmentation sensible, mais crédits toujours insuffisants.

Les prévisions budgétaires du point de vue de la création des postes s'élèvent à 10.800 qui seront mis en place au 1er janvier 1957 ou au 1er octobre 1957, alors qu'un calcul serré des besoins élèverait ce chiffre aux environs de 15.000 postes.

La difficulté ne réside pas seulement dans la création des postes, mais aussi dans le recrutement des maîtres nécessaires et dans les constructions scolaires.

En ce qui concerne le recrutement des maîtres du premier degré, deux améliorations sensibles: le projet que nous examinons prévoit 6.000 places et en comptant les 500 traitements nouveaux qui sont inscrits au budget, cela donnera 2.000 élèves-maîtres qui seront recrutés au niveau du baccalauréat complet. Evidemment, ces dispositions s'accompagnent de la création de 128 chaires d'enseignement dans les écoles normales, de 81 postes de maîtres et maîtresses auxiliaires, de 40 surveillants et de 108 agents de service, et malgré cela, les besoins réels ne seront pas satisfaits. Il manquera toujours des professeurs pour assurer la mise en place des créations de postes, surtout en ce qui concerne les disciplines scientifiques.

Il faudra aussi trouver les candidats aux 8.000 postes prévus pour 1957 et pour cela, il faudrait songer à améliorer les traitements, surtout de début, pour que les jeunes gens s'orientent vers les carrières d'instituteurs. Beaucoup plus d'élèves-maîtres, ceci signifie augmentation des classes d'application. Or, rien n'est prévu dans le budget pour en augmenter le nombre. 300 classes nouvelles d'application auraient dû être prévues. Il faut songer aussi aux frais de séjour et de déplacement des remplaçants qui enseignent loin de leur lieu de résidence, ou qui fréquentent les journées pédagogiques. Ne pas oublier non plus de majorer le nombre des bourses de redoublement.

La question des directeurs d'école déchargés de classe devra être revue. Elle mérite un examen attentif tant au point de vue administratif qu'au point de vue pédagogique.

Plusieurs questions concernant l'enseignement du premier degré devraient être étudiées avec beaucoup d'attention, par exemple, l'augmentation de la population scolaire maternelle, qui est passée de 1949 à 1952 de 450.000 à 562.000 et de 1952 à 1955 de 562.000 à 671.000, ce qui fait une augmentation de près de 220.000 élèves. A l'heure actuelle plus de 1.500 classes maternelles ont des effectifs qui dépassent 50 élèves. Les causes de cette augmentation de la population scolaire sont diverses: augmentation de la natalité, surtout dans les cités urbaines, généralisation du travail féminin, et aussi, du fait que les écoles maternelles jouissent de la faveur des familles.

En ce qui concerne les cours complémentaires, il est bien certain qu'une étude concernant leur fonctionnement et leur programme devrait être entreprise et menée à bien. Les cours complémentaires forment la plupart des élèves-maîtres reçus au concours d'entrée à l'école normale en classe de seconde, et ces cours complémentaires spécialisés ont comme programme celui du premier cycle de l'enseignement secondaire. D'autres cours complémentaires, surtout ruraux, sont à orientation souvent agricole. Il paraît difficile qu'ils aient le même programme que les cours complémentaires précédents; d'autre part, ils devraient être pourvus d'internat que les collectivités locales ne peuvent pas construire sans une aide substantielle de l'Etat. En outre, les crédits affectés aux bourses nationales en ce qui les concerne restent insuffisants et les 273 millions de crédits supplémentaires prévus au projet de budget en ce qui concerne ces bourses sont nettement insuffisants.

Il faudrait les majorer au minimum de 300 à 400 millions.

Les créations prévues pour les classes de perfectionnement et de plein air (250), pour l'enseignement agricole (250), pour les départements d'outre-mer (300); pour les cours complémentaires d'outre-mer (100), sont en nombre insuffisants, tout le monde le reconnaît et il serait temps de se pencher sur le problème des écoles nationales de perfectionnement, des centres nationaux de pédagogie spéciale, des centres de plein air et des écoles réservées aux enfants de mariniers et des familles non sédentaires. Les créations prévues ne sont, en ce qui les concerne, que les emplois administratifs et les instituteurs nécessaires pour ces écoles devront être prélevés sur les contingents des instituteurs des classes élémentaires.

En ce qui concerne les écoles normales, il est certain que si l'on veut que le plus grand nombre de futurs instituteurs passe par ces écoles, il faut songer à les multiplier, et il reste entendu que si certaines d'entre elles ont à former des instituteurs de cours complémentaires, le problème de leur construction, de leur fonctionnement ou de leur programme doit être étudié avec soin. Il faudrait aussi penser à donner au directeur d'écoles normales à gros effectif, un adjoint qui pourrait l'aider dans sa tâche aussi bien administrative que pédagogique.

Budgets d'investissement.

Les crédits réellement utilisables en 1956 s'élevaient à 109.418 millions. Le projet de budget pour 1957 prévoit 150 milliards. Il y a donc une majoration de 11.552 millions, mais 30 milliards sont réservés et momentanément bloqués. Ils ne seront engagés que si la réforme de l'enseignement s'applique en 1957.

Pour le 1er degré, les crédits inscrits au budget de 1956 s'élevaient à 78 milliards; mais, étant donné que des crédits avaient été utilisés par anticipation en 1955, il restait 55.565 millions à engager sur 1956. Le projet e 1957 prévoit 62.359 millions de crédits d'engagement, d'où augmentation sur l'exercice précédent de 6.794 millions. Les crédits d'investissement correspondent aux besoins du 1er degré, à peu de chose près, pour la rentrée de 1957.

Il nous reste à ne pas perdre de vue, malgré la création de la direction unique des constructions scolaires, que les formalités à remplir pour la construction des locaux scolaires sont toujours longues, que les avances et subventions ne sont pas toujours débloquées en temps voulu par les services centraux et que, bien souvent, les municipalités sont obligées, faute de pouvoir payer les entrepreneurs, d'arrêter les travaux en cours. Nous savons bien que des procédures plus rapides ont été envisagées dans les constructions de locaux scolaires, puisque les municipalités peuvent accepter les projets-types qui n'ont plus à subir les « feux » du conseil des bâtiments de France, etc., ou encore, participer aux commandes groupées qui ont bénéficié dans le passé de crédits prioritaires et qui, après le blocage des crédits qui leur ont été réglementairement attribués, ne constituent plus un moyen plus rapide que les autres traditionnels — du moins dans certains départements comme la Gironde et les Bouches-du-Rhône. Cependant, la liste habituelle des priorités demeure toujours trop longue puisqu'une partie seulement de celle-ci est satisfaite d'année en année. Il reste vrai qu'un projet mis à l'étude par une municipalité ne peut être exécuté que deux ou trois ans après et il reste aussi vrai que la municipalité qui a trouvé des fonds pour mener à bien la construction d'une école, qui a aussi été autorisée à le faire à la suite d'une promesse de subvention de l'Etat, voit cette subvention tarder à être versée dans la caisse municipale.

En ce qui concerce l'application de la loi Barangé et l'utilisation des fonds mis à la disposition des communes en vertu de cette loi, il est certain que les municipalités trouvent dans ces crédits une aide appréciable à l'occasion notamment de la construction de locaux scolaires, et qui soulage d'une façon sensible les finances locales. Il ne faudrait pourtant pas, à notre avis, que les communes s'engagent trop avant dans la voie des emprunts pour lesquels les annuités seront prélevées sur les fonds de la loi Barangé, et ce avant que la réforme de l'enseignement, qui prévoit un tronc commun à partir de 11 jusqu'à 13 ans, soit mise en application. Car une question reste à régler, question importante d'ailleurs, celle de savoir si le bénéfice de la loi Barangé continuera à être octroyé pour les enfants fréquentant ces écoles moyennes formant le « tronc commun » dont il est question dans le projet de loi-cadre portant réforme de l'enseignement.

Enseignement du 2e degré.

Les difficultés rencontrées dans le 1er degré pour les constructions de locaux scolaires et le recrutement des maîtres deviennent aussi un gros souci pour l'enseignement du 2e degré.

Des crédits supplémentaires ont dû être envisagés pour la nationalisation de quarante collèges, entraînant la création de cent vingt emplois administratifs, et l'augmentation des effectifs va devenir de plus en plus sensible dans l'enseignement du 2e degré dans les années qui viennent, entraînant la création de 3.630 emplois de professeurs agrégés, de professeurs licenciés, etc. De plus, il a fallu envisager la création de 700 emplois d'adjoints d'enseignement titulaires du C. A. P. E. S. Des crédits supplémentaires ont été aussi nécessaires pour la prise en charge par l'Etat de dix internats de

collèges, pour le perfectionnement du centre national d'enseignement par correspondance, pour la transformation en lycées de cinq collèges classiques.

En ce qui concerne l'enseignement secondaire, le recrutement de professeurs devient de plus en plus difficile. Le C. A. P. E. S. qui ne devait être qu'un examen est devenu un concours; c'est une petite agrégation et il reste, étant donné le nombre insuffisant de candidats reçus à l'agrégation et au C. A. P. E. S., à insister auprès de M. le ministre de l'éducation nationale pour que soient titularisés les professeurs licenciés d'enseignement ayant un certain nombre d'années de service, et étant pédagogiquement bien notés par les inspecteurs généraux, ce qui est demandé depuis longtemps. Ce serait une mesure de justice pouvant être réalisée, au moins en partie, au cours de l'année 1957. Il faut regretter que cette mesure utile n'ait pas été prise avant la rentrée scolaire, puisque les postes budgétaires que vont occuper les « capésiens » pour douze heures d'enseignement au lieu de dix-huit que comportent ces postes, ne seront occupés qu'en partie, et d'autres professeurs de l'établissement, souvent déjà bien chargés, devront compléter en heures supplémentaires l'enseignement qui ne sera pas donné par les « capésiens ». D'autre part, notons aussi que les titulaires du C. A. P. E. S. seront loin du centre régional pédagogique et auront des difficultés à s'y rendre pour faire leur formation professionnelle.

Notons encore que la réforme de l'enseignement va amener un changement profond dans la structure de l'enseignement secondaire et que c'est après beaucoup de réflexions et avec beaucoup de prudence qu'il faudra toucher à un édifice qui est considéré par beaucoup comme celui où est donné l'enseignement d'une culture favorable à la formation des élites et que le monde entier nous envie.

Problèmes de l'enseignement supérieur.

L'enseignement supérieur, connaissant à l'heure actuelle la faveur du public, rencontre aussi depuis plusieurs années des difficultés qui ont leur origine dans l'accroissement du nombre des étudiants impliquant un besoin de maîtres et de locaux supplémentaires. Disons tout de suite qu'il est certain que les locaux des facultés de sciences sont plus qu'insuffisants, que les étudiants s'y trouvent à l'étroit, que leur équipement n'est pas toujours à la hauteur de l'enseignement qui y est donné et qu'il est temps de construire les locaux nécessaires si notre pays ne veut pas se trouver, en matière d'enseignement supérieur, au dernier rang dans le monde

Les projets laissent pourtant espérer des améliorations à longue échéance mais certaines. En 1955, le budget de fonctionnement pour les établissements d'enseignement supérieur s'élevait à 17.725 millions, il est prévu au budget de 1957: 24.344 millions. En 1955, le budget d'équipement s'élevait à 15.252 millions, il est prévu en 1957, 17.091 millions. Si bien, que pour les budgets de fonctionnement et d'équipement l'augmentation est sensible, puisque de 32.977 millions en 1955, leur total s'élève à 44.435 millions.

En ce qui concerne le personnel, un plan de dix ans a été établi qui comporte la création de 4.000 emplois nouveaux. L'effectif total du personnel de l'enseignement supérieur était de 6.576 en 1955; il sera nécessaire de l'élever à 9.000 en 1957. L'effort à faire dans ce sens porte principalement sur le personnel scientifique, effort qu'il faut souligner car il permettra de faire passer le nombre moyen d'étudiants par professeur, qui était presque de 79 en 1953-1954, à 64 pour l'année 1956-1957.

Mais il ne suffit pas de créer des postes pour trouver des candidats à ces poste. Il faut encore que les jeunes savants qui pourraient les occuper soient attirés matériellement vers ces postes. Il est bien certain que les rémunérations des professeurs de l'enseignement supérieur sont loin d'être ce qu'elles devraient être. Les jeunes gens, en particulier ceux qui se livrent aux hautes études scientifiques préfèrent l'industrie privée à l'enseignement public. Il faut considérer les professeurs de l'enseignement supérieur comme des chercheurs toujours en quête de progrès à réaliser dans les sciences fondamentales ou dans les études littéraires, philosophiques, historiques, etc., approfondies et les rémunérer comme ils le méritent.

Aussi serait-il opportun de leur accorder avant la correction indispensable des indices de leur traitement, une prime de recherche qui pourrait être au moins égale au quart de leur traitement. Nous savons que le problème est à l'étude au ministère de l'éducation nationale. Nous souhaitons qu'il soit bientôt résolu.

Pour les mêmes raisons, la recherche scientifique devrait avoir, non seulement, le prestige qu'elle a certainement, mais aussi le rang qu'elle mérite dans la classification des rémunérations de la fonction publique.

En effet, si on compare les traitements des chercheurs du C. N. R. S. d'une part et ceux des chercheurs d'organismes des secteurs semi-publics et privés d'autre part, on comprend facilement que, lorsque l'occasion se présente à eux de quitter le C. N. R. S. les jeunes chercheurs n'hésitent pas un seul instant.

Débutant 25 ans, marié sans enfant (licencié ès sciences, ingénieur ou docteur en médecine):

Au C. N. R. S. (stagiaire de recherches), 45.000 F par mois.

Au C. E. A. (commissariat à l'énergie atomique), 72 à 81.000 F par mois.

Au C. E. R. C. H. A. R. (centre d'études et de recherches des charbonnages), 110.000 F par mois.

Péchiney, 77.000 F par mois.

Médecin attaché plein temps (dans les services hospitaliers de l'A. P. à Paris), 170.000 F par mois.

Cinq ans d'ancienneté, marié, deux enfants:

Au C. N. R. S. (attaché de recherches), 94.000 F par mois.

Au C. E. A., 139.000 F par mois.

Au C. E. R. C. H. A. R., 122.000 F par mois.

Péchiney, 115.000 F par mois.

Médecin assistant plein temps, 208.000 F par mois.

Dix ans d'ancienneté, marié, deux enfants:

Au C. N. R. S.:

— attaché de recherches, 64.000 F par mois;

— ou chargé de recherches (1er échelon), 84.000 F par mois.

Au C. E. A., 160.000 F par mois.

Au C. E. R. C. H. A. R., 150.000 F par mois.

Péchiney, 150.000 F par mois.

Catégories supérieures:

Au C. N. R. S (maître de recherches), 110.000 F par mois.

Au C. E. A., 240.000 F par mois.

Au C. E. R. C. H. A. R., 190.000 F par mois.

Médecin ou chirurgien des hôpitaux plein temps, 340.000 F par mois.

Remarque importante. — En janvier 1956, d'après la liste officielle de classement publiée par le C. N. R. S., 73 p. 100 des chercheurs appartiennent aux deux grades inférieurs: stagiaires ou attachés. Le nombre de maîtres et directeurs de recherches ne dépasse pas 5 p. 100 du total. Dans les sections de médecine et de physiologie, l'âge moyen des attachés de recherches est de trente-cinq ans. A la section de médecine, le plus jeune attaché de recherches avait, en 1955, vingt-neuf ans, le plus âgé quarante-neuf ans (60.000 F par mois pour un célibataire). Dans ces deux sections, beaucoup d'attachés sont à la fois docteurs en médecine et licenciés ès sciences.

De 1951 à 1956, le pourcentage d'augmentation des traitements a été:

Au C. N. R. S.: pour les stagiaires de 14,5 p. 100; pour les attachés de 19 p. 100.

Au C. E. A. de 40 p. 100.

Rappelons enfin que les chercheurs du C. N. R. S., simples allocataires et pas même contractuels, ne bénéficient d'aucun des avantages de la fonction publique: stabilité, garanties d'avancement, avantages sociaux, retraite, etc. Le cumul est formellement interdit aux chercheurs du C. N. R. S., qui restent fermement partisans de cette interdiction du cumul, la recherche scientifique exigeant toute l'activité de celui qui s'y consacre.

Nous n'ignorons pas que les crédits affectés au C. N. R. S. ont été sensiblement augmentés pendant les dernières années, mais, personne n'en doute, il reste beaucoup à faire dans ce domaine.

S'il y a un problème de personnel dans l'enseignement supérieur, il y a aussi un problème de constructions et d'équipement, puisque dans toutes les académies, il faudrait construire une nouvelle faculté de sciences et faire occuper les locaux anciens par les facultés de lettres et de droit. Nous souhaitons, en particulier, que la faculté des sciences de Paris soit mise en construction le plus rapidement possible à la halle aux vins, puisqu'un accord est intervenu entre les divers intéressés et que M. le ministre de la reconstruction a délivré le permis de construire.

Pour remédier à l'insuffisance constatée des locaux un peu partout, dans toutes les académies de France, il a été envisagé pour l'année scolaire 1956-1957 une nouvelle faculté de médecine à Aix-Marseille, l'extension de la faculté des sciences à Aix-Marseille, à Besançon et à Rennes, une nouvelle faculté des sciences à Dijon et des bâtiments de tous ordres à Grenoble, Poitiers, Paris et Toulouse.

Le budget d'équipement qui était en 1955 de 15.252 millions passera en 1957 à 17.081 millions.

Des mesures ont été prises en faveur des étudiants. Le montant des bourses est passé de 29.650 millions à 31.950 millions de 1955 à 1957.

La moyenne de ces bourses est de 120.000 F, certaines accordées à des étudiants préparant l'entrée à l'Institut de recherches spécialisées peuvent atteindre 300.000 F.

Outre ces bourses, diverses réalisations à caractère social visant les cités universitaires, des créations de restaurants sont en projet ou en cours à Caen, Dijon, Lille, Lyon, Montpellier et Toulouse.

La cité Jean-Zay vient d'ouvrir ses portes à Antony. Deux nouveaux restaurants universitaires sont prévus pour Paris. La subvention accordée pour chaque repas est passée, à compter du 1er mars 1956, de 61 à 75 F.

En conclusion, il est évident qu'un gros effort a été fait pour améliorer le fonctionnement et l'équipement des services du ministère de l'éducation nationale. Bien sûr que les crédit restent toujours insuffisants, étant donnée l'ampleur de la tâche à accomplir et le retard à rattraper, mais nous ne sommes pas sûrs qu'il serait possible d'utiliser tous les crédits qu'on pourrait mettre à notre disposition, compte tenu, comme nous l'avons déjà fait remarquer au cours de cette étude, qu'il existe actuellement une pénurie de main-d'œuvre et qu'aussi les matériaux qui servent à bâtir deviendront de plus en plus rares, puisqu'on ne construit pas seulement des écoles, mais aussi des logements pour ceux qui n'en ont pas.

Nous pensons néanmoins que, dans quelques années, nous aurons pu rattraper les retards d'aujourd'hui et d'hier et que, lors de la mise en application de la réforme de l'enseignement, nous serons en mesure de bâtir les locaux et de former les maîtres dont nous aurons besoin à ce moment-là.